

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

**L'ÉMERGENCE DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ DANS UN  
PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL EN MILIEU RURAL**

**LE CAS DE LA SOUS-PRÉFECTURE DE GADOUAN EN CÔTE D'IVOIRE**

Thèse présentée

dans le cadre du programme conjoint de doctorat en développement régional

Université du Québec à Rimouski / Université du Québec à Chicoutimi

en vue de l'obtention du grade de Philosophiae Doctor

PAR

© **CHANTALE DALI**

**Janvier 2014**

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI  
Service de la bibliothèque

Avertissement

La diffusion de ce mémoire ou de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire « Autorisation de reproduire et de diffuser un rapport, un mémoire ou une thèse ». En signant ce formulaire, l'auteur concède à l'Université du Québec à Rimouski une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de son travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, l'auteur autorise l'Université du Québec à Rimouski à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de son travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits moraux ni à ses droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, l'auteur conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont il possède un exemplaire.





**Composition du jury :**

**Jeanne-Marie RUGIRA**, Présidente du jury, Université du Québec à Rimouski

**Bruno JEAN**, Directeur de recherche, Université du Québec à Rimouski

**Suzanne TREMBLAY**, Membre du jury, Université du Québec à Chicoutimi

**Hélène LEE-GOSSELIN**, Examineur externe, Université Laval

Dépôt initial : Janvier 2013

Dépôt final : Janvier 2014



## DÉDICACE

*À la mémoire de :  
ma Mère, mon Père et mon frère Serge.*

*À  
tous mes frères et sœurs.*



## ***REMERCIEMENTS***

Le gouvernement du Canada permet à des ressortissants de pays membres de la Francophonie de profiter de compétences existant dans les institutions canadiennes d'enseignement à travers le Programme canadien de bourses de la Francophonie (PCBF) de l'Agence canadienne du développement international (ACDI). Pour nos études de doctorat en développement régional, nous avons bénéficié d'un financement du PCBF. C'est pour cette raison que nous tenons à témoigner notre gratitude à tout le personnel de ce programme; et particulièrement à sa gestionnaire principale, Mme Jeanne Gallagher. Mais, nos remerciements vont, en premier lieu, au gouvernement du Canada, qui à travers ce programme permet de resserrer les liens avec nos pays africains et de favoriser ainsi la promotion des valeurs canadiennes à l'étranger. Personnellement, ce programme nous a donné l'opportunité d'apporter notre contribution à la recherche de stratégies pour l'amélioration des conditions de vie des femmes du milieu rural en Côte d'Ivoire en réalisant une étude au niveau doctoral.

L'Université du Québec à Rimouski (UQAR) a été l'institution canadienne d'enseignement qui nous a accueillis pour notre scolarité et notre recherche doctorale. Nous y avons trouvé, au sein du programme conjoint UQAR/UQAC de doctorat en développement régional, les ressources nécessaires qui nous ont permis de mener à bien nos travaux. Nous remercions nos professeurs et tous les autres membres du personnel du département Sociétés, Territoires et Développement. Nos remerciements vont spécialement à M. Bruno Jean, notre directeur de recherche, pour avoir accepté de superviser nos travaux. Nous avons apprécié la confiance qu'il nous a accordée et nous tenons à lui témoigner notre gratitude pour nous avoir donné l'opportunité de participer à des séminaires et congrès internationaux. Il nous a également accordé son soutien dans toute initiative que nous avons entreprise dans le cadre de notre insertion professionnelle après nos études doctorales.

Nous remercions M. Parfait Gohourou, Directeur général de la décentralisation et du développement local (DGDDL) et ses collaborateurs pour nous avoir facilité notre recherche sur le terrain en Côte d'Ivoire. De plus, les agents des différents ministères techniques et des autres institutions, que nous avons contactés en Côte d'Ivoire, n'ont pas hésité à nous donner les informations que nous leur avons demandées ; et parfois à être nos répondants pour nos entretiens de recherche. Qu'ils en soient ici remerciés. Nous remercions également les communautés villageoises de la sous-préfecture de Gadouan dans la collectivité territoriale de Daloa en Côte d'Ivoire. Ces communautés villageoises nous ont réservé un accueil chaleureux et elles ont été disponibles pour participer à notre recherche. Nous disons « AYO! »<sup>1</sup> aux braves femmes des différents villages de la sous-préfecture de Gadouan. En participant à notre recherche, elles nous ont aidés à construire un cadre conceptuel d'analyse cohérent. Nous tenons aussi à les remercier pour leurs encouragements car elles ont perçu dans cette recherche une lueur d'espoir pour l'amélioration effective de leur condition de vie. Nous osons espérer qu'il en sera ainsi.

Pour terminer, nous tenons à remercier toutes les personnes qui d'une manière ou d'une autre ont contribué à la réalisation de cette thèse. Dans ce sens, nous remercions Messieurs Hilaire Tchéchoupard et Gerard Jean-Jacques, respectivement Doctorant en développement régional à l'Université du Québec à Chicoutimi et Doctorant en science politique à l'Université Laval. Nous remercions également le Pasteur Félix Bélisle et son épouse Denise Deschênes de l'Église du Carrefour du Plein Évangile de Rimouski, de même que toute la communauté de cette Église, pour le soutien constant qu'ils nous ont apporté lors de notre séjour à Rimouski. Nous ne saurions oublier tous nos ami(e)s que nous avons connu(e)s à Rimouski. Merci à vous!

Nous tenons à réitérer nos remerciements aux membres de notre jury de thèse qui par leurs commentaires et leurs conseils nous ont aidé à améliorer notre travail.

---

<sup>1</sup> « Merci » en langue bété (Centre-ouest de la Côte d'Ivoire).

## *AVANT-PROPOS*

Cette thèse se rapporte à une recherche qui a pour thème : « L'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans un processus de développement local en milieu rural : le cas de la sous-préfecture de Gadouan en Côte d'Ivoire ». Ce thème nous a été inspiré après une dizaine d'années d'expérience professionnelle dans le domaine du développement rural en Côte d'Ivoire. En effet, en milieu rural ivoirien, la pauvreté va grandissante. Les stratégies de développement mises en œuvre ne donnent pas les résultats escomptés. De ce fait, les objectifs de développement ne sont pas atteints et les conditions de vie de la population rurale, et surtout celle des femmes, se dégradent. Cette situation nous a amené à entreprendre une recherche sur la problématique de l'entrepreneuriat dans un processus de développement local ; en ce sens où la création d'entreprises est facteur de création de richesses. Nous cherchons à explorer les déterminants qui suscitent l'émergence « d'initiatives féminines durables » en milieu rural ivoirien ; et cela dans le contexte de la politique de décentralisation qui privilégie le développement local. Dans ce sens, dans le cadre de notre mémoire<sup>2</sup> de « Master en développement » de l'Université Senghor d'Alexandrie d'Égypte, nous avons effectué un stage au Centre local de développement (CLD) de la Municipalité régionale de comté (MRC) de Charlevoix-Est au Canada. Ce stage a porté sur les stratégies mises en œuvre par un organisme local d'appui à l'entrepreneuriat. Dans un souci d'approfondissement de ce travail, nous souhaitons maintenant nous situer dans le cadre d'une collectivité territoriale rurale en Côte d'Ivoire et chercher à comprendre dans quelles mesures les pratiques de développement local contribuent à développer l'entrepreneuriat féminin. En somme, à travers cette recherche doctorale, nous avons l'intention de mieux comprendre une situation tirée de notre expérience professionnelle. Pour terminer, nous tenons à préciser que cette thèse traite moins de l'entrepreneure, actrice économique, que de l'entrepreneuriat féminin, processus complexe dont l'entrepreneure est l'initiatrice.

---

<sup>2</sup> DALI, Chantal. 2007. *Stratégies de développement de l'entrepreneuriat dans un processus de développement local : proposition d'un modèle à l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) en Côte d'Ivoire*. Mémoire de Master, Alexandrie, Égypte : Université Senghor. 78 p.





## **RÉSUMÉ**

Les théoriciens du développement régional ont élaboré plusieurs courants théoriques pour expliquer les inégalités de développement entre les territoires. La concentration ou le manque d'entreprises dans une région a généralement été considéré comme une explication de ces inégalités. De ce fait, plusieurs théories en développement régional misent sur l'entrepreneuriat comme facteur de développement local. Cependant, mises à part les inégalités territoriales, des inégalités de genre se produisent également dans le processus du développement. Il s'avère alors opportun d'étudier la création des entreprises suivant une approche genre. L'objectif général de cette recherche est justement de comprendre le processus d'émergence de micro-entreprises féminines dans un processus de développement local en milieu rural ivoirien; et de proposer un cadre d'analyse des facteurs qui déterminent l'émergence de ces micro-entreprises féminines dans une perspective de développement territorial. Pour atteindre cet objectif, nous avons effectué une investigation théorique à l'issue de laquelle nous avons mobilisé cinq modèles d'émergence de l'entrepreneuriat. Suivant une approche globale de ces différents modèles, nous avons ressorti trois dimensions autour desquelles ils se structurent: les stratégies, les individus et le territoire. C'est ce triptyque qui nous a servi pour élaborer un cadre conceptuel d'analyse préliminaire. La finalisation de ce cadre conceptuel à partir des données du terrain de recherche, dans la sous-préfecture de Gadouan en Côte d'Ivoire, a utilisé une méthode de triangulation basée sur l'analyse de trois focus groups avec un total de 36 femmes. Ces focus groups ont été complétés par 23 entretiens individuels et aussi par de la recherche documentaire. La démarche est à la fois déductive et inductive. À l'issue de cette démarche, il est ressorti que trois dimensions sont nécessaires, et doivent se combiner, pour faire émerger l'entrepreneuriat féminin dans un processus de développement local en milieu rural: la dimension planification locale selon le genre, la dimension compétences entrepreneuriales féminines et la dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin. Ainsi dans le cas de la sous-préfecture de Gadouan, la non-émergence de l'entrepreneuriat féminin à l'issue de la planification participative local s'explique par le fait que les femmes ne sont pas effectivement impliquées à toutes les étapes de la planification participative locale, leurs compétences entrepreneuriales demeurent à l'état de « capacités potentielles » et leur milieu ne leur offre le soutien technique et financier nécessaire. C'est seulement dans leurs groupements d'intérêt économique (GIE) qu'elles trouvent un tel soutien. Cependant l'affaiblissement des liens sociaux dans ces GIE ne favorise pas le développement d'activités génératrices de revenus des femmes. Or, l'approche territoriale de l'entrepreneuriat explique que c'est le lien entre entreprises et institutions, localisées au niveau d'un système territorial de production, qui permet de générer une dynamique productive d'ensemble. Dès lors, il importe de mener des recherches approfondies sur les facteurs qui favorisent le bon fonctionnement des GIE des femmes de la sous-préfecture de Gadouan afin de générer cette dynamique productive d'ensemble.

**Mots clés :** Entrepreneuriat féminin - Développement local - Milieu rural – Territoire.



## ***ABSTRACT***

Regional development theorists have developed several theoretical approaches to explain the disparities of development between regions. The lack of entrepreneurship in some regions and its concentration in others has been cited as an explanation of regional disparities. As a result, several regional development theories consider entrepreneurship as factor of local development. However, except territorial disparities, gender inequalities also affect development process. It is then appropriate to learn entrepreneurship process following a gender approach. The aim objective of this research is justly to understand the process of emergence of women's microenterprises in local development process in rural areas in order to propose a framework to analyze the factors that determine the emergence of theses women's microenterprises in a territorial development perspective. To reach this objective, we have done a theoretical investigation at the end of which we have mobilized five models of entrepreneurship. We used a global approach of these different models and we emerged three dimensions around which they are structured: strategies, people and territory. It's this triptych that has helped us develop a preliminary conceptual framework.

The finalization of the conceptual framework with empirical data used a triangulation method based on analysis of three focus groups with a total of 36 women. Theses focus groups have been completed with 23 individual interviews and also by documentary research. The approach is both deductive and inductive. At the end of this approach, it was found that three dimensions are needed and should be combined to bring out women's entrepreneurship in the process of local development in rural areas: a gender local planning, women's entrepreneurial skills and an area which incubate women's entrepreneurship. Thus, in the case of Gadouan, non-emergence of women's entrepreneurship as a result of the local participatory planning is explained by the fact that women are not effectively involved in all steps of the local participatory planning, their entrepreneurial skill remain in a state of « potential capabilities » and their environment does not offer the necessary technical and financial support. It's only in their economic interest groups (GIE) they find such support. However, the weakening of social ties in the GIE does not promote economic activities of women. In this perspective, the territorial approach of entrepreneurship explains that it's the ties between companies and institutions, located in a territorial production system, which generates a global productive dynamic. Our research has led us to understand that, in the case of Gadouan, it's the ties between women in the GIE that generates the global productive dynamic. Therefore, it is important to conduct deeper researches on the factors that promote the proper functioning of this GIE.

**Key words:** Women's entrepreneurship - Local development - Rural area – Territory.



## *TABLE DES MATIÈRES*

REMERCIEMENTS .....	IX
AVANT-PROPOS.....	XI
RÉSUMÉ .....	XIII
ABSTRACT.....	XV
TABLE DES MATIÈRES.....	XVII
LISTE DES TABLEAUX.....	XXIII
LISTE DES FIGURES .....	XXV
LISTE DES CARTES.....	XXVII
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	XXIX
INTRODUCTION GÉNÉRALE .....	1
CHAPITRE 1 : FEMMES, ENTREPRISES ET POLITIQUES IVOIRIENNES ..	15
1.1 PRÉSENTATION DE LA CÔTE D'IVOIRE .....	15
1.2 LES POLITIQUES ANTÉRIEURES AUX PAS .....	21
1.2.1 LES POLITIQUES SECTORIELLES .....	21
1.2.1.1 La politique agricole.....	21
1.2.1.2 La politique industrielle.....	25
1.2.1.2.1 L'industrialisation par appel au capital étranger .....	25
1.2.1.2.2 L'industrialisation par la mobilisation des initiatives nationales .....	26
1.2.1.3 La politique commerciale .....	28
1.2.1.4 La politique des infrastructures de transport.....	29
1.2.2 LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ.....	31

1.2.2.1	La planification nationale .....	31
1.2.2.2	Le développement régional et l'aménagement du territoire.....	32
1.3	LES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL.....	37
1.4	LES POLITIQUES POSTÉRIEURES AUX PAS .....	38
1.4.1	LES STRATÉGIES DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ .....	38
1.4.2	LA POLITIQUE DE DÉCENTRALISATION ET DE DÉVELOPPEMENT .....	44
1.5	LA CREATION D'ENTREPRISES IVOIRIENNES .....	48
1.6	LA CONDITION DE LA FEMME EN CÔTE D'IVOIRE.....	56
1.6.1	LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE IVOIRIENNE.....	56
1.6.2	LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE IVOIRIENNE .....	65
1.6.3	LES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT EN MATIERE DE GENRE .....	68

## **CHAPITRE 2 : LA PROBLÉMATIQUE SCIENTIFIQUE DE LA RECHERCHE ..71**

2.1	DES MODELES D'EMERGENCE DE L'ENTREPRENEURIAT.....	71
2.1.1	LE MODELE DU MILIEU INCUBATEUR DE L'ENTREPRENEURSHIP .....	71
2.1.2	LE MODELE DE LACASSE .....	76
2.1.3	LE MODELE STRATEGIQUE DE L'ENTREPRENEURIAT .....	81
2.1.4	LE MODELE DES 5 M (BRUSH ET AL).....	86
2.1.5	LE MODELE DE BARTH .....	89
2.2	L'ANALYSE COMPARATIVE DES DIFFERENTS MODELES .....	91
2.3	LA QUESTION CENTRALE DE LA RECHERCHE.....	96
2.4	LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE .....	101
2.5	L'ELABORATION DU CADRE CONCEPTUEL PRELIMINAIRE.....	102

## **CHAPITRE 3 : LES FONDEMENTS THÉORIQUES DE LA RECHERCHE.....105**

3.1	DU DEVELOPPEMENT AU DEVELOPPEMENT REGIONAL.....	105
3.2	LES GRANDS MODELES DE DEVELOPPEMENT REGIONAL.....	107
3.3	LE DEVELOPPEMENT LOCAL.....	111

3.3.1	LES DIFFERENTES APPROCHES DU CONCEPT DE DEVELOPPEMENT LOCAL .....	111
3.3.1.1	L'approche de développement économique local .....	112
3.3.1.2	L'approche de développement territorial.....	113
3.3.1.3	L'approche de développement communautaire.....	119
3.3.1.4	L'approche de développement économique communautaire .....	120
3.3.2	DÉFINITION DU CONCEPT DE DEVELOPPEMENT LOCAL .....	122
3.3.3	PRINCIPES, ELEMENTS ET PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT LOCAL .....	123
3.4	<b>LES FONDEMENTS DU CONCEPT DE L'ENTREPRENEURIAT .....</b>	<b>124</b>
3.4.1	LES DIFFERENTES APPROCHES DU CONCEPT D'ENTREPRENEURIAT .....	124
3.4.1.1	L'approche fonctionnelle .....	125
3.4.1.2	L'approche comportementale.....	126
3.4.1.3	L'approche par les processus.....	127
3.4.1.4	L'approche territoriale.....	128
3.4.2	LES FORMES D'ENTREPRENEURIAT .....	131
3.5	<b>GENRE, FÉMINISME ET APPROCHE PAR LES CAPACITES .....</b>	<b>133</b>
3.5.1	LE MOUVEMENT FEMINISTE.....	133
3.5.2	L'ÉVOLUTION DES PRATIQUES DE DEVELOPPEMENT .....	134
3.5.2.1	Le féminisme libéral et l'approche IFD.....	134
3.5.2.2	Les féminismes socialistes et les approches FED et GED .....	136
3.5.3	L'AUTONOMISATION ET L'APPROCHE PAR LES CAPACITES .....	138
3.5.4	LE CONCEPT GENRE.....	142
3.5.5	LE GENRE ET L'ENTREPRENEURIAT .....	146
3.5.6	LE FÉMINISME EN AFRIQUE DE L'OUEST.....	148
3.5.7	DÉFINITION DES CONCEPTS DE GENRE ET DE FÉMINISME .....	151
3.6	<b>LE CONCEPT D'ENTREPRENEURIAT FÉMININ.....</b>	<b>152</b>
3.6.1	LA PERTINENCE DU CONCEPT D'ENTREPRENEURIAT FÉMININ.....	152
3.6.2	LES DIFFERENTES APPROCHES DU CONCEPT D'ENTREPRENEURIAT FÉMININ .....	153
3.6.2.1	L'approche comportementale.....	153
3.6.2.2	L'approche managériale .....	155
3.6.2.3	L'approche par la culture .....	155



3.6.3	LES CARACTERISTIQUES DE L'ENTREPRENEURE AFRICAINE .....	159
3.6.4	LES ENTREPRENEURES OUEST AFRICAINES ET LE DEL.....	161
3.6.5	LES ENTREPRENEURES OUEST AFRICAINES ET LE DEC .....	162
3.6.6	DEFINITIONS : ENTREPRENEURIAT FEMININ ET ENTREPRENEURE .....	166
3.7	LA RURALITE .....	167
3.7.1	DES ESSAIS DE CONCEPTUALISATION DU RURAL .....	168
3.7.2	LA CARACTERISATION DU MILIEU RURAL IVOIRIEN .....	171
CHAPITRE 4 : LES CADRES TERRITORIAL ET MÉTHODOLOGIQUE .....		179
4.1	PRÉSENTATION DU TERRITOIRE A L'ETUDE .....	179
4.2	PRÉSENTATION DE L'ANADER.....	191
4.3	LA PLANIFICATION PARTICIPATIVE LOCALE .....	193
4.4	LE CADRE METHODOLOGIQUE DE LA RECHERCHE .....	199
4.4.1	LA JUSTIFICATION DE LA STRATEGIE DE COLLECTE DE DONNEES.....	199
4.4.1.1	<b>Les méthodes de collecte de données .....</b>	<b>200</b>
4.4.1.1.1	Une démarche qualitative .....	200
4.4.1.1.2	Une étude de cas par comparaisons intersites.....	204
4.4.1.1.3	Une approche territoriale croisée à une approche féministe.....	207
4.4.1.2	<b>Les instruments de collecte de données.....</b>	<b>209</b>
4.4.1.2.1	Les entrevues semi-dirigés.....	209
4.4.1.2.1.1	<i>Les focus groups</i> .....	209
4.4.1.2.1.2	<i>Les entrevues individuelles</i> .....	213
4.4.1.2.2	La recherche documentaire .....	213
4.4.1.3	<b>La détermination de l'échantillon .....</b>	<b>214</b>
4.4.1.4	<b>La méthode d'analyse des données.....</b>	<b>217</b>
4.4.1.4.1	L'analyse intra-site .....	217
4.4.1.4.2	L'analyse intersites .....	221
4.4.1.5	<b>Les critères d'ordre scientifique de la recherche .....</b>	<b>222</b>

4.4.1.6	Les aspects éthiques de la recherche.....	223
4.4.2	LA MISE EN ŒUVRE DE LA COLLECTE DE DONNEES.....	224
4.4.2.1	L'organisation de la collecte.....	225
4.4.2.2	La réalisation des entrevues .....	226
4.4.2.2.1	Les focus groups.....	226
4.4.2.2.1.1	<i>Les caractéristiques des participantes</i> .....	226
4.4.2.2.1.2	<i>Le focus group de Gadouan</i> .....	228
4.4.2.2.1.3	<i>Le focus group de Bidiahouan</i> .....	232
4.4.2.2.1.4	<i>Le focus group de Zaliohouan</i> .....	234
4.4.2.2.2	Les entretiens individuels.....	236
4.4.2.2.2.1	<i>Les entretiens individuels avec les femmes micro-entrepreneurs</i> .....	236
4.4.2.2.2.2	<i>Les entretiens individuels avec les agents d'appui</i> .....	237
4.4.2.3	La réalisation de la recherche documentaire.....	238
 <b>CHAPITRE 5 : LES FACTEURS D'EMERGENCE DE L'ENTREPRENEURIAT</b> .		241
5.1	LES ANALYSES DES DONNEES .....	241
5.1.1	LES ANALYSES INTRA-SITES.....	241
5.1.1.1	L'analyse intra-site du pays rural de Gadouan .....	241
5.1.1.1.1	La dimension planification locale selon le genre .....	243
5.1.1.1.2	La dimension compétences entrepreneuriales féminines .....	247
5.1.1.1.3	La dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin .....	253
5.1.1.2	L'analyse intra-site du pays rural de Bidiahouan.....	259
5.1.1.2.1	La dimension planification locale selon le genre .....	261
5.1.1.2.2	La dimension compétences entrepreneuriales féminines .....	264
5.1.1.2.3	La dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin .....	267
5.1.1.3	L'analyse intra-site du pays rural de Zaliohouan.....	272
5.1.1.3.1	La dimension planification locale selon le genre .....	274
5.1.1.3.2	La dimension compétences entrepreneuriales féminines .....	278
5.1.1.3.3	La dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin .....	280

5.1.2	L'ANALYSE DES ENTRETIENS INDIVIDUELS AVEC LES FEMMES.....	284
5.1.3	L'ANALYSE DES ENTRETIENS INDIVIDUELS AVEC LES AGENTS D'APPUI .....	291
5.1.4	L'ANALYSE INTERSITES .....	298
5.1.4.1	La catégorisation des pays ruraux.....	298
5.1.4.2	La comparaison selon la dimension des compétences .....	301
5.1.4.3	la comparaison selon la dimension du territoire incubateur.....	308
5.1.4.4	la comparaison selon la dimension de la planification locale.....	310
5.2	LE PROCESSUS D'EMERGENCE DE L'ENTREPRENEURIAT FEMININ.....	315
5.3	LES CONTRAINTES ET LES OPPORTUNITES.....	318
 <b>CHAPITRE 6 : L'INTERPRETATION DES RESULTATS.....</b>		<b>323</b>
6.1	LA SYNTHESE DES RESULTATS .....	323
6.2	LA DISCUSSION DES RESULTATS .....	329
6.2.1	L'APPROCHE GENRE ET DEVELOPPEMENT.....	329
6.2.2	L'APPROCHE PAR LES CAPACITES .....	332
6.2.3	L'APPROCHE TERRITORIALE DE L'ENTREPRENEURIAT.....	334
6.3	LA CRITIQUE DE LA RECHERCHE .....	342
6.4	LES LIMITES DE LA RECHERCHE .....	346
 <b>CONCLUSION GÉNÉRALE .....</b>		<b>351</b>
 <b>ANNEXES.....</b>		<b>359</b>
 <b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>		<b>387</b>
 <b>SITES INTERNET .....</b>		<b>445</b>

## ***LISTE DES TABLEAUX***

<b>Tableau 1</b> : La contribution des secteurs économiques au PIB ivoirien (en %)	19
<b>Tableau 2</b> : Les principales localités couvertes par le projet AVB en Côte d'Ivoire	34
<b>Tableau 3</b> : La typologie des entreprises ivoiriennes	53
<b>Tableau 4</b> : L'évaluation du nombre d'entreprises en Côte d'Ivoire (1985)	55
<b>Tableau 5</b> : La comparaison des pourcentages de chefs d'entreprises selon le sexe	55
<b>Tableau 6</b> : Les compétences et les habiletés d'un entrepreneur	83
<b>Tableau 7</b> : L'analyse comparative des différents modèles entrepreneuriaux	91
<b>Tableau 8</b> : La présentation des différents modèles selon les axes de recherche	95
<b>Tableau 9</b> : Les ruptures et les vagues de l'évolution du contexte économique	107
<b>Tableau 10</b> : Les fondements de la pensée économique spatiale	108
<b>Tableau 11</b> : L'essor de la pensée économique spatiale	108
<b>Tableau 12</b> : Le renouvellement de la pensée économique spatiale	110
<b>Tableau 13</b> : Une vue organisée et synthétique des recherches en entrepreneuriat	125
<b>Tableau 14</b> : Les thèmes de recherche en entrepreneuriat féminin	148
<b>Tableau 15</b> : La synthèse des différentes approches de l'entrepreneuriat féminin	158
<b>Tableau 16</b> : La création d'emplois par les entreprises féminines	162
<b>Tableau 17</b> : Les fonctions sociales de base des sociétés traditionnelle et moderne	176
<b>Tableau 18</b> : Le taux d'urbanisation des sous-préfectures de Daloa en 2004	181
<b>Tableau 19</b> : Les données administratives de la sous-préfecture de Gadouan	183
<b>Tableau 20</b> : La présentation des <i>pays ruraux</i> de Gadouan et de leurs villages	183
<b>Tableau 21</b> : La situation des GIE de la sous-préfecture de Gadouan en 2004	185
<b>Tableau 22</b> : La situation des AGR féminines recensées dans le village de Gadouan	186
<b>Tableau 23</b> : Le nombre d'exploitants agricoles par sexe en 2004	188
<b>Tableau 24</b> : Le nombre d'unités de transformation de Gadouan en 2004	190
<b>Tableau 25</b> : Les différents niveaux d'organisation de l'ANADER en 2004	192
<b>Tableau 26</b> : Les outils déployés par l'ANADER	194
<b>Tableau 27</b> : Les stratégies de recherches associées aux méthodes qualitatives	203

### *LISTE DES TABLEAUX (suite)*

<b>Tableau 28 :</b> L'échéancier de la collecte de données en Côte d'Ivoire .....	225
<b>Tableau 29 :</b> Les caractéristiques des femmes ayant participé aux focus groups .....	227
<b>Tableau 30 :</b> Les microprojets du pays rural de Gadouan .....	228
<b>Tableau 31 :</b> Les microprojets du pays rural de Bidiahouan .....	232
<b>Tableau 32:</b> Les microprojets du pays rural de Zaliouhouan.....	235
<b>Tableau 33:</b> Les caractéristiques des femmes micro-entrepreneurs .....	237
<b>Tableau 34 :</b> Les caractéristiques des agents d'appui .....	238
<b>Tableau 35 :</b> Les principaux organismes contactés pour la recherche documentaire ....	239
<b>Tableau 36 :</b> Les messages-clés de la planification locale selon le genre à Gadouan ...	243
<b>Tableau 37 :</b> Les messages-clés de la dimension compétences à Gadouan .....	248
<b>Tableau 38 :</b> Les messages-clés de la dimension territoire incubateur à Gadouan.....	253
<b>Tableau 39 :</b> Les messages-clés de la planification locale selon le genre à Bidiahouan	261
<b>Tableau 40 :</b> Les messages-clés de la dimension compétences à Bidiahouan .....	264
<b>Tableau 41 :</b> Les messages-clés de la dimension territoire incubateur à Bidiahouan....	268
<b>Tableau 42 :</b> Les messages-clés de la planification locale selon le genre à Zaliouhouan	274
<b>Tableau 43 :</b> Les messages-clés de la dimension compétences à Zaliouhouan .....	278
<b>Tableau 44 :</b> Les messages-clés de la dimension territoire incubateur à Zaliouhouan ....	281
<b>Tableau 45 :</b> Le soutien technique et financier chez les femmes micro-entrepreneurs	285
<b>Tableau 46 :</b> Les compétences entrepreneuriales des femmes micro-entrepreneurs .....	287
<b>Tableau 47 :</b> Le niveau de réalisation des microprojets de la sous-préfecture .....	298
<b>Tableau 48 :</b> La catégorisation des pays ruraux en fonction des dimensions d'analyse	300
<b>Tableau 49 :</b> Les résultats de l'analyse intersites pour les compétences .....	302
<b>Tableau 50 :</b> Les outils déroulés pour le DGP de Bidiahouan en 2004 .....	304
<b>Tableau 51 :</b> La mise en rapport des outils déroulés avec les compétences acquises....	305
<b>Tableau 52 :</b> Les résultats de l'analyse intersites pour le territoire incubateur.....	309
<b>Tableau 53 :</b> Les résultats de l'analyse intersites pour la planification locale .....	311
<b>Tableau 54 :</b> Le cadre conceptuel d'analyse de la recherche.....	324

## ***LISTE DES FIGURES***

<b>Figure 1 :</b> L'évolution du taux de pauvreté en Côte d'Ivoire entre 1985 et 2008 .....	39
<b>Figure 2 :</b> L'évolution de l'indice de développement humain entre 1975 et 2005.....	41
<b>Figure 3 :</b> Le modèle du milieu incubateur de l'entrepreneuriat .....	72
<b>Figure 4 :</b> Le modèle de Lacasse : extension du modèle de Shapero .....	78
<b>Figure 5 :</b> Le modèle stratégique de l'entrepreneuriat.....	81
<b>Figure 6 :</b> Le cadre théorique des 5 M de l'entrepreneuriat féminin .....	87
<b>Figure 7 :</b> La présentation des différents modèles selon leur objet d'étude .....	94
<b>Figure 8 :</b> L'élaboration d'un cadre conceptuel préliminaire .....	103
<b>Figure 9 :</b> Les principales approches théoriques du développement local .....	122
<b>Figure 10 :</b> Le développement territorial impulsé par l'entrepreneuriat.....	131
<b>Figure 11 :</b> L'entrepreneur dans son groupe social .....	156
<b>Figure 12 :</b> Les principales caractéristiques du milieu rural ivoirien .....	175
<b>Figure 13 :</b> La répartition de la valeur ajoutée du département de Daloa par milieu .....	189
<b>Figure 14 :</b> Les différentes étapes du processus de planification participative locale....	195
<b>Figure 15 :</b> La méthode scientifique .....	201
<b>Figure 16 :</b> La construction d'un arbre à problèmes.....	219
<b>Figure 17 :</b> La schématisation du codage des données .....	220
<b>Figure 18 :</b> Le diagramme de causalité du pays rural de Gadouan.....	242
<b>Figure 19 :</b> Les facteurs inhibiteurs de la mise en œuvre des capacités des femmes .....	252
<b>Figure 20 :</b> Le diagramme de causalité du pays rural de Bidiahouan.....	260
<b>Figure 21 :</b> Le diagramme de causalité du pays rural de Zaliouhouan .....	273
<b>Figure 22 :</b> Le processus de développement de la culture entrepreneuriale .....	290
<b>Figure 23 :</b> Les étapes du processus de planification et prise en compte du genre .....	313
<b>Figure 24 :</b> La hiérarchisation des facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat.....	316
<b>Figure 25 :</b> Le processus d'émergence de l'entrepreneuriat féminin .....	327
<b>Figure 26 :</b> Le lien entre les GIE et l'émergence de l'entrepreneuriat féminin.....	338



## ***LISTE DES CARTES***

<b>Carte 1 :</b> La carte de la situation de la Côte d'Ivoire en Afrique.....	15
<b>Carte 2 :</b> La carte de la Côte d'Ivoire .....	16
<b>Carte 3 :</b> La carte de la situation de la région du Haut Sassandra .....	179
<b>Carte 4 :</b> La carte de la situation de la sous-préfecture de Gadouan à Daloa .....	180
<b>Carte 5 :</b> La carte de la sous-préfecture de Gadouan.....	182





## ***LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES***

**ACDI** : Agence Canadienne de Développement International  
**AFISEF** : Accès des Femmes Ivoiriennes aux Services Financiers  
**AGEPE** : Agence d'Études et de Promotion de l'Emploi  
**AGEFOP** : Agence Nationale de la Formation Professionnelle  
**AGR** : Activités Génératrices de Revenus  
**ANADER** : Agence Nationale d'Appui au Développement Rural  
**APEX-CI** : Association pour la Promotion des Exportations de Côte d'Ivoire  
**APPL** : Appui à la Planification Participative Locale  
**ARSO** : Autorité pour l'Aménagement de la Région du Sud-ouest  
**AVB** : Autorité pour l'Aménagement de la Vallée du Bandama  
**BIDI** : Banque Ivoirienne pour le Développement Industriel  
**BNDA** : Banque Nationale pour le Développement Agricole  
**BNETD** : Bureau National d'Études Techniques et de Développement  
**CAA** : Caisse Autonome d'Amortissement  
**CAPEN** : Centre d'Aide pour l'Entreprise Nationale  
**CCI** : Chambres de Commerce et d'Industrie  
**CEDEAO** : Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest  
**CEDEF** : Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes  
**CENAPEC** : Centre National de Promotion de l'Entreprise Coopérative  
**CEPICI** : Centre pour la Promotion de l'Investissement en Côte d'Ivoire  
**CFA** : Communauté Financière Africaine  
**CGECI** : Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire  
**CIDT** : Compagnie Ivoirienne de Développement des fibres Textiles  
**CNO** : Centre Nord Ouest  
**CNUCED** : Conférence des Nations Unies pour le Commerce Et le Développement  
**CSPA** : Comité Sous-Préfectoral d'Agrément

**CSSPPA** : Caisse de Stabilisation et de Soutien des Prix des Produits Agricoles

**DATAR** : Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Action Régionale

**DED** : Direction des Études de Développement

**DEPG** : Direction de l'Égalité et de la Promotion du Genre

**DGP** : Diagnostic Global Participatif

**DSRP** : Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

**DVIT** : Département Vulgarisation et Innovations Technologiques

**EPL** : Équipe de Planification Locale

**FDFP** : Fonds de Développement de la Formation Professionnelle

**FGCEI** : Fonds de Garantie de Crédit aux Entreprises Ivoiriennes

**FIAU** : Fonds d'Investissement et d'Aménagement Urbain

**FIRCA** : Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricole

**FMI** : Fonds Monétaire International

**FNS** : Fonds National de Solidarité

**FRAR** : Fonds Régionaux d'Aménagement Rural

**GVC** : Groupement à Vocation Agricole

**IMF** : Institution de Micro-Finance

**INS** : Institut Nationale de la Statistique

**MFFAS** : Ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires Sociales

**OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Économique

**OMD** : Objectifs du Millénaire pour le Développement

**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**ONPR** : Office Nationale de Promotion Rurale

**ONU** : Organisation des Nations Unies

**ONUDI** : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

**OPEI** : Office National de Promotion de l'Entreprise Ivoirienne

**PAFEG** : Programme d'Appui aux Femmes, à l'Équité et au Genre

**PAS** : Programme d'Ajustement Structurel

**PASI** : Programme d'Appui au Secteur Informel

**PCBF** : Programme Canadien de Bourses de la Francophonie  
**PIB** : Produit Intérieur Brut  
**PED** : Pays En voie de Développement  
**PDL** : Plan de Développement Local  
**PME** : Petite et Moyenne Entreprise  
**PNAF** : Programme National d'Action de la Femme  
**PNASA** : Programme National d'Appui aux Secteurs Agricoles  
**PNGTER** : Projet National de Gestion des Terroirs et d'Équipements Ruraux  
**PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement  
**PPO** : Planification des Projets par Objectifs  
**PPTE** : Pays Pauvres Très Endettés  
**PVD** : Plan Villageois de Développement  
**RCI** : République de Côte d'Ivoire  
**RGPH-98** : Recensement Général de la Population et de l'Habitat-1998  
**SATMACI** : Société d'Assistance Technique pour la Modernisation de l'Agriculture en Côte d'Ivoire  
**SOCATCI** : Société des Caoutchoucs de Côte d'Ivoire  
**SOCODEVI** : Société de Coopération pour le Développement International.  
**SODE** : Société de Développement  
**SODEFEL** : Société de Développement des Fruits Et Légumes  
**SODEPALM** : Société pour le Développement et l'Exploitation du Palmier à huile  
**SODEPRA** : Société pour le Développement de la Production Animale  
**SODERIZ** : Société pour le Développement de la Riziculture  
**SONAFI** : Société Nationale de Financement  
**TPE** : Très Petite Entreprise  
**UNIFEM** : Fonds des Nations Unies pour les Femmes  
**UQAC** : Université du Québec à Chicoutimi  
**UQAR** : Université du Québec à Rimouski  
**ZOPP** : Ziel Orientierte Project Planung



## INTRODUCTION GÉNÉRALE

Plusieurs pays ouest africains francophones ont commémoré, au cours de l'année 2010, le cinquantenaire de leur indépendance avec beaucoup de festivités. Ces commémorations ont été l'occasion pour des intellectuels africains de mener des analyses critiques sur l'état de développement de ces pays depuis les indépendances. Plusieurs critiques ont ainsi mis en lumière que les conditions de vie d'une grande partie de la population ont empiré après un demi-siècle de mise en œuvre de stratégies de développement. Ces stratégies ont plutôt aggravé les inégalités<sup>3</sup> dans la répartition du revenu et ont exacerbé les inégalités de genre<sup>4</sup>. En milieu rural, les inégalités de revenus liées au genre sont alarmantes et conduisent à une « féminisation de la pauvreté ».

La lutte contre la pauvreté fait désormais partie des objectifs de la communauté internationale. Ces objectifs constituent les axes privilégiés des programmes d'aide au développement et ils concernent plus particulièrement les populations rurales qui doivent désormais trouver une place de partenaires dans les dispositifs d'élaboration des stratégies de développement. Ainsi, devant la persistance de la pauvreté dans le monde, la communauté internationale a adopté au cours de l'année 2000 la déclaration du Millénaire qui définit les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)<sup>5</sup>. En adoptant cette déclaration, « la communauté internationale s'est engagée à n'épargner aucun effort pour affranchir des millions d'hommes, de femmes et d'enfants du joug terrible et

---

<sup>3</sup> « Le terme d'inégalités renvoie à plusieurs significations et s'exprime selon différents champs. Au sens premier du terme, l'inégalité est un *défaut d'égalité*, c'est-à-dire une différence (définition du Dictionnaire Le Robert). Il n'en demeure pas moins que l'usage du terme *inégalités* renvoie largement aujourd'hui à une approche en termes de différence perçue ou vécue comme injustice, comme n'assurant pas les mêmes chances à chacun... C'est le fait de dénoncer un écart jugé trop important qui fait passer de la différence à l'inégalité » <[http://www.mrie.org/docs\\_transfert/publications/Dossier-COSRA-InegalitesTerritoriales2008.pdf](http://www.mrie.org/docs_transfert/publications/Dossier-COSRA-InegalitesTerritoriales2008.pdf)>, consulté le 26 mai 2012.

<sup>4</sup> Bien que le genre ne renvoie pas au fait d'être un homme ou une femme, les femmes restent cependant les premières victimes des inégalités dans les différentes sphères de la vie (Sen, 1992).

<sup>5</sup> Un des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) est entièrement consacré à l'amélioration de la condition des femmes dans le monde : la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (Objectif N°3).

déshumanisant de la misère » (ONU, 2008 : 3). Cependant plus de dix ans après cette déclaration, la pauvreté n'a pas vraiment reculé. Elle persiste notamment en milieu rural. Pour le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), cette situation s'explique par une faiblesse des investissements dans le développement agricole et rural des pays en développement (ONU, 2008). Mais cette situation s'explique également par une faiblesse des mesures en ce qui est de la prise en compte des besoins des femmes en milieu rural.

Partout dans le monde, la majorité des femmes reste en marge du développement malgré que la Déclaration Universelle des droits de l'Homme<sup>6</sup> proclame l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Les plans d'action des quatre grandes conférences mondiales sur les femmes<sup>7</sup> n'ont pas contribué à améliorer, de manière significative, cette marginalisation des femmes. Dans le monde entier, les femmes effectuent les deux tiers du nombre d'heures de travail et produisent la moitié des aliments mais elles ne gagnent que 10 % du revenu total. Elles représentent 70 % des 1,2 milliards de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour (DGCID, 2006). Plusieurs conférences de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont également mis en lumière le paradoxe entre la forte implication des femmes rurales dans les activités de production agricole et leurs faibles revenus (OCDE, 2004 et 2005).

En Afrique de l'Ouest, les femmes jouent un rôle important dans les activités socio-économiques de leur communauté mais cela est peu documenté. Les femmes entrepreneurs sont estimées être responsables de 80 % de la production alimentaire. Cependant, un grand nombre d'entre elles entreprennent leurs activités dans le secteur dit « informel<sup>8</sup> ». Des analystes, comme Boignan (1999), ont constaté que ce secteur est dévalorisé par les gouvernements africains. Pour Boserup (1983), les gouvernements et les organismes internationaux de développement n'ont jamais compris que les femmes interviennent non

---

<sup>6</sup> <http://www.un.org/fr/documents/udhr/>, consulté le 11 juin 2012

<sup>7</sup> 1-Mexico (1975); 2- Copenhague (1980); 3- Nairobi (1985); 4- Beijing (1995).

<sup>8</sup> Voir page 50 pour la définition du terme de « secteur informel ».

seulement dans la reproduction mais aussi dans la production. Pour cette auteure, les femmes sont au centre du développement. Ces dernières devraient alors être des actrices dans l'élaboration des stratégies de réduction de la pauvreté. En effet,

L'autonomisation féminine constitue ainsi l'un des pivots de la lutte contre la pauvreté. Les recherches montrent que l'autonomisation des femmes et les investissements dans l'amélioration de leurs conditions d'existence et de leurs capacités se traduisent par des gains considérables en développement (Kabeer, 2005 : XVI).

Pendant longtemps, les programmes visant la lutte contre la pauvreté ont promu l'autonomisation<sup>9</sup> des femmes à travers l'éducation et la santé aux fins de faciliter leur accès aux ressources (CQFD, 2004). Dans ce sens, Acacha (2002) a cherché à analyser l'accès aux ressources des femmes béninoises dans une démarche de développement local selon le genre. Les résultats de sa recherche montrent que les contraintes liées à l'accès des femmes aux ressources sont dues à une manipulation du pouvoir par les hommes au détriment des femmes. Ceci confère à ces femmes une place de subordonnée au sein de la société (Acacha, 2002). L'examen d'autres écrits scientifiques sur le sujet (Assié-Lumumba, 1996; Locoh et Marcoux, 2007; Sarr, 1998, etc.) montre bien que l'autonomisation féminine dans la lutte contre la pauvreté a été essentiellement étudiée par les féministes sous l'angle des rapports sociaux de domination. Ces féministes, sociologues et anthropologues en général, expliquent que la mauvaise situation des femmes est la conséquence de l'état de subordination dans lequel les maintiennent les hommes de leur société. De ce fait, il faut donner du pouvoir aux femmes en aidant ces dernières à acquérir un droit à la parole et à la reconnaissance sociale. L'obtention du pouvoir est une approche féministe qui se base sur l'analyse de l'oppression et de la domination dont les femmes sont l'objet dans la société (Jacquet, 1995). Pour Hoffman (2003), l'obtention du pouvoir ou l'autonomisation des femmes est un processus qui comprend quatre stades : cognitif,

---

<sup>9</sup> L'autonomisation est ici comprise comme la traduction du terme anglais « empowerment ». Pour Jacquet (1995), l'empowerment se définit comme l'acquisition d'un droit à la parole et à la reconnaissance sociale.



psychologique, politique et financier. Au stade financier, l'autonomisation des femmes est en relation avec le développement d'activités génératrices de revenus afin d'acquérir une indépendance économique. Cette indépendance inclut la capacité des femmes à décider de l'allocation des ressources financières générées.

Pour plusieurs auteurs (Guérin, 2000; Locoh, 2004; NGabonzima, 2009; Prévost, 2011; etc.), l'essentiel des progrès à réaliser en matière d'autonomisation concerne l'accès des femmes à l'autonomie financière. En effet, « l'autonomie financière doit donner la possibilité aux femmes de gagner en pouvoir au sein de leur couple et de choisir librement la vie qu'elles souhaitent mener » (Prévost, 2011 : 34). Dans ce sens, des auteures comme Guérin (2000 et 2005), Richer et St-Cyr (2007), Sabourin (2000) et Sarr, (1998) ont montré dans leurs recherches que l'autonomisation féminine peut se réaliser au travers de l'entrepreneuriat féminin. L'entrepreneuriat est un facteur de création de richesses. Il pourrait ainsi permettre aux femmes d'acquérir une autonomie financière, contribuer à la réduction du taux de pauvreté féminine et améliorer la reconnaissance sociale des femmes. Plusieurs études, menées notamment par le Global Entrepreneurship Monitor (GEM)<sup>10</sup>, montrent de façon significative que la croissance économique (donc la réduction de la pauvreté) est fortement liée à un certain nombre de facteurs dont le taux d'activité des femmes (Ponson, 2009). Ceci justifie bien l'approche féministe qui s'est amorcée dans la recherche sur l'entrepreneuriat depuis les années 1970.

Plusieurs études, dans le domaine de la recherche sur l'entrepreneuriat, relèvent la pertinence de l'entrepreneuriat pour le développement local. C'est ainsi que, lorsqu'une communauté adopte une stratégie entrepreneuriale de développement, les dynamismes locaux de l'entrepreneuriat complètent l'action de l'État planificateur comme pourvoyeur direct de solutions (Prévost, 1994; Vachon, 1993; Joyal, 2001; Fortin, 1992; Julien, 2000,

---

<sup>10</sup> Le GME est un projet de recherche international lancé en 1999 comme un partenariat entre la London Business School et le Babson College. Il a pour mission d'étudier annuellement l'activité entrepreneuriale dans les différents pays membres. Près de 100 « équipes nationales » participent actuellement à ce projet dans différents pays du monde entier (près de 35 pays).

etc.). De ce fait, les stratégies actuelles en matière de développement local sont élaborées autour de l'entrepreneuriat. Pour Julien (2000 : 5), « le développement est de plus en plus redevable des initiatives locales et ainsi de la capacité des régions à créer une atmosphère industrielle ». Des théoriciens du développement régional misent ainsi sur l'entrepreneuriat comme facteur de développement local.

Pour le continent africain, l'entrepreneuriat local constitue, de nos jours, la clé du changement dans l'élaboration des stratégies de développement. Dans ce sens, pour Albagli (1995),

Pendant environ trois décennies, les nations industrialisées n'ont envisagé la possibilité de faire progresser les pays en développement que par un transfert massif de capitaux, un dispositif macro-économique et une armada d'experts. Il est devenu de plus en plus évident que les espoirs reposent sur l'émergence d'une catégorie d'acteurs indispensables à la force du changement et que ces agents médiateurs sont précisément les entrepreneurs! (Albagli, 1995 : 25).

Dans ce même sens, Joyal (2002) relève que le développement en Afrique n'est pas encore synonyme de création d'une atmosphère entrepreneuriale locale. En effet, la question de l'entrepreneuriat en Afrique a depuis toujours, essentiellement, tourné autour de deux principaux acteurs : l'État et le secteur privé. Ce débat sur l'entrepreneuriat en Afrique a également pour toile de fond l'inadaptation des modèles managériaux des entreprises au contexte africain. Cette inadaptation résulterait du fait que les modèles entrepreneuriaux sont importés de l'Occident (Sarr, 1998; Zadi, 1998, etc.). Les pratiques entrepreneuriales en Afrique sont ainsi analysées à partir du cadre d'analyse de l'entrepreneuriat en Occident. Cependant, comme l'ont montré plusieurs auteurs (Defourny et Develtere, 2007; Fayolle et Verstrate, 2005; Filion, 2003; Julien, 2005; etc.), l'entrepreneuriat est un phénomène dynamique et multiforme. Les pratiques entrepreneuriales sont forgées par les contextes sociaux qui président à leur émergence. De ce fait, ces pratiques entrepreneuriales tirent leurs caractéristiques de développement de leur contexte social. De tous ces constats, nous déduisons que les recherches sur

l'entrepreneuriat en Afrique devraient tenir compte du contexte social africain et donner une plus grande place à un nouveau type d'acteurs : les acteurs locaux. La recherche sur l'entrepreneuriat féminin dans un contexte social africain acquiert ainsi une grande pertinence. D'ailleurs, plusieurs auteures comme Brush, De Bruin et Welter (2009) sont également d'avis que les recherches sur l'entrepreneuriat féminin devraient accorder un plus grand intérêt au contexte social.

L'analyse de la recension des écrits scientifiques sur l'entrepreneuriat féminin montre que ce champ de recherche a été essentiellement étudié, dans une perspective comparative hommes/femmes, par des chercheurs occidentaux et pour des contextes occidentaux. Ainsi, la plupart des recherches sur l'entrepreneuriat féminin ont été réalisées aux États-Unis par des auteurs comme Candida Brush et au Canada par des auteurs comme Hélène Lee-Gosselin.

En Afrique de l'Ouest, avec la création des collectivités territoriales et la mise en œuvre des politiques de décentralisation, de nouvelles sphères de décision se créent avec de nouveaux types d'acteurs du développement : les acteurs locaux. Alors que pendant longtemps, les stratégies de développement des pays ouest africains étaient élaborées de manière centralisée, nous observons de plus en plus un transfert de compétences à des autorités locales pour l'élaboration de stratégies de développement. Nous nous situons ici dans le cadre des logiques de développement régional. Dans ces logiques, et comme nous l'avons déjà mentionné, l'entrepreneuriat est facteur de développement local. Nous avons également déjà mentionné qu'après cinq décennies de mise en œuvre de stratégies de développement, dans les pays ouest africains francophones, les femmes demeurent en marge du développement et leurs conditions de vie ne se sont pas améliorées de manière significative (DGCID, 2006; Littlejohn, 2005, OCDE, 2004 et 2005, etc.). Des inégalités de revenus liées au genre persistent. Or, comme l'ont montré plusieurs auteurs (Hoffman, 2003; Kabeer, 2005; OCDE, 2004; Prévost, 2011; Sarr, 1998; etc.), l'autonomisation féminine constitue l'un des pivots de lutte contre la pauvreté. De ce fait, dans le contexte

actuel ouest africain où se mettent en place de nouvelles régulations et de nouveaux espaces de décisions. il s'avère opportun de donner une place importante aux acteurs locaux que sont les femmes en cherchant à connaître les facteurs qui sont susceptibles de les amener à créer des entreprises. En effet, l'entrepreneuriat est à la fois facteur de développement local et facteur de création de richesses. C'est ici que se situe la pertinence de notre recherche qui essaiera de répondre à la question générale de savoir : comment faire émerger une dynamique entrepreneuriale féminine dans un processus de développement local en milieu rural?

En milieu rural ouest africain, l'économie est encore dominée par les activités agricoles. Cependant en plus de l'agriculture, plusieurs autres secteurs peuvent contribuer à l'émergence d'une économie locale: la première et la deuxième transformation des produits agricoles, la transformation des ressources naturelles, la commercialisation de produits divers, le tourisme culturel, etc. Des opportunités se présentent ainsi, avec l'agriculture comme unité motrice, pour le développement de l'entrepreneuriat en milieu rural ouest africain; et cela principalement pour les femmes qui sont très actives dans ce milieu. Cependant, en Afrique de l'Ouest, les recherches qui portent sur l'entrepreneuriat féminin se sont réalisées essentiellement dans les agglomérations urbaines et périurbaines. Ces recherches ont été réalisées par des auteurs comme : Ba (2006), Boignan (1999), Diakité (2004), Diop (1999), Fauré (1988, 1989, 1992 et 1994), Hernandez (1997), Hien (2002), Koudou, Kadjo et Dégri (2012a), Koudou, Kadjo et Dégri (2012b), Kounta (1997), Ouattara (2007), Touré (1985), Zoa Ngaoundoua (2000), Sarr (1998) et Vidal (1985).

La plupart des pays ouest africains ne disposent pas de données sur les entrepreneures rurales du fait que les recherches sur l'entrepreneuriat féminin se sont réalisées dans des agglomérations urbaines et périurbaines. Il n'y a non plus pas suffisamment de données sur les facteurs à prendre en compte dans la mise en œuvre des stratégies de développement local pour faire émerger l'entrepreneuriat féminin en milieu rural. Le but de notre recherche est de contribuer à la définition d'un cadre d'analyse des facteurs de l'émergence de

l'entrepreneuriat féminin en milieu rural adapté au contexte ouest africain. Rappelons que notre recherche se situe dans le contexte actuel des nouvelles régulations et de nouveaux espaces de décisions que génèrent les politiques de décentralisation et de développement local en Afrique de l'Ouest. Notre collecte de données s'est réalisée plus précisément en Côte d'Ivoire. Il s'est agit pour nous de rechercher les éléments qui suscitent l'émergence « d'initiatives féminines durables » en milieu rural ivoirien ; et cela dans le contexte de la politique de décentralisation qui privilégie le développement local.

Pour mener à bien notre recherche sur l'entrepreneuriat féminin en milieu rural en Côte d'Ivoire, il a été opportun d'adopter une démarche scientifique appropriée. Pour ce faire, notre démarche a consisté en deux phases principales : une phase théorique et une phase empirique. Dans la phase théorique, nous avons exploré les écrits scientifiques pour y répertorier des modèles d'émergence de l'entrepreneuriat. L'analyse des modèles retenus nous a servi par la suite à ébaucher les dimensions de notre cadre conceptuel d'analyse. La phase empirique de notre démarche de recherche nous a permis de raffiner les dimensions du cadre conceptuel d'analyse préliminaire. La phase empirique de notre recherche s'est déroulée dans la collectivité territoriale de Daloa au Centre-ouest de la Côte d'Ivoire; plus précisément dans les trois *pays ruraux*<sup>11</sup> de la sous-préfecture de Gadouan. Ces trois *pays ruraux* sont : Bidiahouan, Gadouan et Zaliouan.

---

<sup>11</sup> En Côte d'Ivoire, un *pays rural* est une unité administrative constituée d'un ensemble de villages (3 à 5 en moyenne) comprenant un village centre autour duquel gravitent des villages satellites. Les villages-centres sont des pôles de développement destinés à recevoir les équipements et infrastructures socio-économiques tels que l'école, les services de santé, le marché commun à l'ensemble des populations du pays rural.

En France, la Loi d'Aménagement et de développement du territoire de 1995, a instauré la notion de pays. En effet, « dans son titre II, intitulé *DES PAYS*, la loi définit succinctement le pays comme un territoire présentant une *cohésion géographique, culturelle, économique ou sociale* (article 22). En 2005, la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) définit le pays comme *un territoire regroupant plusieurs intercommunalités, le plus souvent à l'échelle d'un bassin d'emploi, rassemblant un pôle urbain et son hinterland rural ou bien constitué d'un réseau de petites villes et de centres bourgs, et auquel la géographie, l'histoire, ou la vie économique donnent sa cohérence. Bref, un territoire qui correspond à l'espace de vie de ses habitants, qui y résident, y travaillent, y accèdent aux services et y pratiquent leurs loisirs. Le pays tire sa légitimité du projet de développement durable, élaboré de manière collective par ses élus en association avec la société civile, et formalisé dans une charte de pays* », <[http://www.mrie.org/docs\\_transfert/publications/Dossier-COSRA-InegalitesTerritoriales2008.pdf](http://www.mrie.org/docs_transfert/publications/Dossier-COSRA-InegalitesTerritoriales2008.pdf)>, consulté le 26 mai 2012.

Notre recherche a un caractère innovateur. En effet, nous n'avons pas pu répertorier dans la recension des écrits scientifiques une étude sur l'entrepreneuriat féminin en milieu rural ivoirien. Les études sur l'entrepreneuriat féminin que nous avons répertoriées ont été réalisées en milieu urbain ou périurbain; généralement « dans la conurbation<sup>12</sup> abidjanaise » (Boignan, 1999; Fauré, 1988, 1989, 1992 et 1994; Hernandez, 1997; Koudou, Kadjo et Dégri, 2012a; Koudou, Kadjo et Dégri, 2012b; Ouattara, 2007; Touré, 1985; Vidal, 1985, etc.). Pour nous familiariser avec le phénomène que nous étudions et formuler un problème de recherche plus précis, nous avons trouvé pertinent d'aborder notre recherche par l'exploration de modèles existant dans les écrits scientifiques. Ceci nous a permis d'élaborer un cadre conceptuel préliminaire. Notre démarche a ici un caractère déductif. Après nos investigations empiriques, ce cadre a été complété et enrichi pour constituer le cadre conceptuel de notre recherche. Nous alternons alors raisonnement déductif et raisonnement inductif.

En alternant déduction et induction, notre recherche produit des connaissances construites résultant de l'interaction entre la théorie et les données empiriques. Nous nous situons ici dans une perspective de recherche constructiviste. L'investigation empirique suggère alors une démarche dans le sens d'une collecte de données qualitative. Pour Eisenhardt (1989), la stratégie de l'étude de cas est pertinente pour l'enrichissement que l'on peut en tirer dans le processus de construction d'un objet d'étude ou d'une théorie. L'étude de cas a, de ce fait, constitué la stratégie que nous avons adoptée pour enrichir notre cadre conceptuel d'analyse préliminaire. Le choix de procéder par une stratégie d'étude de cas se justifie également par le fait que nous avons voulu réaliser une analyse approfondie qui permette de lier le problème étudié au contexte dans lequel il se réalise. Étant donné que nous avons trois sites à l'étude, nous avons procédé à une étude de cas par comparaisons de ces différents sites (les trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan). La stratégie de l'étude de cas par comparaisons intersites que nous avons appliquée est celle adaptée par D'Amboise (1996). Ce dernier a adapté la stratégie de

---

<sup>12</sup> Groupements de villes dont les banlieues ont fini par se rejoindre (synonyme d'agglomération).

l'étude de cas par comparaisons intersites à partir des travaux de Yin (1984) et de ceux d'Eisenhardt (1989). La flexibilité de l'étude de cas par comparaisons intersites permet au chercheur de faire des chevauchements constants entre la théorie, la collecte de données et l'analyse de ces données. Ceci permet à ce dernier de faire des réajustements selon ses analyses préliminaires.

Le phénomène que nous étudions dans les trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan est l'émergence de l'entrepreneuriat féminin suite à la mise en œuvre du processus de développement local connu sous le nom de « planification participative locale ». Ce processus de développement local a été initié dans les trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan avec l'appui de l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) en partenariat avec le Programme national de gestion des terroirs et d'équipements ruraux (PNGTER) de la Côte d'Ivoire. La planification participative locale constitue un « projet de territoire » pour les trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan. Ceci nous amène à aborder notre recherche selon une approche territoriale.

Le territoire, objet d'analyse ou cadre de la dimension spatiale des processus de développement, réfère à des réalités assez différentes en lien avec les problématiques (Bertrand, 2003). Ainsi pour Bertrand (2003), si la nature construite du territoire constitue un facteur commun, les approches territoriales diffèrent selon les chercheurs. Deux grandes orientations peuvent toute de même se croiser ou se superposer dans les approches territoriales : (1) l'orientation qui porte sur le territoire comme étant la concrétisation de relations et de réseaux, économiques, sociaux et culturels et (2) l'orientation qui considère le territoire comme un espace institutionnel où s'exerce une autorité. Dans la première orientation, « Il s'agit alors d'analyser le contenu économique et/ou organisationnel de projets de développement relevant de niveaux institutionnels [...] et de comprendre les logiques économiques qui leur donnent sens. Ce sont donc des questions d'attractivité et de désaffectation territoriale, du rapport de concurrence territoriale et de conditions d'émergence de l'offre qui vont être investies » (Bertrand, 2003 : 117). La

deuxième orientation sur la façon d'appréhender et d'analyser le territoire dans les recherches considère le territoire comme un espace institutionnel où s'exerce une autorité. Quelque soit l'orientation territoriale adoptée, toujours est-il que les acteurs du territoire sont des hommes et des femmes qui produisent, échangent, exercent une influence, formulent des enjeux, prennent des décisions, élaborent des normes, établissent des consensus, résolvent des problèmes ou des conflits (GRIDEQ, 1993). Plusieurs auteurs (Anadon et al, 1990 ; Masson et al, 1989; Semblat-Frère, 1997; etc.) ont montré qu'au niveau des territoires ruraux, les femmes se sentent encore plus concernées que les hommes par l'avenir du territoire étant donné qu'elles sont plus affectées dans leur vie quotidienne par la carence des infrastructures et par les difficultés d'insertion économique. Cependant, des inégalités dans les interactions entre les hommes et les femmes affectent souvent négativement ses dernières dans la résolution des problèmes qui affectent la communauté. C'est pour cette raison que nous croisons notre approche territoriale à une approche féministe et une approche par les capacités pour mieux comprendre les inégalités de genre qui affectent les femmes dans les processus de développement local.

Cette thèse se structure suivant six chapitres. Dans le premier chapitre nous situons la place de l'entrepreneuriat féminin dans les politiques mises en œuvre en Côte d'Ivoire. Nous commençons par présenter la Côte d'Ivoire dans ses aspects géographiques, sociaux et économiques. Par la suite, nous dressons un panorama des politiques ivoiriennes depuis l'indépendance jusqu'à nos jours. Nous structurons ces politiques autour des programmes d'ajustement structurel (PAS); nous décrivons ainsi les politiques antérieures aux PAS, les PAS (proprement dits) et les politiques postérieures aux PAS. Les politiques antérieures aux PAS sont essentiellement des politiques sectorielles (agricoles, industrielles, etc.) et des politiques intégrées (développement régional et aménagement du territoire). Les politiques postérieures aux PAS comprennent les stratégies de réduction de la pauvreté et la politique de décentralisation et de développement local. L'analyse des impacts de ces différentes politiques nous permet de mettre en lumière les disparités territoriales et les inégalités de genre qu'elles induisent, notamment, en milieu rural. Enfin, nous poursuivons ce chapitre



par la description du phénomène de création d'entreprises et par la condition de la femme en Côte d'Ivoire. La condition de la femme est appréhendée selon deux axes : la société traditionnelle et la société moderne ivoirienne. Une description de la politique du gouvernement ivoirien en matière de genre clôt ce premier chapitre.

Le deuxième chapitre situe la pertinence de notre problématique scientifique, plus précisément de notre objet d'étude. Nous décrivons cinq modèles d'émergence de l'entrepreneuriat répertoriés dans les écrits scientifiques. Ces modèles sont : le modèle du « milieu incubateur de l'entrepreneurship » de Prévost (1993), le modèle de Lacasse (1988), le modèle stratégique de l'entrepreneuriat d'Hernandez (1999), le modèle des 5M de Brush, De Bruin et Welter (2009) et enfin le modèle de Barth adapté au contexte africain par Simard (1995). La description de ces modèles est suivie de leur analyse comparative. Ainsi, selon une approche globale de ces différents modèles, nous ressortons des dimensions autour desquelles se structurent l'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans un processus de développement local. La détermination de ces dimensions nous permet également de passer de la question de départ à la question centrale de notre recherche et à la précision de notre objet d'étude. La définition de nos objectifs de recherche et l'élaboration d'un cadre conceptuel préliminaire termine ce deuxième chapitre.

Dans le troisième chapitre, nous positionnons l'ensemble de notre démarche par rapport à des référents théoriques. Notre recherche se positionne dans la science régionale plus précisément dans le domaine du développement régional. La manière dont nous avons problématisé notre objet de recherche, à savoir les facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat féminin, et sa complexité (existence de plusieurs dimensions) nous poussent à mobiliser d'autres disciplines afin d'ouvrir les perspectives de notre recherche, d'étoffer les moyens de répondre à notre question de recherche et d'aiguiser notre sens critique (Bühler, Cavaillé et Gambino, 2006). Nous empruntons ainsi des concepts, des méthodes et des théories, principalement, aux disciplines suivantes : l'économie du développement, les études féministes, la sociologie économique et la sociologie des

organisations. Les principaux concepts et approches théoriques que nous mobilisons pour notre recherche sont : le développement local, l'entrepreneuriat féminin et la ruralité. Autour de ces concepts principaux, nous explicitons également les concepts d'entrepreneuriat, de genre, de féminisme et d'approche par les capacités.

Le quatrième chapitre présente le territoire à l'étude et le cadre méthodologique de la recherche. Dans un premier temps, nous présentons le territoire à l'étude, c'est-à-dire la sous-préfecture de Gadouan. Des aspects géographiques, démographiques et sociologiques de la sous-préfecture de Gadouan sont ainsi décrits. Les différentes étapes du processus de la planification participative locale et l'initiateur principal de ce processus, l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER), sont également présentés. Dans un deuxième temps, nous décrivons et justifions la démarche et les méthodes de recherche utilisées pour la collecte et l'analyse des données avant de présenter la mise en œuvre proprement dite de cette collecte de données en Côte d'Ivoire.

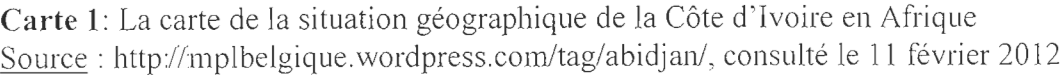
Dans le cinquième chapitre, nous présentons et analysons les résultats de notre recherche. Pour ce faire, nous commençons par effectuer une analyse intra-site des données de chaque site à l'étude. Pour mieux comprendre les facteurs ayant émergés de ces analyses intrasites, nous avons réalisé des entretiens individuels avec des femmes micro-entrepreneurs et des agents d'appui. Les analyses intra-sites sont ensuite complétées par des analyses intersites ceci pour essayer de ressortir des similarités ou des divergences au niveau de chaque site à l'étude. Ces différentes analyses nous amènent, pour finir, à dégager le processus d'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans la sous-préfecture de Gadouan. Nous terminons ce cinquième chapitre par une analyse des contraintes et des opportunités à l'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans la sous-préfecture de Gadouan.

Le sixième et dernier chapitre présente l'interprétation que nous faisons des résultats de la recherche. Pour ce faire, nous commençons par effectuer une synthèse de ces résultats

de recherche avant de débiter la discussion proprement dite. Il s'agit ici de questionner nos résultats pour en faire ressortir la valeur scientifique. En fait, cette interprétation nous permet de conclure sur les retombées positives de notre recherche en faisant ressortir la contribution des faits scientifiques mis à jour par notre recherche à la connaissance scientifique. Les critiques et les limites de la recherche concluent ce sixième et dernier chapitre de cette thèse.

## FEMMES, ENTREPRISES ET POLITIQUES IVOIRIENNES

La Côte d'Ivoire est située en Afrique de l'Ouest en bordure de l'océan Atlantique. Elle est comprise dans la zone intertropicale entre l'équateur et le tropique du Cancer. Sa superficie est de 322 462 km<sup>2</sup>. Cette superficie équivaut à celle de l'Allemagne et au cinquième (1/5<sup>e</sup>) de celle de la province du Québec. La Côte d'Ivoire est limitée au sud par l'océan Atlantique (sur une façade de 520 km), à l'ouest par le Libéria et la Guinée, au nord par le Mali et le Burkina Faso et à l'est par le Ghana (voir carte 1).



La Côte d'Ivoire offre l'aspect d'un plateau uniforme s'élevant du sud vers le nord jusqu'à une altitude d'environ 400 mètres. Le relief dans la partie ouest du pays est plus accidenté. Les collines y dépassent les 1000 mètres d'altitude. Le mont Nimba, au nord-ouest (1752 mètres), est le point le plus élevé du pays. Quatre grands fleuves irriguent la Côte d'Ivoire en direction nord-sud, ce sont : le Cavally (à l'ouest) qui constitue une frontière naturelle avec le Libéria, le Sassandra (au centre-ouest), le Bandama (au centre-est) et la Comoé (à l'est). Ces fleuves ont un débit irrégulier et ils ne sont pas adaptés à la navigation (voir carte 2).



**Carte 2:** La carte de la Côte d'Ivoire

Source : <http://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/cotedivoire.pdf>, consulté le 21 octobre 2012

Les zones de climat et de végétation, en Côte d'Ivoire, peuvent se classer en trois types : une zone subéquatoriale de forêt dense (au sud), une zone tropicale humide de savane arborée (au centre) et une zone soudanaise de savane herbeuse (au nord). De 16 millions d'hectares en 1900, le patrimoine forestier de la Côte d'Ivoire est passé à 2,5 millions en 1991 (Commission Européenne, 2006). Deux grandes saisons rythment la vie des Ivoiriens : une saison des pluies et une saison sèche. Ces saisons sont actuellement caractérisées par une grande variabilité spatio-temporelle des pluies. Les précipitations peuvent atteindre les 2000 mm<sup>3</sup> dans la partie sud du pays et le taux d'humidité y est de l'ordre de 70 %. Les températures oscillent autour de 28°C en moyenne. Notons que le pays connaît également des variations importantes de température entre les régions Nord et Sud.

La Côte d'Ivoire est une ancienne colonie française. Elle a acquis son indépendance le 7 décembre 1960 sous la présidence de Son Excellence Félix Houphouët-Boigny. En août 2009, le pays comptait 19 régions, 2 districts, 81 départements, 390 sous-préfectures, plus de 8000 villages, environ 1000 communes et 1100 *pays ruraux*<sup>13</sup>. Depuis mars 2012, la Côte d'Ivoire a un nouveau découpage administratif (voir annexe I).

Abidjan est la capitale économique de la Côte d'Ivoire depuis 1960 et Yamoussoukro en est la capitale politique depuis 1983. À ces deux capitales s'ajoutent Bouaké (au centre), Daloa (au centre-ouest), Korhogo (au nord), Gagnoa (au centre-ouest), Man (à l'ouest) et San-Pedro (au sud-ouest) comme villes principales du pays. Pour l'année 2010, la population de la Côte d'Ivoire était estimée à environ 21 millions d'habitants par l'institut nationale de la statistique (INS) de Côte d'Ivoire. Cette population est composée de 49 % de femmes et de 51 % d'hommes. La densité moyenne est de l'ordre de 50 habitants au km<sup>2</sup> mais elle comporte de grandes disparités entre les régions. Ces disparités sont plus marquées entre le Nord et le Sud. Le taux de croissance annuel moyen de la population ivoirienne est de l'ordre de 3 %. Le taux actuel d'urbanisation est d'environ 50 %.

---

<sup>13</sup><http://www.tlfi.ulaval.ca/axl/afrique/cotiv.htm>, consulté le 14 mars 2012.

La population de la Côte d'Ivoire compte 26 % d'immigrés provenant principalement des pays de l'Afrique de l'Ouest (zone CEDEAO<sup>14</sup>). La Côte d'Ivoire serait une création artificielle de la colonisation française vu que les quatre grands groupements ethnoculturels qui la composent figurent parmi les plus importants de l'Afrique de l'Ouest (Ministère délégué, 1995). Ces quatre grands groupements ethnoculturels (voir annexe II) en Côte d'Ivoire sont : les Akans (au Sud-est), les Voltaïques ou Gours (au Nord-est), les Mandés (au Nord-ouest) et les Krous (au Sud-ouest). Les racines socioculturelles de la Côte d'Ivoire se ramifient ainsi jusque dans les pays limitrophes et au-delà : les Akans viendraient du Ghana; les Voltaïques, du Burkina Faso et/ou du Mali; les Mandés, de la Guinée et enfin les Krous, du Libéria.

L'ensemble des quatre grands groupements ethnoculturels de la Côte d'Ivoire compte une soixante d'ethnies<sup>15</sup> ayant chacune leur propre langue (Hauhouot, 2002). Cependant, la langue officielle du pays est le français (la langue du colonisateur). La Côte d'Ivoire est un pays laïc où cohabitent plusieurs confessions religieuses dont les principales sont : le christianisme, l'islam et l'animisme (Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2009).

L'économie ivoirienne est soutenue par l'agriculture qui occupe 60 % de la population active et procure les deux tiers des recettes du pays. Les principales productions agricoles de la Côte d'Ivoire sont les cultures industrielles et d'exportation (café, cacao, palmier à huile<sup>16</sup>, hévéa<sup>17</sup>, coton, etc.) et les cultures vivrières (riz, banane plantain, maïs, manioc<sup>18</sup>, igname<sup>19</sup>, etc.). La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao (40 % de la production mondiale), le premier pays ouest-africain producteur de café et le

---

<sup>14</sup> Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest.

<sup>15</sup> Une ethnie est un groupe humain possédant un ou plusieurs traits socioculturels, comme la langue, en commun.

<sup>16</sup> *Elaeis guineensis* est cultivé pour ses graines riches en huile appelée huile de palme.

<sup>17</sup> *Hevea brasiliensis* est une espèce d'arbre, du genre Hevea, de la famille des *Euphorbiacées*. On en extrait un latex qui est utilisé pour être transformé en caoutchouc.

<sup>18</sup> *Manihot esculenta* est un arbuste vivace cultivé pour ses racines tubérifiées riches en amidon mais aussi pour ses feuilles.

<sup>19</sup> Nom vernaculaire désignant des plantes de la famille des *Dioscoreacées* cultivées pour leurs racines tubérifiées riches en amidon (c'est, en fait, une forme de patate douce).

troisième pays ouest-africain producteur de coton (Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2009). Le tableau 1 indique l'évolution de la part de chaque secteur dans l'économie ivoirienne en pourcentage (%) du produit intérieur brut (PIB) de 2002 à 2007.

**Tableau 1** : La contribution des secteurs économiques au PIB ivoirien (en %)

Secteurs	2 002	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007
<b>Secteur primaire:</b>	<b>26,3</b>	<b>26,7</b>	<b>24,6</b>	<b>25,6</b>	<b>26,8</b>	<b>27,2</b>
Agriculture vivrière, élevage	15,8	16,9	16,3	16,5	16,6	17,2
Agriculture d'exportation	8,2	6,8	5,1	4,8	4,9	5,4
Sylviculture	1,4	1,5	1,4	1,4	1,2	1,2
Extraction minière	0,6	1,1	1,4	2,7	3,9	3,3
Pêche	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
<b>Secteur secondaire:</b>	<b>22,3</b>	<b>20,5</b>	<b>21,6</b>	<b>23,1</b>	<b>22,0</b>	<b>22,0</b>
Industries agro-alimentaires	4,2	3,5	2,8	2,8	2,4	2,6
produits pétroliers	1,9	1,9	2,9	3,4	3,7	3,4
Energie (gazeaulec)	2,3	2,2	2,3	2,5	2,4	2,4
BTP	2,8	2,7	3,0	3,8	4,2	4,5
Autres industries	11,1	10,3	10,6	10,6	9,4	9,2
<b>Secteur tertiaire:</b>	<b>39,0</b>	<b>39,3</b>	<b>40,1</b>	<b>38,1</b>	<b>37,9</b>	<b>37,1</b>
Transports, communications	2,8	2,9	2,9	3,0	3,1	3,0
Télécommunications	1,4	1,6	1,7	1,6	1,6	1,2
Commerce	13,6	13,2	14,0	13,7	13,8	13,5
Services	13,2	13,5	13,0	12,2	11,6	11,5
Droits et taxes	7,9	8,1	8,5	7,6	7,7	8,0
<b>PIB marchand</b>	<b>87,5</b>	<b>86,5</b>	<b>86,4</b>	<b>86,8</b>	<b>86,7</b>	<b>86,4</b>
Services des Administrations Publiques	12,2	13,2	13,3	12,9	13,0	13,3
Services des Administrations Privées	0,3	0,3	3,3	0,3	0,3	0,3
<b>PIB non marchand</b>	<b>12,5</b>	<b>13,5</b>	<b>13,6</b>	<b>13,2</b>	<b>13,3</b>	<b>13,6</b>
<b>PIB total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : Gouvernement de Côte d'Ivoire (2009 : 27)

Notons tout de même que ces dernières années, l'absence d'investissements nouveaux dans le secteur agricole fait apparaître les branches d'extraction pétrolière et des télécommunications comme les principaux leviers de la croissance (PME MAGASINE, 2010 ; Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2009).

Plusieurs études réalisées sur la Côte d'Ivoire (Cogneau et Mesple-Soms, 2002 ; OCDE, 2002 ; Commission Européenne, 2006; etc.) font le point sur la trajectoire économique de ce pays depuis son indépendance en 1960 jusqu'à nos jours. Les auteurs de ces études relèvent que cette trajectoire a connu des phases fortement contrastées. Ainsi la Côte d'Ivoire a-t-elle connu un développement économique élevé arborant un taux de croissance annuel de plus de 7 % par an de 1960 à 1980. Mais, au cours des années 1980,



des signes caractéristiques d'une instabilité macro-économique sont apparus. De 1980 à 1993, le pays a connu une crise économique profonde. Nonobstant, « la dévaluation du franc CFA<sup>20</sup> » et un appui important de l'aide internationale ont permis au pays de relancer sa croissance économique. Cette croissance a été cependant arrêtée par les troubles politiques survenus dans le pays dès les années 1990. En effet, c'est dans les années 1990 que les revendications politiques de multipartismes ont secoué la Côte d'Ivoire. Le taux de croissance du PIB, de plus de 7 % en 1960, s'est effondré à près de -7 % en 2011. D'ailleurs, depuis les années 1980, la productivité de l'économie ivoirienne n'est plus suffisante pour assurer le bien-être social des populations. Cela a engendré une série de mécontentements dans divers groupes sociaux. Le mécontentement des militaires a ainsi conduit à un coup d'État en décembre 1999. En septembre 2002, un coup d'État manqué s'est transformé en une rébellion armée qui a provoqué la scission du pays en deux (les rebelles au Nord et les forces loyalistes au Sud). Au premier trimestre de l'année 2011, la Côte d'Ivoire a connu des conflits armés suite aux résultats des élections présidentielles de novembre 2010. Pour nous, les crises répétitives en Côte d'Ivoire montrent que le modèle de développement économique choisi dès l'indépendance est dépassé. Pour connaître ce modèle, il faut explorer les politiques de développement mises en œuvre en Côte d'Ivoire depuis l'indépendance jusqu'à nos jours.

Avec l'exploration des politiques de développement mises en œuvre en Côte d'Ivoire, nous allons passer en revue ces politiques en prenant comme repère les programmes d'ajustement structurel (PAS). Nous allons ainsi explorer les politiques antérieures et celles postérieures aux PAS.

---

<sup>20</sup> Franc CFA : Franc de la communauté financière africaine. La dévaluation du franc CFA a visé à résorber les déséquilibres économiques et financiers profonds apparus au cours de la seconde moitié des années 80. Le 11 janvier 1994 à Dakar, les chefs d'État et de gouvernement des pays de la zone franc décidaient de dévaluer de 50 % la parité du franc CFA par rapport au franc français. La valeur du franc CFA passait ainsi de 0,02 FRF à 0,01 FFR.

## **1.2 LES POLITIQUES ANTÉRIEURES AUX PAS**

Les politiques de développement antérieures aux programmes d'ajustement structurel (PAS) en Côte d'Ivoire peuvent se subdiviser en deux groupes : les politiques de développement intégré et les politiques sectorielles.

### **1.2.1 LES POLITIQUES SECTORIELLES**

En 1960, lors de l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance, la priorité des nouvelles autorités ivoiriennes a été de lancer l'économie du pays. De ce fait, l'accent a été mis sur un petit nombre de secteurs de base : développement agricole, industrialisation et infrastructures.

#### **1.2.1.1 La politique agricole**

Dès l'indépendance, la Côte d'Ivoire a fait du développement de l'agriculture le premier objectif de sa politique de développement. De nombreux facteurs ont joué en faveur de ce choix : une grande étendue de forêt dans la partie sud du pays, des conditions écologiques et climatiques favorables, la présence d'une main d'œuvre nombreuse, l'apport de capitaux étrangers et l'assistance technique. La politique agricole de la Côte d'Ivoire comprend deux volets : la politique de développement de la production et la politique de promotion rurale.

La politique de développement de la production a été conçue dans une perspective d'intervention massive de sociétés d'État, les « SODE ». Les sociétés d'État sont, ou plutôt étaient, des structures du ministère de l'Agriculture chargées d'assumer une activité de production directe, une assistance technique au paysannat traditionnel et une garantie économique de commercialisation des produits. Ces sociétés d'État devaient s'assurer une relève en transformant les paysans traditionnels en de véritables agriculteurs intégrés au

circuit économique moderne. Mais en attendant, elles réalisaient elles-mêmes une production agricole importante selon la vocation agricole du pays.

Une dizaine de sociétés d'État, ayant chacune une spécialisation par produit, ont ainsi été créées : la SODEPALM pour le palmier et le cocotier, la SODEFEL pour les fruits et légumes, la SODERIZ pour le riz, la SODESUCRE pour le sucre, la SODEPRA pour la production animale, la SOCATCI pour le caoutchouc, la SATMACI pour le café et le cacao (c'est la doyenne des sociétés d'État en Côte d'Ivoire) et la CIDT pour le coton. Les activités des sociétés d'État étaient les suivantes : production, vulgarisation, aménagement, commercialisation et transformation. Ces activités ont cependant connu un degré d'intégration très variable pour chacune des sociétés d'État. Ainsi, seule la SODEPALM a effectivement intégré l'ensemble de ces activités à ses opérations sur le palmier et le cocotier. « De ces sociétés d'État (SODE), Sawadogo (1977) disait qu'elles sont à l'agriculture ivoirienne ce que les *Land-Grant-College* ont été pour le monde rural nord-américain : les moteurs d'un progrès fondé sur la science, la technologie et l'efficacité de l'organisation » (Hauhouot, 2005 : 103).

Les choix économiques de la Côte d'Ivoire indépendante ont été en faveur de l'agriculture comme moteur de développement. La transformation des produits agricoles devait conduire à l'édification d'un important secteur industriel. Mais, les activités des différentes sociétés d'État ont fini par amplifier les disparités sectorielles, déjà présentes au sortir de la colonisation, entre le Nord et le Sud du pays et plus spécifiquement entre les zones rurales et les zones urbaines. Dans les milieux ruraux, de grandes superficies de terre ont été attribuées aux sociétés d'État pour la création de vastes plantations industrielles. Cela a induit une pression sur les superficies de terres cultivables et un attrait accru des jeunes pour les villes. L'exode des jeunes ruraux vers les villes s'est inscrit à l'intérieur de plusieurs mouvements migratoires à l'intérieur du territoire national : migration saisonnière de paysans de la savane vers la forêt, afflux d'étrangers venus des pays limitrophes pour

occuper des terres cultivables en milieu rural, etc. Devant toutes ces instabilités persistantes en milieu rural, l'État ivoirien a mis en place une politique de promotion rurale.

La politique de promotion rurale en Côte d'Ivoire visait l'amélioration des conditions matérielles d'existence du « paysan » afin d'enrayer l'attrait qu'il a pour les milieux urbains. Des équipements ruraux ont ainsi été réalisés et des institutions d'animation rurale ont été créées. La réalisation d'équipements ruraux a débuté par l'amélioration du logement en milieu rural. La Société de gestion foncière de l'habitat (SOGEFIHA) et l'Office de soutien à l'habitat économique (OSHE) ont été créés, respectivement, en 1963 et 1969 pour créer un nouveau type de logement rural. De plus, les sociétés de développement agricole (les SODE) ont, elles aussi, développé des logements ruraux. La réalisation de ces logements a été suivie de la réalisation d'équipements sociocommunautaires en milieu rural.

Les fonds régionaux d'aménagement rural (FRAR) ont été créés en 1971 pour la réalisation de programmes d'équipements collectifs d'intérêt local. Les FRAR avaient pour but d'accélérer l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, ce qui allait rapidement conduire à la réduction des inégalités régionales. Une cellule FRAR a été créée au sein de la direction de l'aménagement du territoire et de l'action régionale (DATAR). Cette cellule a proposé de mettre en œuvre la réalisation des équipements d'un *pays rural*<sup>21</sup>. L'équipement type d'un *pays rural* comprend : un réseau routier, l'hydraulique villageoise, les services municipaux, l'énergie, les postes et télécommunications, les infrastructures administratives (état civil), les infrastructures économiques : agriculture, élevage et commerce, et enfin les infrastructures socioculturelles : santé, enseignement primaire, formation des adultes, promotion et loisirs. À terme, le milieu rural aurait pu être doté d'un minimum d'équipements collectifs économiques et sociaux qui permettrait aux jeunes d'y

---

<sup>21</sup> Un pays rural est une unité administrative constituée d'un ensemble de villages (3 à 5 en moyenne) comprenant un village centre autour duquel gravitent des villages satellites. Les villages-centres sont des pôles de développement destinés à recevoir les équipements et infrastructures socio-économiques tels que l'école, les services de santé, le marché commun à l'ensemble des populations du pays rural.

envisager leur avenir. Les projets ont été nombreux, mais l'exigence d'une contribution financière importante aux populations et les budgets restreints accordés par l'État aux projets FRAR ont ralenti les réalisations. Dans l'ensemble, la réalisation de logements et d'équipements sociocommunautaires en milieu rural n'a pas atteint ses objectifs faute de moyens financiers. Dans sa politique de promotion rurale, l'État de Côte d'Ivoire a également créé des institutions d'animation rurale pour développer le mouvement coopératif.

Le mouvement coopératif a débuté en Côte d'Ivoire en 1966 par la création des groupements à vocation coopérative (GVC). Les GVC étaient, en fait, des structures transitoires vers la constitution de véritables coopératives. La constitution en GVC devait permettre la formation des futurs coopérateurs et ainsi éviter l'échec du mouvement coopératif. Le GVC est agréé en coopérative après une période de un à trois ans lorsque les conditions de création d'une coopérative socialement et économiquement viable apparaissent. Le Centre national de promotion de l'entreprise coopérative (CENAPEC) a été créé en 1969 pour promouvoir l'entreprise coopérative. Le CENAPEC était chargé de la formation des planteurs et des coopérateurs à l'esprit coopératif, mais cette structure était également chargée d'apporter le conseil (technique, économique et de gestion) nécessaire aux GVC. Le CENAPEC n'est pas parvenu à faire émerger un véritable esprit coopératif en milieu rural ivoirien. Cela a conduit à la création d'une autre structure : l'Office national de promotion rurale (ONPR). Cet office non plus n'a pas fait évoluer l'esprit coopératif de manière significative.

En somme, la politique agricole de la Côte d'Ivoire dans son volet développement de la production a fait apparaître des disparités que le volet promotion rurale n'a pu corriger. Cependant, la Côte d'Ivoire ne pouvait pas se construire une économie moderne en se basant uniquement sur l'agriculture. Elle devait non seulement diversifier ses produits agricoles, mais aussi développer une industrie de transformation pour valoriser ces productions agricoles.

### 1.2.1.2 La politique industrielle

La Côte d'Ivoire indépendante a perçu l'industrialisation comme un moyen de modernisation<sup>22</sup> de ses techniques de production et de valorisation de ses productions agricoles. L'industrialisation a été amorcée selon deux stratégies : l'industrialisation par l'appel au capital étranger et l'industrialisation par la mobilisation de l'épargne et de l'initiative nationales.

#### 1.2.1.2.1 L'industrialisation par appel au capital étranger

Dès son indépendance, la Côte d'Ivoire a choisi le libéralisme économique pour son développement. En effet, « en adoptant dès 1959 un code des investissements très favorable à l'investissement privé, l'objectif du gouvernement ivoirien était d'attirer le maximum de capitaux étrangers et de les canaliser au service des objectifs de développement du pays » (Dutheil de la Rochère, 1975: 295). La Côte d'Ivoire a opté pour l'investissement privé étranger à une époque où l'aide publique avait encore la faveur des instances internationales. Cela a fait qu'elle a pris économiquement de l'avance sur les autres pays de la sous région ouest africaine. Son rythme de croissance annuelle a atteint les 7 % au cours de cette période. Les industriels étrangers venus s'installer en Côte d'Ivoire multipliaient, à Abidjan, des industries d'import-substitution<sup>23</sup>. Quelques années après leur implantation, des disparités sont apparues entre Abidjan et les autres villes de l'ensemble du pays. De plus, les retombées de l'activité de ces industries étaient en grande partie rapatriées dans le pays d'origine des capitaux. L'industrialisation tant désirée par les autorités ivoiriennes ne donnait pas de ce fait les résultats escomptés. Il était alors devenu primordial d'inciter les entreprises à s'installer dans les autres régions du pays et de diversifier les activités

<sup>22</sup> Action de moderniser en remplaçant le matériel obsolète par de l'équipement plus moderne (plus contemporain) (Office québécois de la langue française, consulté le 28 mai 2013).

<sup>23</sup> La stratégie d'industrialisation par substitution des importations vise à remplacer des biens importés par des biens produits localement dans le but de diminuer la dépendance et de renforcer le secteur industriel local. Ici, on restreint les échanges en limitant les importations. Ce modèle de développement autocentré a été prôné par R. Prebisch (1950) et C. Furtado (1948).

industrielles en s'orientant vers des industries exportatrices qui valoriseraient beaucoup plus les produits locaux. Parallèlement à l'appel de capitaux étrangers, le gouvernement ivoirien a mis en place des mesures incitatives pour la création d'entreprises ivoiriennes. Pour cela, il a entrepris une politique « autoritaire » de mobilisation de l'épargne nationale au service du développement (Dutheil de la Rochère, 1975).

#### 1.2.1.2.2 L'industrialisation par la mobilisation des initiatives nationales

Pour constituer des ressources monétaires nationales pour le développement de l'industrialisation, le gouvernement ivoirien a mis en œuvre une politique « autoritaire » de l'épargne aux fins de financer localement les investissements. Le Fonds national d'investissement (FNI) et la Société nationale de financement (SONAFI) ont ainsi été créés afin de mobiliser les capitaux qui seront ensuite réinvestis dans des secteurs prioritaires de la production. Le FNI mobilisait une partie des bénéfices réalisés par les particuliers et les entreprises sous forme d'épargne obligatoire. Cette épargne prélevée était de l'ordre de 10 à 16 % du bénéfice net. Les fonds ainsi prélevés ont servi à des opérations d'investissement ou de rachats de titres. La SONAFI, quant à elle, réinsérait l'épargne obligatoire dans le circuit économique. Ensuite, les participations de la SONAFI devaient, ultérieurement, être cédées aux petits épargnants ivoiriens. Le FNI et la SONAFI ont progressivement contribué à la création d'un marché financier national qui a été institutionnalisé sous la forme d'une bourse des valeurs où s'échangent les offres et les demandes de capitaux à Abidjan. La politique « autoritaire » de mobilisation de l'épargne pour le développement industriel a été suivie par des mesures incitatives pour la création d'entreprises ivoiriennes.

C'est à partir de 1967 que le ministère du Plan a commencé la promotion de l'entreprise ivoirienne. Dans ce sens, l'Office national de promotion de l'entreprise ivoirienne (OPEI) a été créé en 1968 pour apporter une assistance technique aux entreprises ivoiriennes dans la constitution des dossiers, l'étude du marché, la recherche de partenaires, l'obtention de crédits et la formation. L'OPEI a également fait du suivi-conseil auprès des entreprises nouvellement créées pour leur gestion administrative et commerciale, mais aussi

pour des soumissions à des appels d'offres de marchés publics. « Il s'agit donc finalement d'une action très importante de conseil qui a joué un rôle décisif pour faire naître des vocations d'entrepreneurs chez les Ivoiriens, traditionnellement peu portés à gagner de l'argent par cette méthode » (Dutheil de la Rochère, 1975: 328). L'action de l'OPEI a contribué à faire naître une classe d'entrepreneurs ivoiriens dans divers secteurs : boulangerie, boucherie, menuiserie, réparation automobiles et couture. Pour Dutheil de la Rochère (1975), l'action de l'OPEI auprès des entrepreneurs ivoiriens a été confrontée à deux types d'obstacles : juridique et financier. Au plan juridique, aucune relation contractuelle ne liait l'OPEI aux entreprises suivies. Cela rendait difficile ce suivi. Au plan financier, les prestations de l'OPEI étaient offertes gratuitement. De ce fait, il n'avait pas de crédibilité auprès de certains « véritables » entrepreneurs, ces derniers préférant s'adresser à des conseillers de gestion privés alors que l'OPEI était assailli par des candidats qui n'avaient pas un véritable esprit d'entreprise.

Dans son action générale de promotion de l'entreprise ivoirienne, l'OPEI a mis en œuvre diverses stratégies comme les procédés d'incitation à base de publicité pour inciter les Ivoiriens à se lancer dans la création d'entreprises. En plus de « l'ivoirisation » du secteur industriel, l'OPEI était chargé d'organiser et de réglementer les branches professionnelles. « Lorsqu'une branche commence à intéresser un nombre suffisant d'Ivoiriens, le législateur intervient pour réglementer l'exercice des professions de cette branche et les réserver, au moins partiellement, aux Ivoiriens » (Dutheil de la Rochère, 1975 : 330). À côté de l'action de prospection et d'assistance technique de l'OPEI, le gouvernement ivoirien a mis en œuvre diverses procédures de financement pour encourager le démarrage de petites et moyennes entreprises.

Pour soutenir financièrement l'action de l'OPEI, le gouvernement ivoirien a créé deux types de fonds : le Fonds spécial pour les petites et moyennes entreprises (FSPME) et le Fonds de garantie des crédits aux entreprises ivoiriennes (FGCEI). Ce dernier fonds était géré par la Caisse autonome d'amortissement (CAA) et était destiné à garantir les crédits



consentis par des établissements bancaires à des nationaux (Ivoiriens). Le Fonds spécial pour les petites et moyennes entreprises (FSPME) était géré par la Société nationale de financement (SONAFI) et était destiné à apporter aux entreprises le complément d'autofinancement nécessaire pour que des crédits bancaires à moyen ou long terme soient accordés aux potentiels entrepreneurs ivoiriens.

Dans le processus économique de la Côte d'Ivoire, l'État a joué trois rôles fondamentaux dans la fonction entrepreneuriale : l'État en tant que stimulateur de la fonction entrepreneuriale de 1960 à 1970, l'État-entrepreneur de 1971 à 1980 et enfin le désengagement de l'État de la fonction entrepreneuriale de 1985 à nos jours. La période de 1960 à 1970 a été marquée par une industrie de substitution aux importations. Notons que, même si avant 1960 un embryon d'industries existait en Côte d'Ivoire, ce n'est qu'après l'indépendance que l'industrialisation va connaître un véritable essor. Ainsi en 1970, 355 sociétés, pour la plupart des grandes entreprises, créées en majorité par des investissements étrangers, étaient dénombrées en Côte d'Ivoire. C'est dans la période de 1971 à 1980, que les sociétés d'État, les « SODE » ont été créées pour le développement agricole (SODERIZ, SODEPALM, SODESUCRE, etc.) ou pour l'aménagement régional (ARSO : Aménagement de la région du Sud-ouest, AVB : Aménagement de la vallée du Bandama, etc.). En 1975, la Côte d'Ivoire comptait 442 entreprises. La politique agricole et la politique industrielle sont en lien direct avec sa politique commerciale.

### **1.2.1.3 La politique commerciale**

La politique commerciale de la Côte d'Ivoire se décline sous deux aspects : le commerce extérieur et le commerce intérieur. Dans les années 1970, le commerce extérieur représentait environ le quart de l'activité économique nationale et reposait sur l'exportation de grandes productions primaires du pays que sont par exemple le café, le cacao, le bois et la banane ; mais aussi sur l'importation de produits manufacturés et de certaines matières premières industrielles. La Côte d'Ivoire a noué des relations économiques extérieures en

constituant un important réseau d'accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux qui servent de cadre juridique aux échanges avec les fournisseurs et les clients étrangers. Une réglementation nationale fixe les conditions des importations et des exportations ainsi que les relations financières avec l'étranger.

La balance commerciale de la Côte d'Ivoire a régulièrement été excédentaire pendant les dix premières années après l'indépendance. À l'interne, le commerce intérieur n'a pas connu le même développement. En effet, une grande partie du commerce intérieur de la Côte d'Ivoire fonctionnait déjà dans le secteur informel. Seuls les commerces tenus par les non-Africains s'inscrivaient, après l'indépendance, dans le secteur moderne. Un effort de modernisation des circuits internes de distribution a été entrepris à partir des années 1970. Le gouvernement a aussi cherché à renforcer le contrôle des prix et les conditions de vente au détail. Une Caisse générale de péréquation des prix des produits et marchandises de grande consommation (CGPPPGC) a été créée en 1971 au ministère de l'Économie et des Finances dans le but de maintenir à un seuil acceptable les prix de produits indispensables comme le riz, le sucre et le pétrole. Lors de la création, en 1974, du ministère du Commerce, la tutelle de la Caisse générale de péréquation est officiellement passée à ce nouveau ministère. Également en 1974, le Programme d'action commerciale (PAC) a été institutionnalisé comme instrument principal de la politique « d'ivoirisation » et de modernisation de la distribution interne. Cette politique a été étendue à la distribution des produits agricoles grâce à la création d'une chaîne de distribution, Agripac. Notons que la distribution interne des produits est fortement liée à l'état des infrastructures de transport.

#### **1.2.1.4 La politique des infrastructures de transport**

Conscient du fait que les transports peuvent constituer un obstacle au développement, le gouvernement ivoirien a décidé de mettre en place des politiques rigoureuses de développement des transports. Le chemin de fer a constitué, à l'origine, la première voie de pénétration vers le nord, reliant Abidjan aux régions de savane et aux pays du Sahel. Par la

suite, les transports routiers intérieurs se sont développés. Pour les déplacements à l'intérieur de la Côte d'Ivoire, le transport routier est de loin le moyen le plus utilisé. Depuis 1964, il représente chaque année 75 % du trafic total de voyageurs et de marchandises. La politique actuelle vise à améliorer les conditions techniques du transport. Ainsi, le réseau routier ivoirien s'est régulièrement développé depuis l'indépendance. De 600 km de bitume en 1960, l'on est passé à 5300 km au début des années 1990. Les obstacles au développement des infrastructures de transport, en Côte d'Ivoire, sont liés à une anarchie des transports internes et à leur coût élevé. Les divers services chargés du transport routier ont mis en place une réglementation dont l'application se heurte à des difficultés.

Mises à part les infrastructures de transport, l'État de Côte d'Ivoire a développé différents autres types d'infrastructures. Par exemple, tous les centres urbains importants en Côte d'Ivoire sont électrifiés. Le programme d'électrification prévoyait l'électrification de 250 localités par an. Ce programme s'appuie sur les six barrages électriques construits en Côte d'Ivoire entre 1959 et 1983. De plus, la puissance installée en énergie thermique, grâce à la mise en exploitation en 1995 des gisements *off-shore* de pétrole et de gaz, garantit une indépendance énergétique à la Côte d'Ivoire pour les prochaines décennies (Ministère délégué, 1995).

Les politiques sectorielles que nous venons de décrire ont créé des disparités territoriales que le gouvernement ivoirien a essayé de corriger par des politiques intégrées de développement.

## 1.2.2 LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ

Les politiques de développement intégré<sup>24</sup> en Côte d'Ivoire se rapportent d'une part à la planification nationale et d'autre part à la politique de développement régional et d'aménagement du territoire.

### 1.2.2.1 La planification nationale

Dès la formation du premier gouvernement ivoirien en mai 1967, un ministère du Plan a été créé. C'est que la Côte d'Ivoire a hérité, de l'administration française, la pratique d'une planification indicative, par opposition à la planification impérative des pays socialistes. La planification indicative est souple et susceptible d'adaptation en cours d'exécution (Dutheil de la Rochère, 1975). Ainsi, malgré ses options libérales, la Côte d'Ivoire a choisi de fixer les étapes de son développement et de ses priorités sur le chemin de la croissance en fonction de ses objectifs de développement.

La Côte d'Ivoire a élaboré des stratégies basées sur des plans de développement et sur des réflexions prospectives. De 1960 à 1966, les structures de planification se font les plus discrètes possibles pour ne pas entraver l'afflux de capitaux privés étrangers. Le premier plan de développement de la Côte d'Ivoire est véritablement élaboré pour la période 1967-1970 pour pallier les disparités sectorielles engendrées par la mise en œuvre des politiques de développement sectoriel. Ces disparités ont été observées, rappelons-le, entre le Sud et le Nord du pays, entre les zones rurales et les zones urbaines, entre les régions elles-mêmes, mais également entre Abidjan et les autres villes du pays. Des disparités existaient aussi dans la répartition des investissements publics qui étaient excessivement affectés aux constructions administratives. Ce premier plan devait aider à enrayer ces disparités et il devrait, également, amorcer une régionalisation progressive dans l'élaboration et l'exécution des politiques de développement. Le deuxième plan a été élaboré pour la

---

<sup>24</sup> Le développement intégré réfère ici à la combinaison de plusieurs secteurs d'activité pour atteindre l'objectif du développement. Il s'oppose au développement sectoriel qui se concentre sur des secteurs précis d'activités (agriculture, industrie, infrastructure, etc.).

période 1971-1975. Dans ce nouveau plan, la durée est portée à cinq ans au lieu de quatre comme dans le premier plan. Une autre innovation réside dans la création de commissions de planification qui associent des fonctionnaires et des professionnels pour l'élaboration du plan. Dans la mise en œuvre de ce deuxième plan, les activités ont été similaires à celles du premier plan. L'élaboration du troisième plan de développement (1976-1980) est marquée par un souci de modernisation des techniques de prévision, par un recours plus large à la prospective et à l'informatique. Le quatrième plan (1981-1985) est basé sur le recentrage de la croissance, sur les besoins internes et l'autosuffisance alimentaire. Les vingt-cinq années suivant l'indépendance, en Côte d'Ivoire, ont ainsi été celles des plans.

Après 1985, les plans de développement ont laissé place à des réflexions prospectives dénommées « Côte d'Ivoire 2000 », « Côte d'Ivoire 2010 » et « Côte d'Ivoire 2025 ». Ces réflexions collectives, de long terme, portent sur le devenir de l'économie de la Côte d'Ivoire et le type de société souhaité par ses habitants.

Les différents plans de développement de la Côte d'Ivoire ont été essentiellement élaborés par l'administration centrale à Abidjan, plus précisément par la direction des études de développement (DED) du ministère du Plan, secondée par quelques antennes régionales. Les contenus de ces différents plans n'ont pas véritablement été négociés par les divers agents économiques. De plus, l'exécution de ces plans de développement n'a pas abouti à une véritable politique de développement régional et d'aménagement du territoire.

### **1.2.2.2 Le développement régional et l'aménagement du territoire**

L'apparition de déséquilibres entre les différentes régions dans la mise en œuvre des politiques de développement, et notamment entre Abidjan et le reste de la Côte d'Ivoire, a amené les autorités ivoiriennes à opter pour une régionalisation progressive de l'élaboration et de l'exécution des plans de développement. Ainsi, des structures régionales de planification ont été créées avec l'élaboration du premier plan en 1967 : les commissions régionales de développement (CRD) et les délégués régionaux du plan (DRP). À l'époque,

il existait une commission régionale de développement dans chaque département. Les commissions régionales devaient être consultées sur toute décision importante pour le développement régional. Mais, une mauvaise définition du rôle de ces commissions et de leur composition n'a pas permis leur fonctionnement adéquat. Les délégués régionaux du plan, quant à eux, devaient assurer la liaison entre les services centraux du ministère du Plan et les différentes autorités régionales. L'installation des délégués régionaux s'est avérée pertinente lors de la mise en œuvre des programmes FRAR. À l'échelle centrale, l'insertion régionale de la planification nationale était coordonnée par la direction de l'aménagement du territoire et de l'action régionale (DATAR). La DATAR a ainsi assumé la tutelle de grandes opérations régionales de développement intégré. Deux grandes opérations régionales de développement intégré ont été mises en œuvre en Côte d'Ivoire : l'Autorité pour l'aménagement de la vallée du Bandama (AVB) et l'Autorité pour l'aménagement de la région du Sud-ouest (ARSO).

L'Autorité pour l'aménagement de la vallée du Bandama (AVB) dérivait d'un projet dénommé « Opération Kossou ». Cette opération était un grand projet de barrage hydroélectrique dont le but était de répondre aux besoins croissants en énergie de la Côte d'Ivoire. Ce projet devait se réaliser dans la région centre du pays. Étant donné que cette région, très peuplée, était jusque là défavorisée par rapport à la région d'Abidjan, les autorités ivoiriennes ont décidé de transformer l'Opération Kossou en un vaste programme de développement intégré. L'AVB fut ainsi créée en juillet 1969 sous la forme d'une société d'État. Sa mission se déclinait en deux : d'une part la conduite d'activités relatives à la construction du barrage et de la centrale électrique et, d'autre part, l'élaboration et l'exécution d'un schéma directeur d'aménagement régional et d'un programme de mise en valeur. La fonction d'aménagement régional de l'AVB n'a été entreprise qu'à partir de 1973. Le territoire de l'AVB s'étendait sur environ 40 000 km<sup>2</sup>, soit environ 12% de la superficie de la Côte d'Ivoire (voir annexe III). Ce territoire couvrait des localités des deux principales zones écologiques du pays : la forêt et la savane (Hauhouot, 2002). Le tableau 2 présente les principales localités qui ont été couvertes par le projet AVB en Côte d'Ivoire.

**Tableau 2** : Les principales localités couvertes par le projet AVB en Côte d'Ivoire

<b>ZONES ÉCOLOGIQUES</b>	<b>LOCALITÉS</b>
<b>Zone forestière</b>	<b>1</b> Bouaflé
	<b>2</b> Sinfra
	<b>3</b> Toumodi
	<b>4</b> Yamoussoukro
<b>Zone de transition</b>	<b>5</b> Didiévi
	<b>6</b> Gohitafla
	<b>7</b> Tiébissou
	<b>8</b> Sakassou
	<b>9</b> Zuenoula
<b>Savane du Centre-nord</b>	<b>10</b> Katiola
	<b>11</b> Mankono
	<b>12</b> Tiéningbé
<b>Savane du Centre-sud</b>	<b>13</b> Béoumi
	<b>14</b> Bodokro
	<b>15</b> Botro
	<b>16</b> Bouaké
	<b>17</b> Brobo
	<b>18</b> Diabo

Source : Hauhouot (2002 : 183)

L'AVB devait contribuer à réduire les disparités entre la région centre et la région d'Abidjan tout en améliorant les conditions de vie des populations de cette région centre. Pour atteindre cet objectif, l'économie agricole a été le moyen choisi tant dans les zones savaniques que dans les zones forestières. Le projet AVB a permis la création du barrage de Kossou qui est d'une capacité de 535 000 km<sup>3</sup> et de sa centrale électrique d'une puissance de 175 500 K.V. Ce projet a également permis d'indemniser les populations riveraines et de transférer les villages sinistrés par la création du barrage de Kossou.

Le projet AVB a permis de mettre en œuvre plusieurs actions dans le domaine de l'économie agricole, mais ces actions n'ont pas permis de corriger les disparités entre la région centre et la basse côte (Abidjan). Les actions mises en œuvre dans le cadre du projet AVB n'ont pas permis non plus d'améliorer les conditions de vie des populations de la région centre. La deuxième grande opération régionale de développement intégré, en Côte d'Ivoire, fut l'Autorité pour l'aménagement de la région du Sud-ouest (ARSO).

L'Autorité pour l'aménagement de la région du Sud-ouest (ARSO) dérive du « projet de développement du Sud-ouest » qui visait à rétablir un meilleur équilibre entre l'Est et l'Ouest forestier du pays; mais également à créer un autre pôle de contact (autre qu'Abidjan) de la Côte d'Ivoire avec l'extérieur. Le port de San-Pedro a ainsi été créé en 1964. En décembre 1969 (environ six mois après la création de l'AVB), l'Autorité pour l'aménagement de la région du Sud-ouest (ARSO) a été institutionnalisée sous forme de société d'État pour coordonner toutes les actions de développement du Sud-ouest, concevoir le schéma directeur d'aménagement de la région du Sud-ouest et en assurer l'exécution. Le territoire couvert par l'ARSO s'étendait sur environ 10 % de la superficie de la Côte d'Ivoire (voir annexe 3).

Un schéma directeur d'aménagement régional a été élaboré, en 1974, pour orienter le développement du Sud-ouest en fonction d'objectifs prioritaires. L'ARSO a été le maître d'œuvre d'une importante mutation dans le développement de cette région. Depuis 1970, l'urbanisation s'accélère, de même que l'exploitation forestière et l'exportation du bois par le port de San-Pedro. De nouvelles plantations industrielles et villageoises de palmier, de cocotiers et d'hévéa ont été créées. Le secteur tertiaire a également connu un début de développement alors que l'industrie était encore pratiquement inexistante (Dutheil de la Rochère, 1975). L'ARSO a finalement permis de reloger dans la région du Sud-ouest, les personnes déplacées après la mise en eau du barrage de Kossou dans le cadre du projet AVB.



Plusieurs analystes (Dutheil de la Rochère, 1975; Hauhouot, 2002; etc.) ont relevé que l'Autorité pour l'aménagement de la vallée du Bandama (AVB) et l'Autorité pour l'aménagement de la région du Sud-ouest (ARSO) ont « englouti » des investissements massifs mais n'ont pas donné les résultats escomptés. De ce fait, ces opérations ont été dissoutes avant même d'avoir achevé leur mission. Dans leur mise en œuvre, ces deux opérations sont demeurées sectorielles alors qu'elles étaient conçues pour être des opérations intégrées. Pour Hauhouot (2002 : 226), « la Côte d'Ivoire a si bien tiré la leçon de ces tentatives, qu'on n'y a plus vu de projets similaires ». Ces programmes intégrés étaient des programmes de développement rural. C'est pour cette raison que des stratégies d'urbanisation ont été mises en place pour favoriser le développement des villes. La principale stratégie a été d'organiser à chaque année la fête de l'indépendance dans une ville différente afin de permettre à la ville hôte de bénéficier d'infrastructures urbaines. C'est ainsi que ce sont développées les grandes villes du pays telles que Bouaké, Daloa et Man. Dans les autres villes, l'urbanisation s'est accélérée grâce à la mise en place des Fonds d'investissement et d'aménagement urbain (FIAU).

Les programmes d'aménagement du territoire mis en œuvre, en Côte d'Ivoire, après l'indépendance ont permis de doter les communautés rurales et urbaines d'infrastructures diverses. Ces infrastructures ont permis d'améliorer les conditions d'existence des populations, surtout, en ce qui relève de la santé et de l'éducation. L'amélioration de la santé a favorisé une croissance démographique. Rappelons que, jusque dans les années 1980, le taux de croissance économique de la Côte d'Ivoire a été supérieur à son taux de croissance démographique. De ce fait, la croissance économique permettait de couvrir les besoins des populations. Mais, dans les années 1980, des signes caractéristiques d'une instabilité macro-économique sont apparus. Le taux de croissance économique était maintenant inférieur au taux de croissance démographique. La croissance économique ne permettait plus, de ce fait, de couvrir les besoins des populations. Dès 1981, le gouvernement, sous la pression, disons plutôt avec l'appui, du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, a entrepris une série de Programmes

d'ajustement structurel (PAS) en vue de rétablir les équilibres macro-économiques, de restaurer la compétitivité internationale et d'amorcer une croissance durable.

### **1.3 LES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL (PAS)**

Les Programmes d'ajustement structurel (PAS) s'inscrivent dans le cadre général des changements idéologiques opérés dans les politiques de développement à partir du début des années 1980. Devant les échecs des politiques basées sur l'intervention de l'État dans la régulation économique pour corriger les imperfections du marché, les politiques de développement vont prendre un virage libéral. Ainsi, pour aider les pays en voie de développement (PVD), surendettés, à réduire leur dette extérieure et à relever leur économie, les Institutions financières internationales (IFI), Banque mondiale et Fonds monétaire international (FMI), mettent en œuvre les Programmes d'ajustement structurel (PAS).

En Côte d'Ivoire, les PAS avaient pour objectifs d'améliorer le niveau économique à travers la stabilisation des agrégats macroéconomiques (budget, balance des paiements, stabilisation des prix, etc.) et de modifier les structures des incitations monétaires (dévaluation de la monnaie en vue de renforcer les capacités d'exportation et de favoriser la production de biens échangeables, exportables et/ou importables). Des mesures additionnelles telles que la libéralisation de certaines filières de production et la privatisation d'entreprises publiques ont été également prises pour améliorer la productivité et l'efficacité économique. En effet, dans l'approche d'économie libérale des IFI, la régulation par le marché est la plus efficace et le secteur privé est plus concurrentiel et plus dynamique que le secteur public. Cela fait que l'allocation des ressources au profit du secteur privé et du marché accroît l'efficacité et la compétitivité des économies. Le but ici est de réduire les dépenses publiques et de favoriser la création de monnaie.

L'un des volets des PAS a concerné les secteurs d'activités des ministères de la Côte d'Ivoire. Au ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales, la mise en œuvre des PAS s'est traduite dans le projet national d'appui aux services agricoles (PNASA). Pour atteindre les objectifs du PNASA, l'un des axes de la stratégie envisagée a été la création et la mise en œuvre d'une structure unique d'encadrement du monde rural : l'ANADER : Agence nationale d'appui au développement rural. Cette agence a été créée par décret présidentiel le 29 septembre 1993. Ainsi la dizaine de sociétés d'État, les « SODE » créées aux lendemains des indépendances pour favoriser le développement agricole, a été supprimée. Plusieurs phases des programmes d'ajustement structurel (PAS) ont été mises en œuvre en Côte d'Ivoire, de 1981 à 1998, sans que l'économie ivoirienne ne devienne efficace et compétitive. La privatisation de nombreuses sociétés d'État a entraîné un licenciement massif augmentant ainsi le taux de chômage. La réduction des dépenses publiques dans les secteurs de l'éducation et de la santé ont fini par empirer les conditions sociales et ont eu pour conséquence l'augmentation du taux de pauvreté. Depuis la fin des années 1990, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international accordent plus d'importance à la réduction de la pauvreté. Désormais l'assistance de ces institutions aux pays en voie de développement (PVD) est conditionnée par l'élaboration d'un document de stratégies de réduction de la pauvreté (DSRP).

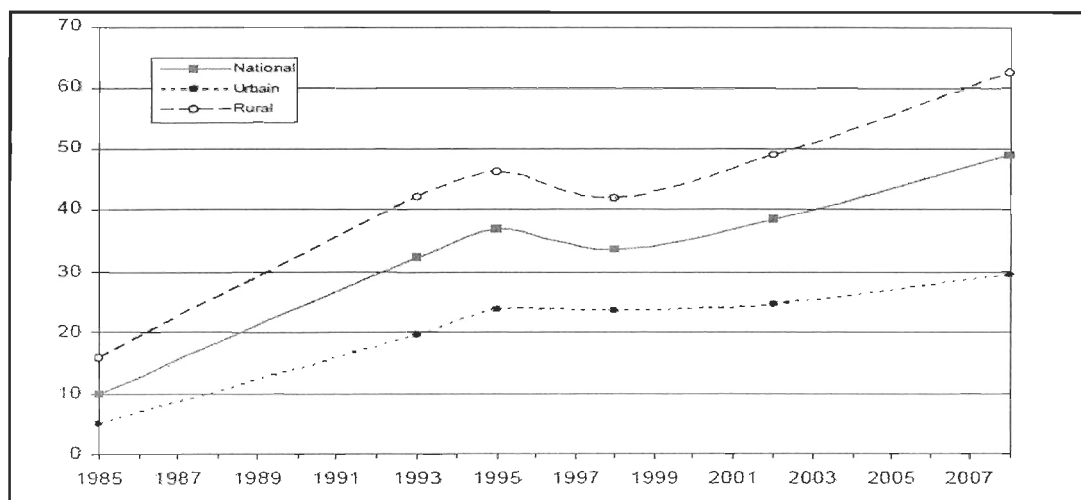
#### **1.4 LES POLITIQUES POSTÉRIEURES AUX PAS**

Les politiques de développement postérieures aux programmes d'ajustement structurel (PAS) en Côte d'Ivoire peuvent se subdiviser en deux groupes : les stratégies de réduction de la pauvreté et les politiques de décentralisation et de développement local.

##### **1.4.1 LES STRATÉGIES DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ**

La pauvreté est un concept multidimensionnel. Ce concept peut se décomposer selon trois dimensions : la dimension psychologique, la dimension sociologique et la dimension

monétaire (Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2009). Dans le cadre des stratégies de réduction de la pauvreté en Côte d'Ivoire, la mesure de la pauvreté a été construite à partir de la dimension monétaire. Ainsi, un seuil de pauvreté relatif de 241 145 F CFA<sup>25</sup> par année (soit 661 F CFA par jour, équivalent à 1,32 \$ CAD par jour) a été calculé pour l'année 2008. Cela signifie que, pour l'année 2008, était pauvre en Côte d'Ivoire, toute personne dont la dépense de consommation journalière était inférieure à 1,32 \$ CAD. Le document de stratégies de réduction de la pauvreté (DSRP), élaboré en 2009 par le gouvernement, relève qu'en Côte d'Ivoire 48,9 % de personnes avaient une dépense de consommation journalière inférieure à 1,32 \$ CAD pour l'année 2008. Dès lors, la problématique de la pauvreté se pose avec acuité. Cette problématique est apparue à partir des années 1985 (voir figure 1).



**Figure 1:** L'évolution du taux de pauvreté en Côte d'Ivoire entre 1985 et 2008  
 Source : Gouvernement de Côte d'Ivoire (2009 : 6)

Plusieurs facteurs expliquent cet état de fait. De 1985 à 1995, la conjoncture économique défavorable qu'a connue la Côte d'Ivoire a maintenu la croissance réelle du PIB autour de 0,8 %. Ceci n'était pas suffisant pour compenser la forte croissance démographique qui était autour de 3,8 % à cette période. En plus, la dévaluation du franc

<sup>25</sup> Francs CFA (francs de la communauté financière africaine).

CFA, en 1994, a accentué la réduction du pouvoir d'achat des ménages. Depuis 1998, le pays connaît une série de crises sociopolitiques et militaires qui a conduit à une aggravation de la pauvreté. Le taux de pauvreté est ainsi passé de 10 % en 1985 à 36,8 % en 1995 et à 48,9 % en 2008. Le nombre de pauvres a été, de ce fait, multiplié par 10 en l'espace d'une génération. En effet,

En Côte d'Ivoire, le nombre de pauvres a été multiplié par 10 en l'espace d'une génération. Aujourd'hui, une personne sur deux est pauvre contre une personne sur dix en 1985. Le taux de pauvreté est passé de 10 % en 1985 à 48,9 % en 2008 ; ce qui correspond selon les chiffres du ministère du Plan à un effectif de pauvres estimé à 974 000 en 1985 et à 10 174 000 en 2008 (*L'Intelligent d'Abidjan* du 27 février 2009)<sup>26</sup>.

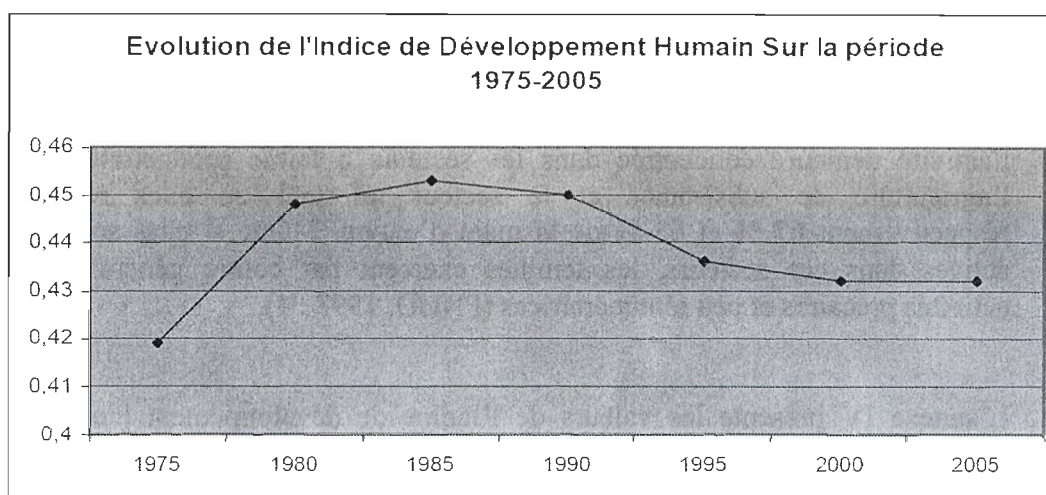
Le ratio de pauvreté, pour l'ensemble du pays, se situait en 2008 à 48,4 % chez les hommes et à 49,5 % chez les femmes (Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2009). Toutefois, la pauvreté selon le sexe du chef de ménage et le milieu de vie (urbain/rural) révèle des écarts significatifs. En effet, plusieurs études (Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2009; PNUD, 1997; République de Côte d'Ivoire, 2011; Sylla, Gbongué et Kouadio, 2005, etc.) ont montré que la pauvreté est plus accentuée en milieu rural qu'en milieu urbain. En 2008, le taux de pauvreté en milieu rural était de 62,45 %, contre 29,45 % en milieu urbain (Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2009). Pour la région du Centre-ouest de la Côte d'Ivoire, de laquelle fait partie notre zone d'étude, le taux de pauvreté était de 62,9 % en 2008. Dans les milieux ruraux de cette région, le niveau de pauvreté dans les ménages dirigés par une femme était plus élevé (supérieur à 70 %) que dans les ménages sous la responsabilité d'un homme (inférieur à 30 %) (Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2009). Comme l'estimait le ministre d'État, ministre du Plan et du Développement, Paul Antoine Bohoun Bouabré, « cette situation est moralement et socialement insupportable, elle est humainement inacceptable et constitue un réel obstacle au développement économique »<sup>27</sup>.

<sup>26</sup> <http://news.abidjan.net/article/?n=321459>, consulté le 06 mars 2009.

<sup>27</sup> [http://www.africatime.com/ci/nouvelle.asp?no\\_nouvelle=439440&no\\_categorie=](http://www.africatime.com/ci/nouvelle.asp?no_nouvelle=439440&no_categorie=), consulté le 11 mars 2009

La proportion de pauvres exerçant dans le secteur agricole reste élevée. En effet, 46 % des pauvres sont des actifs de ce secteur. La pauvreté touche fortement les travailleurs du secteur agricole informel<sup>28</sup> et dans une moindre mesure, ceux du secteur informel non agricole. En effet, le taux de pauvreté est de 64,7 % dans le secteur agricole informel et de 36,1 % dans le secteur informel non agricole. Ce taux, dans le secteur moderne, est de 19,1 % pour le secteur public et parapublic, 19,4 % pour le secteur privé et 35,2 % pour le secteur agro-industriel (Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2009).

L'Indice de développement humain (IDH)<sup>29</sup> est en baisse en Côte d'Ivoire depuis les années 1980 (voir figure 2).



**Figure 2 :** L'évolution de l'indice de développement humain entre 1975 et 2005  
 Source : Gouvernement de Côte d'Ivoire (2009 : 11)

Cette baisse de l'IDH provient notamment de la baisse de l'espérance de vie et du faible dynamisme économique de l'ensemble du pays (entraînant une baisse du niveau de

<sup>28</sup> Se référer à la page 50 pour l'explication du secteur formel et du secteur informel.

<sup>29</sup> C'est un indice statistique composite créé par le programme des nations unies pour le développement (PNUD) en 1990 pour évaluer le niveau de développement humain de chaque pays. Cet indice mesure la réalisation moyenne des trois composantes du développement humain : la santé et l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie. Un autre indice, l'IDH ajusté aux inégalités (IDHI) a été créé en 1995. Il représente la valeur de l'indice de développement humain (IDH) ajusté aux inégalités dans les trois dimensions essentielles du développement humain.

vie). Pour l'année 2011, l'IDH de la Côte d'Ivoire était de 0,4 (PNUD, 2011). Ceci la met en dessous de la moyenne de l'Afrique sub-saharienne (0,46). En 2011, l'espérance de vie à la naissance, en Côte d'Ivoire, était de 55,4 ans. Ajusté aux inégalités, l'IDH prend une valeur 0,25 pour l'année 2011 dans le pays. Ceci signifie que les inégalités (dans la distribution de la santé, de l'éducation et du revenu) sont fortes en Côte d'Ivoire (près de 38 %). La valeur de l'Indice d'inégalité de genre (IIG)<sup>30</sup> était de 0,7 en 2011<sup>31</sup>. Les désavantages subis par les femmes en Côte d'Ivoire représentent une source de fortes inégalités. En effet,

L'analyse de certains indicateurs révèle l'existence d'énormes disparités entre les hommes et les femmes dans de nombreux secteurs, renforcées selon le milieu urbain ou rural : le taux d'analphabétisme est de 68 % chez les femmes contre une moyenne de 56 % [...] La participation des femmes au secteur économique reste faible (32,3 %). La pauvreté a une incidence particulière sur les femmes dont l'activité demeure concentrée dans les secteurs à faible productivité tels que l'agriculture de subsistance et le secteur informel où elles représentent respectivement 67 % et 63 % de la main d'œuvre. Même si elles sont les plus actives dans ces secteurs, les femmes exercent par contre généralement des activités précaires et peu rémunératrices (PNUD, 1997 : 4).

L'annexe IV présente les valeurs de l'indice de développement humain en Côte d'Ivoire de 1980 à nos jours. Cette annexe présente également les valeurs des indicateurs liés à certaines composantes du développement humain (santé, éducation, revenu, inégalité, pauvreté, genre, durabilité et démographie).

Pour permettre à la Côte d'Ivoire d'être éligible à l'initiative des Pays pauvres très endettés (PPTE), du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, le gouvernement ivoirien a achevé en janvier 2009 l'élaboration du Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP 2008-2013). Ce DSRP a défini des axes stratégiques

<sup>30</sup> Indice d'inégalité de genre (IIG) : indice composite mesurant le déficit de progrès dans trois dimensions du développement humain : santé reproductive, autonomisation et marché du travail, résultant d'inégalités de genre.

<sup>31</sup> [http://hdr.undp.org/en/media/HDR\\_2011\\_FR\\_Table4.pdf](http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2011_FR_Table4.pdf), consulté le 19 octobre 2012

d'intervention parmi lesquels est inscrite la création de richesse et d'emplois par le soutien au monde rural et au secteur privé comme moteur de la croissance. En effet,

Ces politiques consisteront à développer des actions concourant à l'amélioration de la contribution du secteur privé à la création de richesses... En milieu rural, un accent particulier sera mis sur les emplois non agricoles par la promotion de petites entreprises rurales dans les domaines de la transformation des produits agricoles, de pêche, d'élevage, du tourisme et de l'artisanat. A cet effet, en partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux du développement, plusieurs actions de sensibilisation et d'appui seront développées en faveur des opérateurs du monde rural, notamment des femmes et des jeunes en vue d'encourager l'auto emploi (Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2009 : 95).

La problématique actuelle de développement de la Côte d'Ivoire est fortement liée à la lutte contre la pauvreté en milieu rural et à l'amélioration des conditions de vie des populations locales; et plus particulièrement celles des femmes par la promotion de petites entreprises rurales dans les domaines de la transformation des produits agricoles, de pêche, d'élevage, du tourisme et de l'artisanat. De ce fait, l'étude de l'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans les processus de développement local en milieu rural s'inscrit parfaitement dans cette problématique.

Nous avons relevé que, pour nous, les crises répétitives en Côte d'Ivoire démontrent que le modèle de développement économique choisi dès l'indépendance est dépassé. Les politiques de développement exploré jusqu'à maintenant nous font comprendre que le libéralisme économique adopté par la Côte d'Ivoire comme modèle de développement a favorisé de bons résultats économiques et une stabilité politique au cours des quinze années qui ont suivi l'indépendance. Mais avec la détérioration des termes de l'échange dans les années 1980, ce modèle a montré ses limites : fondements fragiles (basé sur les produits d'exportation), modèle de développement de court terme, émergence d'inégalités dans la répartition des « fruits de la croissance », etc. Ceci remet en cause la durabilité du modèle



ivoirien dont le maître d'œuvre est l'État. En effet, pour nous, ce modèle n'était pas inscrit dans une perspective de développement socialement durable<sup>32</sup>.

Dans le but de corriger les incohérences des politiques de développement antérieures, le gouvernement ivoirien met désormais l'accent sur la participation des populations à leur propre développement en les associant étroitement aux prises de décision et aux différents choix stratégiques. Depuis 2002, un accent est ainsi mis sur la politique de décentralisation et de développement local.

#### 1.4.2 LA POLITIQUE DE DÉCENTRALISATION ET DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

La décentralisation est un mode de gestion administrative qui passe par une organisation de l'administration territoriale. Elle permet de conférer des pouvoirs à des autorités locales, généralement élues, pour exercer des compétences au sein d'une collectivité territoriale. Cette collectivité représente une personne morale dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière (N'Dah, 2005). La décentralisation a pour but d'alléger le rôle de l'État dans la conception et la mise en œuvre des actions de développement. Des structures décentralisées ont existé en Côte d'Ivoire bien avant l'indépendance. La première commune, Grand-Bassam, a été créée dès 1914. Cependant, force est de reconnaître que l'État ivoirien a, pendant plusieurs années, fait de la centralisation et de la déconcentration des modes de gestion par excellence. Notons que la centralisation peut être définie comme le fait de concentrer le pouvoir de décision au niveau de l'autorité de l'État central. Quant à la déconcentration, elle consiste à attribuer des compétences locales à des autorités (nommées) représentant le pouvoir central dans un cadre territorial n'étant qu'une circonscription administrative, c'est-à-dire dénuée de toute personnalité juridique (N'Dah, 2005).

---

<sup>32</sup> Le développement socialement durable ne se réduit pas à la seule dimension sociale du développement durable. De plus, il ne réduit pas cette dimension sociale au seul aspect de la réduction de la pauvreté. C'est un développement qui considère l'ensemble des interactions entre sphères économique, écologique et sociale et leurs effets sur les situations de pauvreté, de vulnérabilité ou d'exclusion. Le développement socialement durable mise sur la capacité des personnes à réduire la vulnérabilité et la marginalisation (Ballet et al., 2004).

Nous savons maintenant que dans les années 1980, l'économie ivoirienne a connu une mauvaise performance. Les politiques d'ajustement structurel (PAS), mises en œuvre par la suite, ont contribué à augmenter le taux de pauvreté. Ceci étant, des groupes sociaux ayant des besoins spécifiques à satisfaire, ont commencé à se former (République de Côte d'Ivoire, 2007a). Devant cette situation, l'État a renforcé les mécanismes pour passer de la centralisation et la déconcentration à la décentralisation comme outil de développement local afin de confier la gestion « des intérêts spécifiques » à des autorités librement désignées par les populations elles-mêmes. L'État, ainsi déchargé de ces « intérêts spécifiques », pouvait librement se consacrer à la gestion de questions d'intérêt plus général, disons, national afin de rendre plus efficace son intervention. Ce transfert des compétences de l'État à des autorités locales permettrait également de créer une proximité entre l'administration et les administrés. Le but ici est d'accroître la participation des administrés à la définition et à la mise en œuvre des actions de développement et, par ricochet, de satisfaire leurs besoins et intérêts spécifiques (République de Côte d'Ivoire, 2007a).

En Côte d'Ivoire, la politique de décentralisation vise à assurer l'encadrement des populations, à pourvoir à leurs besoins, à favoriser le développement économique et social et à réaliser l'unité et la cohésion sociale. Cette politique est mise en œuvre au travers des collectivités territoriales (ou décentralisées) que sont : la commune, la ville, le département, le district et la région. Parmi ces collectivités, seules la commune, le département et le district étaient fonctionnels en tant que collectivités territoriales (automne 2010). En décembre 2010, la Côte d'Ivoire comptait : 986 communes dont 197 dotées de conseils municipaux, 80 départements dont 54 dotés de conseils généraux et 2 districts dotés de conseils de districts.

Les premières collectivités territoriales créées en Côte d'Ivoire sont les communes. Leur création a commencé en 1914 et s'est poursuivie en 1978 avec les premières lois de décentralisation. Le nombre de communes est ainsi passé de 1 en 1914 à 27 en 1978 et à

1986 en 2010. La création des communes a permis la réalisation d'infrastructures sociocommunautaires dans divers domaines tels que : l'éducation de base, la formation professionnelle et la création des emplois, l'électrification et l'adduction d'eau et enfin l'habitat, les marchés et les gares routières. Le financement de ces réalisations des communes a été possible à travers leurs fonds propres mais aussi à travers les Fonds d'investissement et d'aménagement urbain (FIAU) et autres subventions de l'État. Avec la création et la mise en fonctionnement en 2001 des autres types de collectivités territoriales que sont le département et le district, la réalisation des infrastructures s'est accentuée. La mise en œuvre de la politique de décentralisation a ainsi fait des progrès au cours des deux dernières décennies en Côte d'Ivoire. Mais, les collectivités territoriales peinent encore à faire émerger une véritable dynamique de développement local. Les obstacles à cette émergence peuvent s'observer à trois niveaux : le transfert des compétences aux collectivités territoriales, la mobilisation sociale et enfin l'exécution de la mission de développement (République de Côte d'Ivoire, 2007a).

Rappelons que la décentralisation consiste à conférer des pouvoirs à des autorités locales pour exercer des compétences au sein d'une collectivité territoriale. En Côte d'Ivoire, le transfert de ces compétences aux collectivités territoriales reste insuffisant. En effet, les compétences sont souvent transférées sans mesures d'accompagnement; les ressources financières afférentes n'accompagnent pas toujours les compétences transférées. De plus, le transfert de certaines compétences demeure non effectif parce qu'il n'y a pas de décrets d'application relatifs à ces compétences. Enfin, certains ministères techniques perçoivent le transfert des compétences comme une perte de leurs pouvoirs. Ceci ne facilite pas leurs relations avec les collectivités territoriales. En ce qui concerne la mobilisation sociale, les populations ne manifestent pas encore un grand intérêt pour les activités des collectivités territoriales ivoiriennes. Ceci fait que la mobilisation des populations dans ces collectivités n'a pas encore atteint toute la dimension souhaitée. Cet état de fait pourrait s'expliquer par l'absence de stratégies pour susciter l'intérêt des populations. Le dernier obstacle, à la création d'une véritable dynamique de développement local par les

collectivités territoriales en Côte d'Ivoire, se situe au niveau de l'exécution de la mission de développement.

La mission de développement des collectivités territoriales peut se résumer en deux points : la création des infrastructures et la création d'activités génératrices de revenus et d'emplois. En ce qui est de la création des infrastructures, les activités des collectivités territoriales sont plutôt satisfaisantes. Cependant, ces collectivités éprouvent des difficultés à faire émerger des activités génératrices de revenus et d'emploi sur leur territoire. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que les collectivités ne sont pas assez « outillées » en matière de mission de développement. Par exemple, peu de collectivités prennent l'initiative d'élaborer un plan stratégique de développement en tant que document d'orientation et de projection (République de Côte d'Ivoire, 2007a). Or, la planification appliquée au territoire permet de prendre des décisions pour gérer le territoire. La planification est principalement axée vers l'avenir et profondément préoccupée par la relation entre des objectifs et des décisions collectives. La planification appliquée au territoire s'avère ainsi un outil pertinent pour les collectivités territoriales. Dans ce sens, des expériences d'élaboration de plans de développement local (PDL) ont été réalisées en Côte d'Ivoire au niveau de certains villages et *pays ruraux* par des structures d'appui au milieu rural comme l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER).

Dans la poursuite de sa politique de décentralisation, le gouvernement ivoirien a adopté, le 30 août 2004, une loi spécifique portant création de la Zone franche de la biotechnologie, des technologies de l'information et de la communication (ZBTIC). Cette zone est gérée par le Village des technologies de l'information et de la biotechnologie (VITIB), société anonyme créée en 2006. La ZBTIC porte également le nom de Parc Technologique Mahatma Gandhi. Elle est située dans la commune de Grand-Bassam, à une quarantaine de kilomètres de la capitale économique, Abidjan, sur un espace de plus de 600 hectares. Cette ZBTIC comprend deux pôles d'excellence de compétitivité internationale dédiés au rayonnement de la biotechnologie et des technologies de

l'information en Afrique de l'Ouest. Ces deux pôles de compétence auront des avantages indéniables pour la commune de Grand-Bassam. Cependant, nous savons bien qu'il existe un fossé entre les analyses économiques sur les pôles de compétences et leurs traductions politiques. Ainsi, les gouvernements, tout en prônant un développement économique local « impulsé » par les régions elles-mêmes, sont les chevilles ouvrières des pôles de compétences.

Les difficultés qu'éprouvent les collectivités territoriales à faire émerger des activités génératrices de revenus et d'emploi sur leur territoire, nous amène à regarder de plus près le phénomène de création d'entreprises en Côte d'Ivoire.

### **1.5 LA CRÉATION D'ENTREPRISES IVOIRIENNES**

La volonté de l'État de Côte d'Ivoire de promouvoir l'entrepreneuriat national s'est traduit par la mise en place de dispositifs d'aide à la création d'entreprises : outils organisationnels, financiers et fiscaux. Ainsi, rappelons-le, plusieurs structures ont été créées pour informer les entrepreneurs potentiels, les aider pour le financement de leur entreprise, leur fournir la formation nécessaire et les suivre dans la gestion quotidienne de leur entreprise. Ainsi, des structures spécifiques ont été créées (OPEI, BIDI, FGEL, SONAFI, CAPEN, etc.). Ces structures ont été par la suite dissoutes pour des raisons diverses et depuis les années 1990, d'autres structures ont été mises en place pour l'appui aux entreprises. Parmi ces dernières, nous pouvons citer : le CEPICI, le BNETD, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire, la CGECI, l'APEX/CI, le FDFP, l'AGEPE, l'AGEFOP, etc.

Il est bon de rappeler ici que dès l'indépendance, la Côte d'Ivoire a opté pour un modèle de développement basé sur la réalisation de grands projets avec un État-entrepreneur (création de sociétés d'État) mais ce modèle n'a pu faire émerger l'industrialisation tant désirée par les autorités ivoiriennes. Il était alors devenu primordial d'inciter la création d'entreprises dans les villes autres que la capitale économique et de

diversifier les activités industrielles. Parallèlement à l'appel de capitaux étrangers, le gouvernement ivoirien a mis en place des mesures incitatives pour la création d'entreprises ivoiriennes. Par ailleurs, la mauvaise performance de l'économie ivoirienne depuis les années 1980 a engendré un développement important de petites et micro-entreprises. Ces entreprises ont absorbé une bonne partie de la main-d'œuvre excédentaire (PASI/Côte d'Ivoire, 2000). De ce fait, la politique actuelle de l'État de Côte d'Ivoire en matière de création d'entreprises donne la priorité au secteur des petites et micro entreprises.

L'État, à travers certains ministères techniques et les collectivités territoriales (Conseil généraux et Mairies), apporte un soutien financier au secteur des petites et micro entreprises. Différents types de fonds ont ainsi été créés (voir annexe V). C'est le cas du Fonds national de solidarité (FNS) créé en 2003 sous la forme d'un fonds de garantie pour favoriser l'entrepreneuriat des jeunes. Le Fonds national femmes et développement (FNFD), quant à lui, a été créé en 1994 et est logé au ministère de la Famille et de la Promotion de la Femme. L'État a également créé des banques de développement publiques ou parapubliques pour soutenir l'initiative privée nationale (Fauré, 1994). Le Canada, à travers l'ACDI, a financé en Côte d'Ivoire deux projets d'appui au microcrédit : la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI) et le projet d'Accès des femmes ivoiriennes aux services financiers (AFISEF). L'AFISEF a été initié par Développement International Desjardins en janvier 1996. Il a pour objectif de faciliter l'intégration des femmes dans les activités de crédit et d'épargne. Le projet est rattaché aux coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC) dans la région du Centre-nord de la Côte d'Ivoire.

Depuis août 1991, un programme d'appui au secteur informel (PASI) a été mis en place en Côte d'Ivoire. Ce programme est mis en œuvre par des organisations non gouvernementales (ONG) ivoiriennes. L'objectif principal de ce programme est de favoriser l'accès au crédit des petits entrepreneurs du secteur informel qui n'ont pas accès aux structures bancaires classiques. Relevons que la notion de « secteur informel » est

apparue pour la première fois en 1972 dans un rapport du Bureau international du travail sur le Kenya (Boignan, 1999; Favreau, 2004a; Maldonado, Badiane et Miélot, 2004, etc.). Selon Maldonado, Badiane et Miélot (2004), une définition conceptuelle générale de l'économie informelle n'a pas encore fait l'unanimité des chercheurs. Cependant, l'économie informelle peut se définir comme « 1) une économie de survie car il n'y a pas ou peu d'accumulation; 2) une économie de la débrouille où des millions de gens s'organisent en marge de toute aide et réglementation de l'État; 3) une économie qui privilégie des stratégies d'embauche au sein des groupes familiaux; 4) une économie où les moyens de financement sont faibles (Bairoch, 1997 cité par Faveau, 2004a). Boignan (1999), qui a travaillé sur l'économie informelle en Côte d'Ivoire relève, quant à lui, que l'économie informelle peut se définir suivant des critères statistiques et suivant sa relation au pouvoir et au marché. Il existe ainsi

une définition statistique, qui repère une économie non enregistrée ou *out law* en ce sens qu'il y a absence de comptabilité, un non respect de la codification et de la fiscalité, un chiffre d'affaires et le nombre de travailleurs qui sont limités. Au-delà des critères statistiques, l'économie informelle renvoie à deux types de relations : une relation vis-à-vis du pouvoir et une relation vis-à-vis du marché. Relativement au pouvoir, on peut dire que l'économie informelle renferme l'ensemble des activités illégales, c'est-à-dire hors du cadre juridique, mais qui sont tolérées par les pouvoirs parce qu'elles jouent un rôle régulateur. Relativement au marché, il existe une définition fonctionnelle qui retient des critères organisationnels. De ce point de vue, les activités informelles sont des activités à petite échelle avec un salariat limité, un capital avancé faible, mais ayant une circulation monétaire et une production de biens et services onéreux (Boignan, 1999 : 62).

Cour et Snrech (1998) situe l'émergence du secteur informel en Afrique de l'Ouest à la période des indépendances dans les années 1960. Ce secteur informel aurait ainsi émergé avec la création des villes et la mise en place de l'administration coloniale. Relevons qu'à l'époque coloniale, les villages étaient plus peuplés que les villes. Le secteur agricole (secteur traditionnel) était alors plus important que le secteur moderne. C'est parce que l'économie coloniale avait besoin de main-d'œuvre que le colonisateur a trouvé des moyens pour persuader les villages de libérer des personnes pour aller travailler à la ville (Oséi-

Hwedie et Arnon, 2000). Une partie de la population du secteur agricole a ainsi constitué une petite frange urbaine. Cette frange était d'environ 13 % et était alors composée des cadres et des employés du secteur moderne. Mais, la ville a fini par devenir un objet d'attraction. Les personnes n'y allaient plus seulement par contrainte. Aussi, l'exode rural s'intensifiant, les villes ne pouvaient plus absorber toute la main d'œuvre qui venait du secteur agricole. En effet, l'urbanisation n'était pas accompagnée d'une véritable industrialisation et la main-d'œuvre venant du secteur agricole n'avait pas toujours la qualification requise. Il s'est ainsi progressivement constitué entre le secteur agricole et le secteur moderne « un secteur minoritaire ou informel » (Cour et Snrech, 1998).

Les trois secteurs clés de l'économie : agricole (traditionnel), informel et moderne sont restés les éléments de la structure des sociétés ouest africaines au cours des 50 dernières années. Cette situation fait qu'en Afrique de l'Ouest, trois types d'économie sont juxtaposés : l'économie traditionnelle, l'économie informelle et l'économie moderne (Cour et Snrech, 1998). L'économie traditionnelle est essentiellement caractérisée par les activités agricoles et est dominée par les exploitations familiales. Cette économie joue un rôle déterminant pour répondre aux besoins des populations. En fait, les exploitations familiales restent la forme de production la plus importante au sein de l'économie traditionnelle en milieu rural. L'économie moderne, quant à elle, est constituée par le secteur public (contrôlé par l'État, avec les sociétés d'État et autres sociétés parapubliques) et un maigre secteur privé. L'économie moderne représenterait environ 15 % de la population en Afrique de l'Ouest et c'est cette économie qui est connectée à « l'économie monde ». Elle est, de ce fait, plus sensible aux chocs extérieurs. L'économie informelle regroupe tant les activités de l'économie moderne que celles de l'économie traditionnelle. C'est, de ce fait, une forme d'hybridation. Cette économie informelle résiste mieux aux crises et s'adapte aux évolutions conjoncturelles (Cour et Snrech, 1998).

L'économie informelle a d'abord été perçue comme un phénomène de survie transitoire et non productif (Cour et Snrech, 1998). Cependant, aujourd'hui, force est de



constater que ce phénomène de survie transitoire non productif s'est enraciné dans les sociétés ouest africaines et tend à surpasser les deux autres types d'économie. Pour Castel (2006), le débat épistémologique sur l'économie informelle est aujourd'hui dépassé et un renouvellement théorique s'avère indispensable. En effet, pour l'auteure, la structuration qui a présidé à l'émergence de l'économie informelle dans les années 1969 a beaucoup évolué et toute une gamme d'activités se retrouve aujourd'hui dans l'informelle dans les pays du Sud. Castel (2006) considère alors que l'économie informelle ne peut plus fonctionner comme un concept : « c'est une notion hétérogène difficile à définir ». Dans cette hétérogénéité, l'auteure distingue des activités licites, illicites, violentes et solidaires. Les activités solidaires sont portées par des groupes de personnes, unies par un lien de parenté ou de communauté et qui veulent améliorer leur condition de vie par une activité économique sans pour autant rechercher le profit. Louis Favreau est d'avis avec Castel (2006) pour appeler cette économie « économie populaire solidaire », c'est-à-dire une économie basée sur l'entreprise collective, à but non lucratif et dont la finalité est l'amélioration des conditions de vie des personnes qui l'initient.

En Côte d'Ivoire, les petits entrepreneurs (du secteur informel notamment) ont généralement recours à l'épargne personnelle ou aux tontines<sup>33</sup> malgré l'existence de soutien financier étatique aux petites et micro entreprises. En plus des outils financiers et organisationnels, l'État de Côte d'Ivoire a également mis en place des outils d'incitation fiscale et des garanties à l'investissement pour soutenir l'entrepreneuriat national : les incitations à l'investissement, assouplissement de la fiscalité en fonction des types d'entreprises, etc. (Côte d'Ivoire, 2007b et PME magazine, 2010).

Fauré (1988) a constitué une grille des grandes catégories d'entreprises qui coexistent dans l'espace économique ivoirien. Cette grille a été élaborée à partir des informations statistiques de diverses sources institutionnelles comme le registre du commerce, le fichier

---

<sup>33</sup> « les tontines sont des associations regroupant des membres d'un clan, d'une famille, des voisins ou des particuliers, qui décident de mettre en commun des biens ou des services au bénéfice de tout un chacun, et cela à tour de rôle » Bouman (1977) cité par Nkakleu (2008 :1).

contribuables-entreprises de la Direction générale des impôts (DGI) et les registres municipaux des petites patentes. Fauré (1988) distingue trois grandes classes d'entreprises en Côte d'Ivoire : les petites entreprises (PE), les petites et moyennes entreprises (PME) dont l'effectif salarié est inférieur à 50 et les grandes entreprises (GE) dont l'effectif salarié est supérieur ou égal à 50. Notons cependant que le critère de la taille n'est pas l'axe principal de construction de la typologie de Fauré (1988). D'autres critères, comme le capital investi, y interviennent. L'auteur a réparti ces trois grandes classes d'entreprises en fonction du secteur dans lequel ils évoluent : formel (moderne), semi-formel (intermédiaire) et informel (voir Tableau 3).

**Tableau 3:** La typologie des entreprises de Côte d'Ivoire

<b>LIBELLE DU SECTEUR</b>	<b>CLASSES D'ENTREPRISES</b>	<b>CARACTÉRISTIQUES COMPTABLES/FISCALES</b>
<b>SECTEUR FORMEL (MODERNE)</b>	Grandes entreprises	(> 50 salariés)
	Petites et moyennes entreprises	<b>Plan comptable</b> (< 50 salariés)
<b>SECTEUR SEMI FORMEL (INTERMÉDIAIRE)</b>	Grandes entreprises	<b>Pas de plan comptable</b> Contribution grande patente (Direction générale des impôts)
	Petites et moyennes entreprises	
<b>SECTEUR INFORMEL</b>	Petites entreprises	<b>Patente municipale</b> (Local déterminé)
	Petites entreprises	<b>Taxes locales</b> autres que patente municipale (activités de marché et activités de rue)
	Petites entreprises	<b>Aucune imposition</b> (activités à domicile et activités rurales non agricoles)

Source : Fauré (1988 : 50).

Les grandes entreprises (GE) et les petites et moyennes entreprises (PME) se retrouvent dans le secteur formel (moderne) et dans le secteur semi-formel (intermédiaire). Les petites entreprises (PE) appartiennent au secteur informel. Les PME représenteraient plus de 80 % des entreprises du secteur moderne. Les différences fondamentales entre les différentes classes d'entreprises (GE, PME et PE) se retrouvent au niveau de leurs

caractéristiques comptables et fiscales. Les GE et les PME s'acquittent de divers types de formalités (administratives, comptables, fiscales, etc.). Ainsi, les GE et les PME du secteur formel utilisent un plan comptable alors que celles du secteur semi-formel n'en utilisent pas. Selon les caractéristiques comptables et fiscales, Fauré (1988) a subdivisé les PE en trois sous-classes d'entreprises : les petits établissements à patente municipale, les activités avec taxes locales et les activités sans imposition.

La sous-classe des petits établissements à patente municipale est caractérisée par l'inexistence de comptabilité formalisée. Ces établissements intègrent néanmoins le calcul des coûts de production dans leur gestion. En effet, lorsque l'activité (micro-entreprise) est exercée dans un « local déterminé », elle est assujettie à la contribution des petits commerçants et artisans plus connue sous le nom de « petite patente » collectée par les municipalités. La sous-classe des activités avec taxes locales (activités de rue et de marchés) trouve son unité dans le fait que l'activité économique est exercée en dehors d'un local physiquement identifiable. Ces activités peuvent ainsi être plus ou moins itinérantes. Elles sont soumises à des prélèvements fiscaux, la plupart du temps effectués quotidiennement (taxes de place, de marché, taxes sur les charrettes à bras, etc.). Enfin, la sous-classe des activités sans imposition (activités à domicile) n'est soumise à aucun prélèvement fiscal. Dans la typologie de Fauré (1988), seules les activités à domicile échappent effectivement à la connaissance et au « prélèvement » des pouvoirs et appareils publics. De ce fait, selon Fauré (1988), le qualificatif « d'informel » ne peut se justifier que du point de vue de « la faiblesse des formalités d'enregistrement auprès de toutes les autorités administratives ». Dans le contexte économique actuel de la Côte d'Ivoire, les PE représenteraient la grande majorité des établissements qui constituent le tissu économique du pays avec un taux avoisinant les 90 % (voir tableau 4).

**Tableau 4** : L'évaluation du nombre d'entreprises en Côte d'Ivoire

TYPES D'ENTREPRISES	NOMBRE	% de l'effectif total
Grandes entreprises et PME (moderne)	2 500	0,6
Entreprises du secteur intermédiaire	31 000	8
Établissement non structuré avec local	55 000	14
Activité de marché	142 000	77,4
Activité de rue	80 000	
Activité à domicile	?	
Activités rurales non agricoles	80 000	
Ensemble	<b>390 500</b>	<b>100</b>

Source : Fauré (1988 : 62)

L'étude de Fauré (1988) confirme bien que 80 à 85% des effectifs des entreprises ivoiriennes sont localisés à Abidjan. En ce qui est de la répartition selon le sexe dans le secteur moderne, le tableau 5 présente une comparaison des pourcentages de chefs d'entreprise pour certaines branches d'activités pour les années 1985 et 2005.

**Tableau 5** : La comparaison des pourcentages de chefs d'entreprises selon le sexe

BRANCHES D'ACTIVITÉS	HOMMES (%)		FEMMES (%)	
	1985	2005	1985	2005
Industries alimentaires	83,33	82,28	16,67	17,32
Textiles et habits (cuir et peau)	96,48	92,87	3,52	5,87
Commerce et services	71,16	68,61	28,84	31,81
Chimie, pétrole et caoutchouc	98,44	95,05	1,56	2,11
Bois et travail du bois	99,59	98,62	0,41	2,74
Agriculture, forêt et pêche	100	99,86	n.d	1,27

Source : Ouattara (2007 : 54)

Pour toutes les branches d'activités économiques confondues, la proportion de femmes chefs d'entreprises dans le secteur moderne n'est que de 17 % alors que cette proportion est de 63 % pour le secteur informel (PNUD, 1997). D'ailleurs, en Côte d'Ivoire, et comme nous l'avons déjà mentionné,

La pauvreté a une incidence particulière sur les femmes dont l'activité demeure concentrée dans les secteurs à faible productivité tels que l'agriculture de subsistance et le secteur informel où elles représentent respectivement 67 % et 63 % de la main d'œuvre. Même si elles sont les plus actives dans ces secteurs, les femmes exercent par contre généralement des activités précaires et peu rémunératrices (PNUD, 1997 : 4).

Le fait que la pauvreté ait une incidence particulière sur les femmes dont les activités demeurent concentrées dans les secteurs à faible productivité et peu rémunérateurs, nous amène maintenant à nous intéresser à la condition de la femme dans la société ivoirienne.

## 1.6 LA CONDITION DE LA FEMME EN CÔTE D'IVOIRE

En Côte d'Ivoire, la condition de la femme dans la société moderne<sup>34</sup> est différente de celle qu'elle était dans la société traditionnelle<sup>35</sup>.

### 1.6.1 LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE IVOIRIENNE

Dans la société traditionnelle ivoirienne, la condition de la femme est déterminée par les pratiques sociales mais surtout par l'organisation familiale et politique (Assémian, 1995; Assié-Lumumba, 1996; Beugré et Séry, 1975; Touré-Diabaté, 2010). Ces pratiques sociales traditionnelles varient en fonction des quatre grands territoires ethnoculturels de la Côte d'Ivoire (voir annexe 2) : le Sud-est (occupé par le groupe Akan), le Nord-est (occupé par le groupe Voltaïque ou Gour), le Nord-ouest (occupé par le groupe Mandé) et le Sud-ouest (occupé par le groupe Krou). Cependant, de manière générale, ces pratiques sont

---

<sup>34</sup> Une société moderne est un terme des sciences sociales défini par le sociologue Émile Durkheim décrivant le mode d'organisation des sociétés industrielles. Le concept de la modernité désigne à la fois un moment historique et des valeurs considérées comme novatrices. Au cours du 20<sup>e</sup> siècle, des auteurs ont considéré que les sociétés occidentales sont passées de la modernité à la postmodernité. En Côte d'Ivoire, la société moderne peut référer au mode d'organisation social, économique, culturel et politique des communautés urbaines (mode d'organisation introduit par le colonisateur).

<sup>35</sup> Ici, la société traditionnelle réfère au mode d'organisation social, économique, culturel et politique des communautés avant la colonisation. Ce mode d'organisation a *survécu* à la colonisation et s'est enraciné dans les sociétés africaines. Les communautés traditionnelles sont habituellement désignées sous le nom de tribus ou de clans.

sous-tendues par des valeurs qui déterminent les attitudes et les comportements des individus. Ce sont ces valeurs qui conditionnent la femme dans la société traditionnelle ivoirienne, précisent son statut, définissent sa position sociale et lui octroient en conséquence des droits et des devoirs (Assémian, 1995).

Les droits et devoirs de la femme dans la société traditionnelle ivoirienne peuvent s'observer à trois niveaux : au niveau de l'héritage, au niveau de la succession et au niveau du système de parenté (Touré-Diabaté, 2010). Deux grands systèmes de parenté régissent les différents groupes ethnoculturels de la Côte d'Ivoire : la filiation matrilineaire et la filiation patrilineaire. Dans la filiation patrilineaire, la succession et l'héritage se font par le père alors qu'ils se font par la mère dans la filiation matrilineaire. Même si dans la filiation matrilineaire, le régime successoral accorde une place prépondérante à la femme, il n'en demeure pas moins que, selon Touré-Diabaté (2010), ses deux types de système demeurent inégalitaires à l'égard des femmes. Par exemple, dans le système matrilineaire, « tous les biens acquis par la femme pendant le mariage appartiennent à son mari [...] La veuve n'hérite pas de son mari » (Touré-Diabaté, 2010 : 12). Cependant, plusieurs analystes ouest africains (Assié-Lumumba 1996, Beugré et Séry, 1975, Sarr, 1998; etc.) se sont évertués à démontrer que la femme dans la société traditionnelle ivoirienne, et africaine en général, n'est ni asservie ni opprimée. Pour ces analystes ouest africains, ce sont des intellectuels de disciplines diverses (des féministes européennes, en l'occurrence), qui pour apporter leur soutien scientifique aux jugements négatifs de l'administration coloniale envers les populations africaines, en général, ont fait croire que la femme occupait une position subalterne dans la société traditionnelle africaine. En effet,

Beaucoup d'Européens, à cause de leurs préjugés ou parce qu'ils se sont limités à un seul aspect des nombreuses facettes des sociétés africaines, ont cru découvrir que les femmes africaines étaient systématiquement opprimées et exploitées. Certains sont allés jusqu'à affirmer que la place qui leur était réservée était *nettement inférieure, à peu près celle d'un animal domestique* (Assié-Lumumba 1996 : 55).

Des féministes occidentales comme Degavre (2011) dénoncent alors un regard « misérabiliste » sur les « femmes du Sud ». En fait, comme l'explique Degavre (2011), la conceptualisation de « femmes du Sud », par les féministes européennes, s'est principalement opérée à partir de l'identité de « victime » : la pauvreté, la tradition et l'ignorance seraient synonyme d'oppression. Pour cette féministe européenne, il se pose ici le problème de l'applicabilité de certains concepts à des contextes non européens. Dans ce sens, citant Mohanty (1991), Degavre (2011) relève la pertinence de se questionner sur « la transposition de certains concepts comme la *division sexuelle du travail*<sup>36</sup>, qui occupe une place importante dans la théorie de l'oppression chez la plupart des féministes du Nord » (Degavre, 2011 : 80). Des analystes ouest africains (Assié-Lumumba 1996, Beugré et Séry, 1975, Sarr, 1998; etc.) poussent leur réflexion en affirmant même que l'objet des mouvements féministes, qui est d'accorder à la femme les mêmes droits qu'à l'homme, ne s'applique pas à la société traditionnelle africaine. Pour ces analystes ouest africains, les féministes européennes ont observé les sociétés traditionnelles africaines avec des « lunettes teintées de l'histoire de leurs propres sociétés » sans chercher à analyser en profondeur les rapports sociaux entre les femmes et les hommes dans les sociétés africaines. En fait, et selon Beugré et Séry (1975), la femme africaine a su se bâtir dans la société traditionnelle une civilisation authentiquement féminine complémentaire de l'authentique civilisation masculine. Pour ces deux auteurs, ces deux traditions forment ensemble la civilisation négro-africaine.

Au niveau économique, la femme dans la société traditionnelle ouest africaine était autonome par rapport à l'homme. Elle prenait des initiatives de manière souveraine et

---

<sup>36</sup> « La division sexuelle du travail est la forme de division du travail social découlant des rapports sociaux de sexe [...] Elle a pour caractéristiques l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive, ainsi que simultanément, la captation par les hommes des fonctions à forte valeur sociale ajoutée (politiques, religieuses, militaires, etc.). Cette forme de division sociale du travail a deux principes organisateurs : le *principe de séparation* (il y a des travaux d'hommes et de travaux de femmes) et le *principe hiérarchique* (un travail d'hommes vaut plus qu'un travail de femme » Kergoat (2000 : 36).

posait des actes matures<sup>37</sup>. La femme africaine a su bien arrimer ses prises d'initiatives dans la société avec ses devoirs de maternité et de vie conjugale. Cette situation est bien élucidée par Locoh (2004) qui, analysant les rapports sociaux de genre au Togo, reconnaît le « dynamisme extraordinaire » des femmes togolaises et leur liberté de mouvement qui cohabite avec un discours machiste<sup>38</sup> de la société. Ainsi,

Jusqu'à aujourd'hui, il est normal pour une femme de partir trois jours au Nigéria acheter des crevettes en gros si elles y sont moins chères et de revenir les vendre. Le mari n'a rien à y redire. J'étais passionnée par ce mélange entre un discours patriarcal sur la suprématie masculine et l'autonomie que les femmes arrivaient à arracher en étant des pourvoyeuses de revenus indispensables au ménage. Souvent, elles étaient plus riches que les hommes (Locoh, 2004 : 15).

Dans ce même sens, Beugré et Séry (1975) expliquent que la femme ivoirienne a su se faire une place dans l'économie traditionnelle. Cette économie en Côte d'Ivoire a d'abord été une économie d'autosubsistance avant d'évoluer vers une économie de marché. L'économie d'autosubsistance est une économie dont les productions sont destinées à être consommées par la communauté qui les a produites. Pour produire, la communauté dispose de deux facteurs de production : le facteur force de production (la force humaine de l'homme ou de la femme) et le facteur moyen de production (la terre, l'eau et la nature). En tant que principales forces de production, l'homme et la femme se spécialisent dans la réalisation de travaux à la mesure de leur force physique. Il s'ensuit alors, pour Beugré et Séry (1975), une division naturelle du travail<sup>39</sup> au niveau des modes de production. Un

<sup>37</sup> COLLOQUE DE LA SOCIÉTÉ AFRICAINE DE CULTURE (3-8 Juillet 1972, Abidjan). 1975. « La civilisation de la femme dans la tradition africaine ». Paris : Présence africaine. 606 p.

<sup>38</sup> Le machisme réfère à une attitude sexiste qui consiste à attribuer une supériorité à l'homme (office québécois de la langue française).

<sup>39</sup> « Pour Karl Marx (1867), la division naturelle du travail est propre aux sociétés primitives. Elle s'effectue selon l'âge et le sexe. La division naturelle du travail évolue vers la division sociale du travail qui est fondée sur l'apparition de multiples activités autonomes et complémentaires. Pour Karl Marx (1867), c'est l'avènement de la manufacture qui, en entraînant la division manufacturière du travail, a modifié et bouleversé le rapport des individus au travail. Pour Émile Durkheim (1893), la division du travail, en tant que phénomène social, est un concept permettant de comprendre les mécanismes de transformation de la société. Il attribue à la division du travail un rôle majeur dans le maintien du lien social. La division du travail produit



mode de production est le moyen par lequel l'homme et la femme produisent le bien nécessaire à leur subsistance. Ces modes de production, dans la société traditionnelle africaine, sont essentiellement : la cueillette, la chasse, la pêche, l'artisanat, l'élevage et l'agriculture; avec l'agriculture comme mode de production principal.

Les modes de production comprennent des activités qui sont spécifiques soit à la femme soit à l'homme. Cependant, ces modes de production comprennent également des activités partagées entre l'homme et la femme. Dans ce sens, dans le groupement ethnoculturel krou (au Sud-ouest et Centre-ouest de la Côte d'Ivoire), la chasse est exclusivement réservée à l'homme qui se doit d'approvisionner la maison en gibier. La cueillette est essentiellement pratiquée par la femme, à l'exception de l'extraction du vin de palme encore appelé « Bangui » qui se fait par l'homme. La cueillette est le moyen le plus élémentaire pour la femme de subvenir aux besoins de sa famille en ramassant dans la nature les éléments nutritifs nécessaires. La femme apporte ainsi pour le repas des escargots, des champignons, des grains de palme et autres fruits. Les modes de production secondaires que sont la pêche, l'élevage et l'artisanat (sculpture, vannerie, construction de maison, tissage et poterie) sont pratiqués à la fois par l'homme et la femme. Au niveau de la pêche, la spécialité de la femme est la pêche à la nasse. Au niveau de l'élevage, la femme possède généralement de la volaille (destinée à la réception des visiteurs de marque) et parfois quelques têtes de petit bétail (moutons et cabris). Dans l'artisanat, la femme intervient essentiellement pour la poterie. Cependant, elle partage également les tâches avec son mari pour le tissage et la construction de maison. En poterie, la femme se confectionne des ustensiles de cuisine, des canaris destinés à conserver l'eau fraîche, de la vaisselle et des récipients pour la toilette. Dans le tissage, la femme intervient pour la fabrication de fil et le tissage de pagnes (pour les vêtements) et de nattes (pour le couchage). Nous comprenons, dès lors, la place prépondérante occupée par la femme dans les modes traditionnels de production secondaires. Au niveau de l'agriculture, mode de production

---

le lien social, la solidarité et l'intégration de l'individu dans un groupe, par l'échange de compétences qu'elle permet », <<http://excerpts.numilog.com/books/9782297024365.pdf>>, consulté le 19 juillet 2013.

principal dans les sociétés traditionnelles de la Côte d'Ivoire, la place de la femme n'en est pas moins importante.

La pratique de l'agriculture renvoie en premier lieu au problème de la propriété terrienne. Dans les sociétés traditionnelles du groupement ethnoculturel krou (au Sud-ouest et au Centre-ouest) de la Côte d'Ivoire, la terre appartient à la communauté familiale et elle est gérée par le doyen du lignage. Le travail de la terre est collectif. Tous les membres de la famille travaillent pour la collectivité familiale sans rémunération. Les biens produits sont redistribués au sein de la famille par le doyen du lignage. Ce dernier a sous sa dépendance ses femmes, ses fils et les femmes de ses fils. Cependant un dépendant, marié et père de famille, peut acquérir une certaine autonomie par rapport au doyen de la grande famille. Ce dernier lui concède, alors, une portion de terre que sa femme et lui cultivent pour le compte de leur ménage. Une partie des revenus doit être, dans ce cas, versée au doyen du lignage. La propriété individuelle n'existe pas dans la société traditionnelle en Côte d'Ivoire. La femme est intégrée dans un système de production d'ensemble dont les produits reviennent à la collectivité. Les principales productions de l'agriculture traditionnelle sont les cultures vivrières qui sont par ordre d'importance, à l'ouest de la Côte d'Ivoire : le riz, la banane, le taro, le manioc, le maïs et les légumes. Dans la réalisation des cultures vivrières, l'homme a pour tâches de préparer le champ (défrichage, abatage de gros arbres, brûlis, clôture, etc.) alors que la femme s'occupe de sa finition (semis, sarclage, entretien et récolte).

En plus des travaux entrepris dans la production de biens de consommation, la femme réalise également des travaux de conservation de ces produits et d'autres travaux domestiques. Ainsi, c'est à la femme que revient la tâche de collecter le bois pour la cuisson des aliments, de confectionner le repas et le répartir entre les membres de la famille, de faire les corvées d'eau pour approvisionner la maison en eau, de laver le linge, d'entretenir la maison et de s'occuper des enfants. « Ces activités, la femme les effectue soit avant, soit après les travaux des champs pendant que l'homme se repose ou bavarde avec ses amis » (Beugré et Séry, 1975 : 305). Le rôle de la femme est, de ce fait, plus

important que celui de l'homme dans l'économie d'autosubsistance. Dans cette économie, la femme intervient comme agent de production et comme agent de reproduction<sup>40</sup>. En tant qu'agent de production, elle joue un rôle de premier plan dans la production de biens mais également dans la conservation et la consommation de ces biens. En tant qu'agent de reproduction, la femme assure l'agrandissement de la famille et, de ce fait, l'augmentation de la main-d'œuvre familiale. La femme est l'élément de base de l'économie d'autosubsistance et elle assure, également, la pérennité de ce système social. Dans l'économie d'autosubsistance en Côte d'Ivoire, les rapports qu'entretiennent l'homme et la femme, dans les différents modes de production, sont des rapports de complémentarité avec une prédominance de la femme qui y dépense plus de temps et d'énergie. Dans cette économie traditionnelle, il n'existe pas de propriété individuelle et les contributions sont non rémunérées. Cependant la femme n'est ni asservie ni opprimée.

La nécessité d'échanges de biens de consommation entre lignages, entre villages entre tribus et, voire, entre ethnies a fait évoluer l'économie d'autosubsistance vers une économie de marché; et cela avant même l'époque coloniale. Les échanges ont d'abord commencé par un système de troc qui consistait à échanger un bien contre un autre. Les femmes avaient le monopole de ce système d'échange qui était essentiellement basé sur l'échange de produits vivriers dont les femmes ont le monopole de la production, de la conservation et de la consommation. Avec l'élargissement des rapports commerciaux entre l'Ouest et le Nord, d'une part, et entre l'Ouest et le Sud de la Côte d'Ivoire, d'autre part, « des biens rares » ont commencé à être utilisés comme monnaie. Parmi ces biens rares, nous avons : l'ourouge (monnaie de fer) et la noix de cola. Dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, cet échange basé sur la monnaie était essentiellement pratiquée entre les femmes des différentes ethnies. Chez l'ethnie bété, c'était, généralement, la première épouse du chef de lignage (la Zaoda) qui s'adonnait à cette activité d'échange basée sur la monnaie. Par son âge, la Zaoda était dégagée des travaux champêtres et ménagers. De plus, elle bénéficiait de

---

<sup>40</sup> Cependant, comme l'a si bien relevé Boserup (1983), les gouvernements et les organismes internationaux de développement n'ont jamais compris que les femmes interviennent non seulement dans la reproduction mais aussi dans la production.

la confiance totale de son mari. La Zoada était parfois amenée à se déplacer vers des régions lointaines pour ses activités commerciales. Cependant, « les biens amassés par la Zoada appartiennent à son mari. Il en use pour élargir le cercle de ses épouses et de ses alliances et pour doter des femmes à ses dépendants. Cela donne à la première épouse un certain prestige auprès de son mari, auprès des membres du lignage, voire du village et de la tribu » (Beugré et Séry, 1975 : 309). La Zoada est ainsi devenue la garante du patrimoine familial. Cependant, elle n'a pas de biens propres à l'exception de ses effets vestimentaires et de ses ustensiles de cuisine. Dans la pratique de cette activité d'échange basée sur la monnaie, les femmes ont fait montre d'intelligence et de sens des affaires. Ceci a intensifié ce trafic et relevé le niveau économique de l'Ouest de la Côte d'Ivoire par rapport à la région Sud du pays, par exemple.

Avec la colonisation, il y a eu introduction de cultures de rentes (cultures industrielles et d'exportation comme le café et le cacao) dans le système de production traditionnelle de la Côte d'Ivoire. La création de plantations a forgé le concept « d'économie de plantation ». Avec l'avènement de l'économie de plantation, la femme a perdu la place primordiale qu'elle avait dans l'économie d'autosubsistance et l'économie traditionnelle d'échange. Désormais, la production de richesse était du ressort des hommes. Ce sont ces derniers qui, en effet, pratiquaient les cultures de rentes (plus rentables que les cultures vivrières). Cette pratique, des cultures de rentes, requiert d'avoir un certain contrôle sur l'exploitation de la terre. En effet, les cultures de rentes mobilisent la terre pendant plusieurs années. Or, étant donné le système d'héritage et de succession, la femme ne peut être propriétaire terrienne<sup>41</sup>. Cette dernière n'était alors pas la candidate idéale pour la pratique des cultures de rentes. Cependant, la femme voyait ses tâches augmenter car désormais elle devait, en plus de son travail dans les cultures vivrières, aider son mari pour les cultures de rentes. De plus, le système colonial a contribué à amoindrir les liens de solidarité dans le système tribal traditionnel. Une démarcation a été créée entre le lieu de travail et la propriété familiale du

---

<sup>41</sup> Relevons ici que c'est avec la colonisation que la propriété collective a fait place à la propriété individuelle, et cela au détriment des femmes.

fait que des personnes devaient, maintenant, aller travailler à la ville. La propriété collective faisait, ainsi, de plus en plus place à la propriété individuelle. En définitive, le mode colonial de mise en valeur du territoire ivoirien n'a pas reconnu le rôle prépondérant de la femme dans le système traditionnel. Ce mode colonial a plutôt marginalisé la femme au niveau économique. Cette situation a fini par engendrer chez la femme rurale ivoirienne un sentiment d'infériorité et une mentalité de dominée<sup>42</sup> (Assié-Lumumba, 1996).

L'introduction de l'école dans la société traditionnelle ivoirienne s'est fait en défaveur des femmes. Sous prétexte que la petite fille devait rester auprès de sa mère pour apprendre son futur rôle d'épouse et de mère, ce sont ses frères qui étaient choisis, par les parents, pour fréquenter l'école. De ce fait, la petite fille était déjà disqualifiée pour profiter d'une quelconque promotion sociale, économique ou politique que pouvait offrir l'école (Touré-Diabaté, 2010). Cependant, certains parents ont tenu à envoyer leur petite fille à l'école pour lui faire profiter de cette nouvelle forme d'éducation. Plusieurs auteures (Acacha, 2002; Assémian, 1995; Assié-Lumumba, 1996; Sarr, 1988; Touré-Diabaté, 2010) sont d'avis que malgré les nouvelles connaissances acquises grâce à l'école, la femme rurale ouest africaine demeure toujours dans son rôle traditionnel d'épouse et de mère sans pouvoir explorer de nouvelles perspectives. Cette situation peut s'expliquer par le fait que les actions combinées de la société traditionnelle et du système colonial ont fini par créer chez la femme un sentiment de frustration, de domination et d'infériorité. De ce fait, la nouvelle représentation que la femme a d'elle-même ne favorise pas son intégration sociale. Désormais, sa mentalité paralyse ses prises d'initiatives. Elle n'agit plus pour ses intérêts personnels. La femme ivoirienne, et africaine en général, agit désormais dans l'intérêt de son ménage dont elle est sensée assurée la stabilité, et cela même dans la société moderne (Assié-Lumumba, 1996).

---

<sup>42</sup> Assié-Lumumba N'Dri Thérèse est une féministe d'origine ivoirienne. Dans le cadre de son mémoire de maîtrise soutenu à l'Université de Lyon II, cette féministe a réalisé une enquête sur la position sociale des femmes de l'ethnie baoulé de Côte d'Ivoire.

### 1.6.2 LA FEMME DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE IVOIRIENNE

La condition de la femme ivoirienne dans la société moderne actuelle peut s'apprécier à trois niveaux : au niveau social, au niveau économique et au niveau de la gouvernance (Banque mondiale, Bureau régional Côte d'Ivoire, 2013; Touré-Diabaté, 2010).

Au niveau social, trois éléments permettent de caractériser la condition de la femme ivoirienne moderne : l'éducation (formelle), l'alphabétisation et la santé. En ce qui concerne l'éducation formelle (scolarisation), dans le primaire, de manière générale, la situation des enfants scolarisés diffère selon le milieu de résidence. Ainsi, dans le préscolaire, le taux de scolarisation des filles était de 13% en milieu urbain en 2008 alors qu'il était de 1% en milieu rural. En 2006, 67 % des enfants fréquentaient le primaire en milieu urbain contre seulement 48,2 % en milieu rural. Le taux net de scolarisation des filles au secondaire était de 22,6 % contre 30 % pour les garçons en 2008 pour l'ensemble du pays. Dans le supérieur, on comptait en moyenne une fille pour trois garçons entre 1993 et 1998. En 2007, sur un effectif de 146 490 étudiants (universitaires), le taux de filles était de 29 %. Les femmes ivoiriennes sont également présentes dans l'éducation non formelle (alphabétisation). Pour l'année 2008, au niveau national, 54 % des femmes ivoiriennes étaient analphabètes contre 39% des hommes. En milieu rural, c'était 60 % des femmes qui étaient analphabètes contre 46% des hommes. En milieu urbain, ces taux étaient respectivement de 47 % et de 31 %. Notons que les pourcentages de femmes alphabétisées et de filles scolarisées varient d'une région à l'autre de la Côte d'Ivoire. Ces pourcentages sont en général plus faibles dans les régions du nord du pays (Touré-Diabaté, 2010). La situation de la santé de la mère et de l'enfant, en Côte d'Ivoire, se caractérise par un fort taux de mortalité maternelle (543 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes en 2005) et infantile (84 pour 1000 en 2005). L'indice synthétique de fécondité était de 4,6 enfants par femme en 2005. De plus, la Côte d'Ivoire est parmi les pays les plus touchés par l'épidémie du sida en Afrique de l'Ouest avec une séroprévalence du VIH de 4,7 % en 2005. Ces dernières années, la pandémie tend à se féminiser surtout avec les violences

envers les femmes engendrées par la situation de guerre que vit le pays. La séroprévalence en milieu rural est estimée à 4,1 % contre 5,4 % en milieu urbain (Touré-Diabaté, 2010).

Au niveau économique, et comme nous l'avons déjà relevé, la situation des femmes en Côte d'Ivoire est peu reluisante. Le chômage a plus affecté les femmes (19,8 %) que les hommes (12,1 %) pour l'année 2005. De manière générale, le taux de chômage était plus élevé en milieu urbain (27,4 %) qu'en milieu rural (8,7 %) pour cette même année. Dans le secteur privé structuré (moderne), les femmes sont plus représentées dans le commerce et les services. Dans le secteur privé non structuré, les femmes exercent du commerce et fournissent des services divers de manière ambulante ou à domicile. Quelle que soit la branche d'activité, le revenu de la femme est inférieur à celui de l'homme. En 2005, la somme totale des revenus des femmes équivalait à 35 % de celle des hommes. Pour l'ensemble des grands secteurs de l'emploi (moderne, traditionnel agricole et informel), les femmes occupaient 45,9 % des emplois contre 54,1 % pour les hommes en 1995. Dans le secteur moderne, les femmes représentent 27,6 % de la population active. Dans le secteur public (moderne), la proportion des femmes atteint 23,6 % des effectifs. La répartition des effectifs féminins, selon la nature de l'emploi occupé à la fonction publique, est la suivante : la moitié des effectifs féminins (50,6 %) se retrouve dans l'éducation et la formation; le quart des femmes (25,9 %) se trouve dans les emplois administratif, juridique, et diplomatique; les emplois scientifiques et techniques occupent 19,20 % des femmes. Dans le secteur privé formel, les femmes sont très faiblement représentées (9 %). Dans le secteur agricole traditionnel, les femmes sont présentes à 50,5 %. Dans ce secteur, le revenu des femmes représente environ 22 % de celui des hommes parce qu'elles pratiquent les cultures vivrières qui génèrent de faibles ressources monétaires. Les femmes, par la pratique des cultures vivrières, fournissent environ 80 % de la production alimentaire du pays. Cependant, les traditions de la société patriarcale ne leur permettent pas d'être propriétaire terrienne.

Notons que 25 % des chefs d'exploitations en milieu rural sont des femmes (Touré-Diabaté, 2010). Les femmes sont généralement des aides familiales dans les plantations de cultures industrielles de leur mari et parfois ouvrières agricoles dans les ensembles agro-industriels. Elles constituent ainsi les deux tiers de la main-d'œuvre agricole. Pendant les périodes difficiles, ces femmes vont parfois travailler dans le secteur informel pour compléter le revenu familial. Les femmes ont également le monopole de la distribution des productions agricoles des lieux de production vers les grands centres urbains de consommation où elles approvisionnent des marchés. Les femmes de l'ethnie gouro sont ainsi réputées pour la commercialisation des produits vivriers sur les marchés d'Abidjan. Les femmes ont également un rôle important dans la transformation des produits agricoles. Les femmes des ethnies adioukrou et ébrié sont réputées pour la fabrication de l'attiéké, un couscous de manioc, qui s'exporte même jusqu'au Canada.

La femme de la société ivoirienne moderne occupe une position capitale dans l'agriculture traditionnelle. Elle y a le monopole de la filière de production des cultures vivrières. Cependant, sa condition économique demeure précaire. Ses revenus sont toujours plus faibles que ceux de l'homme. Il y a, de ce fait, une masculinisation de l'économie et une marginalisation des femmes. En effet, « la contribution des femmes au développement économique du pays est rarement prise en compte. Leur travail n'est ni reconnu ni valorisé aux niveaux microéconomique et macroéconomique » (Ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires Sociales, 2002 : 9). Les féministes disent alors que l'économie est « genrée ».

Au niveau de la gouvernance, les femmes ivoiriennes sont faiblement représentées dans les instances de prise de décision. Ainsi, pour l'année 2009 par exemple, la proportion des effectifs féminins dans le gouvernement et au niveau des élus était la suivante : sur les 197 communes, il y avait seulement huit femmes maires; sur les 58 départements, il y avait un seul Conseil général dirigé par une femme. sur les 27 ministres au gouvernement, il y avait seulement deux femmes; sur les 223 députés à l'Assemblée nationale, il y avait



seulement neuf femmes. Avec l'accès de la Côte d'Ivoire à l'indépendance, les différentes politiques mises en œuvre ont davantage détérioré la condition des femmes. Cette situation a empiré avec les crises successives qu'a vécues le pays. Relevons tout de même que la prise de conscience, au niveau politique, de la condition des femmes en Côte d'Ivoire s'est opérée à partir de la proclamation de la décennie de la femme par les Nations Unies (Banque mondiale, Bureau régional Côte d'Ivoire, 2013; Touré-Diabaté, 2010).

### 1.6.3 LES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT IVOIRIEN EN MATIÈRE DE GENRE

Les Nations Unies ont créée en 1946 une commission de la condition de la femme qui veille sur l'évolution du statut et des droits des femmes dans le monde. Cette commission a identifié quatre grands domaines de discrimination<sup>43</sup> à l'égard des femmes : les droits politiques, les droits légaux, l'accès des filles et des femmes à l'éducation et enfin le droit au travail. À partir de 1975, les Nations Unies ont lancé la Décennie des Nations Unies pour la femme (1975-1985) et ont organisé tous les cinq ans des conférences mondiales<sup>44</sup> pour améliorer la place des femmes au niveau social, économique et politique. En 1976, a été créé le Fonds des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et également l'Institut des Nations Unies chargé de promouvoir la recherche et la formation pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes dans le monde (DGCID, 2006).

De la conférence de Mexico en 1975 au sommet du millénaire en 2000, plusieurs engagements internationaux visent à promouvoir une plus grande justice sociale et l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. La Côte d'Ivoire a ratifié la plupart des conventions et des chartes internationales proclamant l'égalité des sexes et l'émancipation de la femme. Suite à la proclamation de la Décennie de la femme par les Nations Unies, un

---

<sup>43</sup> « On parle de discrimination lorsqu'une personne est traitée différemment uniquement en fonction de son appartenance à un groupe ethnique, linguistique, national, *racial*, religieux, social, ... Les discriminations sont, en général, négatives. Elles viennent [notamment] de l'organisation différenciée de la société selon les sexes. Il est des discriminations positives comme dans les actions positives. Ce sont des mesures compensatoires et souvent temporaires pour permettre aux femmes ou aux groupes discriminés d'entrer en compétition avec les groupes sur-représentés » (OIF, 2002 : 28).

<sup>44</sup> 1-Mexico (1975); 2- Copenhague (1980); 3- Nairobi (1985); 4- Beijing (1995).

ministère de la Condition féminine a été créé en 1976 en Côte d'Ivoire. Avec le programme d'action de Beijing, adopté en septembre 1995, à l'issue de la quatrième conférence mondiale sur les femmes, le gouvernement ivoirien s'est engagé à intégrer « l'approche genre » dans tous les efforts de développement. Une Direction chargée de l'égalité et de la promotion du genre (DEPG) a été créée au sein du nouveau ministère de la Famille, de la Femme et de l'Action Sociale (MFFAS). Des lois, des politiques et des programmes ont été définis et adoptés pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes. Un document de « politique nationale de genre » a ainsi été élaboré et adopté. L'objectif de la politique nationale de genre, en Côte d'Ivoire, est d'assurer un développement juste et équitable permettant aux femmes et aux hommes de participer à égalité de chances aux processus de prise de décisions. Cette politique s'articule autour de quatre axes : la gouvernance et droits de l'homme, le cadrage macro-économique et processus d'élaboration du budget de l'État, la reconstruction et services sociaux de base et enfin le renforcement des capacités et mécanismes institutionnels de suivi et évaluation.

Pour conclure ce premier chapitre, nous pouvons retenir qu'aux lendemains de l'indépendance en 1960, le modèle de développement choisi par les autorités ivoiriennes était un modèle économique basé sur le développement de l'agriculture. Des sociétés d'État ont été créées pour garantir une importante production agricole selon la vocation agricole du pays. Cependant, les activités de ces différentes sociétés d'État ont fini par amplifier les disparités sectorielles, déjà présentes au sortir de la colonisation, entre le Nord et le Sud du pays et plus spécifiquement entre les zones rurales et les zones urbaines. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire ne pouvait pas se bâtir une économie moderne en se basant uniquement sur l'agriculture. La Côte d'Ivoire indépendante a alors perçu l'industrialisation comme un moyen de modernisation de ses techniques de production et de valorisation de ses productions agricoles. Sa politique industrielle a également généré des disparités entre Abidjan et les autres villes du pays. D'ailleurs, sa politique de développement régional et d'aménagement du territoire n'a pas permis de corriger les disparités sectorielles engendrées par la mise en œuvre des politiques de développement sectoriel. Nonobstant, le

modèle de développement économique adopté par la Côte d'Ivoire aux lendemains de l'indépendance a favorisé une forte croissance économique; cela jusque dans les années 1975. Mais, dans les années 1980, des signes caractéristiques d'une instabilité macroéconomique sont apparus. La mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel (PAS) dès 1981 et la dévaluation du franc CFA en 1994 ont fini par réduire considérablement le pouvoir d'achat des populations. La mauvaise performance de l'économie ivoirienne depuis les années 1980 a engendré un développement important de petites et micro-entreprises, voire du secteur informel. La proportion de femmes dans le secteur informel en Côte d'Ivoire est très élevée (près de 70 %). Même si elles sont les plus actives dans ce secteur, les femmes exercent par contre généralement des activités précaires et peu rémunératrices. De ce fait, la pauvreté a une incidence particulière sur les femmes. Devant cette situation, l'État a renforcé sa politique de décentralisation et de développement local afin de réduire les disparités territoriales et de mieux impliquer les populations dans les différents choix stratégiques concernant le développement de leur territoire.

Dans la mise en œuvre de la politique de décentralisation et de développement local, l'une des missions des collectivités territoriales est de faire émerger des activités génératrices de revenus et d'emplois. Mais, ces collectivités territoriales ne sont pas encore parvenues à susciter l'émergence d'une véritable dynamique de développement local à travers la création d'activités génératrices de revenus et d'emplois. De ce fait, et sachant que la pauvreté a une incidence particulière sur les femmes, la question que nous posons au départ de cette recherche peut être ainsi formulée : comment faire émerger une dynamique entrepreneuriale féminine dans un processus de développement local en milieu rural? Pour bâtir notre problématique scientifique, nous avons, dans un premier temps, cherché la réponse à cette question dans les écrits scientifiques. Ceci nous a amené à répertorier des modèles d'émergence de l'entrepreneuriat. Dans un deuxième temps, il s'est agit d'élaborer la question centrale de notre recherche à partir des insuffisances des modèles étudiés à répondre à nos attentes.

## CHAPITRE 2

### LA PROBLÉMATIQUE SCIENTIFIQUE DE LA RECHERCHE

#### 2.1 DES MODÈLES D'ÉMERGENCE DE L'ENTREPRENEURIAT

Nous décrivons cinq modèles d'émergence de l'entrepreneuriat : le modèle du « milieu incubateur de l'entrepreneurship » de Prévost (1993), le modèle de Lacasse (1988), le modèle stratégique de l'entrepreneuriat d'Hernandez (1999), le modèle des 5M de Brush, De Bruin et Welter (2009) et enfin le modèle de Barth adapté au contexte africain par Simard (1995).

##### 2.1.1 LE MODÈLE DU « MILIEU INCUBATEUR DE L'ENTREPRENEURSHIP » (PRÉVOST, 1993)

Selon Prévost (1993), pour faire émerger l'entrepreneuriat dans un processus de développement local, il faut transformer le milieu en un « milieu incubateur de l'entrepreneuriat<sup>45</sup> ». Prévost (1993 : 34) définit le milieu incubateur de l'entrepreneuriat comme « l'ensemble des activités du milieu qui sont susceptibles de créer un environnement et un climat favorisant l'émergence de nouveaux entrepreneurs et de nouvelles entreprises ». Dans le contexte de réalisation de sa recherche, et citant Guy Hébert<sup>46</sup>, l'auteur trouve que l'émergence de nouveaux entrepreneurs permet à une communauté<sup>47</sup> de se prendre en main pour arrêter sa descente vers le rang des pays en sous-développement, des pays exportateurs de matières premières. Dans ce sens, la démarche du milieu incubateur vise principalement à impliquer davantage les populations locales au développement de leur territoire mais également à outiller les élus locaux pour leur rôle de

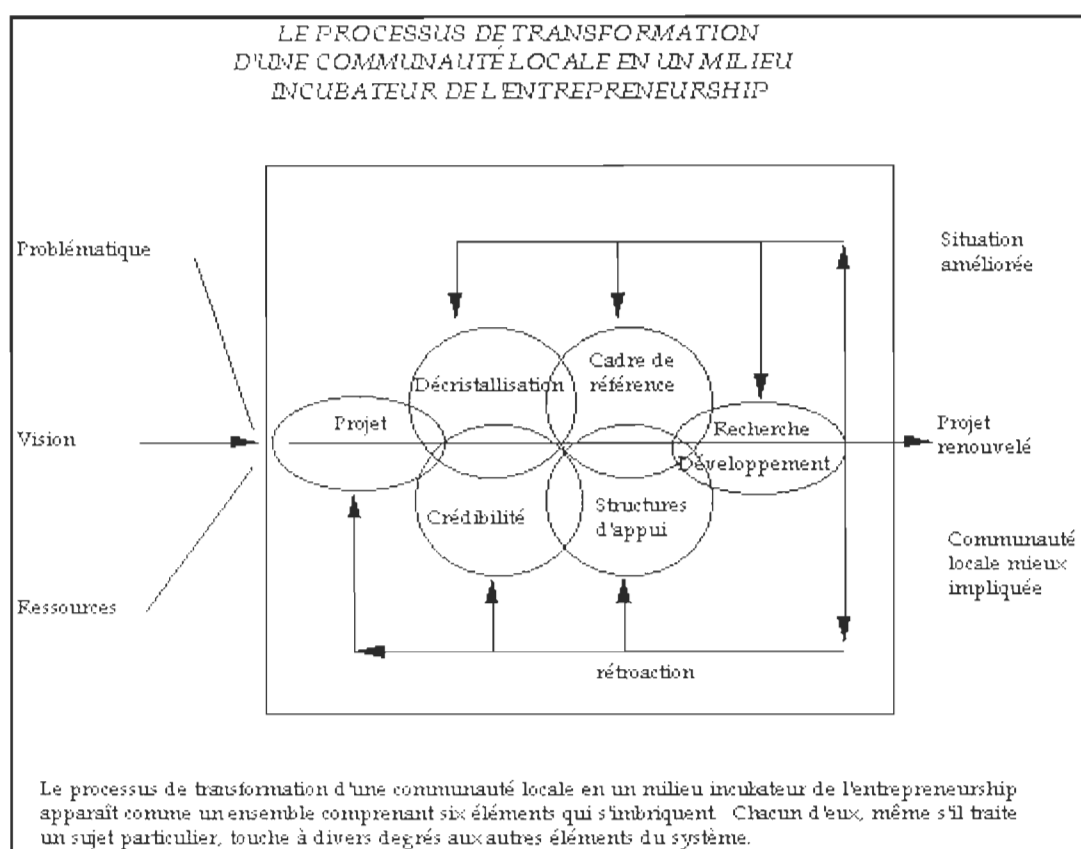
---

<sup>45</sup> Dans la suite du texte, nous utiliserons l'expression « milieu incubateur de l'entrepreneuriat » en lieu et place de celle de « milieu incubateur de l'entrepreneurship ».

<sup>46</sup> Haut fonctionnaire québécois.

<sup>47</sup> « Une communauté est un regroupement organisé sur un territoire naturellement et historiquement constitué, capable de créer ses propres objectifs ou projets et de se définir par rapport au cadre régional et aux autres communautés. Elle est composée de valeurs, de personnes, d'institutions, d'entreprises, d'activités et de ressources » (Prévost, 1993 : 116).

« maillleurs » et de « catalyseurs » des forces du milieu. Pour ce faire, Prévost (1993) décline les activités de son modèle de développement de l'entrepreneuriat en six étapes non linéaires : l'élaboration d'un projet global de développement, la décristallisation ou la prise de conscience de la communauté locale, le développement de la crédibilité nécessaire au leadership local, la construction des cadres du projet global de développement, la mise en place de structures d'appui et enfin la réalisation d'activités de recherche et développement (voir figure 3).



**Figure 3** : Le modèle du milieu incubateur de l'entrepreneuriat

Source: Prévost (1993: 36).

La première étape du modèle de Prévost (1993) consiste en l'élaboration d'un projet global de développement. Cette étape nécessite la réalisation des activités suivantes : la formation d'équipe, la conception, la planification et le contrôle. L'étape de l'élaboration

d'un projet global de développement peut être comparée à l'étape de l'élaboration d'un plan d'affaire lors de la création d'une entreprise. C'est l'étape d'orientation de la démarche. Elle permet à un tiers, notamment aux partenaires, de disposer des informations nécessaires à la bonne compréhension du projet global de développement. Cette étape peut être lancée par différentes instances mobilisatrices<sup>48</sup> des forces vives du milieu : les corporations de développement économique et communautaire (CDI:C), les municipalités régionales de comté (MRC), etc. C'est à cette étape que les membres de l'équipe doivent convenir d'une vision commune du type de développement local privilégié et décider d'adopter une démarche entrepreneuriale. Pour Prévost (1993), la démarche entrepreneuriale découlera du comportement des membres de l'équipe formée : ces derniers ne doivent pas hésiter à prendre des risques, à innover, à multiplier les initiatives et les propositions. Les membres de l'équipe sont les leaders locaux qui mobiliseront les populations; comme dans le cas de la région de la Beauce dans la province du Québec<sup>49</sup>. Cette première étape doit aboutir à l'élaboration d'un plan d'actions qui précise les objectifs, les actions et le budget.

À la deuxième étape du processus de développement local, Prévost (1993) préconise une prise de conscience collective de la nécessité du changement. Cette étape de prise de conscience de la nécessité de changer quelque chose, Prévost (1993) l'appelle la « dé cristallisation<sup>50</sup> ». Cette dernière doit être partagée par la majorité des acteurs concernés et ne peut se limiter aux seuls agents de développement régional. Cinq activités sont nécessaires pour faire émerger une volonté de changer les choses : sensibiliser les élus, faire le point sur la problématique locale, identifier de nouveaux alliés, inviter les entrepreneurs actuels et les valoriser et enfin faire la cueillette des projets et des idées. Les

<sup>48</sup> Les instances mobilisatrices sont des organisations (privées ou publiques) du milieu qui ont la capacité de rassembler un groupe d'individus autour de la problématique de développement du milieu. En Côte d'Ivoire, ces instances pourraient s'apparenter aux organisations non gouvernementales (ONG), aux agences de développement, aux mutuelles des cadres, aux associations villageoises, etc.

<sup>49</sup> Conseil des affaires sociales (1992), *Un Québec solidaire : rapport sur le développement*, Boucherville : Gaëtan Morin.

<sup>50</sup> « La dé cristallisation est un terme emprunté à la théorie du changement organisationnel. Il a été utilisé pour la première fois par Kurt Lewin, un sociologue américain. Lewin suggère que le changement passe par trois étapes : la dé cristallisation (prise de conscience), la transition et la recristallisation » (Prévost, 1993 : 37).

projets recueillis doivent être intégrés à la planification préliminaire de l'équipe de projets. Cependant, pour instaurer un changement à caractère collectif, il faut disposer de la « crédibilité » nécessaire à un leadership de concertation<sup>51</sup>. Prévost (1993) préconise alors dans la troisième étape du processus de développer la crédibilité nécessaire au leadership local. C'est l'instance mobilisatrice des forces vives du milieu qui doit convaincre les différents groupes d'acteurs de la pertinence de leur apport dans la démarche. Les principaux groupes d'acteurs à convaincre sont : les partenaires socio-économiques, les entrepreneurs et la communauté en général. Après avoir instauré la crédibilité nécessaire à un leadership de concertation, il faut maintenant construire des cadres pour un projet global de développement. C'est la quatrième étape du processus. Il s'agit ici de se donner des cadres de référence pour orienter les stratégies des intervenants locaux. Ces cadres de référence englobent : une vision nouvelle du développement, un modèle de développement endogène, une grille d'évaluation de projet, un champ d'intervention réaliste et une stratégie d'action. En effet, il faut un cadre de référence clair pour mener une action cohérente. Dans la même logique de cette étape, Prévost (1993) préconise de mettre en place des structures d'appui à la cinquième étape de son processus. Ces structures locales pourront plus facilement appuyer l'émergence et le développement de nouvelles entreprises au niveau local.

La sixième et dernière étape du modèle de Prévost (1993) est la réalisation d'activités de recherche et développement. Selon l'auteur, les populations et les collectivités locales, pour mener à bien leurs différentes activités, doivent acquérir des connaissances techniques générales qui elles-mêmes émergent d'activités locales de recherche et développement. En effet, « développer des produits appropriés et de qualité et les mettre en marché nécessitera des activités de recherche et développement particulières à chacun des territoires ... [pour] soutenir des efforts originaux de mobilisation des ressources locales » (Prévost, 1993 : 162). Les activités de recherche et développement

---

<sup>51</sup> Prévost (1993) définit le leadership de concertation comme un leadership qui s'exerce à travers une structure comme une MRC. Cependant ce leadership est, d'abord et avant tout, le fait d'une ou plusieurs personnes bien précises.

peuvent être des activités de recherche socio-économiques ou des activités de développement de produits.

Pour Joyal (1997), les différentes étapes du modèle du « milieu incubateur de l'entrepreneuriat » de Prévost (1993) peuvent se résumer en trois phases essentielles : l'information, l'animation et l'action. Pour nous, les différentes étapes de ce modèle de Prévost (1993) peuvent se décomposer en la réalisation de deux grandes catégories d'activités : les activités de planification (étapes 1 à 4) et les activités de mise en place de structures organisationnelles d'appui au milieu (étapes 5 et 6). La première étape du modèle du « milieu incubateur de l'entrepreneuriat » consiste ainsi en la planification initiale : la formation d'équipe, la conception, la planification et le contrôle. Cette planification initiale est renforcée par les activités des trois étapes suivantes. Concernant le financement de cette planification, Joyal (1997) préconise le recours à l'épargne locale ou à l'aide gouvernementale pour constituer le capital de départ des premiers projets de création d'entreprises.

Le modèle du « milieu incubateur de l'entrepreneuriat » de Prévost (1993) a émergé de certaines expériences pilotes menées conjointement par l'union des municipalités régionales de comté du Québec (UMRCQ) et la Fondation de l'entrepreneurship<sup>52</sup> dans six municipalités régionales de comté (MRC) du Québec<sup>53</sup>. Ceci nous montre bien la pertinence de ce modèle. En effet, le modèle du milieu incubateur de Prévost (1993) est le reflet de la réalité québécoise. Cette pertinence tient également au fait que ce modèle répond bien à la question que nous avons posé au départ de cette recherche; à savoir : comment faire émerger une dynamique entrepreneuriale dans un processus de développement local? L'auteur a étudié l'entrepreneuriat sous une approche territoriale avec la référence à la notion de « milieu incubateur ». De ce modèle, nous retenons deux

---

<sup>52</sup> « La Fondation de l'entrepreneurship est un organisme sans but lucratif activement engagé dans la promotion du développement de la culture entrepreneuriale comme moyen privilégié d'assurer le développement économique et social du Québec » (<http://www.entrepreneurship.qc.ca/a-propos-de-la-fde/la-fde-en-bref>, consulté le 15 Mai 2013).

<sup>53</sup> Ces six MRC sont : Abitibi-Ouest, Charlevoix, Haut-Saint-François, L'Érable, la Mitis et Port-neuf.



dimensions de l'émergence de l'entrepreneuriat dans un processus de développement local : la réalisation d'une planification territoriale et la mise en place de structures organisationnelles. Ce modèle pourrait être adapté à d'autres contextes territoriaux comme celui des milieux ruraux ivoiriens. Cependant, il n'a pas été validé spécifiquement pour l'entrepreneuriat féminin. Ceci nous amène à nous intéresser au modèle de l'entrepreneuriat féminin de Lacasse (1988).

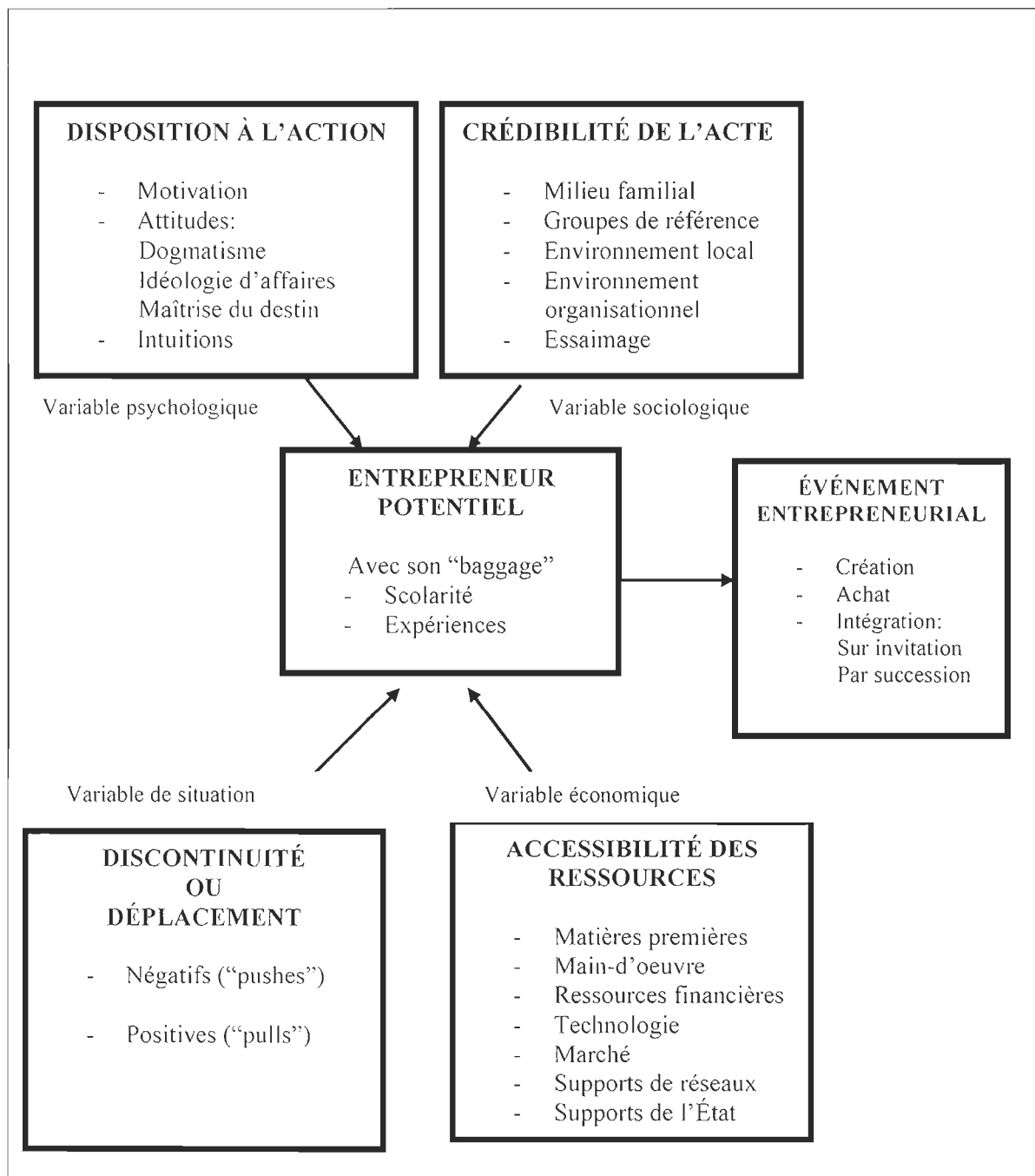
### 2.1.2 LE MODÈLE DE LACASSE (1988) : UNE EXTENSION DU PARADIGME DE SHAPERO

Lacasse (1988) a adopté le modèle de Shapero (1975) pour sa recherche sur l'entrepreneuriat féminin. Le modèle d'Albert Shapero est un modèle développé en Amérique du Nord et c'est le plus connu de tous les modèles de création d'entreprises. Ce modèle connaît ainsi un grand succès auprès des chercheurs en entrepreneuriat. Pour Shapero (1975), l'entrepreneuriat permet de passer d'une situation de dépendance à une situation d'autonomie. Il définit alors quatre dimensions qui agissent sur l'entrepreneur potentiel et lui permettent de faire ce passage. Ces dimensions sont : le déplacement, la disposition à l'action, la crédibilité de l'acte et la disponibilité des ressources. Dans son modèle, Shapero (1975) combine des approches psychologique, sociologique et économique.

Selon Shapero (1975), l'action d'entreprendre est déclenchée par un événement catalyseur. C'est cet événement que cet auteur identifie comme « le déplacement ». Cet événement peut consister en un élément positif appelé « PULL » (un nouveau marché, la confiance d'un investisseur, la bénédiction d'un mentor, etc.) ou en un élément négatif appelé « PUSH » (licenciement, chômage, position inconfortable que doit subir un nouvel immigré, etc.). Selon Shapero (1975), les forces influençant le plus la décision de l'entrepreneur potentiel ont tendance à être négatives. La deuxième dimension du modèle de Shapero (1975) est « la disposition à l'action ». L'entrepreneur potentiel ressent le besoin d'agir, de « maîtriser son destin ». Il s'agit ici du domaine des caractéristiques psychologiques de l'entrepreneur potentiel. Le besoin d'accomplissement de l'entrepreneur

(*need for achievement*) a été popularisé par les travaux de D. C. McClelland. Dans la troisième dimension du modèle de Shapero (1975), l'entrepreneur potentiel doit pouvoir s'imaginer « créateur d'entreprises ». L'auteur parle alors de « crédibilité de l'acte ». Cette crédibilité trouve sa source sur deux plans : le contexte familial et le contexte local. Enfin, l'entrepreneur potentiel doit avoir la possibilité d'accéder à des ressources financières, humaines et physiques; il s'agit de la quatrième et dernière dimension du modèle de Shapero (1975), « la disponibilité des ressources ».

L'objectif de la recherche de Lacasse (1988) était de vérifier si l'événement entrepreneurial féminin résulte des dimensions définies par Shapero (1975). Pour cela, Lacasse (1988) a exploré les similitudes et les différences de l'entrepreneuriat féminin par rapport aux quatre dimensions du modèle de Shapero (1975). Il a d'abord établi le profil des entreprises à propriété féminine et a ensuite exploré les valeurs et les perceptions des propriétaires-dirigeantes d'entreprises. Sa population s'est composée de femmes propriétaires-dirigeantes d'entreprises manufacturières dans la région du Bas-Saint-Laurent et de celle de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine dans la province du Québec au Canada. Son territoire d'étude est un territoire rural, maritime et forestier. Soixante-sept femmes propriétaires-dirigeantes ont accepté de participer à la phase du profil des entreprises. Trente-six d'entre elles ont collaboré à la phase de l'étude des valeurs et des perceptions. Les résultats de l'étude de Lacasse (1988) ont montré que les quatre dimensions du modèle de Shapero (1975) s'appliquent également pour l'entrepreneuriat féminin (voir figure 4).



**Figure 4 :** Le modèle de Lacasse : extension du paradigme de Shapero

Source : Lacasse (1988 : 5)

Des travaux de Lacasse (1988), nous retenons que l'événement entrepreneurial féminin est fortement influencé par des forces de nature négatives (pushes) en ce qui concerne la dimension « déplacement ». Quant à la dimension « disposition à l'action », les femmes entrepreneurs de l'échantillon de Lacasse (1988) se sont lancées en affaires pour quatre motifs principaux : le désir de relever un défi, devenir leur propre patron, le sentiment de pouvoir faire mieux et enfin se valoriser et s'accomplir personnellement. Lacasse (1988) a approfondi la dimension « disposition à l'action » grâce à l'échelle de l'idéologie d'affaires de Gasse (1978 et 1986). Lacasse (1988) a ainsi trouvé que les «...femmes ont le sentiment de contrôler leur destin et elles ont tendance à croire en leur capacité d'influer sur les événements. Elles semblent donner autant d'importance à l'intuition en affaires qu'aux méthodes scientifiques » Lacasse (1988 : 14).

Concernant la dimension « crédibilité de l'acte », Lacasse (1988) a montré que, pour les femmes entrepreneurs, la famille joue un rôle prioritaire dans la crédibilité entrepreneuriale. L'auteur a également tenté d'approfondir la dimension « crédibilité de l'acte » par l'étude d'autres variables (degré d'émulation entrepreneuriale dans la localité, l'expérience organisationnelle, le phénomène d'essaimage, etc.). Parmi ces variables, seule la variable confiance des fournisseurs locaux de matières premières a une influence prépondérante sur la crédibilité de l'activité entrepreneuriale. Enfin, pour la dimension « disponibilité des ressources », Lacasse (1988) a trouvé que les femmes ont recours à deux types principaux de financement : l'épargne personnelle et l'aide de la famille. Les personnes de la famille jouent parfois le rôle de « mentors » ou de « conseillers ». Les pouvoirs publics, les institutions financières et les agents de développement économique sont généralement absents lors de la période de lancement des activités des femmes entrepreneurs. Ces femmes ont recours à une main-d'œuvre locale et non spécialisée, elles utilisent une technologie peu complexe et des immobilisations peu coûteuses. Elles assurent leur indépendance par l'utilisation de la matière première locale et elles misent sur les ressources naturelles (la forêt, le poisson, les fruits de la mer, etc.).

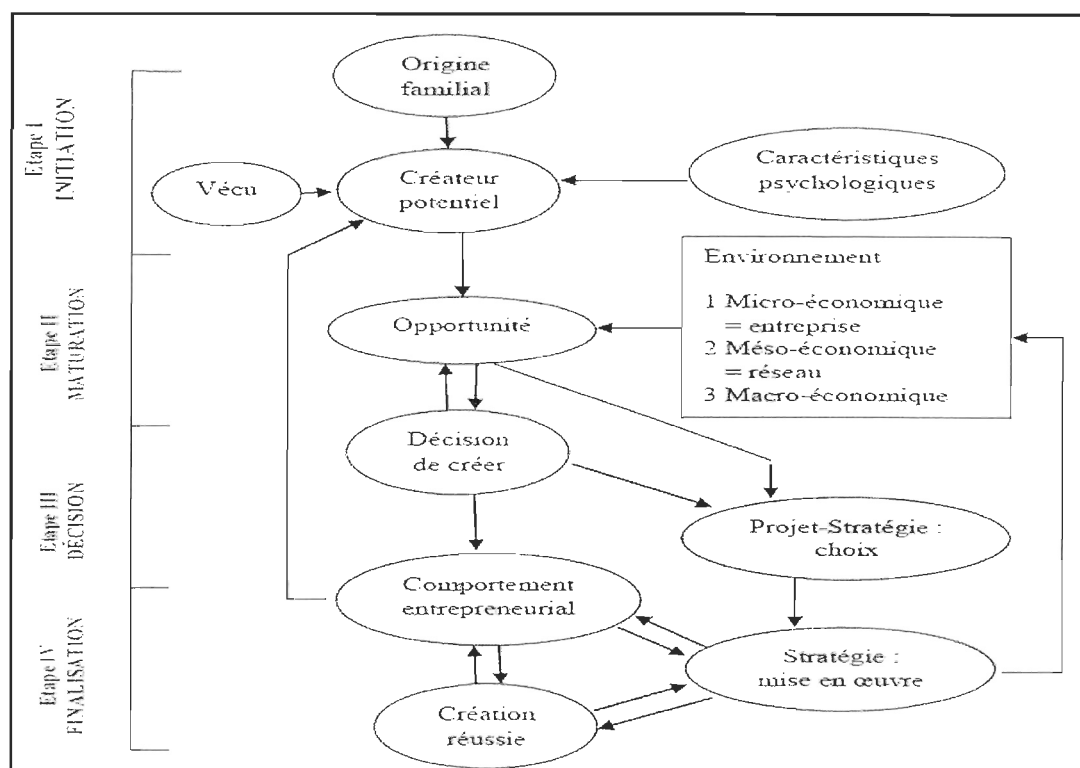
Le modèle de Shapero (1975) repris par Lacasse (1988) a été validé auprès d'entrepreneures rwandaises du secteur formel par Nyirampara (1991). Cette auteure a réalisé sa recherche auprès de trente-deux femmes provenant de cinq régions du Rwanda. Le critère de sélection de son échantillon a été : « les femmes opérant dans le secteur formel et ayant réussi dans le secteur tertiaire ». Les résultats de cette étude montrent qu'il y a également une adéquation entre l'événement entrepreneurial féminin au Rwanda et le modèle de Shapero (1975). Ce modèle de Shapero (1975) a également été validé par Hernandez (1996a, 1996b et 1997a) auprès de cinquante femmes entrepreneurs du secteur formel de la ville d'Abidjan en Côte d'Ivoire. Hernandez (1996b) note tout de même que :

Sous réserve des adaptations nécessaires, liées à deux contextes totalement différents (un pays développé, les États-Unis et un pays en voie de développement, la Côte d'Ivoire), il est possible de conclure à la transposition du modèle de Shapero dans un cadre autre que celui dans lequel il a été élaboré. Il peut aider le chercheur intéressé par le processus d'entrepreneurship dans les pays en voie de développement à progresser et à approfondir ses travaux dans un domaine dont l'étude reste encore largement à faire (Hernandez, 1996b : 66).

Les travaux de Lacasse (1988) nous permettent d'affirmer que les dimensions de l'événement entrepreneurial définies dans le modèle de Shapero (1975) sont valables pour l'événement entrepreneurial féminin. Les facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat féminin sont ici de quatre ordres : situationnels, sociologiques, psychologiques et économiques. Ce modèle met en évidence des facteurs individuels et environnementaux qui influencent l'esprit d'entreprise du potentiel entrepreneur. Ces facteurs individuels et environnementaux sont pertinents dans le processus entrepreneurial parce que la création d'entreprises a un caractère complexe et multidimensionnel. Malgré cette pertinence, le modèle de Shapero (1975) a reçu de nombreuses critiques de la part d'auteurs comme Hernandez (1999). Ce qui a amené à la découverte d'autres dimensions qui influent sur l'événement entrepreneurial. Dans ce sens, Émile-Michel Hernandez s'est intéressé à la dimension stratégique de l'entrepreneuriat.

### 2.1.3 LE MODÈLE STRATÉGIQUE DE L'ENTREPRENEURIAT D'HERNANDEZ (1999)

Le modèle stratégique de l'entrepreneuriat d'Hernandez (1999) est bâti suivant quatre étapes : l'initiation, la maturation, la décision et la finalisation (voir figure 5).



**Figure 5 :** Le modèle stratégique de l'entrepreneuriat

Source : Hernandez (1999 : 72)

À l'étape de l'initiation, l'entrepreneur potentiel doit être capable de dénicher une opportunité d'affaires dans son environnement. Ensuite, le potentiel entrepreneur va, dans la phase de maturation, transformer l'opportunité en un projet. C'est à la vue de la faisabilité de ce projet que l'entrepreneur potentiel passe à la phase de la décision de créer une entreprise. Cette entreprise prend existence à la phase de finalisation du processus.

Selon Hernandez (1999 et 2006), dans le modèle de Shapero (1975), l'entrepreneur n'apparaît pas comme un véritable décideur mais comme un individu qui sous l'influence

d'un ensemble de facteurs passe à l'acte. Or, le passage à l'acte entrepreneurial est l'initiation d'un processus complexe de détection et d'exploitation d'opportunités. Dans ce sens, le modèle stratégique de l'entrepreneuriat d'Hernandez (1999) est basé sur une démarche processuelle de l'entrepreneuriat<sup>54</sup> dans laquelle l'auteur met en évidence non les facteurs qui influencent l'individu potentiel entrepreneur mais plutôt les capacités de ce dernier à détecter et exploiter des opportunités d'affaires.

Pour Lorrain, Belley et Dussault (1998), l'entrepreneur doit posséder quatre types de capacités : la capacité à identifier des opportunités d'affaires, la capacité à élaborer une vision d'entreprise, la capacité à créer et gérer son réseau d'affaires et la capacité à gérer son travail (voir tableau 6). Ces auteurs distinguent les compétences entrepreneuriales des compétences managériales et des compétences techniques de l'entrepreneur. Pour (Meddeb, 2003 : 7) « une compétence est le produit d'interaction entre les connaissances formalisées (savoir), les habiletés développées par la pratique ou l'expérience (savoir-faire) et les attitudes personnelles (savoir être et agir) ». La compétence entrepreneuriale pourrait, alors, se définir comme l'ensemble des connaissances, des habiletés et des attitudes qui permettent à un individu, potentiel entrepreneur, de réussir un projet entrepreneurial.

---

<sup>54</sup> La démarche processuelle ou l'approche par les processus de l'entrepreneuriat se veut complexe et multidimensionnelle. L'approche par les processus, comme le souligne Fayolle (2002), fait référence à des notions essentiellement empruntées à la théorie des organisations : l'émergence organisationnelle (Chrisman, 1999 ; Hernandez, 2001 ; Bouchikhi, 1990 ; Verstraete, 2000) et l'opportunité entrepreneuriale (Shane et Venkataraman, 2000).

**Tableau 6 : Les compétences et les habiletés d'un entrepreneur**

<b>CATÉGORIE</b>	<b>HABILETÉS</b>	<b>AUTEURS</b>
<b>Compétences entrepreneuriales</b>	Capacité à identifier des opportunités d'affaires	(Baum, 1995), (Chandler & Jansen, 1992), (Herron, 1990), (Kirner, 1979), (Milton, 1989), (Vesper, 1989)
	Capacité à élaborer une vision d'entreprise	(Filion, 1989), (Chandler & Jansen, 1992), (Hambrick & Crozier, 1985), (Milton, 1989)
	Capacité à créer et gérer son réseau d'affaires	(Aldrich & al., 1987), (Bird & Jelinek, 1988), (Chandler & Jansen, 1992), (Herron, 1990), (Ibrahim & Goodwin, 1986)
	Capacité à gérer son travail	(Bird & Jelinek, 1988), (Deeks, 1976)
<b>Compétences managériales</b>	Capacité à élaborer une stratégie d'entreprise	(Ibrahim & Goodwin, 1986), (Lumpkin & al., 1988), (Hofer & Sandberg, 1987)
	Capacité à coordonner et à organiser les activités de son entreprise	(Chandler & Jansen, 1992), (Herron, 1990)
	Capacité à diriger du personnel	(Baum, 1995), (Chandler & Jansen, 1992), (Herron, 1990), (Hofer & Sandberg, 1987), (Ibrahim & Goodwin, 1986)
	Capacité à résoudre des problèmes	(Deeks, 1976)
	Capacité à contrôler les activités de son entreprise	(Deeks, 1976), (Herron, 1990)
	Capacité à négocier	(Deeks, 1976), (Hofer & Sandberg, 1987)
<b>Compétences techniques</b>	Capacité à gérer les opérations	(Chandler & Jansen, 1992), (Deek, 1976), (Lorrain & Dussault, 1988)
	Capacité d'une gestion financière	(Deeks, 1976), (Ibrahim & Goodwin, 1986), (Lorrain & Dussault, 1988), (Luk, 1996), (Lumpkin & al., 1988)
	Capacité d'une gestion des ressources humaines	(Deeks, 1976), (Ibrahim & Goodwin, 1986)
	Capacité d'une gestion marketing et des ventes	(Deeks, 1976), (Lumpkin & al., 1988), (Lorrain & Dussault, 1988), (Luk, 1996), (Hand & al., 1987), (Smart & Conant, 1994)
	Capacités à gérer les lois et les règlements gouvernementaux	(Deeks, 1976)

Source : Lorrain, Belley et Dussault (1998 : 6)

C'est dans les années 1990 que les recherches sur l'entrepreneuriat se sont portées sur les compétences de l'entrepreneur. Ces recherches connaissent actuellement un regain d'intérêt avec des auteurs comme Boughattas et Bayad (2008), Boughattas-Zrig (2011), Laviolette et Loue (2006) et Lorrain, Belley et Dussault (1998). Les recherches sur



l'entrepreneuriat qui portent sur les compétences de l'entrepreneur ont apporté des précisions sur le rôle des traits de personnalité dans le succès des entrepreneurs. Ainsi, de ces recherches, il ressort que les compétences seraient de meilleurs déterminants de la performance des entrepreneurs que les traits de personnalité. Cela a été prouvé surtout pour des petites entreprises.

Le développement des compétences entrepreneuriales constitue la cible à privilégier pour faire émerger l'entrepreneuriat dans des milieux à faibles ressources comme les milieux ruraux ouest africains. En effet, « [...] dans un contexte de ressources limitées, capitaliser sur le développement de qualités et de compétences entrepreneuriales, comme sur le développement des réseaux de relations professionnelles, est un moyen à prioriser pour augmenter l'entrepreneuriat... » (Fondation de l'entrepreneurship, 2012 : 13). Nonobstant, certains auteurs comme Riverin (2006) soutiennent que c'est la culture entrepreneuriale qui joue le rôle déterminant dans le développement de l'entrepreneuriat. La culture entrepreneuriale serait ici un peu comme le terreau pour une plante. Fortin (2004) concilie ces différentes positions en relevant que « la culture entrepreneuriale peut difficilement se développer dans un milieu sans la contribution [...] des connaissances et des compétences » Fortin (2004 : 3). De ce fait, l'orientation du développement de l'entrepreneuriat sur le développement des compétences entrepreneuriales intègre également celle qui porte sur le développement de la culture entrepreneuriale.

Pour Pierre-André Julien<sup>55</sup>, les capacités de l'entrepreneur sont soit innées, acquises ou construites. Les capacités construites résultent de l'expérience et des contacts (réseaux). Qu'elles soient innées acquises ou construites, l'intégration des compétences par un individu n'est pas conditionnée par son sexe. Ce sont plusieurs facteurs « socialement construit » qui discriminent les femmes dans l'accès à la formation pour l'acquisition de la compétence. L'histoire du féminisme nous montre que plusieurs femmes se sont « battues »

---

<sup>55</sup> Julien (2012), « Entrepreneuriat régional, incertitude et milieu », présentation lors du séminaire GRIDEQ-CRDT du 24 Avril 2012 à Rimouski.

pour acquérir des compétences, notamment à travers l'éducation : le droit d'aller à l'école, le droit d'accéder à l'Université, etc. Ainsi, comme le relève Sow (2008 : 8), « à mon entrée à l'Université de Dakar, en 1960, nous étions deux Africaines, une Dahoméenne<sup>56</sup> et moi, parmi les 300 étudiants de l'amphi ». Aujourd'hui, les femmes possèdent différents types de compétences en termes de savoir, de savoir-faire et de savoir-agir. Elles sont également aptes pour l'acquisition de compétences entrepreneuriales et notamment pour dénicher des opportunités d'affaires dans leur environnement.

L'approche de l'opportunité d'affaires est issue de l'école autrichienne de l'opportunité. L'opportunité d'affaires se rapporte à une idée nouvelle susceptible de générer une organisation créatrice de richesses. Elle est intimement liée à l'expérience de l'entrepreneur et à son vécu professionnel. L'identification d'opportunités est l'étape initiale de tout processus entrepreneurial (Hernandez, 1999).

Le modèle stratégique de l'entrepreneuriat d'Hernandez (1999) intègre les caractéristiques sociologiques et psychologiques du créateur à tous les niveaux du comportement entrepreneurial. Hernandez (1999) considère l'opportunité comme moteur de la décision de création et reconnaît à la stratégie un rôle essentiel dans la réussite future de la firme. L'auteur met en avant la performance comme condition de pérennité et il fait apparaître le caractère diachronique de la création avec des ajustements plus ou moins longs aux opportunités et menaces de l'environnement.

En somme, rappelons-le, Hernandez (1999) privilégie dans son modèle, les capacités de l'individu à dénicher une opportunité d'affaires et à transformer cette opportunité en un projet d'entreprise. Pour Belley (1989), la détection de l'opportunité d'affaires est postérieure aux quatre dimensions définies par Shapero (1975) dans le processus de l'événement entrepreneurial. Belley (1989) intègre ainsi le processus de reconnaissance de l'opportunité au modèle de Shapero (1975). Dans le même sens des capacités de

---

<sup>56</sup> Une Béninoise.

l'entrepreneur, Arocena et al. (1983) ont également élaboré un modèle entrepreneurial basé sur trois pôles : le pôle professionnel (savoir-faire, apprentissage et maîtrise de la gestion), le pôle relationnel (réseaux familiaux, professionnels et sociaux) et le pôle personnel (éducation, motivations et projets).

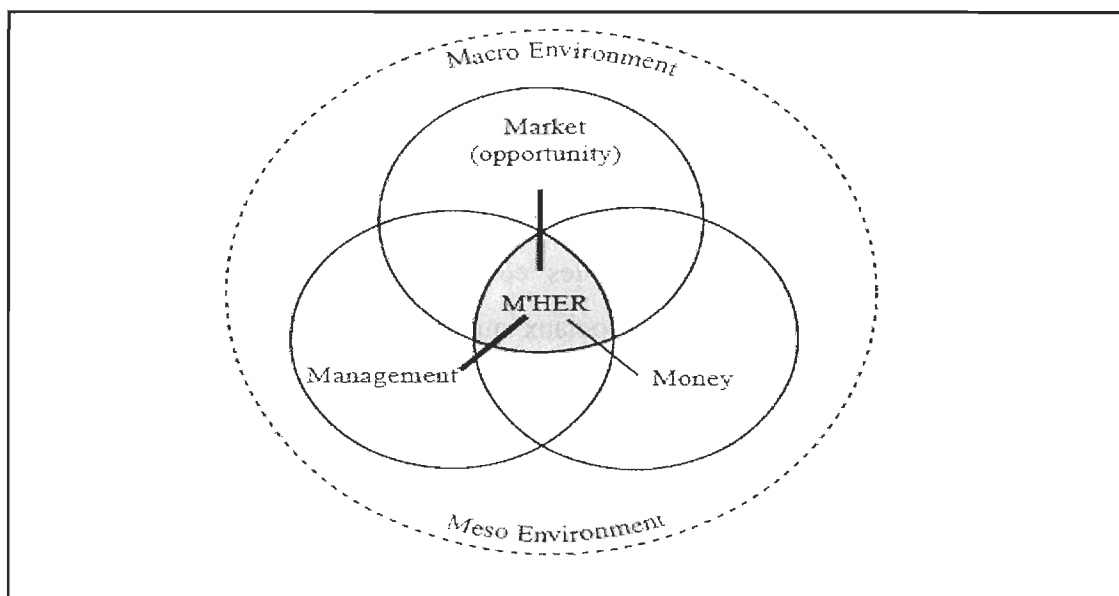
Tout comme le modèle d'Arocena et al. (1983), les cinq modèles que nous avons décrits illustrent bien des facteurs pertinents dans l'avènement entrepreneurial. Seulement, que ce soit avec Lacasse (1988) au Québec ou Hernandez (1997a) en Côte d'Ivoire, les recherches entreprises n'intègrent les femmes que comme une variable « sexe ». Nous sommes alors tentés de nous demander comment les recherches féministes abordent-elles les études sur l'entrepreneuriat? Dans ce sens, nous allons décrire le modèle proposé par Brush, de Bruin et Welter (2009).

#### 2.1.4 LE MODÈLE DES 5M (BRUSH, DE BRUIN ET WELTER, 2009)

Brush, de Bruin et Welter (2009) ont proposé un cadre d'analyse de l'entrepreneuriat féminin. Contrairement à Lacasse (1988) et Hernandez (1997a), le genre est ici considéré comme un angle de recherche à part entière. En effet, Brush, de Bruin et Welter (2009) ont analysé l'entrepreneuriat féminin suivant une approche féministe. Selon ces auteures, ce sont les stéréotypes, les préjugés et les mentalités en défaveur des femmes qui font que ces dernières sont socialement discriminées et qui entravent leur démarche entrepreneuriale. Il faut alors lutter contre ces préjugés et autres valeurs rétrogrades par l'adoption de politiques publiques qui encouragent les femmes à entreprendre. C'est dans ce sens que ces auteures proposent ce présent cadre d'analyse de l'entrepreneuriat féminin.

Le cadre d'analyse de l'entrepreneuriat féminin proposé par Brush, de Bruin et Welter (2009) se base sur celui développé par Bates, Jackson et Johnson (2007) pour analyser l'environnement des entrepreneurs. La théorie de Bates, Jackson et Johnson (2007) est la théorie des 3M : « Market », « Money » et « Management ». Selon ces auteurs, ces 3

M constituent le socle, les « buildings blocks », sur lequel repose toute démarche entrepreneuriale. Alors que pour Brush, de Bruin et Welter (2009), tout processus de création d'entreprises ne peut être abstrait de son contexte social. Ces auteures parlent alors de « social embeddedness ». De ce fait, elles ont ajouté aux « buildings blocks » de Bates, Jackson et Johnson (2007), deux autres dimensions permettant de mieux saisir l'impact qu'a l'environnement social sur l'émergence de l'entrepreneuriat féminin. Ces auteures ajoutent, ainsi, deux autres M aux trois M de Bates, Jackson et Johnson (2007) : la « Maternité » et le « Mésos et Macro environnement » (voir figure 6).



**Figure 6 :** Le cadre théorique des 5 M  
 Source : (Brush, de Bruin, et Welter, 2009 : 6).

La maternité désigne le contexte familial des femmes et elle influence très fortement leur démarche entrepreneuriale. Le méso et macro environnement désignent deux niveaux de compréhension de l'environnement des femmes. « Le niveau méso renvoie à l'environnement immédiat des femmes (les institutions et structures autour d'elles) et le niveau macro renvoie à un ensemble d'attentes sociales et de normes culturelles qui

orientent la démarche entrepreneuriale »<sup>57</sup>. Pour Brush, de Bruin et Welter (2009), comme pour la plupart des théoriciennes du féminisme, l'économie est « genrée »<sup>58</sup>. Ce qui fait que, par exemple, les femmes opèrent généralement dans le secteur dit « informel ». C'est pourquoi « au lieu de s'attacher à dégager les caractéristiques des entrepreneures, il serait plus productif de s'intéresser à leur démarche, afin de mettre en lumière l'importance du contexte social »<sup>59</sup>.

Avec Brush, de Bruin et Welter (2009), nous comprenons que le genre est considéré comme un angle de recherche à part entière dans les recherches féministes sur l'entrepreneuriat féminin. En adoptant l'approche genre, les chercheurs féministes s'intéressent à la démarche des femmes entrepreneurs dans leur contexte social. Pour Brush, de Bruin et Welter (2009), c'est un ensemble d'attentes sociales et de normes culturelles qui orientent la démarche entrepreneuriale féminine. Aussi, étant donné que les pratiques entrepreneuriales se forment par les contextes sociaux qui président à leur émergence et que c'est de ces contextes sociaux qu'elles tirent leurs caractéristiques de développement, nous allons nous intéresser à une recherche entreprise suivant une approche féministe dans un contexte social ouest africain. En effet, l'anthropologue Gisèle Simard a mené une recherche sur les entrepreneures du milieu urbain de la république de la Mauritanie en Afrique de l'Ouest suivant une approche féministe. Pour sa recherche, Simard (1995) a adapté le modèle d'entrepreneuriat de Barth (1967) au contexte ouest africain.

---

<sup>57</sup> [http://www.women-equity.org/question-de-genres/entrepreneuriat-feminin/article/mieux-comprendre-l-entrepreneuriat-feminin-les-5m\\_7](http://www.women-equity.org/question-de-genres/entrepreneuriat-feminin/article/mieux-comprendre-l-entrepreneuriat-feminin-les-5m_7), Consulté le 27 Février 2011.

<sup>58</sup> Ici, l'économie est considérée comme un processus qui différencie et hiérarchise les individus en fonction de leur sexe.

<sup>59</sup> [http://www.women-equity.org/question-de-genres/entrepreneuriat-feminin/article/mieux-comprendre-l-entrepreneuriat-feminin-les-5m\\_7](http://www.women-equity.org/question-de-genres/entrepreneuriat-feminin/article/mieux-comprendre-l-entrepreneuriat-feminin-les-5m_7), Consulté le 27 Février 2011.

### 2.1.5 LE MODÈLE DE BARTH ADAPTÉ AU CONTEXTE AFRICAIN (SIMARD, 1995)

Fredrik Barth est un anthropologue norvégien qui a réalisé de nombreux travaux pour expliquer le rôle de l'entrepreneur comme agent de changement social. Pour lui, le changement émerge de l'action d'individus capables d'influencer le système social. Fredrik Barth étudie alors le changement à partir des comportements sociaux dans l'allocation du temps et des ressources. Tout comme Brush, de Bruin et Welter (2009), Barth (1967) soutient que les recherches sur l'entrepreneuriat ne doivent pas seulement chercher à découvrir les caractéristiques de la personnalité des entrepreneurs. Ces recherches devraient également s'intéresser à la démarche des entrepreneurs afin de mettre en lumière l'importance du contexte social.

Pour Barth (1967), les profits de l'activité entrepreneuriale ne sont pas seulement d'ordre monétaire. Ces profits prennent également la forme de biens intangibles : pouvoir, rang social, prestige, etc. Ces biens non monétaires ont la même importance que ceux d'ordre économique. En Afrique de l'Ouest, le profit attendu de l'entrepreneuriat est parfois de l'ordre de ces biens non monétaires. De ce fait, la perception que Fredrik Barth se fait de l'entrepreneur ne diffère pas beaucoup des caractéristiques de l'entrepreneur africain. D'ailleurs, Barth (1967) a validé son modèle pour de petites communautés ethniques du Nord de la Norvège. Les caractéristiques de ces communautés sont assimilables à celles des milieux ruraux des pays de l'Afrique de l'Ouest : une économie de subsistance, des valeurs familiales et des valeurs de solidarité et enfin un niveau de sous-développement économique par rapport au reste du pays.

Le modèle barthien de l'entrepreneuriat comporte trois éléments d'observation : la situation écologique, la structure sociale et enfin les stratégies et conditions de succès. La situation écologique est relative aux ressources dont dispose l'entrepreneur dans son environnement et les contraintes auxquelles il est confronté. La structure sociale, quant à elle, comprend les coûts sociaux et le système d'échanges. Les coûts sociaux représentent

les perceptions et les attentes de la communauté face à la position sociale et au rôle de l'entrepreneur. Le système d'échanges inclut les transactions économiques et sociales. Enfin, les stratégies et les conditions de succès, qui représentent le troisième et dernier élément d'observation du modèle barthien, sont relatives aux politiques publiques d'accompagnement.

Le modèle de l'entrepreneuriat de Barth (1967) est un modèle qui s'avère adéquat pour la recherche sur l'entrepreneuriat en Afrique de l'Ouest. Cependant cet auteur n'a validé son modèle que pour des hommes. C'est pourquoi, pour utiliser ce modèle dans le cadre de sa recherche doctorale effectuée sur des entrepreneures de la filière de la beauté en Mauritanie, Simard (1995) a d'abord procédé à son adaptation. Pour ce faire, Gisèle Simard a d'abord observé le dynamisme des femmes mauritaniennes dans le secteur informel et a ensuite « contextualisé » et complété le modèle de l'entrepreneuriat de Barth (1967). De l'étude de Simard (1995), il ressort que dans les processus entrepreneuriaux en Afrique de l'Ouest, les enjeux sont socioculturels avant d'être économiques. Gisèle Simard a alors cherché à comprendre la rationalité culturelle des petites entrepreneures ouest africaines dans une perspective anthropologique en s'inspirant du modèle de Barth (1967). Ainsi pour Simard (1995), c'est à la lumière de sa situation écologique, de la combinaison des coûts sociaux et du système d'échange que la femme entrepreneur construit son identité sociale et professionnelle et développe des stratégies d'accompagnement.

Du modèle de Barth (1967) adapté au contexte africain par Simard (1995), nous pouvons retenir que dans les processus entrepreneuriaux en Afrique de l'Ouest, les enjeux sont socioculturels avant d'être économiques. Or, Brush, De Bruin, et Welter (2009) ont bien mis en évidence que c'est un ensemble d'attentes sociales et de normes culturelles qui orientent la démarche entrepreneuriale féminine. Dès lors, nous comprenons la pertinence des enjeux socioculturels dans le processus d'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans un contexte ouest africain. Pour sa recherche, Simard (1995) a opérationnalisé ces enjeux socioculturels à travers deux profils : profil anthropologique et le profil de genre.

Les cinq modèles entrepreneuriaux que nous venons de décrire, à savoir : le modèle de Barth adapté au contexte africain par Simard (1995), le modèle des 5M (Brush, de Bruin, et Welter, 2009), le modèle stratégique de l'entrepreneuriat (Hernandez, 1999), le modèle de Lacasse (1988) et le modèle du « milieu incubateur de l'entrepreneuriat » (Prévost, 1993) définissent différents facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat selon différentes approches. Nous allons maintenant procéder à une analyse comparative de ces modèles entrepreneuriaux.

## 2.2 L'ANALYSE COMPARATIVE DES DIFFÉRENTS MODÈLES

Le tableau 7 présente une synthèse des cinq modèles entrepreneuriaux que nous avons décrits. Cette synthèse s'articule autour des thèmes suivants : les approches, les principaux facteurs d'émergence, le contexte de validation et l'entrepreneuriat féminin.

**Tableau 7 : L'analyse comparative des différents modèles entrepreneuriaux**

	Approches	Principaux facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat	Contexte de validation	Entrepreneuriat féminin
<b>Modèle de Prévost</b>	Territoriale	Planification territoriale Organisations territoriales d'appui	Québécois	non
<b>Modèle de Lacasse</b>	Psychologique Sociologique Économique	Pull ou push Besoin d'accomplissement Crédibilité de l'acte Disponibilité des ressources	Québécois Africain	oui
<b>Modèle d'Hernandez</b>	Managériale	Opportunité entrepreneuriale	Européen	non
<b>Modèle de Brush et al.</b>	Féministe	Méso et Macro environnement	Européen Nord-américain	oui
<b>Modèle de Simard</b>	Féministe	Identité sociale et professionnelle Stratégies d'accompagnement	Ouest africain	oui

Les approches mises en œuvre dans les cinq modèles entrepreneuriaux peuvent être regroupées en deux catégories : les approches non féministes et les approches féministes. Les approches non féministes réfèrent aux modèles suivants : le modèle de Prévost (1993), le modèle de Lacasse (1988) et le modèle d'Hernandez (1999). Parmi ces modèles non féministes, seul le modèle de Lacasse (1988) présente un modèle d'entrepreneuriat féminin.



Les approches féministes, quant à elles, réfèrent aux modèles suivants : le modèle de Simard (1995) et le modèle de Brush, de Bruin, et Welter (2009). Parmi ces modèles féministes, seul le modèle de Simard (1995) a été validé pour un contexte ouest africain.

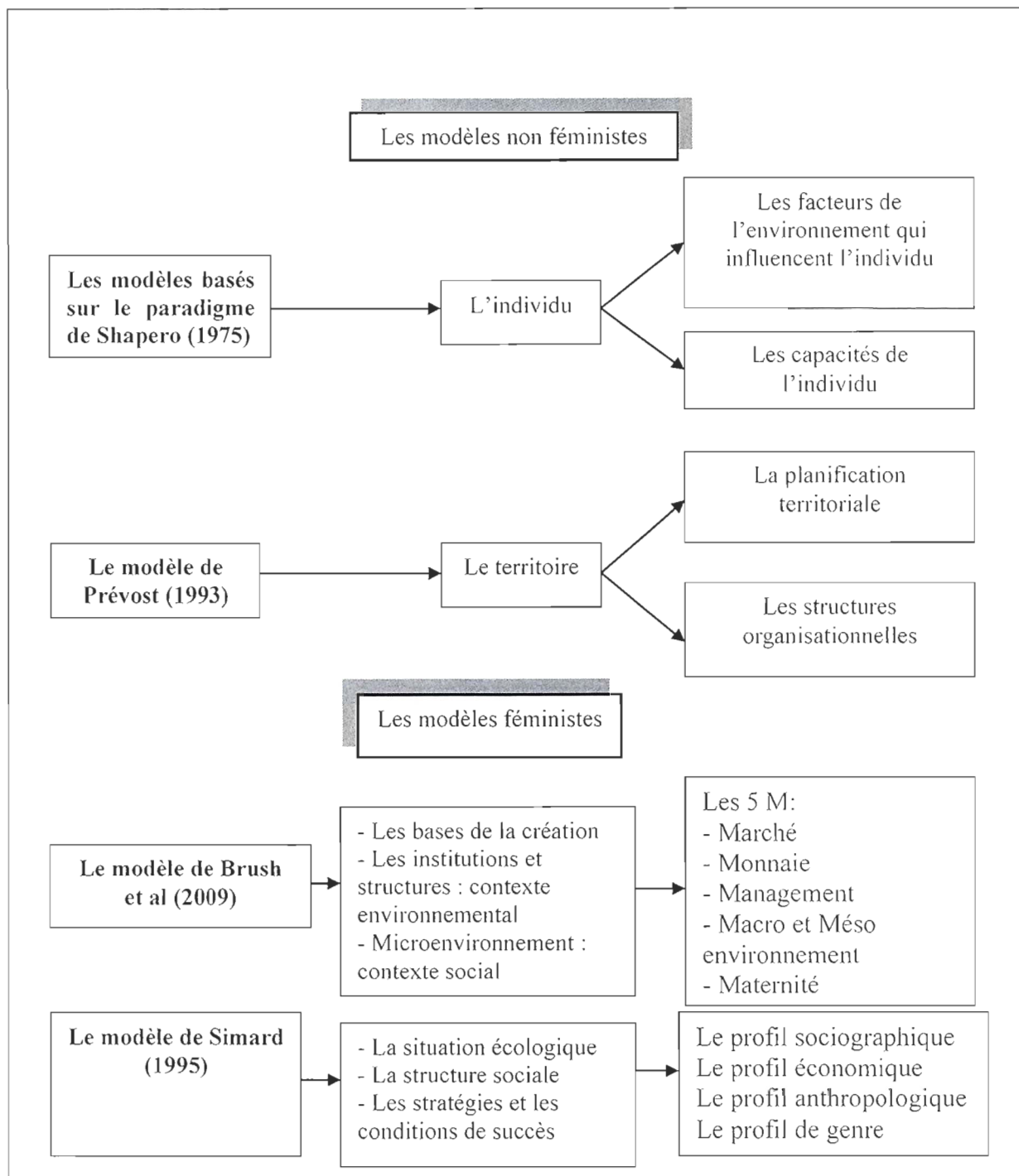
Les modèles de Lacasse (1988) et d'Hernandez (1999), qui utilisent des approches non féministes, ont été élaborés à partir du modèle de Shapero (1975). Ces modèles sont axés sur les facteurs individuels et environnementaux qui influencent l'événement entrepreneurial. Ils renvoient ainsi à une approche processuelle de l'entrepreneuriat. L'approche processuelle analyse les facteurs individuels et environnementaux qui influencent l'esprit d'entreprise, donc l'individu. De ce fait, selon une approche multidisciplinaire (économique, sociologique, psychologique et managériale), ces chercheurs étudient les facteurs de l'environnement qui influencent l'individu potentiel entrepreneur mais également les capacités de ce dernier à reconnaître une opportunité d'affaires et la transformer en projet d'entreprise. Les caractéristiques de la personnalité des entrepreneurs sont ici au centre des recherches. De ce fait, les recherches sur l'entrepreneuriat féminin qui se basent sur le modèle de Shapero (1975) sont axées sur une perspective comparative entre les traits de personnalité des hommes et des femmes.

Le modèle de Prévost (1993) utilise une approche non féministe. Ce modèle est axé sur la prise en compte des initiatives locales selon une vision de développement territorial. Il n'est, de ce fait, pas axé sur l'individu mais sur le territoire. Selon une approche territoriale, ce modèle fait ressortir deux axes majeurs suivants lesquels les populations locales peuvent transformer leur territoire en un milieu incubateur de l'entrepreneuriat : la planification territoriale et la mise en place de structures organisationnelles.

Les modèles de Simard (1995) et de Brush, de Bruin, et Welter (2009), qui utilisent des approches féministes, misent sur le contexte social et les enjeux socioculturels et économiques qui influencent la démarche des potentielles entrepreneures. Ces modèles renvoient, ici encore, à une approche processuelle de l'entrepreneuriat. Ainsi, ces

féministes, selon une perspective sociologique ou anthropologique, étudient les facteurs de l'environnement social et institutionnel qui ont un impact sur l'émergence de l'entrepreneuriat féminin. La démarche des entrepreneures dans leur contexte social est ici au centre des recherches.

Les modèles féministes en entrepreneuriat mettent en lumière le fait que dans la démarche entrepreneuriale les individus sont différenciés et hiérarchisés en fonction de leur sexe. De ce fait, la démarche entrepreneuriale est « genrée ». C'est la raison pour laquelle les féministes intègrent le genre comme une variable à part entière dans les recherches sur l'entrepreneuriat. La figure 7 présente une schématisation des caractéristiques des modèles féministes et non féministes en entrepreneuriat que nous avons décrits et analysés.



**Figure 7 :** La présentation des différents modèles selon leur objet d'étude

Pris individuellement, chaque modèle ne peut nous permettre de répondre à notre question de départ dans le contexte de notre étude. Les modèles non féministes se structurent autour d'une unité de mesure directement observable : le sexe. Quant aux modèles féministes, ils misent sur les conditions et les pratiques qui produisent le genre (Ahl, 2004). Le modèle de Prévost (1993) ajoute une dimension territoriale à ces variables. Aussi, suivant une approche globale de ces différents modèles, nous pouvons ressortir trois dimensions autour desquelles ils se structurent: les stratégies, les individus et le territoire (voir tableau 8).

**Tableau 8** : La présentation des différents modèles selon les axes de recherche

	<b>Prévost (1993)</b>	<b>Lacasse (1988)</b>	<b>Hernandez (1997)</b>	<b>Brush et al. (2009)</b>	<b>Simard (1995)</b>
<b>Stratégies</b>	Planification territoriale	Facteurs qui influencent l'individu	Capacités de l'individu	Conditions et pratiques qui produisent le genre	Conditions et pratiques qui produisent le genre
<b>Individus</b>	Ensemble de la communauté	Femmes	Hommes/ Femmes	Femmes	Femmes
<b>Territoire</b>	Contexte favorisant l'émergence de nouveaux entrepreneurs et de nouvelles entreprises	- Contexte familial et le contexte local - Accès à des ressources financières, humaines et physiques	Opportunités et menaces de l'environnement	Contexte environnemental et contexte social	La situation écologique

De l'analyse du tableau 8, nous retenons que pour faire émerger l'entrepreneuriat féminin, il faut agir sur trois dimensions : les stratégies, les individus et le territoire. En Côte d'Ivoire, le gouvernement a mis en œuvre des stratégies pour créer un milieu favorable à l'émergence de l'entrepreneuriat des femmes. Cependant, ces stratégies ne donnent pas les résultats escomptés, et cela notamment en ce qui est des stratégies de développement local en milieu rural. Par ailleurs, en Côte d'Ivoire, le développement rural est arrivé à une étape critique. Après un demi-siècle de mise en œuvre de stratégies de

développement, les conditions de vie d'une grande partie de la population se sont empirées. Aussi, la politique de décentralisation mise en œuvre depuis plusieurs années, pour initier un développement territorial, n'a pas véritablement permis aux populations de prendre en main leur propre développement par la mise en œuvre d'initiatives locales (Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2009; République de Côte d'Ivoire, 2007a, 2007b et 2011). Or, comme le relève Pierre André Julien, « tout développement territorial repose sur la création d'entreprises »<sup>60</sup>. De ce fait, suivant la particularité de notre contexte d'étude, nous allons continuer à bâtir notre problématique scientifique en passant de notre question de départ à la question centrale de notre recherche.

### **2.3 LA QUESTION CENTRALE DE LA RECHERCHE ET L'OBJET DE L'ÉTUDE**

Suivant la particularité de notre contexte d'étude, nous formulons ainsi la question centrale de notre recherche : « dans le contexte actuel de la politique de décentralisation qui privilégie le développement local en Côte d'Ivoire, comment les processus de développement local peuvent-ils faire émerger l'entrepreneuriat féminin en milieu rural? » Il s'agira alors de déterminer les facteurs qui suscitent l'émergence « d'initiatives féminines durables » en milieu rural ivoirien ; et cela dans le contexte de la politique de décentralisation qui privilégie le développement local. Pour déterminer les sous-questions qui se rattachent à cette question centrale, nous nous sommes référés au triptyque : stratégie, individus et territoire. Nous avons ainsi rattaché trois sous-questions à la question centrale de notre recherche :

- (1) Pourquoi les femmes ne sont-elles pas mieux impliquées dans les processus de développement local en milieu rural?
- (2) Pourquoi les processus de développement local ne favorisent-ils pas l'événement entrepreneurial chez les femmes en milieu rural?

---

<sup>60</sup> Julien, P.-A. (2012), « Entrepreneuriat régional, incertitude et milieu », présentation lors du séminaire GRIDEQ-CRDT du 24 Avril 2012 à Rimouski.

- (3) Pourquoi n'y a-t-il pas de lien entre les processus de développement local et la conduite de micro-entreprises par les femmes rurales?

L'émergence se rapporte à la formation d'entités ou de facteurs complexes. Les facteurs de l'émergence sont composés de divers éléments liés entre eux. Les facteurs de l'émergence de l'entrepreneuriat féminin se rapportent aux éléments qui favorisent l'éclosion d'un dynamisme entrepreneurial féminin. En Afrique de l'Ouest, les recherches se sont très peu intéressées aux facteurs de l'émergence de l'entrepreneuriat féminin. En effet, les chercheurs (Ba, 2006; Diakité, 2004; Diop, 1999; Hernandez, 1997; Hien, 2002 ; Kounta, 1997; Ouattara, 2007; Sarr, 1998; Vidal, 1985; etc.) n'ont pas réellement cherché à comprendre les éléments qui favorisent l'éclosion d'un dynamisme entrepreneurial féminin. D'ailleurs, « le débat sur l'entrepreneuriat en Afrique a tourné essentiellement autour de deux points : le rôle de l'État et du secteur privé dans le développement d'une part, l'opposition entre formalité et informalité d'autre part, [...] » (Hien, 2002 : 6). Péklé (2006), quant à lui, a réalisé une recension des écrits scientifiques sur l'entrepreneuriat en Afrique subsaharienne entre 1990 et 2000. Cet auteur relève la pertinence de poursuivre les recherches sur les facteurs d'entreprise. Ainsi :

Les spécialistes des recherches générales en entrepreneuriat subsaharien ont, par ordre d'importance, investigué *l'impact de l'environnement sur l'entreprise* (72%): on y traite beaucoup des contextes culturel et réglementaire de l'entrepreneuriat; on a réalisé des *études d'intérêt épistémologique* (18%) et apporté un éclairage sur *l'interface «secteurs formel/informel»* (10%). Leurs homologues en recherche de portée nationale se sont focalisés sur *l'environnement entrepreneurial* (65%): il est beaucoup question du contexte et des initiatives du développement de l'entrepreneuriat. Les spécialistes de la recherche de portée nationale ont nettement accordé plus d'importance à l'étude des facteurs liés à *l'entrepreneur* (22%) qu'aux facteurs d'*entreprise* (13%) (Péklé, 2006 : 18).

Pour Onana (2009), les travaux de recherche consacrés à l'entrepreneuriat féminin renseignent peu sur les réalités de cet objet dans le contexte africain. Ces recherches se sont peu intéressées aux facteurs de l'émergence de l'entrepreneuriat féminin. En effet,

En dépit de sa richesse en termes de diversité et par rapport à sa contribution au développement, l'entrepreneuriat féminin en Afrique fait l'objet de travaux partiels et parcellaires [...] On s'est très peu intéressé aux raisons pour lesquelles les femmes optent pour la création d'entreprise. En effet, les pouvoirs publics, les chercheurs et d'autres partenaires au développement se sont rarement occupés des facteurs qui sont susceptibles de pousser les femmes à la création d'entreprises (Onana, 2009 : 3).

Amrhar (2001), sur la question de la recherche sur l'entrepreneuriat féminin en Afrique, soutient que ce champ de recherche a été essentiellement étudié, dans une perspective comparative hommes/femmes, par des chercheurs occidentaux et pour des contextes occidentaux. En effet :

La plupart des chercheurs ont focalisé leur attention sur leur propre pays et certains se sont même limités à des régions, surtout aux États-Unis (Carsud et al., 1987; Egge, 1987; Neider, 1987; Mescon et al., 1983-1984; Scott, 1986; Smith et al., 1982) et au Canada (Lavoie, 1979; Stevenson, 1984; Lee-Gosselin et Grisé, 1990). Ils ont cherché à dégager plutôt qu'à généraliser des particularités régionales. D'autres, surtout Robert Hisrich (1984, 1986, 1991, 1992, 1993) et Candida Brush (Lerner et al, 1997), ont participé à des études dans d'autres pays, soit par une approche exploratoire soit pour des besoins de comparaison (Amrhar, 2001 : 7).

La pertinence de notre objet de recherche dans notre contexte d'étude se justifie encore par le fait que les premières recherches féministes qui portent sur le territoire ont exploré la place des femmes dans les structures urbaines et la structure de l'emploi féminin. Mais de plus en plus, ces recherches féministes sur le territoire portent sur les dynamiques féminines qui visent le changement social (Sokoloff et Andrew, 1993). Le changement étant entendu ici par l'amélioration du bien-être de l'individu et de celui de sa communauté. Ce changement ne peut, cependant, être effectif sans que des individus décident d'entreprendre une action à cet effet. D'où l'importance d'une démarche entrepreneuriale. La pertinence d'une approche territoriale, dans la démarche entrepreneuriale, réside dans l'importance du contexte actuel des nouvelles régulations et de nouveaux espaces de décisions en émergence dans les pays ouest africains francophones. En effet, ce sont ces

nouveaux contextes spatiaux qui déterminent l'action des acteurs dans la résolution d'un problème ayant émergé de cet espace. Le territoire devient ainsi un construit social et les problèmes locaux de développement intègrent ce processus de territorialisation. Ce qui fait que, désormais, la question de l'émergence et de la résolution d'un problème de développement doit être pensée suivant un processus de territorialisation. Or rappelons-le, selon Julien (2012) « tout développement territorial repose sur la création d'entreprises »<sup>61</sup>. En effet, « en adoptant une stratégie entrepreneuriale de développement, une communauté entame un véritable changement de perspective et se place au centre des efforts de développement économique. Ainsi, les dynamismes locaux et l'entrepreneurship auront désormais tendance à remplacer l'État planificateur comme pourvoyeurs directs de solutions » (Prévost, 1994a : 20). Ainsi, le développement est de plus en plus redevable des initiatives locales et de la capacité des régions à créer une atmosphère industrielle (Julien, 2000). Par ailleurs, avec Joyal (2001 : 98), nous comprenons que « le développement autour de l'entrepreneuriat local n'est pas une chimère et qu'il constitue l'ossature des stratégies actuelles en matière de développement régional ».

Selon Higgins et Savoie (1995: 33), «...no concept has played so great a role in development theory as *entrepreneurship*...». Ces auteurs précisent que le concept d'entrepreneuriat a été principalement analysé et discuté que dans le contexte du développement économique national. Higgins et Savoie (1995) notent tout de même que le concept d'entrepreneuriat n'est pas étranger aux théories de développement régional. En effet, « the lack of entrepreneurship in some regions and its concentration in others has been cited as an explanation of regional disparities...» (Higgins et Savoie, 1995 : 33). Dans ce même sens, Joyal (1999) explique que pour enrayer les disparités régionales, l'action combinée de l'État et de la grande entreprise a constitué un objectif prioritaire au cours des décennies 1960 et 1970. Mais les deux chocs pétroliers d'alors, en provoquant une conjoncture économique, ont favorisé la remise en question de la pertinence des grands

---

<sup>61</sup> Julien, P.-A. (2012), « Entrepreneuriat régional, incertitude et milieu », présentation lors du séminaire grideq-crdt du 24 Avril 2012 à Rimouski.



projets. Cette conjoncture économique a ainsi ouvert la voie à de nouvelles avenues axées sur la petite entreprise et l'entrepreneuriat local.

Les théoriciens du développement régional ont élaboré plusieurs courants théoriques pour expliquer les inégalités de développement entre les territoires. La concentration ou le manque d'entreprises dans une région a été, généralement, considéré comme une explication de ces inégalités. De ce fait, plusieurs théories en développement régional misent sur l'entrepreneuriat comme facteur de développement local. Cependant, mises à part les inégalités territoriales, des inégalités de genre se produisent également dans le processus du développement. Ainsi, pour Sarr (1988), l'on s'est longtemps intéressé aux inégalités territoriales dans le processus de développement en ignorant les inégalités de genre. Pour des auteures comme Lafontaine (1995) et Masson (2005), il reste encore beaucoup de travail à faire pour prendre en compte la condition féminine, les préoccupations des femmes et les rapports sociaux de sexe dans le développement « par le bas », autrement dit pour « genrer » le développement régional (Masson, 2005). Ainsi, « doit-on aujourd'hui envisager...des convergences entre les analyses féministes et celles du développement local, régional...? » (Lafontaine, 1995 : 43).

Selon Prévost (2011 : 59), « les approches par le genre ne peuvent être assimilées à des approches féministes ». Ainsi dans le champ de l'économie du développement, les approches par le genre se sont appuyées sur l'approche par les capacités de Sen<sup>62</sup>. Suivant cette approche, les institutions de développement cherchent à cerner et à évaluer les capacités des individus à saisir des opportunités économiques. Ces institutions cherchent également à évaluer la contribution effective de ces individus à la croissance et à lutte

---

<sup>62</sup> Amartya Kumar Sen est un économiste d'origine indienne. Il a été prix Nobel d'économie en 1998. Il s'est intéressé à des préoccupations de justice et d'égalité dans ses travaux sur les famines et la question de la pauvreté et du développement. Sa principale contribution théorique est l'élaboration des concepts de « capability » et de « functioning » qui peuvent respectivement se traduire en français par « capacité » et « fonctionnement ». Les fonctionnements sont les caractéristiques d'une personne (ce qu'elle fait ou ce qu'elle est). Les capacités représentent les libertés qu'a cette personne de choisir un type de fonctionnement et de mener ainsi un type de vie particulier (Sen, 1995). Pour Sen, ses concepts théoriques peuvent servir à comprendre certaines formes d'inégalités.

contre la pauvreté (Prévost, 2011). Les études sur le genre traversent de multiples disciplines et renvoient à des options méthodologiques et théoriques multiples. Ce qui relie entre elles les études sur le genre, c'est avant tout un objet de recherche commun : la production des inégalités sociales<sup>63</sup>.

En Côte d'Ivoire, la combinaison des inégalités de genre et des inégalités territoriales ont aggravé le taux de pauvreté chez les femmes en milieu rural (République de Côte d'Ivoire, 2009 et 2011). Vu que l'entrepreneuriat est facteur de développement local, il s'avère alors opportun d'étudier la création d'entreprises selon une approche genre afin de réduire tant les inégalités territoriales que les inégalités de genre dans les processus de développement local en Côte d'Ivoire. C'est ainsi que l'on pourra atteindre un développement socialement durable pour les milieux ruraux ivoiriens.

Après avoir déterminé la question centrale de notre recherche et justifié la pertinence de notre objet de recherche, nous allons maintenant en définir les objectifs.

## **2.4 LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE**

L'objectif général de notre recherche est de comprendre le processus d'émergence de micro-entreprises féminines dans un processus de développement local en milieu rural ivoirien ; et de proposer un cadre d'analyse des facteurs qui déterminent l'émergence de ces micro-entreprises féminines dans une perspective de développement territorial.

Les objectifs spécifiques de notre recherche sont les suivants :

- (1) Définir des stratégies qui favorisent une meilleure implication des femmes rurales dans un processus de développement local en milieu rural.

---

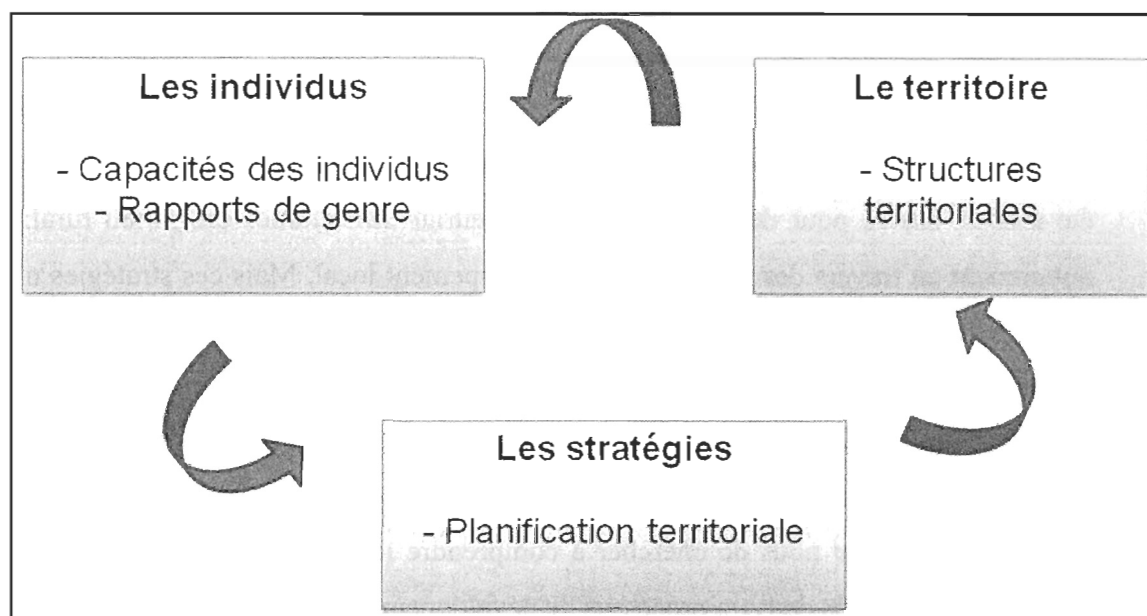
<sup>63</sup> <http://www.laviedesidees.fr/Genre-etat-des-lieux.html>

- (2) Décrire les impacts d'un processus de développement local sur l'événement entrepreneurial féminin en milieu rural.
- (3) Identifier des structures organisationnelles à mettre en place pour favoriser la pérennisation des micro-entreprises féminines dans un processus de développement local en milieu rural.

Ce sont ces objectifs spécifiques qui vont nous servir pour la définition des dimensions de notre cadre conceptuel. Relevons tout de même que, selon notre démarche déductive, nous avons élaboré un cadre conceptuel préliminaire avant d'aller sur le terrain.

## **2.5 L'ÉLABORATION D'UN CADRE CONCEPTUEL PRÉLIMINAIRE**

L'élaboration d'un cadre conceptuel nous permet de concrétiser notre objet de recherche à l'aide de concepts opératoires. Le cadre conceptuel de notre recherche sera construit suivant une démarche itérative d'aller et retour (théorie-pratique, pratique-théorie). Ainsi, suivant une démarche déductive, nous allons dans un premier temps présenter un cadre conceptuel initial à partir de la théorie. Ce cadre initial sera dans un deuxième temps, et suivant une approche inductive, enrichi à partir du terrain. Les grandes dimensions de ce cadre préliminaire sont : les stratégies (planification territoriale), les individus (capacités des individus et rapports de genre) et le territoire (structures organisationnelles) (voir figure 8).



**Figure 8** : L'élaboration d'un cadre conceptuel préliminaire

C'est ce cadre d'analyse préliminaire qui nous a servi de guide pour animer le premier focus group dans la sous-préfecture de Gadouan.

Il est pertinent pour nous de relever que notre recherche se positionne dans la science régionale plus précisément dans le domaine du développement régional. La manière dont nous avons problématisé notre objet de recherche, à savoir les facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat féminin, et sa complexité (existence de plusieurs dimensions) nous poussent à mobiliser d'autres disciplines afin d'ouvrir les perspectives de notre recherche, d'étoffer les moyens de répondre à notre question de recherche et d'aiguiser notre sens critique (Bühler, Cavaillé et Gambino, 2006). Nous allons ainsi emprunter des concepts, des méthodes et des théories, principalement, aux disciplines suivantes : l'économie du développement, les études féministes, la sociologie économique et la sociologie des organisations. Les principaux concepts et approches théoriques que nous mobilisons pour notre recherche sont : le développement local, l'entrepreneuriat, l'entrepreneuriat féminin, la ruralité, le genre, le féminisme et l'approche par les capacités.

Pour conclure ce deuxième chapitre, nous retenons que pour faire émerger l'entrepreneuriat féminin dans un processus de développement local en milieu rural, il faut agir sur le triptyque : stratégies, individus et territoire. En Côte d'Ivoire, des stratégies ont été mis en œuvre pour développer l'entrepreneuriat des femmes en milieu rural; et cela notamment au travers des processus de développement local. Mais ces stratégies n'ont pas donné les résultats escomptés. La question centrale de notre recherche est alors formulée de la manière suivante : « dans le contexte actuel de la politique de décentralisation qui privilégie le développement local en Côte d'Ivoire, comment les processus de développement local peuvent-ils faire émerger l'entrepreneuriat féminin en milieu rural? » Il s'agira alors pour nous de chercher à comprendre le processus d'émergence de micro-entreprises féminines dans un processus de développement local en milieu rural ivoirien ; et de proposer un cadre d'analyse des facteurs qui déterminent l'émergence de ces micro-entreprises féminines dans une perspective de développement territorial.

L'étude des facteurs de l'émergence de l'entrepreneuriat féminin demeure un objet d'étude pertinent dans les contextes ouest africains où les recherches se sont peu intéressées à cet objet. La pertinence de notre objet d'étude réside aussi dans son orientation sur le territoire. En effet, l'on s'est longtemps intéressé aux disparités géographiques dans le processus de développement, en ignorant les inégalités de genre (Sarr, 1988). Il s'avère alors opportun d'étudier les facteurs de l'émergence de l'entrepreneuriat féminin selon une perspective de développement territorial. Mais, au fait, qu'est-ce que « le développement »?

## CHAPITRE 3

### LES FONDEMENTS THÉORIQUES DE LA RECHERCHE

#### 3.1 DU « DÉVELOPPEMENT » AU « DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL »

En sciences sociales, le « développement » est lié à la notion de « progrès ». La recherche du progrès s'est accentuée au 18<sup>e</sup> siècle en Europe avec la philosophie des lumières et elle s'est renforcée au 19<sup>e</sup> siècle avec l'industrialisation et la mise en place d'un système capitaliste de production (Assidon, 2002). Le développement se rapporte ainsi à l'amélioration qualitative des conditions d'existence des individus et à la pérennité de leurs organisations. Dans ce sens, le développement se différencie de la croissance économique qui se rapporte, quant à elle, à l'amélioration quantitative de paramètres économiques (Bairoch, 1971; Desjardins et Fripiat, 1998; Rist, 2007; etc.). Pour Kate Young, le développement est un processus complexe impliquant l'amélioration sociale, économique, politique et culturelle des individus et de la société elle-même. Cette amélioration implique l'aptitude de la société à répondre aux besoins de la population aux plans physique, émotif et créatif. La société doit permettre une distribution égale de la richesse sociale (CCCI, MATCH, AQOCI, 1991).

La conceptualisation de la notion de développement s'est opérée à partir du discours d'investiture pour le deuxième mandat du Président américain Harry Truman. Ce discours a été prononcé le 20 Janvier 1949 à la Maison Blanche. Le point IV de ce discours faisait, en effet, état des « programmes pour la croissance des régions sous-développées ». Le qualificatif de « régions sous-développées » était alors attribué « aux pays n'ayant pas atteint le stade industriel des pays de l'occident » (Rist, 2007). Selon Tremblay (1999), l'aide aux régions sous-développées amène les théoriciens à élaborer des idées, des concepts et des catégories qui, ensemble, forment le « discours du développement ». Parmi ces théories, nous retrouvons la « théorie de la modernisation » et s'inspire de la pensée

rationnelle occidentale et du système capitaliste. Ainsi, dans sa conceptualisation, le développement a d'abord été assimilé à la croissance économique. Dans cette perspective, et selon Rostow (1963), le développement est un processus historique linéaire qui se déroule en suivant nécessairement cinq étapes : la société traditionnelle, les conditions préalables au démarrage, le démarrage, la maturité et l'ère de la consommation de masse. Les sociétés se modernisent ainsi en passant de la forme traditionnelle à la société de consommation. Le développement est ici vu comme un phénomène inéluctable qui implique une dimension de changement. Cependant, force a été de constater qu'après des décennies de développement, une autre réalité demeure : le développement n'est pas inéluctable. Il se confronte à son corollaire, le « sous-développement ». Il est alors apparu « des déséquilibres de développement » entre les pays du Nord (les pays occidentaux) et ceux du Sud (le tiers-monde). Dans ces différents pays, des déséquilibres se produisaient également entre les régions (Tremblay, 1999). André Gunder Frank parle alors de « développement du sous-développement »<sup>64</sup>. Les théories libérales et marxistes<sup>65</sup> tentent d'expliquer des stratégies pour atteindre un développement harmonieux. Cependant, la nature essentiellement productiviste de ces deux modèles a conduit à des perturbations sérieuses causées aux écosystèmes. Des crises écologiques ont été engendrées par l'industrialisation et l'urbanisation occidentale : pollution, érosion, désertification, appauvrissement de la biodiversité, diminution des réserves énergétiques, etc. Ces crises, couplées avec divers déséquilibres mondiaux comme la démographie grandissante et les famines, vont conduire à une prise de conscience dans les années 1970.

Hébert (2007) explique que face à l'échec apparent des modèles de développement, libéral et marxiste, la possibilité d'un « autre développement » a été questionnée. La recherche de cet « autre développement » suscite depuis plus d'une cinquantaine d'années l'apparition d'une multitude de courants de pensée et de concepts. Dans ce sens, est apparu

---

<sup>64</sup> Gunder Frank, André. 1968. « Le développement du sous-développement ». Dans *Cahiers Vilfredo Pareto*, Tome 6, N°16/17, pp. 68-81.

<sup>65</sup> La pensée économique se structure selon deux grands courants : le courant libéral et le courant marxiste. Plusieurs théories économiques et écoles de pensée fournissant des explications alternatives aux problèmes économiques contemporains gravitent autour de ces deux courants.

le concept de « développement régional ». Dans les théories de développement régional, les théoriciens sont passés de la dimension temporelle du développement à une dimension spatiale pour étudier la relation entre l'espace et l'économie (Benko, 1998). Plusieurs modèles ont été élaborés pour expliciter le concept de développement régional.

### 3.2 LES GRANDS MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Le concept de « développement régional » a été élaboré suite à la prise en compte de la notion d'espace dans la pensée économique. Les contributions théoriques à la pensée économique spatiale ont permis aux théoriciens d'apporter des réponses alternatives aux interrogations que suscitait le contexte économique du moment. Le tableau 9 montre que, jusqu'à nos jours, l'évolution du contexte économique se structure autour de trois dimensions : l'agriculture, l'industrie et l'information.

**Tableau 9 :** Les ruptures et les vagues de l'évolution du contexte économique

Siècles	Les ruptures de Druker	Les vagues de Toffler	La dominante Socio-économique
12 <sup>ième</sup> siècle vers 1150	Première rupture	Première vague	Agriculture
15 <sup>ième</sup> siècle vers 1475	Deuxième rupture		
18 <sup>ième</sup> siècle vers 1750	Troisième rupture	Deuxième vague	Industrie
20 <sup>ième</sup> siècle vers 1960	Quatrième rupture	Troisième vague	Information

Source : GAGNÉ, P., M., LEFÈVRE, le futur présent, Publi-relais, Montréal, 1995, p. 31

Source : Gendron (1998 : 6)

Capron (2008)<sup>66</sup> a regroupé les contributions des théoriciens à la pensée économique spatiale selon trois phases : les fondements, l'essor et le renouvellement de la pensée économique spatiale. Le tableau 10 présente les théories qui ont marqué les fondements de la pensée économique spatiale.

<sup>66</sup> <http://homepages.vub.ac.be/~hcapron/syleru.pdf> (consulté le 07 Novembre 2009).



**Tableau 10 : Les fondements de la pensée économique spatiale**

	<b>Auteurs</b>	<b>Apports</b>	<b>Contexte économique</b>	<b>Interrogations</b>
<b>1820</b>	von Thünen	Théorie de la rente foncière	Économie Agraire	Comment se répartissent les activités agricoles ?
<b>1890</b>	Marshall	District industriel et économie d'agglomération	Croissance industrielle	Pourquoi les activités tendent-elles à se concentrer dans l'espace ?
<b>1910</b>	Weber	Théorie de la localisation industrielle	Développement industriel	Comment les entreprises industrielles opèrent-elles leur choix de localisation ?
<b>1930</b>	Hotelling	Théorie des aires de marché	Crise et aménagement du territoire	Qu'est-ce que l'espace change à la concurrence ?
<b>1930</b>	Lösch	Théorie de l'équilibre économique spatial	Crise et aménagement du territoire	Comment se forment les espaces économiques ?
<b>1940</b>	Christaller	Théorie des lieux centraux	Crise et aménagement du territoire	Comment se structurent les espaces urbains ?

Source: Capron (2008 : 9)

La première théorie économique spatiale a été élaborée au début du 19<sup>e</sup> siècle par Von Thünen. Il s'agit de la théorie de la rente foncière élaborée dans un contexte dominée par l'économie agraire. Par la suite, les contributions des théoriciens ont été influencées par le contexte de la croissance industrielle (district industriel, théorie de la localisation, etc.). Toutes ces contributions ont pour objet d'étude la localisation des activités de production dans l'espace économique (rural ou urbain). Le tableau 11 présente les théories qui ont marqué l'essor de la pensée économique spatiale. Ici, les contributions théoriques s'intéressent aux déséquilibres de développement entre les régions.

**Tableau 11 : L'essor de la pensée économique spatiale**

	<b>Auteurs</b>	<b>Apports</b>	<b>Contexte économique</b>	<b>Interrogations</b>
<b>1955</b>	North	Théorie de la base	Croissance urbaine	Comment s'opère le développement régional ?
<b>1955</b>	Perroux	Théorie des pôles de croissance	Développement spatial inégal et décentralisation industrielle	Pourquoi observe-t-on des processus de croissance spatialement déséquilibrée ?
<b>1956</b>	Isard	Équilibre économique spatial et méthodes d'analyse spatiale	Développement spatial inégal et décentralisation industrielle	Comment se réalise l'équilibre économique spatial et analyser les performances régionales ?
<b>1957</b>	Myrdal	Théorie de la causalité circulaire cumulative	Développement spatial inégal et décentralisation industrielle	Pourquoi certaines régions éprouvent-elles des difficultés à se développer/reconvertir ?
<b>1960</b>	Alonso	Économie urbaine	Développement des infrastructures	Comment se localisent les activités dans un espace urbain ?
<b>1964</b>	Borts-Stein	Modèle néoclassique de la croissance régionale	Périurbanisation, désindustrialisation	Quels sont les facteurs à la base de croissance régionale ?

Source: Capron (2008 : 10)

Il est important de relever que l'essor de la pensée économique a été marqué par la naissance de la « science régionale »<sup>67</sup>. Plusieurs courants théoriques ont été élaboré pour « fonder » la prise en compte de la notion de « région » dans la pensée économique (Benko, 1998 ; Courlet, 2001; etc.). Pour plusieurs auteurs (Aydalot, 1985 ; Benko, 1998 ; Capron, 2008 ; Madiès et Prager, 2008; etc.), la région est un « concept flou, abstrait et arbitraire ». Des recherches ont été, cependant, menées pour élucider ce concept. Essentiellement étudiée par les géographes au 19<sup>e</sup> siècle, la notion de région a ensuite suscité l'intérêt des économistes, des politologues, des historiens et des sociologues.

Pour Lajugie (1979) cité par Benko (1998) :

La région correspond à une aire géographique constituant une entité qui permette, à la fois, la description des phénomènes naturels et humains, l'analyse des données socioéconomiques et l'application d'une politique. Elle se fonde sur deux caractères principaux : homogénéité et intégration fonctionnelle, et s'achève, à la fois, par le sentiment d'une solidarité vécue et par des relations d'interdépendance avec les autres ensembles régionaux et avec l'espace national et international Lajugie (1979) cité par Benko (1998 : 15).

Quant à Lipietz (1990), toujours cité par Benko (1998), il définit la région dans une optique « régulationniste ». Pour lui, « une région économique est un espace en soi qui constitue une aire homogène d'articulation des modes et des formes de production (appartenant à un même régime d'accumulation) » Benko (1998 :15-16). Vu l'évolution de la définition du concept de région de l'aire géographique à l'espace économique, Benko (1998) conclut que la région est « un produit social progressivement construit par des sociétés dans leurs espaces de vie » Benko (1998 :16). Dans ce sens, la notion de région s'apparente bien à celle de territoire. En effet, le territoire se définit également par des dimensions physiques mais il est surtout un construit historique où les dimensions sociales sont très importantes. Le tableau 12 présente les théories qui ont renouvelé la pensée économique spatiale.

---

<sup>67</sup> La science régionale a été fondée en 1955 par Isard Walter (1919-2010).

**Tableau 12 : Le renouvellement de la pensée économique spatiale**

	Auteurs	Apports	Contexte économique	Interrogations
1979-1981	Friedmann-Stöhr	Théorie du développement endogène	Désurbanisation, reconversion industrielle, décentralisation	Quelles sont les options alternatives à la crise des modèles de développement traditionnel ?
1985	Aydalot	Théorie des milieux innovateurs	Inefficacité accrue des instruments de politique économique régionale	Quel est le rôle joué par le territoire dans la dynamique de recomposition des activités ?
1990	Krugman-Fujita	Nouvelle économie géographique	Externalités, agglomération	Comment mieux saisir l'influence des facteurs géographiques sur le fonctionnement des économies ?
1995	Asheim-Florida	Modèle des régions apprenantes	Systèmes régionaux d'innovation	Quel est le rôle de l'innovation et de l'apprentissage dans les stratégies de développement régional ?

Source : Capron (2008 : 11)

Ici, les théoriciens s'interrogent sur les options alternatives à la crise des modèles de développement traditionnel et le rôle du territoire dans le dynamisme de développement. Le contexte économique actuel étant caractérisé par une économie de l'information et du savoir, les notions comme « le capital relationnel », « l'apprentissage collectif » et « l'interconnexion » sont d'une grande importance pour le développement régional.

Selon Aydalot (1985), quatre conceptions majeures permettent d'expliquer le développement régional : la théorie de la base fondée sur le rôle des débouchés extérieurs, la théorie des pôles de croissance fondée sur les mécanismes de propagation interne, les théories du développement endogène fondées sur l'inégalité des forces sociales localisées et la théorie du développement endogène fondée sur les dynamismes du milieu local. Nous regroupons ces conceptions théoriques selon trois grands courants : la théorie de la base, la théorie des pôles de croissance et les théories du développement endogène. Ces courants, quant à eux, se regroupent selon deux grands modèles : le modèle de développement exogène et le modèle de développement endogène.

Le développement exogène relève d'un développement qui part d'une métropole (le centre) vers son *hinterland* (la périphérie). Il est caractérisé de « développement descendant

» (Stöhr, 2003). Les principaux courants théoriques du « développement descendant » sont : la théorie de la base et la théorie des pôles de croissance ou de développement. Quant au développement endogène, il relève d'un développement qui s'appuie sur la mobilisation des ressources locales. Ces ressources peuvent être d'ordre humain, écologique ou institutionnel. La priorité du développement endogène est la satisfaction des besoins de base des populations locales. Il est caractérisé de « développement ascendant » (Stöhr, 2003). Les principaux courants théoriques du « développement ascendant » sont : le courant des « milieux innovants »<sup>68</sup> et celui du développement local. Pour plusieurs auteurs (Aydalot, 1985; Garafoli, 1994; Friedmann, 1985; Stöhr, 2003, etc), le « développement local » est intimement lié au concept de « développement endogène ». Cependant, le concept de développement local a subi « une formalisation encore plus grande, ce qui a engendré plusieurs approches de développement local » Tremblay (1999 : 25).

### 3.3 LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Nous présentons ici les différentes approches du concept de développement local, la définition que nous en retenons pour notre recherche et quelques principes et éléments des processus de développement local.

#### 3.3.1 LES DIFFÉRENTES APPROCHES DU CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

La recension des écrits scientifiques montre que les courants du développement local peuvent se résumer en quatre approches fondamentales : l'approche de développement économique local, l'approche de développement communautaire, l'approche de développement économique communautaire et l'approche de développement territorial.

---

<sup>68</sup> Filion et al. (2003 : 3) désignent par le terme de « milieux innovants », l'ensemble des « approches théoriques qui visent à rendre compte de l'importance des ensembles territoriaux régionaux en matière d'innovation et de dynamismes technologiques ». Ces auteurs relèvent que les approches théoriques des « milieux innovants » ont, depuis une vingtaine d'années, connu un foisonnement conceptuel. Ils en distinguent toutefois sept principales approches : l'approche districts industriels, l'approche silicon valley (modèle dit californien), l'approche Hot Spots, l'approche clusters, l'approche learning régions, l'approche milieux innovateurs et l'approche regional innovation systems (RIS). À cette liste, nous pourrions ajouter les systèmes productifs locaux (SPL) et les pôles de compétitivité.

### 3.3.1.1 L'approche de développement économique local

L'approche de développement économique local vise la création d'emplois et s'adresse particulièrement aux entreprises privées. Le développement est ici décrit comme une perspective centrée sur la revitalisation des communautés locales sous l'impulsion d'initiatives mises en œuvre par la population elle-même. Pour Tremblay (1999),

Cette approche est principalement orientée vers l'amélioration des indices économiques traditionnels tels la croissance des emplois et des revenus à partir d'initiatives mises en œuvre par le secteur privé. Certains auteurs parlent de modèle fonctionnel qui se traduit par un modèle de l'ajustement aux marchés mondialisés (Dionne, 1996 cité par Tremblay 1999 : 26).

Les tendances actuelles en matière d'approches de développement régional misent sur une vue d'ensemble visant à éliminer les disparités existantes aussi bien à l'intérieur des grandes agglomérations qu'entre les régions elles-mêmes (MDEIE, 2006). Ce faisant, l'approche de développement économique local devient une approche de développement territorial. Pour Denieuil (2005), à l'origine, le développement local a été conçu selon une approche humaniste et sociale. Dans ce sens, le développement local s'apparente à une démarche collective, un éveil des capacités et une expression de démocratisation. Cependant, de nos jours, l'on assiste à une mutation des valeurs (économiques, sociales et culturelles) et des orientations sociopolitiques. L'initiative individuelle, l'autonomie collective et les dynamismes entrepreneuriaux s'imposent de plus en plus comme force du changement (Denieuil, 2005). Dans un tel contexte, l'interaction entre les acteurs s'avère indispensable pour mener une action de concertation qui favorise des relations de partage entre acteurs. L'acteur du développement local est ici un petit entrepreneur qui mobilise son milieu. De ce fait, le développement local s'oriente de plus en plus vers l'émergence d'entreprises-réseaux renforçant le lien entre les acteurs et leur territoire pour construire un projet de développement partagé. D'une vision humaniste et sociale, le développement local s'oriente ainsi de plus en plus vers une vision territoriale (Denieuil, 2005).

### 3.3.1.2 L'approche de développement territorial

Selon Jean (2008), la notion de « développement territorial » s'inscrit mieux dans une logique de « construction sociale » et est « en rupture avec une tradition plus longue d'études en développement régional » (Jean, 2008 : 296). Plusieurs auteurs (Fournis, 2012; Jean, 2008 et 2012 ; Joyal et Baeta, 2006 ; Lafontaine, 2005 et 2012, etc.) reconnaissent ainsi que le développement territorial constitue un nouveau paradigme qui s'oppose à l'approche fonctionnelle liée au développement exogène. Par ailleurs, l'approche territoriale permet de dépasser l'opposition entre développement descendant et développement ascendant des théories de développement régional (Lafontaine, 1989). Désormais, la relecture du développement régional passe par l'inscription territoriale du développement (Fournis, 2012). Dans l'approche territoriale, le développement est un projet sur un territoire et le territoire est à la fois une ressource, un enjeu et un produit du développement (Jean, 2006). Pour Courlet (2001), le territoire est un acteur du développement. Le territoire se décline autour des acteurs locaux et des structures territoriales. Il matérialise les interactions entre ces acteurs et leur lien aux structures territoriales.

Le territoire peut être défini comme un espace approprié, limité, un espace où se manifestent des pouvoirs, en particulier d'organisation et de contrôle, un espace dans lequel s'inscrivent des projets sociaux – que ces projets s'appellent développement, aménagement, planification, voire environnement –, un espace dans lequel s'expriment des stratégies de mise en valeur, un espace dont la population est liée par un sentiment d'appartenance partagé, et enfin, un espace dans lequel s'affrontent les intérêts le plus souvent divergents, voire conflictuels des acteurs<sup>69</sup>

---

<sup>69</sup> <[http://www.mrie.org/docs\\_transfert/publications/Dossier-COSRA-InegalitesTerritoriales2008.pdf](http://www.mrie.org/docs_transfert/publications/Dossier-COSRA-InegalitesTerritoriales2008.pdf)>, Consulté le 26 mai 2013.

De ce fait, une approche territoriale s'analyse autour de trois éléments : les liens sociaux<sup>70</sup>, le projet de territoire<sup>71</sup> et le territoire<sup>72</sup>. Ce dernier évoque une structuration et une organisation de l'espace (Perrin 1983). Pour Denieul (2005), un territoire se définit soit par une homogénéité physique et géographique, soit par une identité socioculturelle ou encore par une localisation sectorielle et industrielle. Le territoire peut se définir ainsi sous des angles variés : géographique, socioculturelle, économique, etc. Au niveau géographique, le territoire est d'abord un espace. Les sociologues ont substitué « territoire » à « espace » du fait des dimensions sociales de l'espace. Au niveau économique, le territoire est le lieu de mise en œuvre d'activités économiques liées aux ressources du territoire. La définition que donne Vernières (2009) du territoire, nous semble faire un résumé de tout ce qui vient d'être dit : le territoire est un espace géographique résultat historique d'une construction sociale. Pour Vernières (2009), le territoire se caractérise en premier lieu par les relations (économiques, politiques et sociales) des divers acteurs qui interviennent sur cet espace. Selon cet auteur, les territoires sont nécessairement inégaux (par leur superficie, leur population, leurs structures productives et leurs ressources). C'est, en fait, l'intensité et la nature des relations des divers acteurs qui sont essentielles pour caractériser et différencier les territoires.

Perrin (1983) explique que la nature de l'organisation territoriale relève d'« un type d'organisation spatio-économique. Les humains, pour assurer leur pérennité, mettent en place des structures organisationnelles au niveau de l'espace. Il advient alors une « territorialisation » de l'espace. Les activités économiques des humains sur l'espace écologique provoquent souvent des tensions et des ruptures qu'il faut régler pour maintenir l'équilibre de l'organisation territoriale. Les manières de procéder, à l'équilibrage ou au rééquilibrage de l'organisation territoriale, passent par des « formes d'actions collectives

---

<sup>70</sup> Nous entendons par liens sociaux, les mécanismes collectifs de solidarité. Nous nous situons dans le domaine du lien communautaire qui se rapporte aux relations sociales fondées sur l'affectivité et l'esprit de groupe (Cusset, 2007).

<sup>71</sup> Pour notre recherche, le projet de territoire que nous analysons est le processus de planification participative local

<sup>72</sup> Pour notre recherche, le territoire que nous analysons se rapporte aux *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan en Côte d'Ivoire.

formalisées ». Pour Proulx (2002), l'organisation territoriale est un processus collectif et progressif qui comprend quatre dimensions : les principes d'organisation, la culture organisationnelle, la procédure de planification et les arrangements institutionnels optimaux. La dernière dimension, à savoir les arrangements institutionnels, est l'aboutissement et le point de départ du processus. Proulx (1993), en citant Weaver (1984), poursuit pour dire que la planification est utilisée comme procédure d'organisation du territoire dans un but de développement.

La planification s'apparente au principe « d'organisation logique des tâches ». Ce principe existe depuis l'aube des temps et est devenu une science au fil du temps sous le concept de « planification » (Proulx, 1992). La planification appliquée au territoire permet de prendre des décisions pour gérer le territoire. Dror (1973) cité par Proulx (1992 : 4) définit la planification appliquée au territoire comme « un processus de préparation d'une série de décisions pour l'action future, dirigée pour atteindre des buts par des moyens choisis ». Dror (1973) insiste ici sur la prise de décisions pour le futur. Ce qui corrobore bien la définition de Friedman (1971) pour qui la planification est avant tout une façon de penser la résolution des problèmes sociaux et économiques pour une action future. La planification est principalement axée vers l'avenir et profondément préoccupée par la relation d'objectifs à des décisions collectives. Ainsi, tant pour Dror (1973) que pour Friedman (1971), la planification territoriale se définit comme un processus de définition d'objectifs en vue d'améliorer une situation future au niveau du territoire. Le succès de la réalisation des objectifs définis lors de la planification territoriale réside, essentiellement, dans la mobilisation de tous les acteurs du milieu pour participer à la définition et à la priorisation de ces objectifs. C'est cette mobilisation de tous les acteurs du milieu qui permettra à la longue à ces derniers de s'approprier les objectifs de développement de leur territoire et permettra de faire émerger une dynamique de développement territorial.

Malgré toutes les vertus qu'on attribue généralement à la planification territoriale, Proulx (1993) en a recensé plusieurs limites. Ces limites se manifestent en fait dans la



pratique de la stratégie de planification. Ainsi, dans sa mise en œuvre, au Québec, la planification est confrontée à des problèmes de consensus collectif, de solidarité communautaire et de volonté de collaboration des multiples organisations concernées. Mintzberg (2004), quant à lui, est encore plus acerbe en ce qui concerne la planification stratégique, même si son analyse n'est pas ici spécifique aux organisations territoriales. Ainsi en s'attaquant à toute forme de structures organisationnelles, cet auteur commence par faire une nuance entre planification et stratégie avant de montrer que c'est cette nuance qui finit par devenir un piège pour la planification elle-même. En effet, la stratégie étant habituellement définie par le « top » ; il n'est pas étonnant que le « down » ne s'implique pas toujours dans la planification de cette stratégie. Une autre faille que Mintzberg (2004) trouve à la planification stratégique est son obsession à vouloir tout contrôler. Cette obsession du contrôle limite la créativité et empêche ainsi tout changement important. En somme pour l'auteur, la stratégie ne peut être planifiée. Cependant que ce soit Henry Mintzberg ou Marc-Urbain Proulx, les auteurs ne remettent pas en cause la pertinence de la planification stratégique comme modalité d'organisation de la structure organisationnelle. Ils proposent plutôt tous deux des stratégies pour que la planification puisse réellement favoriser une prise en main collective du destin commun au niveau des structures organisationnelles.

Plusieurs théories<sup>73</sup> ont tenté d'expliquer les motivations à la participation à une action collective comme les actions de développement. Pour Schneider et Libercier (1995), favoriser la participation des individus signifie leur donner du pouvoir dans les prises de décision tout au long des étapes du processus de développement (diagnostic, projet, animation et formation-développement). Ainsi, les individus doivent être impliqués dans les différentes étapes de la mise en œuvre du processus de développement local et également dans les processus de contrôle et d'évaluation. « Une simple consultation des populations ne peut plus être considérée comme suffisante et la participation ne peut plus se

---

<sup>73</sup> Parmi ces théories, nous pouvons citer : les théories du comportement collectif, les théories de la mobilisation des ressources, la théorie de l'action collective d'Alain Touraine et la théorie de la révolution silencieuse de Ronald Inglehart

résumer à la mise en place d'activités définies à l'avance par des intervenants extérieurs » (Schneider et Libercier, 1995 : 10-11). Pour Comeau (1994), ce sont les situations d'inégalités, de mécontentement ou de frustration qui incitent les individus à participer à une action collective. Plus les individus sont confrontés à des changements économiques qui les placent dans une situation de rareté, plus ils sont favorables et disposés à l'action collective comme moyen de correction et d'amélioration de leur condition. Ainsi, la privation accroît le potentiel de participation des groupes sociaux. Ces individus utilisent alors des ressources, mobilisent des réseaux et mettent de l'avant des stratégies pour arriver à apporter du changement. La participation à une action collective est ainsi motivée par la recherche d'un changement social.

La participation des populations consiste pour elles à exercer effectivement l'intégralité des pouvoirs à elles conférés en matière d'initiative et de décision dans les choix et dans la mise en œuvre des actions et programmes qui concernent leur avenir (Schneider et Libercier, 1995). Cependant, dans un contexte où les attentes sociales et les normes culturelles orientent la participation des individus dans les processus de planification territoriale, il importe de définir des stratégies qui permettent à tous les individus de participer de manière équitable<sup>74</sup> à la résolution des problèmes de leur territoire.

Le territoire, rappelons-le, est un espace géographique résultat historique d'une construction sociale (Vernières, 2009). De ce fait, le territoire se trouve influencé par le système social des sexes connu sous le nom de « patriarcat ». « Le système de domination patriarcal traduit la suprématie du masculin comme agent de transformation de l'environnement et de régulation des rapports sociaux » (Brisson, 1982 : 168). Le patriarcat

---

<sup>74</sup> « Équité : Notion de la justice naturelle dans l'appréciation de ce qui est dû à chacun-e. On parle donc d'une conception de la justice naturelle qui n'existe pas dans les lois en vigueur. Cette notion exigerait qu'on traite de la même manière celles et ceux qui sont semblables, et de manière différente celles et ceux qui sont différents, ce au nom de la justice. Notion ambiguë qui renvoie à un monde hiérarchisé où l'on recherche l'amélioration des conditions et non leur transformation. C'est au nom de l'équité que l'on demande la parité. l'égalité des salaires pour un travail de valeur égale » (OIF, 2002 : 41).

se manifeste dans toutes les dimensions des organisations ou des activités territoriales comme la production, le financement des activités de production, l'appui-conseil dans la conduite des exploitations, etc. Pour déterminer l'influence du patriarcat dans les organisations territoriales, il est opportun d'effectuer une analyse différenciée selon le sexe. Cette analyse permet de relever les différences d'impacts entre les femmes et les hommes. L'analyse différenciée selon le sexe permet également la reconnaissance des savoirs et des pratiques des femmes dans les enjeux économiques au niveau du territoire. La prise en compte du genre devient ici un impératif pour la résorption des inégalités dans la construction de l'organisation territoriale.

Selon Pecqueur (2000), le développement local est d'abord « une logique d'acteurs ». Dans cette logique, tout acteur du territoire peut intervenir car le développement local favorise la concertation. L'acteur est l'individu de la communauté qui dispose d'une capacité propre de conscience et d'autonomie pour intervenir dans la résolution des problèmes qui affectent sa communauté. L'acteur s'oppose ici au « dirigeant » qui lui est un gestionnaire. Dans une perspective de changement, l'acteur prend des initiatives dans sa communauté quelle que soit la position hiérarchique qu'il occupe dans la société.

Les chercheurs du groupe de recherche interdisciplinaire de l'Est du Québec (GRIDEQ) ont choisi de centrer l'objet de leur étude sur l'interaction entre « les acteurs et les actrices » et les différentes logiques structurelles (Fournis, 2012). Les acteurs sont ici au centre de la recherche. Les acteurs sont des hommes et des femmes qui produisent, échangent, exercent une influence, formulent des enjeux, prennent des décisions, élaborent des normes, établissent des consensus, résolvent des problèmes ou des conflits (GRIDEQ, 1993). De ce fait, la mobilisation des acteurs est un enjeu majeur. Les acteurs doivent s'organiser pour contrôler leur milieu de vie. Plusieurs auteurs (Anadon et al, 1990 ; Masson et al 1989; Semblat-Frère, 1997; etc.), rappelons-le, ont montré qu'au niveau des territoires ruraux, les femmes se sentent encore plus concernées que les hommes par

l'avenir du territoire étant donné qu'elles sont plus affectées dans leur vie quotidienne par la carence des infrastructures et par les difficultés d'insertion économique.

Nous savons maintenant que d'une vision humaniste et sociale, le développement local s'oriente de plus en plus vers une vision territoriale (Denieuil, 2005). Dans un tel contexte, l'interaction entre les acteurs s'avère indispensable pour mener une action de concertation. Nonobstant, l'approche de développement économique local intègre parfois des mesures d'amélioration des conditions de vie et de développement communautaire.

### **3.3.1.3 L'approche de développement communautaire**

Le développement communautaire vise à aider et à donner du pouvoir aux plus faibles et aux désavantagés dans la société. Cette aide peut consister à créer des emplois pour ce groupe en vue de contribuer à leur développement personnel. La rentabilité et la pertinence économique ne sont pas l'objectif premier du développement communautaire. L'approche de développement communautaire relève davantage des politiques sociales que des politiques économiques. Cette approche s'identifie à un processus organisationnel conduisant vers des objectifs de développement culturel, social et économique (Tremblay, 1999).

Plusieurs auteurs (Épenda, 2003; Joyal, 2002; Osmont, 1995, etc.) relèvent qu'en Afrique, et dans les pays du Sud en général, le développement local n'est pas systématiquement synonyme de création d'emplois. C'est un processus qui a plutôt des tendances communautaires. L'objectif est de faciliter l'accès des populations aux infrastructures socio-économiques de base (Joyal, 2002) et de leur inculquer la gestion intégrée des ressources. D'autres auteurs identifient les initiatives dites « populaires » en Afrique à des pratiques de développement local (Osmont, 1995).

L'approche de développement économique communautaire permet de faire le lien entre le développement économique et le développement communautaire.

#### **3.3.1.4 L'approche de développement économique communautaire**

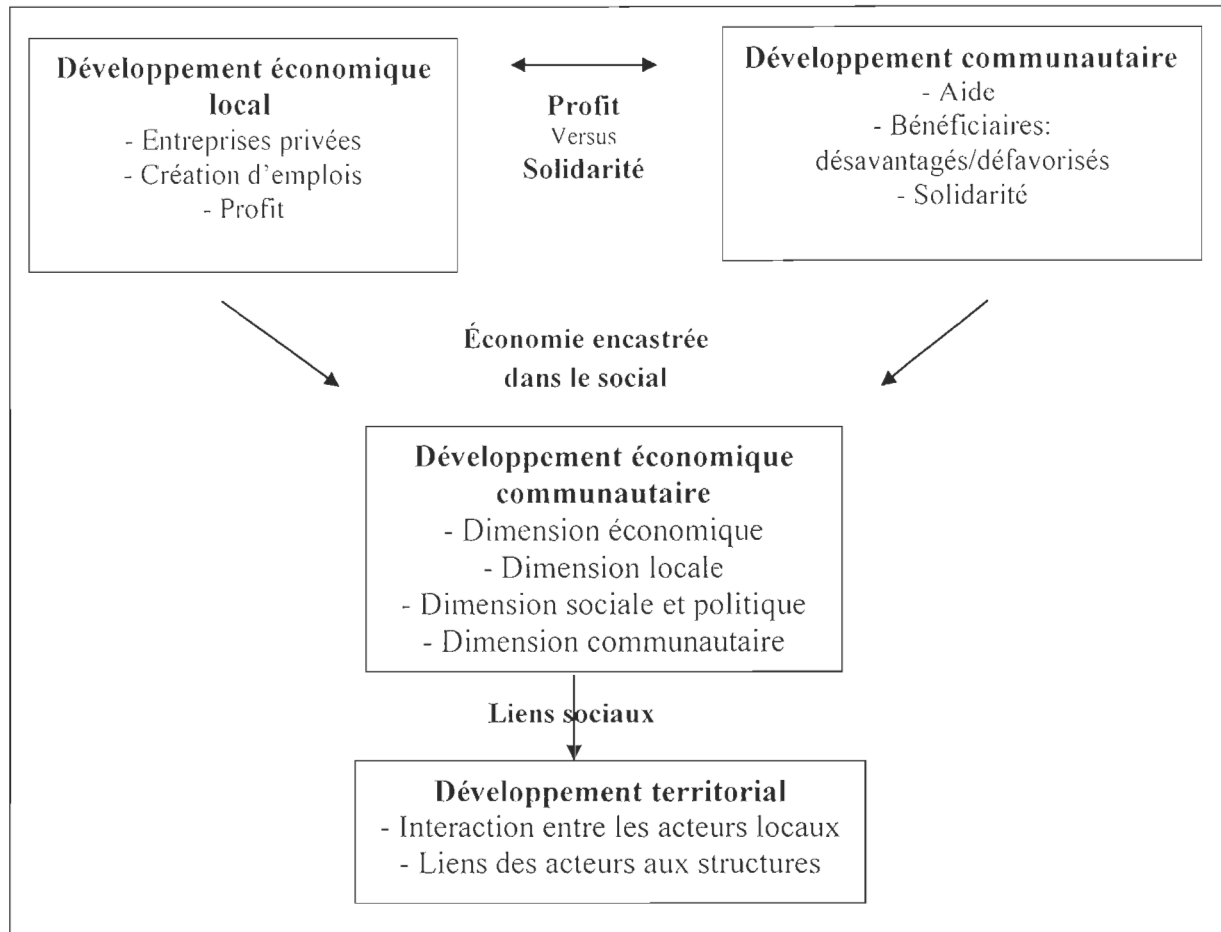
L'approche de développement économique communautaire (DÉC) a été développée au Québec à partir des expériences de développement local en milieu urbain mise en œuvre notamment par les Corporations de développement économique communautaire (CDÉC). Cette approche permet de faire un lien entre le développement économique et le développement social. De ce fait, elle favorise l'émergence d'entreprises d'économie sociale. Les initiatives de développement économique communautaire visent la revitalisation de collectivités en déclin. Les instances mobilisatrices sont ici des organismes de développement communautaires (CDÉC, CDC, SADC, etc.). Le développement économique communautaire comprend quatre dimensions : la dimension économique (la mise en œuvre d'activités de production et de vente de biens et services), la dimension locale (la valorisation des produits locaux), la dimension sociale et politique (la revitalisation économique et sociale d'un territoire impliquant la réappropriation par la population résidente de son devenir économique et social) et enfin la dimension communautaire (la primauté du caractère communautaire dans les modes de vie et du caractère associatif dans les stratégies de revitalisation). L'approche du DÉC est une approche globale de revitalisation économique et sociale des collectivités rurales et urbaines (Favreau et Lévesque, 1996).

Pour Lévesque (1999 : 3), l'évolution et la diversité des approches du concept de « développement local offre des opportunités intéressantes pour repenser les rapports entre l'économie et le social ». Pour Proulx (1998), « le local » s'est complexifié avec l'approche territoriale. Lévesque (1999) rajoute qu'en plus du territoire, cette complexification se réalise également du point de vue des liens sociaux. Ainsi,

...la proximité des fournisseurs, l'implication des travailleurs, la différenciation par la qualité poussent à une redécouverte du local, voire à sa revalorisation. Par ailleurs, la revalorisation de l'échelle locale offre plusieurs avantages du point de vue de la démocratisation. Ainsi, le nouveau local permet une prise en main des services par les populations directement concernées, il réduit l'éloignement et éventuellement la bureaucratie. Dans cette visée, la redéfinition du local s'accompagne d'une redéfinition non seulement des rapports entre l'économique et le social mais également de leur contenu respectif (Lévesque, 1999 : 10).

Par « social », il faut attendre « lien social et capital social ». Même si le social est habituellement défini en rapport aux problèmes sociaux engendrés par le développement économique, il peut aussi se rapporter à l'ensemble des rapports et liens sociaux et donc au capital social (Lévesque, 1999). Suivant une perspective territoriale, les théories du développement régional renouvellent l'angle d'analyse de l'entrepreneuriat communautaire (Comeau et Favreau, Lévesque et Mendel, 2001; Favreau, 2003; Fontan, Klein et Tremblay, 2004 et 2005; Lévesque, 1999, etc.). Le territoire se définit « tout à la fois comme un lieu d'ancrage et d'identité (le vivre ensemble), un lieu de développement (mise en valeur des ressources locales) et un lieu d'exercice de la démocratie de proximité (la citoyenneté active) » (Favreau 2003 : 18). Ainsi quatre repères révèlent la portée socio-territoriale de l'entrepreneuriat communautaire : un ancrage territorial porteur d'innovations (organisationnelle), un rapport aux nouveaux mouvements sociaux de portée locale, une interface entre pouvoirs publics et organisations communautaires et enfin une gouvernance territoriale (Sambou, 2007).

La figure 9 présente les principales bases théoriques du développement local suivant une juxtaposition des buts des approches du développement économique local, du développement territorial, du développement communautaire et du développement économique communautaire.



**Figure 9** : Les principales approches théoriques du développement local

Dans le cadre de notre recherche, nous retenons une approche territoriale du développement local. Il s'agit maintenant de préciser ce que nous entendons par approche territoriale du développement local.

### 3.3.2 DÉFINITION DU CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Nous optons pour une approche territoriale du développement local. Il s'agit d'une approche intégrée du développement local. C'est une approche qui intègre à la fois l'approche de développement économique local, l'approche de développement communautaire et l'approche de développement économique communautaire. Dans ce sens, l'approche sous laquelle Louis Favreau et ses collaborateurs étudient le développement

local nous semble pertinente pour notre recherche. Nous retenons alors que le développement local se définit comme une approche territoriale de la conception et de la mise en œuvre des projets de développement économique et social par les populations à travers les organisations locales (Favreau et Fréchette, 1999). Cette approche territoriale vise la résolution des problèmes sociaux par un auto-développement économique et social des communautés locales vivant dans un contexte de pauvreté (Doucet et Favreau, 1992). Dans ce contexte, le développement local est un processus par lequel les populations d'un territoire donné décident de prendre en main les mécanismes qui vont concourir à l'amélioration qualitative de leurs conditions d'existence et à la valorisation des paramètres économiques de leur territoire. Ces mécanismes doivent tenir compte d'un système de création de richesse à partir des ressources propres du territoire. Dans la mise en œuvre du processus de développement local, les populations du territoire définissent une vision d'avenir et les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. Ce faisant, tout processus de développement local se définit par rapport à certains éléments et obéit à des principes.

### 3.3.3 LES PRINCIPES ET LES ÉLÉMENTS DU PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Quatre principes fondamentaux nous semblent fonder toute stratégie classique de développement local. Ce sont les principes de subsidiarité, de complémentarité des compétences, de compétitivité et de solidarité<sup>75</sup>. Tous ces principes rythment avec trois éléments qui définissent les approches de développement local. Ce sont : le territoire, le projet de territoire et le partenariat. Ces éléments de développement local doivent pouvoir s'intégrer parfaitement dans un processus. Tout processus de développement local peut se résumer en quatre étapes : le diagnostic, le projet, l'animation et la formation-développement (Joyal, 1997). Notons, toujours avec Joyal (1997), que la référence au développement local s'accompagne toujours de l'expression « stratégies ». Pour Gouttebel (2001 : 164), « la stratégie organise l'utilisation des forces ». La stratégie peut aussi être

---

<sup>75</sup><http://www.agroconsultants.com/documents/fichier-I-MCasteran.Diagnostic-Dev-Local-Niger.pdf>, consulté le 14 juin 2009.



définie comme l'art de combiner des actions dans un but déterminé<sup>76</sup>, ou encore l'art de combiner des méthodes et des outils. Le développement local consiste ainsi à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies concertées pour le développement intégré des territoires. Les approches de développement local placent « l'acteur » au centre du développement des territoires. L'acteur, dans son territoire, développe des échanges avec d'autres acteurs pour créer une « dynamique d'acteurs ». Cette dynamique des acteurs joue un rôle essentiel pour le développement territorial. Cependant, la dynamique de développement territorial ne naît pas dans le « vide ». Il faut que les acteurs locaux entreprennent des actions à cet effet. L'entrepreneuriat est justement défini comme un processus qui apporte des changements socio-économiques.

Une recension des écrits scientifiques dans le domaine de l'entrepreneuriat montre que plusieurs disciplines se sont intéressées à ce domaine : la théorie économique, la sociologie, la sociologie économique, la psychologie, les sciences de la gestion, le développement régional, etc. Ces disciplines ont étudié l'entrepreneuriat selon plusieurs approches.

### **3.4 LES FONDEMENTS THÉORIQUES DU CONCEPT D'ENTREPRENEURIAT**

Nous présentons ici les différentes approches du concept d'entrepreneuriat, les formes d'entrepreneuriat et les types d'entrepreneurs.

#### **3.4.1 LES DIFFÉRENTES APPROCHES DU CONCEPT D'ENTREPRENEURIAT**

Selon Fayolle (2002), les recherches sur l'entrepreneuriat se résument selon trois approches fondamentales : l'approche fonctionnelle, l'approche sur les individus (approche

---

<sup>76</sup> <http://dictionnaire.tv5.org/dictionnaires.asp?Action=1&mot=stratégies&che=1>, consulté le 02 Novembre 2010.

comportementale) et l'approche par les processus (voir tableau 13). À ces trois approches, nous ajoutons l'approche territoriale.

**Tableau 13** : Une vue organisée et synthétique des recherches en entrepreneuriat

QUESTION PRINCIPALE	WHAT (APPROCHE FONCTIONNELLE)	WHO / WHY (APPROCHE SUR LES INDIVIDUS)	HOW (APPROCHE SUR LES PROCESSUS)
ÉCHELLE DU TEMPS	200 dernières années	Depuis le début des années 50	Depuis le début des années 90
DOMAINE SCIENTIFIQUE PRINCIPAL	Économie	Psychologie, Sociologie Psychologie cognitive Anthropologie sociale	Science de gestion Science de l'action Théories des organisations
OBJET D'ÉTUDE	Fonctions de l'entrepreneur	Caractéristiques personnelles. Traits des individus entrepreneurs et entrepreneurs potentiels	Processus de création d'une nouvelle activité ou d'une nouvelle organisation
PARADIGME DOMINANT	Positivisme	Positivisme Sociologie compréhensive	Constructivisme Positivisme
MÉTHODOLOGIE	Quantitative	Quantitative Qualitative	Qualitative Quantitative
HYPOTHÈSE DE BASE	L'entrepreneur joue / ne joue pas un rôle important dans la croissance économique	Les entrepreneurs sont différents des non-entrepreneurs	Les processus entrepreneuriaux sont différents les uns des autres
LIEN AVEC LA DEMANDE SOCIALE (QUI EST INTÉRESSÉ PAR ...)	État, collectivités territoriales Responsables Économiques	Entrepreneurs Entrepreneurs potentiels Système éducatif Formateurs	Entreprises, Entrepreneurs Entrepreneurs potentiels Éducateurs et formateurs Structures d'accompagnement et d'appui des entrepreneurs

Source : Fayolle (2002 : 7)

### 3.4.1.1 L'approche fonctionnelle

L'approche fonctionnelle de l'entrepreneuriat est une approche économique. Les économistes s'attachent ici à décrire les fonctions remplies par l'entrepreneur. Ils s'intéressent à ce que fait l'entrepreneur. Ces auteurs analysent le concept de l'entrepreneuriat sous l'angle de la création d'une organisation génératrice de richesse. L'examen des écrits scientifiques sur le sujet (Tounès, 2003a et 2003b; Verstraete et Marchesnay, 2000; etc.) montre que quatre grandes fonctions entrepreneuriales ont été envisagées : le preneur de risque (Cantillon, 1755), la combinaison des facteurs de

production (Say, 1803), la fonction d'innovation (Schumpeter, 1911) et la fonction d'arbitrage<sup>77</sup> (Kirzner, 2005). Bygrave et Hofer (1991) ainsi que Gartner (1985) ont fait leur analyse sur l'entrepreneuriat sous l'angle de la création d'une organisation génératrice de richesse. Ils s'inscrivent ainsi dans l'approche fonctionnelle. Pour Fayolle (2012), cette approche économique se donne pour objet de saisir l'impact de la création d'entreprise et le rôle des entrepreneurs dans le développement socioéconomique.

### 3.4.1.2 L'approche comportementale

L'approche comportementale de l'entrepreneuriat est une approche psychologique. Les recherches sur l'entrepreneuriat portent ici sur le créateur d'entreprise et sur ses caractéristiques psychologiques. Ces recherches se sont articulées essentiellement, comme le note Hernandez (1999), autour de trois thèmes : le besoin d'accomplissement du créateur (Palmer, 1987, McClelland, 1961), l'internalité du lieu de contrôle (Hanzmark, 1998) et la prise de risque (Belley, 1990). Les chercheurs distinguent les créateurs des non créateurs. Aussi, mettent-ils en évidence les critères distinctifs entre ceux qui réussissent et ceux qui ne réussissent pas. Ils s'intéressent dans cette approche à un aspect plus psychologique. Il s'agit de comprendre pourquoi certains individus décident de se lancer dans la création d'entreprise et d'autres pas (Hernandez, 1999).

Pour Kilby (1971), qui a étudié la problématique entrepreneuriale dans les pays en voie de développement, l'explication économique ou psychologique de l'entrepreneuriat n'est pas prédominante dans ces pays. Pour cet auteur, c'est plutôt la thèse weberienne<sup>78</sup> qui peut servir pour expliquer l'entrepreneuriat dans les pays du Sud.

---

<sup>77</sup> Lorsqu'un excédent d'offre apparaît sur certains marchés et un excédent de demande sur d'autres, l'entrepreneur trouve l'occasion d'exercer son intuition par des arbitrages plus ou moins complexes sur les opérations d'achat et de vente. Il essaiera de satisfaire les demandeurs frustrés en utilisant les biens et les services disponibles sur les marchés excédentaires, il obtiendra pour cela un revenu : le profit. Les arbitrages, qu'il effectue, ramèneront l'économie vers l'équilibre (Tounès, 2003).

<sup>78</sup> Dans son texte fondamental, *l'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Max Weber (1905) soutient qu'il existe un lien significatif entre les valeurs préconisées par le protestantisme, telles le dur labeur et l'accumulation de l'argent, et la montée du capitalisme. Dans cette perspective, l'entrepreneur est celui qui

### 3.4.1.3 L'approche par les processus

L'approche par les processus, comme le souligne Fayolle (2002), fait référence à des notions essentiellement empruntées à la théorie des organisations : l'émergence organisationnelle (Chrisman, 1999 ; Hernandez, 2001 ; Bouchikhi, 1990 ; Verstraete, 2000) et l'opportunité entrepreneuriale (Shane et Venkataraman, 2000). Cette approche se veut complexe et multidimensionnelle. Ici, les auteurs s'orientent vers les notions d'opportunités, de prise d'initiatives, d'autonomie, de conduite du changement, d'évaluation et de l'acceptation des risques (Assoune, 2006). Pour Fayolle (2002), l'étude des processus est aujourd'hui au cœur de nombreux travaux dans le domaine de l'entrepreneuriat.

Tounès (2003b), quant à lui, explique que l'approche par les processus repose sur les deux autres approches de l'entrepreneuriat définies par Fayolle (2002), à savoir l'approche fonctionnelle et l'approche comportementale. En effet, l'approche par les processus fait appel aux variables psychologiques, culturelles, sociales, politiques et économiques des approches fonctionnelle et comportementale. L'approche par les processus inscrit ces variables dans une dimension dynamique et complexe. En effet,

La démarche processuelle a pour objet d'analyser dans une perspective temporelle et contingente, les variables personnelles et environnementales qui favorisent ou inhibent l'esprit d'entreprise, les actes et les comportements entrepreneuriaux [...] A. Shapero et L. Sokol (1982 : 78) sont les premiers qui ont éclairé l'optique processuelle du phénomène entrepreneurial. Ils tentent de comprendre le déclenchement d'un événement entrepreneurial en le corrélant avec des facteurs situationnels et individuels (Tounès, 2003 : 35).

---

incarne au plus haut point les valeurs du capitalisme (Diakité, 2004). Pour Diakité (2004) qui a étudié les facteurs socioculturels de l'entrepreneuriat en Guinée, la thèse de Weber est une analyse culturelle. Or, la seule approche culturelle ne saurait expliquer l'entrepreneuriat dans les pays du Sud. Il faut prendre en compte d'autres facteurs tels les conditions politiques et économiques.

À ces trois approches de l'entrepreneuriat définies par Fayolle (2002), nous rajoutons l'approche territoriale.

#### **3.4.1.4 L'approche territoriale de l'entrepreneuriat**

L'approche territoriale de l'entrepreneuriat est une approche d'économie régionale. Les chercheurs de cette discipline mènent des réflexions sur la relation entre les entreprises et le territoire. Ces réflexions ont débuté avec l'approche du « district industriel » d'Alfred Marshall (1890 et 1919) et se sont poursuivies avec l'approche du milieu innovateur de chercheurs européens (Aydalot, Keeble, Camagni, Maillat, Perrin, Quévit et Senn) du GREMI<sup>79</sup>. Des stratégies de développement régional misant sur l'entrepreneuriat ont ainsi été développées. Ces stratégies se structurent autour de deux axes principaux : (1) la localisation optimale des entreprises et les économies d'agglomération et (2) les avantages liés à l'innovation et à la création de systèmes territoriaux d'innovation.

L'analyse de l'approche « district industriel » met en exergue la place capitale des économies d'agglomération dans la pensée économique spatiale. Les économies d'agglomération dérivent de la proximité physique des entreprises. Cette proximité physique suit une logique de localisation dans l'espace. La localisation dans l'espace est influencée par des forces centrifuges et des forces centripètes. Les forces centripètes favorisent la concentration. La concentration, elle, permet d'augmenter les gains de productivité. Notons qu'il existe plusieurs formes de concentration : la concentration qui favorise les économies d'échelle (rendements décroissants), la concentration qui repose sur le principe d'externalités et la concentration qui favorise les économies d'urbanisation. La concentration qui repose sur le principe d'externalités réfère à la conception de Marshall. L'hypothèse en est que la concentration géographique des activités économiques génère des gains de productivité. Pour Marshall, les externalités liées à la concentration d'entreprises relève de la disponibilité des intrants et des services spécialisés, la formation d'un marché

---

<sup>79</sup> Groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs.

de travail, l'échange d'information et la diffusion de technologies. Les entreprises ont de ce fait intérêt à se situer près d'autres entreprises pour profiter de la localisation dans une même zone qui présente des avantages comparatifs (infrastructures, sous-traitants, main d'œuvre, débouchés, etc.). Ceci produit pour chaque entreprise des économies externes (externalités) et des économies de localisation. Nous comprenons alors que la localisation optimale des entreprises et les économies d'agglomération provenant des places centrales sont des voies par excellence pour favoriser le développement régional. Cette approche se situe beaucoup plus dans une optique de développement « descendant » et occulte de son cadre d'analyse les dynamiques qui sont impulsées par les tendances de développement endogène.

L'approche de développement endogène ou développement « par le bas » encourage les initiatives locales. Ces initiatives locales multiplient les retombées dans la région et déclenchent ce faisant un processus d'accumulation qui s'accélère graduellement (Julien, 2005). La croissance est ici suscitée non pas par des facteurs externes mais par une mobilisation des ressources intérieures de la région (MDEIE<sup>80</sup>, 2006). Les tendances actuelles en matière d'approches de développement régional misent sur la mobilisation des ressources intérieures des régions plus spécifiquement sur les regroupements d'entreprises locales. Ces regroupements d'entreprises constituent des « stratégies locales de développement territorial » (Gouttebel, 2001) et sont désignés par le nom de « systèmes territoriaux de production » (STP). Pour Maillat (2003), un système territorial de production est :

un ensemble caractérisé par la proximité d'unités productives au sens large (entreprises industrielles et de services, centres de recherche et de formation, organismes d'interface, organisations professionnelles, etc.), qui entretiennent des rapports marchands et non marchands d'intensité plus ou moins forte (Gilly, 1987) et qui génèrent une dynamique productive d'ensemble (Maillat, 2003 : 8).

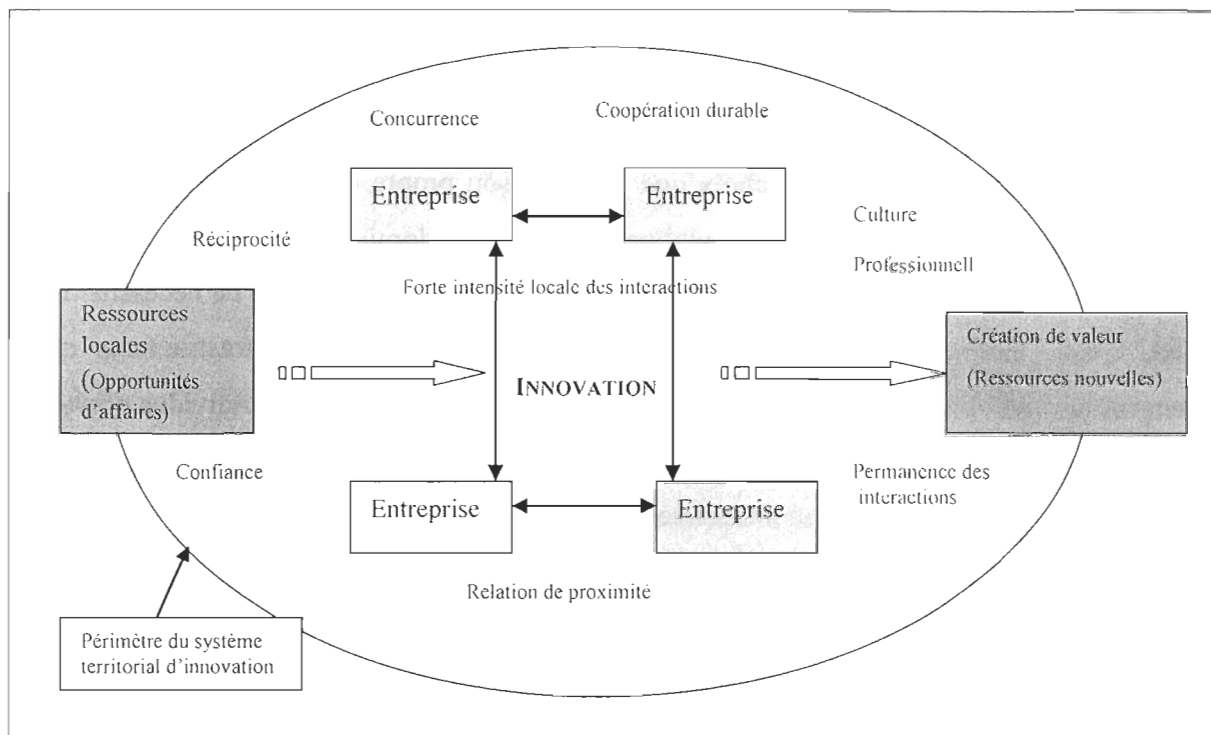
---

<sup>80</sup> Ministère du Développement économique, de l'innovation et de l'exportation.

Vu que l'innovation est, dans notre contexte économique actuel, condition du développement économique, les STP deviennent des STI (systèmes territoriaux d'innovation) comme dans l'approche du milieu innovateur<sup>81</sup>. L'innovation est ici produite par le territoire. Ce faisant, rappelons-le, l'approche de développement économique régional devient une approche de développement territorial. Dans l'approche territoriale du développement, les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle déterminant. Elles constituent en effet un outil de diversification économique et offrent de meilleures possibilités d'alliances « entreprises à entreprises ou entreprises à institutions ». Les théoriciens du développement territorial (Chabault, 2006; Courlet et Pecqueur, 1998; Joyal, 2006 ; Maillat, 2003; Rallet et Torre, 2004; Velt, 2002, etc.) misent alors sur les avantages liés aux regroupements de PME comme facteur de développement local. En effet, les dimensions socioculturelles que sont le degré de confiance et de coopération entre les agents économiques ont un impact majeur sur l'apprentissage et l'innovation qui résultent du fonctionnement de ces systèmes. Ces avantages permettent ainsi de mettre le territoire en état de produire son développement. De ce fait, la trajectoire du développement local se définit dorénavant à l'intersection des logiques des entreprises et de celles des dynamiques du territoire. La figure 10 illustre le processus du développement territorial impulsé par l'entrepreneuriat.

---

<sup>81</sup> C'est dans les années 1980 qu'Aydalot propose l'approche par les « milieux innovateurs » pour répondre à la question du lien entre innovation technique et territoire.



**Figure 10 :** Le développement territorial impulsé par l'entrepreneuriat (Chabault, 2006)

Après avoir décrit les approches de l'entrepreneuriat que nous mobilisons pour notre recherche, nous allons maintenant présenter les formes d'entrepreneuriat.

### 3.4.2 LES FORMES D'ENTREPRENEURIAT

L'entrepreneuriat prend une variété de formes selon le lieu et le temps (Julien, 2005). Nous retenons trois types principaux d'entrepreneuriat : l'entrepreneuriat social ou communautaire, l'entrepreneuriat par opportunité et l'entrepreneuriat de la nécessité. L'entrepreneuriat social ou communautaire est généralement caractérisé par l'activité d'un groupe d'individus qui décèlent un même besoin et qui choisissent d'unir leurs efforts afin de répondre à ce besoin. Il a pour but le changement social et privilégie l'impact social par rapport au profit. L'entrepreneuriat social ou communautaire relève de l'économie sociale. L'économie sociale, quant à elle, relève d'une mobilisation sociale pour animer des



activités économiques combinant initiative et solidarité. L'entrepreneuriat par opportunité se réalise à la suite de la découverte d'une opportunité d'affaire par l'entrepreneur. Ce type d'entrepreneuriat se réalise en général dans le secteur formel. Dans l'entrepreneuriat de la nécessité, l'individu n'a d'autres choix que de créer son propre emploi. C'est une forme d'entrepreneuriat de « survie » qui se réalise en général au domicile de l'entrepreneur. En Afrique de l'Ouest, l'entrepreneuriat relève en général d'un entrepreneuriat de nécessité. En effet, c'est l'inefficience du marché ou le dysfonctionnement des infrastructures qui amènent les individus à se lancer dans des activités entrepreneuriales, ces individus n'ayant d'autres choix pour assurer leur survie. Cependant, lorsque les inefficiences du marché et les dysfonctionnements des infrastructures sont corrigés, il existe moins d'opportunités pour les entrepreneurs. Notons que l'entrepreneuriat de nécessité s'opère généralement dans le secteur dit « informel ». Ce secteur n'est pas réglementé et la concurrence y est vive. Plus de 80% des entrepreneurs de ce secteur sont des femmes. Or, les femmes ouest africaines sont en général analphabètes et ne sont pas formées à la création et au développement d'entreprises. Ceci fait dire à Karim (2000) cité dans un rapport de l'OCDE (2004) que :

Lorsqu'un individu n'est pas capable de comprendre pleinement ce qui se passe autour de lui, et qu'il doit se faire aider, il court alors le risque d'être exploité. C'est malheureusement ce qui arrive à de nombreuses femmes entrepreneurs dans les pays en développement, tant d'Afrique que d'Asie. La combinaison d'un taux d'analphabétisme élevé et d'un statut social faible expose fortement les femmes au risque d'être exploitées et victimes de violences... Tous ces éléments ont des répercussions négatives importantes sur la probabilité de survie d'une entreprise créée par cette catégorie de population (Karim, 2000 cité par OCDE, 2004 : 40).

Par ailleurs, l'entrepreneur doit faire preuve d'une capacité d'autonomie et de pouvoir de décision. Le manque de capacité d'autonomie et de pouvoir de décision des femmes fragilise l'entrepreneuriat féminin en Afrique de l'Ouest. Ceci nous amène maintenant à chercher à comprendre comment s'articule le genre, le féminisme et l'approche par les capacités.

### 3.5 GENRE, FÉMINISME ET APPROCHE PAR LES CAPACITÉS

L'origine du féminisme en tant que mouvement social remonte à la révolution française de 1789. Le mouvement des femmes désigne une mobilisation porteuse d'un projet de société alternatif (D'Août, 2010). Dans ce sens, les féministes ont mené des réflexions critiques sur la corrélation entre les femmes et les pratiques du développement. Ces réflexions ont notamment conduit à l'élaboration du concept de genre. Ce concept, en impliquant une approche du développement « par le bas », offre de bonnes perspectives pour le développement territorial. De plus, avec le concept de genre, les femmes africaines ont mieux « assimilé » le féminisme.

#### 3.5.1 LE MOUVEMENT FÉMINISTE

L'origine du féminisme en tant que mouvement collectif remonte à la fin du 18<sup>e</sup> siècle et s'inscrit dans la cadre général de la révolution française de 1789 (D'Août, 2010). Ont ainsi émergé, en occident, des mouvements de contestations féminines : les précieuses, les puritaines américaines, les révolutionnaires américaines, les suffragettes, etc. Des femmes ont également marqué l'histoire du féminisme : Olympe de Gouges, Louise Weiss, Virginia Woolf, etc.

Depuis le début des années 1960, avec l'émergence dans les pays développés de « nouveaux mouvements sociaux<sup>82</sup> », les mouvements féministes ont fortement contribué à la transformation du statut des femmes mais également à la production de connaissances scientifiques. Le mouvement féministe remet en cause les relations entre les acteurs et les structures. Les contestations sont ici orientées vers des besoins plus qualitatifs comme la

---

<sup>82</sup> L'école des nouveaux mouvements sociaux est un courant de recherche principalement européen qui a pris corps autour des travaux fondateurs d'Alain Touraine (France) pour se développer ensuite avec les analyses de Melucci (Italie), de Offe (Allemagne), de même que les travaux de Kriesi (Suisse), Landermans et Koopmans (Pays-Bas). Avec cette école, les analyses des mouvements sociaux renouent avec une approche purement sociologique. L'école des nouveaux mouvements sociaux lie l'émergence des nouvelles formes d'action collective à l'avènement de la société postindustrielle (Neveu, 1996).

participation, la préservation de l'autonomie et une bonne qualité de vie (Neveu, 1996). Pour Neveu (1996 : 69), « l'enjeu du débat sur les nouveaux mouvements sociaux ne se restreint pas à identifier un renouvellement des formes de la mobilisation. C'est tout un diagnostic de changement social qui se joue, le possible passage dans un nouveau *registre...post-matérialiste* de l'action collective ». Le mouvement féministe désigne une mobilisation porteuse d'un projet de société alternatif. Ce mouvement met en cause la légitimité d'inégalité, prône l'émergence de modèles culturels alternatifs et la transformation de la société par l'influence des politiques publiques. Il s'agit ici de transformer une inégalité en injustice en dénonçant les inégalités dont la société s'accommode. La valeur « égalité » sert à dénoncer le sexisme de la société. Cette dénonciation contribue à faire émerger de nouvelles valeurs et parfois des modèles culturels de développement. De ce fait, le féminisme bouscule et renouvelle le système de normes et de valeurs de la société (Mathieu, 2007). Jusqu'à nos jours, les mouvements contestataires féminins ont permis de profondes transformations dans le statut social des femmes. Ces mouvements contestataires ont également contribué à l'émergence de courants de pensées scientifiques en lien avec les pratiques de développement.

### 3.5.2 L'ÉVOLUTION DES PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT ET DES COURANTS FÉMINISTES

Des féministes ont établi des typologies des courants féministes. Nous allons chercher à comprendre l'évolution des pratiques de développement en fonction des deux grandes approches du féminisme : le féminisme libéral avec l'approche IFD d'une part et les féminismes marxiste-socialiste et radicale et les approches FED et GED d'autre part (Sarr, 1998).

#### 3.5.2.1 Le féminisme libéral et l'approche IFD

Le féminisme libéral émane de la philosophie du libéralisme. Pour les tenantes de ce courant, la société capitaliste engendre des stéréotypes, des préjugés, des mentalités et des

valeurs rétrogrades en défaveur des femmes. Les femmes s'en trouvent ainsi discriminées socialement, politiquement et économiquement. Il faut lutter contre ces préjugés et autres valeurs rétrogrades par une éducation non sexiste et le changement des lois discriminatoires. Pour le féminisme libéral, tous les êtres humains sont égaux. De ce fait, « au fur et à mesure que les femmes obtiendront un accès aux ressources et aux occasions équivalent à celui des hommes, les différences psychologiques devraient s'estomper » (Richer et St-Cyr, 2007 : 45).

Dans les débuts de la mise en œuvre de la notion de développement, les théoriciens de la modernisation (Rostow, 1960; Lewis, 1955; etc.) ont considéré les femmes comme « prisonnières » de la tradition (Degrave et Bähr Caballero, 2006). Dans cette perspective, l'approche du développement concernant les femmes était une « approche assistantielle » ou de « bien-être social ». Il a été mis en œuvre en faveur des femmes des programmes de protection maternelle et infantile, de nutrition, de santé, etc. Les planificateurs du développement ont seulement considéré les femmes dans leur rôle de reproduction. Jacquet (1995) explique que, des études féministes dans les années 1970, ont mis en lumière la problématique des rapports des femmes avec les pratiques et les idéologies du développement. Il s'agissait de relever la corrélation entre les femmes et le développement. Esther Boserup, avec son ouvrage *Women's role in economic development* paru en 1970 est l'une des auteures qui ont souligné le rôle des femmes en tant que partie prenante du développement. Avec l'ouverture de la décennie des Nations Unies pour la femme en 1976, est apparue la dénomination « Intégration des Femmes dans le Développement » (IFD). Influencée par les théories libérales, l'IFD avait pour objectif de réduire les discriminations vis-à-vis des femmes sans remettre en question les structures qui causent ces discriminations. Pour les tenants de l'approche IFD, les inégalités entre les sexes vont s'estomper par elles-mêmes lorsque les femmes deviendront des partenaires économiques à part entière dans le développement (Sarr, 2008).

L'intégration des femmes au développement (IFD), est liée à « l'approche anti-pauvreté » et reconnaît le rôle de production des femmes. Cette approche vise à améliorer leurs conditions de vie à travers de petits projets générateurs de revenus et cela en lien avec leur rôle traditionnel (Degrave et Bähr Caballero, 2006, Young, 1991; etc.). Cependant, l'approche IFD n'a pas permis la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes. Les différentes critiques à cette approche ont suscité des réflexions qui ont conduit à la prise en compte d'autres types de concepts pour favoriser la participation des femmes au développement.

### **3.5.2.2 Les féminismes marxiste-socialiste-radical et les approches FED et GED**

Pour les tenants du courant féministe marxiste et socialiste, les discriminations que subissent les femmes proviennent non seulement des mentalités et autres valeurs rétrogrades mais également du système capitaliste (système économique) lui-même. En effet, le capitalisme, en consacrant le pouvoir des hommes dans la famille et dans la société à travers le patriarcat, favorise l'oppression des femmes. Le système capitaliste doit être renversé et remplacé par la propriété collective. Ceci permettra la réintégration des femmes dans la production sociale (au sein du marché du travail salarié). Pour les tenants du courant radical, la subordination des femmes n'est pas due au système économique mais au système social des sexes, le patriarcat<sup>83</sup>. Ce système de domination est alimenté de nos jours par la pensée rationaliste et scientiste. Le patriarcat explique la domination des femmes par les hommes. « L'expression première du patriarcat se manifeste par le contrôle du corps des femmes, notamment par le contrôle de la maternité et de la sexualité des femmes » (Toupin, 1998 : 22). Le patriarcat se manifeste dans toute la vie sociale (politique, économique, juridique). L'objectif du féminisme radical est de renverser le patriarcat.

---

<sup>83</sup> « Le système de domination patriarcal traduit la suprématie du masculin comme agent de transformation de l'environnement et de régulation des rapports sociaux » (Brisson, 1982 : 168).

Pour le féminisme social, les hommes et les femmes sont fondamentalement différents. Pour ne pas occulter le mode de connaissance des femmes, il est souhaitable de reconnaître la vision féministe du monde. Cette vision a sa place parallèlement à une conception masculine du monde (Richer et St-Cyr, 2007). Les féministes socialistes-marxistes auraient influencé la mise en place de l'approche « Femmes et développement » (FED) au cours de la deuxième moitié des années 1970. Ces féministes, tout comme dans l'approche « Intégration des femmes dans le développement », mettent l'accent sur la production et les activités génératrices de revenus. Pour ces féministes socialistes-marxistes, c'est la position des femmes dans le rapport de production et leur dépendance économique qui produit les inégalités (Sarr, 2008). L'importance est ici donnée non aux stratégies d'intégration des femmes dans le développement mais au lien entre les femmes et les processus de développement. Les féministes socialistes-marxistes lancent ainsi les bases théoriques de l'approche genre (Beaulieu et Rousseau, 2011 : 6).

« L'approche GED [ genre et développement], élaborée au cours des années 80, serait le fruit de réflexions, d'échanges et de confrontation entre des féministes marxistes, radicales, ou issue de l'école de la dépendance, et des mouvements de femmes radicaux des pays du Sud... » (Beaulieu et Rousseau, 2011 : 6). Cette approche se veut plus critique du développement, plus radicale au sens de la transformation des rapports sociaux de sexe, plus relationnelle au sens de l'analyse des rapports inégalitaires hommes/hommes, plus globale en prenant en considération toutes les dimensions de la vie des femmes (Dagenais et Piché, 1994). L'approche genre et développement GED est une approche « par le bas ». En effet, les femmes sont ici les auteures de la définition des problèmes qui les concernent (Bisilliat, 2000). Pour des auteures comme Lafontaine (1995) et Masson (2005), il reste encore beaucoup de travail à faire pour prendre en compte la condition féminine, les préoccupations des femmes et les rapports sociaux de sexe dans le développement « par le bas », autrement dit pour « genrer » le développement régional. Ainsi, « doit-on aujourd'hui envisager...des convergences entre les analyses féministes et celles du développement local, régional...? » (Lafontaine, 1995 : 43). L'outil analytique principal du

GED est l'analyse différenciée selon les sexes. Dans l'approche GED, les femmes initient le développement. Elles n'en sont pas des bénéficiaires passives. L'organisation des femmes est ici primordiale pour atteindre les objectifs du GED. L'approche GED a pour objectif d'intégrer les femmes au développement et d'explorer les capacités des pratiques de développement à transformer les relations sociales en donnant plus de pouvoir aux femmes avec comme but final l'égalité entre les hommes et les femmes. Le GED allie alors égalité et pouvoir (CCCI, MATCH, AQOCI, 1991).

### 3.5.3 L'AUTONOMISATION ET L'APPROCHE PAR LES CAPACITÉS

Les théoriciennes de l'approche genre et développement (GED) visent la reconnaissance de la contribution des femmes à la société et « l'autonomisation<sup>84</sup> » de ces dernières à tous les niveaux. Le concept d'autonomisation renvoie au processus de renforcement du pouvoir, de la participation, des capacités de choix et de négociation, etc.

L'obtention du pouvoir est une approche féministe qui se base sur l'analyse de l'oppression et de la domination dont les femmes sont l'objet dans la société. Cette approche se définit comme l'acquisition d'un droit à la parole et à la reconnaissance sociale (Jacquet, 1995). Pour Hoffman (2003), l'obtention du pouvoir ou l'autonomisation des femmes est un processus qui comprend quatre stades : cognitif, psychologique, politique et économique. Le stade cognitif correspond à la prise de conscience de la réalité et des causes de la domination masculine. Le stade psychologique est en relation avec le développement de sentiments d'estime de soi et de confiance en soi, nécessaire pour prendre des décisions. Au stade économique, l'autonomisation des femmes est en relation avec le développement d'activités génératrices de revenus afin d'acquérir une indépendance économique (non seulement un accès à des ressources ou à des bénéfices mais aussi le contrôle de celles-ci). Enfin, le stade politique implique la capacité d'analyser et de mobiliser son milieu social afin d'y introduire des changements. Le processus d'autonomisation des femmes se réalise

---

<sup>84</sup> L'autonomisation est ici entendue comme la traduction du terme anglais « empowerment ».

tant au niveau individuel que collectif (Hoffman, 2003). Pour plusieurs auteurs (Locoh, 2004; NGabonzima, 2009; Prévost, 2011; etc.), l'essentiel des progrès à réaliser en matière d'autonomisation concerne l'accès des femmes à l'autonomie financière. En effet, « l'autonomie financière doit donner la possibilité aux femmes de gagner en pouvoir au sein de leur couple et de choisir librement la vie qu'elles souhaitent mener » (Prévost, 2011 : 34). Dans ce sens, d'autres auteures (Guérin, 2005; Sabourin, 2000; Sarr, 1998; etc.) sont allées au-delà de l'analyse des rapports sociaux de domination pour montrer dans leurs recherches que l'autonomisation féminine peut se réaliser au travers de l'entrepreneuriat féminin. L'entrepreneuriat est un facteur de création de richesses. Il pourrait ainsi permettre aux femmes d'acquérir une autonomie financière, contribuer à la réduction du taux de pauvreté féminine et améliorer la reconnaissance sociale des femmes. Plusieurs études, menées notamment par le Global Entrepreneurship Monitor (GEM), montrent de façon significative que la croissance économique (donc la réduction de la pauvreté) est fortement liée à un certain nombre de facteurs dont le taux d'activité des femmes (Ponson, 2009). Ce qui justifie bien l'approche féministe qui s'est amorcée dans la recherche sur l'entrepreneuriat depuis les années 1970.

Pour Prévost (2011 : 59), « les approches par le genre ne peuvent être assimilées à des approches féministes ». Ainsi dans le champ de l'économie du développement, les approches par le genre se sont appuyées sur l'approche par les capacités de Sen. Suivant cette approche, les institutions de développement cherchent à cerner et à évaluer les capacités des individus à saisir des opportunités économiques. Ces institutions cherchent également à évaluer la contribution effective de ces individus à la croissance et à lutte contre la pauvreté (Prévost, 2011). Selon Droy (2008 : 128), « la question du genre est très présente dans l'approche par les capacités ». En effet, dans la construction de son approche, Sen s'est inspiré de plusieurs études sur la situation des femmes en Inde. Droy (2008) relève ainsi trois éléments pertinents pour analyser les inégalités de genre suivant l'approche par les capacités : l'approche par les capacités est une approche au niveau de la personne (prise en compte des inégalités intrafamiliales liées au sexe et au statut et prise en



compte du travail domestique), l'approche par les capacités est contextuelle (prise en compte des contraintes sociales, culturelles et économiques qui influencent les choix des individus) et enfin l'approche par les capacités permet d'analyser la chaîne des inégalités et les effets de rétroaction comme par exemple les impacts d'un choc économique sur un ménage.

Dans la suite des travaux d'Amartya Sen, Martha Nussbaum définit une liste de dix « capacités humaines centrales » : la vie, la santé physique, l'intégrité physique, le sens, l'imagination et la pensée, les émotions, la raison pratique, l'affiliation, les autres espèces, le jeu et enfin le contrôle de son environnement (Nussbaum, 2008 et 2012). Pour Nussbaum (2012), l'approche par les capacités permet de répondre à la question : « qu'est-ce que cette personne est capable de faire et d'être »? Ceci renvoie à un ensemble de possibilités et de libertés de choisir et d'agir. Il s'agit aussi du fait qu'une personne puisse réaliser quelque chose (comme se déplacer à bicyclette) ou atteindre un état donné (devenir médecin) (Sen, 2000 cité par Rajaona et Dubois, 2008). L'atteinte de ces résultats nécessite le recours à divers types de ressources : biens, services, droits, etc. Ce sont ces ressources qui sont transformées en fonctionnements. Pour ce faire, toute personne doit s'appuyer sur ses propres spécificités et tenir compte des spécificités et des contraintes de son environnement social. La première condition, pour transformer les ressources en fonctionnements, est l'accès à ces ressources. La deuxième condition est d'utiliser ces ressources pour accomplir des fonctionnements, autrement dit de convertir ces ressources en fonctionnements (Rajaona et Dubois, 2008). Il s'agit ici de fonctionnements dits « réalisés ». C'est ce qu'une personne peut effectivement faire. La capacité d'une personne résulte ainsi de la combinaison de différents fonctionnements. Cependant, le fait d'être capable ne renvoie pas seulement à ce qu'une personne peut effectivement réaliser (à travers divers fonctionnements). Le fait d'être capable renvoie également à ce qu'une personne pourrait réaliser si le contexte venait à changer. De ce fait, dans la notion de capacité, il faut distinguer les fonctionnements réalisés (capacité réelle) et la capacité potentielle. La capacité potentielle traduit « ce qu'une personne serait capable de faire dans d'autres

circonstances en s'appuyant sur sa capacité à choisir parmi différentes réalisations possibles » (Rajaona et Dubois, 2008 : 2). D'où la notion de liberté de choix au sein d'un ensemble de réalisations. La capacité potentielle est ainsi considérée comme une liberté d'accomplissement de ce qu'une personne souhaiterait faire ou devenir (devenir entrepreneur). Pour mesurer le concept de capacité, il faut mesurer les fonctionnements réalisés et les libertés de choix. Selon (Rajaona et Dubois, 2008), « la mesure des *fonctionnements réalisés* ne pose pas trop de difficultés ». Elle peut se faire sur la base d'indicateurs multidimensionnels. Cependant, « la mesure de la dimension *liberté de choix* soulève de multiples difficultés d'ordre théorique mais également méthodologique.

Il est en effet difficile de mesurer des variables relatives à des situations qui demeurent possibles, mais ne sont pas encore réalisées. Il faut déduire, sur la base d'informations déjà existantes dans la population, les capacités potentielles des personnes qui, dans un contexte particulier, auraient une certaine probabilité de réalisation. Ceci requiert la mise au point de méthodes innovantes...elles concernent les aspirations des personnes, leur perception d'une situation donnée, leur sentiment de réussite ou d'échec... (Rajaona et Dubois, 2008 : 4).

L'approche par les capacités permet d'élargir la finalité de l'analyse économique en mettant l'accent sur les capacités d'action et la liberté des personnes. Cette approche va ainsi au-delà des besoins exprimés en termes de consommation ou d'accumulation de biens et dépasse la vision d'une économie basée sur la seule gestion de ressources, de biens et de services. L'approche par les capacités met l'accent sur les personnes avec l'idée de les rendre plus à même (ou capable) de réaliser des choix de vie qu'elles souhaitent pour elles-mêmes et pour les autres. Selon plusieurs auteurs, l'apport incontestable de l'approche par les capacités est le passage des « ressources » aux « capacités » (Rajaona et Dubois, 2008). Pour Nussbaum (2012 : 39), « il ne s'agit donc pas simplement des capacités dont une personne est dotée, mais des libertés ou des possibilités créées par une combinaison de capacités personnelles et d'un environnement politique, social et économique ». Nussbaum (2012) distingue les capacités internes (caractéristiques d'une personne) des capacités combinées (capacités internes auxquelles s'ajoutent les conditions sociales, politiques et

économiques). L'approche par les capacités s'opère dans le cadre des politiques publiques. Tout comme les approches féministes, l'approche par les capacités permet d'expliquer les inégalités de genre (Prévost, 2011).

### 3.5.4 LE CONCEPT DE GENRE

Vinet (2008) explique que c'est dans les années 1950 que l'usage de la notion de « genre » a fait son apparition chez des psychologues américains pour appréhender l'inadéquation sexe/genre observée chez certains patients. En effet,

Jusqu'au milieu du XXe siècle, les travaux (tant francophones qu'anglo-saxons) ayant pour objet d'étude les hommes et les femmes utilisent le terme polysémique sexe, qui renvoie à la fois aux organes sexuels – au corps donc – et à l'identité psychosociale – masculine ou féminine – des individus. Cette polysémie constitue un obstacle à l'appréhension, la compréhension et la théorisation de certains phénomènes, notamment ceux de l'inadéquation normative du genre des individus à leur sexe, ou encore du sexe des individus à leur genre,... (Vinet, 2008 : 57).

Cette notion de genre a été vulgarisée dès 1968 par le psychologue américain Robert Stoller qui s'est appuyé sur les travaux de Money et Hampson (1957). Robert Stoller interroge l'équivalence sexe/genre à la lumière de l'identité sexuelle. Il montre ainsi que le sexe des individus n'est pas le seul support de leur identité sexuelle. Il faut tenir compte de la part de l'élaboration subjective que présuppose cet accès à l'identité sexuelle. Il faut également tenir compte de la part de l'environnement socioculturel, biographique et historique (spatial et temporel) dans l'élaboration subjective de l'identité sexuelle mais aussi de l'identité sexuée. « Cette dernière étant appréhendée en tant que sentiment d'être un homme ou une femme de sa culture, ou encore en tant que degré d'adhésion conformiste du genre – culturellement défini – d'un individu à son sexe (Le Maner-Idrissy, 1997 ; Rouyer, 2007...) » Cité par Vinet (2008 : 58).

Vinet (2008) poursuit en relevant que c'est en s'appuyant sur l'articulation nature/culture développée par l'anthropologue Lévi-Strauss que la sociologue féministe britannique Anne Oakley « renvoie dès 1972 le sexe au biologique et le genre au culturel ». Le genre caractérise alors les attributs psychologiques, les comportements, les attitudes, les rôles sociaux de chaque sexe, etc. De ce fait, le genre renvoie aux caractéristiques attribuées et prescrites à chacun des deux sexes et inclut à la fois les attributions faites par autrui et les postulats et suppositions que nous faisons par nos propres propriétés (identités de genre). Selon Vinet (2008), la notion de genre a été utilisée par les féministes anglo-saxonnes des années 1970 pour interroger la variable sexe et son (més)usage dans les recherches en sciences sociales. Ces féministes contestent alors la catégorisation femmes/nature (capacité reproductive) et hommes/culture afin de mieux appréhender le vécu des femmes.

Le sexe se rapporte à l'ensemble des caractères biologiques qui définissent les différences (biologiques) entre les hommes et les femmes. Ces différences sont innées, universelles et irréversibles. Le genre se rapporte aux attributs psychologiques, aux comportements, aux attitudes, aux rôles sociaux de chaque sexe, etc. qui définissent des différences sociales entre les femmes et les hommes ou les filles et les garçons. Ces différences résultent du processus de socialisation et elles sont acquises et réversibles. Elles varient d'une culture à l'autre (et même à l'intérieur d'une même culture) et sont souvent porteuses d'inégalités selon les contextes (OIF, 2002). Dans ce sens, le genre se traduit bien par l'assertion de Simone de Beauvoir qui dit : « on ne naît pas femme, on le devient ». En effet, dans les sociétés humaines, au départ d'une différence biologique, se construit tout un clivage entre femmes et hommes (Jacquet, 1995). Ainsi,

Porter de l'eau, couper du bois de chauffage, le transporter, sont des tâches dont les hommes africains ne peuvent s'acquitter sans déchoir ou prêter au ridicule. Dans nos sociétés occidentales, cuisiner, torchonner, repriser, repasser, pouponner un enfant sont des tâches que la majorité des hommes évitent. Quant à ceux qui s'y emploient, ils le font le plus souvent, dans des circonstances extraordinaires et les

moments d'exception. Le quotidien et la répétitivité sont encore très largement assurés par les femmes exclusivement (Jacquet, 1995 : 33).

Jacquet (1995) précise que le terme « genre » est devenu un concept complet et opérationnel seulement après l'ajout du caractère interactif entre le rôle des hommes et celui des femmes. En effet, au départ ce terme ne consistait qu'à insister sur le caractère construit des différences entre les hommes et les femmes en se démarquant radicalement du déterminisme biologique. Aujourd'hui, le concept de « genre » analyse les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes. Ce concept est également désigné par les termes de « rapports de genre » et « rapports sociaux de sexe ». Le thème « genre et développement » s'est ainsi imposé au niveau des écrits théoriques. L'approche « genre et développement » se rapporte aux stratégies mises en œuvre pour équilibrer les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes. Le concept de « genre » ne vise pas uniquement à « résoudre les problèmes des femmes ». De ce fait, les femmes sont reconnues, avec les hommes, comme actrices et partenaires des processus de développement.

Selon Jacquet (1995), l'analyse genre se fait selon trois outils principaux : les types d'approches<sup>85</sup>, l'analyse des besoins<sup>86</sup> et la classification des rôles<sup>87</sup> (reproductif, social et

---

<sup>85</sup> Dans les études féministes, le concept de genre se traduit selon deux approches : l'égalité des chances et l'obtention du pouvoir (Jacquet, 1995). L'obtention du pouvoir (Empowerment en Anglais et Capacitacion en Espagnol) est l'approche qui traduit le mieux le concept de genre du fait que sa construction repose sur les rapports et les interactions hommes-femmes. Cette approche a vu le jour dans les années 1975 et a pour objectif d'aider les femmes à acquérir un droit à la parole et à la reconnaissance sociale. Elle est axée sur les besoins stratégiques des groupes-cibles. L'approche de l'égalité des chances quant à elle, a pour but de permettre aux femmes de participer, à part égale avec les hommes, au processus de développement. Cette approche est également axée sur les besoins stratégiques et a été un des thèmes de l'année internationale de la femme en 1975. Contrairement à l'approche de l'obtention du pouvoir, l'analyse des mécanismes de subordination fait défaut dans cette dernière approche. Ainsi, bien que dans l'approche de l'égalité des chances, le point de vue du genre soit considéré dans son aspect interactif (hommes-femmes), il faut reconnaître que la variable politique en est écartée. D'autres approches analysent la situation des femmes sans tenir compte du point de vue du genre. Nous pouvons peut citer entre autres : « l'efficacité », « la lutte contre la pauvreté » et « le bien-être ».

<sup>86</sup> Selon Jacquet (1995), pour s'acquitter de l'ensemble de leurs tâches à l'intérieur de leurs différents rôles les individus dans la société (hommes et femmes en tant que groupe social) ont besoin de moyens de réalisation. C'est la théorie des besoins essentiels. Ces besoins sont classés selon le genre et se distinguent en besoins pratiques et besoins stratégiques. Les besoins pratiques sont des besoins matériels, c'est-à-dire concrets. Les besoins stratégiques sont d'ordre politique et relèvent d'une injustice ou d'une domination. Il faut tenir

économique). Le rôle économique comprend tout travail générant un produit commercialisable. Les activités économiques des femmes se classent suivant trois types : les activités entreprises par les femmes de leur propre chef en dehors du groupe familial en vue de la commercialisation, la production de denrée alimentaires pour l'autoconsommation familiale et enfin les activités génératrices de revenus du groupe familial ou du conjoint. La part des travaux que les femmes doivent réaliser dans le cadre de ces activités génératrices de revenus du groupe familial ou du conjoint sont prioritaires<sup>88</sup> par rapport à leurs propres activités économiques et cela que l'on soit en milieu urbain ou en milieu rural. De plus, il n'est pas garanti qu'elles aient accès aux bénéfices de leurs travaux, la redistribution se faisant selon le bon vouloir du chef de famille. En ce qui concerne la production de denrées alimentaires réservées à l'autoconsommation, cette activité se réalise dans le cadre du rôle reproductif des femmes. Elles ne peuvent, de ce fait, s'attendre à une rémunération. Enfin, pour les activités entreprises de façon autonome, les femmes entretiennent de petits commerces sur les marchés locaux. Dans ce type d'activités, certaines femmes se sont démarquées en Afrique de l'Ouest. C'est le cas des *Mama Benz* (des mamans qui roulent en Mercedes Benz) du Togo<sup>89</sup>. Le contrôle du travail des femmes et de son produit par le groupe familial ou le conjoint révèle la domination dont elles sont l'objet. De plus, le fait qu'elles ne peuvent s'attendre à une rémunération témoigne de ce contrôle social qu'elles ont intégré.

Selon Beaulieu et Rousseau (2011), depuis la fin des années 80, les efforts des féministes en ce qui est des thématiques « femmes/genre et développement » ont consisté à faire appliquer et incorporer l'approche GED et son outil analytique principal, l'analyse différenciée selon les sexes, à l'ensemble des pratiques institutionnelles au sein du

---

compte de ces deux types de besoins dans l'analyse des situations sociales. Les besoins pratiques sont plus visibles dans la société (car concrets). Pour identifier les besoins stratégiques, il faut tenir compte du point de vue du groupe dominé pour dénoncer les inégalités dont la société s'accommode.

<sup>87</sup> La classification des rôles est un outil d'analyse des agents de développement et des concepteurs de projets pour mener à bien leurs interventions.

<sup>88</sup> L'ordre communautaire impose que les femmes réalisent les activités du groupe familial avant leurs propres activités.

<sup>89</sup> Voir Cordonnier, Rita. 1982. *Femmes africaines et commerce : les revendeuses de tissu de la ville de Lomé (Togo)*. Paris : Orstom, 210 p.

dispositif de développement. Ces efforts ont connu leur apogée avec la déclaration d'actions de Beijing (quatrième conférence mondiale de l'ONU sur les femmes de 1995). Plus de quinze ans après la conférence de Beijing, le bilan de ces efforts des féministes serait plutôt mitigé (Beaulieu et Rousseau, 2011). En effet,

Plusieurs observatrices considèrent que, bien que le vocabulaire de l'approche GED soit le plus employé jusqu'à ce jour, il fait trop souvent référence à des analyses et à des pratiques qui tiennent plus de l'approche IFD que de l'approche GED, c'est-à-dire que cette dernière serait souvent vidée de son contenu le plus critique ou subversif. Aussi, l'approche en termes de rapports sociaux de sexe serait négligée : le terme « genre » serait employé au lieu du terme « femmes », mais sans réellement procéder à une analyse des rapports de pouvoir et de leur fonctionnement (Jenson, 2008) cité par (Beaulieu et Rousseau, 2011 : 9).

Le domaine de l'entrepreneuriat est également influencé par des inégalités de genre. Ceci nous amène à faire un lien entre le genre et l'entrepreneuriat.

### 3.5.5 LE GENRE ET L'ENTREPRENEURIAT

Des inégalités de genre dans le domaine de l'entrepreneuriat sont de deux types : les inégalités dans l'accès aux activités professionnelles et les inégalités dans les progressions de carrière et l'accès aux postes de responsabilité (Champy, 2009). De plus, des inégalités d'accès au financement affectent également les femmes entrepreneurs. Toutes ces inégalités s'expliquent notamment par le fait que les valeurs et les attributs de l'entrepreneuriat (prise de risque, esprit aventurier, orientation axée sur la performance, etc.) sont habituellement associés aux hommes. En fait, l'entrepreneuriat a pendant longtemps été une activité exclusivement masculine. Plusieurs études ont montré que les différences entre les femmes et les hommes s'observent au niveau de l'identification des opportunités d'affaires, des motivations entrepreneuriales, de l'intention entrepreneuriale, du mode de financement des entreprises, du type d'entreprise, etc.

Pailot, Chasserio et Poroli (2010) relèvent que malgré l'opposition sexe/genre, plusieurs enquêtes (notamment qualitatives) dans le domaine de l'entrepreneuriat utilisent largement la variable du sexe biologique. Selon ces auteurs, la différence anatomique des sexes n'est pas un problème en soi.

Ce sont plutôt les injonctions *genrées* (historiquement et culturellement construites) qui imposent aux individus de correspondre à des cadres normatifs renvoyant les uns au *féminin* et les autres au *masculin* (catégories et attributs de genre, représentations de la personne sexuée, division sexuelle du travail, etc.) qui peuvent former un carcan au cœur du traitement différencié entre les *sexes* et contribuer au maintien de l'asymétrie entre les hommes et les femmes (Pailot, Chasserio et Poroli, 2010 : 6).

Il serait alors beaucoup plus pertinent d'étudier la façon dont on peut qualifier les relations entre les sexes. Ceci revient à adopter un point de vue de « genre » en analysant le processus social-historique qui conduit à la formation de catégories sexuées. Il faut aussi analyser la manière dont le processus organise l'asymétrie entre ces catégories sexuées. L'objectif est ici de « comprendre comment les représentations du genre peuvent participer à la création des réalités économiques et sociales » (Lee Downs, 2005 cité par Pailot, Chasserio et Poroli, 2010). L'approche par le genre en entrepreneuriat permet ainsi d'élargir l'interprétation des processus sociaux et économiques. Pailot, Chasserio et Poroli (2010) parlent alors de « socialisation entrepreneuriale » pour cerner l'influence du genre dans le champ de l'entrepreneuriat, autrement dit pour comprendre comment les interactions « genrées » peuvent permettre de caractériser l'entrepreneuriat féminin.

Selon Vinet (2008), les conceptions contemporaines sur le genre renvoient au débat nature/culture et s'incarnent dans deux grands courants conceptuels opposés : les différentialistes et les constructivistes. Les différentialistes (ou essentialistes) défendent l'égalité hommes/femmes mais « une égalité dans la différence ». Quant aux constructivistes (ou universalistes), ils contestent l'existence d'une spécificité féminine (ou masculine). La manière de « fétichiser l'état historique des genres » est ici remise en cause.



Pour ces constructivistes, les différences observées entre hommes et femmes dans la société résultent d'une construction sociale légitimée par les rapports de domination.

Suivants les deux conceptions contemporaines du genre, Ahl (2004) a délimité quatre grands domaines de recherche sur l'entrepreneuriat féminin (voir tableau 14).

**Tableau 14** : Les thèmes de recherche en entrepreneuriat féminin

	<b>Thèmes de recherche actuels</b>	<b>Thèmes de recherche étendus</b>
<b>Épistémologie objective</b>	Focalisation sur l'individu et les postulats essentialistes	- Facteurs supplémentaires - Études de situation - Études comparatives
<b>Épistémologie constructiviste</b>	Études de la façon dont les femmes entrepreneures bâtissent leur vie et leur entreprise, comment elles gèrent le genre.	Études de la façon dont les systèmes sociaux sont traversés par le genre et des mécanismes par lesquels le genre est reconstruit

Source : Ahl (2004 :185).

Le genre, comme cadre d'analyse, permet aux théories du développement de mieux prendre en compte les inégalités sociales entre les hommes et les femmes dans les sociétés en vue d'un développement socialement durable. Qu'en est-il pour le genre et le féminisme en Afrique de l'Ouest?

### 3.5.6 LE FÉMINISME EN AFRIQUE DE L'OUEST

Des analystes africains ont estimé que l'objet des mouvements féministes, qui est d'accorder à la femme les mêmes droits qu'à l'homme, ne s'applique pas à la société traditionnelle africaine. En fait, la femme africaine a su se bâtir dans la société traditionnelle une civilisation authentiquement féminine complémentaire de l'authentique civilisation masculine. Mises ensemble, ces deux traditions forment la civilisation négro-africaine (Beugré et Séry, 1975). « Dans une telle perspective, les rapports hommes/femmes n'étaient pas perçus comme antagonistes, mais complémentaires et ne pouvaient faire l'objet de débats » (Sow, 2004 : 53). Selon ces auteurs, c'est avec la

colonisation que la femme africaine a perdu la place primordiale qu'elle avait dans la société traditionnelle.

Plusieurs auteures (Diop, 2004; Kane, 2007; Sarr, 2007; Sow, 2004, etc.), ont relevé que dans les années 1960, les femmes africaines se sont mobilisées auprès de leurs hommes dans des luttes politiques pour l'obtention de l'indépendance de leurs pays. Les femmes africaines, ensemble avec leurs hommes, revendiquaient leur dignité et la reconnaissance de leur spécificité en tant qu'êtres humains. C'est seulement avec les premières conférences mondiales sur femmes (1975-1980), qu'à émergé, en Afrique, « une revendication spécifiquement féministe ». Cette revendication met l'accent sur les conditions de vie des femmes : mariages précoces et forcés, polygamie, grossesses multiples, faible scolarisation, etc. Les féministes africaines se sont évertuées à « opérer une rupture avec les clichés de la femme africaine esclave et bête de somme d'une certaine ethnologie » (Diop, 2004). Pour plusieurs analystes (Sarr, 2007; Sow, 2004, etc.), c'est notamment sur les plans économique et juridique que le colonisateur a provoqué l'exclusion des femmes. C'est pour cette raison que le féminisme africain présente aujourd'hui « deux visages » : un féminisme intellectuel et un féminisme d'essence populaire. Le féminisme intellectuel est porté par des universitaires qui se mobilisent pour des causes d'ordre juridique : lutte contre l'excision, le mariage forcé, le mariage précoce, la polygamie, etc. Ici, les femmes évoluent du terrain social à celui des droits civiques et cela dans le sillage de la conférence de Beijing (1995). Le féminisme d'essence populaire, quant à lui, est porté par les femmes non instruites des milieux populaires. Ici, les femmes affirment leur présence sur la scène économique par la domination de la petite production marchande (Sarr, 2007 et 2008).

En Côte d'Ivoire, et dans les pays ouest africains, le féminisme a connu, au départ, une forte connotation négative. Plusieurs femmes refusaient de suivre un courant qui venait de l'Occident et qui allait à l'encontre de leurs mœurs et de leurs valeurs. Nonobstant, pendant la colonisation, des femmes ivoiriennes ont mené diverses actions contre l'administration coloniale : marche sur la commune de Grand-Bassam (40 km de la ville

d'Abidjan) pour réclamer la libération d'hommes politiques ivoiriens, grèves contre les produits venant de la métropole, refus de ravitailler les Français en produits vivriers, etc. (Sarr, 2001). Parmi ces femmes ivoiriennes, nous pouvons citer Marie Koré et Odette Yacé (Diabaté, 1975). Suite aux conférences mondiales sur les femmes, des Ivoiriennes ont mis en place des organisations féminines pour la défense des droits des femmes et pour la quête du changement social. C'est le cas du Réseau ivoirien des organisations féminines (RIOF) qui regroupe environ 48 organisations. Le cadre associatif est également le support de l'émergence des femmes dans le secteur commercial : c'est le cas des femmes ivoiriennes de l'ethnie gouro qui ont le monopole de la commercialisation de produits vivriers sur les marchés d'Abidjan (Koudou, Kadjo et Dégri, 2012a et 2012b).

Pour Marie-Angélique Savané<sup>90</sup>,

Dans la pratique, le féminisme s'adapte aux réalités culturelles, socioculturelles et socio-économiques d'un pays. Il y a un féminisme théorique mais dans sa pratique c'est évident qu'être féministe au Sénégal, [...] ce n'est pas être féministe en France, ce n'est pas être féministe aux États-Unis parce qu'il fallait partir des réalités sociales qui faisaient que nous on ne voyait pas l'intérêt de dire qu'on va jeter nos soutiens gorge parce qu'on ne porte pas de soutiens gorge traditionnellement [...] (Kane, 2007 :139).

Même si dans ses débuts le féminisme a connu une connotation négative auprès des femmes africaines, il faut noter que le concept de genre, quant à lui connaît une adhésion massive de la part de ces dernières. Dans ce sens, Marie-Angélique Savané, toujours cité par Kane (2007) relève que :

Je pense qu'aujourd'hui il faut redéfinir les contours d'un féminisme des années 2000, du 21<sup>e</sup> siècle [...] et le féminisme du 21<sup>e</sup> siècle pose des problèmes hautement différents, car avec toutes les connaissances qu'on peut avoir aujourd'hui on ne peut continuer à accepter que les femmes soient traitées d'une certaine manière, [...] (Kane, 2007 : 143).

---

<sup>90</sup> Sociologue et féministe sénégalaise.

Pour Kane (2007), les défis du féminisme ouest africain du 21<sup>e</sup> siècle reposent sur les compétences et les capacités des hommes et des femmes à œuvrer ensemble pour le changement social.

### 3.5.7 DÉFINITION DES CONCEPTS DE GENRE ET DE FÉMINISME

Nous retenons que le genre relève d'une construction sociale et culturelle des différences de sexe. Ainsi, le genre se rapporte aux attributs psychologiques, aux comportements, aux attitudes, aux rôles sociaux de chaque sexe, etc. qui définissent des différences sociales entre les femmes et les hommes (les filles et les garçons). Ces différences résultent du processus de socialisation et elles sont acquises et réversibles. Elles varient d'une culture à l'autre (et même à l'intérieur d'une même culture) et sont souvent porteuses d'inégalités selon les contextes. Quant au féminisme, nous convenons avec D'Aoust (2010) qu'il se rapporte à toute entreprise de théorisation ou de pratique sociale qui se veut critique du masculinisme<sup>91</sup> et des hiérarchies reposant sur le sexe. « Par conséquent, il ne suffit pas à une approche d'inclure la notion de genre ou encore de tenir compte des femmes pour qu'elle devienne une approche féministe » (D'Août, 2010 : 4).

Pour Prévost (2011), l'essentiel des progrès à réaliser en matière d'autonomisation concerne l'accès des femmes à l'autonomie financière. En effet, « l'autonomie financière doit donner la possibilité aux femmes de gagner en pouvoir au sein de leur couple et de choisir librement la vie qu'elles souhaitent mener » (Prévost, 2011 : 34). Depuis les années 1970, une approche féministe s'est ainsi amorcée dans la recherche sur l'entrepreneuriat.

---

<sup>91</sup> « Le masculinisme, dans son sens large, peut être caractérisé comme une idéologie qui *prend pour acquis qu'il existe une différence fondamentale entre les hommes et les femmes, [qui] assume que l'hétérosexualité est normale, [qui] accepte sans la questionner la division sexuelle du travail et [qui] cautionne le rôle politique et dominant des hommes à l'intérieur des sphères publiques et privées* (Arthur Britton, cité dans Peterson et Runyan 1999 : 31)» D'Août (2010 : 4).

### 3.6 LE CONCEPT D'ENTREPRENEURIAT FÉMININ

Après avoir situé la pertinence du concept d'entrepreneuriat féminin, nous présenterons les différentes approches sous lesquelles ce concept a été étudié. Il s'agira par la suite de présenter les caractéristiques de l'entrepreneure ouest africaine et ses liens avec le développement économique local et le développement économique communautaire. Pour finir, nous définirons les concepts d'entrepreneuriat féminin et d'entrepreneure dans le cadre de notre recherche.

#### 3.6.1 LA PERTINENCE DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ

La majorité des études dans le domaine de l'entrepreneuriat a été réalisée par des auteurs-hommes à partir de cas d'entrepreneurs-hommes. De ce fait, le cadre d'analyse de l'entrepreneuriat se trouve conditionné en faveur des hommes. Dans ce sens, certains auteurs comme Brush (1992), Cadieux (1999), Lee-Gosselin et Grisé (1990) et Stevenson (1990) ont mis en doute les paradigmes de l'entrepreneuriat pour expliquer l'entrepreneuriat féminin. En effet pour ces auteurs, ces paradigmes sont fondés sur des normes, des valeurs et des comportements établis par et pour les hommes et ne sauraient servir à comprendre la problématique de l'entrepreneuriat féminin. Les recherches sur l'entrepreneuriat féminin trouvent, ici, toute leur pertinence. L'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se veut être une pionnière de la recherche sur l'entrepreneuriat féminin. Cette organisation relève deux principales raisons pour lesquelles l'entrepreneuriat féminin doit être étudié à part:

L'entrepreneuriat féminin doit être étudié à part, pour deux principales raisons. Premièrement, [...] il est reconnu comme une source non négligeable de croissance économique insuffisamment exploitée. Les femmes entrepreneurs créent des emplois pour elles-mêmes et pour d'autres, tout en apportant à la société, du fait de leur spécificité, des solutions différentes pour la gestion, l'organisation et le traitement des problèmes des entreprises, ainsi que pour la mise à profit d'opportunités économiques [...] Deuxièmement, tant la société en général

que les sciences sociales en particulier ne s'intéressent guère à l'entrepreneuriat féminin...De surcroît, la recherche, les politiques et les programmes ont tendance à être *orientés sur les hommes* (OCDE, 2004 : 5).

Depuis les années 1970, une approche féministe s'est amorcée dans la recherche sur l'entrepreneuriat. L'intérêt que les chercheurs portent sur les problématiques associées à l'entrepreneuriat féminin est globalement récent. La recherche dans ce domaine a malgré tout beaucoup évolué depuis plus de trente ans (Amrhar, 2001 ; Carrier, Julien et Menvielle, 2006 ; Onana, 2009). La principale question que les chercheurs se posent sur la problématique de l'entrepreneuriat féminin est la suivante : les entrepreneures diffèrent-elles de leurs homologues masculins ? Cette question est généralement appliquée à quatre thèmes : les caractéristiques psychologiques et sociologiques, la gestion de l'entreprise, le succès en affaires et les difficultés rencontrées (Richer et al, 2007). L'entrepreneuriat féminin a été étudié selon différentes approches.

### 3.6.2 LES DIFFÉRENTES APPROCHES DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ

De la recension des écrits scientifiques que nous avons effectuée, nous retenons que l'entrepreneuriat féminin a été étudié suivant trois approches principales : l'approche comportementale, l'approche managériale et l'approche culturelle.

#### 3.6.2.1 L'approche comportementale

L'approche comportementale de l'entrepreneuriat féminin est relative aux recherches qui portent sur les traits de la personnalité de l'entrepreneure et sur ses motivations dans une perspective comparative hommes/femmes. Certaines de ces études cherchent, implicitement, à démontrer que les traits de personnalité de la femme entrepreneur doivent ressembler à ceux de l'homme entrepreneur. Ces recherches sont les plus nombreuses dans le champ de l'entrepreneuriat féminin. Cependant des études de l'entrepreneuriat féminin sous l'angle des traits de la personnalité réalisées par des auteurs tels que Birley (1989),

Brush (1992) et Campbell (1995) permettent de comprendre que certaines caractéristiques personnelles appartiennent plus spécifiquement aux femmes qu'aux hommes. Ainsi, il semble qu'en général, les femmes entrepreneurs sont guidées par leur système de valeurs personnelles. Ce qui, selon Brush (1992), les pousse à adopter un style de gestion plus féminin et informel. D'autres auteurs comme Lee-Gosselin et Grisé (1990) et Proulx (1995) ont aussi montré que les femmes abordent la vie d'une manière différente des hommes, les femmes ayant un construit social et un système de valeurs propres. En effet :

Les femmes voient le monde des affaires comme un système d'interrelations plutôt qu'une structure divisée en deux entités distinctes composée d'une sphère économique et d'une sphère sociale qui ne se rejoignent pas. Les affaires sont, dans une perspective féminine, intégrées à l'ensemble de toutes leurs activités (Proulx, 1995 : 21-22).

Les femmes entrepreneures entretiendraient également un haut niveau dans la qualité de leurs relations interpersonnelles (Putnam, 1993). Cadieux (1999) relève que « le piège des résultats de ces recherches sur les traits de la personnalité est qu'ils mènent vers l'ébauche d'une image stéréotypée de la femme entrepreneur plutôt que vers une compréhension globale des femmes entrepreneurs dans leur environnement respectif » Cadieux (1999 : 18). En ce qui est des motivations de l'entrepreneure, la question de recherche est de savoir « pourquoi des femmes deviennent-elles entrepreneurs »? Les réponses à cette question sont multiples : le besoin de réalisation, le besoin d'indépendance, la satisfaction économique, l'amélioration du statut social, la recherche d'utilité sociale, la recherche de défi, la conciliation des responsabilités sociale et familiales, etc. (Amhrar, 2001; Cadieux, 1999; Lee-Gosselin et Grisé, 1990; Lee-Gosselin, Housieaux et Villeneuve, 2010; Orhan et Scott, 2001; Starr et Yudkin, 1998, etc.). Les femmes se lanceraient en affaires pour les mêmes raisons que les hommes mais le besoin de satisfaction professionnelle et la recherche de l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle seraient des facteurs de motivation déterminants chez les femmes.

### **3.6.2.2 L'approche managériale**

L'approche managériale de l'entrepreneuriat féminin se rapporte aux recherches qui portent sur les caractéristiques de gestion des entreprises dirigées par des femmes. Carrier et Julien et Menvielle (2006) ont recensé quatre thèmes principaux ayant été abordé dans le champ de l'approche managériale : le style de gestion, la performance, les besoins de formation et le financement (Chaganti, 1986 ; Lavoie, 1990 ; Lee-Gosselin et Grisé, 1985 et 1990; Orhan et Scott, 2001, etc.). Comme dans l'approche comportementale, les recherches ont, ici également, montré que les femmes adoptent un style de gestion plus féminin et plus informel (Brush, 1992). Les entreprises appartenant aux femmes sont généralement des « micro-entreprises ». Les habiletés professionnelles de l'entrepreneure semblent conditionner ce choix. La croissance de ces « micro-entreprises » est particulièrement lente. La faiblesse du financement au démarrage et une modeste vision du devenir de l'entreprise seraient les principaux critères explicatifs de la lente croissance des micro-entreprises des femmes. Les femmes entrepreneurs rencontreraient généralement des problèmes avec la tenue des livres, la gestion financière et la publicité.

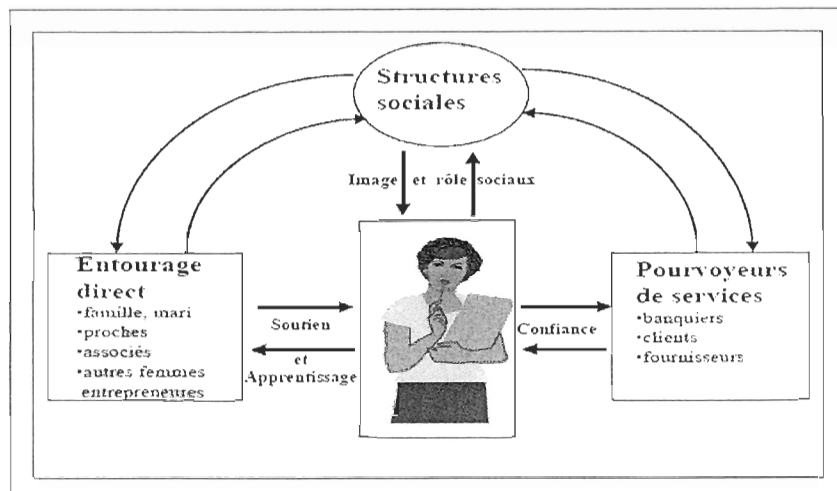
### **3.6.2.3 L'approche par la culture**

L'approche par la culture de l'entrepreneuriat féminin est une approche anthropologique. Elle concerne les recherches relatives à l'entrepreneure dans son groupe social. Cette approche s'attache notamment à la culture du groupe social au travers de ses rites, ses normes de comportement, ses idéaux et ses traditions. Le groupe social produit des règles et des valeurs qui permettent à ses membres, donc aux créateurs d'entreprises, d'avoir une identité collective. « L'entrepreneuriat s'ouvre, aujourd'hui, sur des considérations plus anthropologiques en prenant en compte l'immersion culturelle » (Albagli, 1995 : 25). Ces études cherchent ainsi à savoir si être de sexe féminin est un avantage ou un inconvénient dans la vie d'une entrepreneure. En effet, dans la société, les hommes et les femmes doivent s'engager dans des activités qui correspondent à leur rôle sexuel défini par la culture. Ils sont punis s'ils portent entrave à cette règle. Ainsi, les



facteurs culturels et sociaux maintiennent des stéréotypes qui génèrent des différences de genre en défaveur des femmes dans la démarche entrepreneuriale (Eagly et al, 1995 cité par Amrhar, 2001).

Les auteurs s'attachent ici à mettre en lumière les discriminations envers les femmes entrepreneurs. Ainsi, Lavoie (1979) a relevé plusieurs préjugés dont souffrent les femmes entrepreneurs et qui sont source de discriminations. Amrhar (2001), quant à lui, a regroupé ces préjugés sous trois pôles : les structures sociales et économiques, l'entourage direct et les pourvoyeurs de services (voir figure 11).



**Figure 11** : L'entrepreneure dans son groupe social

Source : (Amrhar, 2001 : 9).

Au niveau des structures sociales et économiques, « elle [la femme entrepreneur] est perçue comme quelqu'un qui n'est pas capable de faire face à la concurrence, de subir les pressions politiques et de comprendre les changements économiques et sociaux, etc. » (Amrhar, 2001 : 5). De ce fait, par exemple, comparées aux hommes entrepreneurs, les femmes entrepreneurs éprouvent plus de difficultés à avoir accès à un crédit bancaire. Au niveau de l'entourage direct (famille, travail et communauté), la femme entrepreneur n'a pas toujours le soutien de son conjoint (Stevenson, 1986). Ce dernier et les enfants ne

participent pas toujours pleinement au travail domestique (Changati, 1986). « Ceci crée un conflit entre le besoin qu'à la femme de combiner les deux responsabilités et sa volonté de réussir dans son entreprise » (Amrhar, 2001 : 7). Au niveau des pourvoyeurs de services (banquiers, clients, fournisseurs, etc.), les fournisseurs et les clients trouvent que la femme entrepreneure manque de sérieux (Lavoie, 1979) et « qu'elle est incapable de faire face aux pressions économiques et sociale surtout dans les secteurs traditionnellement non féminin » (Hisrich et O'Brien, 1981) cité par (Amrhar, 2001 : 7).

Pour Amrhar (2001), la femme entrepreneur ne reste pas passive face aux discriminations qu'elle subit dans son groupe social. En effet,

Les structures sociales et économiques définissent l'image et le rôle de la femme dans la société. La femme entrepreneure, de son côté, redéfinit cette image en travaillant sur la mentalité de ses relations. La femme entrepreneure a tendance à s'entourer principalement de sa famille, surtout son mari, ses proches, ses associés et d'autres femmes entrepreneures. Ces personnes constituent une source de soutien et d'apprentissage pour elle. À son tour, elle est plus à l'écoute et aime partager son expérience. Les relations des pourvoyeurs de services avec la femme entrepreneure sont fonction de la confiance qu'elle peut insuffler par son sérieux, son dynamisme et son professionnalisme (Amrhar, 2001 : 9).

Le tableau 15 fait la synthèse des différentes approches de l'entrepreneuriat féminin que nous avons explorées.

**Tableau 15:** La synthèse des différentes approches de l'entrepreneuriat féminin

	<b>Approche par la culture</b>	<b>Approche comportementale</b>	<b>Approche managériale</b>
<b>Objet de la recherche</b>	Environnement culturel	Personnalité de l'entrepreneure	L'entrepreneure et son entreprise
<b>Questions de recherche</b>	La féminité est-elle un avantage ou un inconvenient dans la vie d'une entrepreneure ?	- Quels sont les traits de personnalité qui différencient les femmes entrepreneurs des hommes entrepreneurs ? - Pourquoi des femmes deviennent-elles entrepreneurs »?	Quelles sont les caractéristiques de l'entreprise dirigée par des femmes ?
<b>Thèmes de recherche</b>	- Les structures sociales et économiques, - L'entourage direct - les pourvoyeurs de services	- Les traits de personnalité - Les motivations	- Le style de gestion, - Les besoins de financement - La performance - Les besoins de formation

Nous sommes d'avis avec Amrhar (2001) et Onana (2009) pour dire que dans la plupart des approches qui ont étudié l'entrepreneuriat féminin, les chercheurs ont focalisé leur attention sur leur propre région ou pays. De ce fait, leurs conclusions dégagent des particularités régionales. Ainsi, pour Onana (2009),

Même si les auteurs de la synthèse [Carrier, Julien et Menvielle, 2006] glissent habilement que les thèmes ne sont pas restrictifs et que leur importance relative n'est pas toujours du même ordre, un constat se dégage tout de même : cette synthèse comme bien d'autres travaux de recherche consacrés à l'entrepreneuriat féminin renseignent peu sur les réalités de cet objet dans le contexte africain (Onana, 2009 : 3).

L'étude d'autres contextes culturels et leur influence sur l'exercice ou sur l'émergence de l'activité entrepreneuriale chez les femmes s'avère dès lors pertinente.

### 3.6.3 LES CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTREPRENEURE OUEST-AFRICAINE

La plupart des travaux de recherche effectués sur l'entrepreneuriat féminin proviennent des États-Unis et du Canada et, dans une moindre mesure, de la France. Des caractéristiques de l'entrepreneure dans les pays ouest africains peuvent tout de même être dégagées des écrits scientifiques. Plusieurs études (Amrhar, 2001; Ba, 2006 ; Diakité, 2004; Diop, 1999; Hernandez, 1997; Hien, 2002 ; Kounta, 1997; Onana, 2009 ; Ouattara, 2007 ; Nyandwi, 1999 ; Zoa Ngaoundoua, 2000; Sarr, 1998; Tchouassi, 2004, etc.) révèlent que les femmes entrepreneurs présentent les mêmes caractéristiques et sont confrontées aux mêmes difficultés dans les pays ouest africains. Dans la plupart de ces pays, les entrepreneures évoluent dans le secteur dit « informel » et les données ne sont pas toujours disponibles à leur sujet.

L'étude de Sarr (1998), sur l'entrepreneuriat féminin au Sénégal, nous semble pertinente du point de vue de la taille de l'échantillon étudié (259 femmes). Dans cette étude, l'âge des entrepreneures varie de 21 à 69 ans. Ces entrepreneures sont en général mariées dans un foyer monogame. Elles ont généralement moins d'enfants que la moyenne sénégalaise, soit 4,5 en moyenne au lieu de 6. Ces femmes exercent principalement dans le commerce, l'artisanat ou l'agriculture (66%) et, dans une moindre mesure, dans l'industrie (3,1%). Elles préfèrent diversifier leurs activités au lieu d'agrandir leur entreprise (Sarr, 1998). La durée de vie de leur entreprise varie d'une année à quarante ans. La constitution du capital de départ se fait par l'épargne personnelle et les « tontines » (seule 8,1% de l'échantillon étudié a eu recours à des crédits bancaires). Ces entrepreneures ont des besoins de formation en commerce international, en création et développement d'entreprises, en gestion comptable et en approche des marchés africains.

Ouattara (2007) a également réalisé une étude pertinente sur un échantillon de 500 personnes à Abidjan en Côte d'Ivoire. De cette étude, il ressort que les contraintes rencontrées par les femmes entrepreneurs dans un pays ouest africain, tel la Côte d'Ivoire,

peuvent se résumer en deux catégories : les difficultés socioculturelles et les contraintes économiques. Pour l'auteur, les difficultés socioculturelles sont liées à la tradition, aux us et coutumes et à la religion. En effet, « la plupart des sociétés traditionnelles soutiennent l'idée selon laquelle les femmes sont handicapées par leur manque de compétences, de courage et de charisme » (Ouattara, 2007 : 56). Concernant les contraintes économiques à l'entrepreneuriat féminin dans les pays ouest africains, Ouattara (2007) les résumant à la recrudescence de la pauvreté chez la femme en particulier. L'auteur, citant Fortin (2001) relève que la pauvreté non seulement réduit l'accès des entrepreneures au financement bancaire, mais annihile toute initiative privée. Ainsi, sur le plan économique, les hommes s'en sortent mieux que les femmes. La réticence des banques à accorder des prêts ou à s'engager pour un financement de création d'entreprises initiée par les femmes s'expliquerait par des préjugés selon lesquels les femmes sont de nature passive, inefficace dans les affaires et vulnérable à la moindre difficulté. Des auteurs, comme Kotzmetsky (1986), Brush et Hirsh (1986), cités par Ouattara (2007), soutiennent que les femmes éprouvent une aversion assez élevée à l'égard du risque. Ceci leur fait craindre le risque de l'endettement. De plus, comparées aux hommes, les femmes entrepreneurs dans les pays ouest africains créent plus d'entreprises de petite taille et démarrent avec moins de capitaux initiaux. Elles excellent dans le commerce, les services et la restauration (Ouattara, 2007).

Le tableau des caractéristiques des femmes entrepreneurs en Afrique de l'Ouest ne nous semble pas assez reluisant. En Amérique du Nord, une étude du gouvernement américain (1985), citée par Ahmrar (2001), a relevé que les femmes entrepreneurs sont actives dans tous les secteurs de l'économie. Cadieux (1999 : 18), quant à elle, révèle qu'en « 1994, les femmes dirigeantes d'entreprises étaient présentes dans toutes les industries du Canada ». Selon Belcourt (1990) cité par Cadieux (1999), il demeure qu'en général, au Canada, les femmes entrepreneurs sont propriétaires d'entreprises qui génèrent un chiffre d'affaires pouvant varier entre deux et cinq millions de dollars<sup>92</sup>. Ces femmes emploient

---

<sup>92</sup> L'étude de Belcourt à laquelle il est fait référence, était basée sur un échantillon d'entreprises incluses dans les dossiers de Dun & Bradstreet, donc à des entreprises financées par les banques canadiennes, ce qui est le

entre onze et vingt personnes ; et elles sont en affaires pour une période de six à dix ans. Cependant, un grand nombre de femmes entrepreneurs, en Amérique du Nord, choisissent d'être actives dans le domaine du commerce et des services (Lee-Gosselin et Grisé, 1990). Cet état de fait pourrait s'expliquer par la structuration des rôles sociaux qui cantonne les femmes dans la sphère privée plutôt que dans la sphère publique et limite ainsi leur accès aux autres secteurs de l'économie ou aux conditions de succès dans ces autres secteurs de l'économie. Nous allons maintenant nous intéresser à la contribution des entrepreneures ouest africaines au développement économique de leur localité.

#### 3.6.4 LES ENTREPRENEURES AFRICAINES ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

Plusieurs études (OCDE, 2003, 2004 et 2005; ONUDI, 2001, etc.) ont montré qu'en Afrique les femmes entrepreneurs constituent un moteur potentiel du développement économique. Ces femmes ont conduit des activités économiques avec succès même bien avant la colonisation. Cependant, cette contribution n'est pas suffisamment reconnue et documentée (Acacha, 2002; Bisilliat, 1997; Kounta, 1997; Sarr, 1998, etc.).

Des études de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE), montrent que la création et le développement d'entreprises appartenant à des femmes ont les impacts suivants : la création d'emplois, l'augmentation de la productivité et des recettes fiscales, la disponibilité de biens et services et la diffusion de modèle de comportement à « imiter » (OCDE, 2003 et OCDE, 2005). Pour l'OCDE (2005), les femmes représentent un potentiel de création d'entreprises non valorisée, tant dans les pays en voie de développement que dans les pays développés. La performance économique des femmes africaines est bel et bien remarquable dans les activités des petites et moyennes entreprises (PME) et dans le secteur dit « informel » (ONUDI, 2001). Dans le cadre de son

---

cas d'une très faible proportion des entreprises possédées et gérées par des femmes au Canada, la majorité ne faisant pas affaire avec les banques! De plus, , il serait raisonnable de s'attendre que les valeurs de 2 millions et 5 millions de dollars ne soient plus exactes en 2013, année de rédaction de cette thèse!

programme de développement de l'entrepreneuriat féminin, l'ONUDI<sup>93</sup> a entrepris en 1990 des missions d'évaluation dans un certain nombre de pays africains (voir tableau 16).

**Tableau 16** : La création d'emplois par les entreprises féminines

	ZAMBIE	TANZANIE	ÉTHIOPIE
Taille de l'échantillon	118 femmes	128 femmes	123 femmes
Total entreprises	144 entreprises	128 entreprises	123 entreprises
Total employés	1 013 personnes	752 personnes	852 personnes
Employés à temps plein	973	752	596
Moyenne employés à temps plein par entreprise	8 salariés	6 salariés	5 salariés

Source : Inspiré d'ONUDI (2001).

Ces évaluations donnent une preuve empirique que les activités productives des femmes africaines contribuent à l'amélioration des revenus et de l'emploi (ONUDI, 2001). Ce rapport de l'ONUDI relève également qu'« un grand nombre de femmes travaillent dans le secteur informel. Leur contribution à la valeur ajoutée n'est pas incluse dans les comptes nationaux » (ONUDI, 2001 : 9). Les résultats du tableau 16 montrent clairement que les femmes entrepreneurs en Afrique peuvent faire prospérer leur entreprise et représenter une importante source de développement économique.

### 3.6.5 LES ENTREPRENEURES ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Les activités des femmes entrepreneurs au niveau du développement économique communautaire relève de l'entrepreneuriat communautaire. Or le développement économique communautaire permet de faire un lien entre le développement économique et le développement social. Nous nous trouvons alors dans le domaine de la sociologie économique. La sociologie économique est définie comme « l'ensemble des théories qui

<sup>93</sup> Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

s'efforcent d'expliquer les phénomènes économiques à partir d'éléments sociologiques » (Swedberg, 1994 : 35). Granovetter (2000) parle alors d'économie « encastrée » dans le social pour expliquer que l'économie est inscrite dans les normes sociales, culturelles et politiques. Ce sont ces normes sociales qui régulent la production et la distribution de biens et services. L'action économique reste encastrée au sein de réseaux de relations personnelles et professionnelles. La sociologie économique permet alors de comprendre l'entrepreneuriat communautaire suivant trois dimensions : organisationnelle, socio-économique et sociopolitique (Sambou, 2007). Rappelons pour Lévesque (1999 : 3), l'évolution et la diversité des approches du concept de « développement local offre des opportunités intéressantes pour repenser les rapports entre l'économie et le social ». Pour Proulx (1998), « le local » s'est complexifié avec l'approche territoriale. Lévesque (1999) rajoute qu'en plus du territoire, cette complexification se réalise également du point de vue des liens sociaux. De ce fait, suivant une perspective territoriale, les théories du développement régional renouvellent l'angle d'analyse de l'entrepreneuriat communautaire (Comeau et Favreau, Lévesque et Mendel, 2001; Favreau, 2003; Fontan, Klein et Tremblay, 2004 et 2005; Lévesque, 1999, etc.).

En Afrique, les politiques d'ajustements structurels sous la pression des institutions de Bretton Woods<sup>94</sup>, ont contribué à aggraver la situation sociale. Non seulement ces politiques ont contribué à jeter dans les rues des milliers de sans emplois mais en plus, plusieurs services naguère assurés par les États ont été jugés improductifs ou trop coûteux et laissés à la charge des personnes et des communautés. Pour Sabourin (2000), des services de proximité, des entreprises d'économie sociale ou des activités informelles ont alors germé pour offrir ces services. Selon cette auteure, ce sont les femmes qui constituent les pionnières de ces secteurs d'activités en pleine effervescence depuis plusieurs années. En effet, face à la dégradation de leur cadre de vie, l'accroissement du chômage et la

---

<sup>94</sup> Bretton Woods est une ville de l'État du New Hampshire à l'est des États-Unis. Il s'est tenu dans cette ville, du 1<sup>er</sup> au 22 juillet 1944, une conférence internationale sur le système financier et économique mondial. Deux institutions ont vu le jour lors de cette conférence : la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI).



persistance des inégalités, les femmes africaines se mobilisent localement à travers des initiatives à caractère collectif, familial ou communautaire. Pour Sabourin (2000), les activités socio-économiques des femmes favorisent un entrepreneuriat d'un type nouveau. En effet,

La volonté d'entreprendre dont font preuve de nombreuses femmes qui s'y impliquent ne s'explique pas d'abord et principalement par l'attente individuelle d'un "retour sur investissement". Les initiatives solidaires portées par des femmes naissent souvent d'un projet partagé tirant sa force du fait que les liens qui y sont créés ou renforcés à cette occasion sont tout aussi importants que les bénéfices économiques escomptés de l'activité. Les observations faites dans plusieurs pays montrent que les initiatives socio-économiques des femmes favorisent les possibilités d'un entrepreneuriat d'un type nouveau qui combine initiative économique, cohésion sociale et l'exercice d'une citoyenneté (Sabourin, 2000 : 4).

Pour Degavre (2011 : 82) citant Charlier (2006), « les femmes sont au cœur d'une économie productrice de bénéfices collectifs permettant la reproduction du lien social ou communautaire ». L'ancrage local des initiatives socio-économiques des femmes fait donc toute la différence avec les initiatives descendantes impulsées par des politiques publiques. Ce qui fait dire à Sarr (1998 : 233), qui a étudié le cas des femmes sénégalaises, que : « l'entrepreneuriat féminin au Sénégal est donc indissociable du développement local. Les femmes ancrent leurs actions dans un milieu qu'elles connaissent et où elles peuvent s'épauler... Leur entrepreneuriat est fondé sur une tradition de coopération plutôt que de compétition ». Sabourin (2000), quant à elle explique que les initiatives socio-économiques des femmes sont le plus souvent le prolongement de pratiques déjà existantes et repoussées à la marge de l'économie officielle. Ces activités sont perçues comme secondaires ou de moindre importance pour le développement des sociétés. Cependant, ces activités sont le support économique et social de nombreuses sociétés. De plus, elles prennent appui sur des valeurs que les femmes ont été les plus nombreuses à maintenir bien vivantes au fil des siècles (solidarité, coopération, etc.).

En plus d'être un support pour le développement économique et social des territoires, Guérin (2005), ajoute que les initiatives socio-économiques des femmes représentent une forme d'innovation organisationnelle au niveau social. En effet, pour cette auteure, dans de nombreux pays du Sud, en particulier en Afrique noire, les formes d'action collective ne sont pas nouvelles. Guérin (2005) est d'avis avec Sarr (1998) pour dire que « pour faire face à leurs multiples tâches domestiques et agricoles ainsi qu'à leurs obligations rituelles et religieuses, les femmes n'ont pas eu d'autre choix que celui de s'organiser ». Sarr (1998) précise que les femmes africaines ont transposé leurs formes d'organisations traditionnelles dans le système moderne pour faire face au processus de marginalisation qu'elles subissent. Cette auteure démontre que le facteur déterminant, dans la réussite des entrepreneures, est l'organisation des femmes en réseaux de solidarité et d'entraide. Elle révèle ainsi que :

Les logiques d'organisation des entrepreneures issues du secteur informel posent les jalons d'un modèle de développement qui prend en compte à la fois les questions économiques et les questions sociales. Elles permettent de créer le capital nécessaire à l'investissement en même temps qu'elles conservent le caractère social et les fonctions traditionnelles de l'association dans la prise en charge des problèmes sociaux (assistance en cas de besoin). L'entrepreneurs féminine participe au développement économique du pays et produit des retombées économiques et sociales (Sarr, 1998 : 228).

Les réseaux des femmes entrepreneurs, et plus particulièrement les tontines, sont par ailleurs devenues des mécanismes stratégiques pour la mobilisation de l'épargne et l'investissement en capital. Les nombreux succès dans la mise en place de systèmes de tontines et autres micro-financements démontrent de la fiabilité et du sens des responsabilités économiques et sociales des femmes africaines. Sarr (1998) en déduit donc que les formes d'organisation des femmes constituent un modèle économique et social qui devrait susciter l'intérêt des États et des bailleurs de fonds ; et cela surtout pour la capacité de ce modèle à mobiliser l'épargne.

Pour devenir un véritable moteur du développement, les femmes entrepreneurs africaines doivent pouvoir jouir pleinement de leurs droits et libertés fondamentaux.

Malheureusement, ces deux conditions du développement ne sont généralement pas réunies dans les pays en voie de développement. Les libertés et les capacités d'innovation économique et sociale sont bien souvent étouffées par des pesanteurs socioculturelles et le manque de moyens financiers (Sarr, 1998; Kounta, 1997). Les libertés entrepreneuriales des femmes sont également entravées par les crises sociopolitiques répétitives ou autre forme de guerres civiles. Conscientes du fait que le rôle économique des femmes est indissociable de la place sociale et du respect qu'elles se voient accorder, des associations de promotion féminine se mobilisent pour faire valoir les droits des femmes et les aider à améliorer leurs conditions de vie (Sarr, 1998). Les agences internationales de développement, qui gèrent des projets et programmes de femmes, jouent un rôle important par le biais de campagnes et d'ateliers de sensibilisation. Par exemple, la situation des femmes en Côte d'Ivoire se serait nettement améliorée à la suite de la troisième conférence mondiale sur les femmes à Nairobi en 1985. La constitution prévoit désormais l'égalité entre hommes et femmes (ONUDI, 2001). Malgré cette égalité, garantie par la constitution dans la plus part des pays ouest africains, les femmes sont souvent considérées comme « inférieures » aux hommes.

Les différentes approches explorées nous montrent que l'entrepreneuriat est un phénomène complexe qui se retrouve dans des contextes variés. Ainsi, comme le relève Drucker (1985), l'émergence d'une économie entrepreneuriale est autant un événement culturel et psychologique qu'un événement économique ou technologique. De ce fait, il est important de préciser ce que nous entendons par entrepreneuriat féminin et entrepreneure dans le cadre de cette recherche.

### 3.6.6 DÉFINITION DES CONCEPTS : ENTREPRENEURIAT FÉMININ ET ENTREPRENEURE

Certains auteurs ont défini l'entrepreneuriat sous l'angle de la création d'une organisation génératrice de richesse. Cependant, nous ne pouvons réduire l'entrepreneuriat à la création d'entreprises. L'entrepreneuriat est, en effet, un processus qui se déclenche

avant même la création de l'entreprise et qui se poursuit après la création de cette entreprise. Dans cette perspective, nous définissons l'entrepreneuriat féminin comme le processus par lequel une ou plusieurs femmes prennent la décision de mener une activité génératrice de revenus, se lancent dans la démarche qui va aboutir à la création de cette activité et enfin la gèrent pour produire de la richesse. La richesse produite doit autofinancer l'activité pour la pérenniser ou l'étendre.

Plusieurs auteurs ont fait des propositions pour définir la femme entrepreneur (Lee-Gosselin et Grisé, 1985). Ainsi, pour Lavoie (1988), « une entrepreneure est une femme qui seule ou avec des partenaires a fondé, acheté ou accepté en héritage une entreprise, qui en assume les responsabilités financières, administratives et sociales et qui participe à sa gestion courante » (Lavoie, 1988 : 3). Fillion (1997) rajoute que « l'entrepreneure est aussi une personne qui prend des risques financiers pour créer ou acquérir une entreprise, et qui la dirige de manière innovatrice et créatrice en développant de nouveaux produits et en conquérant de nouveaux marchés ». Dans le cadre de notre recherche, nous retenons que l'entrepreneure est « la femme dont les activités, au-delà de son ménage (même celles qui sont hors marché), génèrent suffisamment de revenus pour maintenir (ou développer) cette activité » (Ouédraogo et Lent, 1993 cité par Sarr, 1998 : 31). Dans ce sens, les activités de l'entrepreneure se rapportent aux activités génératrices de revenus (AGR). Dans la suite de nos travaux, nous utiliserons le terme de « micro-entreprises<sup>95</sup> » pour désigner ces activités et le terme micro-entrepreneure pour désigner les femmes qui entreprennent de telles activités. Avant de terminer ce troisième chapitre, nous allons maintenant expliciter le concept de ruralité.

### 3.7 LA RURALITÉ

La ruralité désigne l'appartenance au monde rural. Mais la ruralité est surtout, et avant tout, une réalité socialement construite. Ses attributs varient ainsi en fonction des

---

<sup>95</sup> Le terme « micro-entreprise » s'raporte ici aux « petites entreprises » de la typologie de Fauré (1988).

cultures et des sociétés (Jean, Dionne et Desrosiers, 2009). Le rural a subi plusieurs essais de conceptualisation. Après avoir présenté les essais de conceptualisation du rural, nous présenterons les attributs du rural ivoirien.

### 3.7.1 LES ESSAIS DE CONCEPTUALISATION DU RURAL

Des critères solides définissant la ruralité, en Europe et en Amérique du Nord, font référence à des notions de faible densité géographique et sociologique. Le rural, du latin « *rus* », désigne ce qui relève de la campagne, de la vie dans le milieu naturel. Il pourrait, ainsi, exister plusieurs types de ruralité (la ruralité québécoise, la ruralité française, la ruralité ivoirienne, etc.). Dans ce sens, selon le dictionnaire Larousse, la ruralité est l'ensemble des valeurs, de la culture propre au milieu rural.

Blanc (1997) a dégagé trois approches du rural : l'approche spatiale, l'approche territoriale et l'approche constructiviste. L'approche spatiale du rural, selon Blanc (1997), rapporte le rural à une étendue de surface dotée d'attributs pouvant faire l'objet de compétition pour son usage. Le choix de localisation des « agents optimisateurs<sup>96</sup> » devient alors l'objet de cette approche. L'agglomération des « agents optimisateurs » autour des attributs de l'espace crée une hiérarchie spatiale, centre/périphérie. « Plus on s'éloignera des centres, plus on s'enfoncera dans le rural... » (Blanc, 1997 : 6). Le centre et la périphérie diffèrent alors par la densité de population et des emplois, par la structure de l'espace et par une spécialisation fonctionnelle des différents types d'espace. Cette spécialisation induit également la composition sociale de la population. Ici, l'analyse du rural s'effectue avec les outils de l'économie spatiale. Ceci conduit à mettre en avant le rôle des forces d'agglomération et de dispersion (Aubert et Schmitt, 2008). « Le rural et ses caractéristiques sont alors perçus comme résultant principalement de l'effet des freins à l'expression des forces d'agglomération » (Schmitt, 1996 ; Goffette-Nagot, 1996 ; Perrier-Cornet et al, 1996) cité par (Blanc, 1997 : 5).

---

<sup>96</sup> Comportement rationnel des agents économiques. La rationalité implique un comportement de maximisation.

Selon Blanc (1997), dans l'approche territoriale, l'analyse du rural s'effectue suivant l'approche de développement territoriale. Le territoire est ici caractérisé par le lien entre une communauté de personnes et la complémentarité des activités de production des entreprises (Beccatini, 1991 cité par Blanc, 1997). Dans l'approche territoriale, l'objet se rapporte aux différences de performances entre les territoires. Ces différences se jouent au niveau de la force des liens communautaires et de la force de l'interaction entre les divers agents économiques. Pour Velt (2002), l'efficacité devient relationnelle. C'est la force de ces liens qui favorise la production de valeurs communes comme la confiance, la coopération et la circulation de l'information. Notons que ces valeurs communes sont des économies externes de la proximité géographique. Cette proximité favorise l'appartenance aux réseaux. L'approche territoriale du concept de rural conduit alors à s'interroger sur l'effet de la faible agglomération des hommes et des activités sur l'insertion dans des réseaux. De ce point de vue, le rural pourrait apparaître comme un territoire « non fortement structuré » (Blanc, 1997). Cependant la petite taille de l'agglomération favorise également l'interpénétration de différents champs sociaux (professionnel, récréatif, etc.). Ceci renforce les liens interpersonnels. Pour Blanc (1997 : 8), « plus l'appartenance au réseau constitue une ressource spécifique qu'on ne pourrait trouver ailleurs, plus on se conduit à se conformer à l'intérêt général ». Les grandes agglomérations offrent, dans ce sens, plus de possibilités de passer d'un réseau à l'autre que les petites agglomérations rurales. La localisation dans l'espace rural accroît alors la dépendance aux réseaux.

Les valeurs communes et les relations sociales contribuent à donner au territoire rural une culture locale et technique mais aussi une identité propre. Ceci permet de développer « une culture d'appartenance ». Dans ce sens, « la ruralité est une forme territoriale de vie sociale qui possède un certain nombre d'attributs » (Jean, 2003 : 112).

Selon Blanc (1997), l'approche constructiviste renvoie à des différences dans la représentation du rural par les groupes sociaux. En effet, les catégories spatiales et la notion de rural sont d'abord des représentations sociales. De ce fait, l'approche constructiviste

considère la notion de rural comme une représentation sociale. Une représentation sociale est supportée par un discours. Ce discours énonce des valeurs qui fondent une identité commune et affirment des intérêts. Pour Blanc (1997), les valeurs sur lesquelles se fondent le discours du rural s'enracinent dans le passé : le rural est un héritage à refuser ou à préserver ou encore à fructifier. Ces valeurs peuvent également être positives ou négatives : retard de développement et archaïsme du rural et également terreau propice à l'épanouissement de formes de développement alternatives. L'approche constructiviste valorise la petite dimension des collectivités rurales : personnalisation des relations sociales facilitant l'entraide et la coopération. Les représentations sociales du rural distinguent le rural de l'urbain. Elles sont géographiquement différenciées sans être strictement déterminées par des facteurs spatiaux. C'est en fonction de leurs représentations du rural que les acteurs transforment les espaces qu'ils considèrent comme ruraux (Blanc, 1997).

Jean (2003) distingue trois grands discours de la ruralité : le discours sociologique, le discours social et le discours politique. Le discours sociologique (discours scientifique) se décompose en discours nord-américain et en discours européen. Le discours européen a d'abord assimilé la ruralité à une communauté paysanne mais de plus en plus ce discours l'assimile à l'environnement. Le discours sociologique de culture nord-américaine considère la ruralité comme « une société traditionnelle », une « folk society ». La ruralité est ici considérée sous un angle purement spatial qui englobe les espaces ou les territoires en dehors des métropoles et de leurs aires d'influence (Épenda, 2003). Le discours sociologique de culture nord-américaine sur la ruralité a évolué de l'assimilation aux sociétés traditionnelles à celle aux régions non métropolitaines. Le discours social (discours commun) quant à lui, conçoit la ruralité comme la négation; le retard. Mais de plus en plus, le discours social perçoit dans la ruralité des aspects environnementaux et paysagistes. Enfin, le discours politique a d'abord cherché à moderniser le milieu rural à travers les programmes d'aménagement rural mais les politiques tendent de plus en plus à préserver la ruralité dans une perspective de développement durable. Il y a ainsi un lien entre le discours politique et le discours social, l'un influençant l'autre.

Aux trois grandes représentations définies par Jean (2003), dans l'approche constructiviste de la ruralité, Épenda (2003) rajoute celle du discours sociologique et économique des pays en développement. Dans ce discours, des pays en développement, nous avons deux dimensions de la ruralité : la dimension sociologique et la dimension économique. « Dans sa dimension sociologique, le milieu rural est celui qui perpétue et conserve les us et coutumes, il est connu et est resté pendant très longtemps comme la source et le réservoir des traditions, de la culture orale et artistique pure et originale qui régent la vie communautaire » (Épenda, 2003 : 32). Dans sa dimension économique, la ruralité, dans les pays en développement, est perçue comme porteur de difficultés économiques de tous ordres. Après avoir présenté les essais de conceptualisation du rural, nous allons maintenant présenter les attributs du rural ivoirien.

### 3.7.2 LA CARACTÉRISATION DU MILIEU RURAL IVOIRIEN

Cris Beauchemin<sup>97</sup>, qui a fait une étude sur l'émigration urbaine en Côte d'Ivoire, définit le milieu rural ivoirien comme « l'ensemble des localités, villages et bourgs, comptant moins de 10 000 habitants » Beauchemin (2000 : 34). Cependant, vu l'évolution actuelle du flux migratoire en Côte d'Ivoire, le critère démographique pourrait ne plus être assez pertinent pour caractériser à lui seul le milieu rural. En effet, au cours de ces dernières années, les crises successives en Côte d'Ivoire ont engendré des déplacements massifs de populations entre le milieu rural et le milieu urbain. De manière générale, les populations se sont déplacé des villes vers les villages<sup>98</sup>. Il s'avère alors opportun de redéfinir les critères qui définissent le milieu rural ou la ruralité en Côte d'Ivoire.

L'opposition nette entre villes et villages en Afrique de l'Ouest, et notamment en Côte d'Ivoire, rend plus aisés les essais de définition de la ruralité. La ruralité se rapporte

---

<sup>97</sup> BEAUCHEMIN, Cris. 2000. « Le temps du retour? L'émigration urbaine en Côte d'Ivoire, une étude géographique ». Thèse de Doctorat en aménagement et urbanisme. Paris : Université Paris VIII. 407 p.

<sup>98</sup> OUATTARA, Issa. 2007. « Les profils des déplacés de la crise ivoirienne ». Dans *Revue de Géographie Tropicale et de l'Environnement*. N°1.



ainsi, en Côte d'Ivoire, à la vie au village. Un village est défini par Dozon (1985) comme une unité économique et politique au sein de laquelle un ensemble de patrilignages coopère en vue d'activités cynégétiques<sup>99</sup> et guerrières. Mahieu (1989) rajoute que le village n'est qu'une référence géographique liée à la communauté<sup>100</sup>. À l'origine, en Afrique de l'Ouest, la communauté était de nature ethnique et s'imposait à l'individu<sup>101</sup>. Ainsi les villages pouvaient être partagés entre plusieurs groupes ethniques sans créer d'obligations relevant de la seule proximité géographique. Mahieu (1989) explique encore que la communauté se matérialise par un réseau de relations verticales et horizontales que l'individu doit assumer. Les relations verticales suivent les principales caractéristiques du système lignager (patriarcat, matriarcat, etc.). Les relations horizontales sont des relations d'entraide qui s'inscrivent dans des classes d'âge ou des groupes communautaires. Ces relations sociales, et les valeurs communautaires qui en découlent, contribuent à donner au milieu une culture et une identité propre. « Chaque ressortissant assume ainsi vis-à-vis de sa communauté un ensemble de droits et d'obligations » (Mahieu, 1989 : 729). Nous nous trouvons ici dans l'approche territoriale du concept de rural décrit par Blanc (1997). Dans cette approche, rappelons-le, le rural est caractérisé par la force des liens interpersonnels, voire des liens sociaux. Pour Farrugia (1997 : 30) cité par Akindès (2003b : 7), « le lien social est constitué d'une agrégation de valeurs distinctes, intégrées ou dissociées, centripètes et centrifuges. Ces valeurs associées ou dissociées qui composent le lien social sont de cinq sortes : affectives, éthiques, religieuses, politiques et économiques ». Ainsi pour Akindès (2003b), les valeurs constitutives du lien social ont du sens pour les membres d'une société donnée; et cela dans la conscience et l'imaginaire collectifs. Ce sont ces valeurs qui prévalent dans la cogestion de ce que les membres de la société estiment être un bien commun à préserver

<sup>99</sup> Qui concerne la chasse (Dictionnaire Larousse).

<sup>100</sup> Le mot communauté tire son origine du terme latin *communitas*. Le concept est associé à la qualité de ce qui est commun. Il désigne plusieurs types d'ensembles (personnes ou groupes) liés par des intérêts communs (la langue, les coutumes, la localisation géographique, les valeurs, etc. ...). Une communauté désigne alors un groupe social constitué de personnes en interaction et partageant des intérêts communs (<http://lesdefinitions.fr/communaute>, consulté le 30 Avril 2013). La communauté a fait l'objet de multiples définitions et controverses depuis Tönnies jusqu'à Lévi-Strauss (Mahieu, 1989).

<sup>101</sup> « Elle [la communauté] peut cependant naître sur des bases pluriethniques dans le cadre de structures modernes : l'entreprises, l'église, le club de sport, l'association d'anciens élèves, le club de services » (Mahieu, 1989 : 728).

dans l'intérêt général. En fait, « il convient de comprendre le lien social comme ce qui maintient, entretient une solidarité entre les membres d'une même communauté, comme ce qui permet la vie en commun, comme ce qui lutte en permanence contre les forces de dissolution toujours à l'œuvre dans une communauté humaine » (Farrugia, 1997 : 30) cité par (Akindès, 2003b : 8). De nombreux concepts connexes au concept de communauté ont été forgés. Nous pouvons ainsi citer le groupe d'intérêts. Selon Trigger (1992), le groupe d'intérêt est un regroupement spécifique se formant dans une société lorsque plusieurs individus, dans des situations historiques concrètes, partagent et défendent des intérêts communs.

En Côte d'Ivoire, les populations ont tendance à s'identifier à un village plutôt qu'à une ville. En effet, en Afrique de l'Ouest, en général, la ville est avant tout un « concept colonial ». La ville a, tout d'abord, été la résidence du colonisateur. L'administration coloniale se trouvait également à la ville. C'est parce que l'économie coloniale avait besoin de main-d'œuvre que le colonisateur a trouvé des moyens pour persuader les villages de libérer des personnes pour aller travailler à la ville (Oséi-Hwedie et Arnon, 2000). À l'époque coloniale, les villages étaient plus peuplés que les villes mais la ville a fini par devenir un objet d'attraction. Les personnes n'y allaient plus seulement par contrainte. Dans le contexte ivoirien, les individus ont toujours gardé leur lien d'appartenance à leur village d'origine (ou d'origine de leurs parents). Ces individus s'identifient toujours par rapport au village d'où ils sont originaires. Cela parce que la ville continue d'être perçue comme un construit du colonisateur. À travers les villages, les Ivoiriens veulent ainsi conserver leur identité culturelle.

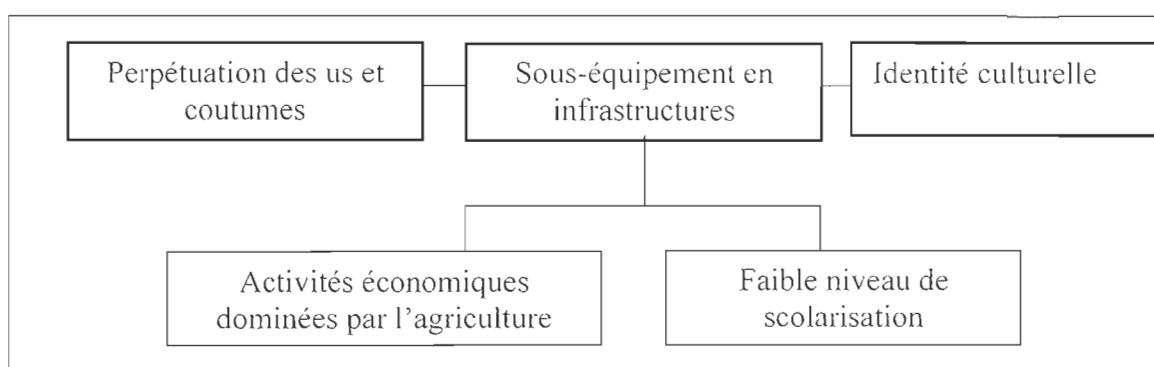
À l'époque de la colonisation, le colonisateur ne s'est pas vraiment préoccupé des questions de développement rural. En effet, pour exploiter les richesses du pays, les colons ont misé sur l'exploitation de la forêt et les plantations de produits de rentes comme le café et le cacao. Ainsi du fait que la Côte d'Ivoire soit divisée en deux grands ensembles de végétation (la savane au Nord et la forêt au Sud), les colons ont concentré leurs activités

économiques dans la moitié Sud du pays. Cette concentration, des activités économiques dans la moitié Sud, a permis à cette partie de bénéficier d'infrastructures socio-économiques comme : les hôpitaux, les moyens de transport et de communication, les établissements d'enseignement et autres. Des disparités économiques ont ainsi été générées entre le Nord et le Sud.

Avec l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance, rappelons-le, le gouvernement ivoirien a mis en œuvre de vastes programmes d'aménagement du territoire, pour non seulement corriger les inégalités entre le Nord et Sud du pays, mais également pour consolider et développer les acquis hérités de la colonisation. Ainsi dans le Nord du pays, il a été mis en œuvre des programmes d'urgence à caractère sectoriel dans les secteurs de l'agriculture et des infrastructures. De grandes opérations de développement à caractère intégré ont aussi été réalisées dans le Centre, le Centre-nord et le Sud-ouest du pays. Ces opérations ont concernées des programmes d'hydraulique humaine, d'électrification, d'habitat rural et des programmes routiers de désenclavement des sites habités. Ces programmes sectoriels et intégrés étaient des programmes de développement rural. C'est pour cette raison que des stratégies d'urbanisation ont été mises en place pour favoriser le développement des villes. La principale stratégie a été d'organiser à chaque année la fête de l'indépendance dans une ville différente afin de permettre à la ville hôte de bénéficier d'infrastructures urbaines. C'est ainsi que ce sont développées les grandes villes du pays telles que Bouaké, Daloa et Man. Dans les autres villes, l'urbanisation s'est accélérée grâce à la mise en place des Fonds d'investissement et d'aménagement urbain (FIAU).

En définitive, en Côte d'Ivoire, le milieu rural est caractérisé par un niveau de sous-équipement en infrastructures. Ce sous équipement conditionne la dynamique socioéconomique du milieu rural en favorisant la pratique d'activités relevant du secteur primaire. L'agriculture est ainsi l'activité économique motrice en milieu rural en Côte d'Ivoire. Cette activité motrice occupe généralement plus de 50 % de la population active. La faiblesse en infrastructures influence aussi négativement la scolarisation des individus.

Le bas niveau scolaire des individus implique l'utilisation, par les agents de développement, d'outils adaptés pour l'exercice de leur fonction en milieu rural. Nonobstant ce bas niveau scolaire, les populations rurales disposent d'un fort potentiel de savoirs locaux indéniable; et cela en ce qui concerne particulièrement les femmes. En plus des critères de l'activité économique dominante et du niveau d'équipement, le critère de l'identité culturelle nous semble pertinent pour caractériser le milieu rural en Côte d'Ivoire (Voir figure 12).



**Figure 12** : Les principales caractéristiques du milieu rural ivoirien

Il est bon de relever que le milieu rural ivoirien, comme la plupart des pays ouest africains, connaît une fracture entre tradition et modernité avec la coexistence d'un segment traditionnel et d'un segment modernisé dans la société. Cette « fracture structurelle » entre tradition et modernité résiderait au niveau du type de production dominant (économie industrielle de marché/économie agraire de subsistance). « Moins les gens sont intégrés dans une économie de marché moderne, plus profonde sera la fracture » (Lutz et Linder, 2004 : 11). Ainsi en milieu rural ivoirien, l'attachement aux structures traditionnelles reste plus fort. Le tableau 17 présente les principales fonctions (production, distribution, sécurité et reproduction) dans la société traditionnelle et la société moderne.

**Tableau 17** : Les fonctions sociales de base des sociétés traditionnelle et moderne

Fonction sociale	Principales institutions responsables dans:	
	<i>La société traditionnelle, pré-industrielle</i>	<i>La société moderne, industrielle</i>
<i>Production</i>	La cellule familiale/ unité familiale dans l'économie de subsistance	L'entreprise privée dans l'économie de marché L'État pour les biens publics
<i>Distribution</i>	Distribution primaire: Règles de la famille élargie – structures de lignage et tribus Distribution secondaire:	Distribution primaire: Marché Distribution secondaire: État social
	Commerce limité	
<i>Sécurité collective, Ordre public</i>	Famille élargie ou systèmes de parenté et tribus : Loi et pouvoirs traditionnels	Monopole d'État: Loi formelle, force militaire, police
<i>Reproduction (Éducation, Santé)</i>	Famille et tribu	Famille, éducation et santé comme biens publics fournis par l'État

Source : Lutz et Linder (2004 : 8-9)

Pour conclure ce troisième chapitre de la thèse, il faut retenir que notre recherche se fonde sur trois concepts principaux : le développement local, l'entrepreneuriat féminin et la ruralité. Le concept de développement local s'est complexifié et a généré une diversité d'approche. Dans ce sens l'approche territoriale constitue un nouveau paradigme qui s'oppose à l'approche fonctionnelle liée au développement exogène. Dans l'approche territoriale, le développement est un projet sur un territoire et le territoire est à la fois une ressource, un enjeu et un produit du développement. Le territoire matérialise les interactions entre les acteurs et leur lien aux structures territoriales. De ce fait, la complexification du local se réalise également au niveau des liens sociaux. Ces liens permettent ainsi de caractériser le rural selon une approche territoriale. Pour la réalisation du projet de territoire, les acteurs (hommes et femmes) produisent, échangent, exercent une

influence, formulent des enjeux, prennent des décisions, élaborent des normes, établissent des consensus, résolvent des problèmes ou des conflits.

En ce qui concerne les femmes ouest africaines, les initiatives solidaires qu'elles portent naissent souvent d'un projet partagé tirant sa force du fait que les liens qui y sont créés ou renforcés à cette occasion sont tout aussi importants que les bénéfices économiques escomptés de l'activité. De ce fait, les femmes entrepreneurs sont au cœur d'une économie productrice de bénéfices collectifs permettant la reproduction du lien social ou communautaire. L'ancrage local des initiatives socio-économiques des femmes fait donc toute la différence avec les initiatives descendantes impulsées par des politiques publiques. Les femmes ancrent leurs actions dans un milieu qu'elles connaissent et où elles peuvent s'épauler. L'entrepreneuriat féminin est ici fondé sur une tradition de coopération plutôt que de compétition. Cependant, le territoire, en tant que construction sociale, est influencé par le système de domination patriarcal qui traduit la suprématie du masculin comme agent de transformation de l'environnement et de régulation des rapports sociaux. La réalisation du projet de territoire est ainsi influencée par des inégalités de genre. Pour comprendre et expliquer les inégalités de genre dans le processus de développement territorial, nous avons mobilisé les approches féministes et l'approche par les capacités. Notons que les défis du féminisme ouest africain du 21<sup>e</sup> siècle reposent désormais sur les compétences et les capacités des hommes et des femmes à œuvrer ensemble pour le changement social. Après avoir positionné l'ensemble de notre démarche par rapport à des fondements théoriques, nous allons maintenant présenter le territoire et la cadre méthodologique de notre recherche.

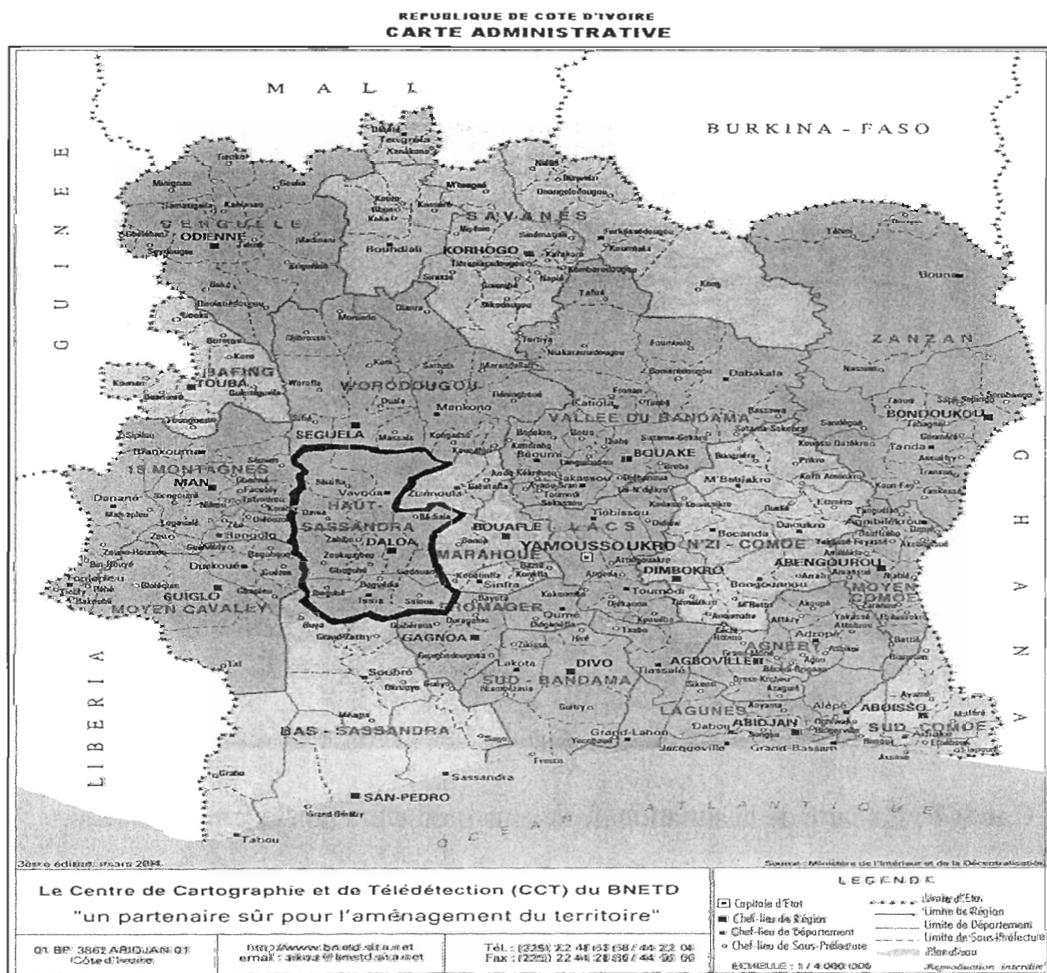


## CHAPITRE 4

### LE TERRITOIRE À L'ÉTUDE ET LE CADRE MÉTHODOLOGIQUE

#### 4.1 PRÉSENTATION DU TERRITOIRE À L'ÉTUDE : LA SOUS-PRÉFECTURE DE GADOUAN

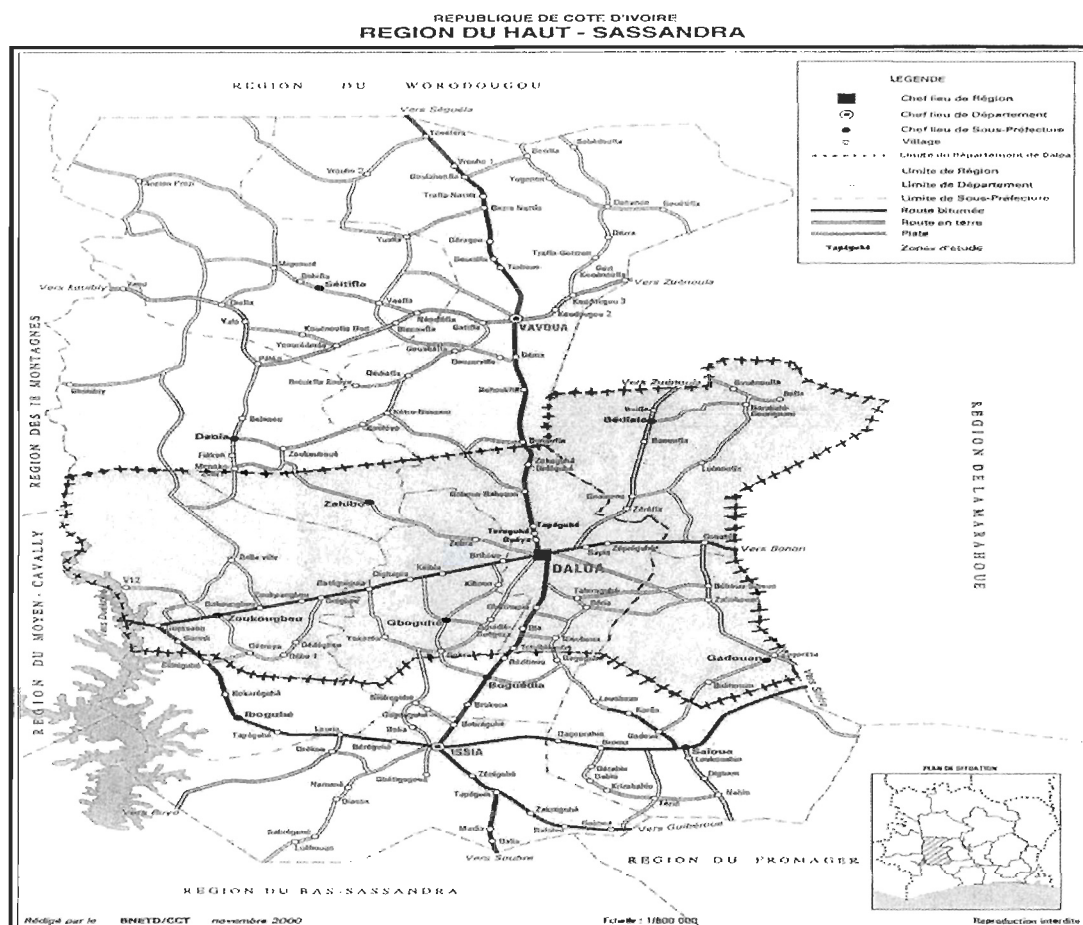
La sous-préfecture de Gadouan se situe dans la région du Haut-Sassandra dans le Centre-ouest de la Côte d'Ivoire. Elle fait partie de la collectivité territoriale de Daloa (voir carte 3).



Carte 3: La carte de la situation de la région du Haut-Sassandra



La collectivité territoriale de Daloa est située à environ 430 km d'Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire et à environ 200 km de Yamoussoukro, la capitale politique. La sous-préfecture de Gadouan se trouve au sud-est de la collectivité territoriale de Daloa et à 55 km du chef-lieu de cette collectivité (voir carte 4).



**Carte 4 :** La carte de la situation de la sous-préfecture de Gadouan à Daloa

Dans le découpage administratif de la Côte d'Ivoire, la collectivité territoriale de Daloa est une préfecture et également un département. Le département de Daloa appartient, rappelons-le, à la région administrative du Haut- Sassandra (en zone forestière) et en est le chef-lieu de région. La région du Haut-Sassandra compte au total quatre départements ou préfectures. La préfecture de Daloa est divisée en communes et en sous-préfectures. En plus de Gadouan, la préfecture de Daloa compte six autres sous-préfectures qui sont : Bédiala, Daloa, Domangbeu, Gboguhé, Gonaté et Zaïbo. Zaïbo et Gadouan sont les deux sous-préfectures entièrement rurales de la préfecture de Daloa (voir tableau 18).

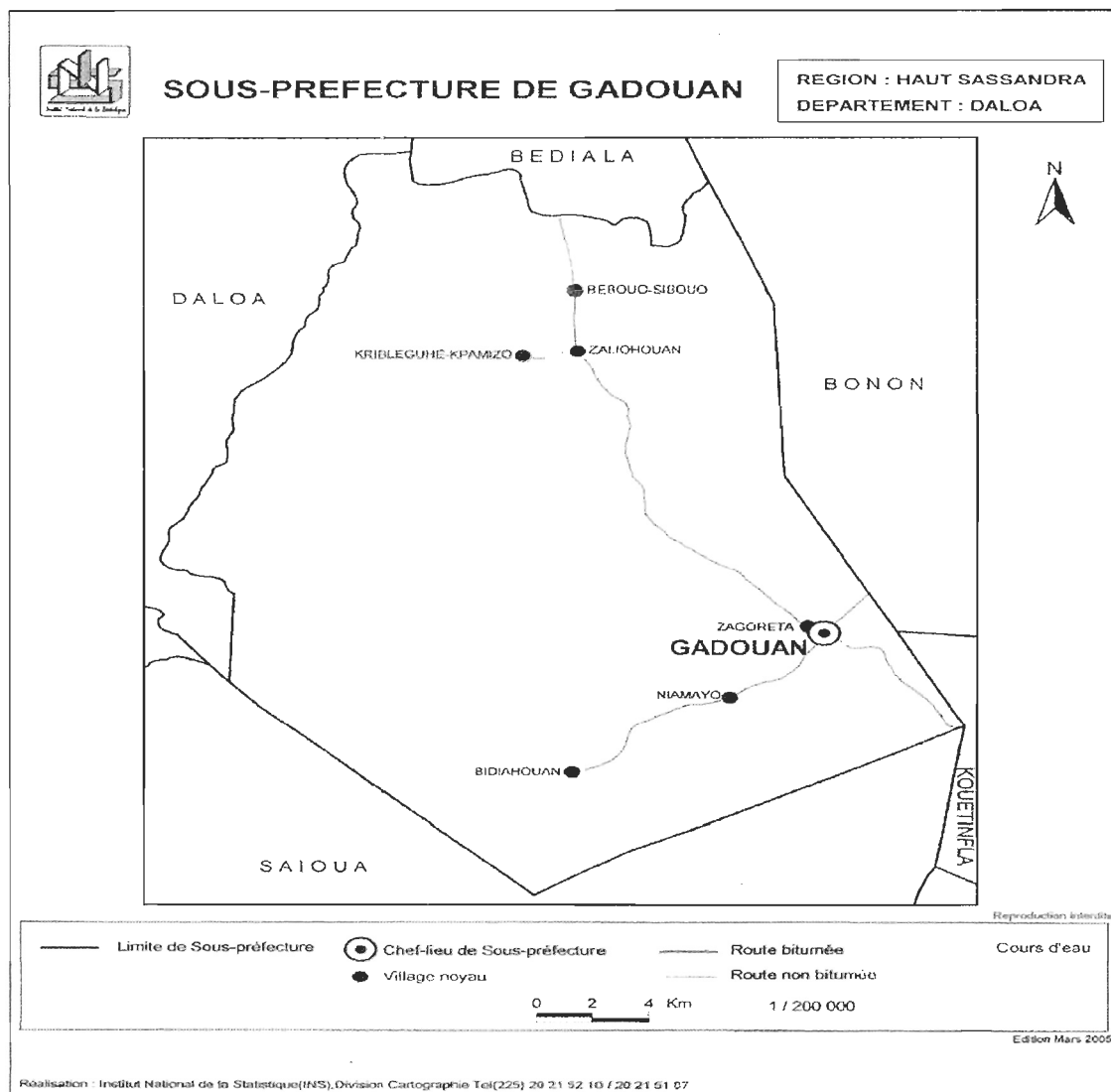
**Tableau 18** : Le taux d'urbanisation des sous-préfectures de Daloa en 2004

	<b>Population urbaine (hab)</b>	<b>Population rurale (hab)</b>	<b>Taux d'urbanisation (%)</b>
<b>Daloa</b>	208 789	78 875	72,58
<b>Bédiala</b>	4 613	88 356	4,96
<b>Gboguhé</b>	3 957	60 280	6,16
<b>Zoukougbeu*</b>	6 983	94 494	6,88
<b>Zaïbo</b>	0	29 866	0
<b>Gadouan</b>	0	56 062	0
<b>Total département</b>	<b>224 342</b>	<b>407 933</b>	<b>35,48</b>

\*Depuis 2005, Zoukougbeu a été érigé en département et ne fait plus partie du département de Daloa.

Source : ANADER Daloa (2005 : 33)

Au niveau de l'organisation sociale, les villages de la préfecture de Daloa sont organisés en cantons et en tribus. La sous-préfecture de Gadouan appartient au canton Zébouo sud et comprend deux tribus : la tribu Guipiry et la tribu Zuruguhé. Les cantons et les tribus ne sont pas administrativement reconnus. La sous-préfecture de Gadouan est limitée au sud par la sous-préfecture de Saïoua, à l'est par les sous-préfectures de Kouetinfla et de Bonon, au nord par la sous-préfecture de Bédiala et à l'ouest par la sous-préfecture de Daloa (voir carte 5).



**Carte 5 :** La carte de la sous-préfecture de Gadouan

La sous-préfecture de Gadouan a été créée par décret ministériel du 15 janvier 1997. Sa superficie est de 402,5 km<sup>2</sup>. En 2004, la population de la sous-préfecture était estimée à 56 062 habitants (soit 3,4 % de la population totale de la Côte d'Ivoire). Ceci donne une densité de 139 habitants/km<sup>2</sup>. Les estimations de l'Institut national de la statistique (INS) projetaient la population de la sous-préfecture à 66 517 habitants avec 34 684 hommes et 31 833 femmes pour l'année 2010. La sous-préfecture de Gadouan est structurée en trois *pays ruraux* et sept villages (voir tableau 19).

**Tableau 19** : Les données administratives de la sous-préfecture de Gadouan

	<b>GADOUAN</b>	<b>TOTAL DÉPARTEMENT</b>
<b>Décret de création</b>	97-18 du 15/01/1997	-
<b>Nombre de pays ruraux</b>	3	36
<b>Nombre de villages</b>	7	141
<b>Nombre de campements*</b>	320	8 915
<b>Population</b>	56 062	632 275
<b>Superficie (km<sup>2</sup>)</b>	402,5	5 450
<b>Densité (habitants/ km<sup>2</sup>)</b>	139	116

\*Les campements sont des entités liés aux villages, ils ne sont pas administrativement reconnus.

Source : ANADER Daloa (2005 : 16)

Le tableau 20 présente les différents *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan et la dénomination des villages qui leur sont rattachés. Un *pays rural* peut être constitué par un seul village. C'est le cas du pays rural de Bidiahouan dans la sous-préfecture de Gadouan.

**Tableau 20** : La présentation des *pays ruraux* de Gadouan et de leurs villages

<b>SOUS PRÉFECTURE</b>	<b>PAYS RURAL</b>		
	<b>Dénomination du <i>pays rural</i></b>	<b>Nombre de village</b>	<b>Dénomination des villages</b>
<b>Gadouan</b>	Gadouan	3	- Niamayo - Gadouan - Zagoreta
	Zaliohouan	3	- Bebouo-Sibouo - Kribléguhet-Kpamizon - Zaliohouan
	Bidiahouan	1	- Bidiahouan
<b>Total</b>	<b>3 <i>pays ruraux</i></b>	<b>7 villages</b>	

Dans la sous-préfecture de Gadouan, les villages sont dirigés par des chefs de village démocratiquement élus. Ces chefs sont aidés dans leur tâche par un bureau généralement composé de représentants des différents lignages présents dans le village. De plus en plus, une représentante des femmes est associée à ce bureau dans les différents villages de la

sous-préfecture. L'annexe VI présente une vue du village de Bébouo-Sibouo; le type d'habitat en milieu rural peut y être apprécié.

Les autochtones de la sous-préfecture de Gadouan appartiennent au grand groupe ethnoculturel krou et sont de l'ethnie bété. Littéralement, « Gadouan » signifie « les descendants de Gadou » en langue bété. Une forte population allochtone (provenant des autres groupes ethnoculturels de la Côte d'Ivoire, notamment des ethnies baoulé, senoufo et malinké) et allogène (provenant des pays limitrophes de la Côte d'Ivoire, notamment du Burkina-Faso et du Mali) est arrivé dans la sous-préfecture au siècle dernier (20<sup>e</sup> siècle) avec le développement des cultures de rente telles le café et le cacao. Cette population représenterait plus de la moitié de la population totale de la sous-préfecture de Gadouan (OCDE, 2002a). Le mouvement de migration des allochtones et des allogènes vers la sous-préfecture de Gadouan, et vers le département de Daloa en général, se serait accentué avec la déclaration du premier président ivoirien, Félix Houphouët-Boigny, qui a dit en 1975 que « la terre appartient à celui qui la met en valeur ». « Ce slogan retire dans les faits la légalité de la propriété foncière aux autochtones et met un coup de frein au processus de construction d'un droit coutumier qui avait cours dans le département » (ANADER Zone Daloa, 2005).

La société traditionnelle de la sous-préfecture de Gadouan est régie par un système de parenté à filiation patrilinéaire. Dans ce système, la femme n'a pas de biens personnels et n'a pas droit à l'héritage. Cependant, comme nous l'avons déjà décrit, la femme occupe une place prépondérante dans l'économie traditionnelle d'autosubsistance. Elle joue un rôle capital dans la production et la distribution des denrées alimentaires de première nécessité. Dans la société traditionnelle de la sous-préfecture de Gadouan, la présence d'une femme dans le foyer est également signe de stabilité et de reconnaissance sociale pour l'homme.

Les femmes des différents villages de la sous-préfecture de Gadouan appartiennent à, au moins, un groupe de travail. Ce sont des groupes d'entraide qui se forment,

principalement, sur la base de l'appartenance à un même lignage. Ces groupes d'entraide peuvent évoluer pour devenir des groupements d'intérêt économique (GIE). Les GIE sont des groupements informels dans lesquels les femmes se mettent ensemble pour mener des activités génératrices de revenus. Les activités menées par ces femmes sont généralement des activités de production et de commercialisation de produits agricoles. Le tableau 21 présente la situation des GIE de la sous-préfecture de Gadouan recensés par l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) de la Zone de Daloa en 2004.

**Tableau 21** : La situation des GIE de la sous-préfecture de Gadouan en 2004

Village	Dénomination du GIE	Date de création	Nombre adhérentes	Spéculation dominante	Type d'activité
Kribléguhé	Liadjramé	2000	46	Riz	Production et commercialisation
Zalihouan	Awané	2001	70	Riz	Production et commercialisation
Bébouo-Sibouo	Labassi	2002	71	Riz	Production et Commercialisation
Bébouo-Sibouo	Awané	2002	33	Mais	Production et commercialisation
Allou Koffikro*	Wobéka	2002	13	Maïs	Production et commercialisation
Gadouan	Attouamané	2003	12	Poisson	Production et commercialisation
Chantier**	Mahéyonien	2003	13	Légumes	Production et commercialisation

\*Allou Koffikro est un campement de la sous-préfecture de Gadouan

\*\*Idem

Source : ANADER Zone Daloa (2004)

Tous les villages de la sous-préfecture de Gadouan ont des groupements d'intérêt économique (GIE) de femmes. Cependant, ces GIE ne sont pas tous fonctionnels. En effet, ils sont confrontés à diverses difficultés : non disponibilité de la terre (pour faire des cultures), manque de débouchés pour la commercialisation, etc.

Les femmes de la sous-préfecture de Gadouan s'adonnent également à des activités individuelles génératrices de revenus. Ce sont les femmes des villages-centres des trois

*pays ruraux* qui s'adonnent le plus à ces activités individuelles. Cette situation s'explique par l'existence de certaines infrastructures au niveau de ces villages-centres. Ainsi, les villages de Gadouan et de Zalihouan ont des « marchés couverts<sup>102</sup> » où les femmes peuvent commercialiser toute sorte de produits de façon journalière tout au long de l'année. L'annexe VIII présente un jour de marché à Gadouan. Le village de Bidiahouan n'a pas un marché couvert et son marché fonctionne de façon hebdomadaire.

Les femmes de la sous-préfecture de Gadouan entreprennent principalement leurs activités individuelles dans le domaine de la production et de la commercialisation de produits agricoles. Cependant, elles s'adonnent également à la restauration, à la coiffure, à la couture, etc. Le tableau 22 présente un recensement des activités génératrices de revenus (AGR), non agricoles, entreprises par les femmes du village de Gadouan. Ces activités ont lieu dans un local et sont hors marché.

**Tableau 22** : La situation des AGR féminines recensées dans le village de Gadouan

ACTIVITÉS	Nombre d'AGR (année 2010)
Restauration	2
Coiffure (tresses)	2
Boutique	1
Vente de tchapalo (bière de mil*)	3
Poterie	3
Vente de poisson au détail	1

\* Le mil (*Pennisetum glaucum*) est une céréale.

Le tableau 22 montre qu'il existe un embryon d'activités entrepreneuriales féminines dans le village de Gadouan. Les AGR recensées se structurent dans les secteurs suivants : le commerce, les services et la restauration. De ce fait, ces données confirment les conclusions de l'étude de Ouattara (2007) réalisée en zone urbaine (Abidjan). Nous en déduisons alors que la structuration des activités entrepreneuriales des femmes est la même pour le milieu

<sup>102</sup> Marchés où les femmes peuvent disposer leurs étalages sous un abri construit à cet effet.

rural et le milieu urbain en Côte d'Ivoire. Cet état de fait pourrait s'expliquer, ici encore, par la structuration des rôles sociaux qui cantonne les femmes dans la sphère privée plutôt que dans la sphère publique et limite ainsi leur accès aux autres secteurs de l'économie ou aux conditions de succès dans ces autres secteurs de l'économie. Relevons également que les activités des femmes sont soit des activités individuelles ou des activités de groupe (poterie). Nous nous trouvons ici dans l'approche du développement économique local (DÉL) et du développement économique communautaire (DÉC).

Dans le village de Zaliouhouan, le niveau d'activités entrepreneuriales féminines est le même que celui de Gadouan. Cependant, dans le village de Bidiahouan, aucune AGR non agricole n'a été recensée.

L'agriculture est la principale activité économique de la sous-préfecture de Gadouan avec la prédominance des cultures de rente (café et cacao). Plus de 90 % de la population de la sous-préfecture s'adonne aux activités agricoles. Les vergers de cultures de rente appartiennent généralement à des hommes. Les femmes, quant à elles, pratiquent essentiellement des cultures vivrières. Ces cultures sont dominées par la riziculture (la culture du riz). La sous-préfecture de Gadouan, et principalement le village de Zaliouhouan, est réputée pour sa grande production de riz dans le département de Daloa. Comme autres cultures vivrières, nous pouvons citer : le maïs, l'igname, le manioc, la banane plantain, des cultures maraîchères, etc. L'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) a recensé 4 130 exploitants agricoles en 2004 dans la sous-préfecture de Gadouan dont 657 femmes (voir tableau 23).



**Tableau 23** : Le nombre d'exploitants agricoles par sexe à Gadouan en 2004

	HOMMES		FEMMES		Total
	Total	%	Total	%	
<b>GADOUAN</b>	3 473	84	657	16	4 130
<b>Total Daloa</b>	27 835	66,3	14 175	33,7	42 010

Source : ANADER Zone Daloa (2005)

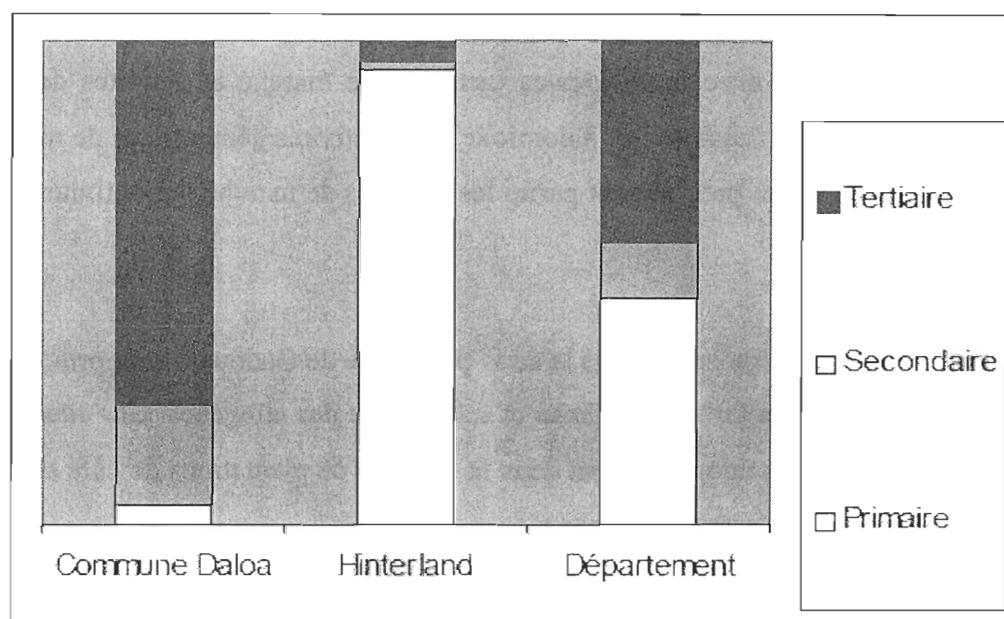
Le faible nombre de femmes exploitantes agricoles recensées s'explique par le fait que les femmes travaillent généralement comme « aides agricoles » dans l'exploitation de leur mari.

Le Produit local brut (PLB) de Daloa, équivalant à la production de richesses à l'intérieur du département, s'élevait à près de 144 milliards de francs CFA<sup>103</sup> pour l'année 1997. L'économie du département représenterait, ainsi, environ 2,2 % du PIB ivoirien pour l'année de référence (OCDE, 2002a). Au niveau spatial, le PLB du département de Daloa pourrait se répartir entre la commune de Daloa et son hinterland. La commune de Daloa produit 53% du PLB du département et son hinterland en produit 47 %. La sous-préfecture de Gadouan fait partie de l'hinterland.

Les activités de l'hinterland sont essentiellement agricoles. Sur les 68 milliards de richesse créés dans l'hinterland, près de 94% sont générés par des activités agricoles. La production vivrière génère dans l'hinterland une valeur ajoutée de 40 milliards, soit 59% du PLB de l'hinterland. La production de café et du cacao quant à elle réalise 23 milliards de valeur ajoutée, soit 33% du PLB de l'hinterland. Les autres cultures ne génèrent que 899 millions de valeur ajoutée. Avec une valeur ajoutée de 471 millions, l'élevage et la pêche constituent une activité marginale dans l'hinterland. Les activités non agricoles (essentiellement le commerce et le transport) ne concentrent que 6% du PLB de l'hinterland. Ainsi les activités commerciales et de transport y sont peu développés et sont directement liés à l'agriculture (OCDE, 2002a : 51).

<sup>103</sup> Francs CFA (Francs de la communauté financière africaine). 1 CAD équivaut environ à 500 F CFA. 144 milliards de f CFA équivalent environ à 288 millions de CAD.

La figure 13 présente la répartition de la valeur ajoutée du département de Daloa par milieu (commune de Daloa et son hinterland) et par secteur d'activité (tertiaire, secondaire et primaire). L'hinterland est dominé par le secteur primaire. Le secteur secondaire y est très embryonnaire et le secteur tertiaire y est également peu développé. Rappelons que la sous-préfecture de Gadouan fait partie de l'hinterland. De ce fait, la structuration de son économie est la même que celle de l'hinterland.



**Figure 13 :** La répartition de la valeur ajoutée par secteur d'activité (en % du PLB)  
 Source : OCDE (2002a : 52)

Au niveau du secteur secondaire, la sous-préfecture de Gadouan compte une unité de transformation primaire du bois, la Scierie nouvelle de Gadouan (SNG). Cette scierie est située dans le village de Gadouan et a été pendant longtemps le pourvoyeur principal d'emplois dans la sous-préfecture. Mais actuellement, les activités de la SNG ont ralenties du fait de la situation de crise en Côte d'Ivoire. La sous-préfecture compte également de nombreuses petites unités de transformation de produits agricoles (voir tableau 24).

**Tableau 24** : Le nombre d'unités de transformation à Gadouan en 2004

	<b>Décortiqueur</b>	<b>Broyeur</b>	<b>Moulin</b>	<b>Presse</b>	<b>Egreneur</b>
<b>Gadouan</b>	8	2	4	--	0
<b>Total département</b>	237	26	118	2	9

Source : ANADER Daloa (2005 : 71)

Si nous nous référons à la grille des catégories d'entreprises de Fauré (1988), nous pouvons conclure que la sous-préfecture de Gadouan est dominée par les activités du secteur informel (les petites entreprises) : les activités avec patente municipale (local déterminé), les activités avec taxes locales (activités de marché et activités de rue), les activités sans imposition (les activités à domicile). Les activités génératrices de revenus des femmes se retrouvent plus précisément parmi les activités de marché, les activités de rue et les activités à domicile.

Le commerce et le transport, dans la sous-préfecture de Gadouan, sont principalement du ressort des allochtones (ethnies malinké et senoufo) et des allogènes. Ces allochtones et allogènes se sont investis non seulement dans la création de plantations de café et de cacao mais également dans le secteur des services.

Le chef-lieu de la sous-préfecture (le village de Gadouan) abrite le principal service administratif : le bureau de la sous-préfecture (voir annexe VII). Deux institutions de micro finance (IMF) ont été recensées dans la sous-préfecture en 2010 : une IMF dans le village de Gadouan et une autre dans le village de Zalihouan. L'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) est la principale structure d'encadrement intervenant dans la sous-préfecture de Gadouan. Le réseau routier de la sous-préfecture n'est pas bitumé et est en très mauvais état, surtout en ce qui concerne l'axe Gadouan-Bidiahouan. Ce réseau routier a été pendant longtemps entretenu par la Scierie nouvelle de Gadouan (SNG). Mais, le ralentissement des activités de cette scierie a occasionné l'abandon de l'entretien routier. La sous-préfecture de Gadouan compte 25 forages et 39 puits pour l'approvisionnement en eau. Près de la moitié de ces ouvrages ne sont pas fonctionnels. Seul le village de

Zaliohouan compte un château d'eau. Les sept villages de la sous-préfecture de Gadouan sont électrifiés. Seuls les *pays ruraux* de Gadouan et de Zaliohouan disposent d'un centre de santé et d'un marché couvert. Le *pays rural* de Bidiahouan n'a pas de marché couvert et n'a qu'un dispensaire qui, d'ailleurs, était encore non fonctionnel en 2010.

En matière d'éducation, il y a une insuffisance d'infrastructures scolaires dans la sous-préfecture de Gadouan. Au niveau du primaire, chaque village a au moins une école mais les six classes du primaire (CP1 au CM2<sup>104</sup>) ne sont pas toutes toujours présentes. Au niveau du secondaire, il n'y a pas d'établissement d'enseignement public. C'est seulement en 2010 qu'un établissement secondaire privé (de la 6<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup>) a ouvert dans le village de Gadouan. En ce qui concerne le ratio filles/garçons, les filles sont moins scolarisées que les garçons comme c'est le cas dans toutes les régions (rurales) de la Côte d'Ivoire.

C'est dans ce contexte socio-économique de la sous-préfecture de Gadouan que l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) a initié, en 2004, un processus de développement local connu sous le nom de « planification participative locale ». Nous pensons alors qu'il serait opportun de présenter cette agence de développement rural.

## 4.2 PRÉSENTATION DE L'ANADER

L'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) a été créée le 29 septembre 1993 par décret présidentiel. Elle a été effectivement constituée le 24 juin 1994. Cette agence se présente sous la forme d'une société anonyme à participation minoritaire de l'État. L'État détient 35% du capital contre 65% pour le secteur privé (faïtières professionnelles agricoles, sociétés du secteur privé agricole, etc.). L'ANADER est administrée par un Conseil d'administration de 12 membres. La gestion de l'agence est confiée à un Directeur général nommé par le Conseil d'administration.

---

<sup>104</sup> De la classe préparatoire 1 à la classe moyenne 2.

La création de l'ANADER s'est opérée pendant la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel en Côte d'Ivoire. En effet, cette mise en œuvre s'est traduite au niveau du ministère de l'Agriculture et des ressources animales par le Projet national d'appui aux services agricoles (PNASA). Pour atteindre les objectifs du PNASA, l'un des axes de la stratégie envisagée a été la création et la mise en œuvre d'une structure unique d'encadrement du monde rural : l'ANADER, l'Agence nationale d'appui au développement rural. La mission principale de l'ANADER est de favoriser le professionnalisme des producteurs agricoles et de leurs organisations par l'information, la formation et le conseil en étroite collaboration avec les structures de recherche. L'ANADER est présente sur l'ensemble du territoire ivoirien et est organisée à trois niveaux : départemental, régional et national (voir tableau 25).

**Tableau 25:** Les différents niveaux d'organisation de l'ANADER en 2004

<b>Le niveau national</b>	<b>Le niveau régional</b>	<b>Le niveau départemental</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un conseil d'administration de 12 membres</li> <li>- Un siège comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>. La direction générale</li> <li>. 3 départements techniques (dont le DVIT*)</li> <li>. 3 départements d'appui</li> <li>. 4 unités centrales</li> <li>. 2 services autonomes</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 06 Directions régionales couvrant l'ensemble du territoire. Chaque Direction régionale comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>. 1 Directeur régional (DR)</li> <li>. 1 Conseiller technique (CT)</li> <li>. 1 Coordinateur technique (COT)</li> <li>. 6 Services régionaux</li> <li>. 3 unités régionales</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 55 zones de développement* comprenant 1332 <i>pays ruraux</i>.</li> <li>Un chef de zone coordonne la zone de développement avec l'appui : <ul style="list-style-type: none"> <li>. d'un pool de techniciens</li> <li>. des animateurs de développement rural : 1 animateur par <i>pays rural</i>.</li> </ul> </li> </ul>

\*Une zone de développement correspond à un département.

\* DVIT : Département vulgarisation et innovations technologiques

L'ANADER intervient essentiellement dans trois domaines d'activités : la vulgarisation et les innovations technologiques, les appuis aux organisations professionnelles agricoles et enfin les études et les consultances. C'est le Département vulgarisation et innovations technologiques (DVIT) qui a compétence pour la mise en œuvre du kit d'Appui à la planification participative locale (APPL). Ce kit est un ensemble d'outils pour l'élaboration des Plans de développement local (PDL) au niveau départemental et communal en passant par les études de projet de développement territorial

et communautaire. Une division APPL (Appui à la planification participative locale) a été créée au sein du département. Le coordonnateur de cette division a directement sous sa responsabilité des Équipes de planification locale (EPL). Ce sont ces équipes qui interviennent directement au niveau des villages pour appuyer les populations dans l'élaboration des Plans villageois de développement (PVD) et au niveau des *pays ruraux* pour les Plans de développement local (PDL) dans la réalisation de la planification participative locale.

#### 4.3 LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DE LA PLANIFICATION PARTICIPATIVE LOCALE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de décentralisation et de développement local en Côte d'Ivoire, l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) a élaboré une stratégie de planification participative locale pour accompagner les populations rurales dans l'identification et la planification d'actions, de programmes et de projets de développement communautaires<sup>105</sup>. Les équipes de planification locale (EPL) de l'ANADER animent, de ce fait, les communautés rurales afin de les conduire par un processus participatif à l'identification des contraintes qui devront être levées pour favoriser un développement durable de leur territoire. Des plans de développement locaux (PDL) sont ainsi élaborés pour lever les contraintes à travers la programmation d'actions d'investissements sociaux et productifs. Cette approche se caractérise par son aspect multidisciplinaire et multisectoriel. Elle vise à permettre aux communautés rurales de bénéficier d'un développement intégré et équilibré, disons d'un développement local ou territorial. Pour promouvoir le développement local, l'ANADER a développé une expertise de méthodes et d'outils (voir tableau 26) dans le domaine de la planification participative locale.

---

<sup>105</sup> Dans le cadre de notre mémoire de Master en Développement, nous avons réalisé une étude comparative entre cette stratégie de planification participative de l'ANADER et la stratégie d'appui à l'entrepreneuriat du CLD de Charlevoix-Est (Québec, Canada).

**Tableau 26:** Les outils déployés par l'ANADER dans la mise en œuvre du processus

ETAPE	OUTILS	INTERVENANTS
Information Village	Fiches de collectes de données	EPL
Diagnostic Global Participatif	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse des atouts et contraintes du terroir</li> <li>- Carte terroir / zonage</li> <li>- Transect</li> <li>- Profil historique</li> <li>- Diagramme (Venn, Flux..)</li> <li>- Carte à risque VIH/SIDA</li> <li>- Calendriers (journalier, saisonnier, cultural)</li> <li>- Arbre des problèmes</li> <li>- Arbre des solutions</li> </ul>	Population locale (avec l'appui des EPL)
Planification	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les trois affiches</li> <li>- APPC</li> <li>- SEPO*, GANTT**</li> </ul>	Population locale (avec l'appui des EPL)
Recherche de financement	-	Population locale (avec l'appui des EPL)
Mise en œuvre	-	Population locale
Suivi - évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- SEPO</li> <li>- GANTT</li> </ul>	Population locale (avec l'appui des EPL)

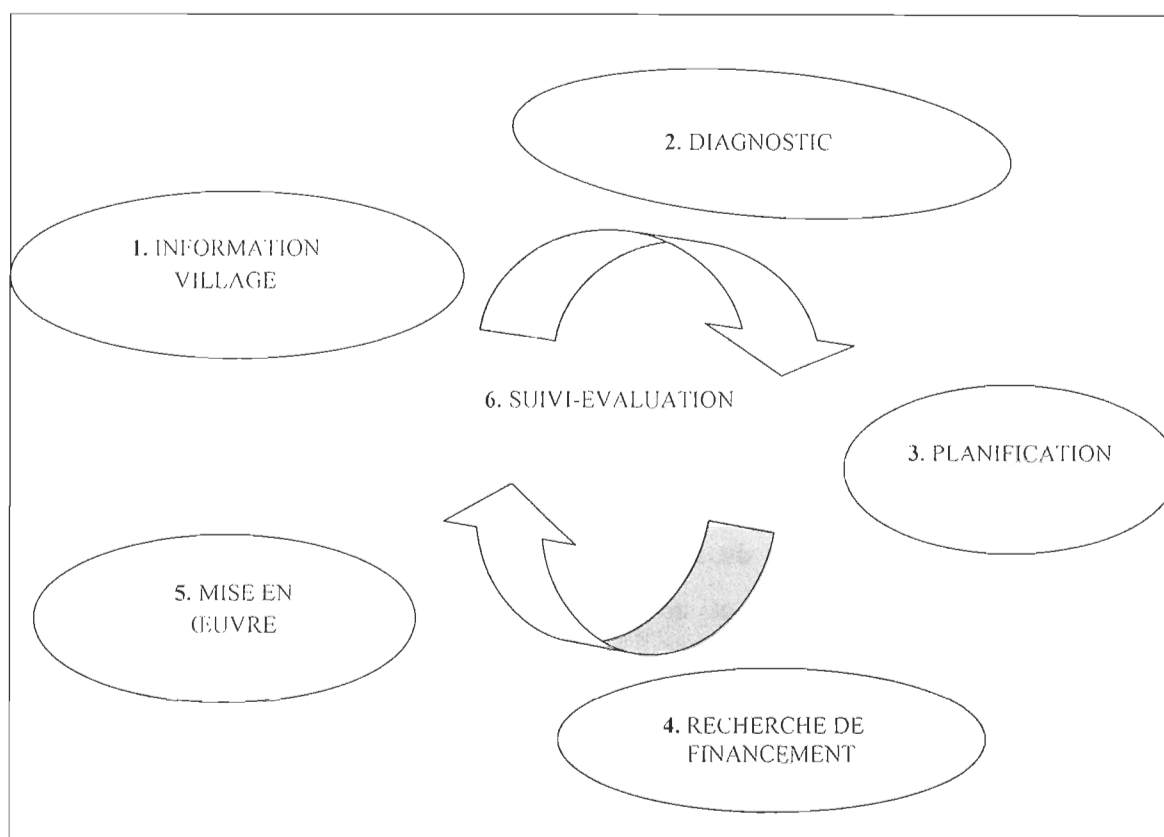
\*SEPO : Succès, Échecs, Potentialités et Obstacles

\*\*Diagramme de GANTT : du nom de son concepteur, Henry L. Gantt.

L'objectif du processus de planification participative locale est d'élaborer un plan de développement local (PDL) au niveau d'un *pays rural*. Pour ce faire, la méthodologie de l'ANADER consiste à élaborer dans un premier temps des plans de développement villageois (PDV) au niveau de chaque village du *pays rural*. Ces PDV sont ensuite consolidés au niveau du village-centre du *pays rural* pour la conception du PDL du *pays rural*. L'équipe de l'ANADER qui appuie les populations locales dans la mise en œuvre de la planification participative est composée de trois équipiers de planification locale (EPL) : un économiste, un agronome et un sociologue. Cette équipe est idéalement constituée de deux hommes et d'une femme. La femme de l'équipe travaille avec le groupe des femmes. La présence d'une femme dans l'équipe de planification locale (EPL) est de pouvoir favoriser la prise de parole par les femmes des différents villages.

Le processus de planification participative locale de l'ANADER se réalise en six grandes étapes : l'information-village, le diagnostic global participatif, la planification

proprement dite, la recherche de financement, la mise en œuvre des projets et enfin le suivi-évaluation (voir figure 14).



**Figure 14 :** Les différentes étapes du processus de planification participative locale

L'information-village est la première étape du processus de planification participative locale de l'ANADER. Cette étape se réalise au niveau de chaque village du pays rural. C'est une étape primordiale car elle précise le cadre et situe les responsabilités dans la mise en œuvre de ce processus. L'information-village dure en moyenne deux jours. À l'issue de cette étape, les équipiers produisent une monographie du village. La deuxième étape, qui est le diagnostic global participatif (DGP), permet d'établir une situation, aussi exhaustive que possible, des atouts et des contraintes du village. Cette étape du diagnostic permet également de répertorier les dynamiques existantes. En somme, l'étape du diagnostic sert à dégager la problématique de développement du village à partir de l'analyse des atouts et des contraintes du milieu. À cette étape, des groupes de travail sont constitués : les jeunes,



les femmes et les hommes<sup>106</sup>. De ce fait, une vision du développement du village est dégagée par chaque groupe. Pour résoudre la problématique de développement du village, des actions ou microprojets sont identifiés. À l'issue de l'étape du diagnostic, les équi-piers produisent le rapport du DGP et appuient la population dans la mise en place du conseil villageois de développement (CVD). C'est ce CVD qui est chargé du suivi des actions programmées au niveau du village. Le DGP dure trois jours pendant lesquels les équi-piers de planification locale (EPL) sont appelés à demeurer dans le village (y dormir).

La troisième étape du processus est la planification proprement dite. Cette étape se base sur la vision de développement qu'ont eue les différents groupes de réflexion à l'étape du DGP. L'étape de la planification identifie les objectifs prioritaires à partir des atouts, des dynamiques et des contraintes du milieu. Une première planification a lieu au niveau village. Elle dure deux jours et aboutit à la production d'un Plan villageois de développement (PVD). Une deuxième planification a lieu au niveau *pays rural*. Elle dure trois jours pendant lesquels les populations planifient les microprojets qu'elles veulent voir se réaliser pendant les trois années à venir. Les populations procèdent alors à une hiérarchisation de l'ensemble des microprojets planifiés dans les PVD selon une vision commune de développement du *pays rural*. La planification au niveau du *pays rural* aboutit à l'élaboration du Plan développement local (PDL) et à la mise en place d'un Conseil de développement local (CDL). Le CDL est l'instance chargée de la rédaction et de la mise en œuvre du PDL. Il assure ainsi le rôle de concertation et de décision en matière de développement au niveau du *pays rural*. Après la planification proprement dite, la quatrième étape du processus est l'étape de la recherche de financement. Cette étape se combine bien avec la cinquième étape du processus qui est la mise en œuvre des projets planifiés dans le PDL. En effet, c'est le financement qui conditionne la mise en œuvre des projets. La dernière, et sixième, étape du processus de planification participative locale est l'étape du suivi-évaluation. Cette dernière étape est essentiellement réalisée par le CDL.

---

<sup>106</sup> La planification participative locale se réalise selon une approche genre. Relevons ici avec Simard (1995) et St-Hilaire (1995) que l'analyse genre ne se limite pas au concept de genre. C'est une approche holistique qui intègre également les rapports sociaux définis à partir des différences de classe, d'ethnie, d'âge, etc.

Rappelons que le processus de planification participative locale de l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) se réalise en six grandes étapes : l'information-village, le diagnostic global participatif, la planification proprement dite, la recherche de financement, la mise en œuvre des projets et enfin le suivi-évaluation. Rappelons également que Prévost (1993), quant à lui, décline son modèle du « milieu incubateur de l'entrepreneuriat » en six grandes étapes non linéaires : l'élaboration d'un projet global de développement, la décristallisation ou la prise de conscience de la communauté locale, le développement de la crédibilité nécessaire au leadership local, la construction des cadres du projet global de développement, la mise en place de structures d'appui et enfin la réalisation d'activités de recherche et développement. Le premier élément qui ressort d'une analyse comparative de ces deux modèles est que dans le modèle de Prévost (1993), les membres de l'équipe de planification sont des leaders locaux qui mobilisent les populations (comme dans le cas de la région de la Beauce dans la province du Québec). Ceci n'est pas le cas dans la planification participative locale de l'ANADER où les membres de l'équipe de planification sont des agents de l'ANADER. Notons tout de même que ces agents de l'ANADER font recours aux leaders locaux pour les aider à mobiliser les populations. De plus, pour Prévost (1993), les membres de l'équipe doivent convenir d'une vision commune du type de développement local privilégié et décider d'adopter une démarche entrepreneuriale. Pour Prévost (1993), la démarche entrepreneuriale découlera du comportement des membres de l'équipe formée : ces derniers ne doivent pas hésiter à prendre des risques, à innover, à multiplier les initiatives et les propositions. Dans le cas de la planification participative locale, les membres de l'équipe de planification privilégient des actions de développement économique communautaire et de développement communautaire; cependant des actions de développement économique local ne sont pas exclues. Pour nous, les membres de cette équipe de l'ANADER, adoptent également une démarche entrepreneuriale. En effet, tout au long du processus de planification, ces membres prennent des risques, innover et multiplient les initiatives et les propositions.

Rappelons que pour Joyal (1997), les différentes étapes du modèle du « milieu incubateur de l'entrepreneuriat » de Prévost (1993) peuvent se résumer en trois phases essentielles : l'information, l'animation et l'action. Pour nous, les différentes étapes de ce modèle de Prévost (1993) peuvent se décomposer en la réalisation de deux grandes catégories d'activités : les activités de planification (étapes 1 à 4) et les activités de mise en place de structures organisationnelles d'appui au milieu (étapes 5 et 6). La première étape du modèle du « milieu incubateur de l'entrepreneuriat » consiste ainsi en la planification initiale : la formation d'équipe, la conception, la planification et le contrôle. Cette planification initiale est renforcée par les activités des trois étapes suivantes. Dans ce sens, nous pouvons relever des convergences entre les différentes étapes du modèle de Prévost (1993) et celles de la planification participative locale. En effet, les différentes étapes de la planification participative locale peuvent également se résumer en ces trois phases essentielles : information, animation et action. En plus, ces différentes étapes peuvent se décomposer en la réalisation de deux grandes catégories d'activités : les activités de planification et la mise en place de structures organisationnelles. Enfin, les différentes étapes de la planification participative locale s'inscrivent également dans une perspective de recherche-action pour le développement.

Le processus de planification participative local de l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) a débuté dans la sous-préfecture de Gadouan au mois de mars 2004<sup>107</sup>. Au mois de juin de la même année, les trois *pays ruraux* de la sous-préfecture avaient élaborés leur Plan de développement local (PDL) avec l'appui de l'Équipe de planification locale (EPL) de l'ANADER. Nous étions membre de cette équipe en qualité d'agronome et aussi en tant que femme. Nous avons ainsi eu à travailler avec les différents groupes de femmes. Dans les trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan, le processus de planification participative locale s'est réalisé selon les différentes étapes citées précédemment. Les populations des différents villages se sont mobilisées pour participer aux différentes étapes du processus (information-village, diagnostic,

---

<sup>107</sup> En partenariat avec le Programme national de gestion des terroirs et d'équipement rural (PNGTER).

planification, recherche de financement, mise en œuvre et suivi-évaluation). Des plans de développement villageois (PVD) ont été réalisés dans les villages. Ces PVD ont été consolidés en PDL au niveau des villages-centres des *pays ruraux*. Trois PDL ont ainsi été élaborés pour la sous-préfecture de Gadouan. C'est la mise en œuvre de la planification participative locale et son impact sur la création de micro-entreprises par les femmes qui a suscité la réalisation de cette recherche. Rappelons qu'il s'agit pour nous de répondre à la question : « pourquoi les processus de développement local ne font pas émerger l'entrepreneuriat féminin en milieu rural »? Notre objet de recherche réfère aux facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat féminin. Il nous faut maintenant justifier l'instrumentation de cet objet.

#### **4.4 LE CADRE MÉTHODOLOGIQUE DE LA RECHERCHE**

Dans le cadre méthodologique de notre recherche, nous justifions notre stratégie de collecte de données avant de présenter la mise œuvre proprement dite de cette collecte.

##### **4.4.1 LA JUSTIFICATION DE LA STRATÉGIE DE COLLECTE DE DONNÉES**

Pour répondre à la question centrale de notre recherche, nous avons utilisé une méthode qualitative de collecte de données dans les trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan. Nous avons collecté des données auprès des femmes à travers des focus groups. Les données obtenues ont ensuite été comparées avec les données des entretiens semi-dirigés réalisés avec des femmes micro-entrepreneures et avec des agents d'appui. Les données de la recherche ont été analysées par la méthode de l'analyse de contenu.

#### 4.4.1.1 Les méthodes de collecte de données

Nous avons abordé notre recherche suivant une démarche qualitative avec comme approche l'étude de cas par comparaisons intersites. Nous avons également adopté une approche territoriale que nous avons croisée à une approche féministe.

##### 4.4.1.1.1 Une démarche qualitative

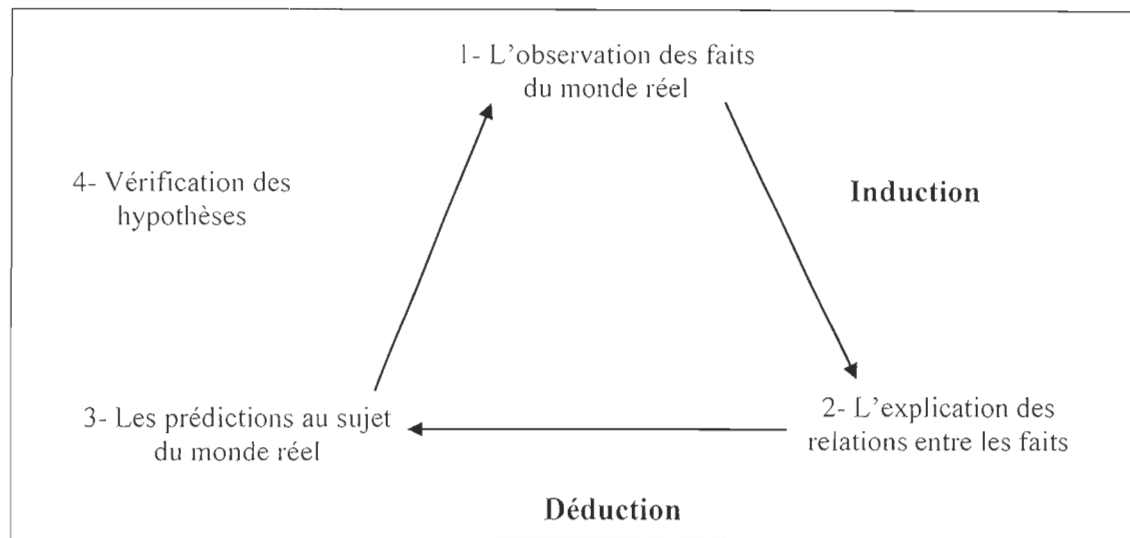
Selon Denzin et Lincoln (1994), les choix des méthodes de collecte de données d'une recherche dépendent de la question de recherche. Les méthodes deviennent alors les voies que le chercheur emprunte pour expliquer le phénomène qui est à la base de sa problématique scientifique (Aissa, 2001). La question centrale de notre recherche est ainsi formulée : « dans le contexte actuel de la politique de décentralisation qui privilégie le développement local en Côte d'Ivoire, comment les processus de développement local peuvent-ils faire émerger l'entrepreneuriat féminin en milieu rural? » Le phénomène qui est à la base de notre problématique scientifique est la non-émergence de l'entrepreneuriat féminin suite à la mise en œuvre de la planification participative locale. Nous comprenons ici que la question de recherche, elle-même, est fortement liée au contexte dans lequel se déroule la recherche (Denzin et Lincoln, 1994).

Nous avons abordé notre recherche par l'exploration de modèles d'émergence de l'entrepreneuriat. Notre recherche a, de ce fait, une nature exploratoire. En effet, « parmi les méthodes utilisées dans l'exploration, on retrouve la recension d'écrits, l'analyse d'exemples similaires à la situation sous investigation, etc., afin de susciter des intuitions de recherche (Hartman et Hedblom, 1979; Selltiz et al, 1977)<sup>108</sup> ». L'exploration des modèles d'émergence de l'entrepreneuriat nous a permis de nous familiariser avec le phénomène que nous étudions, de formuler un problème de recherche plus précis et d'élaborer un cadre conceptuel préliminaire. Notre démarche a ici un caractère déductif.

---

<sup>108</sup> <http://www.msss.gouv.qc.ca/statistiques/brss/definitiv/index.php>, consulté le 9 novembre 2012.

Après nos investigations empiriques, ce cadre a été complété et enrichi pour constituer le cadre conceptuel de notre recherche. Nous alternons alors raisonnement déductif et raisonnement inductif. Le raisonnement déductif, ou la déduction, vise la vérification d'une théorie, d'une conclusion ou d'une hypothèse. C'est un moyen de démonstration. Quant au raisonnement inductif, ou l'induction, il vise la modélisation (Leplat, 2002). Il s'agit, ici, de passer du particulier au général (des faits, aux lois; des effets, à la cause, etc.). Les types de raisonnement et les étapes de l'acquisition de connaissances scientifiques sont schématisés par Aubert et al (2005) dans la figure 15.



**Figure 15 : La méthode scientifique (Aubert et al., 2005 : 32)**

En alternant déduction et induction, notre recherche produit des connaissances construites résultant de l'expérience d'acteurs sociaux (Crozier et Friedberg, 1977; Huberman et Miles, 2003). Nous nous intéressons ici aux représentations subjectives des personnes. Par ailleurs, la connaissance se construit également par interaction entre la théorie et les données empiriques. De ce fait, il existe une interdépendance entre le chercheur et l'objet de la recherche. Dans cette perspective, « la démarche de recherche est émergente, même si le chercheur peut au départ formaliser les grandes lignes de son approche du terrain » (Lincoln et Guba, 1985) cité par Mbengue et Vandangeon (1999 : 7).

Nous nous situons ici dans une perspective de recherche constructiviste. L'investigation empirique suggère alors une démarche dans le sens d'une collecte de données qualitative.

Les méthodes qualitatives sont un ensemble de techniques d'investigation qui renseigne le chercheur sur les comportements et les perceptions des personnes. Ces méthodes produisent et analysent des données comme les paroles et les écritures mais aussi les comportements observables des personnes. Elles étudient les représentations de ces dernières sur un sujet à l'étude (Deslauriers, 1991). Les méthodes qualitatives exigent du chercheur une bonne connaissance du contexte social de la recherche afin d'effectuer une bonne interprétation des représentations recueillies. Nous sommes de nationalité ivoirienne et originaire du grand groupe ethnoculturel krou de la Côte d'Ivoire. En tant que chercheure, nous sommes alors à même de comprendre les caractéristiques sociales de notre milieu d'étude; milieu qui fait également partie du grand groupe ethnoculturel krou. De plus, nous sommes intervenus en tant qu'équipière de planification locale (EPL) dans la mise en œuvre de la planification participative locale de la sous-préfecture de Gadouan en 2004. Nous avons observé le phénomène que nous étudions pendant la mise en œuvre du processus de planification participative locale. À travers cette recherche doctorale, nous avons l'intention de mieux comprendre une situation tirée de notre expérience professionnelle. Nous distinguons cinq types de stratégies de recherche associés aux méthodes qualitatives : la recherche-action, la théorisation ancrée, la recherche phénoménologique, la recherche ethnographique et l'étude de cas (voir tableau 27). Notons que cette liste n'est pas exhaustive.

**Tableau 27** : Les stratégies de recherche associées aux méthodes qualitatives

	TECHNIQUES DE COLLECTE	BUT	AVANTAGES	LIMITES
<b>ÉTUDE DE CAS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Entretiens</li> <li>- Observations</li> <li>- Documents</li> <li>- Données statistiques</li> </ul>	Examen détaillé et approfondi d'un phénomène lié à une entité sociale (personne, organisations, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Emphase sur le contexte</li> <li>- Flexibilité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Subjectivité inhérente</li> <li>- Généralisation faible</li> </ul>
<b>RECHERCHE ETHNOGRAPHIQUE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Observations participantes</li> <li>- Entrevues</li> </ul>	Comprendre le mode de vie de population appartenant à des cultures différentes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Immersion du chercheur dans la vie des personnes étudiées</li> <li>- Phénomènes étudiés placés dans leur contexte social et culturel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Flou et incertitudes au début de la recherche car le chercheur ne sait pas quel type de données il va pouvoir recueillir sur le terrain</li> <li>- Subjectivité du chercheur</li> </ul>
<b>RECHERCHE PHÉNOMÉNOLOGIQUE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Entrevues non structurées (enregistrées et transcrites intégralement).</li> <li>- Observations</li> </ul>	Comprendre un phénomène, en saisir l'essence du point de vue des personnes qui en font ou en ont fait l'expérience.	Description et analyse de phénomènes dans le contexte de la vie quotidienne	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Subjectivité inhérente</li> </ul>
<b>THÉORISATION ANCRÉE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Entrevues</li> <li>- Observations</li> <li>- Enregistrements (données transcrites intégralement, codés et classés).</li> </ul>	Élaborer des théories enracinées dans les phénomènes sociaux pour lesquels il existe peu d'études approfondies	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement d'une théorie basée sur la réalité construite par les personnes étudiées</li> <li>- Flexibilité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le chercheur ne peut exclusivement procéder par induction</li> <li>- Subjectivité du chercheur</li> </ul>
<b>RECHERCHE-ACTION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Entrevues de groupe</li> <li>- Observations</li> <li>- Documents</li> </ul>	Apporter une contribution d'une part aux préoccupations pratiques des personnes se trouvant en situation problématique et d'autre part au développement des sciences sociales par une collaboration qui lie chercheur et acteurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte implication du chercheur et des acteurs dans la recherche</li> <li>- Changements social</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Production de savoirs locaux (non universel)</li> <li>- Le changement ne concerne pas le système social global</li> </ul>

Source : Inspiré de Fortin (2010)

Pour Eisenhardt (1989), la stratégie de l'étude de cas est pertinente pour l'enrichissement que l'on peut en tirer dans le processus de construction d'un objet d'étude ou d'une théorie. L'étude de cas constitue, de ce fait, une stratégie pertinente pour enrichir notre cadre conceptuel d'analyse préliminaire.



#### 4.4.1.1.2 Une étude de cas

« Faire cas, c'est prendre en compte une situation, en reconstruire les circonstances - les contextes - et les réinsérer ainsi dans une histoire, celle qui est appelée à rendre raison de l'agencement particulier qui d'une singularité fait un cas » (Passeron et Revel, 2005 : 22). Une étude de cas consiste alors à utiliser un exemple réel afin d'obtenir une connaissance approfondie du sujet étudié et d'en tirer des enseignements<sup>109</sup>. L'étude de cas nécessite une étude complète, détaillée et approfondie d'un nombre limité d'unités d'analyse (Aktouf, 1992). Aussi,

C'est [...] avec une encyclopédie incomplète que le chercheur va sur le terrain : de par son expérience et les résultats issus de la littérature, il a en tête un certain nombre de possibilités quant à ce qui pourrait rendre compte correctement de ses observations, ce qui le rend apte le moment venu, à mettre en correspondance ce qu'il observe avec une ou plusieurs classes de problèmes identifiées (David, 2004 : 7).

Yin (2003) résume les caractéristiques de l'étude de cas en cinq points : un phénomène contemporain dans son contexte, les frontières entre le phénomène et son contexte ne sont pas claires, l'abondance de variables pertinentes, de multiples éléments de preuves qui doivent converger (triangulation) et enfin une étude orientée par un cadre théorique existant. La prise en compte du contexte dans l'étude d'un phénomène est ici primordiale. Pour Leplat (2002), l'étude de cas vise à montrer comment se sont enchevêtrées les conditions de production du cas. C'est la caractérisation de cette articulation qui est le trait fondamental de l'étude de cas. Pour atteindre ce but, l'étude de cas fait appel à diverses méthodes.

Pour Yin (2003), l'étude de cas peut combiner des données qualitatives et des données quantitatives. Elle peut également ne reposer que sur des données qualitatives ou

---

<sup>109</sup> [http://ec.europa.eu/europeaid/evaluation/methodology/examples/too\\_cas\\_res\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/europeaid/evaluation/methodology/examples/too_cas_res_fr.pdf), consulté le 03 Août 2012.

quantitatives. De ce fait pour cet auteur, il ne faut pas systématiquement lier les études de cas aux approches qualitatives. L'étude de cas inclut l'examen de documents mais elle inclut surtout l'observation directe du phénomène à étudier et des entretiens auprès de personnes directement concernées en tant que bénéficiaires ou acteurs institutionnels. En effet, l'étude de cas permet de « faire parler les acteurs du phénomène étudié ». Ici, les interviewés ne sont pas seulement des informateurs ou des répondants; ce sont des acteurs du phénomène étudié.

Pour plusieurs auteurs (Hammersley et Gomm, 2000; Latzko-Toth, 2009; etc.), malgré son usage répandu, l'étude de cas n'est pas bien définie en sciences sociales. De ce fait, pour Latzko-Toth (2009 : 3), « il est donc plus opérant de définir l'étude de cas par opposition à d'autres stratégies ou méthodes de recherche ». Nous nous proposons alors de contraster l'étude de cas avec l'ethnographie. Pour Yin (2003), l'étude de cas se distingue de l'ethnographie dans ce sens où l'étude de cas peut se réaliser sans forcément aller sur le terrain et mener des observations directes du phénomène observé. Cependant pour Hammersley et Gomm, (2000), l'étude de cas ne peut se distinguer de l'observation directe sur le terrain, et cela suivant une perspective ethnographique. Nous estimons que nous nous positionnons entre ces deux points de vue en ce sens que nous avons directement observé le phénomène sur le terrain. Au moment où nous menions nos investigations empiriques (automne 2010), le processus de planification participative locale de la sous-préfecture de Gadouan en était à l'étape de recherche de financement et d'exécution des projets. Cependant, il est pertinent de relever que nous avons participé à la mise en œuvre de toutes les étapes de ce processus de planification dans la sous-préfecture de Gadouan. Nous avons en effet fait partie de l'équipe de planification locale (EPL) qui a appuyé les populations des *pays ruraux* de ladite sous-préfecture pour mettre en œuvre le processus de planification participative locale depuis 2004. Dans ce processus, nous avons particulièrement eu à travailler avec les groupes de femmes.

Pour notre recherche, nous avons procédé à une étude de cas par comparaisons des différents sites que nous étudions, en l'occurrence les trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan. La stratégie de l'étude de cas par comparaisons intersites que nous avons appliqué est celle adaptée par D'Amboise (1996). Ce dernier a adapté la stratégie de l'étude de cas par comparaisons intersites à partir des travaux de Yin (1984) et de ceux d'Eisenhardt (1989). L'étude de cas par comparaisons intersites est une stratégie flexible et ouverte. La flexibilité de l'étude de cas par comparaisons intersites permet au chercheur de faire des chevauchements constants entre la théorie, la collecte de données et l'analyse de ces données. Ce qui permet à ce dernier de faire des réajustements selon ses analyses préliminaires. Le recours à des sites multiples nous permet de faire des comparaisons systématiques et itératives. « Il s'agit de comparer des cas les uns avec les autres afin de mettre en évidence les similitudes et les différences entre eux et ainsi voir émerger des constantes » (Audet et Julien, 2006 : 20). Les constantes ou les ensembles de caractéristiques pourraient servir d'ébauche à une théorie. En effet, « la comparaison entre sites ou cas permet d'établir le degré de généralité d'un résultat ou d'une explication et simultanément d'identifier les conditions dans lesquelles ce résultat va apparaître » (Huberman et Miles, 1991 : 272). Notre démarche déductive et inductive s'apparente bien à une étude de cas par comparaisons intersites. En effet,

Cette démarche [étude de cas par comparaisons intersites] se veut à la fois déductive et inductive. Elle requiert d'abord du chercheur la détermination des paramètres de la recherche avant le travail sur le terrain (question de recherche, recension des écrits, cadre conceptuel et devis de recherche). Elle est aussi inductive en ce qu'elle accorde une grande flexibilité aux chercheurs face au phénomène à appréhender pour recueillir toute donnée susceptible de les aider à mieux le comprendre, les variables du cadre conceptuel ne servant que de point de départ à la démarche (Audet et Julien, 2006 : 21).

Rappelons que l'étude de cas permet de « faire parler les acteurs du phénomène étudié ». Les interviewés ne sont pas seulement des informateurs ou des répondants; ce sont

des acteurs du phénomène. Nous avons abordé nos études de cas selon une approche territoriale croisée à une approche féministe.

#### 4.4.1.1.3 Une approche territoriale croisée à une approche féministe

Le territoire, objet d'analyse ou cadre de la dimension spatiale des processus de développement, réfère à des réalités assez différentes en lien avec les problématiques (Bertrand, 2003). Ainsi pour Bertrand (2003), si la nature construite du territoire constitue un facteur commun, les approches de cette construction diffèrent selon les chercheurs. Deux grandes orientations peuvent ainsi se croiser ou se superposer dans les recherches : (1) l'orientation qui porte sur le territoire comme étant la concrétisation de relations et de réseaux, économiques, sociaux et culturels et (2) l'orientation qui considère le territoire comme un espace institutionnel où s'exerce une autorité. Dans la première orientation,

Il s'agit alors d'analyser le contenu économique et/ou organisationnel de projet de développement relevant de niveaux institutionnels (communes, syndicats intercommunaux, schémas directeurs...) et de comprendre les logiques économiques qui leur donnent sens. Ce sont donc des questions d'attractivité et de désaffectation territoriale, du rapport de concurrence territoriale et de conditions d'émergence de l'offre qui vont être investies (Bertrand, 2003 : 117).

Parmi les thèmes traités dans cette orientation, Bertrand (2003) inscrit les modèles économiques sous-jacents aux projets de territoire. Pour notre recherche, les territoires que nous analysons correspondent aux trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan et le projet de territoire que nous analysons est la planification participative locale. La deuxième orientation sur la façon d'appréhender et d'analyser le territoire dans les recherches considère le territoire comme un espace institutionnel où s'exerce une autorité (autorité de l'État, de la région, des communes par exemple). « Il s'agit d'une construction politique, d'un niveau de régulation infranational, et d'un niveau de l'action publique à partir duquel pourrait se définir un périmètre favorable au développement local » (Bertrand, 2003 : 118). L'approche territoriale peut ainsi générer des données qui sont le résultat d'une

construction par interaction entre le chercheur et l'objet étudié ou encore des données qui sont des interprétations de cette réalité objective ou subjective (Mbengue et Vandangeon, 1999). Toujours est-il que les acteurs du territoire sont des hommes et des femmes qui produisent, échangent, exercent une influence, formulent des enjeux, prennent des décisions, élaborent des normes, établissent des consensus, résolvent des problèmes ou des conflits (GRIDEQ, 1993).

Plusieurs auteurs (Anadon et al, 1990 ; Masson et al, 1989; Semblat-Frère, 1997; etc.) ont montré qu'au niveau des territoires ruraux, les femmes se sentent encore plus concernées que les hommes par l'avenir du territoire étant donné qu'elles sont plus affectées dans leur vie quotidienne par la carence des infrastructures et par les difficultés d'insertion économique. De plus, les femmes entretiendraient un haut niveau dans la qualité de leurs relations interpersonnelles (Putnam, 1993). Or « la recherche, les politiques et les programmes ont tendance à être *orientés sur les hommes...* » (OCDE, 2004 : 5). Le constat est ainsi fait que la plupart des recherches en sciences sociales sont réalisées par des hommes et avec des échantillons d'hommes. Il existe, de ce fait, un biais androcentrique au niveau de la recherche scientifique (Dagenais et Piché, 1994; Rose, 2001; Simard, 1995; Toupin, 1998, etc.). C'est à ce biais que l'approche féministe en science sociale veut remédier « en considérant la femme comme sujet et non comme objet de recherche » (Simard, 1995).

Pour Dagenais (1988) les principes de l'approche féministe se résument en quatre points : l'approche est centrée sur les femmes et le chercheur se place du point de vue des femmes, point de vue jusqu'alors occulté; elle est centrée sur le vécu beaucoup plus que sur la théorie; elle est engagée et poursuit un objectif politique, qui est celui de la redistribution du pouvoir en faveur des femmes; elle utilise de préférence des approches qualitatives pour mettre en évidence les spécificités culturelles, la complexité des faits sociaux et elle appréhende le changement ou les résistances au changement du point de vue des actrices sociales. Simard (1995) ajoute que l'approche féministe a simplement pour objectif de

donner la parole aux femmes en leur permettant d'analyser leur vécu social dans l'avènement du phénomène étudié. Elle met ainsi de l'avant les préoccupations centrales exprimées par les femmes. L'approche féministe se combine bien avec l'approche territoriale étant donné la place que ces deux approches accordent aux individus, aux relations entre ces individus et à leur rapport au territoire. Nous poursuivons la justification de nos choix méthodologiques par la description des instruments avec lesquels nous avons collecté nos données.

#### **4.4.1.2 Les instruments de collecte de données**

Nous avons collecté nos données avec trois types d'instruments : la recherche documentaire, les entrevues individuelles et les entrevues de groupe (focus groups). Nous avons réalisé les différentes entrevues selon une procédure semi-dirigée.

##### **4.4.1.2.1 Les entrevues semi-dirigées**

Nous avons réalisé des entrevues de groupe (focus groups) et des entrevues individuelles.

##### *4.4.1.2.1.1 Les focus groups ou entrevues de groupe*

L'entrevue est une stratégie d'investigation scientifique qui utilise un procédé verbal pour recueillir des informations (Grawitz, 2002). L'entrevue en recherche qualitative offre aux répondants un cadre qui leur permet d'exprimer leur compréhension d'un phénomène en utilisant leurs propres termes (Deslauriers, 1991). L'approche de l'entrevue est alors une méthode pertinente pour recueillir des informations auprès des femmes, en majorité analphabètes, de la sous-préfecture de Gadouan en Côte d'Ivoire. Elles pourront nous donner leur point de vue beaucoup plus facilement avec leurs propres mots. Ce qui va faciliter l'interaction entre chercheure et enquêté. En fait, les entrevues sont des techniques

qui reposent sur une stratégie de recherche souple et interactive. Le chercheur peut poser différemment ses questions à différentes personnes et même modifier la formulation des questions pour prendre en compte d'autres aspects du phénomène étudié. Pour notre recherche, nous avons retenu l'entrevue semi-dirigée. Ce type d'entrevue est dit semi-directif en ce sens qu'il n'est ni entièrement ouvert, ni canalisé par un grand nombre de questions précises. Le canevas d'entrevue est ainsi ancré dans chacune des dimensions de notre cadre conceptuel et les thèmes ont été abordés par une ou plusieurs questions ouvertes. Mais nous avons aussi la latitude de reformuler les questions, d'en ajouter ou d'en retirer, pour s'ajuster aux nouveaux éléments offerts par les personnes interviewées. Ainsi ces interviewés ont beaucoup plus de latitude que dans une entrevue fermée et leurs particularités sont prises en compte.

Plusieurs auteurs (Baribeau, 2010; Boutin, 2007; Deslauriers, 1991; Karsenti et Savoie-Zajc, 2000; Poupart et al., 1997; Rose, 2001; Van der Maren, 1995; etc.) reconnaissent la pertinence des entrevues de groupe pour recueillir des informations dans un travail scientifique. En sciences sociales, le « focus group » ou « entretien focalisé » (focused interview) a été utilisé pour la première fois en 1941 par deux sociologues américains : Paul Lazarsfeld et Robert Merton (Duchesne et Haegel, 2009). Dans la conception du focus group de Lazarsfeld et Merton, l'individu prime sur le groupe. Cette méthode permet alors de « [...] faciliter le recueil de la parole individuelle. Il permet de multiplier le nombre d'enquêtés et d'élargir l'éventail des réponses recueillies; en bref de gagner du temps et de l'argent » (Duchesne et Haegel, 2009 : 11).

Ce sont les travaux du psychologue américain Kurt Lewin qui ont permis de prendre en compte la dynamique du groupe dans la réalisation des focus groups. En effet, ce psychologue a notamment montré que pour permettre le changement, il faut intervenir au niveau du groupe lui-même et non seulement au niveau de ses membres. Pour Duchesne et Haegel (2009 : 35), « l'intérêt de l'entretien collectif [...] est de saisir les prises de positions en interaction les unes avec les autres et non de manière isolée. Il permet à la fois

l'analyse des significations partagées et du désaccord, grâce à la prise en compte des interactions sociales qui se manifestent dans la discussion ». Duchesne et Haegel (2009 : 36) poursuivent en relevant que « l'entretien collectif permet d'accéder au sens commun, aux modèles culturels et aux normes » tout en renforçant les éléments communs au groupe. Pour des auteurs comme Morgan et Krueger (1998), le focus group est une méthode qui permet de « saisir du sens partagé, voir du consensus » (approche anglo-saxonne). Pour Frazer et Cameron (1989), cité par Duchesne et Haegel (2009 : 32), « par le seul fait que les femmes interrogées sont en groupe, elles acquièrent une influence sur la définition des questions pertinentes et sur la logique de la discussion qui leur échapperait si elles étaient interrogées individuellement ».

Le focus group peut être défini comme

une méthode de recherche sociale qualitative qui consiste à recruter un nombre représentatif de groupe de six à douze personnes répondant à des critères homogènes, à susciter une discussion ouverte à partir d'une grille d'entrevue de groupe définissant les thèmes de l'étude et à en faire une analyse synthèse permettant de relever les principaux messages-clés émis par les participants, de même que les points de convergence et de divergence entre les groupes de l'échantillon (Simard, 1989 : 9-10).

C'est une méthode de recherche basée sur la discussion de groupe en vue de collecter des données qualitatives. La particularité ici est que la méthode peut être centrée (focused) sur une expérience commune à tous les membres du groupe. Mise à part l'expérience commune, les membres du groupe peuvent également avoir une préoccupation commune ou un projet commun. L'usage du focus group est cautionné par les théories centrées sur la notion d'interaction sociale (comme l'approche territoriale) et son impact sur les comportements et les attitudes des acteurs. L'un des avantages de la méthode est lié à la possibilité de faire émerger des idées nouvelles en ce qui est de la construction de l'objet de la recherche à travers l'interaction et la dynamique de groupe. Nous nous situons ici dans une perspective constructiviste. Cependant, les limites du focus group résultent en grande



partie des aspects négatifs de l'interaction de groupe : risque de domination de certains participants au sein du groupe<sup>110</sup>.

Les résultats du focus group dépendent en grande partie de la composition du groupe, du mode d'animation de la discussion et du mode d'analyse des données recueillies. La réalisation d'un focus group se fait en quatre phases primordiales : le recrutement, l'organisation matérielle, la conception de la grille de discussion et l'animation. Selon Duchesne et Haegel (2009), la fiabilité d'un recrutement pour un focus group repose sur quatre paramètres : le degré d'interconnaissance (des personnes recrutées), l'homogénéité du groupe, le nombre et la taille des groupes et les modalités de la mise en relation. Pour Morgan (1997), une enquête fondée sur trois à cinq groupes est parfaitement légitime et Simard (1989) relève que le groupe doit comprendre six à douze personnes. C'est notre cadre conceptuel préliminaire qui nous a servi de canevas pour l'animation des focus groups. Un guide d'entretien de groupe a tout de même été élaboré (voir annexe X). Nous avons également eu recours à des traductrices et des personnes pour nous aider dans les prises de note<sup>111</sup>. Des arbres à problèmes ou diagrammes de causalités ont également été construits lors des entretiens de groupes.

Le diagramme de causalité ou arbre à problème est une construction d'une représentation schématisée du phénomène étudié. Il permet de visualiser de manière collective le problème, ses causes et ses conséquences. Il est particulièrement utilisé dans la méthode accélérée de recherche participative (MARP). La MARP permet de faciliter la participation des interviewés au processus de construction de l'objet de la recherche. Au cours de la mise en œuvre des outils de la MARP, les populations acquièrent de l'autonomie et sont encouragées à partager, à améliorer et à analyser leurs connaissances.

---

<sup>110</sup> Voir le texte de P. Geoffrion, dans B. Gauthier (2009) pour un approfondissement des limites du focus group.

<sup>111</sup> Les entretiens dans les focus groups n'ont pas été enregistrés. L'utilisation d'un enregistreur pouvait ici créer de la méfiance ; surtout que le climat sociopolitique n'était pas très favorable dans la région à l'époque de la collecte de données. Selon Labatut (1989 : 83) cité par Simard (1995 : 137), « deux principes fondamentaux doivent guider la démarche de recherche auprès de populations du secteur informel : la création d'un climat de confiance et la participation du chercheur au vécu des communautés ».

Ici, le respect du savoir traditionnel est un principe sacré (Agnéroh, Aphing-Kouassi, Glounaho et Konan, 1998; ANADER, 1997; Gueye et Schoonmaker Freudenberg, 1991). La MARP est aussi un processus itératif qui encourage le chercheur à revoir son approche au fur et à mesure qu'il acquiert une meilleure connaissance des phénomènes étudiés. De ce fait, l'utilisation d'un questionnaire standardisé n'est pas recommandée dans la MARP. Les personnes enquêtées sont ici considérées non comme des objets d'étude mais plutôt comme acteurs du processus de collecte de données. Une autre caractéristique de la MARP est de pouvoir obtenir des informations et les analyser dans des limites de temps assez courtes (Agnéroh, Aphing-Kouassi, Glounaho et Konan, 1998; ANADER, 1997; Gueye et Schoonmaker Freudenberg, 1991).

Les informations recueillies dans les focus groups ont été comparées avec d'autres informations collectées par des entrevues individuelles et par la recherche documentaire.

#### *4.4.1.2.1.2 Les entrevues individuelles*

Nous avons réalisé des entrevues individuels avec des femmes qui entreprennent déjà des activités génératrices de revenus (des femmes micro-entrepreneures) afin d'approfondir certaines informations recueillies lors des focus groups. Des entrevues individuelles ont également été réalisées avec des agents d'appui au développement local. Deux guides d'entretien individuels ont été conçus : un guide général d'entretien (voir annexe XI) destiné aux agents d'appui et un guide d'entretien avec des femmes micro-entrepreneures (voir annexe XII). Pour compléter les informations obtenues avec les entretiens semi-dirigés, nous avons effectué de la recherche documentaire.

#### *4.4.1.2.2 La recherche documentaire*

Selon Gauthier (2009), la recherche documentaire est utile pour tout chercheur. Van Campenhoudt, Quivy et Marquet (2011), quant à eux, précisent que le chercheur doit

consulter des documents pour y trouver des informations utiles déjà existantes pour son étude. Pour compléter les entrevues et valider les données recueillies, une recherche documentaire auprès de certains organismes techniques a été effectuée.

Nous poursuivons la justification de nos choix méthodologiques par l'explication des procédures de détermination de notre échantillon.

#### **4.4.1.3 La détermination de l'échantillon**

Selon Pires (1997), « échantillonner », c'est « prélever une partie d'un tout bien déterminé »; et de façon plus générale, c'est « constituer le corpus empirique d'une recherche ». Pour constituer le corpus empirique de notre recherche, nous avons fait un échantillonnage à deux niveaux : au niveau des sites observés et au niveau des personnes à interviewer.

Au niveau des sites observés, nous nous intéressons aux *pays ruraux* de la Côte d'Ivoire qui ont réalisé un processus de développement local. De ce fait, *le pays rural* a constitué notre unité d'analyse. Plus de 1000 *pays ruraux* ont été recensés en Côte d'Ivoire parmi lesquels environ 300 ont réalisé un processus de développement local. Nous avons participé à la réalisation des processus de développement local dans certains de ces *pays ruraux*. Nous choisissons alors de mener nos investigations empiriques dans des *pays ruraux* dont nous avons une bonne connaissance pour y avoir travaillé. Dans ce sens, les trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan en Côte d'Ivoire nous semblent pertinents. En effet, les méthodes qualitatives exigent du chercheur une bonne connaissance du contexte social de la recherche afin d'effectuer une bonne interprétation des représentations recueillies. Les trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan ont initié un processus de développement local dans le cadre de la politique de décentralisation en Côte d'Ivoire. La sous-préfecture de Gadouan présente, pour cette raison, un aspect

unique et constitue, pour nous, un ensemble pertinent pour mener une analyse de l'impact du processus de développement local sur la création de micro-entreprises par les femmes.

La sous-préfecture de Gadouan ne comptant que trois *pays ruraux*, notre échantillon a été limité à trois unités d'analyse. Eisenhardt (1989) recommande que la taille de l'échantillon pour une comparaison intersites soit d'un minimum de quatre et d'un maximum de dix sites. Nous reconnaissons que notre échantillon est à la limite du minimum de quatre sites recommandés par Eisenhardt (1989). Cependant, nous avons pu jauger de la pertinence de nos données grâce au principe de la saturation, c'est-à-dire lorsque l'étude de nouveaux sites ne nous a pas apporté de connaissances nouvelles. Ainsi, selon Audet (1998), dans la constitution de l'échantillon, la première unité d'analyse devrait être considérée comme « une expérience de laboratoire » et chacun des autres unités d'analyses, des expériences additionnelles pour infirmer ou confirmer les résultats de la première unité d'analyse.

Dans un premier temps, nous avons travaillé avec l'un des trois *pays ruraux* comme « expérience de laboratoire » pour conforter notre cadre conceptuel préliminaire. Dans un deuxième temps, notre travail avec les deux autres *pays ruraux* a servi à confirmer les résultats obtenus dans le premier *pays rural*. Pour Audet et Julien (2006), dans une démarche d'étude de cas par comparaison intersites, « il est préférable de retenir des cas extrêmes, par exemple des entreprises qui fonctionnent très bien et d'autres qui vont mal » Audet et Julien (2006 : 22). Il est pertinent de relever ici qu'en Côte d'Ivoire, les processus de développement local ne sont pas encore parvenus à faire émerger une véritable dynamique entrepreneuriale féminine au niveau des *pays ruraux*. Nous ne pouvons, de ce fait, pas avoir des cas extrêmes « qui fonctionnent très bien ». Cependant, nous avons pu mettre en évidence les similitudes entre les différents *pays ruraux* que nous avons comparés.

Au niveau des individus à interviewer, la population de notre étude se compose de tous les acteurs qui interviennent dans les processus de développement local dans les *pays ruraux* en Côte d'Ivoire. Étant donné que nous adoptons une approche territoriale croisée à une approche féministe, nous nous intéressons plus particulièrement aux femmes des villages des différents *pays ruraux*. Notre technique d'échantillonnage est non probabiliste. L'échantillon n'a pas été constitué au hasard mais en fonction de caractéristiques précises en lien avec l'objet de notre recherche. Nous avons alors procédé « par choix raisonné » au sens de Royer et Zarlowski (2003). Les femmes ayant participé à la planification participative locale initiée dans les différents *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan constituent notre groupe cible. Rappelons que le processus de planification participative locale a été initié par l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) en partenariat avec le Programme national de gestion des terroirs et d'équipement rural (PNGTER). Étant donné que nous avons participé à la réalisation de ce processus dans les différents *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan en tant qu'agent de l'ANADER, nous disposons déjà de données nous permettant de constituer notre échantillon. Cependant, pour actualiser ces données, nous avons également eu recours à des informateurs-clés pour une meilleure mise en œuvre de la collecte de données. Ces informateurs-clés sont ici les agents de développement rural (ADR) de l'ANADER qui travaillent dans la sous-préfecture de Gadouan. Il y a un ADR par *pays rural* (voir tableau 25). Tous ces ADR participent à la planification participative locale depuis 2004. Nous avons constitué un échantillon de 12 femmes par *pays rural*.

Aux fins d'approfondir l'information recueillie auprès de notre groupe cible, nous avons eu des entretiens individuels avec des femmes micro-entrepreneurs du village de Gadouan ayant participé au focus group. Nous nous sommes ainsi entretenus avec sept femmes micro-entrepreneurs pour mieux comprendre la réalité de ces dernières. Nous nous sommes également entretenus avec 16 agents d'appui au développement local (hommes ou femmes). Au départ, nous ne comptons qu'interviewer les équipiers de planification locale (EPL) de l'ANADER et/ou du PNGTER. Mais pour avoir une diversité des points de vue,

une fois sur le terrain, nous avons élargi la catégorie des agents d'appui aux agents des différents services techniques ou des structures villageoises qui sont concernés par les dimensions de notre cadre conceptuel. De ce fait, le critère de sélection des agents d'appui a été leur lien avec les différentes dimensions de notre cadre conceptuel. Nous avons sélectionné des agents de l'ANADER et du PNGTER. Nous avons également sélectionné des personnes que nous avons rencontrées au cours de la recherche documentaire. Notons que cette sélection s'est basée en grande partie sur la technique de boule de neige<sup>112</sup>. Nous n'avons pas eu de refus de la part des personnes que nous avons contacté. Nous pensons que cette situation, de non refus, est due aux critères de sélection de ces personnes (personnes rencontrées lors de la recherche documentaire et technique de boule de neige). L'information donnée par les agents d'appui nous a permis d'approfondir la compréhension de certains facteurs d'émergence qui sont ressortis du discours des femmes. Après avoir justifié les procédures de collecte de données de notre recherche, nous allons maintenant en présenter et justifier les procédures d'analyse de données collectées.

#### **4.4.1.4 La méthode d'analyse des données**

Dans une étude de cas par comparaisons intersites, l'analyse des données collectées se fait en deux étapes : une analyse intra-site de chacun des sites étudiés et une analyse comparative de ces sites (Audet, 1998 ; D'Amboise, 1996, Eisenhardt, 1989).

##### **4.4.1.4.1 L'analyse intra-site**

L'analyse intrasite consiste à effectuer une étude en profondeur de chacun des sites étudiés. Il s'agit ici de « réduire le volume de données avec lequel on doit travailler et ordonner ces données de manière quelconque » (Audet, 1998 : 138). Ce qui permet au chercheur de mettre en évidence les caractéristiques de chaque site et d'en dégager des

---

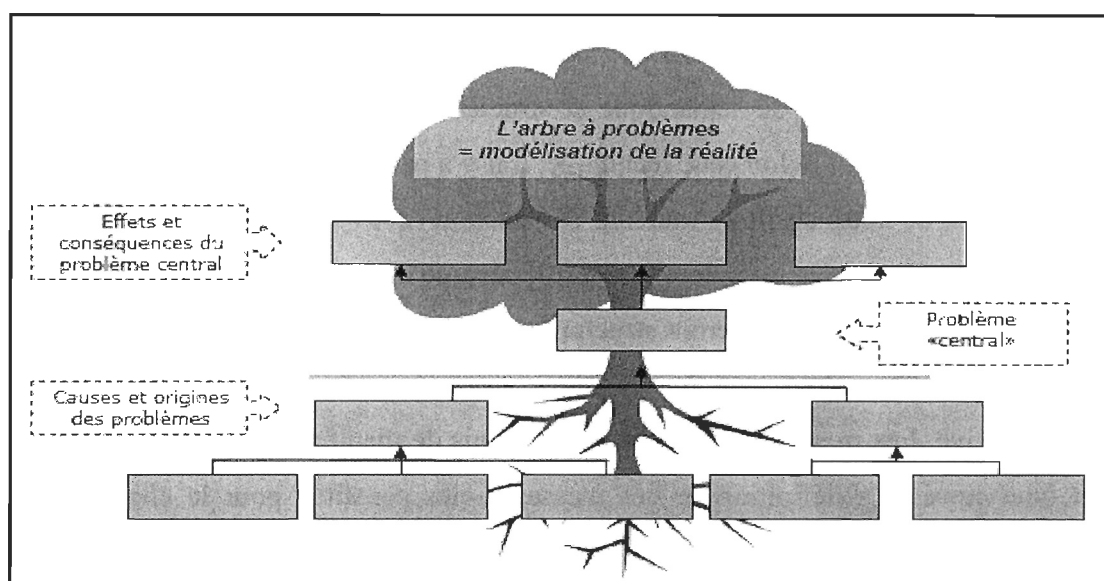
<sup>112</sup> Utilisation de personnes interviewées comme source d'identification de personne additionnelle à interviewer

configurations d'intérêt (D'Amboise, 1996). Pour effectuer cette réduction du volume des données à travers l'analyse intrasite, les approches varient en fonction des chercheurs. Pour ce faire, nous avons eu recours à l'analyse de contenu.

L'analyse de contenu est une technique d'analyse des données qualitative. « C'est un ensemble de techniques d'analyse des communications visant, par des procédures systématiques et objectives de descriptions du contenu des messages, à obtenir des indicateurs [...] permettant l'inférence de connaissances relatives aux conditions de production/réception (variables inférées) de ces messages » (Bardin, 2003 : 47). L'analyse de contenu répond à des objectifs variés. Ces objectifs peuvent être classés en deux : comparer les structures formelles du langage (objectifs centrés sur le langage) ou mettre à jour des systèmes de représentations véhiculées par des discours (objectifs centrés sur le sens). De ce fait, l'analyse de contenu peut se centrer tant sur « l'énoncé » que sur « l'énonciation » de l'outil linguistique (Gavard-Perret et Helme-Guizon, 2008). Dans le cadre de cette recherche, nous mettons à jour les perceptions et les représentations des femmes en ce qui est du phénomène observé dans la sous-préfecture de Gadouan. Notre analyse de contenu est alors centrée sur le sens des discours obtenus par les entretiens individuels et par les focus groups.

Pour analyser les données (ou encore réduire le volume des données) recueillies par les focus group, nous avons principalement eu recours aux diagrammes de causalités ou arbres à problèmes. En plus d'être une construction schématisée du phénomène étudié, un arbre à problèmes est un mode d'analyse utile des causes et des effets d'un problème spécifique, ici la relation entre l'émergence de l'entrepreneuriat féminin et la planification participative locale dans les *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan. Ce problème spécifique représente le problème central et se situe au niveau du tronc de l'arbre. Les causes sont représentées par les racines et les effets par les branches et les feuilles de l'arbre. Rappelons qu'une caractéristique majeure des arbres à problèmes est de pouvoir analyser les informations obtenues dans des limites de temps assez courtes avec la

participation des enquêtés (Agnéroh, Apling-Kouassi, Glounaho et Konan, 1998; ANADER, 1997; Gueye et Schoonmaker Freudenberg, 1991). La figure 16 présente les différentes parties d'un arbre à problèmes.



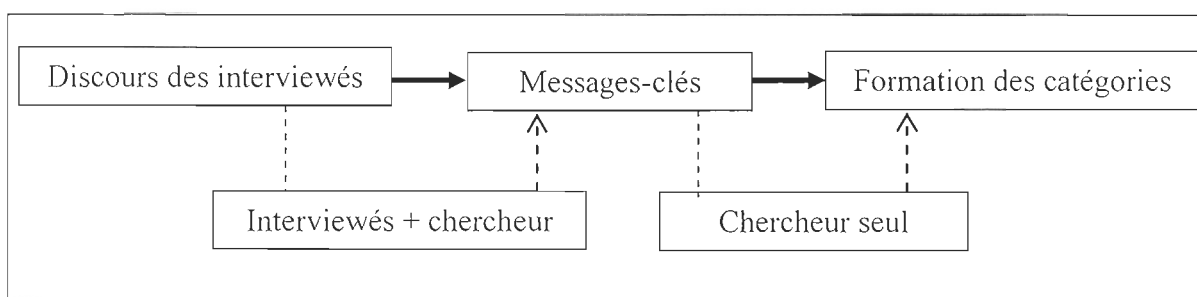
**Figure 16** : La construction d'un arbre à problèmes

Source : [www.cefoscim.be/ressources/documents-a-telecharger/.../at.../file](http://www.cefoscim.be/ressources/documents-a-telecharger/.../at.../file), consulté le 21 Mars 2013

La méthode des arbres à problèmes est en fait une méthode orale. Simard (1988) explique que la méthode de recherche sociale adaptée pour les pays en développement doit être une méthode orale avec des préoccupations quantitatives. En effet, « pour rejoindre les populations de tradition orale, une méthode orale semble la plus adéquate. Au delà de son caractère oral, cette méthode devrait posséder un élément groupal s'apparentant à la dynamique des palabres [africaines] » (Simard, 1988 : 86). Dans ces palabres, beaucoup de civilisations africaines pratiquent la règle du consensus. De ce fait, les discussions durent jusqu'à ce qu'une décision intéressant la communauté soit prise à l'unanimité (Anzieu et Martin, 1986).



L'analyse de contenu dans la méthode des arbres à problèmes est axée sur l'analyse du verbe (méthode orale). Les unités de codage correspondent ici aux messages-clés contenu dans le discours des interviewés. Andreani et Conchon (2001) parlent alors d'unité d'analyse sémantique. Muchielli (1984), cité par Simard (1995), distingue trois méthodes d'analyse de contenu : la méthode logico-esthétique et formelle, la méthode logico-sémantique et la méthode sémantique et structurale. Nous nous situons dans la méthode logico-sémantique. « Selon cette technique, il n'y a pas besoin d'une mise à plat exhaustive et une prise de notes suffit » Andreani et Conchon (2001 : 7). Les messages-clés sont les idées exprimées par les interviewés. C'est le résumé d'une intervention (Simard, 1988). Ce sont ces messages-clés qui seront structurés en effets, causes et problème central de l'arbre à problème. Rappelons que la technique des arbres à problèmes est une technique participative. Les messages-clés sont alors définis de manière participative entre chercheur et interviewés. La définition de ces messages-clés constitue pour le chercheur une pré-analyse de l'analyse de contenu qu'il aura à poursuivre tout seul afin de déterminer des unités « conceptualisantes ». En effet, dans la technique des arbres à problèmes, l'analyse de contenu se fait en deux temps : la définition des messages-clés avec les interviewés (construction de l'arbre) et la classification (regroupement) de ces messages-clés en catégories de concepts par le chercheur (voir figure 17).



**Figure 17:** Schématisation du codage des données dans la technique des arbres à problèmes

En ce qui est des préoccupations quantitatives, Simard (1988 : 88) soutient que dans la méthode orale des pays en développement, « une méthode de quantification peut être ici appliquée, ce qui facilite les comparaisons et fournit des indices de généralisation ». Simard

(1988) explique encore qu'un modèle systématique d'analyse des données serait ainsi plus fiable. En effet, un modèle systématique conduit à une catégorisation ou une classification. « Les catégories d'analyse sont définies clairement et peuvent être utilisées par d'autres chercheurs, avec l'assurance d'obtenir les mêmes conclusions. De ce fait, le recours à certaines opérations quantitatives permet d'avoir une idée de l'importance des données relevées et de permettre une comparaison avec d'autres échantillons de ce matériel » (Simard, 1988 : 87). Toujours selon Simard (1988), dans la méthode orale des pays en développement, la quantification donne plus d'intérêt aux données des focus groups. De plus les focus groups, en tant que méthode orale, s'apparentent bien aux palabres africaines et sont susceptibles de correspondre aux mentalités africaines. Simard (1988) relève tout de même la nuance entre l'analyse quantitative des données quantitatives et l'analyse quantitative des données qualitatives. En effet,

Il faut se rappeler que le traitement quantitatif des données qualitatives ne peut s'interpréter de la même façon que le traitement quantitatif des données quantitatives. Dans le cas des données quantitatives, ce sont les grands nombres qui ont force de loi; les petites fréquences ne sont nullement significatives. Tel n'est pas le cas pour les données qualitatives, où même les petites fréquences sont significatives. Les questions étant ouvertes et non orientées, la probabilité d'apparition d'une réponse est infime, par opposition aux questions fermées (méthodes quantitatives)... (Simard, 1988 : 88).

Après l'analyse intra-site, le chercheur procède à l'analyse comparative des sites ou « analyse intersites ».

#### 4.4.1.4.2 L'analyse intersites

Le but de l'analyse intersites est de confronter les concepts théoriques qui émergent de chacun des sites. Pour ce faire, le chercheur identifie les similarités et les différences entre les cas. La convergence des données entre les différents cas augurent de la justesse des résultats du chercheur. Les comparaisons intersites amènent le chercheur à adopter des

perspectives variées dans l'appréhension de ses données. De ce fait, le chercheur a plus d'assurance en ce qui est de la précision et de la validité de la théorie qui émerge de ses données. Autrement dit, il a l'assurance d'avoir bien traduit la réalité observée. De la comparaison des configurations d'intérêt, qui ont émergé de l'analyse intra-site, se dessinent graduellement des relations entre les variables. Pour mieux comprendre le « pourquoi » du phénomène étudié, le chercheur se doit alors de recourir à une analyse qualitative (D'Amboise, 1991; Audet et Courteret, 2005; audet et Julien, 2006).

Avant l'analyse comparative intersites proprement dite, nous avons procédé à une analyse qualitative des entretiens individuels avec les femmes micro-entrepreneurs et les agents d'appui. Ici encore, nous avons utilisé une analyse de contenu. Les unités de codage correspondent également à des unités d'analyse sémantique. Ici, les entretiens ont été enregistrés et l'analyse s'est faite sur des données textuelles.

Toute démarche scientifique se doit de respecter des critères de scientificité qui vont cautionner sa validité. C'est la raison pour laquelle, après avoir présenté et justifié les procédures de collecte et d'analyse de données de notre recherche, nous allons maintenant relever les critères de scientificité qui vont cautionner sa validité.

#### **4.4.1.5 Les critères d'ordre scientifiques de la recherche**

Pour plusieurs auteurs, dont Guba (1981) et Deslauriers (1991), pour qu'une recherche qualitative soit valide, elle doit respecter au moins les critères de validité (crédibilité et transférabilité) et de consistance (fiabilité).

Le critère de la crédibilité d'une recherche interprétative se rapporte à la validité interne de cette recherche. Il s'agit de garantir la qualité, voir la véracité de l'information recueillie. Pour cela, il faut s'assurer de l'adéquation des outils d'investigation pour atteindre les objectifs fixés. Il faut également miser sur la capacité des participants à fournir

l'information recherchée. Le chercheur doit avoir une bonne connaissance de son terrain de recherche. Diverses stratégies de triangulation (multiplication des outils d'investigation, retour aux participants, etc.) sont généralement utilisées pour assurer la crédibilité d'une recherche. La présence prolongée du chercheur sur son terrain d'étude est aussi un facteur garantissant la crédibilité de la recherche. Le critère de la transférabilité traduit le fait que les résultats de la recherche sont reproductibles dans un contexte autre que celui où ils ont été produits. Pour assurer cette transférabilité, le chercheur se doit de donner une description détaillée de son milieu d'étude et du contexte dans lequel s'est déroulée sa collecte de données. L'ensemble de la démarche méthodologique doit être aussi détaillée. Le critère de la fiabilité de la recherche interprétative est relatif à la relation entre les questions posées au départ de la recherche, leur évolution possible au cours de la recherche et les résultats obtenus. Il s'agit ici, pour le chercheur, de vérifier si sa démarche est logique. Pour Yin (2003), il s'agit de démontrer que la démarche de recherche peut être reproduite avec les mêmes résultats. D'autres critères évaluent la dynamique interactive entre le chercheur et les participants à la recherche (le critère de l'équilibre) et également la pertinence et les effets de la recherche (les critères de l'authenticité). Le critère de l'équilibre et les critères de l'authenticité constituent les critères relationnels (Savoie-Zacjé, 2004). Le respect des normes de scientificité dans la démarche de recherche doit également s'accompagner du respect des aspects liés à l'éthique de la recherche.

#### **4.4.1.6 Les aspects éthiques de la recherche**

L'éthique est la « discipline de la philosophie ayant pour objet l'examen des principes moraux au regard de ce qui est jugé souhaitable et qui sont à la base de la conduite d'un individu ou d'un groupe »<sup>113</sup>. L'éthique de la recherche est relative à l'ensemble des principes moraux ou des valeurs qui doivent guider le chercheur dans la conduite de sa recherche. Ces principes visent à encadrer les recherches conduites auprès des êtres

---

<sup>113</sup> Office québécois de la langue française, <http://gdt.oqlf.gouv.qc.ca/Resultat.aspx>, consulté le 12 novembre 2012

humains. Le chercheur doit diriger sa recherche de façon éthique : il doit être honnête et intègre afin d'éviter tout préjudice aux participants à sa recherche. De ce fait, les considérations éthiques font partie des choix que doit faire le chercheur dans toute sa démarche de recherche (Harrisson, 2004). « L'objet même de la recherche, le type de recherche, les interactions entre les chercheurs et les répondants, le traitement des informations colligées auprès de sujets humains et même la diffusion des résultats de la recherche doivent être considérés sur le plan éthique » (Harrisson, 2004 : 39). Mais, toujours selon Harrison (2004), l'interprétation des informations recueillies ne relève pas d'une question d'éthique. Le chercheur est libre d'interpréter les informations selon son entendement. Citant Andrew Pettigrew (1990), Harrison (2004) relève également que l'étude de cas est une stratégie de recherche qualitative particulièrement sensible aux dimensions éthiques. En effet, au delà des procédures formelles d'anonymat et de confidentialité, le chercheur est amené à s'impliquer dans son milieu d'observation dans le cadre d'une étude de cas. De ce fait, le chercheur développe des interactions informelles dans lesquelles il doit toujours faire preuve d'éthique. Étant donné que notre collecte de données se réalise auprès d'êtres humains, nous avons pris toutes les dispositions utiles pour assurer la certification de notre projet de recherche auprès du comité d'éthique de la recherche (CÉR) de l'Université du Québec à Rimouski. Le numéro de référence de notre certificat d'éthique étudiant est le CÉR-60-304 (voir annexe XIII). Nous avons élaboré un formulaire de consentement qui explique aux participants à notre collecte de données les objectifs de la recherche, la nécessité du consentement de leur participation et le respect de l'anonymat et de la confidentialité tout au long de la recherche (voir annexe XIV). Après avoir présenté et justifié notre stratégie de collecte de données, nous allons maintenant présenter la mise en œuvre proprement dite de cette stratégie.

#### 4.4.2 LA MISE EN ŒUVRE DE LA COLLECTE DE DONNÉES

Dans le cadre de la collecte des données empiriques de notre recherche, nous avons séjourné en Côte d'Ivoire du 5 septembre au 15 décembre 2010. Nous avons ainsi réalisé

nos entrevues, fait notre recherche documentaire et analysé les données obtenues. Pour mener à bien nos investigations empiriques, nous avons commencé par élaborer un plan d'organisation de la collecte.

#### 4.4.2.1 L'organisation de la collecte

Le tableau 28 présente le plan que nous avons élaboré pour organiser notre collecte de données en Côte d'Ivoire.

**Tableau 28** : L'échéancier de la collecte de données en Côte d'Ivoire

MOIS ACTIVITÉS	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Prise de contact avec les personnes ressources	● — ●			
Réalisation des entrevues		● — ●		
Recherches documentaires	● — ●			●
Prise de derniers contacts				● — ●
Suivi des travaux par le Directeur de thèse	● — ●			●

À notre arrivée en Côte d'Ivoire, nous avons commencé par prendre contact avec différentes personnes clés pour nous présenter et également présenter la recherche. Le but de cette démarche était de solliciter la collaboration de ces personnes<sup>114</sup>. Nous avons d'abord rencontré notre « point focal » à la Direction générale de la décentralisation et du développement local (DGDDL) à qui nous avons exposé les objectifs et le but de notre recherche. Cette rencontre a eu lieu dans les bureaux de la DGDDL à Abidjan. Notons que

<sup>114</sup> Notons que nous avons déjà contacté la majorité de ces personnes par téléphone avant d'aller sur le terrain pour leur présenter la recherche et solliciter leur collaboration.

la DGDDL, à travers son Directeur général, a formellement accepté de nous donner son appui dans le cadre de cette collecte de données (voir annexe XV). C'est pour cette raison que nous appelons notre contact dans cette direction, notre « point focal ». Nous avons, par la suite, pris contact avec des responsables dans différents services et ministères techniques pour les informer de nos intentions de collectes de données documentaires dans leur service dans le cadre de notre recherche doctorale. Un ordre de mission (voir annexe XVI), délivré par le Programme canadien de bourses de la francophonie (PCBF), nous a été d'un grand recours dans nos prises de contacts. Nous nous sommes également rendus dans la sous-préfecture de Gadouan pour une première prise de contact avant le déroulement de la collecte de données proprement dite. En somme, notre collecte de données s'est déroulée en plusieurs phases dans la ville d'Abidjan et dans la sous-préfecture de Gadouan. C'est dans la sous-préfecture de Gadouan que s'est réalisé la majorité des entrevues. Les entrevues ont été réalisées d'octobre à novembre 2010 (deux mois).

#### **4.4.2.2 La réalisation des entrevues**

Les entrevues individuelles ont été réalisées tant dans la sous-préfecture de Gadouan que dans la ville d'Abidjan. Les focus groups ont été réalisés dans la sous-préfecture de Gadouan.

##### **4.4.2.2.1 Les focus groups**

Un focus group a été réalisé dans chaque village-centre des pays ruraux de la sous-préfecture de Gadouan, à savoir : Gadouan, Zalihouan et Bidiahouan. Chaque groupe comprenait 12 femmes. Ce qui nous a donné un échantillon de 36 femmes.

##### *4.4.2.2.1.1 Les caractéristiques des participantes*

Les caractéristiques des 36 femmes sont consignées dans le tableau 29.

Tableau 29 : Les caractéristiques des femmes ayant participé aux focus groups

Pays rural	N°	Pseudonyme	Scolarisation	AGR			Origine
				Jamais	une fois ou plus	En activité	
Bidiahouan	1	Ruth-Esther	oui	non	oui	non	Autochtone
	2	Anguety	oui	non	oui	non	Autochtone
	3	Loulou	non	non	oui	oui	Allochtone
	4	Fabie	non	non	oui	oui	Allochtone
	5	Cindy	oui	non	oui	non	Autochtone
	6	Hilary	oui	non	oui	oui	Allochtone
	7	Jolie	oui	oui	non	non	Autochtone
	8	Manon	non	non	oui	oui	Allochtone
	9	Béhira	oui	oui	non	non	Autochtone
	10	Ariane	oui	oui	non	non	Autochtone
	11	Samijo	non	non	oui	non	Autochtone
	12	Élica	non	non	oui	non	Autochtone
Gadouan	1	Nastou	oui	non	oui	oui	Autochtone
	2	Dorcas	oui	non	oui	oui	Allogène
	3	Yasmine	oui	non	oui	oui	Allogène
	4	Sarah	oui	non	oui	oui	Allogène
	5	Naomie	non	non	oui	oui	Allochtone
	6	Pamela	non	non	oui	oui	Allochtone
	7	Essien	non	non	oui	oui	Allochtone
	8	Safie	non	non	oui	oui	Allochtone
	9	Vénézi	oui	non	oui	oui	Allogène
	10	Zang	oui	non	oui	oui	Allochtone
	11	Yoan	oui	oui	non	non	Autochtone
	12	Affinité	oui	oui	non	non	Autochtone
Zaliohouan	1	Suprette	non	non	oui	non	Autochtone
	2	Ascension	oui	non	oui	non	Autochtone
	3	Douce	oui	non	oui	non	Autochtone
	4	Magda	oui	non	oui	non	Autochtone
	5	Magali	non	non	oui	non	Autochtone
	6	Adriana	non	non	oui	non	Autochtone
	7	Mitongbé	oui	non	oui	non	Autochtone
	8	Titi	oui	oui	non	non	Autochtone
	9	Soledade	non	non	oui	non	Autochtone
	10	Megan	oui	non	oui	non	Autochtone
	11	Grâce	non	oui	non	non	Autochtone
	12	Olive	oui	non	oui	non	Autochtone

Le tableau 29 montre que parmi les 36 femmes de l'échantillon, 14 n'ont pas été scolarisées, soit 38,89 % et sept n'ont jamais entrepris d'activités génératrices de revenus (AGR), soit 19,45 %. Sur les 29 femmes ayant déjà entrepris une AGR, seulement 14<sup>115</sup> sont encore en activité. Quatre femmes de l'échantillon sont des allogènes, c'est-à-dire,

<sup>115</sup> L'entretien individuel avec les femmes s'est réalisé avec sept de ces 14 micro-entrepreneures.



ressortissantes d'un pays autre que la Côte d'Ivoire. Ces femmes proviennent en général de pays limitrophes de la Côte d'Ivoire (Burkina Faso, Bénin et Mali notamment). Neuf femmes sont des allochtones (provenant d'autres groupes ethnoculturels de la Côte d'Ivoire). Vingt-trois des femmes de l'échantillon sont des autochtones (de l'ethnie bété). L'âge moyen de ces femmes, ayant participé aux focus groups, est de 38 ans.

#### 4.4.2.2.1.2 *Le focus group de Gadouan*

Selon le recensement général de la population et de l'habitat de 1998 (RGPH-98), le *pays rural* de Gadouan comptait une population totale de 22 378 habitants. Les femmes représentent 52 % de la population de l'ensemble du *pays rural*. Les femmes ayant participé aux différentes étapes du processus de planification participative locale en 2004 étaient de 102 pour l'ensemble du *pays rural*. Le tableau 30 présente, par groupe, les microprojets consolidés pour la période 2005 à 2007 dans le plan de développement local (PDL) par la population du *pays rural* de Gadouan (ANADER, 2004a et 2004e).

**Tableau 30** : Les microprojets du *pays rural* de Gadouan présentés par groupe

	<b>Intitulé du microprojet</b>
<b>Microprojets des femmes</b>	1- Créer un périmètre maraîcher de 2 ha 2- Créer un élevage porcin + point de vente 3- Créer un élevage ovin
<b>Microprojets des jeunes*</b>	1- Aménager 10 ha de bas fond 2- Créer un élevage de 1000 coquelets 3- Aménager 3 ha de bas fond piscicole 4- Construire une cantine scolaire 5- Construire un jardin d'enfant
<b>Microprojets des hommes</b>	1- Construire 3 classes d'école + bureau 2- Acquérir une ambulance pour le centre de santé 3- Faire l'extension du lotissement 4- Construire 3 logements de maître 5- Créer un élevage de 1000 poulets de chair 6- Construire un marché couvert de 12 travées

\* Ici les jeunes sont de sexe masculin.

Source : ANADER (2004a et 2004e)

L'analyse de ce tableau montre que sur l'ensemble des 14 microprojets retenus, seulement trois sont « portés » par des femmes, soit 22 %. Ce faible taux de microprojets « portés » par les femmes s'explique par le fait que la consolidation des microprojets se fait en plénière avec tous les groupes réunis (femmes, jeunes et hommes). Dans ces réunions, en plénière, les femmes ne parviennent pas à s'imposer pour faire passer un grand nombre de microprojets. De plus, lors de la hiérarchisation (des microprojets consolidés), les microprojets des femmes ne font pas partie des premiers projets à réaliser (des projets prioritaires). Ce sont les microprojets des jeunes et des hommes qui occupent la première place dans la hiérarchisation. Il est entendu que les microprojets qui occupent les premières places dans la hiérarchisation sont ceux pour lesquels le conseil de développement local (CDL) du *pays rural* de Gadouan recherche du financement de façon prioritaire. Ici, les microprojets des femmes ont occupé les dernières places dans la hiérarchisation.

Le CDL du *pays rural* de Gadouan n'a pas pu trouver de financement pour réaliser les microprojets planifiés pour la période 2005 à 2007. La raison principale de cette situation était que le principal bailleur de fonds (de la planification participative locale), en l'occurrence la Banque mondiale, avait suspendu ses « aides » à la Côte d'Ivoire à cette période. C'est seulement en 2008, avec la reprise des relations entre la Côte d'Ivoire et la Banque mondiale, que la population du *pays rural* de Gadouan a obtenu un financement pour la réalisation du microprojet de « construction de trois classes d'école + bureau ». Ce financement a été possible grâce à un programme de réhabilitation post-crise de la Banque mondiale. Jusqu'à l'automne 2010, aucun microprojet « porté » par des femmes n'avait été réalisé dans le *pays rural* de Gadouan. Il est bon de préciser que la première option de financement qui s'offre aux CDL, pour faire financer les microprojets des *pays ruraux*, est le fonds du Programme national de gestion des terroirs (PNGTER). Ce fonds est une aide de la Banque mondiale pour financer les microprojets planifiés selon une approche participative. Ce fonds est géré au niveau de chaque collectivité territoriale par un comité sous-préfectoral d'agrément (CSPA). C'est ce comité qui donne son agrément pour financer les microprojets prioritaires des *pays ruraux*. Les CDL peuvent également

rechercher d'autres financements auprès d'autres bailleurs de fonds (Conseil général, ONG, mutuelles de développement, etc.).

Les microprojets du *pays rural* de Gadouan peuvent se regrouper en deux types : les microprojets sociaux et les microprojets productifs. Les microprojets sociaux concernent les équipements sociaux communautaires comme les écoles et les centres de santé. Nous nous trouvons ici dans l'approche communautaire du développement local. Les microprojets productifs concernent les activités génératrices de revenus (AGR). Ces AGR sont « portées » par des groupes de femmes. Ici, il s'agit de l'approche de développement économique communautaire. Par ailleurs, l'analyse des documents de la planification participative locale du *pays rural* de Gadouan fait ressortir deux constats principaux. Le premier constat est que ce sont les femmes qui en général identifient de petites activités génératrices de revenus (périmètre maraîcher, élevage ovin, etc.) alors que les hommes identifient des grands équipements sociaux (construction d'école, extension du lotissement, etc.). Le deuxième constat est que les microprojets qui occupent les premières places dans la hiérarchisation sont des projets sociaux (projets identifiés par les hommes). De ce fait, ce sont ces microprojets qui sont susceptibles d'être réalisés en priorité. Les microprojets productifs sont les projets qui sont susceptibles de faire émerger un entrepreneuriat local mais ces projets n'occupent pas les premières places dans la hiérarchisation.

Le focus group du *pays rural* de Gadouan s'est réalisé sous un « apatam<sup>116</sup> » du village loin des oreilles « indiscretes ». L'une des 12 femmes du groupe nous a aidés dans la prise de notes. Ce focus group a débuté dans la soirée, précisément, à 19 h 03 min et s'est achevé à 22 h 32 min, soit une durée de 3 h 29 min. Toutes les femmes présentes comprenaient le français mais elles ont désigné une femme, membre du groupe, comme traductrice<sup>117</sup>. Nous avons commencé par expliquer les objectifs et les aspects d'ordre éthique de la recherche. Les participantes ont compris qu'elles étaient libres de prendre part

---

<sup>116</sup> Construction légère comprenant un toit et des piliers (qui soutiennent le toit).

<sup>117</sup> Les langues locales suivantes étaient utilisées : bété, baoulé et malinké.

à la recherche et de se retirer si elles le désiraient. Nous leur avons également expliqué les aspects de confidentialité et d'anonymat liés à la recherche. Chaque membre du groupe a signé un formulaire de consentement.

Nous avons animé le focus group de Gadouan en prenant appui sur notre cadre conceptuel préliminaire. Nous avons adopté l'approche anglo-saxonne du focus group en cherchant à « saisir du sens partagé, voir du consensus » au sens de Morgan et Krueger (1997). Le choix de cette approche se justifie par le fait qu'elle s'apparente à la dynamique des palabres africaines (Simard, 1988). Dans ces palabres, beaucoup de civilisations africaines pratiquent la règle du consensus. De ce fait, les discussions durent jusqu'à ce qu'une décision intéressant la communauté soit prise à l'unanimité (Anzieu et Martin, 1986). Ainsi, cette approche a l'avantage de créer une dynamique qui stimule la discussion à l'intérieur du groupe à travers la recherche de consensus. De la discussion peuvent ressortir des aspects pertinents du phénomène étudié, aspects auxquels le chercheur n'avait pas pensé. Ainsi, lorsque nous posions une question, une femme qui le désirait, prenait la parole pour y répondre. Automatiquement, une autre femme prenait la parole pour donner son accord ou son désaccord avec la réponse donnée. Il s'en suivait, ensuite, une discussion au niveau du groupe. Les femmes finissaient par retenir une réponse faisant l'unanimité. Nous n'avons pas eu de questions où les femmes n'ont pas pu s'entendre. Les femmes s'exprimaient en langues locales (bété, dioula ou baoulé) ou en français. Les réponses qui n'étaient pas en français étaient traduites. Nous avons noté toutes les réponses (accords ou désaccords). Les femmes elles-mêmes trouvaient les messages-clés résumant les réponses données. Tous les messages-clés ont été notés sur du « papier padex<sup>118</sup> ». Ensuite, les femmes ont établi un lien de causalité entre les différents messages-clés. Ce qui a conduit à une arborescence ou diagramme de causalité. Le recours à des diagrammes nous a permis de « sortir » des focus groups avec des messages-clés et des liens de causalité entre ces messages-clés. Ceci équivaut déjà à une pré-analyse

---

<sup>118</sup> Papier satiné de couleur blanche de dimension 64 X 97cm servant à recharger les tableaux padex (chevalets de conférence).

À l'issue de l'analyse des données du focus group de Gadouan, nous avons adapté les dimensions et les indicateurs du cadre conceptuel préliminaire. Nous avons ainsi élaboré un nouveau cadre conceptuel d'analyse. Nous avons également rencontré une chercheuse du centre ivoirien de recherches économiques et sociales (CIREs) avec qui nous avons discuté de ce nouveau cadre d'analyse pour en faire évaluer la pertinence. Nous avons fait valider ce nouveau cadre conceptuel auprès des participantes au focus group du *pays rural* de Gadouan. C'est avec le cadre conceptuel enrichi que nous avons poursuivi nos investigations de recherche. Après le focus group de Gadouan, nous avons entrepris celui de Bidiahouan.

#### 4.4.2.2.1.3 *Le focus group de Bidiahouan*

Selon le recensement général de la population et de l'habitat de 1998 (RGPH-98), le *pays rural* de Bidiahouan comptait une population totale de 10 024 habitants. Les femmes représentent 47 % de la population tandis que les jeunes de moins de 30 ans représentent environ 64,5 %. Les femmes qui ont participé à l'ensemble des étapes du processus de planification participative locale en 2004 étaient de 58 pour le *pays rural* de Bidiahouan. Le tableau 31 présente, par groupe, les microprojets consolidés dans le plan de développement local (PDL) par la population du *pays rural* de Bidiahouan pour la période 2005 à 2007.

**Tableau 31** : Les microprojets du *pays rural* de Bidiahouan présentés par groupe

	Intitulé du microprojet
<b>Microprojets des femmes</b>	1- Installation d'une unité de transformation des vivriers
<b>Microprojets des jeunes*</b>	1- Réhabilitation du dispensaire
<b>Microprojets des hommes</b>	1- Construire 3 classes d'école + bureau + équipements 2- Extension du lotissement du village 3- Ouverture des rues

\* Ici les jeunes sont de sexe masculin.

L'analyse de ce tableau montre que sur l'ensemble des cinq microprojets retenus, un seul est « porté » par des femmes, soit 20 %. L'explication de ce faible taux de microprojets « portés » par des femmes est la même que dans le cas du *pays rural* de Gadouan : la consolidation des microprojets se faisant en plénière, les femmes ne parviennent pas à s'imposer pour faire passer un grand nombre de microprojets. Cependant, dans ce cas du *pays rural* de Bidiahouan, le microprojet des femmes, « Installation d'une unité de transformation des vivriers » était parmi les microprojets prioritaires. Le conseil de développement local (CDL) du *pays rural* du Bidiahouan a, de ce fait, recherché du financement pour ce projet des femmes. Un financement de la Banque mondiale a été décaissé, en 2008, pour ce microprojet des femmes dont le coût total était de 8 800 000 F CFA<sup>119</sup>, soit environ 17 600 CAD<sup>120</sup>. Cependant, les femmes (porteuses du projet) devraient apporter une quote-part<sup>121</sup> de 10 % du coût total du projet, soit 880 000 F CFA (environ 1 760 CAD). Les femmes du pays rural de Bidiahouan n'ont pas pu déboursier cette quote-part. De ce fait, le financement ne leur a pas été accordé. C'est, plutôt, le microprojet de « construction de trois classes d'école + bureau + équipements », microprojet porté par les hommes, qui a été financé. Ces derniers ayant pu apporter la quote-part de 5 % du coût total du projet de 29 067 500 F CFA (environ 56 624 CAD). Cette quote-part équivalait ainsi à 1 453 375 F CFA (environ 2 879 CAD). Notons que le microprojet « Installation d'une unité de transformation des vivriers » est une activité génératrice de revenus et d'emplois. Ce qui n'est pas le cas pour celui de « construction de trois classes d'école + bureau + équipements ».

Le focus group du *pays rural* de Bidiahouan s'est réalisé, comme à Gadouan, sous un « apatam » du village loin des oreilles « indiscretes ». Ici, nous avons travaillé dans la matinée de 10 h 31 min à 12 h 54 min, soit une durée de 2 h 23 min. Nous avons commencé par expliquer les objectifs et les aspects d'ordre éthique de la recherche. Les participantes ont compris qu'elles étaient libres de prendre part à la recherche et de se retirer si elles le

<sup>119</sup> Francs CFA (Francs de la communauté financière africaine).

<sup>120</sup> CAD (Dollars canadiens). 1 CAD équivaut environ à 500 F CFA.

<sup>121</sup> La quote-part est de 10% pour les projets productifs et de 5% pour les projets sociaux.

désiraient. Nous leur avons également expliqué les aspects de confidentialité et d'anonymat liés à la recherche. Chaque membre du groupe a signé un formulaire de consentement. Le focus group de Bidiahouan s'est réalisé de la même manière que celui de Gadouan. Les femmes du focus group de Bidiahouan ont établi un lien de causalité entre les différents messages-clés relevés. Ceci a également permis de construire un diagramme de causalité. À l'issue de l'analyse des données du focus group de Bidiahouan, les dimensions obtenues correspondaient bien à celles du cadre d'analyse validé à Gadouan. Les dimensions et les composantes de ce cadre ont été validées par les femmes de Bidiahouan. Après le focus group de Bidiahouan, nous avons entrepris celui de Zaliouhouan.

#### *4.4.2.2.1.4 Le focus group de Zaliouhouan*

Selon le RGPH-98, le *pays rural* de Zaliouhouan comptait une population totale de 19 472 habitants. Les femmes représentent 49 % de la population. Le nombre de femmes qui ont participé à l'ensemble des étapes de la planification participative locale en 2004 étaient de 73 pour le *pays rural* de Zaliouhouan. Le tableau 32 présente, par groupe, les microprojets consolidés au niveau du *pays rural* de Zaliouhouan pour la période 2005 à 2007.

**Tableau 32** : Les microprojets du *pays rural* de Zaliouhouan présentés par groupe

	<b>Intitulé du microprojet</b>
<b>Microprojets des femmes</b>	1- Élevage de moutons (100 brebis et 4 béliers) 2- Création de périmètre maraîcher de 3 ha 3- Création d'une mini savonnerie + formation des femmes 4- Achat et installation d'une décortiqueuse + une bascule
<b>Microprojets des jeunes*</b>	1- Aménager 13ha de bas-fond de pisciculture et de riziculture 2- Construire un foyer polyvalent 3- Élevage de 1000 pondeuses 4- Élevage d'aulacodes (2 mâles et 8 femelles) 5- Construction de cantine scolaire 6- Construction de case de santé 7- Création centre d'alphabétisation (bâtiment + Matériels didactiques)
<b>Microprojets des hommes</b>	1- Acquisition d'une ambulance 2- Élevage de poulets traditionnel 3- Achat et installation sous abri d'un moulin + achat de bascule 4- Élevage de poulets de chair 5- Extension du lotissement à 500 lots 6- Construction 3 classes 7- Construction 4 logements de maître 8- Construction bloc latrine 9- Construction 1 logement des agents d'encadrement rural et agricole 10- Réaménagement de 10 ha de bas fonds 11- Création bloc cultural de 10 ha pour vivriers 12- Élevage ovin 1 noyau

\* Ici les jeunes sont de sexe masculin.

L'analyse de ce tableau montre que sur l'ensemble des 23 microprojets retenus, seulement quatre sont « portés » par des femmes, soit 18 %. L'explication de ce faible taux de microprojets « portés » par des femmes est la même que dans le cas des deux autres *pays ruraux* (Bidiouhouan et Gadouan) : la consolidation des microprojets se faisant en plénière, les femmes ne parviennent pas à s'imposer pour faire passer un grand nombre de microprojets. Comme dans le cas du *pays rural* de Gadouan, les microprojets des femmes du pays rural de Zaliouhouan n'étaient pas parmi les microprojets prioritaires pour lesquels le conseil de développement local (CDL) a recherché du financement. Aucun microprojet



des femmes n'a, de ce fait, été réalisé. D'ailleurs, aucun des 23 microprojets du *pays rural* de Zaliouhouan n'a été réalisé faute de financement.

Le focus group du *pays rural* de Zaliouhouan s'est réalisé dans une salle de classe (toujours loin des oreilles « indiscretes ») de 13 h 17 min à 14 h 32 min, soit une durée de 1 heure 15 minutes. Nous avons toujours un groupe de 12 femmes. Ici, il n'y avait pas de traductrice. Le focus group s'est entièrement déroulé en français. Cependant, il y avait une femme pour nous aider dans la prise de notes. Ce dernier focus group s'est réalisé de la même manière que les deux précédents. Nous avons commencé par expliquer les objectifs et les aspects d'ordre éthique de la recherche. Les participantes ont compris qu'elles étaient libres de prendre part à la recherche et de se retirer si elles le désiraient. Nous leur avons également expliqué les aspects de confidentialité et d'anonymat liés à la recherche. Chaque membre du groupe a signé un formulaire de consentement. À l'issue de l'analyse des données du focus group de Zaliouhouan, les dimensions obtenues avec les focus groups précédents ont été validées. Ici également nous avons obtenus une arborescence ou diagramme de causalité. Les informations recueillies dans les focus groups ont été comparées avec des informations recueillies par des entretiens individuels.

#### 4.4.2.2.2 Les entretiens individuels

Nous avons réalisé des entretiens individuels avec des femmes micro-entrepreneurs du village de Gadouan et avec des agents d'appui.

##### 4.4.2.2.2.1 Les entretiens individuels avec les femmes micro-entrepreneurs

Nous avons réalisé des entretiens individuels avec sept femmes micro-entrepreneurs ayant participé aux focus groups. L'objectif de ces entretiens était d'approfondir certains points abordés dans les focus groups et surtout de s'enquérir de l'expérience personnelle de ces femmes en matière d'entrepreneuriat. Nous avons rencontré toutes ces femmes dans le

village de Gadouan. Le tableau 33 présente les caractéristiques de ces femmes micro-entrepreneurs.

**Tableau 33** : Les caractéristiques des femmes micro-entrepreneurs

Pseudonyme	Scolarisation	Origine	Activité	Durée de l'activité (années)
<b>Dorcas</b>	oui	Allogène	Vendeuse de Tchapalo*	<b>25</b>
<b>Yasmine</b>	oui	Allogène	Vendeuse d'attiéké*	<b>3</b>
<b>Sarah</b>	oui	Allogène	Vendeuse de poissons frais	<b>25</b>
<b>Naomie</b>	non	Allochtone	Potière (en groupement de 4 personnes)	<b>35</b>
<b>Essien</b>	non	Allochtone	Tresseuse	<b>30</b>
<b>Safie</b>	non	Allochtone	Commerçante et restauratrice	<b>20</b>
<b>Nastou</b>	oui	Autochtone	Agricultrice (groupement des femmes du village)	<b>5</b>

\*Le Tchapalo est une bière de mil. Le mil (*Pennisetum glaucum*) est une céréale.

\*Attiéké = couscous de racines de manioc. Le manioc (*Manihot esculenta*) est un arbuste vivace cultivé pour ses racines tubérisées riches en amidon mais également pour ses feuilles.

Au cours des entretiens individuels avec les femmes micro-entrepreneurs nous avons pris des notes. Pour la micro-entrepreneure « Dorcas », nous avons eu recours à une traductrice (cette traductrice était l'une de nos micro-entrepreneures interviewées). Pour les autres interviews, nous n'avons pas eu besoin de traductrice. Ces interviews ont duré en moyenne une heure et ce sont déroulés au domicile de la micro-entrepreneure ou à son lieu d'activité. Notons que généralement l'activité entrepreneuriale se réalise au domicile de la micro-entrepreneure. Des entretiens individuels ont également été réalisés avec des agents d'appui.

#### 4.4.2.2.2 Les entretiens individuels avec les agents d'appui

Au cours de notre collecte de données, seuls les entretiens avec les agents d'appui ont été enregistrés. Nous avons réalisé 16 entretiens individuels avec des agents d'appui. Deux de ces agents étaient de sexe féminin. Le tableau 34 présente les caractéristiques par sexe et par service technique des agents d'appui ayant participé aux entrevues.

**Tableau 34** : Les caractéristiques par sexe et par service technique des agents d'appui

SERVICE TECHNIQUE	NOMBRE DE PERSONNES INTERVIEWÉES	
	Total	Dont nombre de femmes
ANADER	5	1
PNGTER	2	1
Conseil Général	1	0
Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local (DGDDL)	1	0
Ministère du plan	2	0
Ministère de la femme	1	0
Autorités administratives locales	1	0
Conseil de développement local (CDL)	3	0
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>2</b>

Les entretiens individuels avec les agents d'appui ont duré en moyenne une heure. Tous ces entretiens ont été enregistrés et retranscrits. Les verbatim ont été ensuite codés et nous avons procédé à une catégorisation. Notons qu'après avoir réalisé les premiers entretiens (une dizaine), nous nous sommes aperçus de la conformité du discours (saturation des données). Cependant, nous sommes allés au terme du nombre d'entretiens prévus par souci de respecter nos engagements de rendez-vous pris avec les agents d'appui et également parce que nous espérons recueillir des informations nouvelles vu la diversité dans les catégories d'agents d'appui de l'échantillon. Relevons également que, comparé à celui des hommes, le discours des femmes agents d'appui n'a présenté aucune spécificité particulière. En plus des entrevues, nous avons réalisé de la recherche documentaire.

#### 4.4.2.3 La réalisation de la recherche documentaire

Pour compléter les entrevues et valider les données recueillies, une recherche documentaire auprès de certains organismes techniques a été effectuée (voir tableau 35).

**Tableau 35:** Les principaux organismes contactés pour la recherche documentaire

ORGANISMES	PRINCIPAUX DOCUMENTS
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sous-préfecture de Gadouan</li> <li>- Conseil général de Daloa</li> <li>- Conseils de Développement Local</li> <li>- Structures de micro - finance</li> <li>- ANADER</li> <li>- PNGTER</li> <li>- Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (CIRES)</li> <li>- Centre de recherche et d'action pour la paix (CERAP)</li> <li>- Ministère du plan et du Développement</li> <li>- Direction générale de la décentralisation et du développement local (DGDDL)</li> <li>- Ministère de l'agriculture</li> <li>- Ministère de la femme, de la famille et des affaires sociales</li> <li>- BNETD, INS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Monographie de la sous-préfecture de Gadouan</li> <li>- Monographie du département de Daloa</li> <li>- Plans de développement local (PDL)</li> <li>- Rapport de DGP</li> <li>- Documents de travail</li> <li>- Thèses et mémoires</li> <li>- Articles scientifiques</li> <li>- Rapports annuels d'activités</li> <li>- Rapports de projets</li> <li>- Affiches et dépliants</li> <li>- Cartes</li> <li>- Rapports de conférences</li> <li>- Rapports de formation</li> <li>- Rapports de suivi-Évaluation</li> <li>- PME Magasine (Édition spéciale cinquanteaire)</li> <li>- Bulletins d'informations</li> </ul>

Nous avons principalement consulté les documents de l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) et du Programme national de gestion des terroirs et d'équipement rural (PNGTER). Les principaux ministères et services techniques dont nous avons consulté les documents sont : le ministère du Plan et du développement, le ministère de la Femme, de la famille et des affaires sociales, le ministère de l'Agriculture, la Direction générale de la décentralisation et du développement local (DGDDL), l'Institut national de la statistique (INS) et le Bureau national d'études techniques et de développement (BNETD).

Pour conclure ce quatrième chapitre, nous retenons que les trois *pays ruraux* de la sous préfecture de Gadouan présentent tous les caractéristiques du milieu rural ivoirien décrit au chapitre 3. Ils présentent notamment un niveau élevé de sous équipement en infrastructures. L'agriculture est la principale activité économique avec la prédominance des cultures de rente (café et cacao). Plus de 90 % de la population de la sous-préfecture s'adonne aux activités agricoles. Les vergers de cultures de rente appartiennent

généralement à des hommes. Les femmes, quant à elles, pratiquent essentiellement des cultures vivrières. Ces cultures sont dominées par la riziculture. La sous-préfecture de Gadouan, et principalement le village de Zaliouan, est réputée pour sa grande production de riz dans le département de Daloa. Il existe un embryon d'activités entrepreneuriales féminines (non agricoles) dans la sous-préfecture. Les AGR recensées se structurent autour des secteurs suivants : le commerce, les services et la restauration. De manière générale, la sous-préfecture est dominée par les activités du secteur informel (les petites entreprises) : les activités avec patente municipale (local déterminé), les activités avec taxes locales (activités de marché et activités de rue), les activités sans imposition (les activités à domicile). Les activités génératrices de revenus des femmes se retrouvent plus précisément parmi les activités de marché, les activités de rue et les activités à domicile. Il est également pertinent de relever l'importance des activités communautaires que les femmes réalisent notamment à travers les groupements d'intérêt économique (GIE). L'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) a initié en 2004 un processus de développement local connu sous le nom de « planification participative locale » dans les trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan. Pour cette raison, cette sous-préfecture présente un aspect unique et constitue, pour nous, un ensemble pertinent pour une étude de cas par comparaison intersites. Nous avons abordé notre étude de cas selon une approche territoriale croisée à une approche féministe. Trois types d'instrument ont été utilisés pour la collecte de données : la recherche documentaire, les entrevues individuelles et les entrevues de groupe (focus groups). La méthode d'analyse des données privilégie l'analyse de contenu.

## CHAPITRE 5

### LES FACTEURS D'ÉMERGENCE DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ

#### 5.1 LES ANALYSES DES DONNÉES

Nous allons présenter les analyses des données de la recherche selon trois axes : les analyses intra-sites, les analyses des entretiens individuels et les analyses intersites.

##### 5.1.1 LES ANALYSES INTRA-SITES

Pour les analyses intra-sites, il s'agira de ressortir les caractéristiques qui permettent de mieux cerner le phénomène étudié dans chacun des *pays ruraux* : Gadouan, Bidiahouan et Zaliouhouan.

##### 5.1.1.1 L'analyse intra-site du *pays rural* de Gadouan

La figure 18 présente la structuration des messages-clés du focus group de Gadouan en arborescence ou diagramme de causalité.

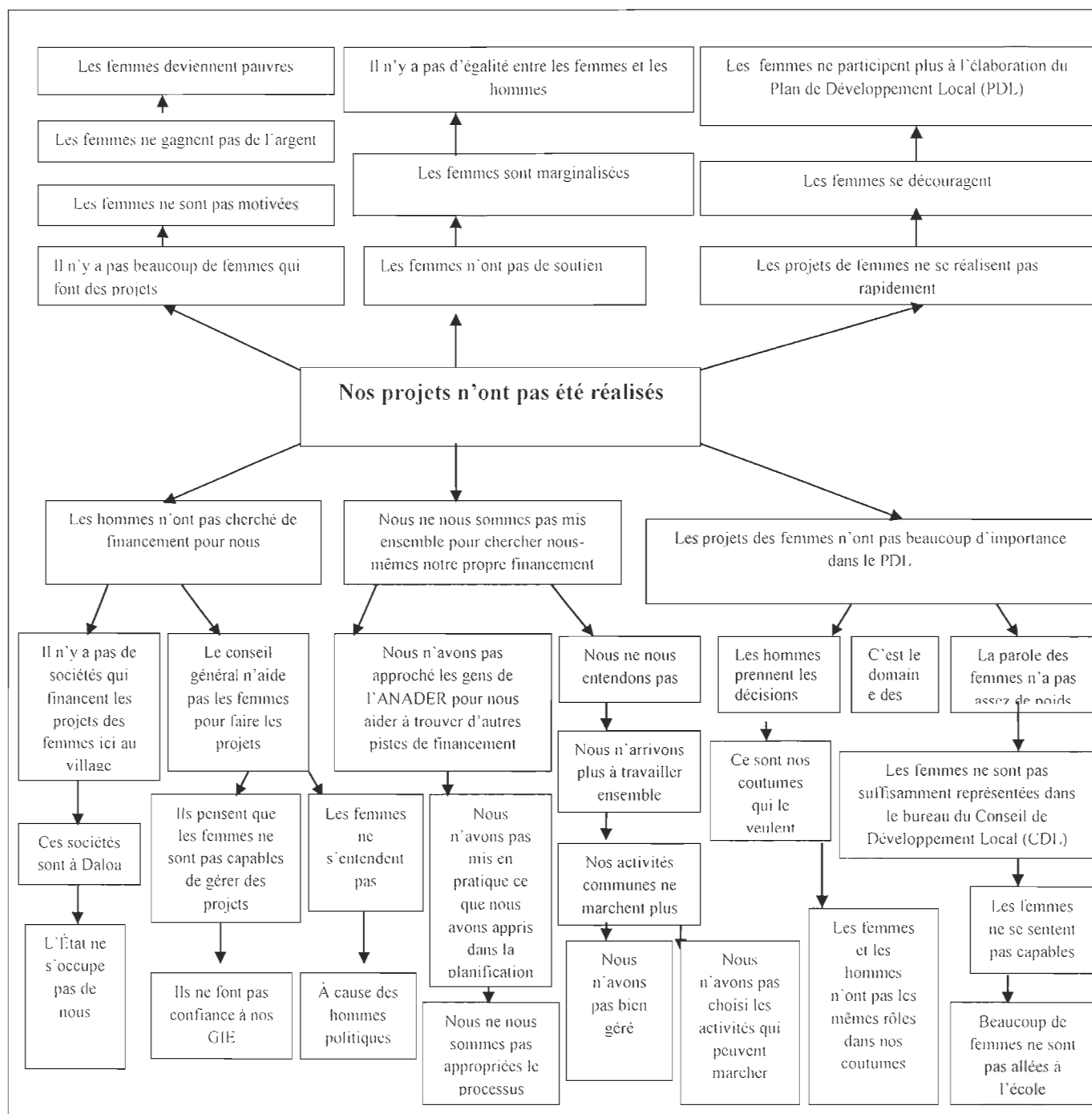


Figure 18 : Le diagramme de causalité du *pays rural* de Gadouan

Les messages-clés obtenus pour le focus group de Gadouan ont été regroupés selon les trois dimensions de notre cadre conceptuel préliminaire : les individus, la stratégie et le territoire. Notons que ces dimensions ont été reformulées au fur et à mesure de l'analyse de nos données. Elles correspondent maintenant respectivement à la planification locale selon le genre, aux compétences entrepreneuriales féminines et au territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin.

#### 5.1.1.1.1 La dimension planification locale selon le genre

Les messages-clés de la dimension planification locale selon le genre sont regroupés dans le tableau 36.

**Tableau 36** : Les messages-clés de la planification locale selon le genre à Gadouan

	<b>Variables</b>	<b>Nœuds (Messages clés)</b>
<b>Planification locale selon le genre</b>	Mobilisation des femmes lors des séances de planification	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes ne viennent pas aux réunions</li> <li>- Les femmes ne se font pas confiance</li> <li>- Les femmes aiment les palabres</li> <li>- Les femmes autochtones sont paresseuses</li> <li>- Il n'y a pas de femmes leaders</li> </ul>
	Définition de microprojets par les femmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes sont capables de définir des projets</li> <li>- Nous avons défini plusieurs projets</li> <li>- Nos projets étaient pour avoir un peu d'argent</li> </ul>
	Prise en compte des microprojets des femmes dans les PDL	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes sont marginalisées</li> <li>- Nos projets ne sont pas pris en compte</li> </ul>
	Capacité des femmes à conduire le processus de planification de façon autonome	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes ne se sentent pas capables</li> <li>- Les jeunes filles ne veulent pas compter sur elles-mêmes pour se prendre en charge.</li> </ul>
	Capacité des femmes à se mobiliser pour des actions de développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes ne se sentent pas capables</li> <li>- Les femmes ne font plus confiance aux agents de développement</li> <li>- Les femmes n'ont pas de leaders</li> <li>- Les choses ne changent pas</li> </ul>



Les messages-clés de la dimension planification locale selon le genre sont regroupés selon les variables suivantes<sup>122</sup> : la mobilisation des femmes lors des séances de planification, la définition de microprojets par les femmes, la prise en compte des microprojets des femmes dans les plans de développement (PDL), la capacité des femmes à conduire le processus de planification de façon autonome et la capacité des femmes à se mobiliser pour des actions de développement.

#### *5.1.1.1.1 La mobilisation des femmes lors des séances de planification*

Les femmes du village de Gadouan ne sont pas venues en grand nombre pour participer à la planification participative locale. Les nombreuses mésententes dans les groupements des femmes expliquent les difficultés rencontrées par les présidentes pour mobiliser les femmes pour participer aux différentes étapes de la planification participative locale. D'ailleurs, les présidentes n'ont plus assez de crédibilité auprès des autres femmes. Des participantes ont également relevé des différences entre les femmes autochtones et allochtones et allogènes. Ce sont les autochtones qui sont plus difficile à mobiliser. Les allochtones et les allogènes répondent généralement favorablement aux convocations. Il a été ainsi relevé que

Quand les gens de l'ANADER son venus, on a appelé les femmes pour travailler...Nous on a travaillé avec toi. Tu nous as montré comment on doit faire pour trouver les bons projets qui vont marcher et puis comment on doit chercher du financement. Mais quand les gens de l'ANADER sont partis, nous les femmes on n'a pas continué le travail. Les femmes quand tu les appelles pour venir travailler, elles ne viennent pas. Elles disent qu'elles ont du travail à faire. Elles n'ont pas le temps. Et puis nos projets qu'on voulait faire là, c'est resté comme ça... (Extrait 1 des discussions du focus group de Gadouan).

---

<sup>122</sup> Ces variables sont ressorties de l'analyse du discours des participantes et du regroupement des messages-clés liés à la dimension planification locale selon le genre. Relevons que ces indicateurs s'apparentent bien aux différentes étapes de la mise en œuvre de la planification participative locale.

La présence des femmes lors des séances de planification participative locale conditionne la définition de microprojets selon les besoins des femmes.

#### *5.1.1.1.2 La définition de microprojets par les femmes*

Les femmes présentes aux séances de planification ont acquis des compétences pour définir des microprojets selon leurs besoins. Elles ont surtout défini des microprojets générateurs de revenus. Les participantes ont également exprimé leur satisfaction quant au renforcement de leurs capacités en matière de définition de microprojets. Ainsi,

Moi, ce que j'ai aimé, c'est quand on a vu les différentes phases pour monter un projet. Là on a travaillé en petits groupes. C'était une bonne formation qui nous a aidé, en tout cas moi ça m'a aidé. Si on n'avait continué cette formation, ce serait bon. Si on veut réussir les activités qu'on fait ici au village, il faut qu'on soit bien formé sinon on fait des choses mais ça ne va pas loin... (Extrait 2 des discussions du focus group de Gadouan).

Même si l'opportunité leur a été donné de définir leurs microprojets selon leurs besoins, les participantes se sont rendues compte que leurs microprojets n'ont pas été « traités » de la même manière que ceux des hommes.

#### *5.1.1.1.3 La prise en compte des microprojets des femmes dans les PDL*

Les participantes au focus group de Gadouan ont remarqué que les microprojets que les femmes avaient définis n'avaient pas été pris en compte dans les projets à réaliser pour le village. Pour ces participantes, cette situation est due au fait que « les gens de l'ANADER travaillent plus avec les hommes qu'avec les femmes ». De ce fait, « elles ne se sentent pas vraiment impliquées dans le processus ».

#### *5.1.1.1.4 La capacité des femmes à conduire le processus de façon autonome*

Les femmes ne se sentent pas capable de conduire le processus de planification participative locale de par elles-mêmes (sans assistance extérieure). Elles ne sont pas appropriées les étapes du processus de planification participative locale. Par ailleurs, elles ne se sentent pas capables de se mobiliser pour des actions de développement.

#### *5.1.1.1.5 La capacité des femmes à se mobiliser pour des actions de développement*

Les facteurs qui « minent » aujourd'hui la volonté des femmes à se mobiliser pour des actions de développement dans le village de Gadouan sont : les mauvaises expériences avec les agents de développement, les mésententes dans les groupements et le manque de leadership chez les femmes. En effet, les actions des différentes agences d'appui qui se sont succédé à Gadouan n'ont pas contribué à améliorer la condition des femmes. Ces dernières ont parfois l'impression de « perdre leur temps ». En effet, « nous on veut que les choses changent mais on a personne pour nous aider. Depuis, les gens de L'ANADER viennent ici, rien ne change, on fait toujours la même chose, mais rien ne change » (Extrait 3 des discussions du focus group de Gadouan).

En définitive, de la dimension planification locale selon le genre, nous retenons que les femmes de Gadouan se sont peu mobilisées pour participer à la planification participative locale. Cependant, les femmes présentes à cette planification ont pu définir des microprojets générateurs de revenus. Les participantes ont relevé que les projets que les femmes ont définis n'ont pas été pris en compte dans la recherche de financement. Par ailleurs, elles n'ont pas acquis de capacités pour s'appropriier le processus de planification participative locale de sorte à le conduire par elles-mêmes ou à se mobiliser pour d'autres actions de développement. Les mésententes entre les femmes et le manque de crédibilité des présidentes des groupements de femmes sont ici les facteurs explicatifs de la non-appropriation du processus par les femmes. Rappelons ici que Prévost (1993) préconise

dans la troisième étape de son modèle de développer la crédibilité nécessaire au leadership local afin de pouvoir instaurer un changement à caractère collectif. C'est l'instance mobilisatrice des forces vives du milieu qui doit convaincre les femmes de la pertinence de leur apport dans la démarche. Il s'agit ici des agents de développement et du chef du village (et son bureau). Collectivement, les femmes ont bien conscience de la nécessité du changement. Cependant l'affaiblissement du lien social dans les groupes de femmes empêche ces dernières de participer à des actions collectives comme les actions de planification locale du développement. Nous convenons avec Velt (2000) pour dire que l'efficacité est relationnelle et avec Vernières (2009) qui soutient que l'intensité et la nature des relations des divers acteurs sont essentielles. Nous sommes ici dans le cadre du lien communautaire. Rappelons que pour Mahieu (1989) la communauté se matérialise par un réseau de relations verticales et horizontales que l'individu doit assumer. Les relations verticales suivent les principales caractéristiques du système lignager (patriarcat, matriarcat, etc.). Les relations horizontales sont des relations d'entraide qui s'inscrivent dans des classes d'âge ou des groupes communautaires. Dans le cas de Gadouan, ce sont des femmes ayant généralement un lien de parenté qui se mettent ensemble dans des groupes communautaires pour s'entraider. Ceci explique que les causes réelles des mésententes soient difficiles à gérer.

#### 5.1.1.1.2 La dimension des compétences entrepreneuriales féminines

Les messages-clés<sup>123</sup> de la dimension compétences entrepreneuriales féminines sont regroupés dans le tableau 37.

---

<sup>123</sup> Les messages-clés ont très souvent été exprimés, par les participantes, sous forme de « capacités ». Rappelons que dans la notion de capacité, il faut distinguer les fonctionnements réalisés (capacité réelle) et la capacité potentielle. Si la mesure de la capacité réelle ne pose pas trop de difficulté, il n'en est pas de même pour la capacité potentielle. Ceci soulève de multiples difficultés d'ordre théorique mais également méthodologique. « Il est en effet difficile de mesurer des variables relatives à des situations qui demeurent possibles, mais ne sont pas encore réalisées. Ceci requiert la mise au point de méthodes innovantes...elles concernent les aspirations des personnes, leur perception d'une situation donnée, leur sentiment de réussite ou d'échec... » (Rajaona et Dubois, 2008 :4). Ceci permet de donner aux variables un sens d'appréciation et non de mesure.

**Tableau 37** : Les messages-clés de la dimension compétences entrepreneuriales à Gadouan

	<b>Variables</b>	<b>Nœuds (Messages clés)</b>
<b>Compétences entrepreneuriales féminines</b>	Capacités à identifier des opportunités d'affaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes ne sont pas motivées</li> <li>- Les femmes pensent que la création de projets est le domaine des hommes</li> <li>- C'est à cause de notre culture</li> <li>- Ce sont nos coutumes qui le veulent</li> <li>- Les femmes ne se sentent pas capables</li> <li>- Les femmes se découragent</li> <li>- Les femmes ne prennent pas des initiatives</li> <li>- Nous ne nous sommes pas appropriés le processus</li> <li>- Nous n'avons pas mis en pratique ce que nous avons appris</li> <li>- Nous ne nous sommes pas mis ensemble pour chercher du financement</li> <li>- Nous n'avons pas approché l'ANADER pour chercher d'autres financements</li> </ul>
	Capacités à gérer son travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Beaucoup de femmes ne sont pas allées à l'école</li> <li>- Nous n'avons pas bien géré</li> <li>- Nos activités communes ne marchent plus</li> </ul>
	Capacité à élaborer une vision d'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les jeunes filles ne veulent pas compter sur elles-mêmes pour se prendre en charge.</li> <li>- Beaucoup de femmes ne sont pas allées à l'école</li> <li>- Il n'y a pas de femmes leaders</li> <li>- Les femmes ne se sentent pas capables</li> </ul>
	Capacité à créer et gérer son réseau d'affaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes ne s'entendent pas</li> <li>- Les groupements de femmes ne marchent pas</li> <li>- Les femmes ne se font pas confiance</li> <li>- Les femmes aiment les palabres</li> <li>- Les hommes politiques nous divisent</li> </ul>

Les participantes au focus group de Gadouan reconnaissent bien qu'elles ont acquis des compétences entrepreneuriales lors de la mise en œuvre des différentes étapes de la planification participative locale. Pour reprendre leur expression, disons qu'elles ont été « formées pour faire des projets ». Elles n'ont pu mettre ces compétences en pratique à cause de divers facteurs qu'elles ont exprimées à travers des messages-clés. Nous avons regroupé ces messages-clés selon les quatre sous-catégories de compétences définies par Lorrain, Belley et Dussault (1998), à savoir : les capacités à identifier des opportunités d'affaires, les capacités à gérer son travail, les capacités à identifier une vision d'entreprise et les

capacités à créer et gérer son réseau d'affaires<sup>124</sup>. Pour chacune de ces sous-catégories de compétences, nous relatons les raisons pour lesquelles elles ne se sont pas exprimées.

#### *5.1.1.1.2.1 Les capacités à identifier des opportunités d'affaires*

Les participantes au focus groups de Gadouan ont expliqué que ce sont les coutumes et les hommes de leur village qui font qu'elles ne sont pas motivées à prendre des initiatives pour identifier des opportunités d'affaires. De ce fait, elles ne se sentent pas capables d'aller par elles-mêmes rencontrer les agents de l'ANADER (les équipiers de planification locale) pour discuter des blocages à l'appropriation du processus de planification participative locale. Il a été ainsi relevé que

Toi la femme si tu n'es pas à la maison, rien ne va. Parce que c'est toi qui va prendre le riz au champ pour que tes enfants mangent, c'est toi qui vend ton piment et du riz pour que tes enfants partent à l'école. Quand tu regardes tout ça, quel courage tu vas avoir pour aller chercher des projets qui vont marcher. Si tu laisses tes enfants aussi demain, c'est toi la famille va accuser s'il arrive quelque chose à tes enfants (Extrait 4 de discussion du focus group de Gadouan).

#### *5.1.1.1.2.2 Les capacités à gérer son travail*

Nous avons relevé, lors des discussions, que les activités des femmes de Gadouan occupent une place de choix dans les diverses activités de la vie communautaire de leur village. Cependant, elles éprouvent des difficultés dans la gestion d'activités génératrices de revenus. L'analphabétisme est un facteur inhibiteur de la bonne gestion de leurs activités génératrices de revenus (activités individuelles ou activités de groupe).

---

<sup>124</sup> Ces variables sont ressorties de l'analyse du discours des participantes et du regroupement des messages-clés liés à la dimension compétences entrepreneuriales féminines. Relevons que la planification participative locale mise sur l'approche par les capacités. Dans cette perspective, ces quatre habiletés entrepreneuriales définies par Lorrain, Belley et Dussault (1998) résument bien les compétences entrepreneuriales que les équipiers de l'ANADER essaient de développer chez les populations locales au travers de la mise en œuvre des outils de la planification participative locale. C'est pour cette raison que nous avons choisi de classer les messages-clés selon ces quatre habiletés entrepreneuriales définies par Lorrain, Belley et Dussault (1998).

Beaucoup de femmes ici ne sont pas allées à l'école. Il y a en qui sont allées mais tout le monde n'est pas allé loin. Moi, je suis allée au CE1. Je peux écrire mon nom. Pour mon petit commerce que je fais, au début, ça n'a pas été facile. J'ai eu des gens pour m'aider, mes enfants m'ont aidé et puis les autres femmes de mon groupe aussi... (Extrait 5 de discussion du focus group de Gadouan)

Cet analphabétisme inhibe également les capacités des femmes à élaborer une vision d'entreprise et de prendre des initiatives de leadership.

#### *5.1.1.1.2.3 Les capacités à élaborer une vision d'entreprise*

L'analphabétisme explique que les femmes ne soient pas portées à s'imaginer l'état de leurs activités dans le futur. Elles entreprennent leurs activités « au jour le jour » sans avoir une réelle vision d'entreprise. Deux participantes ont tout de même tenues à souligner que dans leur cas, du fait qu'elles n'avaient pas d'autre choix, elles ont dû se prendre en main. Elles ont décidé de commencer une petite activité dans l'espoir de la voir s'agrandir un jour et de devenir de grandes entrepreneures dans le village. Les participantes ont également relevé que le manque de vision d'entreprises est beaucoup plus prononcé chez les jeunes femmes. En effet, ces dernières ne veulent pas compter sur elles-mêmes en se prenant en charge. Elles ne cherchent pas à imiter les femmes du village qui réussissent dans les activités génératrices de revenus en ayant une vision claire de ce qu'elles veulent. Si elles entreprennent une activité, elles le font « au jour le jour » sans se « préoccuper du lendemain ».

#### *5.1.1.1.2.4 Les capacités à créer et gérer son réseau d'affaires*

Les femmes de Gadouan ne reçoivent que l'appui des groupements d'intérêt économique (GIE) auxquels elles appartiennent lorsqu'elles décident d'entreprendre une activité génératrice de revenus. Cependant, ces GIE ne fonctionnent pas comme elles l'auraient souhaité pour des raisons diverses : mésententes entre les femmes, manque de confiance, disputes, etc. Ainsi, comme l'a relevé une participante,

Moi quand j'ai commencé à vendre au marché, on avait un groupe à l'Église. Dans ce groupe on a fait des tontines. C'est comme ça j'ai commencé à vendre au marché. Mais ce n'est pas toutes les femmes qui remboursaient l'argent prêté. C'est comme ça les autres aussi ne plus voulu continuer et le groupe s'est cassé. Mais après on a continué le groupe avec d'autres femmes (Extrait 6 de discussion du focus group de Gadouan).

Les participantes au focus group de Gadouan ont estimé qu'elles ont une « capacité naturelle<sup>125</sup> » à créer des groupes et à travailler en réseaux. C'est la gestion de ces réseaux qui pose problème. Le problème serait ici lié au leadership.

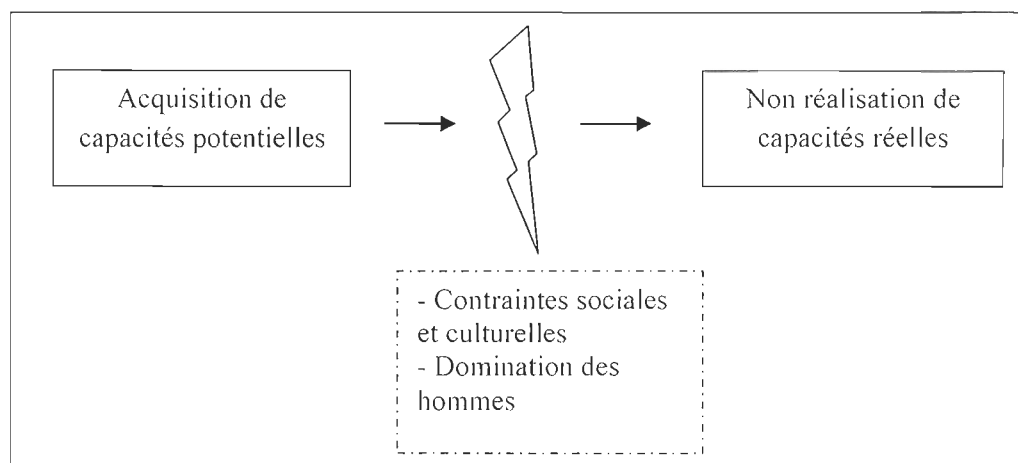
En définitive, de la dimension des compétences entrepreneuriales féminines, nous retenons que les us et coutumes, la culture et les hommes ont fait en sorte que les femmes de Gadouan n'ont pas été motivées à mettre en œuvre leur capacités d'identification d'opportunités d'affaires. Nonobstant, un manque de leadership empêche ces femmes de prendre des initiatives, d'élaborer une vision d'entreprise et de se projeter dans l'avenir. Des mésententes existent dans les groupes de travail et autres groupements d'intérêt économiques. Ce qui ne favorise pas la bonne gestion des activités génératrices de revenus et des réseaux d'affaires. Par ailleurs, l'analphabétisme des femmes ne leur permet pas non plus de mener à bien des activités génératrices de revenus. C'est dans ce sens que les féministes ivoiriennes (Assié-Lumumba, 1996 et Touré-Diabaté, 2010), rappelons-le, affirment que l'introduction de l'école dans la société traditionnelle ivoirienne s'est faite en défaveur des femmes et que malgré les nouvelles connaissances acquises grâce à l'école, la femme ivoirienne demeure toujours dans son rôle traditionnel d'épouse et de mère sans pouvoir explorer de nouvelles perspectives. En effet, les actions combinées de la société traditionnelle et du système colonial ont fini par créer chez la femme un sentiment de frustration, de domination et d'infériorité. De ce fait, la nouvelle représentation que la femme a d'elle-même ne favorise pas son intégration sociale. Désormais, sa mentalité

---

<sup>125</sup> Ici, ces femmes font allusion au fait que face à leurs multiples obligations (domestiques, agricoles, rituelles, religieuses, etc.), les femmes rurales n'ont d'autre choix que celui de « s'organiser ». Les femmes africaines ont transposé leurs formes d'organisations traditionnelles dans le système moderne pour faire face au processus de marginalisation qu'elles subissent.



paralyse ses prises d'initiatives. Elle n'agit plus pour ses intérêts personnels. La femme ivoirienne, et africaine en général, agit désormais dans l'intérêt de son ménage dont elle est sensée assurée la stabilité, et cela même dans la société moderne (Assié-Lumumba, 1996). Par ailleurs, l'approche culturelle de l'entrepreneuriat féminin explique que ce sont les facteurs culturels et sociaux qui maintiennent des stéréotypes et génèrent des différences de genre en défaveur des femmes dans la démarche entrepreneuriale (Eagly et al, 1995 cité par Amrhar, 2001). Pour Amrhar (2001), la femme entrepreneur ne reste pas passive face aux discriminations qu'elle subit dans son groupe social. En effet, les structures sociales et économiques définissent l'image et le rôle de la femme dans la société. La femme entrepreneure, de son côté, redéfinit cette image en travaillant sur la mentalité de ses relations. Cependant, nous constatons que les femmes de Gadouan sont restées passives face aux discriminations qui les empêchent d'exercer leurs compétences entrepreneuriales. Si nous nous référons à l'approche par les capacités (Amartya Sen et Martha Nussbaum), nous pouvons comprendre que les participantes au focus groupe de Gadouan n'ont pas pu transformer leurs capacités potentielles en capacités réelles dans l'acquisition des compétences entrepreneuriales. Ceci est dû à un ensemble de contraintes sociales et culturelles (voir figure 19).



**Figure 19** : Les facteurs inhibiteurs de la mise en œuvre des capacités féminines

### 5.1.1.1.3 La dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin

Les messages-clés de la dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin sont regroupés dans le tableau 38.

**Tableau 38** : Les messages-clés du territoire incubateur à Gadouan

	<b>Variables</b>	<b>Nœuds (Messages clés)</b>
<b>Territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin</b>	Existence de structures locales de financement des micro-entreprises féminines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes n'ont pas de moyens financiers</li> <li>- Il n'y a pas d'IMF pour les femmes à Gadouan</li> <li>- Les femmes s'organisent en tontine</li> <li>- Les tontines se cassent</li> <li>- Les femmes n'ont pas accès au crédit</li> </ul>
	Soutien financier aux micro-entreprises féminines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il n'y a pas de programmes de l'État ou du conseil général pour aider les femmes</li> </ul>
	Existence de structures locales de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes n'ont pas de soutien</li> <li>- Les hommes ne donnent pas beaucoup d'importance aux besoins des femmes</li> </ul>
	Soutien technique aux micro-entreprises féminines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes n'ont pas de soutien</li> <li>- Les femmes ne sont pas sensibilisées</li> </ul>
	Existence de groupements d'intérêt économique (GIE)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous ne travaillons plus ensemble</li> <li>- Nous n'avons rien fait de nouveau</li> </ul>
	Degré de coopération et d'apprentissage au sein des GIE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes ne s'entendent pas</li> <li>- Les femmes ne se font pas confiance</li> <li>- Les femmes aiment les palabres</li> </ul>

Les messages-clés de la dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin sont regroupés selon les variables suivantes<sup>126</sup> : l'existence de structures locales de financement des micro-entreprises féminines, le soutien financier aux micro-entreprises féminines, l'existence de structures locales de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines, le soutien technique aux micro-entreprises féminines, l'existence de

<sup>126</sup> Ces variables sont ressorties de l'analyse du discours des participantes et du regroupement des messages-clés liés à la dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin. Relevons que ces indicateurs se structurent autour de deux grands points : l'existence de structures (de financement, de recherche-développement et de production) et le soutien qu'offrent ces structures.

groupement d'intérêt économique et le degré de coopération et d'apprentissage au sein des GIE.

#### *5.1.1.1.3.1 Existence de structures locales de financement des micro-entreprises*

Il n'existe pas de structures locales de financement de micro-entreprises féminines dans le village de Gadouan<sup>127</sup>. Il s'agit ici de structures dans le sens des institutions de micro-finance. Les participantes au focus group ont relevé que ce genre de structures se retrouvent tous à Daloa (chef lieu de département). Pour elles, « l'État ne s'occupent pas » d'elles.

#### *5.1.1.1.3.2 Soutien financier aux micro-entreprises féminines*

Du fait que « l'État ne s'occupent pas » des femmes de Gadouan, ces dernières n'ont alors pas de soutien financier pour mener à bien leurs activités génératrices de revenus. En effet, les structures d'aide aux micro-entreprises ne sont pas suffisamment décentralisées. « D'ailleurs, le conseil général n'apporte de l'aide qu'aux jeunes gens pour la création de plantations d'hévéa<sup>128</sup> » (Extrait 7 des discussions du focus group de Gadouan). Il existe cependant une structure de micro-finance (mise en place par des enseignants du lycée) dans le village de Gadouan. Mais cette structure ne fait pas assez confiance aux femmes et à leurs groupements d'intérêt économique (GIE).

---

<sup>127</sup> Rappelons qu'une structure de micro-finance a été recensée dans le village de Gadouan. C'est une structure créée par des enseignants pour financer les activités de ces derniers. Selon les participantes, cette structure ne fait pas assez confiance aux femmes. De ce fait, ce sont les hommes qui recourent à ses services.

<sup>128</sup> *Hevea brasiliensis* est une espèce d'arbre, du genre *Hevea*, de la famille des *Euphorbiacées*. On a extrait un latex qui est utilisé pour être transformé en caoutchouc.

#### *5.1.1.1.3.3 Existence de structures locales de recherche-développement*

Il n'existe pas de structures de recherche-développement sur les micro-entreprises des femmes dans le village de Gadouan; alors que pour les activités agricoles, elles peuvent bénéficier de l'existence de l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER).

#### *5.1.1.1.3.4 Soutien technique aux micro-entreprises féminines*

Du fait qu'il n'existe pas de structures locales de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines, les femmes de Gadouan n'ont de soutien technique dans la conduite de leurs micro-entreprises. Ainsi, «...les gens de l'ANADER, ils nous aident pour faire les champs mais ils ne nous aidaient pas avant pour les projets; c'est maintenant vous parler des projets qu'on peut faire pour avoir de l'argent... » (Extrait 8 des discussions du focus group de Gadouan).

#### *5.1.1.1.3.5 Existence de groupements d'intérêt économique (GIE)*

Pour les participantes au focus group de Gadouan, c'est l'existence de GIE dans leur village qui « garantit » la bonne marche de leurs activités génératrices de revenus. En effet,

Nous les femmes, on a l'habitude de travailler en groupe. Dans chaque grande famille ici au village on a des petits groupes de travail pour s'entraider dans les travaux champêtres. Et nous-mêmes les femmes, on fait nos groupes de travail pour faire le riz ou le maïs pour vendre, on fait aussi les tontines pour nous aider dans nos petits commerces ou bien nos problèmes de famille. Ce sont les groupes qui nous aident beaucoup ici... (Extrait 9 des discussions du focus group de Gadouan).

#### *5.1.1.1.3.6 Degré de coopération et d'apprentissage au sein des GIE*

Malgré la place importante qu'occupent les GIE ces derniers sont « minés » par des difficultés diverses : mésentente, manque de confiance et disputes diverses. Ainsi,

C'est vrai que [une participante] a dit que nos groupes nous aident beaucoup pour faire nos petits commerces et les tontines. Mais les tontines ne marchent plus maintenant. Y a les femmes qui ne remboursent pas l'argent qu'elles ont pris parce que le commerce n'a pas marché ou bien elles ont eu un autre problème. Ce qui fait que les groupes ne marchent plus bien aussi... (Extrait 10 de discussion de focus group de Gadouan).

En définitive, de la dimension du territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin du focus group de Gadouan, nous retenons qu'il n'existe pas de structures de financement des micro-entreprises des femmes dans le pays rural de Gadouan. Il n'existe pas non plus de structures de recherche-développement pour apporter un soutien technique aux femmes dans la conduite de leurs activités génératrices de revenus (AGR). C'est généralement dans leurs groupements que les femmes trouvent l'appui financier et technique nécessaire pour la conduite de leurs AGR. Cependant, ces groupements sont parfois dissouts à cause des mésententes des femmes. Ici, ces résultats révèlent bien les caractéristiques du milieu rural ivoirien que nous avons décrites dans le cadre théorique : un niveau de sous-équipement en infrastructures, la dépendance aux groupements communautaires et la personnalisation des relations sociales facilitant l'entraide et la coopération. Dans ce sens, pour Blanc (1997 : 8), « plus l'appartenance au réseau constitue une ressource spécifique qu'on ne pourrait trouver ailleurs, plus on se conduit à se conformer à l'intérêt général ». Aussi étant donné que la petite taille de l'agglomération favorise l'interpénétration de différents champs sociaux, comme la famille et les activités économiques, il peut s'en suivre une gestion « paternaliste » des activités économiques. C'est ce qui arrive dans les GIE des femmes de Gadouan où les prêts des tontines ne sont parfois pas remboursés; créant des mésententes qui conduisent au dysfonctionnement des groupes. Rappelons que c'est la force des liens communautaires et la force de l'interaction entre les divers agents économiques qui déterminent la

performance du territoire rural. Ces liens et interactions favorisent la production de valeurs communes comme la confiance, la coopération et la circulation de l'information. Ces valeurs communes sont des économies externes de la proximité géographique. Pour Velt (2002), l'efficacité est relationnelle. Ceci réfère au capital social.

En somme, à la question de savoir pourquoi le processus de planification participative locale n'a pas fait émerger l'entrepreneuriat féminin dans le *pays rural* de Gadouan, nous retenons que les femmes n'ont pas pu mettre en œuvre leurs compétences entrepreneuriales du fait des coutumes, des hommes et du manque de leadership. De plus, il n'y a généralement pas d'entente dans les groupements d'intérêt économique et les femmes sont, en grande partie, analphabètes. Par ailleurs les projets définis par les femmes lors du processus de planification n'ont pas été pris en compte dans la recherche de financement. Toutes ces contraintes font que les femmes ne sont pas motivées à s'approprier les processus de développement de leur territoire. D'ailleurs, elles n'ont aucun soutien financier et technique des autorités étatiques pour mener à bien leurs activités génératrices de revenus. Notons que la dimension relative aux compétences entrepreneuriales a été celle qui a le plus suscité l'intérêt des participantes du focus group de Gadouan. Plusieurs messages-clés se trouvent ainsi rattachés à cette dimension. Simard (1988 : 88) explique alors qu'en ce qui est des préoccupations quantitatives, dans la méthode orale des pays en développement, « une méthode de quantification peut être ici appliquée, ce qui facilite les comparaisons et fournit des indices de généralisation ». Toujours selon Simard (1988), dans la méthode orale des pays en développement, la quantification donne plus d'intérêt aux données des focus groups.

Les données du focus group de Gadouan ont fait ressortir que malgré que le processus de la planification participative locale se réalise selon une approche genre, l'implication des femmes s'avère limitée. La domination des hommes à plusieurs étapes du processus est un facteur de marginalisation pour les femmes. Ainsi, les participantes au focus group de Gadouan ont soutenu que pour que les femmes s'approprient réellement le processus, il faut

que « l'approche genre s'applique à toutes les étapes du processus ». Autrement dit, il faut réaliser une planification complète, et séparée, avec chaque groupe : hommes, jeunes et femmes. De ce fait, le plan de développement local (PDL) du *pays rural* contiendra les microprojets prioritaires de chaque groupe. En effet, si chaque groupe a au moins un projet prioritaire, il sera plus probable que chaque groupe ait un projet réalisé dans le cadre de la planification triennale. Ainsi tous les acteurs seraient beaucoup plus intéressés à s'impliquer dans la dynamique de développement territorial en cours dans leur milieu. En effet, l'approche territoriale favorise la concertation et prend appui sur les liens sociaux. Le bureau du conseil de développement local (CDL) devra comprendre au moins un membre de chaque groupe (jeune, femme et homme). Il faut ici préciser qu'il n'y avait pas de femmes dans le bureau du CDL au moment de notre collecte de données. Pour les participantes au focus group, la présence d'une femme dans ce bureau du CDL pourra permettre de mieux tenir compte des intérêts des femmes. Cette intervention structurelle vise à contrer la marginalisation des femmes dans la mise en place des structures de suivi et de mise en œuvre du PDL. Ceci pourra également contribuer à la réduction des inégalités de pouvoir entre les femmes et les hommes à Gadouan en ce qui est de la mise en œuvre de la planification participative locale, de même que leurs inégalités dans l'accès aux ressources.

Pour la recherche de financement, selon les participantes au focus group de Gadouan, il faudra veiller à ce qu'au moins un microprojet de chaque groupe soit pris en compte toujours pour que tous les acteurs soient beaucoup plus intéressés à s'impliquer dans la dynamique de développement territorial en cours dans leur milieu. En effet, l'approche territoriale favorise la concertation et prend appui sur les liens sociaux. C'est ainsi que les microprojets des femmes pourront avoir plus de place dans le PDL. Cependant, les femmes reconnaissent bien que le fait que plusieurs d'entre elles sont analphabètes est un facteur inhibiteur pour elles surtout pour la recherche de financement. Rappelons ici qu'à Gadouan, comme dans les milieux ruraux ivoiriens, le taux d'analphabétisme des femmes est toujours supérieur à celui des hommes. Ceci s'explique par le fait que l'introduction de l'école dans

la société traditionnelle ivoirienne s'est faite en défaveur des femmes. Les participantes au focus group de Gadouan reconnaissent enfin que leur mobilisation est déterminante pour la réussite de la planification participative locale. C'est cette mobilisation de tous les acteurs du milieu qui permettra à la longue à ces derniers de s'approprier les objectifs de développement de leur territoire et permettra de faire émerger une dynamique de développement territorial.

Rappelons que, selon Audet (1998), dans une étude de cas par comparaison intersites, la première unité d'analyse est considérée comme « une expérience de laboratoire » et chacun des autres unités d'analyses, des expériences additionnelles pour infirmer ou confirmer les résultats de la première unité d'analyse. Dans un premier temps, nous avons travaillé avec le *pays rural* de Gadouan comme « expérience de laboratoire » pour enrichir notre cadre conceptuel préliminaire. Dans un deuxième temps, notre travail avec les deux autres *pays ruraux* (Bidiahouan et Zaliouhouan) a servi à confirmer les résultats obtenus avec le premier *pays rural* de Gadouan. Après la présentation de l'analyse intra-site du *pays rural* de Gadouan, nous allons maintenant présenter celle du *pays rural* de Bidiahouan.

#### **5.1.1.2 L'analyse intra-site du *pays rural* de Bidiahouan**

La figure 20 présente l'arborescence ou diagramme de causalité obtenu à l'issue du focus group de Bidiahouan.



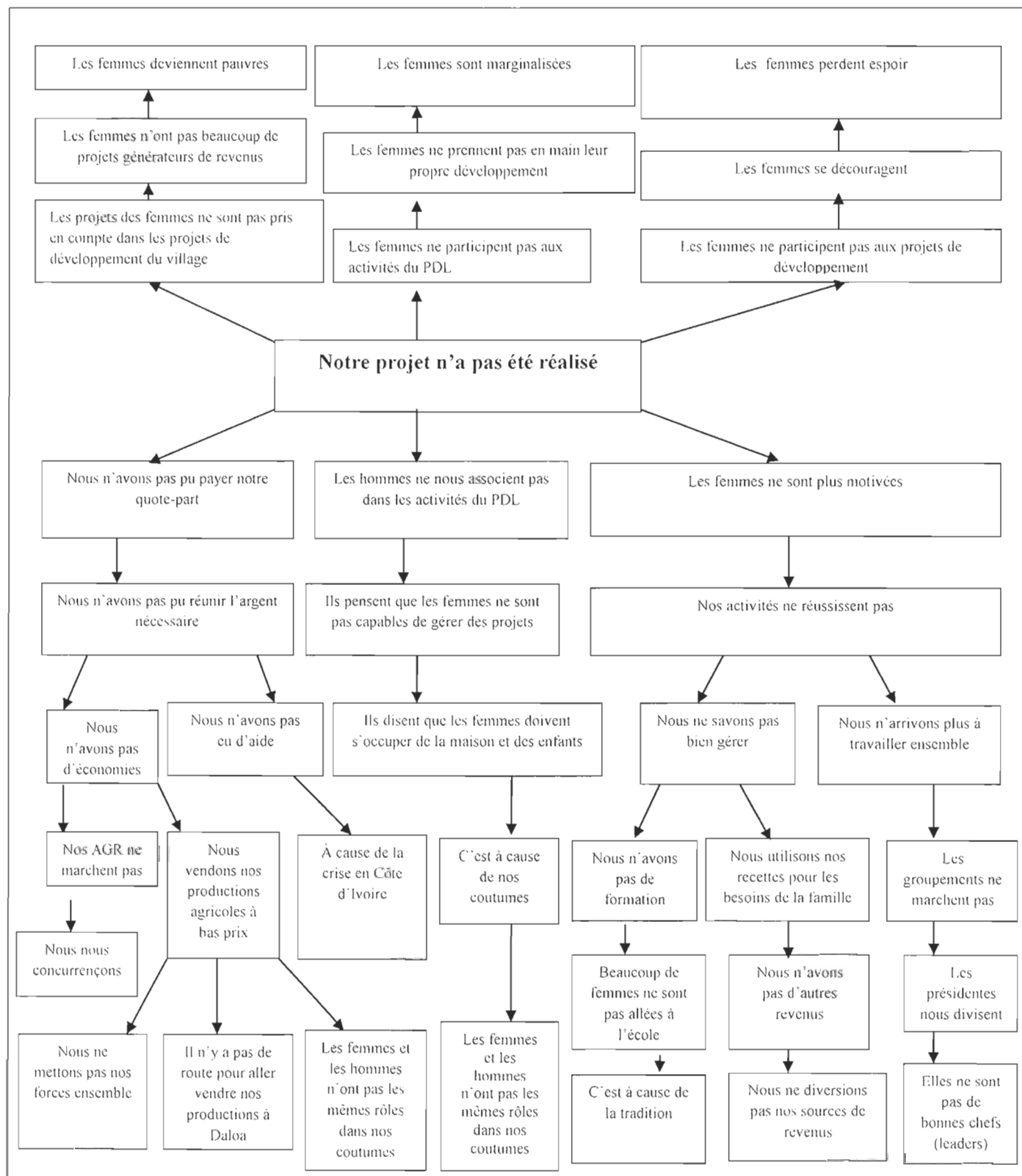


Figure 20 : Le diagramme de causalité du *pays rural* de Bidiahouan

Les messages-clés obtenus pour le focus group de Bidiahouan ont été regroupés selon les dimensions issues du focus group de Gadouan : la planification locale selon le genre, les compétences entrepreneuriales féminines et le territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin.

#### 5.1.1.2.1 La dimension planification locale selon le genre

Les messages-clés de la dimension planification locale selon le genre sont regroupés dans le tableau 39.

**Tableau 39** : Les messages-clés de la planification locale selon le genre à Bidiahouan

	<b>Variables</b>	<b>Nœuds (Messages clés)</b>
Planification locale selon le genre	Mobilisation des femmes lors des séances de planification	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les hommes ne nous associent pas dans les activités du PDL</li> <li>- Les femmes sont marginalisées</li> <li>- Les femmes doivent s'occuper de la maison et des enfants</li> <li>- C'est nos coutumes</li> </ul>
	Définition de microprojets par les femmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous avons défini des projets dans le PDL</li> <li>- Nous avons beaucoup participé à l'étape des projets</li> </ul>
	Prise en compte des microprojets des femmes dans les PDL	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes sont marginalisées</li> <li>- Notre projet n'a pas été financé</li> </ul>
	Capacité des femmes à conduire le processus de planification de façon autonome	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes ne se sentent pas capables</li> <li>- Les hommes pensent que les femmes ne sont pas capables de gérer des projets</li> </ul>
	Capacité des femmes à se mobiliser pour des actions de développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes ne sont plus motivées</li> <li>- Les femmes ne prennent pas en main leur propre développement.</li> <li>- Les femmes ne sont sous estimées</li> <li>- Les femmes perdent espoir</li> </ul>

Tout comme dans le pays rural de Gadouan, les messages-clés de la dimension planification locale selon le genre sont regroupés selon les variables suivantes<sup>129</sup> : la mobilisation des femmes lors des séances de planification, la définition de microprojets par les femmes, la prise en compte des microprojets des femmes dans les plans de développement (PDL), la capacité des femmes à conduire le processus de planification de façon autonome et la capacité des femmes à se mobiliser pour des actions de développement.

#### *5.1.1.2.1.1 La mobilisation des femmes lors des séances de planification*

Pour les participantes au focus group de Bidiahouan, les femmes n'ont pas été « pleinement » associées aux activités du plan de développement local par les hommes. C'est ce qui a nuit à la mobilisation des femmes. Les hommes pensent qu'elles doivent seulement s'occuper de la maison et des enfants. C'est à cause des coutumes qu'elles sont ainsi marginalisées par les hommes. En effet,

quand il y a du travail à faire [avec l'ANADER], les hommes ne nous appellent pas aussi... C'est avec le chef du village et les hommes que les gens de l'ANADER parlent d'abord. Nous les femmes, c'est comme si on n'était pas concerné par le travail, c'est après on nous informe, quand le travail a déjà commencé, ... donc nous on préfère les [les hommes] laisser faire et s'occuper de nos activités... (Extrait 1 de discussion de focus group de Bidiahouan).

#### *5.1.1.2.1.2 La définition de microprojets par les femmes*

Selon les participantes au focus group de Bidiahouan, les femmes ont beaucoup participé à l'étape de définition de projets du processus de planification participative locale. Les femmes ont ainsi pu ressortir des projets selon leurs besoins. Mais cet intérêt des

---

<sup>129</sup> Ces variables sont ressortis de l'analyse du discours des participantes et du regroupement des messages-clés liés à la dimension planification locale selon le genre. Relevons que ces indicateurs s'apparentent bien aux différentes étapes de la mise en œuvre de la planification participative locale.

femmes n'a pas garanti la prise en compte de leurs projets dans les plans de développement local (PDL).

#### *5.1.1.2.1.3 La prise en compte des microprojets des femmes dans les PDL*

Pour les participantes au focus group de Bidiahouan, les projets des femmes ne sont pris en compte de la même manière que ceux des hommes. Pour elles, les projets des hommes sont avantagés. C'est la raison pour laquelle leur projet d'installation d'une unité de transformation des produits vivriers n'a pas été réalisé. Ce sont les hommes (notamment le président du CDL) qui « mènent » toutes les activités dans le cadre de la planification participative locale. De ce fait, ces derniers favorisent la réalisation de leurs projets.

#### *5.1.1.2.1.4 La capacité des femmes à conduire le processus de façon autonome*

Les participantes au focus de Bidiahouan ont soutenu que les femmes de leur localité ne se sentent pas capable de conduire le processus de planification participative locale de par elles-mêmes (sans assistance extérieure). Elles ne sont pas appropriées les étapes du processus de planification local participative. Par ailleurs, elles ne se sentent pas capables de se mobiliser pour des actions de développement.

#### *5.1.1.2.1.5 La capacité des femmes à se mobiliser pour des actions de développement*

Pour les participantes au focus group de Bidiahouan, les femmes de leur localité ne sont plus motivées pour des actions de développement. De ce fait « elles ne prennent pas en main leur propre développement ». Cependant, les participantes au focus group de Bidiahouan ont aussi relevé qu'elles ont la volonté de participer à des actions de développement. Même si elles peuvent contribuer au changement, les hommes et la coutume demeurent une barrière à leur pleine émancipation.

En définitive, de la dimension planification locale selon le genre, nous retenons que les femmes de Bidiahouan, à l'instar de celles de Gadouan, se sont peu mobilisées pour participer à la planification participative locale. Cependant, les femmes présentes à cette planification à Bidiahouan ont pu définir des microprojets générateurs de revenus. Ici encore les participantes ont relevé que les projets définis par les femmes n'ont pas eu la même importance que ceux des hommes. Les femmes de Bidiahouan ne se sentent pas capables de conduire par elles-mêmes un processus de développement local. Tout comme pour le pays rural de Gadouan, l'affaiblissement des liens sociaux et des solidarités au niveau des groupements des femmes de Bidiahouan entraîne un dysfonctionnement voire une désorganisation de ces groupements. Ceci n'a pas favorisé la prise d'initiatives par les femmes de Bidiahouan pour contrer la marginalisation qu'elles ont subie dans la mise en œuvre des différentes étapes de la planification participative locale.

#### 5.1.1.2.2 La dimension compétences entrepreneuriales féminines

Les messages-clés de la dimension compétences entrepreneuriales féminines du focus group de Bidiahouan sont regroupés dans le tableau 40.

**Tableau 40** : Les messages-clés des compétences entrepreneuriales de Bidiahouan

	Variables	Nœuds (Messages clés)
Compétences entrepreneuriales féminines	Capacités à identifier des opportunités d'affaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous sommes capables</li> <li>- Nous avons identifié des projets lors de la planification</li> <li>- Ici, les activités ne sont pas diversifiées</li> </ul>
	Capacités à gérer son travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Beaucoup de femmes ne sont pas allées à l'école</li> <li>- Nous n'avons pas de formation</li> <li>- Nos activités communes ne marchent plus</li> </ul>
	Capacité à élaborer une vision d'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes ne sont plus motivées</li> <li>- Nos activités ne réussissent pas</li> <li>- Les femmes n'ont pas de vision à long terme</li> <li>- Les femmes perdent espoir</li> </ul>
	Capacité à créer et gérer son réseau d'affaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous n'arrivons plus à travailler ensemble</li> <li>- Les groupements ne marchent pas</li> <li>- Les présidentes nous divisent</li> <li>- Les présidentes ne sont pas de bonnes chefs</li> </ul>

Tout comme à Gadouan, les participantes au focus group de Bidiahouan ont soutenu qu'elles ont des compétences pour exercer des compétences entrepreneuriales. Elles n'ont pu mettre ces compétences en pratique à cause de divers facteurs qu'elles ont exprimées à travers des messages-clés. Tout comme à Gadouan, nous avons regroupé ces messages-clés selon les quatre sous-catégories de compétences définies par Lorrain, Belley et Dussault (1998), à savoir : les capacités à identifier des opportunités d'affaires, les capacités à gérer son travail, les capacités à identifier une vision d'entreprise et les capacités à créer et gérer son réseau d'affaires. Pour chacune de ces sous-catégories de compétences, nous relatons les raisons pour lesquelles elles ne se sont pas exprimées.

#### *5.1.1.2.2.1 Les capacités à identifier des opportunités d'affaires*

Pour les participantes au focus group de Bidiahouan, les femmes de leur localité sont capables d'identifier des opportunités d'affaires. Ces participantes ont relevé qu'elles ont appris à le faire lors de la mise en œuvre des différentes étapes de la planification participative locale. Elles ont cependant relevé que force est de reconnaître qu'il n'existe pas beaucoup d'opportunités dans leur milieu. Ceci fait qu'elles n'ont pas pu exercer ces capacités. L'une des participantes a ainsi noté que

ici au village y a rien... On souffre seulement... où tu vas avoir quelque chose qui va t'aider? Ça fait un peu longtemps, j'achetais de l'essence à Gadouan pour le revendre en détail ici au village. Quand c'est le temps de café là ça marche parce que les hommes qui ont moto roulent leur moto. Mais quand temps de café passe tu fais quoi? Tu ne peux pas vendre essence si les gens ne roulent pas leur moto...sinon on peut bien faire quelque chose mais ici là il faut être solide [avoir les moyens financiers suffisants] pour que ce que tu fais là dure... (Extrait 2 de discussion de focus group de Bidiahouan).

#### *5.1.1.2.2.2 Les capacités à gérer son travail*

De la même manière que les participantes au focus group de Gadouan, celle de Bidiahouan ont relevé que l'analphabétisme est un facteur inhibiteur de la bonne gestion de

leurs activités génératrices de revenus (activités individuelles ou activités de groupe). En effet, les conséquences de l'analphabétisme font qu'elles manquent parfois de certaines habiletés (en comptabilité simplifiée par exemple). Par ailleurs, ces femmes ne reçoivent pas de formation dans le cadre de la gestion de leurs activités.

#### *5.1.1.2.2.3 Les capacités à élaborer une vision d'entreprise*

Pour les participantes au focus group de Bidiahouan, c'est le manque de motivation qui empêche les femmes d'avoir une réelle vision d'entreprise. Les femmes perdent espoir à la suite de l'échec de leurs activités génératrices de revenus; de ce fait elles n'ont pas forcément une idée de l'avenir des activités qu'elles mènent.

#### *5.1.1.2.2.4 Les capacités à créer et gérer son réseau d'affaires*

Selon les participantes au focus group de Bidiahouan, c'est la mauvaise gestion des présidentes de groupement qui fait qu'elles n'arrivent plus à travailler ensemble. Cette mauvaise gestion crée des mésententes et des divisions dans les groupements des femmes. Étant donné que le réseau d'affaires de ces femmes se limite généralement à ces groupements, cette situation inhibe leur capacité à créer et gérer des réseaux d'affaires.

En définitive, des messages-clés de la dimension des compétences entrepreneuriales féminines, nous retenons que du point de vue des participantes au focus group de Bidiahouan, il n'existe pas beaucoup d'opportunités d'affaires à Bidiahouan. Ici l'analphabétisme, le manque de formation, l'échec des activités entrepreneuriales, la mésentente dans les groupements découragent les femmes dans la mise en œuvre de leurs compétences entrepreneuriales. Nous comprenons dès lors que l'analphabétisme et le manque de formation concourent à l'échec des activités entrepreneuriales des femmes. Par ailleurs, il est également ressorti des discussions du focus group que les femmes perçoivent leur environnement (économique) comme une contrainte pour l'identification d'opportunité

d'affaires. Le contrôle de son environnement est l'une des dix « capacités humaines centrales » définies Martha Nussbaum. Le contrôle de son environnement suppose d'avoir accès aux ressources de son environnement pour les transformer en fonctionnements. Cependant pour transformer ces ressources en fonctionnements, toute personne doit pouvoir également s'appuyer sur ses propres spécificités. Les spécificités des femmes de Bidiahouan est qu'elles mènent généralement des activités communautaires. Mais l'affaiblissement des liens sociaux et des solidarités au niveau des groupements des femmes de Bidiahouan entraîne un dysfonctionnement voire une désorganisation de ces groupements. Ainsi, du fait du non contrôle de leur environnement et de leurs propres spécificités, les femmes de Bidiahouan n'ont pas pu transformer leurs ressources en fonctionnements dits « réalisés ».

#### 5.1.1.2.3 La dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin

Les messages-clés du territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin à Bidiahouan sont regroupés dans le tableau 41.



**Tableau 41** : Les messages-clés du territoire incubateur de l'entrepreneuriat à Bidiahouan

	<b>Variables</b>	<b>Nœuds (Messages clés)</b>
<b>Territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin</b>	Existence de structures locales de financement des micro-entreprises féminines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous n'avons pas pu payer notre quote-part</li> <li>- Nous n'avons pas pu réunir l'argent nécessaire</li> <li>- Nous n'avons pas d'autres revenus</li> <li>- Nos sources de revenus ne sont pas diversifiées</li> <li>- Nos tontines ne sont pas organisées</li> </ul>
	Soutien financier aux micro-entreprises féminines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il n'y a pas d'aides pour les femmes</li> <li>- Nous n'avons pas d'économies</li> <li>- Les AGR ne marchent pas</li> <li>- Nous vendons nos productions à bas prix</li> <li>- Nous utilisons nos recettes pour nos besoins de famille</li> </ul>
	Existence de structures locales de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il n'y a pas d'aide dans le milieu</li> <li>- Nous travaillons seules</li> </ul>
	Soutien technique aux micro-entreprises féminines	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nos activités ne réussissent pas</li> <li>- Nous n'avons pas de soutien</li> <li>- Il n'y a pas de route pour aller vendre nos productions</li> </ul>
	Existence de groupements d'intérêt économique (GIE)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les groupements ne marchent pas</li> <li>- Nous ne savons pas gérer</li> </ul>
	Degré de coopération et d'apprentissage au sein des GIE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les groupements ne marchent pas</li> <li>- Les présidentes nous divisent</li> <li>- Elles ne sont pas de bonnes chefs</li> </ul>

Tout comme à Gadouan, les messages-clés de la dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin sont regroupés selon les variables suivantes : l'existence de structures locales de financement des micro-entreprises féminines, le soutien financier aux micro-entreprises féminines, l'existence de structures locales de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines, le soutien technique aux micro-entreprises féminines, l'existence de groupement d'intérêt économique et le degré de coopération et d'apprentissage au sein des GIE.

#### *5.1.1.2.3.1 Existence de structures locales de financement des micro-entreprises*

Le seul projet que les femmes de Bidiahouan ont pu obtenir dans le cadre du plan de développement de leur village n'a pu être réalisé par manque de financement. En effet, pour les participantes au focus group de Bidiahouan, si les femmes n'ont pas pu payer leur

quote-part pour le financement de leur microprojet d'« unité de transformation des produits vivriers », c'est parce que leur environnement n'est pas assez organisé ou structuré de sorte à leur fournir le soutien nécessaire. Pour ces femmes, s'il y avait à Bidiahouan des structures de financement capables de les soutenir financièrement, elles auraient pu payer leur quote-part. Cependant, pour ces participantes au focus group de Bidiahouan, le facteur le plus important ici est leur capacité à arriver à participer au financement de leurs projets. Ceci peut être possible si elles sont mieux organisées dans la gestion de leurs tontines et de leurs activités génératrices de revenus.

#### *5.1.1.2.3.2 Soutien financier aux micro-entreprises féminines*

Pour les participantes au focus group de Bidiahouan, les femmes du village n'ont eu « personne pour les aider » à payer leur quote-part. Elles n'ont pas pu payer cette quote-part par elles-mêmes parce qu'elles n'ont pas de revenus suffisants. Leurs activités génératrices de revenus ne « marchent pas bien ». « Les tontines ne sont pas bien organisées pour les soutenir assez longtemps ». Ainsi, « ici, [à Bidiahouan], il n'y a pas de gens qui aident les femmes à faire des projets. Nous devons compter sur nous-mêmes. Personne ne nous aide » (Extrait 3 de discussion de focus group de Bidiahouan). Cependant, « c'est quand on va nous donner les moyens [financiers] de nous mettre en valeur, mettre en valeur ce qu'on sait faire, c'est là qu'on va pouvoir avoir de l'argent et puis les hommes vont connaître que nous aussi on est capable... » (Extrait 4 de discussion de focus group de Bidiahouan).

#### *5.1.1.2.3.3 Existence de structures locales de recherche-développement*

Les participantes au focus group de Bidiahouan n'ont pas connaissance de l'existence de structures de recherche-développement sur les micro-entreprises des femmes dans leur localité. Elles ont toujours travaillé seules parce qu'elles n'ont pas d'aide.

#### *5.1.1.2.3.4 Soutien technique aux micro-entreprises féminines*

Pour les participantes au focus group de Bidiahouan, les femmes de leur village n'ont pas de soutien technique pour mener des activités génératrices de revenus. Ceci fait que leurs activités ne réussissent pas. Par ailleurs, elles ne peuvent se rendre à Daloa pour chercher de l'aide « parce qu'il n'y a pas de route ».

#### *5.1.1.2.3.5 Existence de groupements d'intérêt économique (GIE)*

Pour les participantes au focus group de Bidiahouan, il existe des groupements d'intérêt économique (GIE) dans leur village. Ces GIE sont importants dans la conduite de leurs activités. Dans le pays rural de Bidiahouan, les femmes sont de grandes productrices agricoles (de riz, notamment). L'annexe 17 présente, d'ailleurs, une femme du village de Bidiahouan en train de sécher ses paddy de riz. Si les femmes sont mieux organisées, elles peuvent mieux vendre leurs productions; voire leur donner plus de valeur ajoutée à travers la transformation, par exemple. Pour y parvenir, les femmes du *pays rural* de Bidiahouan ont besoin de la présence dans leur milieu, de structures qui les accompagnent pour relever les défis qu'elles rencontrent. Cependant, les participantes ont également relevé que les GIE n'existent maintenant que de nom; ils ne fonctionnent pas bien à cause de la mauvaise gestion.

#### *5.1.1.2.3.6 Degré de coopération et d'apprentissage au sein des GIE*

Les activités des femmes de Bidiahouan dans les groupements d'intérêt économique (GIE) sont basées sur les productions agricoles, notamment le riz dont la technique culturale est parfaitement maîtrisée par les femmes. La coopération et l'apprentissage dans les GIE sont largement basés sur les savoir-faire des femmes. Malgré la place importante qu'occupent les GIE, dans les activités des femmes, ces groupements sont « minés » par

des difficultés diverses : mésentente, manque de confiance et disputes diverses. Ceci nuit à la coopération et à l'apprentissage dans les GIE.

En définitive, des messages-clés du territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin à Bidiahouan, nous retenons qu'il n'existe pas de structures de financement des micro-entreprises des femmes dans le pays rural de Bidiahouan. Il n'existe pas non plus de structures de recherche-développement pour apporter un soutien technique aux femmes dans la conduite de leurs activités génératrices de revenus (AGR). C'est généralement dans leurs groupements qu'elles trouvent l'appui financier et technique nécessaires pour la conduite de leurs AGR. Cependant, ces groupements sont parfois dissouts à cause des mésententes des femmes. Notons que la dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin a suscité beaucoup plus d'intérêt chez les femmes de Bidiahouan.

En somme, à la question de savoir pourquoi le processus de planification participative locale n'a pas fait émerger l'entrepreneuriat féminin dans le *pays rural* de Bidiahouan, nous retenons que c'est parce que les femmes se découragent face aux difficultés qu'elles rencontrent dans leur milieu qu'elles ne mettent pas en œuvre leurs compétences entrepreneuriales. Ces difficultés sont : l'analphabétisme, le manque de formation, l'échec des activités entrepreneuriales, la mésentente dans les groupements, la pression des hommes et de la coutume. Par ailleurs, elles ne sont pas pleinement associées au processus de planification participative local, leurs projets ne sont pris en compte et il n'existe pas de soutien dans le milieu pour les aider à mener à bien leurs activités entrepreneuriales.

De cette analyse intra-site, nous pouvons déduire que les résultats obtenus avec le focus group de Bidiahouan confirment ceux du focus group de Gadouan. Après la présentation de l'analyse intra-site du *pays rural* de Bidiahouan, nous allons maintenant présenter celle du *pays rural* de Zaliouhouan.

### 5.1.1.3 L'analyse intra-site du *pays rural* de Zaliohouan

La figure 21 présente l'arborescence ou diagramme de causalité obtenu à l'issue du focus group de Zaliohouan.

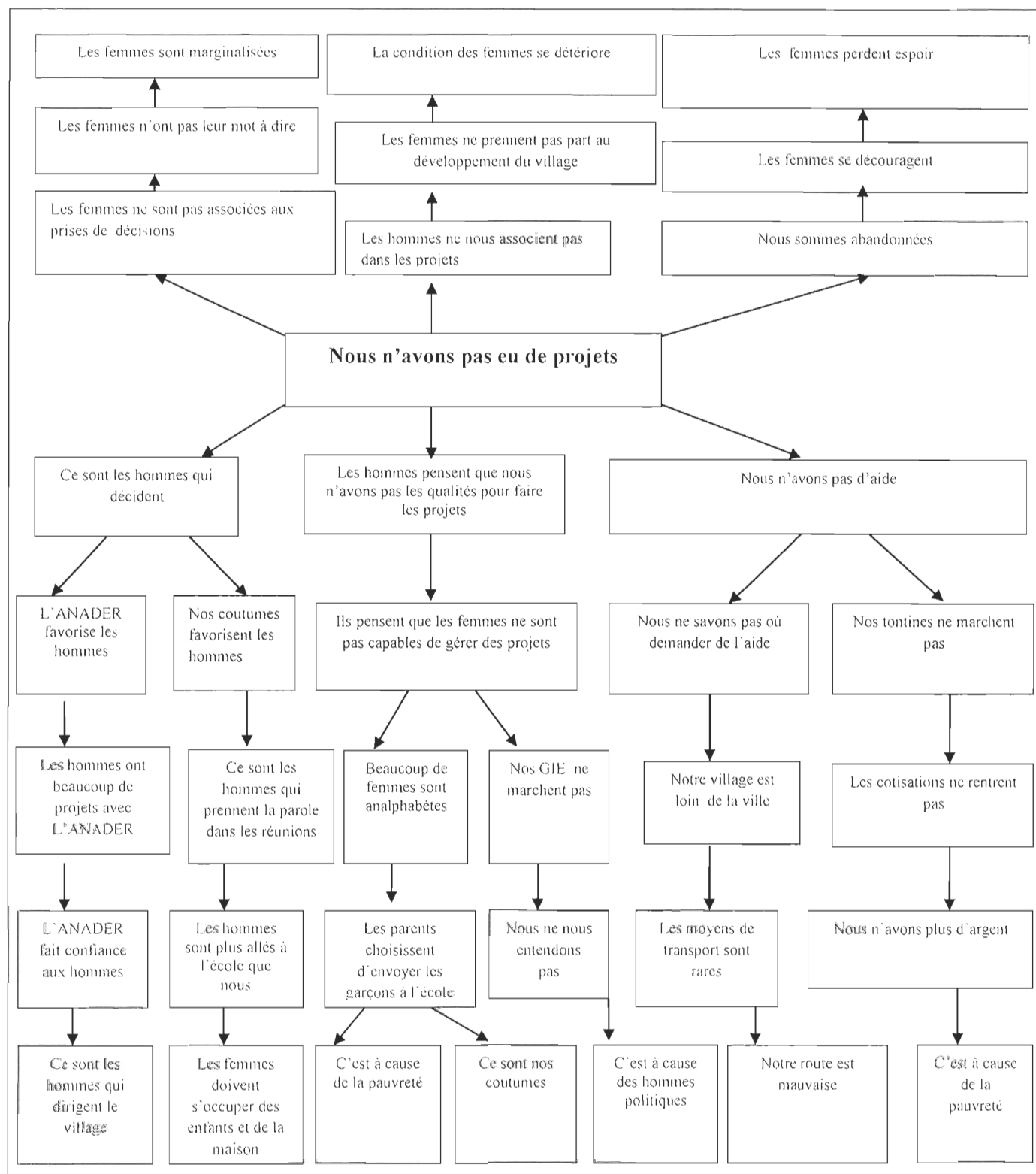


Figure 21: Le diagramme de causalité du pays rural de Zaliouhouan

Les messages-clés obtenus pour le focus group de Zalihouan ont été regroupés selon les dimensions issues des données des focus group de Gadouan et de Bidiahouan: la planification locale selon le genre, les compétences entrepreneuriales féminines et le territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin.

#### 5.1.1.3.1 La dimension planification locale selon le genre

Les messages-clés de la dimension planification locale selon le genre sont regroupés dans le tableau 42.

**Tableau 42** : Les messages-clés de la planification locale selon le genre à Zalihouan

	<b>Variables</b>	<b>Nœuds (Messages clés)</b>
<b>Planification locale selon le genre</b>	Mobilisation des femmes lors des séances de planification	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes ne sont pas associées aux prises de décisions</li> <li>- Les femmes ne prennent pas part au développement du village</li> <li>- C'est nos coutumes</li> </ul>
	Définition de microprojets par les femmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous n'avons pas beaucoup de projets dans le PDL</li> <li>- Nous sommes capables d'élaborer un projet</li> </ul>
	Prise en compte des microprojets des femmes dans les PDL	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ce sont les hommes qui décident</li> <li>- L'ANADER favorise les hommes</li> <li>- Nos coutumes favorisent les hommes</li> <li>- Ce sont les hommes qui prennent la parole dans les réunions</li> <li>- Les hommes ont beaucoup de projets avec l'ANADER</li> <li>- Nous n'avons pas eu de projets</li> <li>- Les hommes ne nous associent pas dans les projets</li> <li>- Les femmes ne sont pas associées aux prises de décisions</li> </ul>
	Capacité des femmes à conduire le processus de planification de façon autonome	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes ne se sentent pas capables</li> <li>- Les hommes pensent que nous n'avons pas les qualités pour faire les projets</li> </ul>
	Capacité des femmes à se mobiliser pour des actions de développement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les femmes ne prennent pas part au développement du village</li> <li>- Les femmes se découragent</li> <li>- Les femmes perdent espoir</li> </ul>

Tout comme à Gadouan et à Bidiahouan, les messages-clés de la dimension planification locale selon le genre sont regroupés selon les variables suivantes : la mobilisation des femmes lors des séances de planification, la définition de microprojets par les femmes, la prise en compte des microprojets des femmes dans les plans de développement (PDL), la capacité des femmes à conduire le processus de planification de façon autonome et la capacité des femmes à se mobiliser pour des actions de développement.

#### *5.1.1.3.1.1 La mobilisation des femmes lors des séances de planification*

À Zaliouhouan, et selon les participantes au focus group, les femmes ne sont généralement pas associées aux prises de décisions lorsqu'il s'agit de questions de développement. Cet état de fait est lié à la perception qu'ont les hommes des femmes dans la tradition. La femme s'occupe de la maison et des enfants. Elle n'intervient pas dans les questions qui concernent le village. Ceci fait que les femmes ne se mobilisent pas massivement quand il s'agit de question de développement du village.

#### *5.1.1.3.1.2 La définition de microprojets par les femmes*

Les participantes au focus group de Zaliouhouan ont expliqué qu'avec la participation des femmes aux différentes étapes du processus de planification participative locale, ces dernières sont maintenant capables de définir des microprojets. Cependant, tous les microprojets qu'elles ont définis n'ont pas été pris en compte dans le PDL.

#### *5.1.1.3.1.3 La prise en compte des microprojets des femmes dans les PDL*

Les microprojets des femmes ne sont pas suffisamment pris en compte dans le PDL parce que les coutumes, l'ANADER et les hommes n'interviennent pas en leur faveur selon les participantes au focus group de Zaliouhouan. Ces dernières ont tout de même relevé que



les femmes de Zaliouhouan ont pu identifier des microprojets dont quatre ont été priorités dans la planification triennale du plan de développement local (PDL) de Zaliouhouan. Ce fut pour ces femmes une première expérience de participer à un processus de développement local.

Depuis on est à Zaliouhouan ici, c'était la première fois qu'on faisait un travail comme ça. Les autres fois quand ils font quelque chose ici au village, ce sont les cadres d'Abidjan qui viennent et qui réunissent les hommes pour parler avec eux. Nous [les femmes], on sait même pas ce qui se passe. C'est après on entend de quoi ils ont parlé... Mais cette fois quand l'ANADER est venu, on voit que la manière de travailler a changé. Nous [les femmes], on a maintenant nos projets aussi. Ça fait que les hommes sont maintenant obligé de nous appeler, de nous considérer... il faut des choses comme ça pour que les hommes nous appelle dans les réunions... (Extrait 1 de discussion de focus group de Zaliouhouan).

Selon ces participantes, lorsque les agents de l'ANADER arrivent dans le village, ils doivent d'abord aller « parler avec » le chef du village et les autres hommes de son bureau. Mais ces participantes ont également relevé que les agents de l'ANADER ne font que suivre l'organisation sociale et culturelle du village. Pour ces participantes, la stratégie pour contourner cette situation est que les femmes puissent choisir leurs projets prioritaires dans leur groupe et qu'elles soient associées à la recherche de financement.

Nous, on veut nous-mêmes chercher l'argent pour faire nos projets. On peut aussi partir à la sous-préfecture quand on appelle le CDL pour voir comment ça se passe là bas. Si vous vous-mêmes [ANADER], vous voyez que les femmes n'ont pas de projet, vous pouvez vous-mêmes penser à ça; il faut que les femmes soient à part... vous aussi vous devez nous aider... nous on doit être formées aussi. On veut faire les projets parce que les choses sont plus comme avant; on doit se débrouiller nous-mêmes... (Extrait 2 de discussion de focus group de Zaliouhouan).

#### *5.1.1.3.1.4 La capacité des femmes à conduire le processus de façon autonome*

Comme dans les autres pays ruraux (Gadouan et Bidiouhouan), les participantes au focus group de Zaliouhouan ne se sentent pas capables de conduire le processus de

planification participative locale de par elles-mêmes (sans assistance extérieure). Elles ne sont pas appropriées les étapes du processus de planification local participative.

#### *5.1.1.3.1.5 La capacité des femmes à se mobiliser pour des actions de développement*

Les participantes au focus group de Zaliohouan ne se sentent pas capables de se mobiliser pour des actions de développement parce que les hommes pensent qu'elles n'ont pas les qualités pour le faire. Pour ces participantes, les femmes de Zaliohouan ne sont pas motivées pour des actions de développement parce que les femmes ne prennent pas part au développement du village.

En définitive, des messages-clés de la dimension planification locale selon le genre, nous retenons que les femmes de Zaliohouan, à l'instar de celles de Gadouan et de Bidiahouan, se sont peu mobilisées pour participer à la planification participative locale. Cependant, les femmes présentes à cette planification ont pu définir des microprojets générateurs de revenus. Ici encore, les participantes ont relevé que les projets définis par les femmes n'ont pas eu la même importance que ceux des hommes. Les femmes de Zaliohouan ne se sentent pas capables de conduire par elles-mêmes un processus de développement local. La méthode de travail de l'ANADER, la domination des hommes et le poids de la coutume sont ici des facteurs explicatifs. Notons que la dimension planification locale selon le genre est celle qui a le plus suscité l'intérêt des participantes au focus group de Zaliohouan. Dans l'ensemble, les participantes au focus group de Zaliohouan ont relevé que le processus de planification participative locale leur a permis de savoir identifier des microprojets (dans le sens d'être formé à la méthodologie d'identification de projets) et de savoir définir une vision d'entreprise. Pour elles c'est la première fois qu'elles sont ainsi intégrées dans un processus de développement au niveau de leurs villages. Cela leur a donné une plus grande estime de soi. C'est ainsi qu'elles ont pu identifier des microprojets dont quatre ont été priorisés dans la planification triennale du plan de développement local (PDL) de Zaliohouan. Cependant, selon ces femmes, pour

qu'elles soient capables de conduire le processus de planification participative locale de façon autonome, il faut qu'elles soient réellement « impliquées » à toutes les étapes du processus. C'est ainsi qu'elles pourront avoir la latitude de chercher d'autres sources de financement pour leurs microprojets en plus de celui du programme national de gestion des terroirs (PNGTER) qui constitue la principale source de financement des microprojets issus de la planification participative locale.

#### 5.1.1.3.2 La dimension compétences entrepreneuriales féminines

Les messages-clés de la dimension compétences entrepreneuriales féminines du focus group de Zaliouhouan sont regroupés dans le tableau 43.

**Tableau 43** : Les messages-clés des compétences entrepreneuriales féminines à Zaliouhouan

	<b>Variables</b>	<b>Nœuds (Messages clés)</b>
<b>Compétences entrepreneuriales féminines</b>	Capacités à identifier des opportunités d'affaires	- L'ANADER nous a aidés à identifier de bons projets - Notre village a beaucoup d'opportunités
	Capacités à gérer son travail	- Beaucoup de femmes ne sont analphabètes - Nos GIE ne marchent plus
	Capacité à élaborer une vision d'entreprise	- Les femmes font les activités pour nourrir leur famille - Nos activités ne réussissent pas - Les femmes perdent espoir
	Capacité à créer et gérer son réseau d'affaires	- Nous ne nous entendons pas - C'est à cause des hommes politiques - Nos GIE ne marchent pas

Tout comme à Gadouan et à Bidiahouan, les participantes au focus group de Zaliouhouan ont soutenu qu'elles ont des compétences entrepreneuriales. Elles n'ont pu mettre ces compétences en pratique à cause de divers facteurs qu'elles ont exprimées à travers des messages-clés. Nous avons regroupé ces messages-clés selon les quatre sous-catégories de compétences définies par Lorrain, Belley et Dussault (1998), à savoir : les capacités à identifier des opportunités d'affaires, les capacités à gérer son travail, les capacités à identifier une vision d'entreprise et les capacités à créer et gérer son réseau

d'affaires. Pour chacune de ces sous-catégories de compétences, nous relatons les raisons pour lesquelles elles ne se sont pas exprimées.

#### *5.1.1.3.2.1 Les capacités à identifier des opportunités d'affaires*

Les participantes au focus group de Zaliouhouan ont soutenu qu'elles sont capables d'identifier des opportunités d'affaires. L'ANADER les a aidées à identifier de « bons projets ». Ces participantes trouvent que leur environnement est riche en opportunités d'affaires, contrairement à celles de Bidiahouan.

#### *5.1.1.3.2.2 Les capacités à gérer son travail*

Pour les participantes au focus group de Zaliouhouan, les femmes n'arrivent pas à gérer leurs activités du fait de l'analphabétisme qui influence également négativement la gestion des groupements d'intérêt économique (GIE). Les participantes ont estimé que de « petites formations » destinées aux femmes qui savent lire et écrire pourraient être bénéfiques à tous les GIE.

#### *5.1.1.3.2.3 Les capacités à élaborer une vision d'entreprise*

Selon les participantes au focus group de Zaliouhouan, c'est parce qu'elles sont découragées de leur situation de marginalisation au village que les femmes n'élabore pas une vision d'entreprise. Elles mènent des activités génératrices de revenus seulement pour s'occuper de leur famille.

#### *5.1.1.3.2.4 Les capacités à créer et gérer son réseau d'affaires*

Le réseau d'affaires des femmes de Zaliouhouan se résume à leurs groupements d'intérêt économique (GIE). Plusieurs GIE ont été créés à Zaliouhouan. Cependant, pour les

participantes au focus group de Zaliohouan, ces GIE ne fonctionnent pas bien à cause des mésententes et des hommes politiques qui « divisent les femmes ».

En définitive, des messages-clés de la dimension compétences entrepreneuriales féminines, nous retenons que du point de vue des participantes au focus group de Zaliohouan, de nombreuses opportunités d'affaires existent dans leur localité. Cependant, elles ne sont pas assez motivées à exploiter ces opportunités et à élaborer une vision d'entreprise du fait que les activités qu'elles entreprennent ne leur rapportent pas beaucoup d'argent et qu'elles sont divisées dans les GIE par les hommes politiques. L'analphabétisme influence également négativement la mise en œuvre de leurs compétences entrepreneuriales.

#### 5.1.1.3.3 La dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin

Les messages-clés de la dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin sont regroupés dans le tableau 44.

**Tableau 44** : Les messages-clés du territoire incubateur de l'entrepreneuriat à Zaliohouan

	Variables	Nœuds (Messages clés)
Territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin	Existence de structures locales de financement des micro-entreprises féminines	- Nous n'avons pas d'aide - Nous ne savons pas où demander de l'aide - Nos tontines ne marchent pas
	Soutien financier aux micro-entreprises féminines	- Nous n'avons pas d'aide - Les cotisations ne rentrent pas - Nous n'avons plus d'argent
	Existence de structures locales de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines	- Nous n'avons pas d'aide - Nous ne savons pas où demander de l'aide - Notre village est loin de la ville
	Soutien technique aux micro-entreprises féminines	- Nous n'avons pas d'aide - Nous n'avons pas de soutien - Notre route est mauvaise
	Existence de groupements d'intérêt économique (GIE)	- Nos GIE ne marchent pas - Nous n'avons pas d'aide
	Degré de coopération et d'apprentissage au sein des GIE	- Nous ne nous entendons pas - C'est à cause des hommes politiques

Tout comme à Gadouan et à Bidiadouan, les messages-clés de la dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin sont regroupés selon les variables suivantes : l'existence de structures locales de financement des micro-entreprises féminines, le soutien financier aux micro-entreprises féminines, l'existence de structures locales de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines, le soutien technique aux micro-entreprises féminines, l'existence de groupement d'intérêt économique et le degré de coopération et d'apprentissage au sein des GIE.

#### *5.1.1.3.3.1 Existence de structures locales de financement des micro-entreprises*

Pour les participantes au focus group, les femmes de Zaliohouan n'ont pas d'aide financière parce qu'il n'y a pas de structures de financement qui « aident les femmes ». Une structure de micro-finance existe dans le village de Zaliohouan mais les femmes qui se sont adressées à cette structure n'ont pas eu de crédit. Les femmes préfèrent prendre de l'argent dans les tontines. Cependant ces tontines ne fonctionnent pas toujours correctement du fait certaines femmes ne remboursent pas l'argent fixé au moment indiqué.

#### *5.1.1.3.3.2 Soutien financier aux micro-entreprises féminines*

Les femmes de Zaliouhouan n'ont pas de soutien financier du fait qu'il n'existe pas de structures qui les accompagnent et les encadrent dans la recherche de financement. Elles ne peuvent entreprendre par elles-mêmes de telles démarches par manque de moyens financiers : « les cotisations demandées pour faire les démarches ne rentrent pas ».

#### *5.1.1.3.3.3 Existence de structures locales de recherche-développement*

Les participantes au focus group de Zaliouhouan n'ont pas connaissance de l'existence de structures de recherche-développement sur les micro-entreprises des femmes dans leur localité. Elles n'ont jamais su où demander de l'aide dans ce sens. Elles estiment que c'est parce que leur village est éloigné de la ville (Daloa).

#### *5.1.1.2.3.4 Soutien technique aux micro-entreprises féminines*

Selon les participantes au focus group de Zaliouhouan, les femmes n'ont pas de soutien technique pour mener des activités génératrices de revenus. Ce qui fait que leurs activités ne réussissent pas. Par ailleurs, elles ne peuvent se rendre à Daloa pour chercher de l'aide « parce la route est mauvaise ». Les voitures de transport sont rares pour aller à la ville.

#### *5.1.1.2.3.5 Existence de groupements d'intérêt économique (GIE)*

Plusieurs groupements d'intérêt économique existent à Zaliouhouan. Les participantes au focus group de Zaliouhouan ont reconnu l'importance de ces GIE dans la conduite de leurs activités. Cependant, elles ont également relevé qu'il faut reconnaître que ces GIE n'existent maintenant que de nom. Les GIE ne fonctionnent pas bien à cause de la mauvaise gestion

(pas de compte-rendu des présidentes, mauvaises gestion de l'argent et autres biens du groupe).

#### *5.1.1.2.3.6 Degré de coopération et d'apprentissage au sein des GIE*

Pour les participantes au focus, la réussite des activités génératrices (AGR) des femmes de Zaliouhouan dépend beaucoup de la coopération et de l'apprentissage au sein des groupements d'intérêt économique (GIE). Comme à Gadouan et à Bidiahouan, le degré de coopération et d'apprentissage au sein des GIE est amoindri par des difficultés diverses : mésentente, manque de confiance et disputes diverses.

En définitive, des messages-clés de la dimension du territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin, nous retenons que les femmes de Zaliouhouan n'ont de financier et technique pour mener à bien leurs activités génératrices de revenus. C'est généralement dans leurs groupements qu'elles trouvent l'appui financier et technique nécessaires pour la conduite de leurs AGR. Cependant, ces groupements sont parfois dissouts à cause des mésententes des femmes.

En somme, à la question de savoir pourquoi le processus de planification participative locale n'a pas fait émerger l'entrepreneuriat féminin dans le *pays rural* de Zaliouhouan, nous retenons que c'est parce que les femmes ne perçoivent pas d'aide dans leur environnement pour les accompagner dans la conduite de micro-entreprises. Comme dans les deux autres *pays ruraux* (Zaliouhouan et Bidiahouan), les femmes de Zaliouhouan sont confrontées à diverses difficultés : l'analphabétisme, le manque de formation, l'échec des activités entrepreneuriales, la mésentente dans les groupements, la pression des hommes et de la coutume. Par ailleurs, elles ne sont pas pleinement associées au processus de planification participative local. Elles ne se sentent alors pas capables de conduire un processus de développement de manière autonome.



L'utilisation de la technique des arbres à problèmes dans les focus group a permis d'obtenir des messages-clés à partir desquelles nous avons déterminés des unités « conceptualisantes ». En effet, nous avons classé (regroupé) ces messages-clés en catégories de concepts. Ces catégories de concepts, qui constituent les facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat féminin, ont ensuite été regroupées selon trois grandes dimensions : la planification locale selon le genre, les compétences entrepreneuriales féminines et le territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin. Pour mieux comprendre les facteurs d'émergence liés à ces différentes dimensions, nous nous sommes entretenus avec des femmes micro-entrepreneurs et avec des agents d'appui. Les entretiens avec les femmes micro-entrepreneurs ont été rapportés aux dimensions du territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin et des compétences entrepreneuriales féminines.

#### 5.1.2 L'ANALYSE DES ENTRETIENS INDIVIDUELS AVEC LES FEMMES

Le tableau 45 présente les résultats de l'analyse des entretiens avec les femmes micro-entrepreneurs pour la dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin.

**Tableau 45** : Le soutien financier et technique chez les femmes micro-entrepreneurs

D.	Facteurs d'émergence	Résultats
<i>Territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin</i>	Existence de structures locales de financement des micro-entreprises féminines	Les sept micro-entrepreneures que nous avons interviewées ne connaissent pas de structures locales de financement de micro-entreprises féminines dans leur localité.
	Soutien financier à la micro-entreprise féminine	Aucune des sept micro-entrepreneures que nous avons interviewées n'a obtenu de soutien financier institutionnel.
	Existence de structures locales de recherche-développement sur la micro-entreprise féminine	Les sept micro-entrepreneures que nous avons interviewées ne connaissent pas de structures locales de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines dans leur localité.
	Soutien technique à la micro-entreprise féminine	Aucune des sept micro-entrepreneures que nous avons interviewées n'a obtenu de soutien technique.
	Existence de groupements d'intérêt économique (GIE)	Chaque micro-entrepreneure interviewée appartient au moins à un GIE : trois des sept micro-entrepreneures appartiennent à un même GIE (vente de poissons), une micro-entrepreneure appartient à un GIE de potières, une autre micro-entrepreneure appartient à un GIE de productrices de riz, les deux dernières appartiennent à des GIE de produits maraîchers.
		- Trois des sept micro-entrepreneures ont obtenu leur fonds de démarrage à partir de la tontine de leur GIE, - Trois micro-entrepreneures ont démarré avec leur fonds propre, - Deux micro-entrepreneures ont été interviewées dans le cadre des activités de leur GIE. Ces GIE s'autofinancent.
		Mise à part les deux micro-entrepreneures qui ont été interviewées dans le cadre des activités de leur GIE, les cinq autres micro-entrepreneures mènent des activités différentes de celle du GIE auquel elles appartiennent.
	Degré de coopération et d'apprentissage dans les GIE	Les sept micro-entrepreneures interviewées ont appris leur activité au contact d'un autre membre de leur GIE (dans trois des sept cas, le membre du GIE était un parent)
		Cinq des sept micro-entrepreneures donnent plus d'importance à leurs activités individuelles qu'à celles de leur GIE.
		Mise à part les GIE des deux micro-entrepreneures qui ont été interviewées dans le cadre des activités de leur groupement, les GIE des cinq autres micro-entrepreneures étaient dysfonctionnels au moment des interviews.

Des résultats du tableau 45, nous retenons que les sept micro-entrepreneures n'ont aucun soutien institutionnel (financier ou technique). Ce qui corrobore bien l'information obtenue dans les focus groups. Pour ces micro-entrepreneures, leurs principales difficultés résident dans ce fait qu'elles n'aient aucun soutien financier ou technique au niveau

institutionnel. L'existence de GIE dans leur localité, et surtout l'appartenance à ces GIE, a été essentielle pour leur épanouissement en tant que micro-entrepreneure. Les micro-entrepreneures s'appuient, généralement, sur les GIE pour de potentiels financements de leurs activités. En effet, les tontines mises en place dans les GIE servent aux membres à financer des activités entrepreneuriales (génératrices de revenus). La mise en place de tontines dans les GIE requiert un degré de confiance élevé entre les membres. La coopération au sein de ces GIE permet aux femmes membres de profiter des expériences les unes des autres. Pour Naomie,

La poterie est un travail familial chez nous. Nous sommes de la caste des potières. On apprend déjà toute petite. Je peux donc dire que je connais ce travail. J'aurai donc besoin d'avoir du matériel moderne pour atténuer la fatigue et agrandir ce lieu...Il faut aider les femmes à faire les tontines parce que quand on fait les tontines, après les tontines se cassent. Et les taxes au marché nous fatiguent. Tu n'as rien vendu mais tu dois payer les taxes (Extraits d'entretien avec Naomie).

Dorcas rajoute,

C'est en voyant ma grand-mère faire ses activités que j'ai été initiée... Je n'avais pas d'aide. J'ai démarré avec mes propres fonds...J'ai même eu à former d'autres femmes pour qu'elles puissent aussi préparer le Tchapalo<sup>130</sup> pour le vendre. Au départ, j'étais la seule à faire cette activité. Mais avec les femmes que j'ai formées, nous sommes maintenant près d'une dizaine à faire ce métier ». (Extraits d'entretien avec Dorcas).

Cependant, les GIE sont confrontés à des problèmes de fonctionnement suites à des mésententes entre les membres. De ces interviews avec les sept femmes micro-entrepreneures, nous pouvons retenir que les micro-entrepreneures ont amélioré leur condition économique grâce à leurs activités entrepreneuriales. De plus, ces activités entrepreneuriales ont un impact important sur l'économie du territoire. Ainsi pour Sarah,

---

<sup>130</sup> Le Tchapalo est une bière de mil. Le mil (*Pennisetum glaucum*) est une céréale.

Si je prends mon exemple, je peux dire que cela vaut la peine pour une femme de créer son entreprise. Moi, la vente de poissons a amélioré ma condition de vie. J'ai acheté un terrain et j'ai construit des maisons que je mets en louage. De plus, j'ai poussé mes enfants à faire des études supérieures. Je pense que les femmes ici doivent imiter mon exemple. Il ne faut pas toujours compter sur son mari sinon on rate beaucoup de choses (Extrait d'entretien avec Sarah).

Le tableau 46 présente les résultats de l'analyse des entretiens avec les femmes micro-entrepreneurs pour la dimension compétences entrepreneuriales féminines.

**Tableau 46** : Les compétences entrepreneuriales des femmes micro-entrepreneurs

D.	Facteurs d'émergence	Résultats
<i>Compétences entrepreneuriales féminines</i>	Capacités à identifier des opportunités d'affaires	Les activités des sept micro-entrepreneures que nous avons interviewées se répartissent de la manière suivante : - Petite restauration : (2) - Production et commercialisation de produits agricoles et artisanaux : (2) - Commerce en détail : (2) - Coiffure : (1) - Transformation et commercialisation de produits agricoles (1) Les sept micro-entrepreneurs estiment qu'elles ont acquis des capacités pour identifier des opportunités d'affaires.
	Capacités à élaborer une vision d'entreprise	Les sept micro-entrepreneurs interviewées ont soutenu qu'elles entreprennent leurs activités pour améliorer leur condition de vie et celle de leurs enfants (et de la famille élargie également).
	Capacités à créer et gérer son réseau d'affaires	Sur les sept micro-entrepreneures interviewées : - Seul Naomie éprouve de grandes difficultés à créer et gérer son réseau d'affaires du fait qu'elle soit analphabète et ne sache pas s'exprimer en français - Sarah gère très bien son réseau d'affaires grâce à sa bonne formation académique et au fait qu'elle a déjà vécu à la ville. - Safie, également, gère bien son réseau d'affaires. Cependant, cette dernière n'a pas été scolarisée et s'exprime pas en français. Elle a, néanmoins l'avantage d'être entouré de personnes (parents) qui l'aident dans ses différentes tâches. - Les autres micro-entrepreneures (Dorcas, Yasmine, Essien et Nastou) gèrent convenablement leur réseau d'affaires. Leur réseau ne s'étend pas au-delà de la sous-préfecture de Gadouan contrairement aux 3 premières.
	Capacité à gérer son travail.	Les sept micro-entrepreneures interviewées gèrent bien leur travail. Mais, elles affirment que si leurs activités s'agrandissent, elles pourraient être confrontées à des problèmes de gestion.

Des résultats du tableau 46, nous retenons que les sept micro-entrepreneures disposent de compétences entrepreneuriales nécessaires pour entreprendre leurs activités.

Cependant, l'exercice de ces compétences se heurte à l'analphabétisme des femmes rurales de la sous-préfecture de Gadouan. Ainsi, pour Essien,

Ce qui est sûr, pour faire les tresses, on n'a pas trop besoin de connaître papier. Mais il faut reconnaître que le fait que je ne sache pas parler correctement en français et que je ne sache ni lire ni écrire ne m'arrange pas du tout pour communiquer avec les clientes. Même dans la vie de tous les jours, ce n'est pas facile...les femmes doivent aller à l'école pour savoir lire et écrire....Le fait que je tresse m'a permis de me prendre en charge et de prendre en charge mes enfants. C'est vrai que ce n'était pas grand-chose mais ça m'a aidé. C'est bien pour une femme de faire quelque chose. Elle peut aider son mari, se prendre en charge et s'occuper des enfants. Et on la respecte plus. Je conseille aux femmes du village que si elles ont les moyens, elles doivent faire quelque chose. Mais, je conseille aux jeunes filles d'aller à l'école (Extraits d'entretien avec Essien).

Malgré le taux d'analphabétisme élevé parmi les micro-entrepreneures que nous avons interviewées (3 femmes sur 7 sont analphabètes), ces micro-entrepreneures maîtrisent la pratique de leurs activités et ont une vision claire de la raison pour laquelle elles entreprennent ces activités. En effet,

Mes clients sont satisfaits de ce que je leur propose. Le jour où je n'ai pas fait de l'attiéké, ils se plaignent alors qu'il y a d'autres vendeuses d'attiéké. Ce qui veut dire que je fais bien mon attiéké et que j'ai les qualifications. Mais, je voudrais m'améliorer en proposant d'autres recettes à mes clients...J'ai décidé de vendre de l'attiéké pour aider ma mère à s'occuper de nous financièrement. J'ai été encouragé par mes parents et mes amis. Je n'ai été découragée par personne. Et puis aussi, je ne suis pas mariée. Il faut que je m'occupe de moi-même. Les filles aujourd'hui, elles veulent suivre la mode. Elles ne veulent pas se fatiguer pour avoir leur argent. Ce sont ce genre de filles qui ne sont pas respectées (Extraits d'entretien avec Yasmine).

Pour Naomie,

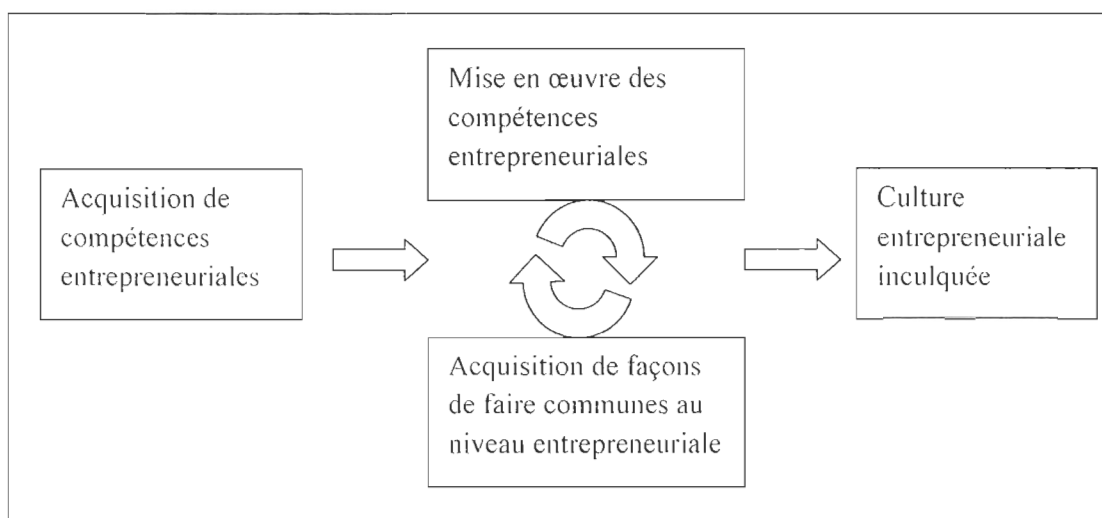
Nous sommes potière même à la naissance. C'est ce que nous faisons pour vivre. Et c'est ça qui nous donne notre argent. Quand je me suis mariée, je me suis lancée dans la fabrication et la vente de poterie pour aider mon mari, dans la nourriture et

pour acheter mes pagnes. Mon mari m'a encouragé... Oui, chez nous une femme doit faire quelque chose pour aider son mari. Et quand ton mari a plusieurs femmes, c'est toi-même qui dois t'occuper de nourrir tes enfants. Donc une femme qui fait quelque chose est bien vue... Oui, les femmes doivent faire quelque chose pour aider leur mari à s'occuper des enfants et elles mêmes, se prendre en charge. Les femmes doivent être courageuses (Extraits d'entretien avec Naomie).

Enfin, Nastou a relevé que :

Dans la société bété, les femmes sont encouragées à travailler en groupe. Au départ, c'était essentiellement une forme d'entraide. Mais maintenant on utilise les groupes pour avoir de l'argent. Notre environnement social et culturel ne peut que nous encourager dans ce contexte actuel de crise où l'argent se fait rare... Si on s'entendait, on pouvait bien travailler et changer notre condition de vie. Moi, je conseille aux femmes de bien s'organiser, de travailler ensemble et d'éviter les querelles dans les groupements pour leur propre bien. Les femmes sont divisées à cause de la politique. On ne doit pas faire la politique dans les groupements de travail (Extraits d'entretien avec Nastou).

De l'analyse des données des entretiens individuels avec les femmes micro-entrepreneurs, il est ressorti que la culture entrepreneuriale dont font preuve ces micro-entrepreneures dérivent des compétences qu'elles ont acquises auprès d'une autre micro-entrepreneure (soit un parent). En effet, c'est en côtoyant une autre micro-entrepreneure qu'elles ont acquis des compétences entrepreneuriales qui leur ont servies pour créer et gérer leur propre micro-entreprise. Par la suite, en mettant en œuvre ces compétences, elles se sont inculqué des façons communes de faire au niveau entrepreneurial. Ces façons communes de faire génèrent une culture entrepreneuriale féminine au niveau local. De ce fait, la culture entrepreneuriale dérive des compétences entrepreneuriales (voir figure 22).



**Figure 22 :** Le processus de développement de la culture entrepreneuriale

De l'analyse de la figure 22, nous déduisons que pour développer la culture entrepreneuriale dans un territoire, il faut d'abord que les individus acquièrent des compétences entrepreneuriales. Ce résultat corrobore bien la définition que donne le sociologue québécois, Guy Rocher, de la culture : « un ensemble lié de manières de penser, de sentir et d'agir plus ou moins formalisées qui, étant apprises et partagées par une pluralité de personnes, servent, d'une manière à la fois objective et symbolique, à constituer ces personnes en une collectivité particulière et distincte » Rocher (1992 : 15). Cette définition nous permet de comprendre que les manières d'agir sont apprises (les compétences) avant d'être partagées entre plusieurs personnes et devenir ainsi une caractéristique propre (la culture) à ces personnes. Nous en déduisons alors que la culture entrepreneuriale est l'ensemble des savoirs (connaissances, attitudes et aptitudes) mis en œuvre par l'ensemble d'une communauté et qui contribuent à faire émerger et développer des entreprises. Dans ce sens, des théoriciens en développement régional (Beccatini, 1991; Blanc, 1997; etc.) soutiennent que ce sont les économies externes de la proximité géographique (la confiance, la coopération et la circulation de l'information, etc.) qui contribuent à donner au milieu une culture et une identité propre.

Sur les sept micro-entrepreneures interviewées une seule est autochtone de la sous-préfecture de Gadouan (appartenant au groupe ethnoculturel bété), les autres étant soit des allochtones ou des allogènes. Dorcas, explique cette situation par le fait que les femmes autochtones n'ont pas l'esprit d'entreprise «...dans le sang ». Les femmes bétés seraient plus réticentes à prendre des risques financiers. De plus, elles auraient tendance à abandonner leur projet entrepreneurial à la moindre difficulté. En effet, «...les femmes bétés n'ont pas le cœur dur...» (Extrait d'entretien avec Dorcas).

En somme, nous pouvons retenir de l'analyse des données des entretiens individuels avec les femmes micro-entrepreneurs que ces dernières ont, essentiellement, recours au soutien financier et technique de leur groupement d'intérêt économique (GIE) dans la mise en œuvre de leurs activités, et cela à travers les tontines. C'est, aussi, dans ces groupements qu'elles acquièrent les compétences pour mener à bien leurs activités. Ce sont ces compétences qui finissent par générer une culture entrepreneuriale féminine au niveau local. Rappelons que les activités de ces sept micro-entrepreneures se réalisent en dehors du processus de développement local (planification participative locale) en cours dans la localité. Pour mieux comprendre le lien entre l'émergence de l'entrepreneuriat féminin et les processus de développement local en milieu rural, nous nous sommes entretenus avec des agents d'appui au développement.

### 5.1.3 L'ANALYSE DES ENTRETIENS INDIVIDUELS AVEC LES AGENTS D'APPUI

La catégorisation des données des entretiens individuels avec les agents d'appui a fait ressortir deux thèmes principaux : la culture entrepreneuriale des femmes en milieu rural et la place des femmes dans la planification participative locale.

Tous les agents d'appui interviewés ont relevé que la place de la femme dans la planification participative locale relève d'aspects « sociologiques », c'est-à-dire d'aspects relevant de l'organisation de la société traditionnelle. Il s'agit ici de la structuration sociale



qui marginalise les femmes. En effet, dans la sous-préfecture de Gadouan, comme dans la société traditionnelle ivoirienne en général, la femme n'a pas le droit de prendre délibérément la parole en public. Ce qui fait que cette dernière a intériorisé un genre de « complexe d'infériorité » qui fait qu'elle participe moins lorsqu'il s'agit de prendre la parole dans les différentes étapes de la planification participative locale. Comme l'explique l'agent d'appui N°2 :

Concernant précisément les femmes sur lesquelles portent ton sujet, d'abord 1, c'est un problème sociologique. Parce que quand on va faire les diagnostics, la première des choses qu'on remarque et qui est palpant, même ne serait-ce que voir comment les femmes s'asseyent, ça dénote que la femme en milieu rural se plaît dans la position qu'elle occupe...tu ne vois pas une femme de façon personnelle qui va s'engager pour aller s'asseoir devant. C'est-à-dire dans le milieu rural quand il y a une rencontre elles doivent être derrière [illustration d'un exemple en annexe XVIII]...et c'est ce qu'on essaie de corriger. On arrive à faire quand même comprendre aux gens que les femmes ne doivent pas toujours être derrière...quand on explique les gens comprennent et les femmes sont amenées à déroger leur situation habituelle (Extrait d'entretien avec l'agent d'appui N°2).

Ici, nous comprenons que si les femmes ne parviennent pas à « prendre leur place » dans le processus de développement local, ce n'est pas que le processus ne prenne pas en compte les aspects du genre. C'est seulement que les femmes sont « encadrées » dans un système de valeurs et de normes, au niveau social, qui ne leur permet pas encore de prendre des initiatives pour des actions de développement. Ce qui confirme bien les résultats obtenus dans les focus groups. Selon les agents d'appui, pour corriger cette situation, il faut pouvoir faire une sensibilisation sur le long terme. Or la planification participative locale de la sous-préfecture de Gadouan était inscrite dans un programme national d'appui dont la durée était de trois ans (2005 à 2007). Ce programme a ensuite été rééchelonné sur trois nouvelles années (2008 à 2010). Les plans de développement local (PDL) des trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan ont alors été actualisés en 2008 et les différents projets ont été échelonnés sur trois nouvelles années (2008 à 2010). Les agents d'appui nous ont expliqué que la programmation triennale de la planification participative locale

n'est pas suffisante pour permettre aux populations, et surtout aux femmes, de s'approprier ce processus. En d'autres termes, cette durée ne permet pas aux agents d'appui de rendre les populations capables de poursuivre le processus sans appui extérieur. Il s'agit ici de trois éléments structurels, soit la durée des initiatives d'une part, le non respect de promesses d'autre part et finalement le manque de ressources financières. Ainsi pour l'agent d'appui N°11,

Dans la mesure où c'est beaucoup plus des projets qui son dédiés à la population rurale, moi dans mon entendement, j'aurais voulu que ces projets soient à moyen terme puisque on sait que ce n'est pas un projet véritablement à long terme mais il faut que ces projets aient une durée de vie relativement intéressante, 5 ans, je pense que c'est normal, c'est logique, mais 2 ans, 3 ans alors qu'à la 1<sup>ère</sup> année, c'est la 1<sup>ère</sup> année on commence et la 1<sup>ère</sup> année déjà même les populations sont méfiantes compte tenu des antécédents, compte tenu de beaucoup de choses, compte tenu des promesse non tenues... (Extrait d'entretien avec l'agent d'appui N°11).

Le contexte de crises socioéconomiques répétitives en Côte d'Ivoire, depuis le début de la mise en œuvre du processus de planification participative locale dans la sous-préfecture de Gadouan, n'a pas favorisé le financement des différents projets de développement inscrits dans les plans de développement (PDL) des pays ruraux de cette sous-préfecture. D'ailleurs, la Banque mondiale qui était le principal bailleur de fonds de ce processus avait suspendu ses décaissements en faveur de la Côte d'Ivoire. Les projets sociaux (construction de salles de classes) qui ont été réalisés en 2009 dans les villages de Bidiahouan et Niamayo l'ont été avec une aide du programme d'appui post-crise (PAPC).

Concernant la culture entrepreneuriale des femmes en milieu rural, sept agents d'appui sur les seize interviewés ont soutenu que les femmes de la sous-préfecture de Gadouan n'avaient pas une « culture entrepreneuriale ». Pour ces agents d'appui, la culture entrepreneuriale est un « concept occidental ». Ce concept ne saurait, de ce fait, être appliqué au milieu rural ivoirien. Le terme d'« esprit communautaire » serait plus approprié à « culture entrepreneuriale ». En effet,

Si les femmes ne parviennent pas à mettre en place des activités génératrices de revenus durables qui se financent par elles mêmes et génèrent des bénéfices, c'est *l'esprit communautaire* qui fait défaut...Et quand il s'agit de l'aspect communautaire cela pose un problème parce que les populations ont tendance à confondre le bien communautaire et le bien public...» (Extrait d'entretien 1 avec l'agent d'appui N°3).

Ici par « esprit communautaire », il faut entendre « valeurs communautaires africaines ». Ces valeurs communautaires sont opposées à « l'individualisme occidental » (Mahieu, 1989). Rappelons avec Mahieu (1989) que la communauté se matérialise par un réseau de relations verticales et horizontales que l'individu doit assumer. Les relations verticales suivent les principales caractéristiques du système lignager (patriarcat, matriarcat, etc.). Les relations horizontales sont des relations d'entraide qui s'inscrivent dans des classes d'âge ou des groupes communautaires. Ces relations sociales, et les valeurs communautaires qui en découlent, contribuent à donner au milieu une culture et une identité propre. « Chaque ressortissant assume ainsi vis-à-vis de sa communauté un ensemble de droits et d'obligations » (Mahieu, 1989 : 729). Nous nous trouvons ici dans l'approche territoriale du concept de rural décrit par Blanc (1997). Dans cette approche, rappelons-le, le rural est caractérisé par la force des liens interpersonnels, voire des liens sociaux. De ce fait, les actes des femmes qui révèlent un manque d'esprit communautaire se rapportent à l'affaiblissement des liens interpersonnels (mécontentes, disputes, etc. dans les GIE). Au niveau économique, il faut comprendre que dans les communautés rurales ivoiriennes, le calcul communautaire n'existe pas séparément du calcul individualiste. En effet, « la réussite économique individuelle est une aubaine pour la collectivité dans la mesure où elle favorisera l'ordre communautaire » (Mahieu, 1989 : 735). Nous en déduisons alors que « l'esprit communautaire » n'existe pas séparément de « la culture entrepreneuriale »; autrement dit, « l'esprit communautaire » n'est pas en contradiction avec « la culture entrepreneuriale ». D'ailleurs, si l'individualisme est en effet un trait marquant des sociétés occidentales, les valeurs communautaires et de solidarité existent aussi en Occident; en effet, les pratiques de développement communautaire et de développement économique communautaire, très présentes dans les pays occidentaux et

notamment au Québec, sont révélatrices de l'existence des valeurs communautaires et de solidarité même en Occident.

Pour l'agent d'appui N°9,

Moi, je trouve que c'est des courants qui sont un peu extérieurs à nos sociétés traditionnelles parce que là-bas [en Occident] la femme est intégrée. [Ici,] Chaque fois qu'il y a des velléités, on se rend compte que quand elles deviennent entrepreneurs, il y a une forme d'émancipation économique qui nuit un peu à l'unité familiale, qui nuit un peu à l'autorité de l'homme au sein de la famille parce que la femme prend du pouvoir économique,...Donc moi, je trouve que c'est des courants, je dirais externes. Des courants venus de l'extérieur pour encourager les femmes à mener elles-mêmes des activités. Il y a eu beaucoup de thèses, oui,... (Extrait d'entretien avec l'agent d'appui N°9 [agent d'appui de sexe féminin]).

Il est pertinent de relever ici avec Joyal (2002) que le développement en Afrique n'est pas encore synonyme de création d'une atmosphère entrepreneuriale locale. En effet, la question de l'entrepreneuriat en Afrique a depuis toujours essentiellement tourné autour de deux principaux acteurs : l'État et le secteur privé. Ce débat sur l'entrepreneuriat en Afrique a également pour toile de fond l'inadaptation des modèles managériaux des entreprises au contexte africain. Cette inadaptation résulterait du fait que les modèles entrepreneuriaux sont importés de l'Occident (Sarr, 1998; Zadi, 1998, etc.). Les pratiques entrepreneuriales en Afrique sont ainsi analysées à partir du cadre d'analyse de l'entrepreneuriat en Occident. Cependant, comme l'ont montré plusieurs auteurs (Defourny et Develtere, 2007; Fayolle et Verstrate, 2005; Fillion, 2003; Julien, 2005; etc.), l'entrepreneuriat est un phénomène dynamique et multiforme. Les pratiques entrepreneuriales sont forgées par les contextes sociaux qui président à leur émergence. Nous en déduisons que la « culture entrepreneuriale » tire ses caractéristiques du contexte social duquel elle a émergé. La « culture entrepreneuriale en Occident » pourrait alors se différencier de la « culture entrepreneuriale en milieu rural ivoirien ». Toujours est-il que le milieu rural ivoirien est capable de générer une culture entrepreneuriale. En effet, pour les

neuf autres agents d'appui interviewés, une ébauche de culture entrepreneuriale s'observe bien chez les femmes en milieu rural.

Des aspects « sociologiques » ont été mis de l'avant pour expliquer que la culture entrepreneuriale féminine n'émerge pas encore en milieu rural ivoirien. Ainsi, pour l'agent d'appui N°16,

En tout cas, c'est un problème sociologique qui bloque un peu l'entrepreneuriat au niveau des femmes... Si l'on poursuivait ce processus pendant au moins 5 ans, tu vas voir qu'il y a des femmes qui vont se dégager du lot. Parce que ce que l'on observe, c'est que les projets pertinents, généralement sont dégagés par les femmes; c'est-à-dire les projets qui permettent de résoudre les problèmes de société. Si vous allez par exemple au niveau des choix, au niveau des actions à mener, pour les jeunes, c'est tout ce qui a trait au luxe par exemple les portables, le courant et autres, ce qui n'est pas le cas des femmes et généralement elles s'orientent vers les projets générateurs de revenus... Il reste à faire en sorte qu'elles prennent le devant pour la réalisation de ces projets. C'est ça qui est le problème. Généralement quand vous arrivez, au moment de choisir, elles disent « les hommes n'ont qu'à faire... » (Extrait d'entretien avec l'agent d'appui N°16).

Nous pouvons expliquer l'expression, « les hommes n'ont qu'à faire... », par le fait que, et comme nous l'avons déjà relevé, les actions combinées de la société traditionnelle et du système colonial ont fini par créer chez la femme un sentiment de frustration, de domination et d'infériorité. De ce fait, la nouvelle représentation que la femme a d'elle-même ne favorise pas son intégration sociale. Désormais, sa mentalité paralyse ses prises d'initiatives. Elle n'agit plus pour ses intérêts personnels. La femme ivoirienne, et africaine en général, agit désormais dans l'intérêt de son ménage dont elle est sensée assurée la stabilité, et cela même dans la société moderne (Assié-Lumumba, 1996). Parmi les 16 agents interviewés, ce sont ceux qui n'assimilent pas la culture entrepreneuriale à la culture occidentale (neuf agents) qui tiennent des propos véritablement en soutien aux femmes pour qu'elles occupent une place plus importante dans les décisions économiques locales. Cependant tous ces agents reconnaissent bien les dimensions de changement social que devraient comporter les projets de développement en milieu rural. Généralement, les

personnes qui travaillent pour les agences de développement en milieu rural ont les compétences requises pour mener à bien la mission qui leur est confiée.

Les entretiens avec les agents d'appui ont apporté un certain éclairage aux dimensions relevées par les femmes des *pays ruraux* de la sous-préfecture des Gadouan. Aussi, ces entretiens ont-ils appuyé la pertinence du fait que la dimension « culture entrepreneuriale » ne s'est pas retrouvé parmi les dimensions de notre cadre conceptuel final. Nous pouvons retenir de l'analyse des entretiens avec les agents d'appui que ce sont les rapports sociaux de genre qui ont influencé la position des femmes dans la planification participative locale de la sous-préfecture de Gadouan. Cette position s'explique également par le fait que la planification participative locale fait partie d'un programme annuel de courte durée (trois ans). Ceci ne permet pas aux agents d'appui de rendre les femmes capables d'améliorer leur position dans ce processus. En ce qui est de la culture entrepreneuriale des femmes, elle est en émergence et prend appui sur l'esprit communautaire des femmes. En effet, et comme nous l'avons déjà dit, l'action économique reste encadrée au sein de réseaux de relations personnelles. Rappelons encore que les activités des femmes entrepreneurs au niveau du développement économique communautaire relève de l'entrepreneuriat communautaire. Or le développement économique communautaire permet de faire un lien entre le développement économique et le développement social. Granovetter (2000) parle alors d'économie « encadrée » dans le social pour expliquer que l'économie est inscrite dans les normes sociales, culturelles et politiques. Ce sont ces normes sociales qui régulent la production et la distribution de biens et services. Nous comprenons dès lors que l'approche du développement économique communautaire et de l'économie sociale qui s'apparente à l'économie populaire (Favreau, 2004) dans les pays en voie de développement pourrait servir de cadre pour analyser la dynamique entrepreneuriale des femmes africaines.

#### 5.1.4 L'ANALYSE INTERSITES

L'analyse intersites est une analyse comparative des sites étudiés. Il s'agit ici de regrouper les sites selon la manière dont le phénomène étudié s'y manifeste. Avant cette analyse comparative proprement dite, nous allons procéder à une catégorisation des *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan en fonction des dimensions ressorties des analyses intrasites.

##### 5.1.4.1 La catégorisation des *pays ruraux*

Le tableau 47 présente le niveau de réalisation des microprojets consolidés dans les différents plans de développement local (PDL) des trois pays ruraux de la sous-préfecture de Gadouan en 2010.

**Tableau 47** : Le niveau de réalisation des microprojets (2010)

		GADOUAN	BIDIAHOUAN	ZALIOHOUAN
<b>Nombre de microprojets planifiés</b>	Pour l'ensemble du pays rural	14	05	23
	Dont microprojets portés par des femmes	03	01	04
	Taux de microprojets de femmes (%)	22	20	18
<b>Nombre de microprojets réalisés</b>	Pour l'ensemble du pays rural	01	01	00
	Dont microprojets portés par des femmes	00	00	00
<b>Type de microprojet réalisé</b>		Projet social	Projet social	-

L'analyse du tableau 47 fait ressortir trois constats majeurs. D'abord, nous pouvons constater que la planification participative locale a, effectivement, été réalisée selon une approche genre. En effet, l'opportunité a été donnée aux femmes de définir leurs

microprojets en fonction de leurs besoins. Ensuite, nous constatons également que, malgré cette approche genre, la planification participative locale reste marquée par des inégalités de genre pour l'ensemble des trois pays ruraux. Ainsi, sur l'ensemble des microprojets consolidés dans les PDL, c'est seulement 20% (en moyenne) qui sont des microprojets portés par des femmes. Enfin, le dernier constat est qu'aucun microprojet porté par des femmes n'a été réalisé pour l'ensemble des trois pays ruraux. De ce fait, l'entrepreneuriat féminin n'a émergé dans aucun des pays ruraux étudiés suite à la planification participative locale. Le tableau 47 montre, ainsi, que c'est seulement dans les *pays ruraux* de Gadouan et de Bidiahouan, qu'un projet social, porté par les hommes, a été réalisé suite à la planification participative locale. Rappelons qu'un microprojet social concerne les équipements sociaux communautaires comme les écoles et les centres de santé. Un projet social n'est, de ce fait, pas un projet entrepreneurial. En somme, nous avons une similarité des résultats pour l'ensemble des trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan en ce qui est de l'émergence de l'entrepreneuriat féminin suite à la mise en œuvre de la planification participative locale. Cette similarité des résultats, pour l'ensemble des trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan, n'occulte pas les spécificités de chacun des sites étudiés quant aux pratiques qui ont concouru à ce résultat similaire.

Dans les trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan, la planification participative locale a été marquée par des inégalités de genre en défaveur des femmes. Cependant, les différentes analyses que nous avons effectuées font ressortir des spécificités au niveau de chaque dimension de notre cadre conceptuel d'analyse : planification locale selon le genre, compétences entrepreneuriales féminines et territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin. Nous pouvons affirmer qu'à Bidiahouan, les femmes ont été plus impliquées dans le processus de planification. En effet, elles ont été présentes à toutes les étapes du processus à part celles de la réalisation des microprojets. Leur microprojet « Installation d'une unité de transformation des produits vivriers » n'a pas été réalisé parce qu'il n'y a pas eu dans leur milieu de structures pour les soutenir dans le financement de ce microprojet. De ce fait, nous pouvons en déduire que c'est la dimension territoire



incubateur de l'entrepreneuriat féminin qui n'a pas permis de faire émerger les activités entrepreneuriales des femmes. A Gadouan et à Zaliouhouan, les microprojets des femmes n'étaient pas parmi les microprojets prioritaires pour lesquels le conseil de développement local (CDL) a recherché du financement. Nous pouvons ici affirmer qu'à partir de l'étape de la priorisation des microprojets, les femmes ont été exclues du processus. Nous en déduisons alors que c'est la dimension planification locale selon le genre qui explique que les microprojets des femmes n'aient pas été réalisés. En effet, le processus de planification n'a pas tenu compte du genre à toutes les étapes du processus notamment à Gadouan et à Zaliouhouan. Il est bon de souligner qu'à Zaliouhouan les femmes ont recherché, par elles, du financement pour leurs microprojets même si ces derniers n'étaient pas priorisés dans le PDL. Cependant, toujours est-il qu'elles n'ont pas trouvé de financement. De ce fait, ici également la dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin explique que les microprojets des femmes n'aient pas été réalisés. En ce qui concerne la dimension compétences entrepreneuriales féminines, les femmes (des trois *pays ruraux*) reconnaissent que la planification participative locale les a « outillées » pour acquérir de telles compétences. Mais, elles n'ont pas toujours pu mettre en œuvre ces compétences. De ce fait les femmes de la sous-préfecture de Gadouan n'ont pas pu transformer leurs capacités entrepreneuriales potentielles en capacités entrepreneuriale réelles dans le cadre de la planification participative locale; et cela à cause d'un ensemble de contraintes sociales et culturelles. Le tableau 48 présente la catégorisation des trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan en fonction des dimensions du cadre conceptuel d'analyse.

**Tableau 48** : La catégorisation des *pays ruraux* en fonction des dimensions d'analyse

<i>Pays rural</i>	Dimensions du cadre conceptuel		
	Planification locale selon le genre	Compétences entrepreneuriales (potentielles)	Territoire incubateur de l'entrepreneuriat
<b>Gadouan</b>	Non	Oui	Non
<b>Bidiahouan</b>	Oui	Oui	Non
<b>Zaliouhouan</b>	Non	Oui	Non
<b>Ensemble des <i>pays ruraux</i></b>	<b>Non</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>

La catégorisation présentée dans le tableau 48 met en lumière que la planification participative locale de l'ANADER ne s'est pas réalisée selon une approche genre à toutes les étapes du processus, particulièrement pour les *pays ruraux* de Gadouan et de Zaliouhouan. De plus, cette planification participative locale ne se réalise pas dans un territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin. Cependant, elle a permis aux femmes des trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan d'acquérir des compétences entrepreneuriales potentielles.

#### **5.1.4.2 La comparaison selon la dimension compétences entrepreneuriales**

Rappelons que nous avons défini les compétences entrepreneuriales comme l'ensemble des connaissances, des habiletés et des attitudes qui permettent à un individu, potentiel entrepreneur, de réussir un projet entrepreneurial. Ces compétences entrepreneuriales se distinguent des compétences managériales et des compétences techniques de l'entrepreneur. Les compétences sont soit innées, acquises ou construites. Les compétences entrepreneuriales féminines se décomposent selon quatre facteurs d'émergence: les capacités à identifier des opportunités d'affaires, les capacités à élaborer une vision d'entreprise, les capacités à créer et gérer son réseau d'affaires et la capacité à gérer son travail. Pour comparer ces facteurs d'émergence, nous nous sommes servis des messages-clés obtenus au niveau de chaque focus group dans les analyses intra-sites. La similarité de ces messages clés au niveau de chaque focus group ne nous a pas permis de ressortir des profils types pour chaque pays rural. Ce qui nous a amené à effectuer une analyse globale des trois pays ruraux. Le tableau 49 présente les résultats de la comparaison des focus groups selon la dimension compétences entrepreneuriales féminines.

**Tableau 49** : Les résultats de l'analyse intersites pour les compétences entrepreneuriales

D.	Facteurs	Résultats
Compétences entrepreneuriales féminines	Capacités à identifier des opportunités d'affaires	Une faible motivation des femmes à identifier des opportunités d'affaires
		Un manque de leadership féminin
		Les attentes sociales et les normes culturelles inhibent la volonté des femmes à identifier des opportunités d'affaires.
		Les outils du processus de planification participative locale ne sont pas maîtrisés par les femmes
	Capacités à gérer son travail	Le taux d'analphabétisme élevé des femmes (39% pour notre groupe-cible) ne leur permet pas de manipuler aisément des outils de gestion
		Plusieurs difficultés entravent le travail en équipe des femmes.
	Capacités à élaborer une vision d'entreprise	Les femmes ont une vision claire de la raison pour laquelle elles créent une entreprise. Même si ces femmes entreprennent essentiellement leurs activités dans le secteur dit informel, la finalité de leur action est de contribuer à l'amélioration de leur condition de vie.
	Capacités à créer et gérer son réseau d'affaires	Les femmes créent leur réseau à travers les groupements d'intérêt économique (GIE). Mais le fonctionnement de ces GIE est confronté à plusieurs difficultés : mésententes, manque de confiance, disputes, manipulation par les hommes politiques.

Nous pouvons observer que, dans l'ensemble, les facteurs d'émergence de la dimension compétences entrepreneuriales féminines n'ont pas été assez satisfaits au cours de la planification participative locale pour l'ensemble des trois pays ruraux. En effet, pour le facteur capacités à identifier des opportunités d'affaires, pour l'ensemble des trois focus groups, les femmes ont relevé qu'elles manquaient de motivation et de leadership pour identifier des opportunités d'affaires. De ce fait, elles ne mettaient pas en pratique les outils qui leur avaient été donnés lors de la mise en œuvre de la planification participative locale. Les femmes ont, également, relevé qu'en fait, ce sont les attentes sociales et les normes culturelles qui inhibent leur volonté d'identifier des opportunités d'affaires. Pour le facteur capacité à gérer son travail, nous pouvons relever qu'un taux élevé d'analphabétisme des femmes ne permet pas une bonne gestion du travail et surtout du travail dans les groupements. En ce qui concerne, le facteur capacité à élaborer une vision d'entreprise, les femmes ont une vision claire de la raison pour laquelle elles créent une micro-entreprise.

Même si ces femmes entreprennent essentiellement leurs activités dans le secteur dit « informel », la finalité de leur action est de pouvoir contribuer à l'amélioration de leur condition de vie. Enfin, pour le facteur capacités à créer et gérer son réseau d'affaires, nous relevons que les femmes créent leur réseau à travers les groupements d'intérêt économique (GIE). Mais le fonctionnement de ces GIE est confronté à plusieurs difficultés : mésententes, manque de confiance, disputes, manipulation par les hommes politiques, etc.

Une analyse approfondie des résultats de la comparaison des facteurs d'émergence de la dimension des compétences entrepreneuriales féminines, nous permet de comprendre que si les facteurs de cette dimension n'ont pas été assez satisfaits au cours de la planification participative locale pour l'ensemble des trois pays ruraux, ce n'est pas parce que les femmes ne disposent pas de compétences entrepreneuriales féminines. Les femmes ont construit ces compétences à travers leurs réseaux. Elles les ont, également, acquises au cours de la mise en œuvre de la planification participative locale. Nous avons, en effet, déjà relevé que l'agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) a développé une expertise d'outils dans le cadre de la planification participative locale. Le tableau 50 présente les outils déroulés<sup>131</sup> par genre pour l'étape du diagnostic global participatif (DGP) pour le village de Bidiadouan.

---

<sup>131</sup> Terme technique utilisé par l'ANADER pour dire « outils utilisés ».

**Tableau 50** : Les outils déroulés pour le DGP de Bidiahouan en 2004

Outils utilisés	Objectifs spécifiques	Groupes cibles		
		Hommes	Femmes	Jeunes
<b>Analyse des atouts et contraintes</b>	Inventorier des contraintes et atouts dominants selon les perceptions des différents groupes.	X	X	X
<b>Profil historique</b>	Connaître surtout les événements importants qui ont eu ou qui ont un impact sur la vie du village.	X		
<b>Calendrier saisonnier</b>	Repérer les activités des villageois ou de certains groupes au cours de l'année		X	X
<b>Calendrier journalier</b>	Connaître l'emploi du temps par genre, par groupe socioprofessionnel pour plusieurs activités.		X	X
<b>Diagramme de Venn</b>	Amener les villageois à identifier les organisations (villageoises ou non), à apprécier les relations entre eux et ces organisations.		X	X
<b>Diagrammes des flux</b>	- Identifier et apprécier l'importance des échanges physiques et/ou financiers entre le village et l'extérieur. - S'informer sur la distribution des différentes productions du village, sur la diversité des sources et des réseaux de commercialisation.	X	X	X
<b>Carte à risque VIH/SIDA</b>	Faire prendre conscience de l'influence du sida sur la vie dans la communauté, identifier le rôle que pourrait jouer la communauté dans la prévention.			X
<b>Arbre des problèmes et arbre des solutions</b>	Visualiser la complexité des problèmes, leurs causes et conséquences. Identifier et analyser les causes les plus pertinentes pour en rechercher les solutions.	X	X	X

Nous pouvons relever qu'à l'étape du diagnostic global participatif (DGP), les femmes ont déroulé plusieurs outils. Ces outils, déroulés par les femmes dans le village de Bidiahouan, peuvent être classés en fonction des compétences entrepreneuriales qu'ils ont permis aux femmes d'acquérir (voir tableau 51).

Tableau 51 : Mise en rapport des outils déroulés avec les compétences acquises

DIMENSION	COMPÉTENCES ACQUISES	OUTILS DÉROULÉS
<b>Compétences entrepreneuriales féminines</b>	Capacités à identifier des opportunités d'affaires	- Analyse des atouts et contraintes du milieu
	Capacités à élaborer une vision d'entreprise,	- Diagrammes des flux - Arbre des problèmes et arbre des solutions
	Capacités à créer et gérer son réseau d'affaires	- Diagramme de Venn
	Capacités à gérer son travail.	- Calendrier saisonnier - Calendrier journalier

Les femmes apprennent, par exemple, à reconnaître une opportunité entrepreneuriale en déroulant les outils suivants : l'analyse des atouts et contraintes du milieu, les diagrammes des flux, l'arbre à problèmes et l'arbre à solutions.

La mise en œuvre de l'outil « analyse des atouts et contraintes du milieu » se réalise à travers un entretien semi-dirigé avec les membres des différents groupes (hommes, femmes et jeunes). L'animateur du groupe (un équipier de planification local, EPL) amène les membres de son groupe (ici, il est question des femmes) à dresser un portrait des potentialités, des atouts et contraintes du village. Ce portrait permet aux membres du groupe d'avoir une meilleure visibilité de la richesse et des besoins non satisfaits dans leur terroir. Le fait de définir ce portrait de manière concertée amène facilement les membres du groupe à définir une vision commune de développement de leur village. À cette étape, les membres du groupe commencent déjà à avoir des idées de projets de développement à réaliser sur leur terroir.

L'outil « diagramme des flux » permet d'identifier et d'apprécier l'importance des échanges financiers entre le village et l'extérieur. L'évolution de ces échanges est représentée sur les 12 mois de l'année. Ce qui permet de voir quels sont les mois au cours

desquels il n'y a pas, ou qu'il y a moins, d'entrée d'argent dans le village. Ces périodes sont appelées les « périodes de soudure ». C'est en général les périodes qui précèdent le temps de la récolte du riz (avril-juin). Cette période est favorable pour mettre en œuvre des idées de projets entrepreneuriaux pour les femmes, c'est-à-dire mener de petites activités génératrices de revenus (AGR).

Avec l'arbre des problèmes, les femmes identifient les problèmes du village, leurs causes et leurs conséquences. Plus précisément, elles analysent les causes les plus pertinentes pour en rechercher des solutions. Ces causes sont, ainsi, traduites en actions à mener, voire, en microprojets. Enfin, les microprojets sont présentés dans l'outil « arbres des solutions ».

L'étape du diagnostic global participatif (DGP) permet, sans aucun doute, d'améliorer les capacités des femmes à identifier des opportunités entrepreneuriales. Cette étape leur permet également de pouvoir mettre en place des structures organisationnelles comme les micro-entreprises. En effet, des outils, comme le « diagramme de Venn », permettent aux femmes d'identifier les organisations existantes dans le village et d'analyser leurs problèmes structurels et de fonctionnement. Ce qui renforce les capacités des femmes en matière d'émergence organisationnelle. De plus, les outils « calendrier saisonnier » et « calendrier journalier » permettent aux femmes de mieux prendre conscience de l'organisation des tâches dans une journée mais, également, au cours d'une saison (saison de pluies ou saison sèche). Cependant au delà de l'organisation des tâches, c'est l'importance de la capacité de coopération entre toutes les parties prenantes d'une organisation qui est mis en exergue dans le déroulement de ces outils du DGP. En effet, à l'analyse des problèmes qui affectent leurs réseaux, les femmes comprennent que dans les organisations, l'efficacité est relationnelle.

En plus des outils du DGP présenté dans le tableau, les outils de l'étape de la planification proprement dite, permettent également de développer les compétences

entrepreneuriales des femmes. Nous nous situons, ici, dans le domaine de l'importance de la planification dans le domaine de la création des micro-entreprises. Les outils utilisés sont : « les trois affiches », « le SEPO » et « le GANTT ». Ces outils sont, en fait, des outils de conception de projets, de programmations d'actions, de budgétisation et de définition des rôles des intervenants. Tous ces outils sont adaptés de manière à être utilisés par les populations rurales. De plus, les femmes (ensemble avec les hommes) reçoivent des formations en salle pour compléter ou renforcer les compétences acquises lors de la planification participative locale. Parmi ces formations, l'on peut citer : la comptabilité simplifiée et la conception de microprojets.

En somme, les outils déroulés par les équipiers de planification locale (EPL) au cours de la planification participative locale permettent de développer les compétences entrepreneuriales des femmes. Ce sont, plutôt, les rapports sociaux de genre, et autres attentes sociales et normes culturelles, qui n'ont pas permis aux femmes d'exprimer leurs compétences entrepreneuriales lors de la mise en œuvre de cette planification participative locale. En effet, les femmes ont tendance à laisser « délibérément » la réalisation de certaines étapes du processus de planification aux hommes. Elles ont ainsi tendance à dire « les hommes n'ont qu'à faire ». La comparaison intersites, selon la dimension des compétences entrepreneuriales féminines, nous permet de comprendre que la planification participative locale contribue à développer des compétences entrepreneuriales. En effet, les outils développés au cours de la planification permettent aux populations de déceler des opportunités entrepreneuriales sur leur terroir et accroît leurs capacités à créer des organisations et à les faire fonctionner correctement. Les structures organisationnelles sont, en fait, très importantes au niveau du des pays ruraux dans l'émergence de l'entrepreneuriat féminin.



#### **5.1.4.3 La comparaison selon la dimension territoire incubateur**

Rappelons que nous avons défini le territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin comme l'ensemble des structures organisationnelles (structures de production et structures institutionnelles) qui soutiennent financièrement et techniquement les micro-entreprises féminines. Le territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin se décompose selon six facteurs d'émergence : l'existence de structures locales de financement des micro-entreprises féminines, le soutien financier à la micro-entreprise féminine, l'existence de structures locales de recherche-développement sur la micro-entreprise féminine, le soutien technique à la micro-entreprise féminine, l'existence de groupements d'intérêt économique (GIE) et enfin le degré de coopération et d'apprentissage dans les GIE. Pour comparer ces facteurs d'émergence, nous nous sommes, ici encore, servis des messages-clés obtenus au niveau de chaque focus group dans les analyses intra-sites. La similarité de ces messages clés au niveau de chaque focus group n'a pas permis de ressortir des profils types pour chaque pays rural. Ce qui nous a amené à effectuer une analyse globale des trois pays ruraux. Le tableau 52 présente les résultats de la comparaison des focus groups selon la dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin.

**Tableau 52** : Les résultats de l'analyse intersites pour la dimension territoire incubateur

D.	Facteurs d'émergence	Résultats
Territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin	Existence de structures locales de financement des micro-entreprises féminines	Il n'existe pas de structures locales essentiellement dédiées au financement des micro-entreprises féminines dans la sous-préfecture de Gadouan
	Soutien financier à la micro-entreprise féminine	Les femmes micro-entrepreneurs n'ont pas de soutien financier institutionnel
	Existence de structures locales de recherche-développement sur la micro-entreprise féminine	Il n'existe pas de structures locales essentiellement dédiées à la recherche sur les micro-entreprises féminines dans la sous-préfecture de Gadouan
	Soutien technique à la micro-entreprise féminine	Les femmes micro-entrepreneurs n'ont pas de soutien technique institutionnel
	Existence de groupements d'intérêt économique (GIE)	Des GIE existent dans la sous-préfecture de Gadouan. Sept GIE ont été recensés en 2004 par les agents de l'ANADER
	Degré de coopération et d'apprentissage dans les GIE	La coopération entre les femmes favorise l'apprentissage dans les GIE. Mais des difficultés de gestion des GIE ne permettent pas une meilleure coopération et un meilleur apprentissage.

Nous pouvons observer qu'il n'existe pas de structures de financement des micro-entreprises féminines et de structures de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines dans les trois pays ruraux de la sous-préfecture de Gadouan. Les femmes n'ont, de ce fait, pas de soutien technique et financier pour la création et la gestion de micro-entreprises au niveau institutionnel. Pour l'ensemble des trois pays ruraux de la sous-préfecture de Gadouan, le territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin se résume à l'existence de groupements d'intérêt économique (GIE). En effet, c'est, essentiellement, au sein de ces GIE que les femmes des trois pays ruraux de la sous-préfecture de Gadouan trouvent le soutien financier et technique dont elles ont besoin. Des difficultés de gestion au sein des GIE ne permettent pas une meilleure coopération et un meilleur apprentissage.

Rappelons que le financement des initiatives de développement local en Côte d'Ivoire s'inscrit généralement dans des procédures contractualisées entre l'État, les collectivités locales et les bailleurs de fonds internationaux. Ainsi, dans la planification participative

locale initiée par l'agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) de Côte d'Ivoire, l'appui financier devrait être assuré, essentiellement, par le programme national de gestion des terroirs (PNGTER) qui, avec une aide de la Banque Mondiale, finance les microprojets planifiés selon une approche participative. Pour ce financement, les populations « porteuses » des projets sont appelées à apporter une contribution financière à travers une quote-part (5% de participation financière pour les projets sociaux et 10 % pour les projets économiques). Le financement du PNGTER nécessite, également, que les microprojets planifiés dans le plan de développement local (PDL) obtiennent l'agrément d'un comité sous-préfectoral d'agrément (CSPA). Rappelons le cas du pays rural de Bidiahouan où le microprojet « installation d'une unité de transformation des vivriers » porté par les femmes n'a pu être réalisé parce que les femmes n'ont pas pu payer leur quote-part de 880 000 F CFA (environ 1 760 CAD). En définitive, pour les femmes des trois pays ruraux de la sous-préfecture de Gadouan, la dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin s'est résumée à l'existence de leur groupement d'intérêt économique. Qu'en est-il pour la dimension planification locale selon le genre?

#### **5.1.4.4 La comparaison selon la dimension planification locale selon le genre**

Rappelons que nous avons défini la planification locale selon le genre comme une planification territoriale qui se réalise selon une approche genre à toutes les étapes du processus de planification. Autrement dit, c'est une planification qui prend en compte tant les besoins des hommes que ceux des femmes. L'approche genre permet, ici, à tous les acteurs du milieu, sans distinction de sexe, de s'approprier les objectifs de développement de leur territoire. La planification locale selon le genre se décompose selon cinq facteurs d'émergence (voir tableau 53). Pour comparer ces facteurs, nous nous sommes, ici encore, servis des messages-clés obtenus au niveau de chaque focus group dans les analyses intra-sites. La similarité de ces messages clés au niveau de chaque focus group ne nous a pas permis de ressortir des profils types pour chaque pays rural. Ce qui nous a amené à

effectuer une analyse globale des trois pays ruraux. Le tableau 53 présente les résultats de la comparaison des focus groups selon la dimension planification locale selon le genre.

**Tableau 53** : Les résultats de l'analyse intersites pour la planification locale selon le genre

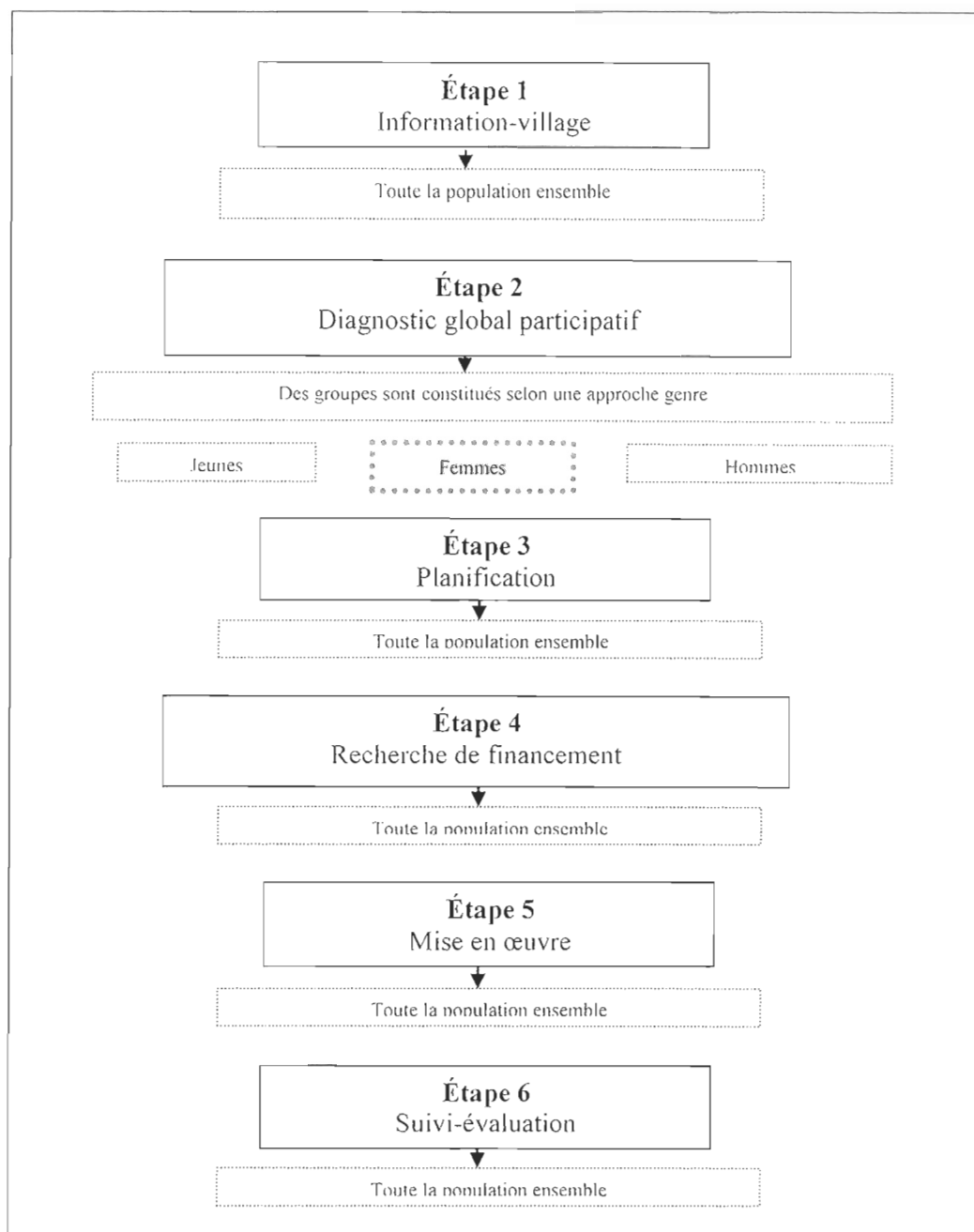
D.	Facteurs	Résultats
Planification locale selon le genre	Mobilisation des femmes lors des séances de planification	Un faible taux de présence des femmes lors des séances de planification participative locale Le taux de présence des femmes décroît tout le long des différentes étapes du processus de planification participative locale
	Définition de microprojets par les femmes	Les femmes démontrent un grand intérêt pour l'étape de définition de microprojets lors des séances de planification participative locale Ce sont les femmes qui définissent le plus de microprojets générateurs de revenus
	Prise en compte des microprojets des femmes dans les PDL	Par rapport aux microprojets des hommes, les microprojets des femmes ne sont pas suffisamment pris en compte dans les PDL.
	Capacité des femmes à conduire le processus de planification de façon autonome	Les femmes n'ont pas acquis la capacité de conduire le processus de planification de façon autonome
	Capacité des femmes à se mobiliser pour des actions de développement	Les femmes n'ont pas assez de leadership pour se mobiliser par elles-mêmes pour des actions de développement.

Nous pouvons observer que, pour l'ensemble des trois pays ruraux de la sous-préfecture de Gadouan, les femmes se sont peu mobilisées pour participer à la planification participative locale. Ce qui a, également, négativement influencé les résultats des autres facteurs de la dimension planification locale selon le genre. En effet, puisque les femmes se mobilisent peu pour des actions de développement, comme la planification participative locale, leurs microprojets ne sont pas suffisamment pris en compte dans les plans de développement local (PDL). En fait, un manque de leadership féminin inhibe la mobilisation des femmes pour des actions de développement comme la planification participative locale. Une analyse approfondie démontre que, ici encore, ce sont les normes culturelles qui limitent le leadership des femmes. Nonobstant, nous pouvons noter que les

femmes démontrent un grand intérêt pour l'étape de définition de microprojets lors des séances de planification participative locale. Comparées aux hommes, ce sont elles qui définissent le plus de microprojets générateurs de revenus et d'emplois.

La planification participative locale de l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) vise la recherche de solutions par les populations locales aux problèmes de leur territoire. Vu qu'en Côte d'Ivoire, des aspects socioculturelles font que les femmes ont un construit social et un système de valeurs qui entravent leur participation aux actions de développement, l'ANADER a adopté une approche genre pour assurer la pleine participation des femmes à la planification participative locale. En effet, l'approche genre ajoute une dimension socioculturelle dans les stratégies de développement. Cette approche développe des méthodes pour équilibrer les rapports de pouvoir entre hommes et femmes. Cependant, la mise en œuvre de l'approche genre dans la planification participative locale de l'ANADER n'a pas permis d'équilibrer les rapports de pouvoirs entre les hommes et les femmes pour l'ensemble des trois pays ruraux de la sous-préfecture de Gadouan.

L'approche genre du processus de planification participative locale de l'ANADER consiste à constituer trois grands groupes (jeunes, femmes et hommes) au niveau de l'étape du diagnostic global participatif (DGP). Au cours de cette étape, qui est la deuxième étape du processus, chaque groupe mène séparément des réflexions pour définir sa vision du développement du village et identifier des microprojets à mettre en œuvre pour réaliser cette vision. Cependant, au niveau des cinq autres étapes de la planification participative locale, aucune distinction n'est faite entre les hommes et les femmes. En somme, toute la population travaille ensemble à la première étape du processus, des groupes sont constitués selon le genre à la deuxième étape et la population revient travailler ensemble dans les étapes suivantes du processus de planification participative locale. La figure 23 présente le degré de prise en compte du genre (distinction entre homme et femmes) dans le processus de planification participative locale.



**Figure 23 :** Étapes du processus de planification et prise en compte du genre

La formation de plusieurs groupes de travail à l'étape 2 du processus de planification participative locale, et plus particulièrement d'un groupe de femmes, favorise la prise de parole des femmes dans le processus. Il est vrai qu'il faut, également, un bon animateur de groupe pour réussir à « faire parler » ces femmes rurales dans les groupes de travail. C'est

pour cette raison que dans la planification participative locale de L'ANADER, c'est toujours une femme qui anime le groupe des femmes. C'est une stratégie pour permettre aux femmes rurales de prendre plus aisément la parole. Dans leur groupe de travail, les femmes définissent la vision de développement qu'elles ont pour leur village, la problématique de développement qui empêche d'atteindre cette vision et les actions de développement à mettre en œuvre pour résoudre cette problématique. Rappelons, ici encore, que les femmes identifient, en général, des activités génératrices de revenus et d'emplois (projets productifs) alors que les hommes identifient des projets sociaux. L'on comprend dès lors que les femmes adoptent une démarche entrepreneuriale et qu'elles ont un esprit d'entreprise. Cependant, à l'étape suivante (étape de la planification proprement dite) tous les groupes se retrouvent (en plénière) pour mettre ensemble les projets définis par chaque groupe. Il s'agit dans cette étape de faire une priorisation des projets à réaliser pour les trois prochaines années (planification triennale). Au cours de cette priorisation, ce sont les projets des hommes qui sont, généralement, classés en premières positions de la planification triennale. C'est, alors, pour ces projets que le conseil de développement local (CDL) recherche du financement à travers le plan de développement local (PDL).

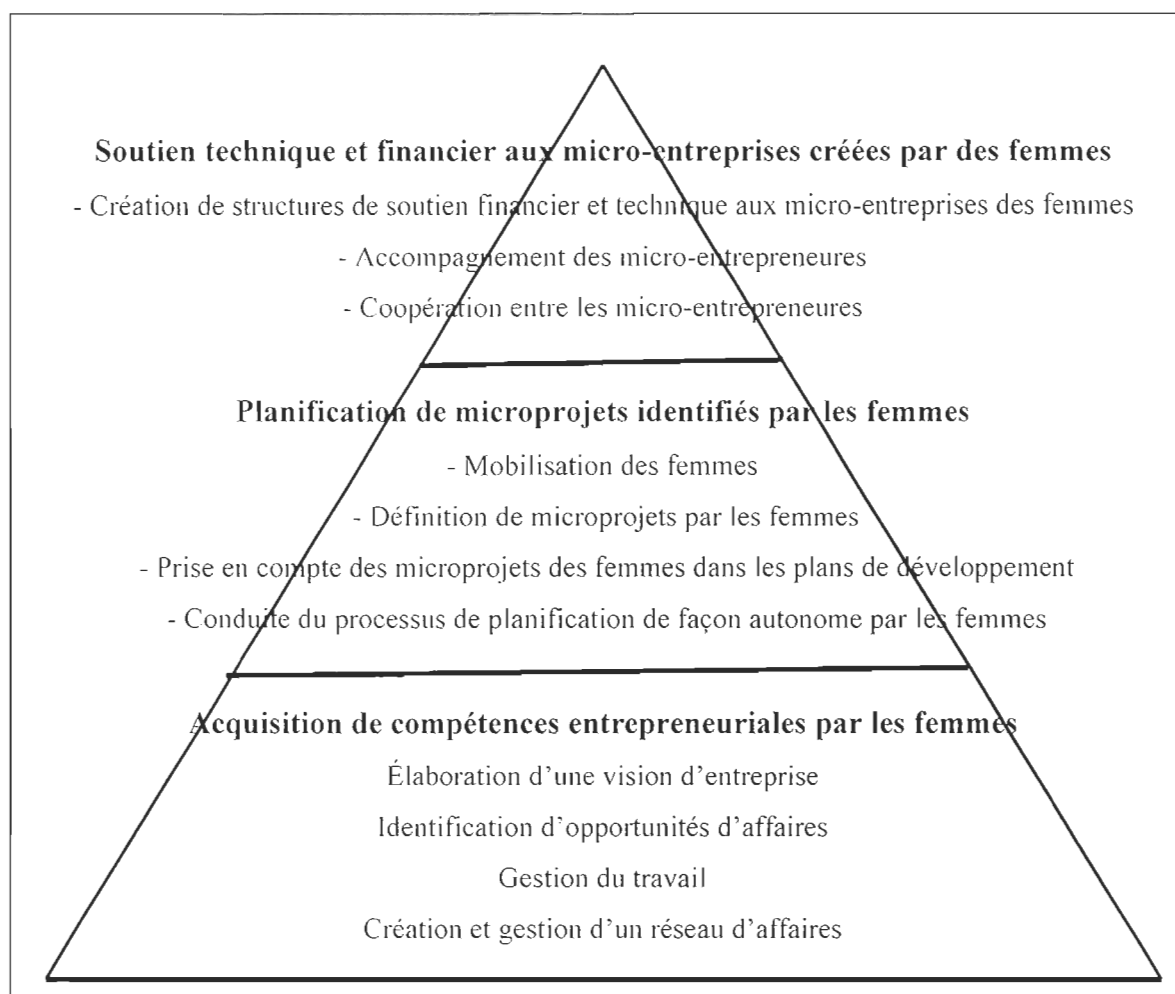
À l'issue des différentes étapes de la planification participative locale, un conseil de développement local (CDL) est mis en place pour assurer la coordination des projets de développement du pays rural. Le président de ce conseil de développement est un homme dans chacun des pays ruraux de la sous-préfecture de Gadouan. Ce sont, alors, ces derniers qui vont au comité sous-préfectoral d'agrément (CSPA) pour défendre le financement des projets prioritaires dans le PDL de leur pays rural. Le schéma est, ici, bien clair : des projets des hommes prioritaires dans les PDL et défendus par des hommes au CSPA. Nous comprenons, dès lors, que le processus de planification participative locale de l'ANADER est fondé sur des valeurs et des comportements établis par et pour les hommes et ne saurait servir à valoriser l'action des femmes; et cela malgré l'approche genre adoptée. Rappelons-nous que c'est seulement dans le pays rural de Bidiahouan, que les femmes ont réussi à obtenir un projet financé.

En définitive, nous retiendrons de la comparaison selon la dimension planification locale selon le genre, que le processus de planification participative locale de l'ANADER est fondé sur des valeurs et des comportements établis par et pour les hommes et ne saurait servir à valoriser l'action des femmes. Ceci nous conduit maintenant à élaborer le processus d'émergence de l'entrepreneuriat féminin qui se dégage de nos différentes analyses.

## **5.2 LE PROCESSUS D'ÉMERGENCE DE L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ**

De nos différentes analyses, nous retenons que dans un processus de développement local en milieu rural, le processus d'émergence de micro-entreprises féminines se réalise en suivant trois étapes fondamentales : (1) l'acquisition de compétences entrepreneuriales par les femmes, (2) la planification de microprojets identifiés par les femmes et (3) le soutien technique et financier aux micro-entreprises créées par des femmes (voir figure 24).





**Figure 24 :** La hiérarchisation des facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat féminin

L'acquisition de compétences entrepreneuriales s'avère être la dimension de base dans le processus d'émergence de micro-entreprises féminines dans un processus de développement local en milieu rural. L'acquisition de ces compétences signifie que les femmes sont capables d'élaborer une vision d'entreprise, d'identifier des opportunités d'affaires, de gérer leur travail et de créer et gérer leur réseau d'affaires. Ces compétences entrepreneuriales constituent, ici, la base du processus d'émergence, un peu comme le terreau pour le processus de croissance d'une plante. C'est à cette étape qu'émergent les idées de microprojets. Cette émergence d'idées de projets est fortement liée à la mobilisation et à la présence des femmes lors des séances de planification. De ce fait, après l'acquisition de compétences entrepreneuriales, la seconde étape du processus d'émergence

de micro-entreprises féminines est la planification de microprojets identifiés par les femmes. Cette étape implique, en effet, que les femmes se mobilisent pour transformer leurs idées de micro-entreprises en projets d'entreprise. Elle requière, également, des femmes de l'autonomie en matière de planification de projets de développement. Plus, les femmes sont compétentes, plus elles se mobilisent pour participer à la planification et plus elles y participent, plus elles acquièrent des compétences. Les projets d'entreprises des femmes doivent recevoir le soutien nécessaire pour leur réalisation au niveau du territoire. De ce fait, la troisième et dernière étape du processus est le soutien technique et financier aux micro-entreprises créées par les femmes. Ici, il s'agit de mettre en place des structures locales et institutionnelles pour l'accompagnement des micro-entreprises des femmes. Cette étape doit miser sur la coopération entre les différentes micro-entrepreneures pour favoriser la pérennité de ces structures organisationnelles. En effet, la proximité géographique en milieu rural produit des économies externes : création de confiance et circulation de l'information. La localisation dans l'espace rural accroît, également, la dépendance aux réseaux. En effet, comme nous l'avons déjà relevé, « [...] dans un contexte de ressources limitées, capitaliser sur le développement de qualités et de compétences entrepreneuriales, comme sur le développement des réseaux de relations professionnelles, est un moyen à prioriser pour augmenter l'entrepreneuriat... » (Fondation de l'entrepreneurship, 2012 : 13). La culture locale du milieu rural accroît, ainsi, la coopération et la confiance des acteurs du milieu entre eux. La culture locale rend, ici, compte de la performance de l'espace du fait que cette culture commune définit un sentiment d'appartenance au milieu. La coopération et le partage des savoirs en milieu rural deviennent, ainsi, les cibles culturelles à privilégier pour stimuler la culture entrepreneuriale.

Les différentes étapes du processus d'émergence de micro-entreprises féminines dans un processus de développement local en milieu rural, à savoir : (1) l'acquisition de compétences entrepreneuriales par les femmes, (2) la planification de microprojets identifiés par les femmes et (3) le soutien technique et financier aux micro-entreprises créées par des femmes, ne se réalisent pas de façon linéaire. Ces trois étapes s'imbriquent

les unes dans les autres. Cette imbrication est encore plus forte au niveau des deux premières étapes.

En ce qui est de la nécessité de collaboration entre femmes miro-entrepreneurs pour que se développent des structures organisationnelles pérennes, nous pouvons soutenir notre analyse avec les conclusions de l'étude de Sarr (1998). En effet Fatou Sarr, socio-anthropologue sénégalaise mène des études sur la transformation des rapports de pouvoirs au travers de l'entrepreneuriat féminin. Elle analyse les logiques d'organisation des entrepreneures au Sénégal en vue d'en tirer des perspectives d'intervention sociale. L'auteure démontre que le facteur déterminant dans la réussite des entrepreneures est l'organisation des femmes en réseaux de solidarité et d'entraide. Fatou Sarr propose alors que les bailleurs de fonds et le gouvernement sénégalais s'inspirent de ce modèle mis en œuvre par les femmes entrepreneurs pour améliorer l'efficacité des politiques sociales. Toujours est-il que les gouvernements africains, à travers leurs structures décentralisées, pourraient intervenir pour améliorer le fonctionnement des modèles des femmes entrepreneurs pour mieux servir l'entrepreneuriat féminin; et cela pour le bien-être des communautés locales. C'est dans cette perspective que se situe notre recherche doctorale.

Les comparaisons effectuées dans le cadre des différentes analyses intersites, la triangulation des données des entretiens avec les micro-entrepreneures et celle avec les agents d'appui ont permis de mettre en lumière des contraintes et des opportunités à l'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans la sous-préfecture de Gadouan.

### **5.3 LES CONTRAINTES ET LES OPPORTUNITÉS**

Les opportunités à l'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans la sous-préfecture de Gadouan sont : les outils de la planification participative locale et les groupements d'intérêt économique (GIE). Les contraintes à cette émergence sont : les rapports sociaux

de genre, l'analphabétisme des femmes et enfin le mode de financement et la durée du programme d'appui à la planification participative locale.

Le financement de la planification participative locale de l'agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) de Côte d'Ivoire s'inscrit dans une procédure contractualisée entre l'État et la Banque mondiale. En effet, dans la planification participative locale, l'appui financier est, essentiellement, assuré par le programme national de gestion des terroirs (PNGTER) qui, avec une aide de la Banque mondiale, finance les microprojets planifiés selon une approche participative. De ce fait, la planification participative locale initiée par l'ANADER fonde le financement du processus de développement local sur du financement extérieur, la Banque mondiale notamment. Si bien que, lorsque la Banque mondiale a suspendu son aide à la Côte d'Ivoire, le financement du processus de planification participative locale a, parallèlement, été suspendu. De ce fait, miser sur du financement extérieur pour financer le processus de planification participative locale constitue une contrainte pour l'émergence des microprojets locaux, et par ricochet, pour l'émergence de l'entrepreneuriat féminin. De plus, pour ce financement, les populations « porteuses » des projets sont appelées à apporter une contribution financière à travers une quote-part (5% de participation financière pour les projets sociaux et 10 % pour les projets économiques). Les populations rurales ne parviennent pas toujours à payer cette quote-part. Enfin, la planification participative locale de la sous-préfecture de Gadouan est inscrite dans un programme national d'appui dont la durée est de trois ans. La programmation triennale de la planification participative locale n'est pas suffisante pour permettre aux populations, et surtout aux femmes, de s'approprier ce processus.

Des rapports sociaux de genre ont influencé de manière négative l'émergence de microprojets de femmes lors de la mise en œuvre de la planification participative locale dans les trois pays ruraux de la sous-préfecture de Gadouan. En effet, il est ressorti de nos analyses, qu'en Côte d'Ivoire, des aspects socioculturelles font que les femmes ont un construit social et un système de valeurs qui entravent leur participation aux actions de

développement. Par ailleurs, la mise en œuvre d'une approche genre dans la planification participative locale de l'ANADER n'a pas permis d'équilibrer les rapports de pouvoirs entre les hommes et les femmes pour l'ensemble des trois pays ruraux de la sous-préfecture de Gadouan. Les rapports sociaux de genre constituent, ainsi, une contrainte à l'émergence de l'entrepreneuriat féminin.

Parmi les 36 femmes de notre groupe cible, 14 n'ont pas été scolarisées, soit 38,89 %. De ce fait, elles ne savent ni lire ni écrire en français. Cette situation entrave le plein épanouissement des micro-entrepreneures de la sous-préfecture de Gadouan. En effet, Essien ne disait-elle pas,

Ce qui est sûr, pour faire les tresses, on n'a pas trop besoin de connaître papier. Mais il faut reconnaître que le fait que je ne sache pas parler correctement en français et que je ne sache ni lire ni écrire ne m'arrange pas du tout pour communiquer avec les clientes. Même dans la vie de tous les jours, ce n'est pas facile... (Extrait d'entretien avec Essien).

L'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) a élaboré des outils dans le cadre de la planification participative locale. Ces outils, utilisés par les équipiers de planification locale (EPL) dans les différentes étapes de la planification participative locale, constituent une opportunité pour l'émergence de l'entrepreneuriat féminin. En effet, les outils développés au cours de la planification permettent aux populations de déceler des opportunités entrepreneuriales sur leur terroir et accroît leurs capacités à créer des organisations et à les faire fonctionner correctement. De ce fait, ces outils influencent favorablement la dimension compétences entrepreneuriales féminines et ses facteurs. Les groupements d'intérêt économique (GIE) permettent également de développer les compétences entrepreneuriales des femmes par la proximité et la coopération. En effet, par la proximité et la coopération, les potentielles micro-entrepreneures partagent et acquièrent des compétences entrepreneuriales qui leur servent pour créer et gérer leur propre micro-entreprise. Par la suite, en mettant en œuvre les compétences acquises, elles s'inculquent

des façons communes de faire en ce qui concerne les activités entrepreneuriales. Ces façons communes de faire finissent par générer une culture entrepreneuriale féminine au niveau local. De plus les GIE ont été, la plus part du temps, la seule forme de soutien technique et financier pour les femmes micro-entrepreneurs de la sous-préfecture de Gadouan. Les GIE représentent, pour ces différentes raisons, une opportunité pour l'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans la sous-préfecture de Gadouan.

Pour conclure ce cinquième chapitre, nous pouvons retenir que l'analyse intrasite des données des focus group ont permis de ressortir trois grandes dimensions autour desquelles se structurent les facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans la sous-préfecture de Gadouan : une planification locale selon le genre, des compétences entrepreneuriales féminines et un territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin. Les entretiens individuels avec les femmes micro-entrepreneurs ont permis d'approfondir les dimensions compétences entrepreneuriales et territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin. Nous avons ainsi pu comprendre l'importance des compétences entrepreneuriales pour l'acquisition de la culture entrepreneuriale chez les femmes de Gadouan. Pour ces dernières, c'est leurs groupements d'intérêt économique (GIE) qui constitue le principal soutien technique et financier dans la conduite de leurs activités entrepreneuriales. Avec les entretiens individuels des agents d'appui, il est ressorti qu'en plus de la structuration sociale et l'analphabétisme qui marginalisent les femmes, il faut également tenir compte d'autres éléments structurels comme le mode de financement et la durée du programme d'appui à la planification participative locale.

En déterminant les facteurs et le processus d'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans le cadre de la planification participative locale de la sous-préfecture de Gadouan, nous avons tenté d'apporter une réponse à la question centrale de notre recherche. Nous allons maintenant essayer d'établir les enseignements à tirer de cette réponse à travers l'interprétation des résultats de la recherche. Selon Lamoureux (2000), l'interprétation établit les enseignements à tirer des résultats de la recherche, et plus précisément, des réponses apportées à la problématique de la recherche. Il s'agira alors pour nous de faire un

rapprochement entre les idées fortes du terrain et le cadre théorique de la recherche. L'interprétation devrait nous permettre d'aller au-delà des résultats premiers de notre recherche. Elle va se faire autour de trois points principaux : la discussion des résultats, la critique de la recherche et les limites de la recherche. Avant cette interprétation proprement dite, nous allons présenter une synthèse de nos résultats.

## CHAPITRE 6

### INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

#### 6.1 SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

L'objectif général de notre recherche était de comprendre le processus d'émergence de micro-entreprises féminines dans un processus de développement local en milieu rural ivoirien ; et de proposer un cadre conceptuel d'analyse des facteurs qui déterminent l'émergence de ces micro-entreprises féminines dans une perspective de développement territorial. Pour atteindre cet objectif, nous avons procédé à des investigations théorique et empirique à l'issue desquelles il est ressorti que pour faire émerger les micro-entreprises féminines, ou autrement dit l'entrepreneuriat féminin, dans un processus de développement local en milieu rural, il faut agir au niveau de trois dimensions : (1) une planification locale selon le genre, (2) des compétences entrepreneuriales féminines et (3) un territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin.

Nous avons déterminé 15 facteurs autour desquels se structurent les trois dimensions de l'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans un processus de développement local en milieu rural : la capacité des femmes à identifier des opportunités d'affaires, la capacité des femmes à gérer leur travail, la capacité des femmes à élaborer une vision d'entreprise, la capacité des femmes à créer et gérer leur réseau d'affaires, l'existence des structures de financement des micro-entreprises féminines, le soutien financier aux micro-entreprises féminines, l'existence de structures locales de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines, le soutien technique aux micro-entreprises féminines, l'existence de groupement d'intérêt économique (GIE) et enfin le degré de coopération et d'apprentissage dans les GIE (voir tableau 54).



**Tableau 54** : Le cadre conceptuel d'analyse de la recherche

<b>DIMENSION</b>	<b>COMPOSANTES</b>	<b>FACTEURS D'ÉMERGENCE</b>
<b>Planification locale selon le genre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conduite du processus selon une approche genre</li> <li>- Appropriation du processus par les femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobilisation des femmes lors des séances de planification</li> <li>- Définition de microprojets par les femmes</li> <li>- Prise en compte des microprojets des femmes dans les plans de développement</li> <li>- Capacités des femmes à conduire le processus de planification de façon autonome</li> <li>- Capacité des femmes à se mobiliser pour des actions de développement</li> </ul>
<b>Compétences entrepreneuriales féminines</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Opportunité entrepreneuriale</li> <li>- Émergence organisationnelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacité à identifier des opportunités d'affaires</li> <li>- Capacité à gérer son travail</li> <li>- Capacité à élaborer une vision d'entreprise</li> <li>- Capacité à créer et gérer son réseau d'affaires</li> </ul>
<b>Territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Structures de financement des micro-entreprises féminines</li> <li>- Structures de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines</li> <li>- Groupements d'intérêt économique (GIE) des femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence de structures locales de financement des micro- entreprises féminines</li> <li>- Soutien financier aux micro-entreprises féminines</li> <li>- Existence de structures locales de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines</li> <li>- Soutien technique aux micro-entreprises féminines</li> <li>- Existence de groupements d'intérêt économique</li> <li>- Degré de coopération et d'apprentissage au sein des GIE</li> </ul>

Nous entendons par « planification locale selon le genre », une planification territoriale qui se réalise selon une approche genre à toutes les étapes du processus de planification. Autrement dit, c'est une planification qui prend en compte tant les besoins des hommes que ceux des femmes mais également les savoirs de ces derniers. Dans ce sens, la stratégie de mise en œuvre de la planification locale tient compte du fait que le contexte social différencie et hiérarchise les individus en fonction de leur sexe. L'approche genre permet ici à tous les acteurs du milieu, sans distinction de sexe, de s'approprier les objectifs de développement de leur territoire. La différence avec la « planification participative locale » de l'ANADER sera, et comme il est ressorti des discussions des focus groups, que chaque groupe réalise séparément toutes les étapes de la planification mais que tous les microprojets se retrouvent dans un même document (PDL). C'est ainsi que pourrait être contrée la marginalisation des femmes dans la planification participative locale et que les femmes pourraient s'approprier le processus. La dimension planification locale selon le genre se structure ainsi autour de deux composantes : la conduite du processus selon une approche genre et l'appropriation du processus par les femmes. La conduite du processus réfère aux différentes étapes de la planification. Les indicateurs de cette composante sont les suivants : la mobilisation des femmes lors des séances de planification, la définition de microprojets par les femmes, la prise en compte des microprojets des femmes dans les plans de développement. Les indicateurs de la composante « appropriation du processus par les femmes » sont : la capacité des femmes à conduire le processus de planification de façon autonome et la capacité des femmes à se mobiliser pour des actions de développement

Les « compétences entrepreneuriales féminines » sont l'ensemble des connaissances, des habiletés et des attitudes qui permettent aux femmes, potentielles entrepreneurs, de réussir un projet entrepreneurial. Pour réussir un tel projet, il faut agir sur deux composantes : l'opportunité entrepreneuriale et l'émergence organisationnelle. L'opportunité entrepreneuriale comprend deux indicateurs : la capacité à identifier des opportunités d'affaires et la capacité à gérer son travail. L'émergence organisationnelle

comprend également deux indicateurs : la capacité à élaborer une vision d'entreprise et la capacité à créer et gérer son réseau d'affaires. Rappelons que ces quatre indicateurs se rapportent aux quatre habiletés entrepreneuriales définies par Lorrain, Belley et Dussault (1998). L'opportunité d'affaires ou opportunité entrepreneuriale se rapporte à une idée nouvelle susceptible de générer une organisation créatrice de richesses. L'identification de l'opportunité entrepreneuriale est intimement liée à l'expérience de l'entrepreneur et à son vécu professionnel. Cette identification est ainsi l'étape initiale de tout processus entrepreneurial.

Le territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin est constitué par l'ensemble des structures qui favorisent l'émergence et le développement de micro-entreprises féminines. Ces structures sont : les structures de financement des micro-entreprises féminines, les structures de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines et les groupements d'intérêt économique (GIE) des femmes. Ces structures constituent les composantes de la dimension territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin. La composante « structures de financement des micro-entreprises féminines » se décompose selon les indicateurs suivants : l'existence de structures locales de financement des micro-entreprises féminines et le soutien financier aux micro-entreprises féminines. La composante « structures de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines » se décomposent selon les indicateurs suivants : l'existence de structures locales de recherche-développement sur les micro-entreprises féminines et le soutien technique aux micro-entreprises féminines. Enfin, la composante « groupements d'intérêt économique (GIE) des femmes » a comme indicateurs : l'existence de groupements d'intérêt économique et le degré de coopération et d'apprentissage des femmes au sein des GIE. La figure 25 présente la schématisation de notre cadre conceptuel d'analyse.

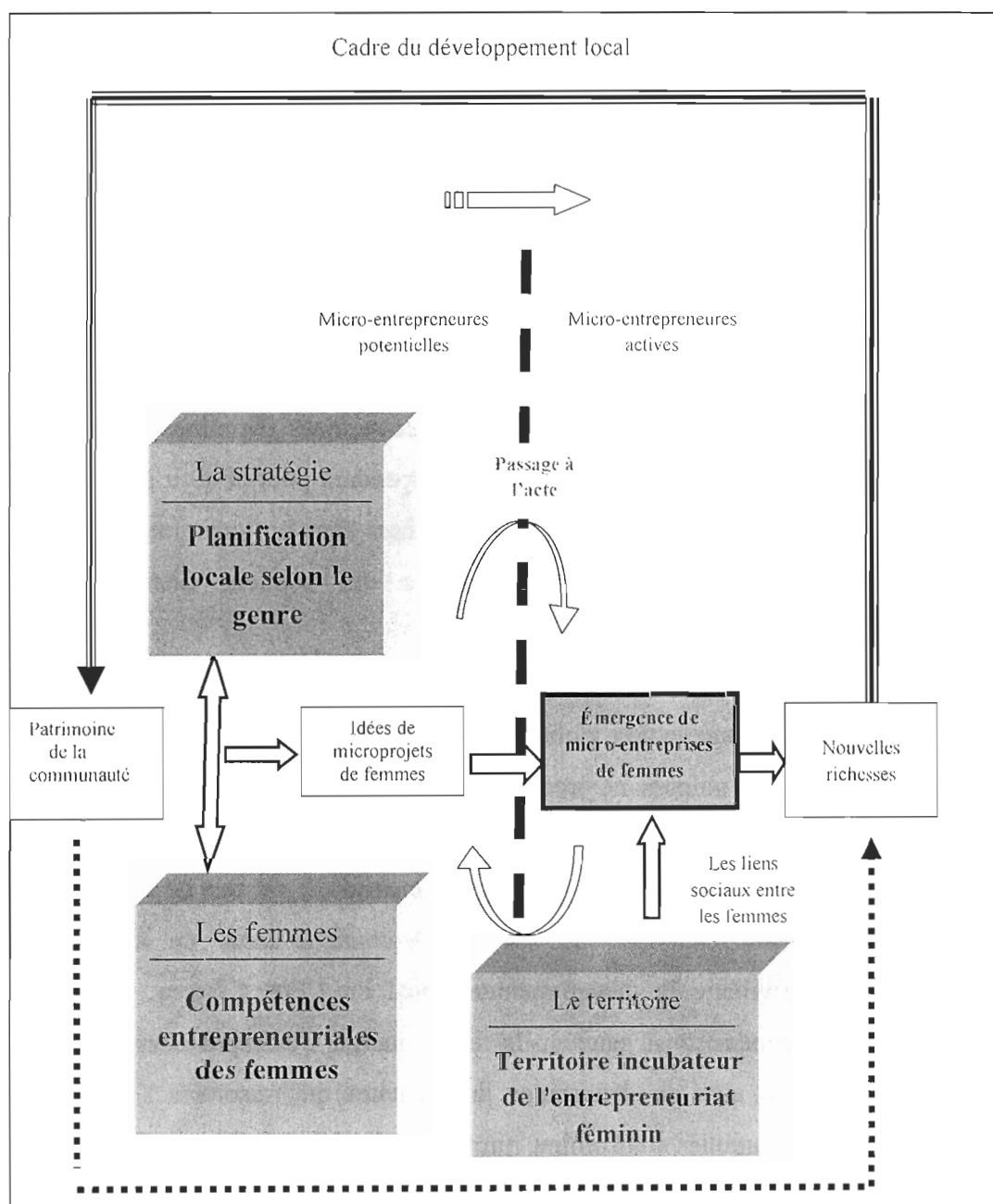


Figure 25 : Le processus d'émergence de l'entrepreneuriat féminin

De cette schématisation, il ressort que dans un cadre de développement local, pour faire émerger et développer des micro-entreprises féminines, il faut entreprendre une planification locale selon le genre pour favoriser l'appropriation du processus de développement local par les femmes. L'implication des femmes à toutes les étapes du processus de planification permet à ces dernières de développer des compétences entrepreneuriales. Lorsque les femmes sont compétentes, elles sont plus disponibles à participer au processus de planification locale (rétroaction). Leur implication dans le processus va faire émerger des idées de microprojets qui vont se concrétiser en micro-entreprises féminines. Le développement des micro-entreprises féminines a pour impact l'enrichissement du patrimoine de la communauté. Cependant pour aboutir à cet impact, il faut que les micro-entreprises féminines puissent évoluer dans un territoire incubateur de l'entrepreneuriat féminin, c'est-à-dire un territoire qui soutient financièrement et techniquement les micro-entreprises des femmes.

Après avoir effectué une lecture globale de nos résultats à la lumière de nos objectifs de recherche, nous allons maintenant procéder à l'interprétation proprement dite de ces résultats. La première étape de l'interprétation des résultats de notre recherche va consister en la discussion de ces résultats. Mais avant cette discussion, il est bon de rappeler que la question centrale de notre recherche était : « dans le contexte actuel de la politique de décentralisation qui privilégie le développement local en Côte d'Ivoire, comment les processus de développement local peuvent-ils faire émerger l'entrepreneuriat féminin en milieu rural? » Il s'est agi de déterminer les facteurs qui suscitent l'émergence « d'initiatives féminines durables » en milieu rural ivoirien ; et cela dans le contexte de la politique de décentralisation qui privilégie le développement local. Trois sous-questions de recherche ont été rattachées à cette question centrale :

- Pourquoi les femmes ne sont-elles pas mieux impliquées dans les processus de développement local en milieu rural?

- Pourquoi les processus de développement local ne favorisent-ils l'événement entrepreneurial chez les femmes en milieu rural?
- Pourquoi n'y a-t-il pas de lien entre les processus de développement local et la conduite de micro-entreprises par les femmes rurales?

## 6.2 LA DISCUSSION DES RÉSULTATS

La discussion des résultats consiste à expliquer les résultats de la recherche en les mettant en rapport avec les théories et les faits mis en lumière dans la problématique de la recherche et qui ont servi à poser l'objectif de la recherche (Lamoureux, 2000). Nous allons expliquer les résultats de notre recherche en fonction de trois approches en rapport avec les sous-questions de notre recherche : l'approche genre et développement, l'approche par les capacités et l'approche territoriale de l'entrepreneuriat.

### 6.2.1 L'APPROCHE GENRE ET DÉVELOPPEMENT

L'explication de nos résultats de recherche en fonction de l'approche genre et développement réfère à la sous-question : pourquoi les femmes ne sont-elles pas mieux impliquées dans les processus de développement local en milieu rural? Les différentes analyses relatives à cette question ont fait ressortir que les femmes des trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan ne se mobilisent pas assez pour des actions de développement et leurs projets ne sont pas suffisamment pris en compte dans les plans de développement local (PDL) élaborés à l'issue de la planification des projets. Les féministes proposent l'approche genre et développement (GED) pour rendre compte de la subordination des femmes dans les projets de développement. L'approche GED explique cette subordination des femmes par la division sexuelle du travail autrement dit par la subordination de la sphère de la reproduction à celle de la production ; ou encore par la séparation des sphères privée et publique (Degrave et Bähr Caballero, 2006).

Pour Saint-Hilaire (1995 : 211), « la division du travail est à la source des inégalités de genre : l'approche GED insiste pour qu'on considère le travail reproductif tout autant que le travail productif dans la planification des projets de développement. L'oppression des femmes prend sa source dans la subordination de la sphère de la reproduction à celle de la production ». L'approche GED lie les rapports de production aux rapports de reproduction et tient également compte de l'engagement communautaire des femmes (Dagenais et Piché, 1994). Elle s'intéresse moins aux femmes comme groupe social qu'aux rapports de genre à transformer pour assurer la pleine participation des femmes dans le développement (Saint-Hilaire, 1995). En plus de chercher à assurer la pleine participation des femmes dans le développement, l'approche GED explore les capacités des pratiques de développement à transformer les relations sociales en donnant plus de pouvoir aux femmes avec comme but final l'égalité entre les hommes et les femmes. En effet, c'est la position des femmes dans le rapport de production et leur dépendance économique qui produit les inégalités. Ce qui confirme bien les résultats de notre recherche. En effet, si les femmes de la sous-préfecture de Gadouan ne se mobilisent pas assez pour des actions de développement et que leurs microprojets ne sont pas suffisamment pris en compte dans les plans de développement local (PDL), c'est parce qu'elles vivent dans une société patriarcale qui différencie les rôles des femmes et des hommes et qui est dominée par ces derniers.

Pour Saint-Hilaire (1996), la remise en question fondamentale de la domination dans les rapports hommes/femmes intéresse peu les bailleurs de fonds. Pour nous, c'est ici que pourrait se situer le « nœud gordien » de la non-prise en compte « effective » des microprojets des femmes des *pays ruraux* de Gadouan dans les plans de développement local (PDL) à l'issue de la planification participative locale. En effet, la stratégie de mise en œuvre de la planification participative locale traduit l'idéologie d'un bailleur de fond international. Dans ce sens, la stratégie de mise en œuvre de cette planification n'interroge pas « les rapports sociaux de sexe » qui sous-tendent la situation des femmes en vue de les transformer. Même si cette stratégie a été élaborée dans la perspective de tenir compte des inégalités de genre, nous constatons qu'elle reste influencée par l'approche intégration des

femmes dans le développement (IFD) qui prône que les inégalités entre les sexes vont s'estomper par elles-mêmes lorsque les femmes deviendront des partenaires économiques à part entière dans le développement (Sarr, 2008). C'est ainsi que pour Beaulieu et Rousseau (2011),

Plusieurs observatrices considèrent que, bien que le vocabulaire de l'approche GED soit le plus employé jusqu'à ce jour, il fait trop souvent référence à des analyses et à des pratiques qui tiennent plus de l'approche IFD que de l'approche GED, c'est-à-dire que cette dernière serait souvent vidée de son contenu le plus critique ou subversif. Aussi, l'approche en termes de rapports sociaux de sexe serait négligée : le terme « genre » serait employé au lieu du terme « femmes », mais sans réellement procéder à une analyse des rapports de pouvoir et de leur fonctionnement (Jenson, 2008) cité par (Beaulieu et Rousseau, 2011 : 9).

Dans un tel contexte, « ce ne sera pas demain la veille du jour » où les femmes de la sous-préfecture de Gadouan deviendront des agentes de changement dans leur communauté. Elles risquent de rester, et cela pour encore longtemps, « des bénéficiaires passives de l'aide au développement des bailleurs de fonds internationaux ». C'est dans ce sens que Degrave et Bähr Caballero (2006 : 10) soutiennent que « il y a lieu de partir à la recherche d'une autre intégration des femmes dans le développement... ». Nous proposons dans ce sens, et dans le cas de la planification participative locale, de mettre en œuvre chacune des étapes selon une démarche différenciée selon les sexes; autrement dit de réaliser chacune des étapes avec chaque groupe. C'est ainsi que les femmes pourraient voir leurs microprojets « priorités » et réalisés; mais également la domination des hommes estompée. Nous soutenons alors que « donner la parole aux femmes » dans les processus de développement local ne signifie pas simplement leur donner l'occasion de définir des microprojets selon leurs besoins; il faut également leur permettre d'être actives dans les étapes qui mènent à la priorisation et à la réalisation de ces microprojets. Pour nous, c'est une mise en œuvre différenciée selon le sexe des différentes étapes de la planification qui pourrait conduire à une implication effective des femmes dans les processus de développement local et atteindre le but final de l'approche genre et développement qui est l'égalité entre les femmes et les hommes. En ce qui est du cas de la sous-préfecture de



Gadouan, nos analyses ont relevé que les femmes ont bien conscience de la réalité et des causes de la domination masculine dans leur société. Leur implication réelle dans la planification participative locale renforcera, et comme elles l'ont elles-mêmes soutenu, leur sentiment d'estime de soi et de confiance en soi, nécessaire pour prendre des décisions. Pour ce faire, ces femmes doivent être capables d'analyser et de mobiliser leur milieu social afin d'y introduire des changements. Nos analyses ont relevé que la mobilisation des femmes de la sous-préfecture de Gadouan n'est pas encore suffisante pour introduire des changements dans leur milieu social. Relevons que l'organisation des femmes est ici primordiale pour leur mobilisation. L'approche GED soutient que les femmes doivent s'organiser afin d'atteindre leur pouvoir politique. L'affaiblissement du lien social dans les groupements d'intérêt économique (GIE) des femmes de Gadouan est un facteur inhibiteur de cette organisation. À notre avis, les outils de la planification participative (diagramme de venn, arbres à problèmes, etc.) pourraient offrir des opportunités intéressantes aux femmes de palier cette « désorganisation » dans leurs groupements et contrôler leur milieu social. D'ailleurs pour Martha Nussbaum, le contrôle de son milieu social est l'une des dix capacités humaines centrales.

#### 6.2.2 L'APPROCHE PAR LES CAPACITÉS

L'explication de nos résultats de recherche en fonction de l'approche par les capacités réfère à la sous-question : pourquoi les processus de développement local ne favorisent-ils l'événement entrepreneurial chez les femmes en milieu rural? Les différentes analyses relatives à cette question ont fait ressortir que les femmes des trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan ont acquis des « compétences entrepreneuriales potentielles » grâce aux outils de la planification participative locale mais ces compétences n'ont pu être transformées en « compétences entrepreneuriales réelles ». Les femmes de la sous-préfecture de Gadouan ont ainsi identifié un ensemble de contraintes sociales, économiques et culturelles qui n'ont pas favorisé cette transformation : les us et coutumes, le manque d'opportunités dans le milieu, l'analphabétisme, etc. L'approche par les capacités explique

justement que c'est un ensemble de contraintes sociales, culturelles et économiques qui influencent les libertés de choix des individus. Par ailleurs, l'approche culturelle de l'entrepreneuriat féminin explique que ce sont les facteurs culturels et sociaux qui maintiennent des stéréotypes et génèrent des différences de genre en défaveur des femmes dans la démarche entrepreneuriale (Eagly et al, 1995 cité par Amrhar, 2001). Des féministes ivoiriennes (Assié-Lumumba, 1996, Touré-Diabaté, 2010, etc.) soutiennent alors que ces facteurs culturels et sociaux maintiennent les femmes ivoiriennes dans leur rôle traditionnel d'épouse et de mère sans leur permettre de pouvoir explorer de nouvelles perspectives. Relevons que l'approche par les capacités met l'accent sur les personnes avec l'idée de les rendre plus à même (ou capable) de réaliser des choix de vie qu'elles souhaitent pour elles-mêmes et pour les autres.

Nos analyses ont fait ressortir que ce sont les femmes non autochtones de la sous-préfecture de Gadouan qui s'adonnent le plus souvent à la création de micro-entreprises. Est-ce à dire que la transformation de leurs « capacités entrepreneuriales potentielles » en « capacités entrepreneuriales réelles » ne serait pas influencée par les facteurs sociaux et culturels? Nous serions alors tenter de penser que ces micro-entrepreneures ne craignent pas d'être punies d'avoir entravé la règle de la société selon laquelle les hommes et les femmes doivent s'engager dans des activités qui correspondent à leur rôle sexuel défini par la culture (Eagly et al, 1995 cité par Amrhar, 2001). Il est bon ici de rappeler que lors de la planification participative locale, ce sont les femmes qui définissent des microprojets générateurs de revenus cela qu'elles soient autochtones ou pas; alors que les hommes ont tendance à définir des microprojets communautaires. Ce sont ces microprojets générateurs de revenus que l'agent d'appui N°16 appelle « les projets pertinents »,...« les projets qui permettent de résoudre les problèmes de société ». De ce fait, toutes les femmes de la sous-préfecture de Gadouan, autochtones ou pas, sont capables de définir des projets pertinents qui permettent de résoudre des problèmes de société. Pour nous, la différence ici est que les femmes non-autochtones sont généralement issues de longues lignées de femmes micro-entrepreneurs dans lesquelles les capacités se transmettent de génération en génération,

généralisant pour finir une culture entrepreneuriale. Nous comprenons dès lors le rôle des compétences dans l'avènement entrepreneurial. Étant donné l'importance de « l'esprit communautaire » dans la sous-préfecture de Gadouan, ces compétences se transmettent généralement dans le cadre des groupements d'intérêt économique (GIE) qui sont des structures territoriales.

### 6.2.3 L'APPROCHE TERRITORIALE DE L'ENTREPRENEURIAT

L'explication de nos résultats de recherche en fonction de l'approche territoriale de l'entrepreneuriat réfère à la sous-question : pourquoi n'y a-t-il pas de lien entre les processus de développement local et la conduite de micro-entreprises par les femmes rurales? Les différentes analyses relatives à cette question ont fait ressortir que les femmes de la sous-préfecture de Gadouan n'ont pas de soutien financier et technique relevant de niveaux institutionnels (État et Conseil général entre autres). Or ce sont justement ces niveaux institutionnels qui initient les processus de développement local. Dans la sous-préfecture de Gadouan, c'est uniquement au sein de leurs groupements d'intérêt économique (GIE) que les femmes trouvent de tels soutiens. Cependant l'affaiblissement des liens sociaux dans ces GIE ne favorise pas le développement d'activités génératrices de revenus des femmes.

Rappelons-le, l'approche territoriale de l'entrepreneuriat mise sur les avantages liés au regroupement de petites et moyennes entreprises (PME). Ces regroupements constituent des « stratégies locales de développement territorial » (Gouttebel, 2001) et sont désignés par le nom de « systèmes territoriaux de production ». Pour Maillat (2003), un système territorial de production est :

un ensemble caractérisé par la proximité d'unités productives au sens large (entreprises industrielles et de services, centres de recherche et de formation, organismes d'interface, organisations professionnelles, etc.), qui entretiennent des

rapports marchands et non marchands d'intensité plus ou moins forte (Gilly, 1987) et qui génèrent une dynamique productive d'ensemble (Maillat, 2003 : 8).

Nous comprenons ici que dans les systèmes territoriaux de production, la dynamique productive d'ensemble est générée par le lien entre les entreprises, les institutions et autres structures organisationnelles. Selon Courlet et Pecqueur (1998 : 49), il s'agit ici d' « une situation sociale très structurée autour des entreprises et des institutions ». Dans ce sens, les systèmes territoriaux de production apparaissent comme une synthèse permettant d'appréhender les liaisons entre dynamique économique et territoire (Courlet et Pecqueur, 1998). Nous nous retrouvons ici dans la même logique que « le milieu incubateur de l'entrepreneuriat » de Prévost (1993) dans lequel les structures territoriales jouent un rôle important dans l'émergence de l'entrepreneuriat. Dans le cas de la sous-préfecture de Gadouan, un tel système qui permettrait d'appréhender les liaisons entre dynamique économique (impulsée par les femmes) et territoire est réduit aux groupements d'intérêt économique (GIE) des femmes. En effet, c'est essentiellement dans ces GIE que les femmes de la sous-préfecture de Gadouan, à travers leurs activités génératrices de revenus, entretiennent des rapports marchands et non marchands d'intensité plus ou moins forte au niveau de leur territoire. C'est ici que se trouve l'explication de l'inexistence de lien entre les processus de développement local et la conduite de micro-entreprises par les femmes. Nous savons maintenant que les processus de développement local s'inscrivent dans le cadre de projets de développement relevant de niveaux institutionnels. Or les micro-entreprises des femmes de Gadouan n'ont pas de lien avec des institutions au niveau de leur territoire (disons que ces types d'institutions n'existent pas au niveau local). De ce fait, ces micro-entreprises des femmes ne peuvent avoir de lien avec des projets de développement relevant de ces institutions.

Nous comprenons l'importance des groupements d'intérêt économique (GIE) pour la conduite des activités génératrices de revenus par les femmes. C'est le degré de coopération et d'apprentissage dans ces GIE qui favorise la culture entrepreneuriale. Cependant l'affaiblissement des liens sociaux ne favorise pas le développement d'activités génératrices

de revenus des femmes en ce qui de la sous-préfecture de Gadouan. Pour l'agent d'appui N°3.

Oui, les femmes arrivent à travailler en groupe... Et il faut que ce groupe là arrive à faire une démarcation entre la sensibilité politique et l'intérêt économique. Si l'on ne parvient pas à réduire la sensibilité politique par rapport à l'intérêt économique, il serait difficile que les femmes qui étaient autrefois unies se retrouvent encore. Parce que maintenant ce sont les suspicions. Regardez bien quand même qu'on dit que les femmes sont en coopératives, il y a des groupes à l'intérieur des coopératives, quand elles sont en groupe, il y a encore des sous groupes et ses sous groupes se forment en fonction de leur sensibilité et c'est ça qui tue le groupe. Cette cohésion sociale pose problème. Elles se mettent en groupe pour ne pas être indexée comme une rebelle ne voulant pas participer au groupe; mais très vite elles créent des sous groupes de trois à quatre personnes et la suspicion s'installe et quand la suspicion s'installe, il y a une fracture, une dislocation du groupe, et c'est ce que l'on vit. Parfois aussi, les femmes veulent des projets par mimétisme, ces projets sont donc voués à l'échec. Et après ce sont les suspicions, les histoires de fétichismes qui s'installent, voilà! C'est un aspect profond (Extrait d'entretien 2 avec l'agent d'appui N°3).

Il importe alors de travailler au renforcement des liens sociaux dans les groupements d'intérêt économique (GIE) des femmes afin que ces GIE soient effectivement un instrument qui permette d'appréhender les liaisons entre dynamique économique (impulsée par les femmes) et le territoire. L'agent d'appui N°3 suggère de travailler sur la « démarcation entre la sensibilité politique et l'intérêt économique... réduire la sensibilité politique par rapport à l'intérêt économique ». Nous trouvons que dans le contexte actuel de la Côte d'Ivoire, cette suggestion est très pertinente. Les participantes aux focus groups l'ont également relevée : « les hommes politiques nous divisent ». L'agent d'appui N°3 parle même de « cohésion sociale »<sup>132</sup> qui poserait problème. En effet, quand on sait que les

---

<sup>132</sup> « La cohésion sociale est une notion relativement récente. Elle fait l'objet de débats tant sur le plan politique que scientifique, (notamment au Canada en raison de la diversité sociale et culturelle de ce pays) ; ce qui a conduit à un approfondissement du concept. Le débat instauré aura ainsi permis de mettre en rapport la cohésion sociale et l'ordre social articulé autour de cinq dimensions : (i) appartenance - isolement ; (ii) inclusion - exclusion ; (iii) participation – non participation ; (iv) reconnaissance - rejet ; et (v) légitimité - illégitimité. A ces cinq dimensions va s'ajouter une autre : la dimension égalité - inégalité, de manière à tenir compte des préoccupations de nature démocratique. Ces six dimensions forment la typologie de la cohésion

liens communautaires constituent l'un des éléments du socle de la cohésion sociale, l'on peut aisément comprendre que leur affaiblissement influence négativement cette cohésion sociale. Avec les crises sociopolitiques successives en Côte d'Ivoire depuis les années 1990, la cohésion sociale a été mise à mal. La restauration de cette cohésion sociale passe par la prise en compte des aspirations de tous et l'implication effectives de toutes les couches de la population (femmes et hommes) aux processus de développement. L'amélioration des conditions de vie des individus, et notamment l'amélioration des perspectives économiques, est nécessaire pour la restauration de la cohésion sociale. Ceci implique de réduire les disparités régionales en matière d'infrastructures de base et de faire la promotion d'organisations prônant des valeurs de coopération à l'image des groupements d'intérêt économique (GIE) des femmes de la sous-préfecture de Gadouan.

À la lumière de nos différentes analyses, nous pouvons affirmer que les groupements d'intérêt économique (GIE) des femmes permettent de combler la déficience des territoires ruraux en structures organisationnelles. En effet, ce sont ces GIE qui favorisent généralement le soutien technique et financier nécessaire pour mener à bien les activités économiques des femmes et d'améliorer leur condition d'existence. Rappelons, à ce propos, les extraits des entretiens avec Dorcas et Sarah. Dorcas a relevé que « j'ai même eu à former d'autres femmes pour qu'elles puissent aussi préparer le Tchapalo<sup>133</sup> pour le vendre. Au départ, j'étais la seule à faire cette activité. Mais avec les femmes que j'ai formées, nous sommes maintenant près d'une dizaine à faire ce métier » (extrait d'entretien avec Dorcas). Pour Sarah,

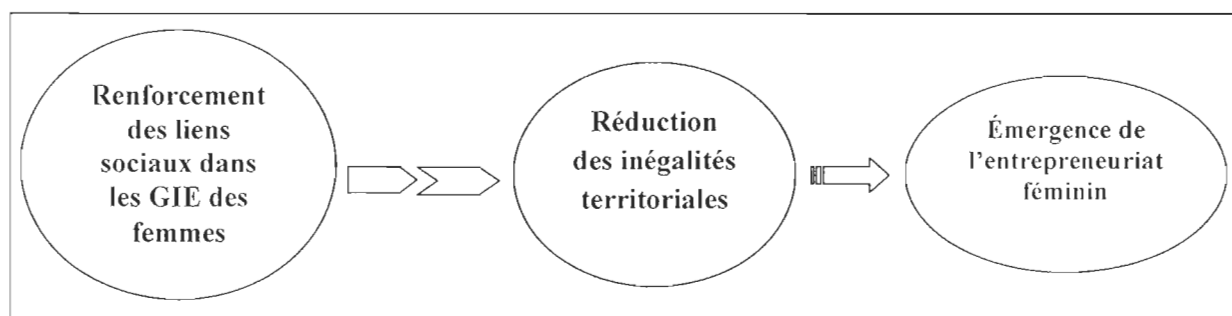
---

sociale [...] De façon générale, la cohésion sociale est définie comme « l'ensemble des processus et mécanismes qui contribuent à l'équilibre d'une société. Ces processus et mécanismes permettent aux individus, dotés de talents divers, de chances sociales différentes et mus par des passions et des intérêts contradictoires, de construire une société et de vivre une vie collective » (PNUD, 2004 : 5).

<sup>133</sup> Le Tchapalo est une bière de mil. Le mil (*Pennisetum glaucum*) est une céréale.

Si je prends mon exemple, je peux dire que cela vaut la peine pour une femme de créer son entreprise. Moi, la vente de poissons a amélioré ma condition de vie. J'ai acheté un terrain et j'ai construit des maisons que je mets en louage. De plus, j'ai poussé mes enfants à faire des études supérieures. Je pense que les femmes ici doivent imiter mon exemple. Il ne faut pas toujours compter sur son mari sinon on rate beaucoup de choses (extrait d'entretien avec Sarah).

La figure 26 traduit le lien entre le renforcement des liens sociaux dans les GIE des femmes et l'émergence de l'entrepreneuriat féminin.



**Figure 26 :** Le lien entre les GIE et l'émergence de l'entrepreneuriat féminin

Nous pouvons déduire ici que « les liens sociaux dans les GIE des femmes » est un facteur d'émergence de l'entrepreneuriat féminin. Ce facteur pourrait se rapporter au facteur « degré de coopération et d'apprentissage au sein des GIE » défini dans notre cadre conceptuel. Alors que l'approche territoriale de l'entrepreneuriat mise sur le lien entre entreprises et institutions pour générer une dynamique productive d'ensemble, les GIE des femmes génèrent cette dynamique productive à partir des liens entre les femmes qui sont en son sein; et cela dans un contexte où les institutions font défaut. Nous pourrions alors supposer que les GIE jouent à la fois le rôle de l'entreprise et de l'institution dans le contexte de ces femmes. Le fonctionnement de ces GIE des femmes constitue, de ce fait, une avenue à explorer pour faire émerger l'entrepreneuriat féminin selon une approche territoriale dans la sous-préfecture de Gadouan.

Dans une perspective où les GIE des femmes de Gadouan génèrent une dynamique productive d'ensemble à partir des liens sociaux entre les femmes qui sont en leur sein, il s'avère alors nécessaire de veiller à ce que les « capacités potentielles » des femmes soient transformées en « capacité réelles ». En effet, nos différentes analyses ont fait ressortir que les femmes acquéraient des compétences au cours de la mise en œuvre des différentes étapes de la planification participative locale mais ces compétences n'étaient pas appliquées. Ces compétences restent à l'état de « capacités potentielles ». Or l'interaction des femmes dans les GIE se base sur le partage de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être. Il faut alors que les femmes de la sous-préfecture de Gadouan soient à même d'exprimer leur potentiel pour pouvoir le partager avec les autres. Rappelons ici, encore, que pour des féministes ivoiriennes (Assié-Lumumba, 1996 et Touré-Diabaté, 2010), les actions combinées de la société traditionnelle et du système colonial ont fini par créer chez la femme un sentiment de frustration, de domination et d'infériorité. De ce fait, la nouvelle représentation que la femme a d'elle-même ne favorise pas son intégration sociale. Désormais, sa mentalité paralyse ses prises d'initiatives. Relevons encore qu'il est ressorti de nos différentes analyses que ce fut pour les femmes de la sous-préfecture de Gadouan, une première expérience de participation à un processus de développement local au niveau de leurs villages. Cette implication a induit une plus « grande estime de soi » chez ces femmes. De ce fait, nous suggérons qu'une voie pour lutter contre « le sentiment de frustration, de domination et d'infériorité » chez les femmes est de les impliquer pleinement à toutes les étapes du processus de développement local afin d'améliorer « leur estime de soi ». En effet, l'estime de soi est une étape importante dans le processus d'autonomisation. L'estime de soi et la confiance en soi sont nécessaires pour prendre des décisions et agir; et cela que ce soit au niveau économique et/ou politique (Hoffman, 2003). Si les femmes de la sous-préfecture de Gadouan ont plus confiance en elles-mêmes, elles seront à même de contrôler leur environnement (Nussbaum, 2008 et 2012) et de choisir la vie qu'elles souhaitent mener ou atteindre un état donné (comme devenir micro-entrepreneure). Les liens sociaux entre les femmes dans les GIE pourraient ainsi réellement contribuer à l'émergence d'une dynamique productive d'ensemble. Par ailleurs, le



renforcement des liens entre les femmes pourraient également contribuer à la cohésion sociale dans leurs communautés. Cette cohésion sociale est, en effet, devenue une condition « sine qua non » pour la réussite des projets de développement territorial dans le contexte actuel de la Côte d'Ivoire.

Relevons que, renforcer les liens sociaux dans les GIE de femmes revient à agir sur les inégalités de genre. En effet, si les GIE deviennent de véritables instruments qui permettent d'appréhender les liaisons entre dynamique économique (impulsée par les femmes) et le territoire cela aura un impact positif sur l'implication des femmes dans les processus de développement territorial. De ce fait, renforcer les liens sociaux dans les GIE des femmes revient à adopter une approche genre dans l'approche territoriale de l'entrepreneuriat. Nous comprenons dès lors la nécessité de prendre en compte une analyse genre dans l'approche territoriale de l'entrepreneuriat afin de pouvoir faire émerger l'entrepreneuriat féminin dans les processus de développement local en milieu rural.

Nous venons d'essayer d'établir la valeur scientifique de nos résultats par le fait d'en donner une explication qui en éclaire le sens théorique. À la lumière de cette interprétation de nos résultats, nous allons maintenant nous questionner sur leur possible application en vue d'en démontrer l'utilité concrète. Il s'agira alors de donner la signification pratique de nos résultats à travers les perspectives de la recherche. Les perspectives de la recherche visent la suggestion de suites à la recherche afin de contribuer à l'enrichissement des connaissances sur l'objet d'étude de la recherche. Ceci permet de proposer de nouvelles pistes ou avenues de recherche dans le domaine d'étude et de faire des recommandations sur les suites à donner à la recherche.

Quelques avenues de recherche se dessinent suite à cette recherche. D'abord, il serait intéressant de mieux comprendre les stratégies utilisées par les femmes au sein des groupements d'intérêt économique (GIE) pour générer une dynamique productive d'ensemble. En effet, bien que l'interprétation de nos résultats mette en lumière la

pertinence des GIE dans l'émergence de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural, nous n'avons pas pu saisir de manière concrète les stratégies utilisées par les femmes pour générer cette dynamique productive au sein des GIE. La connaissance de ces stratégies est nécessaire pour mieux définir les facteurs de l'émergence de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural. Ensuite, des études réalisées par Guérin (2000, 2003 et 2005) ont révélé que les initiatives socioéconomiques des femmes africaines représentent une forme d'innovation organisationnelle. Or des recherches menées dans les pays occidentaux montrent que les systèmes territoriaux de production sont également des formes d'innovation organisationnelle qui « reposent sur la correspondance entre l'organisation économique et une organisation sociale (famille, métier, communauté, etc.) » Courlet et Pecqueur (1998 : 49). Dans ce sens, pour Courlet et Pecqueur (1998 : 55), « la discussion sur les modèles locaux de développement déborde l'expérience de la troisième Italie pour intéresser les pays en développement ». Ainsi, de nombreux exemples de systèmes localisés se développant dans des conditions qui rappellent celles des districts industriels sont évoqués : Fès au Maroc, Sfax en Tunisie, Kumasi au Ghana, etc. (Courlet et Pecqueur, 1998). En conséquence, nous recommandons d'étudier de façon plus systématique les possibilités d'élaborer des systèmes territoriaux de production autour des GIE des femmes. Ces possibilités doivent tenir compte des stratégies à mettre en œuvre pour transformer les « capacités potentielles » des femmes en « capacités réelles » étant donné l'importance du partage de connaissances dans les systèmes territoriaux de production.

En définitive, la discussion des résultats de la recherche fait ressortir que la planification participative locale n'interroge pas « les rapports sociaux de sexe » qui sous-tendent la situation des femmes en vue de les transformer. L'approche genre et développement nous a permis d'expliquer cet état de fait. Quant à l'approche par les capacités, elle nous a permis de comprendre que les capacités potentielles des femmes ne sont pas transformées en capacités réelles pour favoriser l'événement entrepreneurial. Enfin, mise à part les groupements d'intérêt économique (GIE), il n'existe pas dans la sous-préfecture de Gadouan un système qui permettrait d'appréhender les liaisons entre

dynamique économique (impulsée par les femmes) et territoire; autrement dit il n'y a pas d'institutions de soutien technique et financier aux activités économiques des femmes. C'est ainsi que l'approche territoriale de l'entrepreneuriat explique le fait qu'il n'y ait pas de lien entre la planification participative locale et les micro-entreprises conduites par les femmes de la sous-préfecture de Gadouan. Nous sommes alors tentés de nous demander si les GIE ne constitueraient pas un nouvel instrument pour l'intégration effective des femmes dans le développement. La deuxième étape de l'interprétation des résultats de la recherche va consister en la critique de la recherche.

### 6.3 LA CRITIQUE DE LA RECHERCHE

La critique de la recherche consiste à faire un retour sur des aspects de la collecte de données qui pourraient fixer des limites à la recherche. Elle suggère, pour ce faire, de s'interroger sur les éléments suivants : l'échantillonnage, l'outil de collecte de données et le déroulement de la collecte de données (Lamoureux, 2000).

Pour constituer le corpus empirique de notre recherche, nous avons fait un échantillonnage à deux niveaux : (1) au niveau des sites observés et (2) au niveau des individus à interviewer. Au niveau des individus à interviewer, les résultats de notre recherche sont basés sur la réalisation d'un focus group dans chacun de nos sites d'étude avec un échantillon de 12 femmes. Le principal critère de choix des participantes aux focus groups était qu'elles aient participé au processus de planification participative locale dans leur *pays rural*. En 2004, le nombre total de femmes ayant participé aux différentes étapes du processus de planification participative locale était de : 102 pour le *pays rural* de Gadouan, 58 pour le *pays rural* de Bidiahouan et 73 pour le *pays rural* de Zaliouhouan. De ce fait, pour collecter nos données auprès des femmes, nous aurions pu constituer plusieurs échantillons (de 12 femmes) par *pays rural*. Ce qui nous aurait permis de procéder à des comparaisons multiples. Cependant, les données que nous avons recueillies nous semblent fiables. En effet, nous avons observé la saturation des données lors des focus groups dans

les différents *pays ruraux*. De plus, la triangulation que nous avons effectuée entre les données des focus groups, des entretiens individuels avec les femmes micro-entrepreneurs et ceux avec les agents d'appui pourraient également garantir la fiabilité des données recueillies.

Au niveau des sites observés, les *trois pays* ruraux de la sous-préfecture de Gadouan peuvent être perçus comme des cas extrêmes « qui vont mal », au sens d'Audet et Julien (2006). En effet, aucun microprojet « porté » par des femmes n'a été réalisé dans ces pays ruraux suite à la planification participative locale. Il aurait alors été intéressant de choisir également des cas extrêmes « qui fonctionnent très bien », c'est-à-dire où tous les projets « portés » par des femmes ont été réalisés suite à la planification participative locale. Ceci aurait permis de comparer les catégories émergeant des analyses de ces deux types de cas extrêmes. Tout d'abord, relevons qu'à notre connaissance, des cas extrêmes, « qui fonctionnent très bien », où tous les projets « portés » par des femmes ont été réalisés suite à la planification participative locale, n'existe pas en Côte d'Ivoire. Nonobstant, nous aurions pu inclure parmi nos cas à l'étude, celui d'un territoire où au moins un projet porté par les femmes a été mis en marche. Ce type de cas existe et nous en avons discuté dans nos entretiens avec les agents d'appui. Mais pour des raisons pratiques (éloignement des sites notamment), nous n'avons pas pu considérer cette éventualité. De plus, les facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat féminin que nous avons déterminés avec nos cas extrêmes, « qui vont mal », pourraient bien s'appliquer pour des cas extrêmes « qui fonctionnent très bien ». Dans les cas extrêmes « qui fonctionnent très bien », les messages-clés obtenus dans les focus groups auraient une tournure positive (Exemple : « nous avons eu des projets » au lieu de « nous n'avons pas eu de projets »). Soulignons néanmoins que cette argumentation est loin d'être une certitude. D'autres facteurs explicatifs pourraient bien émerger dans de tels cas. Nous aurions également pu étudier le cas d'un processus de développement local autre que celui de la planification participative locale. Mais, à ce jour et à notre connaissance, les processus de développement local en cours actuellement en Côte d'Ivoire sont tous semblables en ce sens qu'ils sont tous basés sur la planification des

projets par objectifs (PPO ou ZOPP en Allemand). Une analyse plus fine du processus de planification participative locale et de la façon dont il a été implanté aurait pu être réalisée. Cependant, nous pensons que l'analyse que nous avons faite de ce processus dans le cadre de notre recherche pourrait être assez éclairante. Généralement, la planification participative locale est une approche qui suscite l'engouement des populations locales. Mise à part les facteurs structurels relevés par certains agents d'appui (la durée du programme, le mode de financement, les promesses non tenues, etc.), nous n'avons pas reçu de commentaires suggérant des limites dans la démarche d'implantation de la planification participative local, de ses outils et de ces acteurs clés.

Pour la critique de la recherche en ce qui est de l'outil de collecte de données, rappelons que nous avons justifié notre choix du focus group par le fait que les femmes de la sous-préfecture de Gadouan entreprennent, généralement, leurs activités dans des groupements d'intérêt économiques (GIE). De plus, la technique de collecte de l'information par focus group s'apparente bien à celle utilisée par les équipiers de planification locale (EPL) pour travailler avec la population de la sous-préfecture de Gadouan lors de la mise en œuvre du processus de planification participative locale. De ce fait, les femmes avec lesquelles nous avons travaillé connaissaient déjà cette technique de collecte de données. De plus, du fait que les entretiens se déroulaient en groupe, les erreurs qui se glissaient, dans les réponses, étaient décelées par des participantes. Nous avons animé les focus groupe de façon à faciliter les prises de parole. Nous avons présenté dans le tableau 29, les caractéristiques de l'ensemble des femmes ayant participé aux focus groups. Sur les 36 femmes, 14 n'ont pas été scolarisées, soit 39 %. Nous avons noté que les entretiens en focus groups permettent aux femmes « analphabètes » d'être plus confiantes dans la prise de parole. De plus, l'utilisation de diagrammes lors des focus groups a stimulé la compréhension des liens entre les différents variables étudiés. Nous avons également su adapter notre langage à la compréhension des femmes, surtout à celle des traductrices. Ceci a évité des problèmes de compréhension ou de traduction. Il nous semble alors que nous pouvons conclure de la validité de notre outil de collecte. Cependant, « malgré toutes les

précautions méthodologiques prises en matière de conduite des focus groups, un faisceau de paramètres ou de *variables parasites* influe sur la qualité de ceux-ci. [...] car aucune méthode ne peut échapper aux questions portant sur la manière dont elle produit des informations et dont elle conduit à des résultats » (Touré, 2010 : 2).

De la critique de la recherche en ce qui est du déroulement de la collecte de données, il est bon de relever que les femmes des différents *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan ont trouvé que notre problématique était pertinente pour l'amélioration de leur condition de vie. Elles nous ont réservé un accueil chaleureux et ont été disponibles pour participer à notre recherche. De plus, les femmes étaient honorées de savoir qu'une recherche doctorale se déroulait dans leur localité et qu'elles en étaient les principales participantes. Enfin, rappelons que nous étions membre de l'équipe de planification locale (EPL) qui a accompagné les populations des *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan lors de la mise en œuvre du processus de planification participative locale de février à juin 2004. Nous avons eu, plus particulièrement, à travailler avec les groupes de femmes. Cela nous a facilité la tâche dans la collecte de données pour notre recherche doctorale. En effet, il y avait un sentiment de confiance et les femmes relataient les faits avec exactitude. Cependant, le fait que nous avons déjà eu à travailler avec ces femmes aurait pu créer une certaine familiarité qui aurait influencée négativement la collecte de données. C'est la raison pour laquelle, nous avons pris le temps d'expliquer aux femmes, les enjeux de la recherche et les attitudes à adopter par chaque partie (participantes et chercheure). Nous avons su prendre la distance nécessaire au bon déroulement de la collecte de données.

Rappelons que les entretiens dans les focus groups n'ont pas été enregistrés. L'utilisation d'un enregistreur pouvait ici créer de la méfiance ; surtout que le climat sociopolitique n'était pas très favorable dans la région à l'époque de la collecte de données. Selon Labatut (1989 : 83) cité par Simard (1995 : 137), « deux principes fondamentaux doivent guider la démarche de recherche auprès de populations du secteur informel : la création d'un climat de confiance et la participation du chercheur au vécu des communautés

». Cependant, il se pourrait que certaines informations aient pu échapper à nos différentes prises de notes. Cela n'aurait pas été le cas si nous avions utilisé un enregistreur dans les focus groups. Mais nous avons plutôt privilégié la création d'un climat de confiance.

En définitive, le retour critique sur notre collecte de données a permis de situer la qualité et la véracité de l'information recueillie. Pour cela, nous nous sommes assurés de l'adéquation des outils d'investigation pour atteindre les objectifs fixés. Nous avons également misé sur la capacité des participantes à fournir l'information recherchée. De plus, en tant que chercheur, nous avons une bonne connaissance de notre terrain de recherche. Diverses stratégies de triangulation (multiplication des outils d'investigation et retour aux participants) ont également assuré la crédibilité de notre recherche. Il nous semble alors que notre objectif de recherche ait été atteint. Les résultats de notre recherche pourraient ainsi présenter une validité suffisante pour contribuer à la connaissance scientifique.

#### **6.4 LES LIMITES DE LA RECHERCHE**

À la lumière de la critique de la recherche, nous pouvons déceler plusieurs limites à notre recherche. Nous en discutons ici trois principales : les limites d'ordre logistique et temporel, les limites liées au mode de construction de l'objet d'étude et enfin les limites liées à la transférabilité de l'étude.

Pour des raisons logistiques et temporelles, notre étude comporte des limites. Ainsi, le budget dont nous disposions a fortement influencé le choix des sites que nous avons étudiés. Nous avons opté pour des sites spatialement proches afin de réduire les coûts financiers. Ce qui pourrait expliquer le fait que nous n'avons pas décelé beaucoup de divergences quand nous avons effectué les comparaisons intersites. De plus, le temps dont nous disposions était assez limité. Dans l'analyse de contenu basé sur les messages-clés, et selon Simard (1988 : 87), « le nombre de groupes de discussion doit être assez élevé » afin

d'aboutir à un nombre élevé de messages-clés. En effet, pour cette auteure, « plus la fréquence d'un message est élevée, plus sa force est grande, plus il constitue un indice de généralisation garantissant ainsi sa validité externe (représentativité et généralisation à l'ensemble de la population) » (Simard, 1989 : 48). Cependant, le temps alloué à notre recherche n'était pas assez flexible pour nous permettre de rester pendant longtemps sur le terrain. Cependant, nous pensons avoir pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la qualité de nos travaux.

Notre contexte d'étude a fortement influencé la stratégie adoptée pour répondre à la question centrale de notre recherche; autrement dit pour construire notre objet d'étude. D'ailleurs, Denzin et Lincoln (1994) soutiennent que la question de recherche est fortement liée au contexte dans lequel se déroule la recherche. Nous avons un contexte à faible dynamisme entrepreneurial et nous voulions comprendre la stratégie d'émergence de l'entrepreneuriat féminin. Il nous a alors semblé logique d'aborder notre recherche par l'exploration de modèles d'émergence de l'entrepreneuriat existant dans les écrits scientifiques. Ceci a suscité en nous des intuitions de recherche et a donné un caractère déductif à notre démarche de recherche. Cependant, les modèles explorés n'ont pas permis de répondre à la question centrale de notre recherche dans le contexte de notre étude. Ce qui nous a amené à alterner notre démarche déductive à une démarche inductive. L'utilisation d'une démarche entièrement inductive aurait permis que notre objet de recherche soit construit seulement avec des données du terrain; ceci aurait peut être donné une autre dimension à nos résultats. Cependant, notre démarche a été conditionnée par notre contexte d'étude. Par ailleurs, le recours à « la méthode des messages-clés » pourrait avoir diminué la crédibilité de nos résultats. En effet, c'est une méthode peu documentée dans les écrits scientifiques malgré sa pertinence au niveau du terrain; et particulièrement dans la construction des « diagrammes de causalité » ou « arbres à problèmes ». Enfin, l'utilisation de messages-clés référant à des mesures de « capacités potentielles » au niveau de la dimension compétences entrepreneuriales aurait pu induire une inadéquation entre les messages-clés et le discours des participantes. Nonobstant, nous avons pris toutes les



précautions pour lier les messages au discours correspondant, autrement dit pour donner beaucoup plus d'importance aux discours par rapport aux messages-clés.

Une autre limite de notre recherche pourrait se situer au niveau de l'articulation des questions culturelles avec les cadres conceptuels et méthodologiques choisis. En effet, nos données de terrain ont permis de relever la nuance faite par certains agents d'appui entre « culture entrepreneuriale » et « esprit communautaire » affirmant même que la culture entrepreneuriale est un « concept occidental » et que ce concept ne saurait, de ce fait, être appliqué au milieu rural ivoirien. Pour ces agents d'appui, le terme d'« esprit communautaire » serait plus approprié à « culture entrepreneuriale » pour étudier les activités des femmes rurales de la zone d'étude. En fait, et comme nous l'avons déjà expliqué, « l'esprit communautaire » n'existe pas séparément de « la culture entrepreneuriale » en milieu rural ivoirien; autrement dit, « l'esprit communautaire » n'est pas en contradiction avec « la culture entrepreneuriale ». En fait, au niveau économique, dans les communautés rurales ivoiriennes, le calcul communautaire n'existe pas séparément du calcul individualiste. En effet, « la réussite économique individuelle est une aubaine pour la collectivité dans la mesure où elle favorisera l'ordre communautaire » (Mahieu, 1989 : 735). Nos analyses ont également permis de relever que pour certaines féministes africaines, l'objet du féminisme qui est de donner aux femmes les mêmes droits que les hommes ne s'appliquent pas à la société africaine. Pour nous, cette affirmation pourrait s'expliquer par les propos de la féministe sénégalaise Marie-Angélique Savané pour qui, et rappelons-le, « il y a un féminisme théorique mais dans sa pratique c'est évident qu'être féministe au Sénégal,...ce n'est pas être féministe en France, ce n'est pas être féministe aux États-Unis...». Comme l'explique bien cette féministe, « dans la pratique, le féminisme s'adapte aux réalités culturelles, socioculturelles et socio-économiques d'un pays ». Toutes ces limites nous font comprendre que notre recherche a soulevé de nombreuses questions pertinentes que, malheureusement, nous n'avons pas pu approfondir dans le cadre de cette thèse dont l'objectif était, rappelons-le, de faire un lien entre les processus de développement local en milieu rural et l'émergence de l'entrepreneuriat féminin.

Nos résultats de recherche pourraient être considérés comme valables pour l'ensemble des femmes des *pays ruraux* qui, en Côte d'Ivoire, ont réalisé un processus de développement local. En effet, comme nous l'avons déjà relevé, les processus de développement local actuellement en cours en Côte d'Ivoire sont tous semblables en ce sens qu'ils sont tous basés sur la planification des projets par objectifs. Ces processus utilisent les mêmes stratégies et pourraient induire les mêmes effets. La question, ici, est alors de savoir si la problématique qui a suscité cette recherche et les interprétations que nous avons faites de nos résultats sont également applicables pour tous les *pays ruraux* de la Côte d'Ivoire. Rappelons que notre étude a consisté en une étude de cas. Leplat (2002) soutient que l'étude de cas a une visée double : résoudre le problème singulier posé par le cas et faire servir l'étude du cas à la constitution d'un corpus organisé de constitution de connaissances susceptible de faciliter l'étude d'autres cas. L'étude de cas a ainsi une fonction de construction de connaissances. Le fait d'utiliser les connaissances produites par l'étude d'un cas pour étudier d'autres cas s'inscrit dans un processus de généralisation. C'est une démarche adaptée à la construction d'un savoir pratique. La finalité de notre étude de cas était d'ordre théorique. La finalité théorique de l'étude de cas vise à trouver une solution au cas étudié et à dégager le principe de cette solution comme exploitable à l'étude d'autres cas. Le cas s'insère alors dans un cadre théorique. Ceci permet à la recherche de constituer ou d'enrichir un corps de connaissances « transmissibles et utiles pour l'étude d'autres cas ». Nos résultats pourraient ainsi servir de base pour d'autres études sur le même phénomène. Si ces études confirment des similitudes avec nos résultats alors l'on pourrait ouvrir la voie à la généralisation.

De ce sixième et dernier chapitre de la thèse, nous pouvons retenir que les résultats de notre recherche pourraient contribuer à comprendre le rôle des femmes dans l'émergence de l'entrepreneuriat dans les processus de développement local en milieu rural en Côte d'Ivoire. L'entrepreneuriat féminin pourrait, ici, être facteur de développement local. Les facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat féminin mis à jour dans le cadre conceptuel de cette recherche pourraient alors servir pour la construction d'un objet théorique lié à

l'émergence de l'entrepreneuriat dans les processus de développement local en milieu rural en Côte d'Ivoire. Nos résultats de recherche pourraient également servir de base pour d'autres études sur le même phénomène. Si ces études confirment des similitudes avec nos résultats alors l'on pourrait ouvrir la voie à la généralisation.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

Au terme de cette recherche qui a porté sur les facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat féminin, nous pouvons retenir que dans un processus de développement local en milieu rural, ces facteurs se structurent autour de trois grandes dimensions : une planification locale selon le genre, des compétences entrepreneuriales féminines et un milieu incubateur de l'entrepreneuriat féminin. Ce sont ces dimensions qu'il faut combiner pour faire émerger l'entrepreneuriat féminin dans les processus de développement local en milieu rural dans le contexte actuel de la politique de décentralisation qui privilégie le développement local en Côte d'Ivoire. Dans le cas de la sous-préfecture de Gadouan, nous avons compris que les femmes ne sont pas effectivement impliquées à toutes les étapes de la planification participative locale, leurs compétences entrepreneuriales demeurent à l'état de « capacités potentielles » et leur milieu ne leur offre pas le soutien technique et financier nécessaire à l'émergence d'activités génératrices de revenus. C'est généralement au sein de leurs groupements d'intérêt économique (GIE) que les femmes trouvent un tel soutien. Toutes ces raisons expliquent que la planification participative locale de l'ANADER n'ait pas favorisé l'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans la sous-préfecture de Gadouan. Ainsi suivant l'objectif de notre recherche, nous proposons un cadre d'analyse des facteurs qui déterminent l'émergence de micro-entreprises féminines dans une perspective de développement territorial. Ce cadre conceptuel qui a émergé de notre recherche a été construit de manière itérative entre la théorie et les données de terrain. De ce fait, les grandes lignes de notre démarche se résument en deux étapes fondamentales : une étape théorique et une étape empirique.

L'étude de l'émergence de l'entrepreneuriat féminin dans un processus de développement local en milieu rural nous a été inspirée par des observations faites au cours d'une expérience de travail. Nous avons observé que les idées de microprojets définies par les femmes n'aboutissaient pas à l'étape de réalisation de projets lors de la mise en œuvre

de la planification participative locale de l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) de Côte d'Ivoire. Nous avons alors cherché une explication à ce phénomène en explorant les écrits scientifiques. De cette exploration, nous avons retenu que les facteurs d'émergence demeuraient un objet d'étude pertinent pour l'entrepreneuriat féminin dans les pays ouest africains. L'étape théorique de notre recherche nous a ainsi permis de comprendre que les facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat féminin, dans les modèles classiques (non féministes) sur l'entrepreneuriat, se fondent sur les dimensions du modèle de Shapero (1975). Ce modèle est un modèle développé en Amérique du Nord et c'est le plus connu de tous les modèles de création d'entreprises. Ce modèle connaît ainsi un grand succès auprès des chercheurs en entrepreneuriat. Cependant, les modèles fondés sur les dimensions du modèle de Shapero (1975) n'ont pas pu répondre à notre question de recherche dans le contexte de notre étude. Ces modèles classiques de l'entrepreneuriat féminin se fondent sur des perspectives comparatives des caractéristiques hommes/femmes entrepreneurs et se structurent autour d'une unité de mesure directement observable : le sexe. Quant aux modèles féministes (de l'entrepreneuriat), ils donnent de l'importance au contexte social des femmes entrepreneurs. Ces modèles tiennent compte, dans leur analyse, des attentes sociales et des normes culturelles qui orientent la démarche des femmes entrepreneurs en misant sur les conditions et les pratiques qui produisent le genre (Ahl, 2004). Le modèle de Prévost (1993) ajoute une dimension territoriale à ces variables. Aussi, suivant une approche globale de ces différents modèles, nous avons ressorti trois dimensions autour desquelles ils se structurent: les stratégies, les individus et le territoire. C'est ce triptyque qui nous a guidés tout au long de cette recherche.

L'étape théorique de la recherche nous a permis de construire notre problématique de recherche et d'esquisser les dimensions de notre cadre conceptuel. Cette étape a également été l'occasion de positionner l'ensemble de notre démarche par rapport à un champ disciplinaire. La science régionale, et plus précisément le développement régional, est le champ disciplinaire dans lequel nous avons positionné l'ensemble de notre démarche scientifique. Cependant, la manière dont nous avons problématisé notre objet de recherche,

à savoir les facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat féminin, et sa complexité (existence de plusieurs dimensions) nous a poussé à mobiliser d'autres disciplines afin d'ouvrir les perspectives de notre recherche, d'étoffer les moyens de répondre à notre question de recherche et d'aiguiser notre sens critique (Bühlera, Cavaillé et Gambino, 2006). Nous avons ainsi emprunté des concepts, des méthodes et des théories, principalement, aux disciplines suivantes : l'économie du développement, les études féministes, la sociologie économique et la sociologie des organisations. Les principaux concepts et approches théoriques que nous avons mobilisés pour notre recherche sont : le développement local, l'entrepreneuriat, l'entrepreneuriat féminin, la ruralité, le genre, le féminisme et l'approche par les capacités.

Lorsque nous faisons le lien entre les différents concepts que nous avons mobilisés, notamment entre le développement local et l'entrepreneuriat, nous comprenons que les nouvelles approches de développement régional et local misent sur l'entrepreneuriat comme facteur de développement local; plus précisément l'entrepreneuriat devient un des points focaux ou centraux des courants théoriques de développement régional et local. Ainsi, le manque d'entreprises dans certaines régions et leur concentration dans d'autres régions a été relevé comme une explication des disparités régionales. Une relation positive a également été observée entre la création d'entreprises et le développement des économies locales. De ce fait, l'entrepreneuriat devient le point focal des nouveaux courants théoriques de développement régional et local. Ces courants ont évolué des approches exogènes à des approches plus endogènes voire de développement territorial. Nous comprenons ici que le territoire est au centre du développement local. Dans le cas des milieux ruraux, l'approche territoriale rapporte le rural à la notion de territoire dans le sens des systèmes territoriaux de production ou d'innovation; autrement dit le territoire est ici caractérisé par le lien entre une communauté de personnes et la complémentarité des activités de production des entreprises (Beccatini, 1991 cité par Blanc, 1997). Ainsi la localisation dans l'espace rural crée une proximité géographique qui produit des économies externes : création de confiance et

circulation de l'information. La localisation dans l'espace rural accroît également la dépendance aux réseaux et le sentiment d'appartenance au milieu.

Le contexte dans lequel se déroule une recherche influe beaucoup sur la manière dont la connaissance est produite. Les caractéristiques de la sous-préfecture de Gadouan nous ont amené à alterner une démarche déductive à une démarche inductive. En alternant déduction et induction, notre recherche produit des connaissances construites par interaction entre la théorie et les données empiriques. Ainsi, dans une démarche déductive, nous avons élaboré un cadre d'analyse préliminaire avant d'aller sur le terrain. La finalisation de ce cadre conceptuel à partir des données empiriques a utilisé une méthode de triangulation basée sur l'analyse de trois focus groups avec un total de 36 femmes. Ces focus groups ont été complétés par 23 entretiens individuels et également par de la recherche documentaire.

Les facteurs d'émergence de l'entrepreneuriat féminin ont été déterminés à partir des analyses intra-sites des données obtenus par les focus groups réalisés avec les femmes des trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan. Les analyses intersites ont fait ressortir que ce sont, principalement, les attentes sociales et les normes culturelles qui n'ont pas permis de faire émerger l'entrepreneuriat féminin à l'issue du processus de planification participative locale dans les trois *pays ruraux* de la sous-préfecture de Gadouan. En effet, des aspects socioculturelles font que les femmes de la sous-préfecture de Gadouan ont un construit social et un système de valeurs qui entravent leur participation aux actions de développement. Par ailleurs, l'adoption d'une approche genre dans le processus de planification participative locale n'a pas permis d'équilibrer les rapports sociaux de genre; si bien que la mise en pratique des compétences entrepreneuriales acquises lors de la planification participative locale a également été entravée par des rapports sociaux de genre. Enfin, le seul microprojet « porté » par des femmes qui a pu obtenir du financement n'a pas été réalisé parce que les femmes n'ont pas pu payer leur quote-part. Nous comprenons dès lors que la planification participative locale est fondée sur des valeurs et

des normes établis par et pour des hommes et ne saurait servir à faire émerger l'entrepreneuriat féminin.

Les femmes de la sous-préfecture de Gadouan n'ont pas de soutien financier et technique relevant de niveaux institutionnels (État et Conseil général entre autres). Or ce sont justement ces niveaux institutionnels qui initient les processus de développement local. Dans la sous-préfecture de Gadouan, c'est généralement au sein de leurs groupements d'intérêt économique (GIE) que les femmes trouvent de tels soutiens. Cependant l'affaiblissement des liens sociaux dans ces GIE ne favorise pas le développement d'activités génératrices de revenus des femmes. L'approche territoriale de l'entrepreneuriat explique que c'est le lien entre entreprises et institutions, localisées au niveau d'un système territorial de production, qui permet de générer une dynamique productive d'ensemble. Dans ce sens, les systèmes territoriaux de production apparaissent comme une synthèse permettant d'appréhender les liaisons entre dynamique économique et territoire (Courlet et Pecqueur, 1998). Nous nous retrouvons ici dans la même logique que « le milieu incubateur de l'entrepreneuriat » de Prévost (1993) dans lequel les structures territoriales jouent un rôle important dans l'émergence de l'entrepreneuriat. Dans le cas de la sous-préfecture de Gadouan, un tel système qui permettrait d'appréhender les liaisons entre dynamique économique (impulsée par les femmes) et territoire serait réduit aux groupements d'intérêt économique (GIE) des femmes.

Dans une perspective où les GIE des femmes génèrent une dynamique productive d'ensemble à partir des liens sociaux des femmes qui sont en son sein, il s'avère alors nécessaire de veiller à ce que les « capacités potentielles » des femmes se transforment en « capacité réelles ». En effet, l'autonomisation des femmes contribue à créer chez ces dernières une plus grande estime de soi et une confiance en soi. Plus les femmes ont des capacités, plus elles sont à même de contrôler leur environnement (Nussbaum, 2008 et 2012) et de choisir la vie qu'elles souhaitent mener ou atteindre un état donné (comme devenir micro-entrepreneure). C'est ainsi que les liens sociaux entre les femmes dans les



GIE pourraient réellement contribuer à l'émergence d'une dynamique productive d'ensemble. Par ailleurs, le renforcement des liens entre les femmes pourraient également contribuer à la cohésion sociale dans leurs communautés. Cette cohésion sociale est, en effet, devenue une condition « sine qua non » de la réussite des projets de développement territorial dans le contexte actuel de la Côte d'Ivoire.

Renforcer les liens sociaux dans les GIE de femmes revient à agir sur les inégalités de genre. En effet, si les GIE deviennent de véritables instruments qui permettent d'appréhender les liaisons entre dynamique économique (impulsée par les femmes) et le territoire cela aura un impact positif sur l'implication des femmes dans les processus de développement territorial. De ce fait, renforcer les liens sociaux dans les GIE des femmes revient également à adopter une approche genre dans l'approche territoriale de l'entrepreneuriat. Nous comprenons dès lors la nécessité de prendre en compte une analyse genre dans l'approche territoriale de l'entrepreneuriat afin de pouvoir faire émerger l'entrepreneuriat féminin dans les processus de développement local en milieu rural.

À la lumière de la critique de la recherche, nous avons décelé plusieurs limites à notre recherche. Ces limites ont été essentiellement liées à la méthodologie du focus group. En effet, « malgré toutes les précautions méthodologiques prises en matière de conduite des focus groups, un faisceau de paramètres ou de *variables parasites* influe sur la qualité de ceux-ci. [...] car aucune méthode ne peut échapper aux questions portant sur la manière dont elle produit des informations et dont elle conduit à des résultats » (Touré, 2010 : 2). Malgré les limites liées à notre recherche, quelques avenues de recherche se sont dessinées. D'abord, il serait intéressant de mieux comprendre les stratégies utilisées par les femmes au sein des groupements d'intérêt économique (GIE) pour générer une dynamique productive d'ensemble. En effet, bien que l'interprétation de nos résultats mette en lumière la pertinence des GIE dans l'émergence de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural, nous n'avons pas pu saisir de manière concrète les stratégies utilisées par les femmes pour générer cette dynamique productive au sein des GIE. La connaissance de ces stratégies est

nécessaire pour mieux susciter l'émergence de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural. Ensuite, des études réalisées par Guérin (2000, 2003 et 2005) ont révélé que les initiatives socioéconomiques des femmes représentent une forme d'innovation organisationnelle. Or des recherches menées dans les pays occidentaux montrent que les systèmes territoriaux de production sont également des formes d'innovation organisationnelle qui « reposent sur la correspondance entre l'organisation économique et une organisation sociale (famille, métier, communauté, etc.) » Courlet et Pecqueur (1998 : 49). Pour Courlet et Pecqueur (1998 : 55), « la discussion sur les modèles locaux de développement déborde l'expérience de la troisième Italie pour intéresser les pays en développement ». Dans ce sens, de nombreux exemples de systèmes localisés se développant dans des conditions qui rappellent celles des districts naturels sont évoqués : Fès au Maroc, Sfax en Tunisie, Kumasi au Ghana, etc. (Courlet et Pecqueur, 1998). En conséquence, nous recommandons d'étudier de façon plus systématique les possibilités d'élaborer des systèmes territoriaux de production autour des GIE des femmes en ce qui est de la Côte d'Ivoire. Il importe alors de mener prioritairement des recherches sur les facteurs qui favorisent le bon fonctionnement de ces GIE.

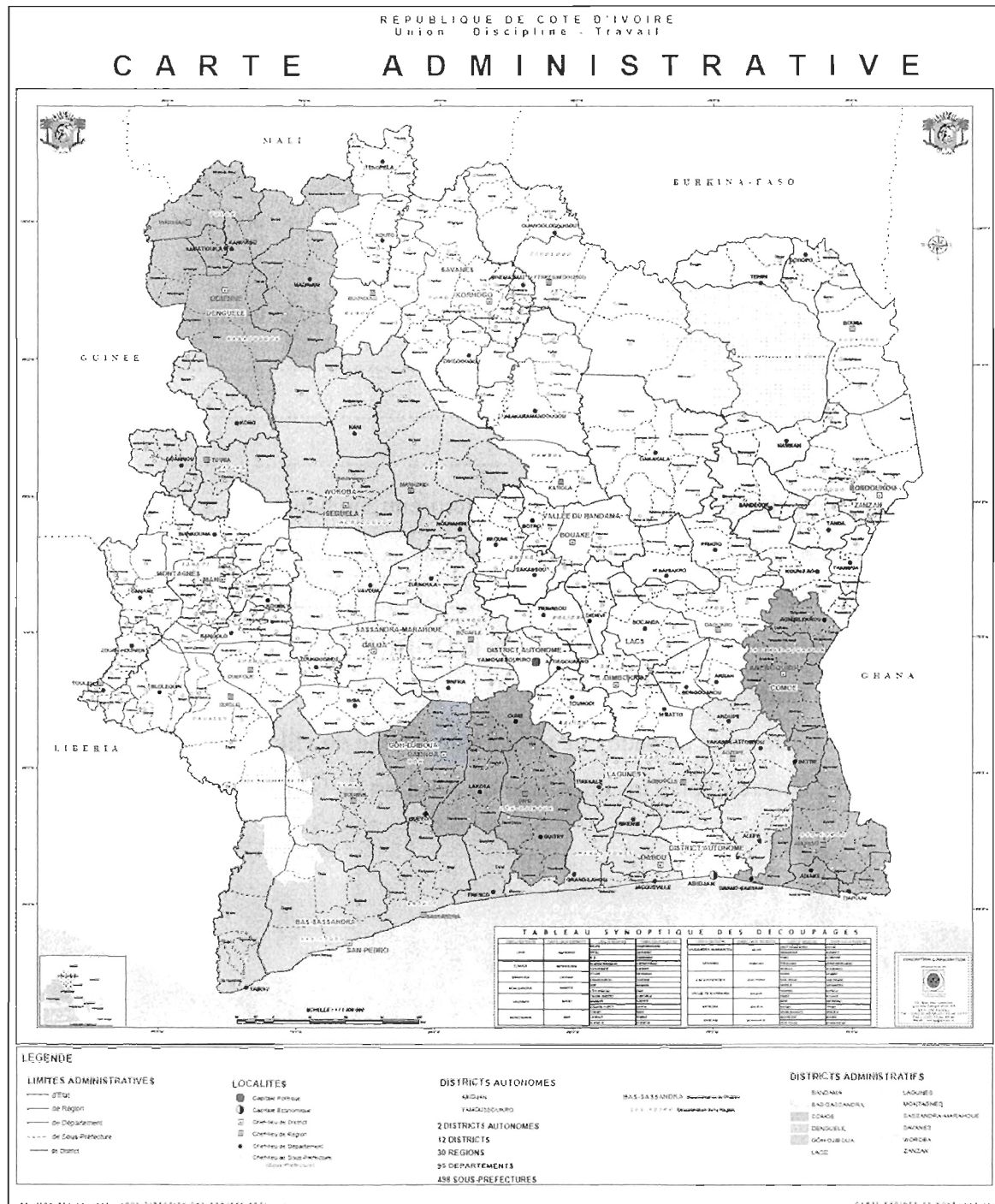


## ANNEXES

<b>Annexe I</b> : Le nouveau découpage administratif de la Côte d'Ivoire .....	360
<b>Annexe II</b> : Les grands groupes ethnoculturels de la Côte d'Ivoire .....	361
<b>Annexe III</b> : Les territoires couverts par l'AVB et l'ARSO en Côte d'Ivoire .....	362
<b>Annexe IV</b> : L'indice de développement humain : tendances de 1980 à aujourd'hui ....	363
<b>Annexe V</b> : Quelques informations sur la création d'entreprises en Côte d'Ivoire .....	367
<b>Annexe VI</b> : Une vue du village de Bebouho-Sibouo dans le pays rural de Zaliouhouan	371
<b>Annexe VII</b> : Les bureaux de la sous-préfecture de Gadouan .....	372
<b>Annexe VIII</b> : Un jour de marché (vendredi) dans le village de Gadouan.....	373
<b>Annexe IX</b> : Guide d'entretien préliminaire .....	374
<b>Annexe X</b> : Le guide d'entretien – Focus groups .....	376
<b>Annexe XI</b> : Le guide d'entretien général.....	377
<b>Annexe XII</b> : Le guide d'entretien – Femmes micro-entrepreneurs.....	378
<b>Annexe XIII</b> : Le certificat d'éthique de la recherche .....	379
<b>Annexe XIV</b> : Le formulaire de consentement .....	380
<b>Annexe XV</b> : La lettre du Directeur général de la DGDDL .....	382
<b>Annexe XVI</b> : L'ordre de mission du PCBF.....	383
<b>Annexe XVII</b> : Le séchage de paddy de riz par une femme du village de Bidiahouan..	384
<b>Annexe XVIII</b> : Une réunion dans un village du Nord-est de la Côte d'Ivoire.....	385

## ANNEXE I

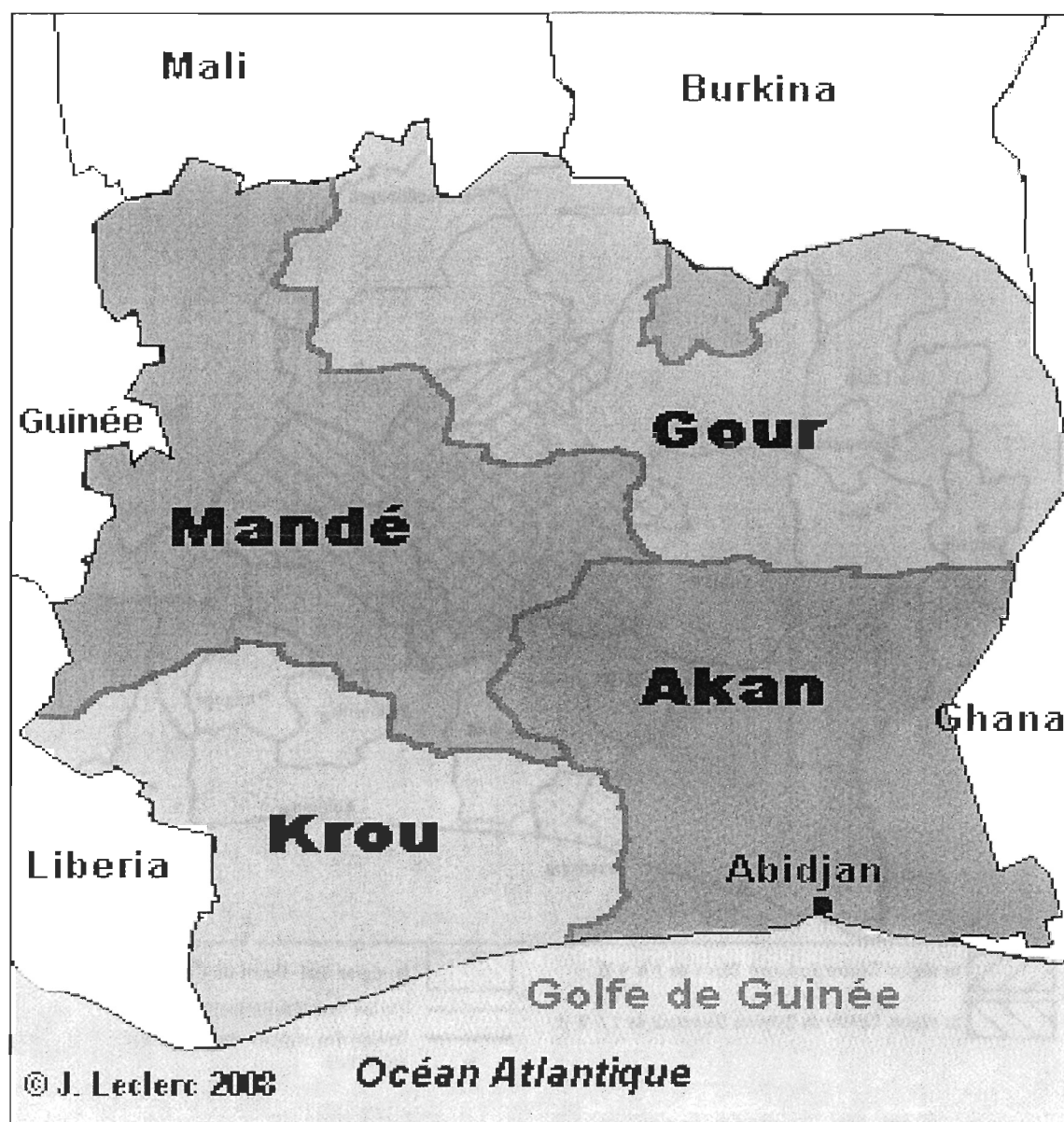
## LE NOUVEAU DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF DE LA CÔTE D'IVOIRE (MARS 2012)



Source : <http://www.gouv.ci/Main.php>, consulté le 03 juillet 2012

## ANNEXE II

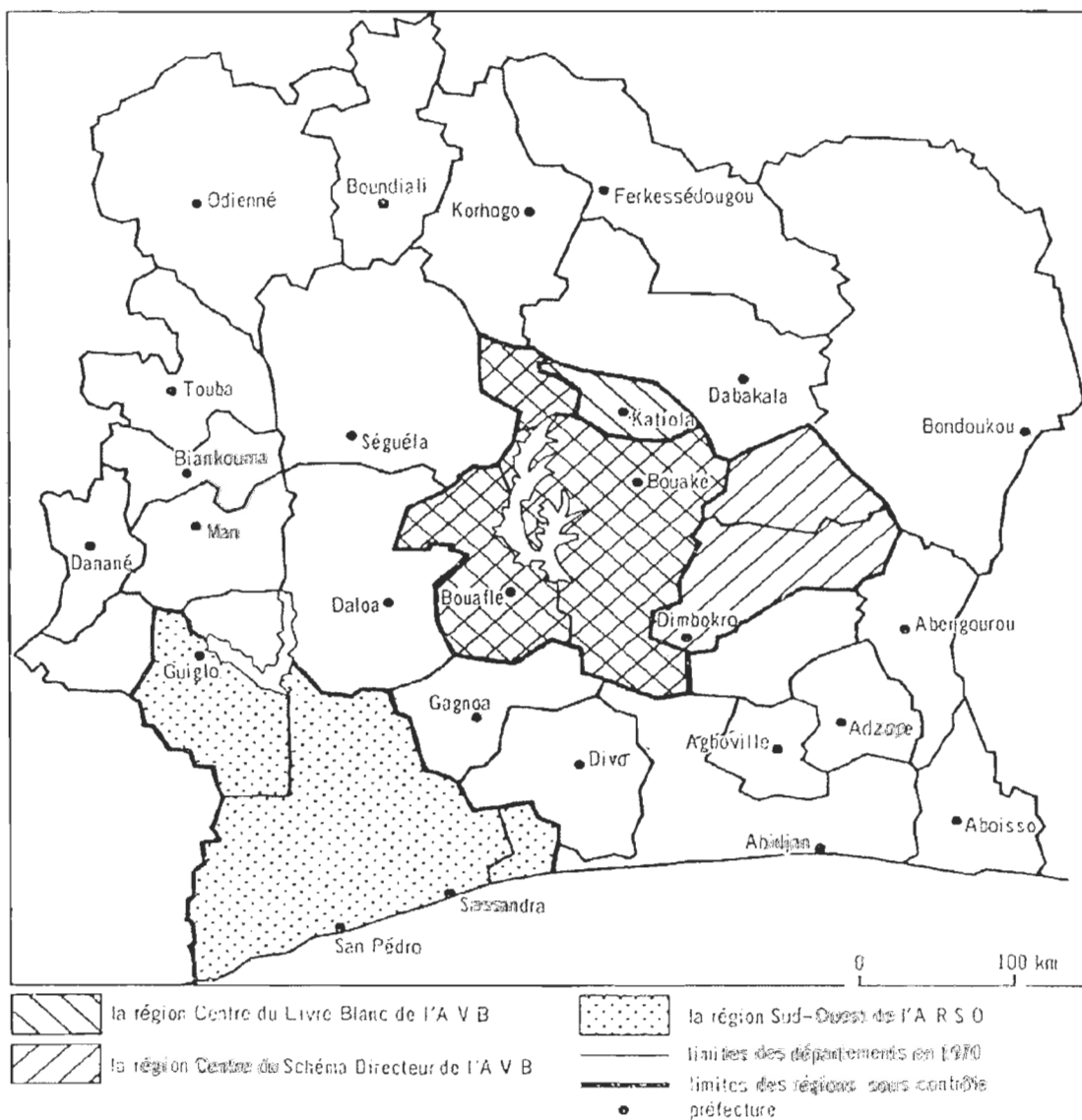
## LES GRANDS GROUPES ETHNOCULTURELS DE LA CÔTE D'IVOIRE



Source : <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/cotiv.htm>, consulté le 12 mars 2011.

## ANNEXE III

## LES TERRITOIRES COUVERTS PAR L'AVB ET L'ARSO EN CÔTE D'IVOIRE



Source : Lassailly-Jacob (1986 : 339).

**ANNEXE IV**  
**L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN: TENDANCES DE 1980 - À AUJOURD'HUI**

**Indice de développement humain**

Année	Côte d'Ivoire	Desarrollo humano bajo	Classement	170
			África Subsahariana (OR)	Monde
2011	0.400	0.456	0.463	0.682
2010	n.d.	n.d.	0.460	0.679
2009	0.397	0.448	0.456	0.676
2008	0.392	0.443	0.451	0.674
2007	0.388	0.437	0.445	0.670
2006	0.385	0.430	0.438	0.664
2005	0.383	0.422	0.431	0.660
2004	n.d.	n.d.	0.427	0.665
2003	n.d.	n.d.	0.420	0.659
2002	n.d.	n.d.	0.415	0.654
2001	n.d.	n.d.	0.410	0.650
2000	0.374	0.383	0.401	0.634
1999	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1998	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1997	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1996	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1995	n.d.	n.d.	0.395	0.613
1994	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1993	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1992	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1991	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1990	0.361	0.347	0.383	0.594
1989	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1988	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1987	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1986	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.



1985	n.d.	n.d.	0.374	0.576
1984	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1983	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1982	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1981	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1980	0.347	0.316	0.365	0.558

## Santé

Espérance de vie à la naissance. (en années) 55.4

Indicateur	Valeur	Notes
Dépenses en santé (% du PIB) (%)	1.0	
Taux de mortalité chez les moins de cinq ans (pour 1 000 naissances vivantes)	119	
Espérance de vie à la naissance. (en années)	55.4	
Index de la santé	0.558	

## Éducation

Durée moyenne de scolarisation (en années) 3.3

Indicateur	Valeur	Notes
Dépenses en éducation (% du PIB) (%)	4.6	
Durée attendue de scolarisation (en années)	6.3	1
Taux d'alphabétisation des adultes (en % d'âges de 15 ans et plus)	55.3	
Durée moyenne de scolarisation (en années)	3.3	2
Index de l'éducation	0.304	
Taux brut de scolarisation (%)	38.2	3

## Revenu

Revenu national brut (RNB) par habitant (\$ constants de 2005) (Constant 2005 international \$) 1,387

Indicateur	Valeur	Notes
PIB par habitant (en PPA en \$ 2005)	1,545	
Revenu national brut (RNB) par habitant (\$ constants de 2005) (Constant 2005 international \$)	1,387	4
Indice de revenu	0.377	

## Inégalité

Indice de développement humain (IDH) ajusté aux inégalités 0.246

Indicateur	Valeur	Notes
Indice de Gini, revenu	46.1	
Perte dû à l'inégalité de l'espérance de vie (Atkinson) (%)	37.8	
Perte dû à l'inégalité de la scolarisation (Atkinson) (%)	43.2	
Perte dû à l'inégalité des revenus (Atkinson) (%)	34.4	
Indice du niveau d'instruction ajusté aux inégalités	0.173	
Indice d'espérance de vie à la naissance ajusté aux inégalités	0.347	
Indice de revenu ajusté aux inégalités	0.247	
Indice de développement humain (IDH) ajusté aux inégalités	0.246	

## Pauvreté

Indice de pauvreté multidimensionnelle (%) n.d.

Indicateur	Valeur	Notes
<u>Indice de pauvreté multidimensionnelle (%)</u>	n.d.	
<u>Intensité de la déprivation</u>	n.d.	
<u>Pauvreté multidimensionnelle, dénombrement (en % de la population)</u>	n.d.	
<u>Population vivant sous le seuil de pauvreté (%)</u>	23.8	

## Genre

Indice d'inégalité de genre 0.671

Indicateur	Valeur	Notes
<u>Population ayant au moins une éducation secondaire, rapport femme/homme (Ratio femmes/hommes)</u>	0.479	
<u>Taux de fécondité, chez les adolescentes (femmes âgées de 15 à 19 ans) (le nombre de naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans)</u>	129.9	
<u>Taux d'activité de la population active (Ratio femmes/hommes)</u>	0.619	
<u>Indice d'inégalité de genre</u>	0.671	
<u>Nombre de sièges au Parlement, rapport femme/homme</u>	0.097	
<u>Taux de mortalité maternelle (le nombre de décès chez les mères pour 100 000 naissances vivantes)</u>	470	

## Durabilité

Taux d'épargne net ajustée (en % de RNB) 7.3

Indicateur	Valeur	Notes
<u>Émissions de dioxyde de carbone par habitant (tonnes)</u>	0.1	
<u>Espèces menacée (% of all species)</u>	7	
<u>Empreinte écologique (hectares par habitant)</u>	1.0	
<u>Taux d'épargne net ajustée (en % de RNB)</u>	7.3	5
<u>Émissions de gaz à effet de serre par habitant (tonnes of CO2 equivalent)</u>	1.0	
<u>Prélèvements d'eau douce (% of actual total renewable water resources)</u>	n.d.	
<u>Épuisement des ressources naturelles (en % de RNB)</u>	3.1	
<u>Émissions de dioxyde de carbone (taux de croissance annuel moyen 1970-2008) (%)</u>	-0.9	
<u>Surface forestière (thousand ha)</u>	10,404	6
<u>Évolution de la surface forestière (%)</u>	1.8	
<u>Nombre de décès dus aux catastrophes naturelles (average per year per million people)</u>	n.d.	
<u>Population victime de catastrophes naturelles (average per year per million people)</u>	n.d.	
<u>Indice de performance environnementale</u>	n.d.	
<u>Surface forestière (pourcentage de la surface des sols) (% of total land area)</u>	32.7	

## Démographie

Population, total des deux sexes (en milliers) 20,152.9

Indicateur	Valeur	Notes
<u>Population, total des deux sexes (en milliers)</u>	20,152.9	
<u>Population urbaine (%) (en % de la population)</u>	51.3	
<u>Population, femmes (en milliers)</u>	9,894.21	
<u>Population, hommes (en milliers)</u>	10,258.69	

**Indices composites**

<b>Indicateur</b>	<b>IDH non monétaire</b>	
	<b>Valeur</b>	<b>Notes</b>
<u>IDH non monétaire</u>	0.412	

**Notes**

1. Data refer to 2011 or the most recent year available.
  2. Data refer to 2011 or the most recent year available.
  3. UNESCO Institute for Statistics estimate.
  4. Based on World Bank (2011b).
  5. Les données correspondent à l'année la plus récente disponible au cours de la période indiquée.  
The Global Forest Resource Assessment 2010 (FRA 2010) is the main source of forest area data in FAOSTAT. Data were provided by countries for years 1990, 2000, 2005 and 2010. The data collected from official national sources through the questionnaire are supplemented with information from official secondary data sources. The secondary sources cover: official country data from websites of national ministries, national publications and related country data reported by various international organizations. Data for intermediate years were estimated for FAO using linear interpolation and tabulation.
  6. Les données étant fondées sur des définitions nationales de ce qui constitue une ville ou une zone métropolitaine, la prudence est donc de rigueur au moment d'établir des comparaisons entre les pays.
  7. Les données étant fondées sur des définitions nationales de ce qui constitue une ville ou une zone métropolitaine, la prudence est donc de rigueur au moment d'établir des comparaisons entre les pays.
- n.d. Données non disponibles

Source: PNUD (2011).

## ANNEXE V

### QUELQUES INFORMATIONS SUR LA CRÉATION D'ENTREPRISES EN CÔTE D'IVOIRE

Les formes juridiques d'entreprises

Les formes légales les plus fréquentes en Côte d'Ivoire sont au nombre de quatre :

- **L'entreprise individuelle.** Une personne seule, âgée d'au moins 21 ans, peut créer une société commerciale. Les formalités sont simples (immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier, un numéro de compte contribuable) et permettent d'obtenir le forfait d'impôt sur le revenu. Cette forme n'est pas adaptée à la participation de capitaux extérieurs et les banques y sont parfois réticentes. Elle présente aussi différents inconvénients juridiques et sociaux à prendre en considération comme, entre autres, l'extension de la faillite aux biens personnels et familiaux, l'absence de couverture sociale normale et de protection en cas de chômage.
- **La société à responsabilité limitée (SARL)** est une société de capitaux, constituée par voie de souscription d'actions. La responsabilité de chaque associé est limitée à son apport et ses droits sont représentés par des parts sociales. La SARL doit compter deux associés au minimum et le gérant est soumis au contrôle des associés. La SARL peut également être unipersonnelle, ce qui signifie que l'associé unique sera le gérant. Le capital minimal est de 1 000 000 de FCFA.
- **La société anonyme (SA)** est également une société de capitaux, dont le capital se constitue par voie de souscription d'actions. Elle se compose en principe d'au moins deux actionnaires et d'un capital minimal de 10 000 000 de FCFA. Mais une SA peut compter un actionnaire unique (société anonyme unipersonnelle). Dans ce cas, l'actionnaire peut faire appel à l'emprunt public.
- **Le Groupement d'initiative économique (GIE).** A la différence des régimes cités précédemment, le GIE forme un groupe de sociétés préexistantes, constitué par au minimum deux personnes physiques ou morales exerçant déjà une activité commerciale libérale. Ce statut, favorable aux regroupements, est formalisé par un contrat de société et ne requiert pas de capital. Il existe également des formes juridiques spécifiques comme la SNC (société en nom collectif) et la SCS (société en commandite simple).

Les régimes d'imposition.

Trois régimes d'imposition des bénéfices industriels et commerciaux existent en Côte d'Ivoire. Leurs conditions d'application dépendent du chiffre d'affaires annuel et du secteur d'activité.

- **L'impôt synthétique** est un impôt annuel dont le paiement libère le contribuable du paiement de la patente, de l'impôt sur les bénéfices commerciaux (BIC) et de la TVA. Le montant de l'impôt dû pour la période est établi forfaitairement par les services fiscaux à partir du chiffre d'affaires des années précédentes.

- **Le régime simplifié** est un régime intermédiaire entre l'impôt synthétique et celui du bénéfice réel normal. Le taux du BIC est de 27 %. Quel que soit son résultat fiscal (perte ou bénéfice), le contribuable est tenu de s'acquitter d'un impôt minimal forfaitaire correspondant à 2 % de son chiffre d'affaires toutes taxes comprises (TTC).

- **Le réel normal.** Le bénéfice taxable, différent du bénéfice comptable, est établi selon des règles spécifiques. Le taux appliqué est de 35 %. Le paiement de l'impôt par les particuliers à ce taux est libératoire de l'impôt général sur le revenu. Quel que soit son résultat fiscal (perte ou bénéfice), le contribuable est tenu de s'acquitter d'un impôt minimal forfaitaire correspondant à 0,5 % de son chiffre d'affaires TTC avec un minimum d'imposition de 2 millions et un maximum de 30 millions de FCFA.

A côté de ces trois régimes, la taxe forfaitaire des petits commerçants et artisans est spécifique. Perçue par les communes, elle s'applique aux commerçants ambulants ou ayant des petits étals sur les marchés, etc.

Formalités à accomplir et administrations concernées

Pour créer une société en Côte d'Ivoire, vous devrez effectuer les formalités suivantes : 1. Déclaration notariée de souscription et de versement auprès d'un notaire.

2. Enregistrement des statuts et de la déclaration notariée de souscription et de versement auprès de la direction de l'Enregistrement et du Timbre.

3. Dépôt des statuts au greffe du tribunal de première instance d'Abidjan et déclaration de régularité et de conformité.

4. Immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier auprès du greffe du tribunal de première instance d'Abidjan ou du greffe du tribunal du siège de la société.

5. Publication de l'avis de création au Journal officiel.

6. Légalisation de l'avis en mairie.

7. Déclaration fiscale d'existence auprès de la direction générale des impôts.

8. Immatriculation à la caisse nationale de prévoyance sociale.

Pour effectuer vos démarches, vous pouvez vous adresser au guichet unique, mis en place par le gouvernement ivoirien pour toutes les formalités administratives de création d'entreprise : **Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI)**  
**Plateau. Immeuble CCIA 5e étage ; BP V 152, Abidjan T. 20 21 40 70 (712-76-78) •**  
**Fax 20 21 40 71 • [info@cepici.go.ci](mailto:info@cepici.go.ci) • [cepici@aviso.ci](mailto:cepici@aviso.ci)**

Adresses utiles en Côte d'Ivoire

Organismes ressources

Association nationale des organisations professionnelles agricoles de Côte d'Ivoire (ANOPACI). Promotion de la professionnalisation de l'agriculture, de l'amélioration des revenus, défense et valorisation du métier d'agriculteur. Publie des études sur les filières.  
 • Cocody, résidence Montbénon , bât. B, app. 13 T. 22 44 11 76 • [anopaci@yahoo.fr](mailto:anopaci@yahoo.fr) • [www.anopaci.com](http://www.anopaci.com)

Association pour la promotion des exportateurs en Côte d'Ivoire (APEXCI). Assure la promotion du développement des exportations à l'extérieur et fournit des conseils.  
 • Plateau, Imm. CCIA 3e étage, 01 BP 3485 Abidjan 01 • T. 20 31 57 00 ou 20 21 75 74  
 • Fax 20 21 75 76 • [www.apexci.org](http://www.apexci.org) • [marketing@apexci.org](mailto:marketing@apexci.org)

Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) – guichet unique. Promotion de l'investissement privé, stimulation et renforcement de toutes les activités économiques aptes à contribuer au développement de la Côte d'Ivoire.  
 • Plateau, Imm. CCIA 5e ét., BP V 152 Abidjan T. 20 21 40 70-72 • Fax 20 21 40 71 • [info@cepici.go.ci](mailto:info@cepici.go.ci) ou [cepici@aviso.ci](mailto:cepici@aviso.ci) • [www.cepici.ci](http://www.cepici.ci)

Chambre nationale des métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI). Promotion et développement des métiers et des entreprises du secteur de l'artisanat : bâtiment, bois, textile alimentation, métallurgie, mécanique, électronique, froid, artisanat d'art.  
 • Imm. la Pyramide, 1er étage, Plateau, 01 BP 8613 Abidjan 01 T. 22 41 47 38  
 • Fax 22 41 47 38

Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI). Accueil des créateurs, analyse de projets, orientation vers des financeurs potentiels, suivi jusqu'à la création. Formation des chefs d'entreprises.  
 • Plateau, 6 avenue Joseph Anoma, face SBCI 01 BP 1399 Abidjan 01 T. 20 33 16 00 • Fax 20 32 39 42 [cci@africaonline.co.ci](mailto:cci@africaonline.co.ci) • [www.chamco-ci.org](http://www.chamco-ci.org)

### Fonds publics et parapublics

Le Fonds National de Solidarité pour la promotion d'emplois jeunes (FNS). Est destiné aux projets de jeunes ivoiriens, entre 21 et 40 ans. Pas de plafond, pas d'apport personnel requis, taux de 13,2 %, remboursable en 5 ans maximum. • T. 22 52 71 11

Le Fonds national Femme et développement (FNFD). Destiné aux femmes ivoiriennes, non salariées d'une entreprise et non fonctionnaires. Prêt maximal de 2 MFCFA pour les promotrices individuelles et 3 MFCFA pour les groupements ou personnes morales. Apport minimal de 5 % en nature ou en espèces. Crédit à 7 %, remboursable en 3 ans maximum dont un en différé. • Ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires sociales.

Le Fonds national d'épargne et de crédit (FNEC) de la chambre des métiers. Destiné aux artisans inscrits à la chambre des métiers. Les migrants en mesure de présenter un certificat d'exercice en France ou qui investissent à distance avec un gérant inscrit sur place peuvent en bénéficier. Prêt maximal de 15 MFCFA, crédit à 12 %, durée selon le projet. • T. 22 41 47 38

Le Fonds de l'Association nationale des organisations professionnelles agricoles de Côte d'Ivoire (ANOPACI). Accorde des microcrédits aux projets à vocation agricole. • T. 22 44 11 76

### **Quelques institutions de micro-finance (IMF)**

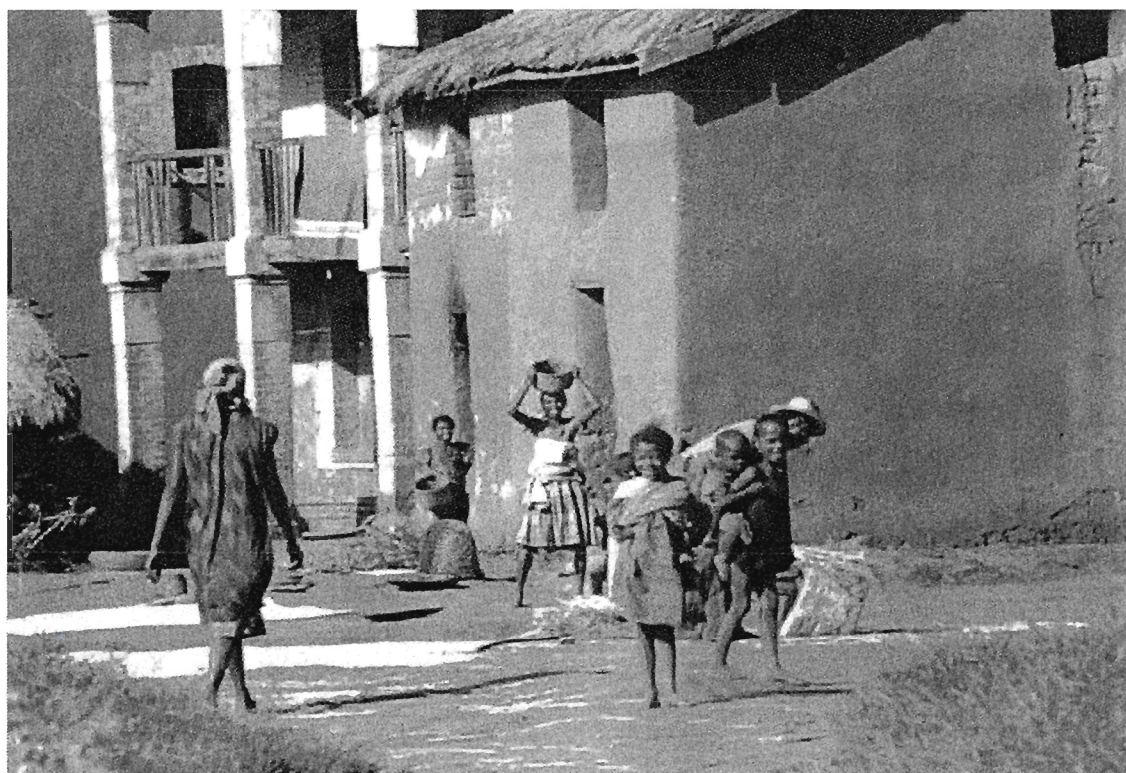
Il existe plusieurs institutions de micro-finance en Côte d'Ivoire. Tout projet est éligible, à condition d'avoir un compte qui fonctionne depuis six mois au moins. Le montant du financement est fonction de l'épargne, le taux d'intérêt de 18 à 20 %, la durée du prêt dépend du projet.

La coopérative d'épargne et de crédit (COOPEC) est largement implantée.

• T. 22 404 957 / 22 404 999 • Fax 22 404 990

Source : [http://www.bretagne-solidarite-internationale.org/mediastore/11/6373\\_1\\_FR\\_original.pdf](http://www.bretagne-solidarite-internationale.org/mediastore/11/6373_1_FR_original.pdf), consulté le 10 décembre 2011.

## ANNEXE VI

UNE VUE DU VILLAGE DE BEBOUHO-SIBOUO DANS LE PAYS RURAL DE  
ZALIOHOUAN

©ANADER.Daloa (2004).



## ANNEXE VII

## LES BUREAUX DE LA SOUS-PRÉFECTURE DE GADOUAN



©ChantalDali

## ANNEXE VIII

## UN JOUR DE MARCHÉ (VENDREDI) DANS LE VILLAGE DE GADOUAN



©ChantalDali

## ANNEXE IX

### GUIDE D'ENTRETIEN PRÉLIMINAIRE

#### Introduction :

Présentation du guide d'entretien  
 Présentation du but, de la structure et du déroulement de l'entretien  
 Conditions déontologiques : confidentialité et anonymat  
 Réponse aux questions du répondant  
 Consentement et engagement : explication et signatures.

Entretien N°	Date :	Pays rural :	Village :
Répondant :		Durée de l'entretien :	

#### *DIMENSION I : PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL*

- Avez-vous créé votre entreprise suite à une activité de planification (Plan de Développement Local)?
- Quels sont les forces et les atouts qui vous ont permis de créer votre entreprise?
- Quels appuis avez-vous reçus?
- Comment percevez-vous les organismes d'appui à la planification du développement?
- Êtes-vous satisfait de leur intervention? Pourquoi?
- Quelles attentes avez-vous envers les organismes d'appui?

#### *DIMENSION II : CULTURE ENTREPRENEURIALE*

##### **Axe I : Cheminement de l'entrepreneure**

- Quel est votre cheminement en tant qu'entrepreneure?
- Pourquoi avez-vous décidé de créer une entreprise?
- En tant qu'entrepreneur, comment êtes-vous perçu dans votre milieu?
- Quels sont les obstacles auxquels vous avez été confrontés à la création de votre entreprise?
- Les femmes entrepreneurs sont-elles acceptées dans le milieu?
- Quelle perception a-t-on de la richesse dans le milieu?

##### **Axe II : Formation de l'entrepreneure**

- Quel est votre niveau de scolarité?
- Avez-vous reçu une formation entrepreneuriale?
- Selon vous, quelles compétences doit avoir un entrepreneur en milieu rural?
- Comment ces compétences doivent-elles être acquises?

### *DIMENSION III : ENVIRONNEMENT ENTREPRENEURIALE*

#### **Axe I : Socioculturel**

- Que pensez-vous de la stratégie entrepreneuriale dans la localité?
- Êtes-vous satisfait des résultats de votre entreprise?
- Votre entreprise contribue-t-elle à l'amélioration de votre condition de vie?

#### **Axe II : Économique**

- Avez-vous bénéficié de programmes d'aide aux entrepreneures?

#### **Axe III : Politique**

- Comment envisagez-vous l'avenir des relations de votre entreprise avec les autres acteurs de la collectivité pour un développement local durable?

### *DIMENSION IV : INNOVATION*

- Quelles formes d'innovation avez-vous introduit dans le milieu?
- Quelles en sont les résultats?
- Pour vous, quel rôle joue l'innovation dans l'entrepreneuriat?

**Conclusion** Fin de l'entretien : Remercier le répondant, noter son appréciation de l'entretien et sa disponibilité pour un contact ultérieur (éclaircissements).

Durée de l'entretien :

**ANNEXE X****LE GUIDE D'ENTRETIEN DES FOCUS GROUPS**

- 1- Quel bilan pouvez-vous faire du processus de planification participative locale qui se déroule actuellement dans votre pays rural? Êtes-vous satisfaites des résultats?
- 2- Pensez-vous que ce processus vous a rendues plus entrepreneurantes, autrement dit, avez-vous créé beaucoup de projets après avoir participé à ce processus?
- 3- Ce processus a privilégié l'approche genre. Quel bilan faites-vous aujourd'hui de cette priorisation du genre? Par exemple ce processus a-t-il eu un impact sur votre participation au développement du pays rural? Les femmes sont-elles en train de prendre en main leur propre développement?
- 4- Les femmes ont-elles mis en œuvre assez de projets? Pourrait-on dire qu'elles ont une culture entrepreneuriale? Comment le développement de cette culture entrepreneuriale est-elle prise en compte dans le processus de planification participative locale?
- 5- Des mesures sont-elles prises pour faciliter votre participation au processus de développement dans votre pays rural?

## ANNEXE XI

### LE GUIDE D'ENTRETIEN GÉNÉRAL

- 1- Depuis 2002, avec l'avènement des conseils généraux, les processus de planification participative locale se sont intensifiés en Côte d'Ivoire. Quel bilan pouvez-vous faire de ces processus de planification participative locale? Bonne initiative ou pas? Pourquoi?
- 2- Est-ce que ces processus avaient pour but de rendre les populations plus «entreprenantes» quant on sait la place de l'entrepreneuriat dans tout processus de développement, autrement dit, qu'entend-on par «participation» ou par « prise en main par la population de son propre développement »?
- 3- Ces processus ont privilégié l'approche genre. Quel bilan aujourd'hui de cette priorisation du genre? Par exemple ces processus ont-ils eu un impact sur la participation des femmes dans le développement? Les femmes sont-elles en train de prendre en main leur propre développement?
- 4- Les femmes ont-elles mis en œuvre assez de projets? Pourrait-on dire qu'elles ont une culture entrepreneuriale? Comment le développement de cette culture entrepreneuriale est-elle prise en compte dans le processus de planification participative locale?
- 5- À côté de cette dimension de culture entrepreneuriale, d'autres dimensions telles que l'environnement entrepreneurial (infrastructures, financement, etc.) influe sur la mise en œuvre de projets, en l'occurrence par les femmes. Quelle projection ou quelle action est mise en œuvre dans les processus de planification participative pour contourner cette difficulté?
- 6- Comment par les processus de planification participative locale arrive-t-on à gérer les projets du milieu? Autrement dit, comment les populations s'approprient-elles les PDL et qu'elle est l'implication des femmes dans cette appropriation?

## ANNEXE XII

### LE GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES FEMMES MICRO-ENTREPRENEURS

- 1- Pouvez-vous vous présenter et présenter sommairement votre entreprise (activité)?
- 2- Avez-vous bénéficié de programmes de promotion gouvernementaux/de politiques d'appui à l'entreprise (pour les femmes)? Quels ont été les avantages et les faiblesses de ces programmes?
- 3- De quel type de fonds disposiez-vous au démarrage de votre activité : fonds propre, don, crédit (famille, ami, microcrédit, banque ou autre)?
- 4- Bénéficiez-vous dans la conduite de vos activités de service de soutien aux entrepreneures (formation, conseil, etc.). Quelles institutions vous ont procuré ces services (Gouvernement, Conseil Général, ONG, chambre de commerce, etc.)?
- 5- Pensez-vous avoir les qualifications nécessaires pour conduire vos activités? Quel type de soutien aurait été valable pour vous en ce qui est des vos qualifications?
- 6- Votre environnement social et culturel vous a-t-il encouragé ou non à démarrer votre activité? Pourquoi vous êtes vous lancé dans une activité entrepreneuriale? Quelle a été votre principale motivation pour créer votre activité?
- 7- Dans quels domaines avez-vous rencontré le plus de difficulté (appui institutionnel, attitude sociale/culturelle ou existence d'infrastructures adéquates)?
- 8- Estimez-vous que cela valait la peine de créer cette activité? Votre activité a-t-elle amélioré votre condition de vie en tant que femme? Recommanderiez-vous aux femmes de votre village de se lancer dans l'entrepreneuriat? Quels conseils leur donneriez-vous?

## ANNEXE XIII

## LE CERTIFICAT D'ÉTHIQUE DE LA RECHERCHE (CER)



## CERTIFICAT D'ÉTHIQUE ÉTUDIANT

Titulaire (s) du projet :	Chantal Dali
Nom du programme :	Doctorat en développement régional
Nom du directeur :	Bruno Jean
Titre du projet :	Étude des stratégies de développement de l'entrepreneuriat féminin dans un processus de développement local en milieu rural : Analyse des pratiques entrepreneuriales de la collectivité territoriale de Daloa en Côte d'Ivoire
Organisme subventionnaire ou autre (s'il y a lieu) :	Programme canadien de bourses de la Francophonie (PCBF)
Titre du cours (s'il y a lieu) :	---

Le CÉR de l'Université du Québec à Rimouski certifie, conjointement avec le titulaire du certificat, que les êtres humains, sujets d'expérimentation, pour ce projet seront traités conformément aux principes de l'Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains ainsi que les normes et principes en vigueur de la Politique d'éthique avec les êtres humains de l'UQAR (C2-D32).

## Réservé au CÉR

N° de certificat :	CÉR-60-304
Période de validité du certificat :	06 mai 2010 au 06 mai 2011
Durée de l'intervention auprès des participants :	Septembre 2010 à Décembre 2010

A handwritten signature in dark ink, which appears to read 'Bruno Leclerc', is written over a horizontal line.

Bruno Leclerc, président du CÉR-UQAR

Date de la réunion : 5 mai 2010

Date d'émission : 20 mai 2010



## ANNEXE XIV



## LE FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

## FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

**Titre de la recherche :** Étude des stratégies de développement de l'entrepreneuriat féminin dans un processus de développement local en milieu rural : Analyse des pratiques entrepreneuriales de la collectivité territoriale de Daloa en Côte d'Ivoire.

**Étudiant-Chercheur :** Chantal DALI

**Directeur de recherche :** Bruno Jean

## A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

## 1. Objectifs de la recherche

L'objectif principal de cette recherche est de concevoir, pour la collectivité territoriale de Daloa, une stratégie de développement local qui suscite l'émergence des initiatives locales féminines en milieu rural.

Quatre objectifs spécifiques devront concourir à la réalisation de cet objectif principal : (1) Caractériser les différentes stratégies de développement de l'entrepreneuriat mises en œuvre dans la collectivité de Daloa, (2) Caractériser l'entrepreneuriat rural féminin dans la collectivité territoriale de Daloa, (3) Évaluer la participation des femmes au processus de développement local, (4) Décrire les facteurs qui favorisent ou qui entravent la création de micro-entreprises chez les femmes rurales de Daloa.

## 2. Participation à la recherche

La participation au projet consiste à répondre aux différentes questions selon votre point de vue.

## 3. Confidentialité, anonymat ou diffusion des informations

Il est important que vous sachiez ce qu'il adviendra des informations que vous allez nous fournir.

**Confidentialité :** Les informations que vous allez nous donner seront tenues confidentielles. Pour cela un numéro de code sera attribué à votre dossier. Le chercheur sera le seul à y avoir accès. Les données recueillies seront préservées dans un endroit sécuritaire et fermé à clé. Le chercheur s'assurera également que vous ne puissiez être identifiés de façon indirecte ou par recoupements. Les données que nous allons recueillir seront conservées pendant cinq ans et ne seront en aucun cas transmises à des personnes extérieures au projet de recherche ou à des organismes.

#### 4. Avantages et inconvénients

En participant à cette recherche, vous pourrez contribuer à l'avancement des connaissances sur les stratégies de développement de l'entrepreneuriat féminin dans un processus de développement local en milieu rural. Aussi votre participation à cette recherche ne vous expose à aucun risque ou inconvénient particulier.

#### 5. Droit de retrait

Votre participation est entièrement volontaire. Vous êtes libre de vous retirer en tout temps par avis verbal, sans préjudice et sans devoir justifier votre décision. Si vous décidez de vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec le chercheur en tout temps. Si vous vous retirez de la recherche, les renseignements personnels et les données de recherche vous concernant et qui auront été recueillis au moment de votre retrait seront détruits.

#### 6. Indemnité

Aucune compensation financière ne sera versée pour votre participation à la présente recherche.

#### B) CONSENTEMENT

Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus, avoir obtenu les réponses à mes questions sur ma participation à la recherche et compris le but, la nature et les avantages de cette recherche.

Après réflexion et un délai raisonnable, je consens librement à prendre part à cette recherche. Je sais que je peux me retirer en tout temps sans préjudice et sans devoir justifier ma décision.

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Je déclare avoir expliqué le but, la nature et les avantages de l'étude et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

Signature du chercheur : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_  
(ou de son représentant)

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Pour toute question relative à la recherche, ou pour vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec Chantal DALI, Étudiante-Chercheuse, (indiquer la fonction),

au numéro de téléphone suivant : (225) xxxxxxxx ou à l'adresse de courriel suivante : xxxxx@yahoo.fr

## ANNEXE XV

### LA LETTRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA DGDDL

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA  
DÉCENTRALISATION ET DU  
DÉVELOPPEMENT LOCAL

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
Union - Discipline - Travail

N° 11.52 /INT/DGDDL/DG-2

**Objet :** Votre demande d'appui pour la  
réalisation de votre thèse de doctorat.

**Référence :** Votre lettre datée du 19  
mai 2010.

Abidjan, le

Le Directeur Général

à Mademoiselle Chantal Dali,  
Doctorant en Développement  
Régional à l'Université du Québec  
à Rimouski (UDAR)

250, Allée des Ursulines,  
Rimouski, Québec.  
G5L 8B9 (CANADA)

Mademoiselle,

En accusant réception de la lettre rappelée en référence, par laquelle vous sollicitez l'appui de la Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local dans le cadre de la collecte de données en vue de la réalisation de votre thèse de doctorat en développement régional,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette requête a retenu toute mon attention au regard de l'importance du sujet de cette thèse.

Aussi, voudrais-je vous marquer mon accord et vous demander de bien vouloir prendre l'attache du Directeur de la Tutelle Administrative à ladite Direction Générale qui a été instruit pour mettre à votre disposition les informations nécessaires au bon déroulement de vos travaux.

Veuillez agréer, Mademoiselle, l'expression de ma considération distinguée.

  
PARFAIT GOHOUROU  
Préfet

ANNEXE XVI  
L'ORDRE DE MISSION DU PCBF



*Programme canadien de bourses  
de la Francophonie (PCBF)*  
*[www.boursesfrancophonie.ca](http://www.boursesfrancophonie.ca)*

ORDRE DE MISSION

Madame,

Monsieur,

Madame Chantale DALI, boursière de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) à travers le Programme canadien de bourses de la Francophonie (PCBF), est inscrite au programme de Doctorat en Développement Régional à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR).

Dans le cadre de ses études, Madame DALI devra séjourner en Côte d'Ivoire du 06 Septembre 2010 au 05 Janvier 2011. Ce séjour est d'une grande importance puisqu'il lui permettra de faire une collecte de données essentielles pour sa recherche qui porte sur les stratégies de développement de l'entrepreneuriat féminin dans un processus de développement local en milieu rural. Cette recherche représente un grand intérêt pour le développement de son pays ainsi que pour la continuité de son programme d'études.

Le PCBF vous exprime d'avance sa gratitude pour votre disponibilité à fournir à Madame DALI les informations qui lui sont nécessaires dans le cadre de sa recherche doctorale en Côte d'Ivoire.

Fait à Ottawa, le 12 octobre 2010.

  
Margaux Béland

Directrice Programmes de partenariats  
Téléphone : 613-563-1236 poste 296

Association of Universities  
and Colleges of Canada



Association des universités  
et collèges du Canada

600-350 Albert Ottawa ON Canada K1R 1B1

Phone/Tél.: (613) 563-1236 Fax/Téléc.: (613) 563-9745

[www.aucc.ca](http://www.aucc.ca)

ANNEXE XVII

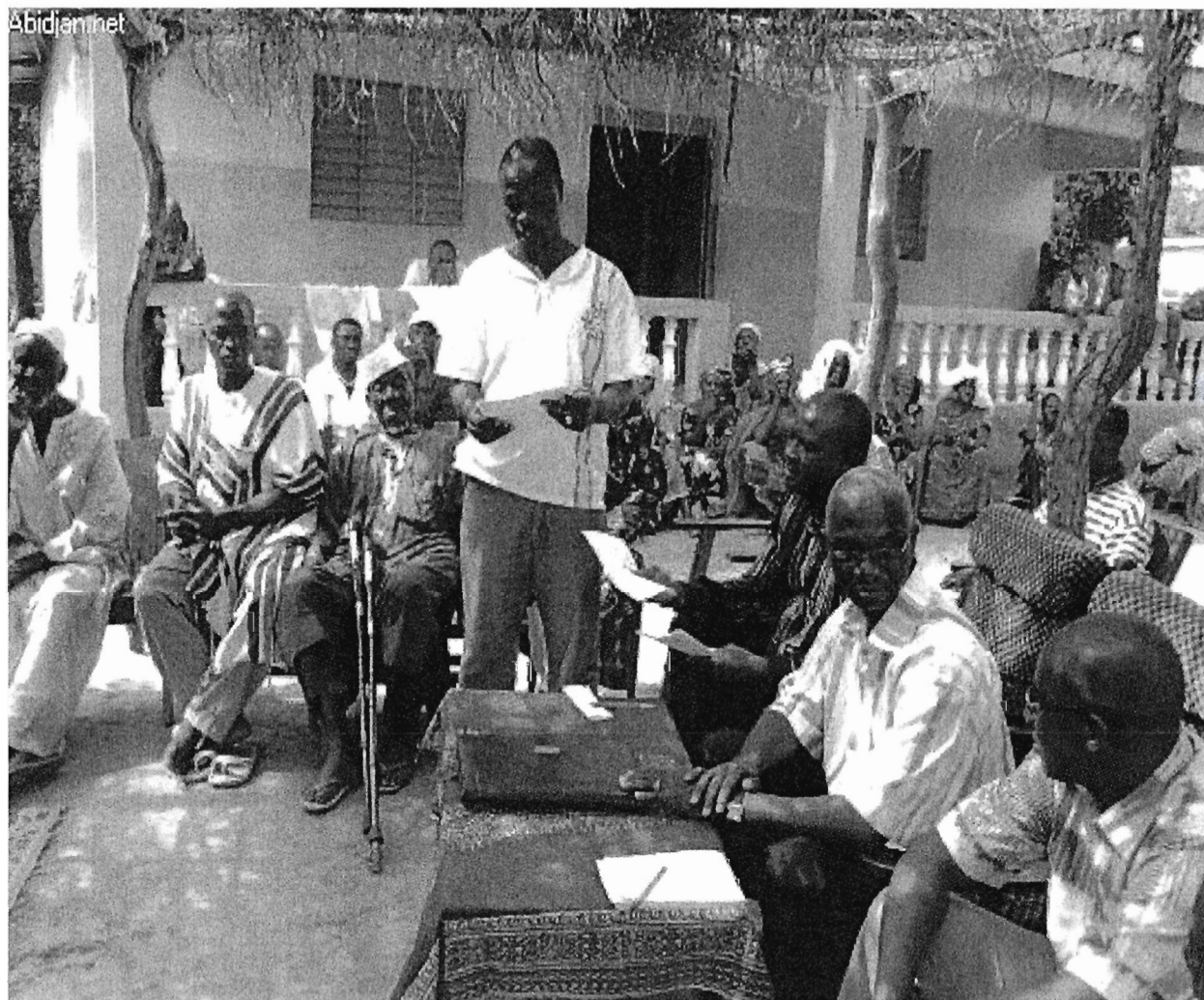
LE SECHAGE DES PADDY DE RIZ PAR UNE FEMME DU VILLAGE DE BIDIAHOUAN





## ANNEXE XVIII

## UNE RÉUNION DANS UN VILLAGE DU NORD-EST DE LA CÔTE D'IVOIRE



Source : [www.abidjan.net](http://www.abidjan.net)



## BIBLIOGRAPHIE

ABENSOUR, Léon. 1979. *Histoire générale du féminisme : des origines à nos jours*. Genève : Slatkine Reprints. 326 p.

ACACHA, V. Hortensia. 2002. « Pour un développement local selon le genre : le cas des groupements de femmes de la SNV du Sud Bénin », Thèse de Doctorat en Développement régional, Rimouski : Université du Québec à Rimouski, 649 p.

AGBODAN, M. Michel et Fulbert G. AMOUSSOUGA. 1995. *Les facteurs de performance de l'entreprise*, Journées scientifiques du Réseau thématique de recherche "Entrepreneuriat : financement et mobilisation de l'épargne" de l'AUPELF-UREF, Cotonou, 31 mars-2 avril 1993, Montrouge, France : John Libbey Eurotext. 243 p.

AGNEROH, Amari, Nicole APHING-KOUASSI, Daniel GLOUNAHOU et Ahoutou KONAN. 1998. *Étude sur les approches participatives des services de vulgarisation : cas de la Côte d'Ivoire*. Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales (MINAGRA) et Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRIT), Abidjan.

AGOSSOU, Valérien et Gerard BALTISSEN. 1997. « Approche participative au niveau village pour des actions de développement rural. Documents de Base et Guides méthodologiques pour le formateur », Ministère de Développement Rural, Direction de la Formation Opérationnelle et de la Vulgarisation (DIFOV), Institut de Recherches Agricoles du Bénin (INRAB), Cotonou, Bénin.

AHL, Helene. 2004. *The scientific reproduction of gender inequality*. Copenhagen: Copenhagen Business School Press, 235 p.

AHL, Helene. 2006. « Why research on women entrepreneurs needs new directions? », *Entrepreneurship: theory and practice*, Vol. 30, N° 5, pp. 595-621.

AHL, Helene et Teresa NELSON. 2010. « Moving forward: institutional perspective on gender and entrepreneurship ». *International Journal of Gender and Entrepreneurship*, Vol. 2, N°1, p. 5-9.

AISSA, B. Hazem. 2001. « Quelle méthodologie de recherche appropriée pour une construction de la recherche en gestion ». 10<sup>e</sup> Conférence de l'Association internationale de management stratégique. Université Laval. Québec. 27 p.

AKINDES, Francis. 2003a. « Société civile et participation au développement local en Côte d'Ivoire : des concepts à la réalité ». Dans *Gouvernance du développement local*, sous la



direction de Célestin MAYOUKOU, Jean-Pierre THUILLIER, Claude ALBAGLI et Emmanuel TORQUEBAU. pp. 113-139. Paris : L'Harmattan.

AKINDES, Francis. 2003b. « Le lien social en question dans une Afrique en mutation ». Collection « Classiques des Sciences Sociales ». 30 p.

AKPAKA, Odile. 2007. « Analyse genre du programme de coopération Côte d'Ivoire - Unicef (2003-2007) ». Rapport final. En ligne. 70 p.

< [http://www.unicef.org/evaldatabase/files/ANALYSE\\_GENRE\\_R.Final\\_27.06.07.pdf](http://www.unicef.org/evaldatabase/files/ANALYSE_GENRE_R.Final_27.06.07.pdf) >, consulté le 20 mai 2012.

AKTOUF, Omar. 1992. *Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations : Une introduction à la démarche classique et une critique*. Sainte-Foy : Presse de l'Université du Québec. 213 p.

ALBAGLI, Claude et François-Xavier CAZENAVE. 1984. *La création de la petite entreprise en Afrique noire*. Abidjan, Dakar, Lomé : NEA. 71 p.

ALBAGLI, Claude. 1995. « L'innovation socioculturelle comme stimulant entrepreneurial ». En ligne. < [http://www.bibliotheque.auf.org/doc\\_num.php?explnum\\_id=658](http://www.bibliotheque.auf.org/doc_num.php?explnum_id=658) >. Consulté le 18 septembre 2011.

ALBAGLI, Claude et Georges HÉNAULT (sous la direction de). 1996. *La création d'entreprise en Afrique*. Collection Universités Francophones, Vanves : ÉDICEF. 212 p.

ALBARELO, Luc. 2012. *Apprendre à chercher : l'acteur social et la recherche scientifique*. Collections : Méthodes en sciences humaines. 4<sup>e</sup> édition. Bruxelles : De Boeck. 190 p.

ALBARELO, Luc. 2004. *Devenir Praticien-Chercheur : comment réconcilier la recherche et la pratique sociale*, Bruxelles : De Boeck. 138 p.

AMIN, Samir. 1973. *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Paris, Éditions de Minuit. 365 p.

AMRHAR, Bahja (sous la direction de Louis Jacques FILION). 2001. « L'Entrepreneurship féminin : essai de conceptualisation ». Montréal : HEC Montréal, Cahier de recherche N° 2001-04, 29 p.

ANADER. 1997. *Guide SARS (Site d'Adaptation de la Recherche Système)*. Abidjan : Direction de la Recherche-Développement, Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) et Banque mondiale.

ANADER. 1997. « Diagnostic SARS à Béléoulé (Zone Tanda) », 7-10 janvier 1997. Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), Délégation Régionale Nord-Est, Bondoukou.

ANADER ZONE DALOA. 2004a. *Rapport d'activité des EPL*, Daloa : ANADER.

ANADER ZONE DALOA. 2004b. *Rapports DGP (Bidiahouan, Gadouan et Zaliouhouan)*. Daloa : ANADER.

ANADER ZONE DALOA. 2004c. *Rapports APPC (Bidiahouan, Gadouan et Zaliouhouan)*. Daloa : ANADER.

ANADER ZONE DALOA. 2004d. *PDL du pays rural de Bidiahouan*. Daloa : ANADER.

ANADER ZONE DALOA. 2004e. *PDL du pays rural de Gadouan*. Daloa : ANADER.

ANADER ZONE DALOA. 2004f. *PDL du pays rural de Zaliouhouan*. Daloa : ANADER.

ANADER ZONE DALOA. 2005. *Monographie du département de Daloa*, Daloa : ANADER. 116 p.

ANADON, Marta, Dominique MASSON, Marielle TREMBLAY et Pierre-André TREMBLAY. 1990. *Vers un développement rose. Éléments théoriques et méthodologiques d'une recherche sur le rapport des femmes au développement des femmes en région*. Notes de recherche N°10. Chicoutimi : Université du Québec à Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionale, 53 p.

ANCEY, Gérard et Michel PESLAY. 1983. *La planification à base régional en Côte d'Ivoire : le plan 1981-1985 et ses antécédents*, Paris : SEDES. 134 p.

ANDLP/IFDEC. 1989. *Le local en action*, actes du colloque « Le développement local: pratiques, conceptions et enjeux économiques » organisé par l'Association nationale pour le développement local et les pays et l'Institut de formation en développement économique communautaire tenu à Montréal du 7 au 10 décembre 1988. Paris : Les Éditions de l'Épargne. 280 p.

ANDREANI, Jean-Claude et Françoise CONCHON. 2001. « Méthode d'analyse et d'interprétation des études qualitatives : état de l'art en marketing ».

ANDREW, Caroline et Béatrice SOKOLOFF. 1993. « L'apport des recherches féministes aux analyses du développement local et régional ». Dans *Revue canadienne des sciences régionales*, Vol. 16, N°2, pp. 157-163.

ANZIEU, D. et J Y MARTIN. 1986. *La dynamique des groupes restreints*. Collection « le Psychologue ». Paris : PUF.

ARADEL. 1999. « L'évaluation du développement économique local : 12 bonnes questions à se poser », *Les Cahiers du développement économique*, N°1. 46 p. En ligne.

<<http://www.globenet.org/archives/web/2006/www.globenet.org/horizonlocal/aradel/evalu.pdf>>. Consulté le 20 mai 2009.

ARCAND, Bernard, Michèle GAGNON, Bruno JEAN, Juan-Luis KLEIN Christine TREMBLAY et Pierre-André TREMBLAY. 1993. *Identités et territoire : trois réflexions*. Chicoutimi : Université du Québec à Chicoutimi. 36 p.

ARELLANO, Rolando, Yvon GASSE et Gérard VERNA (sous la direction de). 1994. *Les entreprises informelles dans le monde*, Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université Laval. 484 p.

AROCENA, José. 1986. *Le développement par l'initiative locale : le cas français*. Collection « Logiques Sociales ». Paris : L'Harmattan, 227 p.

ASSÉMIAN, Mossouma Emma. 1995. *Problématique d'une meilleure participation des femmes au développement rural : Cas des femmes sénoufo et malinké dans le département de Korhogo*. Rapport de recherche financée par Winrock international. Abidjan : Université de Cocody.

ASSIDON, Elsa. 2002. *Les théories économiques du développement*. Paris : la Découverte, 123 p.

ASSIE-LUMUMBA, N. Thérèse. 1996. *Les Africaines dans la politique : femme baoulé de Côte d'Ivoire*. Paris : L'Harmattan. 206 p.

ASSIE-LUMUMBA, N. Thérèse. 2000. « Le genre dans la recherche en Afrique ». *Echo*, Nouvelle Série N° 5, Octobre. Dakar.

ASSOCIATION FOR WOMEN IN DEVELOPMENT. 1991. *L'avenir des femmes dans le développement. Voix du Sud*. Actes du colloque de l'Association for Women in Development. Ottawa : Institut Nord-Sud. 106 p.

ASSOUNE, Audrey. 2006. « L'accompagnement des créateurs d'entreprises : un passage par la dyade accompagnateur-entrepreneur ». Dans XXIV<sup>e</sup> tutorat collectif des IAE, 15-16 juin 2006. En ligne. 12 pages. <<http://www.reseau-iae.org/tutorats/tutorat1.pdf>>. Consulté le 12 janvier 2007.

AUBERT, Francis et Bertrand SCHMITT. 2008. « Mécanismes économiques à l'œuvre dans les espaces ruraux ». Dans *Économie rurale*, N°307, Septembre-Octobre.

AUBERT, Nicole, Jean-Pierre GRUÈRE, Jak JABES, Hervé LAROCHE et Sandra MICHEL. 2005. *Management : Aspects humains et organisationnels*. 8<sup>e</sup> édition. Paris : Presses Universitaires de France. 656 p.

AUCLAIRE, Sabine et Bruno JEAN (sous la direction de). 1998. *Les petites collectivités rurales : modélisation d'un développement rural durable : étude de certains modèles de planification du développement des petites collectivités rurales*. Rimouski, Québec : Université du Québec à Rimouski. 92 p.

AUDET, Josée. 1998. « La veille stratégique chez les PME québécoises : Une étude de cas par comparaisons intersites », Thèse de Doctorat en Management, Québec : Université Laval, 484 p.

AUDET, Josée. 2003. « La veille stratégique chez les PME de haute technologie: une étude de cas par comparaisons intersites ». *Revue Internationale PME*, Vol. 16 N°2, pp. 105-130.

AUDET, Josée. 2005. « Le coaching entrepreneurial : spécificités et facteurs de succès ». *Journal of Small Business and Entrepreneurship*, Vol. 18, N° 4, pp. 471-489.

AUDET, Josée et Paul COUTERET. 2005. « Le coaching entrepreneurial : spécificités et facteurs de succès ». *Journal des petites entreprises et de l'entrepreneuriat (JSBE)*, Vol. 18 N°3, pp. 471-490.

AUDET, Josée et Pierre-André JULIEN. 2006. « L'entrepreneuriat social au Québec. L'exemple des centres de formation en entreprise et récupération ». *Recherches sociographiques*, Vol. 47, N° 1, pp. 69-94. En ligne. <<http://id.erudit.org/iderudit/013642ar>>. Consulté le 5 février 2011.

AYDALOT, Philippe. 1985. *Économie régionale et urbaine*. Paris : Economica, 487 pages.

AYDALOT, Philippe. 1986. *Les milieux innovateurs en Europe*. Paris : GREMI, 361 p.

AYDALOT, Philippe. 1986. « L'aptitude des milieux locaux à promouvoir l'innovation ». Dans *Technologies nouvelles et ruptures régionales*, sous la direction de FEDERWISH, Jacques et Henry ZOLLER, pp. 41-58. « Collection ÉCONOMIE ». Paris : Economica.

AZOUALY, Gérald. 2002. *Les théories du développement : du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*. Rennes : Presses de l'Université de Rennes. 332 p.

BA, Halimatou. 2006. « La participation des femmes dans les groupements économiques en milieu urbain dans le secteur des pêches à Dakar ». Thèse de Doctorat en Service Social. Sainte-Foy, Québec : Université Laval. 367 p.

BAIROCH, Paul. 1992. *Le tiers-monde dans l'impasse : le démarrage économique du XVIIIe au XXe siècle*. 3<sup>e</sup> édition. « Collection Folio Actuel ». Paris : Gallimard. 660 p.

BALLET, Jérôme, DUBOIS, Jean-Luc et François-Régis MAHIEU, « A la recherche du développement socialement durable: concepts fondamentaux et principes de base », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 3 : Les dimensions humaine et sociale du Développement Durable, mis en ligne le 22 juin 2004, consulté le 13 janvier 2010. URL : <http://developpementdurable.revues.org/index1165.html>

BANQUE MONDIALE. 2003. *Genre et développement économique : vers l'égalité des sexes dans les droits, les ressources et la participation*. Rapport de la Banque mondiale sur les politiques de développement. Montréal : Éditions Saint-Martin. 350 p.

BANQUE MONDIALE. 2011. *Rapport sur le développement dans le monde, 2012, (abrégé) : Égalité des Genres et Développement*. En ligne. 62 p.  
<<http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2012/Resources/77781051299699968583/7786210-1315936231894/Overview-French.pdf>>, consulté le 22 février 2012.

BANQUE MONDIALE, BUREAU RÉGIONAL CÔTE D'IVOIRE. 2013. *Être femme en Côte d'Ivoire : Quelles stratégies d'autonomisation?* Rapport des consultations de la Banque mondiale sur le genre. Abidjan : Banque mondiale. 54 p.

BARDIN, Laurence. 2003. *L'analyse de contenu*. 11<sup>e</sup> édition, Collection « le psychologue ». Paris : Presses Universitaires de France. 291 p.

BARIBEAU, Colette. 2010. « L'entretien de groupe : considérations théoriques et méthodologiques ». *Recherches qualitatives*, Vol. 29, N°1, pp. 28-49.

BARIL, Audrey. 2007. « De la construction du genre à la construction du sexe : les thèses féministes postmodernes dans l'œuvre de Judith Butler ». Dans *Recherches féministes*, vol. 20, V° 2, pp. 61-90.

BARRETT, Mary. 1995. « Feminist perspectives on learning for entrepreneurship: the view from small business ». *Frontiers of Entrepreneurship Research*, pp. 323-336. Wellesley, MA: Babson College. En ligne.  
<<http://fusionmx.babson.edu/entrep/fer/papers95/barrett.htm>>. Consulté le 2 octobre 2010.

BARRY, John. 2007. *Environment and social theory*, London: Routledge. 350 p.

BARTH, Fredrik. 1967. « On the Study of Social Change ». *American Anthropologist*, Vol. 69. pp. 661-668.

BATES, Timothy. 2002. « Restricted access to markets characterizes women-owned businesses ». *Journal of Business Venturing*, Vol. 17, pp. 313-324.

BATES. T., W.E. III JACKSON et J.H. Jr JOHNSON. 2007. « Introduction to the special issue on advancing research on minority entrepreneurship ». *Annals of the American Academy of Political and social science*, Vol. 613, pp. 10-17.

BAYAD, Mohamed. 2006. Le métier de l'entrepreneur : le processus d'acquisition des compétences. En ligne.

<[http://neumann.hec.ca/airepme/pdf\\_2006/089\\_lemetierdelentrepreneur.pdf](http://neumann.hec.ca/airepme/pdf_2006/089_lemetierdelentrepreneur.pdf) >, consulté le 12 janvier 2007.

BAZIKA, B. Jean-Christophe et Abdelali B. NACIRI (sous la direction de). 2010. *Repenser les économies africaines pour le développement*. Dakar : Codesria. 252 p.

BAZIN, L. 1998. *Entreprise, politique, parenté. Une perspective anthropologique sur la Côte-d'Ivoire dans le monde actuel*. Paris-Montréal : L'Harmattan.

BEAUCHEMIN, Cris. 2000. « Le temps du retour? L'émigration urbaine en Côte d'Ivoire, une étude géographique ». Thèse de Doctorat en aménagement et urbanisme. Paris : Université Paris VIII. 407 p.

BEAUCHEMIN, Cris. 2005. « Les migrations et l'effritement du modèle ivoirien : chronique d'une guerre annoncée? ». *Critique internationale*, Vol. 3, N°28, pp 19-42.

BEAULIEU, Elsa et Stéphanie ROUSSEAU. 2011. « Évolution historique de la pensée féministe sur le développement de 1970 à 2011 ». *Recherches féministes*, Vol. 24, N° 2, pp. 1-19.

BECKER S Howard. 2004. *Écrire les sciences sociales. Commencer et terminer son article, sa thèse ou son livre*. Paris : Economica, 179 p.

BECKER, S. Howard. 2004. « Épistémologie de la recherche qualitative ». Dans *L'art du terrain. Mélanges offerts à Howard S. Becker*, sous la direction d'Alain BLANC et Alain PESSIN. pp. 59-89. Paris : L'Harmattan.

BERG, G. Nina. 1997. « Gender, place and entrepreneurship ». *Entrepreneurship and Regional Development*, Vol. 9, N°3, pp. 259-268.

BELLEY, André. 1987. *Les milieux incubateurs de l'entrepreneurship*, Québec : fondation de l'entrepreneurship. 106 p.

BENKO, Georges. 1998. *La science régionale*. Que sais-je ? Paris : P.U.F. 127 p.

BERGER, Brigitte (sous la direction de). 1993. *Esprit d'entreprise, culture et sociétés*, Paris : Maxima. 265 p.

BÉRENGER, Valérie et Audrey VERDIER-CHOUCHANE. 2008. « Des inégalités de genre à l'indice de qualité de vie des femmes ». Economic Research Working Paper, N°94, Banque Africaine de Développement. 40 p. En ligne.

<<http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/28282393-EN-ERWP-94.PDF>>, consulté le 14 janvier 2012.

BERTOME, Jacques et Jacques MERCOIRET. 1992. *Planification du Développement Local. Guide méthodologique : suivi de trois études de cas en Afrique de l'Ouest*. Ministère de la Coopération et du Développement, Collection Méthodologie, Paris : CIEPAC Editions

BERTRAND, Nathalie. 2003. « Le Cemagref de Grenoble et la question territoriale ». Dans *Le territoire en sciences sociales : approches disciplinaires et pratiques de laboratoires*, sous la direction Michel de BERNARDY et Bernard DEBARBIEUX. pp. 103-118. Grenoble : MSH-Alpes/CNRS.

BEUGRÉ, Anastasie et Djaman SÉRY. 1975. « La femme dans l'économie des sociétés traditionnelles de Côte d'Ivoire ». Dans *Colloque de la société africaine de culture : La civilisation de la femme dans la tradition africaine*. (Abidjan, 3 au 8 Juillet 1972) pp. 296-309. Paris : Présence africaine.

BHERER, Laurence, Nathalie BOLDUC et Julie LEVASSEUR. 1999. « Les conditions favorables et défavorables à l'appropriation par les communautés de leur développement ». Dans *Le développement et l'aménagement des régions fragiles. A l'ère des mutations globales : nouveaux modèles, nouvelles cultures de coopérations*, sous la direction de Danielle LAFONTAINE et Nicole THIVIERGE. pp. 81-99. Rimouski : Éditions du GRIDEQ-GRIR.

BIRLEY, Sue. 1989. « Female entrepreneurs: Are they really different? » *Journal of Small Business Management*, Vol. 27, N°1, pp. 32-37.

BISILLIAT, Jeanne et Michèle FIELOUX. 1983. *Femmes du tiers monde. Travail et quotidien*. Paris: Le Sycomore. 122 p.

BISILLIAT, Jeanne, Florence PINTON, Mireille LECARME. 1992. *Relations de genre et développement. Femmes et sociétés*. Paris : Orstom. 326 p.

BISILLIAT, Jeanne (sous la direction de). 1997. *Face aux changements, les femmes du Sud*, Paris : L'Harmattan et Montréal : L'Harmattan Inc. 367 p.

BISILLIAT, Jeanne et Christine VERSCHUUR (sous la direction de) 2000. *Le genre : un outil nécessaire : Introduction à une problématique*. Cahiers Genre et Développement, N°1. Paris : AFED, Genève : EFI. 263 p.

BISILLIAT, Jeanne. 2000. « La dynamique du concept de genre dans les programmes de développement en Afrique ». *Afrique contemporaine*, N°196, pp. 75-81.

BISILLIAT, Jeanne (sous la direction de). 2003. *Regards de femmes sur la globalisation : approches critiques*. Paris: Karthala. 316 p.

BLAIR, P. John et Michael C. CARROLL. 2009. *Local Economic Development: Analysis and Practice*, 2e édition. Thousand Oaks : Sage Publications. 328 p.

BLANC, Michel. 1997. « La ruralité : diversité des approches ». Dans *Économie rurale*. N°242, pp. 5-12.

BNETD. 1995. *Enquête Qualitative sur l'évolution du niveau de vie en Côte d'Ivoire, Rapport final*, Abidjan: BNETD.

BNETD. 1998. *La Côte d'Ivoire à l'Horizon 2010, Tome 1, Tome 2, Tome 3, Rapport de synthèse*, Abidjan : BNETD.

BODIGUEL, Maryvonne. 1968. « Trois sociétés rurales, trois processus de changements ». *Revue française de sociologie*. Vol. 9, N°4, pp. 497-521.

BOIGNAN, N. Mathurin. 1999. « Comprendre l'économie informelle en Côte d'Ivoire: étude de cas à travers les *maquis* à Abidjan ». Thèse de Doctorat en Sociologie. Québec : Université Laval, 356 p.

BOISVERT, Michel. 1998. « L'analyse économique régionale, un éventail de concepts anciens et nouveaux ». Dans *le phénomène régional au Québec*, sous la direction de Marc-Urbain PROULX. pp. 187-211. Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université du Québec.

BONI, Tanella. 2011. *Que vivent les femmes d'Afrique?* Collection Tropiques. Paris : Karthala. 168 p.

BOSERUP, Esther. 1983. *La femme face au développement économique*. Paris : Presses Universitaires de France. 315 p.

BOUGHATTAS-ZRIG, Yosra et Mohamed BAYAD. 2008. *Métier d'entrepreneur : étude exploratoire pour identifier et évaluer les compétences*. Dakar, Sénégal : AGRH.

BOUGHATTAS-ZRIG, Yosra. 2011. « Les compétences de l'entrepreneur : Définition. Démarches d'évaluation et facteurs de développement ». Doctorat en sciences de Gestion. Nancy : Université Nancy 2. 425 p.

BOURDIEU, Pierre. 1993. « Comprendre ». Dans *La misère du monde*, sous la direction de Pierre Bourdieu, pp. 903-925. Paris : Seuil.



BOURDIEU, Pierre. 1998. *La domination masculine*. Paris : Seuil. 142 p.

BOUTIN, Gérald. 2007. *L'entretien de groupe en recherche et formation*. Montréal :   ditions Nouvelles. 150 p.

BRAIDOTTI, Rosi, Ewa CHARKIEWICZ, Sabine H  USLER et Saskia WIERINGA. 1994. *Women, the environment and sustainable development: towards a theoretical synthesis*. London: Zed Books. 220 p.

BRISSON, Pierre. 1982. « Conditions et dissidence masculines dans la crise du système patriarcal ». Dans *Changer de société : déclin du nationalisme, crise culturelle, et alternatives sociales au Québec*, sous la direction de Serge PROULX et Pierre VALLI  RES. pp. 165-182. Montréal : Québec / Amérique.

BRUSH, G. Candida. 1992. « Research on women business owners: past trends, a new perspective and future directions ». *Entrepreneurship Theory and Practice*, Vol. 16, N  4, pp. 5-30.

BRUSH, G. Candida et Radha CHAGANTI. 1999. « Business without glamour? An analysis of resources on performance by size and age in small service and retail firm ». *Journal of Business Venturing*, Vol. 14, N  3, pp. 233-257.

BRUSH, G. Candida, Nancy M. CARTER, Patricia G. GREENE, Myra M. HART et Elisabeth GATEWOOD. 2002. « The role of social capital and gender in linking financial suppliers and entrepreneurship firms: a framework for future research ». *Venture Capital*, Vol. 4, N  4, pp. 305-323.

BRUSH, G. Candida, Anne de BRUIN et Friederike WELTER. 2009. « A gender-aware framework for women entrepreneurship ». *International Journal of Gender and Entrepreneurship*, Vol 1, N   1, pp. 8-24.

BRUSH, G. Candida, Anne de BRUIN, Elizabeth J. GATEWOOD et Colette HENRY (sous la direction de). 2010. *Women Entrepreneurs and the Global Environment for Growth: A Research Perspective*. Cheltenham: Edward Elgar Pub. 362 p.

BRUSH, G. Candida. Karen D. HUGHES, Jennipher E. JENNINGS, Sara CARTER et Friederike WELTER. 2012. « Extending women's entrepreneurship research in new directions ». *Entrepreneurship Theory and Practice*, Vol. 36, N  3, pp. 429-442.

BRUYAT, Christian et Pierre-André JULIEN. 2000. « Defining the Field of Research in Entrepreneurship ». *Journal of Business Venturing*, Vol. 16, pp. 165-80.

BÜHLERA, È. Anne, Fabienne CAVAILLÉ et Mélanie GAMBINO. 2006. « Le jeune chercheur et l'interdisciplinarité en sciences sociales. Des pratiques remises en question », dans *Natures Sciences Sociétés*, N°4, Vol. 14, pp. 392-398.

BULLE, Emmanuelle. 2005. « Les modèles formels et l'explication en sciences sociales », *L'Année sociologique*, Vol. 55, N°1, pp. 19-34.

BULLE, Nathalie. 2005. « L'explication de l'action sociale », *L'Année sociologique*, Vol. 55, N°1, pp. 9-18.

BYGRAVE, D. William et Charles W. HOFER. 1991. « Theorizing about entrepreneurship ». *Entrepreneurship: Theory and Practice*. Vol. 6, N°2, 13-22.

CADIEUX, Louise. 1999. « La succession en entreprise familiale : analyse du processus dans le cas de quatre entreprises manufacturières fondées par des femmes ». Mémoire de maîtrise en gestion des PME et de leur environnement. Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières, Québec. 182 p.

CADIEUX, Louise. 2004. « La succession dans les entreprises familiales : une étude de cas sur le processus de désengagement du prédécesseur ». Thèse de Doctorat en Administration. Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières, Québec. 294 p.

CAMAGNI, Roberto et Denis MAILLAT (sous la direction de). 2006. *Milieux innovateurs : théorie et politiques*. « Collection Géographie ». Paris : Économica, Anthropos, 502 p.

CAMPBELL, Kathryn. 1995. « Researching women entrepreneurs: a progress report ». *Canadian Woman Studies*, Vol. 15, N°1, pp. 8-14.

CANTILLON Richard. 1755. *Essai sur la nature du commerce en général*. Londres : Fetcher Gyler.

CAPRON, Henri. 2008. « Économie régional et urbaine ». Note de cours. Année académique 2008-2009. Dans personnel home pages VUB/ULB. En ligne. 79 pages. < [http://homepages.vub.ac.be/~hcapron/sylere1\\_ro.ppt](http://homepages.vub.ac.be/~hcapron/sylere1_ro.ppt) >, consulté le 2 août 2009.

CAREL, G., W. COFFEY, et M. POLESE. 1989. *L'impact de la migration sur le développement régional : deux courants de pensée*. Montréal : INRS.

CARRIER, Camille, Pierre-André JULIEN et William MENVIELLE. 2006. « Un regard critique sur l'entrepreneuriat féminin : une synthèse des études des 25 dernières années ». *Gestion*, Vol. 31, N°2, pp. 36-48.

CARRINGTON, Christine. 2006. « L'entrepreneuriat au féminin », *Journal of Small Business and Entrepreneurship*, Vol. 19, N° 2, pp. 95-106.

CASTEL, Odile. 2006. « De l'économie informelle à l'économie populaire solidaire : Concepts et pratiques ». En ligne.  
[http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/18/77/24/PDF/UNESCO\\_Odile\\_Castel.pdf](http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/18/77/24/PDF/UNESCO_Odile_Castel.pdf), consulté le 7 novembre 2008.

CCCI, MATCH, AQOCI. 1991. *Un autre genre de développement : un guide pratique pour les rapports hommes-femmes dans le développement*. Ottawa : CCCI. 126 p.

CHAGANTI, R. 1986. « Management in women-owned enterprises ». Dans *Journal of Small Business Management*, Vol. 24, N°4, pp. 18-29.

CHABAULT, Denis. 2006. « Les systèmes territoriaux de production : revue de littérature et approches théoriques d'un concept évolutif », *Cahiers de Recherche du CERMAT*. En ligne. 32 p. < <http://cermat.iae.univ-tours.fr/IMG/pdf/Chabault-20061.pdf> >, consulté le 2 octobre 2009.

CHAMPY, Florent. 2009. *La sociologie des professions*. Paris : PUF. 230 p.

COGNEAU, Denis et Sandrine MESPLE-SOMPS. 2002. L'économie ivoirienne, la fin du mirage ? Document de travail DIAL. En ligne.  
[www.dial.prd.fr/dial\\_publications/PDF/Doc\\_travail/2002-18.pdf](http://www.dial.prd.fr/dial_publications/PDF/Doc_travail/2002-18.pdf), consulté le 18 février 2009.

COGNEAU, Denis. 2007. « l'Afrique des inégalités : où conduit l'histoire ». En ligne. 64 pages. < <http://www.cepremap.ens.fr/depot/opus/OPUS04.pdf> >, consulté le 27 mai 2012.

COLLOQUE DE LA SOCIÉTÉ AFRICAINE DE CULTURE (1972, Abidjan). 1975. « La civilisation de la femme dans la tradition africaine ». Paris : Présence africaine. 606 p.

COMEAU, Yvan. 1994. *Vie quotidienne et participation aux associations: coopératives, organisme à but lucratif, ONG et syndicat*. Québec: Chaire de Coopération Guy-Bernier à l'Université de Montréal. 21 p.

COMEAU, Yvan, Louis FAVREAU, Benoît LÉVESQUE et MENDEL. 2001. *L'économie sociale et le plan d'action du sommet sur l'économie et l'emploi*. CRSC, Université de Laval et ÉNAP. 277 p.

COMMISSION EUROPEENNE 2006. « Profil environnemental de la Côte d'Ivoire », Rapport final, Consortium Agrifor Consult.  
[http://www.delciv.ec.europa.eu/fr/ue\\_information/profil\\_environnemental\\_ci.pdf](http://www.delciv.ec.europa.eu/fr/ue_information/profil_environnemental_ci.pdf), consulté le 18 février 2011.

CONSEIL DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE. 2001. « L'appropriation par les communautés de leur développement ». Dans [www.msss.gouv.qc.ca/csbe](http://www.msss.gouv.qc.ca/csbe). Rapport. En ligne. 63 p.

<[http://www.csbe.gouv.qc.ca/fileadmin/www/Archives/ConseilSanteBienEtre/Rapports/20010203\\_rapp\\_cfr.pdf](http://www.csbe.gouv.qc.ca/fileadmin/www/Archives/ConseilSanteBienEtre/Rapports/20010203_rapp_cfr.pdf)>, consulté le 15 avril 2012.

CONTAMIN, Bernard et Harris MEMEL-FOTI (sous la direction de). 1997. *Le Modèle Ivoirien en Questions. Crises, Ajustements et Recompositions*. Paris : Karthala-ORSTOM. 802 p.

CONTAMIN, Bernard et Yves-André FAURE. 1990. *La bataille des entreprises publiques en Côte d'Ivoire. L'histoire d'un ajustement interne*. Paris : Karthala-ORSTOM. 369 p.

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine. 1994. *Les Africaines: histoire des femmes d'Afrique noire : du XIXe siècle au XXe siècle*. Paris : Desjonquères. 395 p.

CORBEIL, Christine et Isabelle MARCHAND (sous la direction de). 2010. *L'intervention féministe d'hier à aujourd'hui. Portrait d'une pratique sociale diversifiée*. Montréal : Les éditions du remue-ménage. 253 p.

CORDONNIER, Rita. 1982. *Femmes africaines et commerce : les revendeuses de tissu de la ville de Lomé (Togo)*. Paris : Orstom, 210 p.

CORNET, Annie et Christine CONSTANDINIDIS. 2007. « Entreprendre au Féminin : une réalité multiple, des attentes différenciées ». Dans *L'entrepreneuriat. Théories, acteurs, pratiques*, sous la direction de Riadh ZGHAL. Tunis : Sabanil Med. pp. 165-193.

COTÉ, Serge. 1998. « Un tissu socio-économique de qualité, facteur favorable au développement des régions ». Dans *Territoires et développement*, sous la direction de Marc-Urbain PROULX. Collection Villes et entreprises. Paris/Montréal : L'Harmattan. pp. 279-284.

CÔTÉ, Denyse. 1995 « Développement communautaire et rapport sociaux de sexes : essai d'analyse sur toile de fond régionale ». Dans *Du local au planétaire. Réflexion et pratiques de femmes en développement régional*, sous la direction de Denyse CÔTÉ, Monique des RIVIÈRES et Marielle TREMBLAY. pp 109-130. Montréal : Éditions du Remue-ménage.

CÔTÉ, Denyse, Monique des RIVIÈRES, Nicole THIVIERGE et Marielle TREMBLAY (sous la direction de). 1995. *Du local au planétaire. Réflexion et pratiques de femmes en développement régional*, Montréal : Éditions du Remue-ménage, 271 p.

CÔTÉ, Denyse et Camille TREMBLAY-FOURNIER. 2011. « Le défi de l'égalité en contexte de développement régional au Québec ». *Recherches féministes*, Vol. 24, N° 2, pp. 97-114.

CÔTÉ, Luc et Jean TURGEON. 2002. « Comment lire de façon critique les articles de recherche qualitative en médecine ». Dans *Pédagogie Médicale*, Vol. 3, N°2, pp. 81-90.

COUR, Jean-Marie et Serge SNRECH (sous la direction de). 1998. « Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'ouest : une vision à l'horizon 2020. Étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest ». Club du Sahel. Paris : OCDE. 160 p. En ligne.  
< <http://www.oecd.org/fr/csao/publications/38513077.pdf>>. Consulté le 1 Novembre 2008.

COUR, Jean-Marie. 2002. « Pour lutter plus efficacement contre la pauvreté rurale, la première chose à faire est de changer de paradigme », Forum Européen pour la coopération dans le développement rural, Juillet 2002. En ligne  
<[www.ruralforum.info/papers/cour2fr.pdf](http://www.ruralforum.info/papers/cour2fr.pdf)>, consulté le 20 mars 2010.

COURLET, Claude. 1991. « Les systèmes productifs localisés, de quoi parle-t-on ? ». Dans *Industries, territoires et politiques publiques*, sous la direction de Claude COURLET et Bernard SOULAGE. pp. 13-34. « Collection Logiques Économiques ». Paris : L'Harmattan.

COURLET, Claude. 2001. *Territoires et régions. Les grands oubliés du développement économique*. Paris : L'Harmattan.

COURLET, Claude et Bernard PECQUEUR. 1998. « Systèmes productifs localisés et développement : le cas des économies émergentes et en transition ». Dans *Territoires et développement économique*, sous la direction de Marc-Urbain PROULX. pp. 49-66. Paris, Montréal: L'Harmattan.

CROZIER, Michel et Erhard FRIEDBERG. 1977. *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*, Paris : Éditions du Seuil.

CQFD. 2004. « Trousse de formation Genre et Développement ». Montréal : AQOCI-AIF. 158 p.

D'AMBOISE, Gérald et Josée AUDET. 2006. « La comparaison intersites : son utilisation pour la recherche en PME ». 23<sup>e</sup> Colloque annuel du Conseil canadien des PME et de l'entrepreneuriat (CCPME), Trois-Rivières, 2006. En ligne. 16 p.  
<<http://www.ccsbe.icsb.org/members/papers/2006/011ccpme.pdf>>, consulté le 20 mai 2012.

D'AMBOISE, Gérald et Josée AUDET. 2005. *La comparaison intersites : une voie pour la recherche en gestion*. Québec: Les Presses de l'Université Laval. 96 pages.

D'AMBOISE, Gérald. 1996. *Le projet de recherche en administration: Un guide général à sa préparation*. En ligne. 106 p.  
< <http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/damboisg/liv1/> >, consulté le 11 décembre 2012.

D'AOUST, Anne-Marie. 2004. « Un dilemme de sexualité/sécurité : la logique identitaire américaine face à la menace épidémique en Afrique ». *Cultures & Conflits*, Vol. 54, pp. 133-162.

D'AOUST, Anne-Marie. 2010. « Les approches féministes en Relations internationales ». Dans *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*, sous la direction d'Alex MACLEOD et Dan O'MEARA. Chapitre 13. pp. 281-304., 2e édition. Montréal : Athéna Éditions. En ligne.

<[http://www.politique.uqam.ca/upload/files/maîtrise/notes\\_de\\_cours/Pol-8111-10\\_approche\\_feministe.pdf](http://www.politique.uqam.ca/upload/files/maîtrise/notes_de_cours/Pol-8111-10_approche_feministe.pdf)>, consulté le 22 février 2013. 39 p.

D'EAUBONNE, Françoise. 1974. *Le féminisme ou la mort*, Paris : Pierre Horay. 274 p.

DALI, Chantal. 2010. « Entrepreneuriat féminin et développement local en milieu rural : analyse des facteurs de développement de l'entrepreneuriat féminin dans la collectivité territoriale de Daloa en Côte d'Ivoire ». Projet de thèse de Doctorat en Développement Régional. Rimouski : Université du Québec à Rimouski. 69 p.

DAGENAIS, Huguette. 1987. « Méthodologie féministe et anthropologie : une alliance possible ». *Anthropologie et Sociétés*, Vol.11, N°1, pp. 19-44.

DAGENAIS, Huguette. 1988. « Pour les femmes, un autre développement ». *Recherches Féministes*, Vol.1, N°2, pp. 1-17.

DAGENAIS, Huguette. 1989. *Approches et méthodes de la recherche féministe*. 2<sup>e</sup> édition. Collections : Les Cahiers de recherche du GREMF, cahier 1. Québec : Presses universitaires de Laval. 106 p.

DAGENAIS, Huguette. 1994a. « Quand la réalité fait éclater les concepts : réflexions méthodologiques sur les femmes et le développement dans la région Caraïbe ». Dans *Femmes, féminisme et développement*, sous la direction d'Huguette DAGENAIS et Denise PICHE. pp. 111-151. Montréal, Québec : McGill-Queen's University Press.

DAGENAIS, Huguette. 1994b. « Méthodologie féministe pour les femmes et le développement : concepts, contextes et pratiques ». Dans *L'égalité devant soi. Sexes, rapports sociaux et développement*, sous la direction de Marie-France LABRECQUE. pp. 262-294. Ottawa : Centre de recherche pour le développement international.

DAGENAIS, Huguette et Denise PICHE (sous la direction de). 1994. *Femmes, féminisme et développement*. Montréal, Québec : McGill-Queen's University Press. 456 p.

DAGENAIS, Huguette. 1999. *Pluralité et convergences : la recherche féministe dans la francophonie*. Colloque international, La Recherche féministe dans la francophonie : état de

la situation et pistes de collaboration. Montréal, Québec : Les éditions du Remue-ménage. 532 p.

DAGENAIS, Huguette et Denise PICHÉ. 2000. « Conceptions et pratiques du développement : contributions féministes et perspectives d'avenir ». Dans *Le genre : un outil nécessaire : introduction à une problématique*, sous la direction de Jeanne BISILLIAT et Christine VERSCHUUR, *Cahiers Genre et Développement*, N°1. pp. 31- 37. Paris : AFED, Genève : EFL.

DAGENAIS, Sylvie. 1991. *Sciences humaines et méthodologie: initiation pratique à la recherche*. Laval : Éditions Beauchemin. 163 p.

DAVID, Albert. 2004. « Des rapports entre généralisation et actionnabilité : le statut des connaissances dans les études de cas ». 17 p. En ligne  
< <http://pfleurance.hautetfort.com/list/ecadim/3013362516.pdf>>, consulté le 23 octobre 2012.

DEFOURNY, Jacques et Patrick DEVELTERE. 2007. « L'économie sociale au Sud, de quoi parle-t-on ? ». Dans *ECHOS du COTA* N° 115, Juin. En ligne. p. 3-8. < [www.cota.be/SPIP/dw2\\_out.php?id=162](http://www.cota.be/SPIP/dw2_out.php?id=162) >, consulté le 8 décembre 2008.

DEGAVRE, Florence. 2011. « La pensée *femmes et développement*. Critique des fondements et pistes pour reconstruire un point de vue féministe croisé Nord/Sud ». Dans *Femmes, économie et développement : de la résistance à la justice sociale*, sous la direction d'Isabelle GUÉRIN, Madeleine HERSEN et Laurent FRAISSE. Collections : Sociologie économique, pp. 63-84. Toulouse : Érès ; Paris : Institut de recherche pour le développement.

DEJARDIN, Marcus et Bernard FRIPAT. 1998. « Une description à priori des facteurs de développement économique local et régional ». Document de travail. Namur : Centre de Recherches sur l'Économie Wallonne. En ligne. 11 pages.  
< <http://perso.fundp.ac.be/~mdejardi/facdev.pdf> >, consulté le 4 novembre 2009.

DELPHY, Christine. 2001. *L'ennemi principal. Tome 2 : Penser le genre*. Collection Nouvelles Questions Féministes. Paris : Syllepses. 398 p.

DEMERS, L. Diane. 1998. « La modélisation systémique : un cadre d'analyse constructiviste de la discrimination et son application à l'épidémiologie génétique », Thèse de Doctorat en Droit, Québec : Université Laval, 361 p.

DENIEUIL, Pierre-Noël. 2005. *Introduction aux théories et à quelques pratiques du développement local et territorial*. SEED, Document de travail N° 70. Genève : Bureau international du Travail. En ligne. 66 p.

<[http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed\\_emp/@emp\\_ent/documents/publication/wcms\\_117526.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@emp_ent/documents/publication/wcms_117526.pdf)>, consulté le 12 septembre 2008.

DENZIN, K. Norman et S. Yvonna LINCOLN. 1994. « Entering the Field of Qualitative Research ». Dans *Handbook of Qualitative Research*, Sage Publications, pp:1-17.

DEPELTEAU, François. 1998. *La démarche d'une recherche en sciences humaines : de la question de départ à la communication des résultats*, Québec : Presses de l'Université Laval. 417 p.

DESCARRIES, Francine. 2007. « Le mouvement des femmes au Québec. D'hier à aujourd'hui, revendications, enjeux et stratégies ». Réseau des femmes de la FIQ. 55 p. En ligne. <  
[http://www.fiqsante.qc.ca/documents\\_publications/documents/reseau\\_mouvementFemmesQc-synthese\\_071120.pdf](http://www.fiqsante.qc.ca/documents_publications/documents/reseau_mouvementFemmesQc-synthese_071120.pdf)>, consulté le 22 décembre 2009.

DESJARDIN, Simone et Annette ST-ONGE. 2009. *Les facteurs qui affectent les entreprises féminines : perspectives de croissance. Le cas du Cameroun*. Bureau international du Travail et Banque Africaine de Développement. En ligne. 109 p.  
<<http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/PolicyDocuments/CAMEROUN%20REPORT-3.pdf>>, consulté le 24 avril 2011.

DESLAURIERS, Jean-Pierre (sous la direction de). 1987. *Les méthodes de la recherche qualitative*, Sillery, Québec : Presses de l'Université du Québec. 153 p.

DESLAURIERS, Jean-Pierre. 1991. *Recherche qualitative, guide pratique*. Montréal: McGraw-Hill. 142 p.

DESLAURIERS, Jean-Pierre. 1997. « L'induction analytique ». Dans *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Jean Poupart (éd). pp. 293-308. Montréal : Gaétan Morin éditeur.

DGCID. 2006. *Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes*. Paris : Ministère des affaires étrangères de France. 136 p.

DIAKITE, Boubacar. 2004. « Facteurs socioculturels et création d'entreprise en Guinée : Étude exploratoire des ethnies peule et soussou ». Thèse de Doctorat en Management. Sainte-Foy, Québec : Université Laval. 387 p.

DIABATÉ, Henriette. 1975. *La Marche des femmes sur Grand-Bassam*. Abidjan, Dakar : Les Nouvelles Éditions Africaines. 64 p.



DIAN, Boni. 1985. *L'économie de plantation en Côte d'Ivoire forestière*, Abidjan, Dakar, Lomé : Les nouvelles Éditions Africaines. 458 p.

DIONNE, Hugues. 1989. « Développement autonome du territoire local et planification décentralisée ». *Revue canadienne des sciences régionales*, Vol.12, N°1, pp 61-73.

DIOP, Annick. 1999. « Réseau solidaire des femmes entrepreneures au Sahel ». Essai de Maîtrise, Sherbrooke : Université de Sherbrooke. 60 p.

DIOP, Nafi. 2004. « L'impact du mouvement féministe sénégalais sur les étudiantes de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar : cas de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines », Mémoire de Maîtrise en Sociologie, UCAD, 130 p.

DOUCET, Laval et Louis FAVREAU (sous la direction de). 1994. *Théorie et pratique en organisation communautaire*, Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université du Québec, 464 p.

DOZON, Jean-Pierre. 1985. *La société Bété: histoires d'une « ethnie » de Côte d'Ivoire*. Hommes et sociétés. Paris : Karthala, Orstom, 371 p. En ligne.  
<[http://horizon.documentation.ird.fr/exldoc/pleins\\_textes/pleins\\_textes\\_7/b\\_fdi\\_03\\_05/17296.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exldoc/pleins_textes/pleins_textes_7/b_fdi_03_05/17296.pdf)>, consulté le 28 juillet 2009.

DROY Isabelle. 1985. « Femmes et projets de développement rural en Afrique subsaharienne ». Thèse de doctorat en Sciences Sociales. Grenoble : Université des Sciences Sociales de Grenoble, 533 p.

DROY, Isabelle. 1990. *Les femmes et le développement rural*. Paris : Karthala. 182 p.

DROY, Isabelle. 2008. « Quel apport de l'approche par les capacités pour l'analyse des inégalités de genre ? Dans *Amartya Sen : un économiste du développement?* Sous la direction de Valérie REBOUD. pp. 127-150. En ligne  
<<http://www.afd.fr/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Archives/Notes-et-documents/30-notes-documents.pdf>>, consulté le 3 avril 2013.

DRUCKER, Peter. 1985. *Les entrepreneurs*. Paris : Hachette. 344 p.

DUBOIS, Jean-Luc, LACHAUD, J.-P., MONTAUD, J.-M. et POUILLE, A. [actes du colloque international, Bordeaux, 22 et 23 Novembre 2001] *Pauvreté et développement socialement durable*.

DUCHESNE, Sophie et HAEGEL, Florence. 2009. *L'enquête et ses méthodes : L'entretien collectif*. Barcelone : Armand Colin. 126 p.

DUMAIS, Mario, Bruno JEAN, Sophie Anne MORIN et Stève DIONNE. 2005. *La propriété locale des entreprises, la relève entrepreneuriale et le développement des collectivités*. Rapport de recherche présenté au Réseau des SADC du Québec. Rimouski : Chaire du Canada en développement rural, CRDT et UQAR. 211 p.

DUNEZAT, Xavier. 2010. *Travail et rapports sociaux de sexe : rencontre autour de Danièle Kergoat*. Paris : L'Harmattan. 277 p.

DUTHEIL de la ROCHÈRE, Jacqueline. 1975. *L'État et le développement économique de la Côte d'Ivoire*. Paris : Éditions A. PEDONE. 420 p.

EISENHARDT, M. Kathleen. 1989. « Building theories from case study research », *Academy of Management Review*. Vol. 14, N°4, pp. 532-550.

ÉLA, Jean-Marc. 1987. *L'Afrique des villages*. Collection des Afrique. Paris : Karthala. 228 p.

ELLIS, Stephen et FAURÉ, Yves-André (sous la direction de). 1995. *Entreprises et entrepreneurs africains*. Paris : Karthala-ORSTOM. 632 p.

ENGLISH, E. Philip et Georges M. HÉNAULT (sous la direction de). 1996. *Petites entreprises africaines : Clés du changement*. Ottawa : CRDI. 373 p.

EPENDA, Augustin. 2003. « Les milieux ruraux québécois en restructuration : diagnostic, facteurs tangibles et intangibles de dévitalisation rurale et perspective de développement local approprié ». Thèse de Doctorat en Développement Régional. Rimouski : Université du Québec à Rimouski. 450 p.

EPHESIA. 1995. *La place des femmes : les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*. Colloque : « femmes, hommes, identités, égalités, différences » (1995, Paris) tenu dans le cadre de la préparation de la 4<sup>e</sup> conférence mondiale sur les femmes (Pékin, Août, 1995). Collection « Recherches ». Paris : La Découverte. 740 p.

ETIENNE, Mona. 1987. « Rapports de sexe et de classe et mobilité socioéconomique chez les Baoulé (Côte d'Ivoire) ». *Anthropologie et Sociétés*. Vol. 11 N°1, pp. 71-93.

FABIANI, Jean-Louis. 2007. « La généralisation dans les sciences historiques. Obstacle épistémologique ou ambition légitime? » *Annales. Histoire. Sciences Sociales*, Vol. 62, N° 1, pp. 9-28.

FAURE, Guy-Olivier. 1992. « La mise en œuvre de l'interdisciplinarité : barrières institutionnelles et intellectuelles ». Dans *Entre savoirs. L'interdisciplinarité en acte* :

*enjeux, obstacles, perspective*, sous la direction d'Eduardo PORTELLA, pp. 109-116. Toulouse : Erès.

FAURÉ, Yves-André. 1988. *Le monde des entreprises en Côte-d'Ivoire, sources statistiques et données de structure*. Abidjan : ORSTOM-Université de Côte d'Ivoire. 129 p.

FAURÉ, Yves-André. 1989. *Entrepreneurs d'Afrique subsaharienne dans les travaux anglophones et comparaisons avec la Côte-d'Ivoire*. Paris : AUPELF/UREF. 63 p.

FAURÉ, Yves-André. 1992. « Financement de la petite et moyenne entreprise à Toumodi (Côte d'Ivoire) : l'illusion informelle ». *Revue Internationale PME*, Vol. 5, N°3, pp. 61-86.

FAURÉ, Yves-André. 1994. *Petits entrepreneurs de Côte d'Ivoire : des professionnels en mal de développement*. Paris : Karthala. 385 p.

FAURÉ, Yves-André et Pascal LABAZEE (sous la direction de). 2000. *Petits patrons africains. Entre l'assistance et le marché*. Paris : Karthala. 644 p.

FAVREAU, Louis et Benoît LÉVESQUE. 1996. *Développement économique communautaire. Économie sociale et intervention*. Collection Pratiques et politiques sociales et économiques. Presses de l'Université du Québec,

FAVREAU, Louis. 2002. *La lutte contre la pauvreté aujourd'hui : quelles stratégies ?* Gatineau : Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), Université du Québec en Outaouais. 47 p.

FAVREAU, Louis, Martin, ROBITAILLE et Daniel TREMBLAY (sous la direction de). 2002. *Quel avenir pour les régions?* Gatineau : Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités, Université du Québec en Outaouais. 343 p.

FAVREAU, Louis. 2003. *Développement des territoires: Nouvelle approche du développement régional?* CRDC/UQO, Série développement régional N°1, 38 p.

FAVREAU, Louis. 2004a. Qu'est-ce que l'économie informelle, l'économie populaire et l'économie sociale et solidaire? Quelques paramètres de base. En ligne. <<http://jupiter.uqo.ca/ries2001/carnet/spip.php?article9>>, consulté le 19 avril 2013.

FAVREAU, Louis. 2004b. *Théories et stratégies de développement au Sud : itinéraire de 1960 à aujourd'hui*. Gatineau : Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), Université du Québec en Outaouais. 29 p.

FAVREAU, Louis. 2005. *Qu'est-ce que l'économie sociale? Synthèse introductive*. CRISES/UQAM, ET 0508, 35 p.

FAVREAU, Louis et Abdou Salam FALL (sous la direction de). 2007. *L 'Afrique qui se refait: Initiatives socioéconomiques des communautés et développement en Afrique noire*. Québec : Presses de l'Université du Québec. 411 p.

FAYOLLE, Alain, Amina OMRANE et Olfa ZERIBI-BENSLIMANE. 2009. « Les compétences entrepreneuriales et le processus entrepreneurial : une approche dynamique ». En ligne. < <http://www.strategie-aims.com/events/conferences/3-xviiieme-conference-de-l-aims/communications/179-les-competences-entrepreneuriales-et-le-processus-entrepreneurial-une-approche-dynamique/download> >, consulté le 9 mars 2012.

FAYOLLE, Alain. 2002. « Du champ de l'entrepreneuriat à l'étude du processus entrepreneurial : quelques idées et pistes de recherche ». 6e Congrès international francophone sur la PME - Octobre 2002 - HEC – Montréal. 23 p. En ligne. <<http://web.hec.ca/airepme/images/File/2002/167FA%20-%20Alain%20Fayolle.pdf>>, consulté le 6 janvier 2006.

FAYOLLE, Alain. 2012. *Entrepreneuriat : Apprendre à entreprendre*. 2<sup>e</sup> édition. Paris : Dunod. 368 p.

FILION, Louis Jacques, Philippe CIMPER et Michel Bernasconi. 2003. « Milieux innovants, création et développement d'entreprise. Examen de la documentation ». Cahier de recherche N° 2003-12. Montréal : HEC Montréal. 36 p.

FILION, Louis-Jacques, Candido BORGES et Germain SIMARD. 2008. « Particularités du processus de création d'entreprises par des femmes ». Montréal : Chaire d'entrepreneuriat Rogers- J.-A-Bombardier, HEC Montréal. 24 p.

FILLIEULE, Olivier. 2009. « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? ». *Politique et Sociétés*, Vol. 28, N° 1, pp. 15-36.

FISHER, M. Eileen, Rebecca A. REUBER et Lorraine S. DYKE. 1993. « A theoretical overview and extension of research on sex, gender and entrepreneurship ». *Journal of Business Venturing*, Vol. 8, N°2, pp. 151-167.

FONDATION DE L'ENTREPRENEURSHIP. 2012. « Indice entrepreneurial québécois 2012. Plan cap vers un Québec plus entrepreneurial ». En ligne. 60 p. <[http://www.lacaisse.com/sites/all/files/medias/fr/quebec/documents/ieq\\_rapport-complet\\_indice\\_cdp\\_2012.pdf](http://www.lacaisse.com/sites/all/files/medias/fr/quebec/documents/ieq_rapport-complet_indice_cdp_2012.pdf)>, consulté le 5 juillet 2012.

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA). 2000. *Un tour d'horizon sur la problématique hommes/femmes. Aperçu de la pauvreté rurale*. Rome : FIDA. 28 p. En ligne. < <http://www.ifad.org/pub/gender/french.pdf>>, consulté le 7 juillet 2008.

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA). 2001. *Évaluation de la pauvreté rurale : Afrique de l'Ouest et du Centre*. Rome : FIDA. 130 p. En ligne. < <http://www.ifad.org/poverty/region/pa/french.pdf> >. Consulté le 18 septembre 2008.

FONTAN, Jean-Marc, Juan-Luis KLEIN et Benoît LÉVESQUE. 2003. *Reconversion économique et développement territorial*. PUQ, Géographie contemporaine, 340 p.

FONTAN, Jean-Marc, Juan-Luis KLEIN et Diane-Gabrielle TREMBLAY. 2004. « Innovation et société : pour élargir l'analyse des effets territoriaux de l'innovation ». Dans *Géographie, économie et société*. Lavoisier. Vol.6, No2, p.115-128.

FONTAN, Jean-Marc. Juan-Luis KLEIN et Diane-Gabrielle TREMBLAY. 2005. *Innovation socio-territoriale et reconversion économique : le cas de Montréal*. Montréal : L'Harmattan, 169 p.

FONTAN, Jean-Marc et Pierre-André TREMBLAY. 2005. « Renouveau des paradigmes du développement local : point de vue critique et prospectif ». Dans *Territoires et fonctions. Tome 1. Des politiques aux théories : Les modèles de développement régional et de gouvernance en débats*, sous la direction de Bruno JEAN et Danielle LAFONTAINE. pp. 151-168. Rimouski: CRDT / GRIDEQ.

FORTIN, Marie-Fabienne. 2010. *Fondements et étapes du processus de recherche : Méthodes quantitatives et qualitative*. 2<sup>e</sup> édition. Québec : Édition Chenelière Éducation. 632 p.

FORTIN, Paul-Arthur (sous la direction de). 1992. *Devenez entrepreneur, pour un Québec plus entrepreneurial*, Ste-Foy, Québec : Presses de l'Université Laval, 360 p.

FORTIN, Paul-Arthur. 2002. *La culture entrepreneuriale, un antidote à la pauvreté*, Montréal : Éditions Transcontinental, Charlesbourg : Éditions de la Fondation de l'entrepreneurship. 248 p.

FOSS, Lene. 2010. « Research on entrepreneurship networks: The case for a constructionist feminist theory perspective ». *International Journal of Gender and Entrepreneurship*, Vol. 2, N°1, pp. 83-102.

FOUCARDE, Colette (sous la direction de). 1991. *Petite entreprise et développement local*, Paris : Eska. 312 p.

FOURNIS, Yann. 2012. « Le développement territorial entre sociologie des territoires et science régionale : la voix du GRIDEQ ». Dans *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, N°4, pp. 533-554.

FRIEDMAN, John. 1971. « Regional planning as a field of study ». Dans *Regional development and planning: A Reader*, sous la direction de John FRIEDMAN et William ALONSO. pp. 59-72. Cambridge: MIT Press.

GARTNER B. William. 1985. « A conceptual framework for describing the phenomenon of new venture creation », *Academy of Management Review*, Vol. 10, N°4, pp. 696-708.

GARTNER, B. William. 1985. « A Conceptual Framework for Describing the Phenomenon of New Venture Creation ». *Academy of Management Review*, Vol. 10, N° 4, pp. 696-706.

GARTNER, B. William. 1988. « Who is an entrepreneur? Is the wrong question », *American Journal of Small Business*, Vol. 12, N°4, pp. 11-31.

GARTNER, B. William. 1993. « Words lead to Deeds: Towards an Organizational Emergence Vocabulary ». *Journal of Business Venturing*, Vol. 8, pp. 231-239

GARTNER, B. William. 1995. « Aspects of organizational emergence ». Dans *Entrepreneurship, perspectives on theory building*, sous la direction d'Ivan BULL, Howard THOMAS et Gary WILLARD. Oxford: Pergamon. pp. 67-86.

GARTNER, B. William, N.M CARTER et G.E HILLS. 2003. « The language of opportunity ». Dans *New Movements in Entrepreneurship*, sous la direction de C. STEYAERT, et D HJORTH. pp. 103-124. Elgar: Cheltenham.

GASSE, Yvon. 1978. « Characteristics functions and performance of small firm owner-manager in two industrial environments ». Thèse de Doctorat. North Western University.

GASSE, Yvon. 1990a. « Elaboration of the Psychology of the Entrepreneur ». Dans *Encyclopedia of Entrepreneurship*, sous la direction de C. A. KENT, D. L. SEXTON, K. H. VESPER, Englewood Cliffs : Prentice-Hall.

GASSE, Yvon et Estelle NEFF. 1990b. *L'entrepreneurship africain : contexte et développement*. Centre Sahel, Québec : Université Laval. 20 p.

GASSE, Yvon et Johanne THIBODEAU. 1994. *L'appropriation du développement local par l'entrepreneurship : le cas du Québec*. Québec : Université Laval, Faculté des sciences de l'administration. 27 p.

GASSE, Yvon. 2003. *L'influence du milieu dans la création d'entreprises*. Organisations et Territoires, Vol. 12, N°2, pp. 49-56.

GASSE, Yvon. 2009. *L'entrepreneuriat francophone : Évolution et perspectives*, Paris : L'Harmattan. 375 p.

GAUFREYAU, Bertrand et Carlos MALDONADO. 1997. « Secteur informel: fonctions macro-économiques et politiques gouvernementales: le cas de la côte d'Ivoire ». Organisation Internationale du Travail (BIT). 31 p. En ligne.

< <http://www.ilo.org/dyn/infoecon/docs/303/F2062620286/SI%20Cote%20dIvoire.pdf> >. Consulté le 12 janvier 2008.

GAUTHIER, Bernard (sous la direction de). 2009. *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*. Québec : Presses de l'Université du Québec. 767 p.

GAVARD-PERRET, Marie-Laure et Agnès HELME-GUIZON. 2008. « Chapitre 2 : Choisir parmi les techniques spécifiques d'analyse qualitative ». Dans *Méthodologie de la recherche : réussir son mémoire ou sa thèse en science de gestion*, sous la direction de Marie-Laure GAVARD-PERRET, David GOTTELAND, Christophe HAON et Alain JOLIBERT. pp. 247-280. Paris : Pearson Éducation.

GENDRON, Lucien. 1998. « Politique générale (2MAN-608) ». Notes de cours. Chicoutimi : Université du Québec à Chicoutimi, Département des sciences économiques et administratives. 223 p.

GIGUERE Pierre, Muimana-M. KATALA et Mireille TRUDELLE. 1990. *Micro-entreprise en Afrique sub-saharienne : présentation du secteur et pistes pour une stratégie d'intervention*. Lévis, Québec : Société de développement international Desjardins, 91 p.

GIROUX, Sylvain et Ginette TREMBLAY. 2009. *Méthodologie des sciences humaines : la recherche en action*. 3<sup>e</sup> édition. Québec : Éditions du Renouveau Pédagogique Inc. 324 p.

GLOUNAHU, Daniel. 2000. « Étude sur la vulgarisation agricole en Côte d'Ivoire ». SDdimensions FAO. En ligne. <<http://www.fao.org/sd/frdirect/exre0028.htm>>, consulté le 8 septembre 2009.

GOERG, Odile. 2007. *Perspectives historiques sur le genre en Afrique*. Groupe « Afrique » Cahiers N° 23. Paris : L'Harmattan. 288 p.

GOHIER, Christiane. 2004. « De la démarcation entre critères d'ordre scientifique et d'ordre éthique en recherche interprétative ». *Recherches Qualitatives*. Vol. 24, pp. 3-17.  
GOMM, Roger, Martyn HAMMERSLEY et Peter FOSTER (sous la direction de). 2000. *Case Study Method. Key issues, key texts*. London: Sage Publications. 288 p.

GOUTTEBEL, Jean-Yves. 2001. *Stratégies de développement territorial*. Paris : Economica. 234 p.

GOUVERNEMENT DE COTE D'IVOIRE. 2009. « Document de stratégie de réduction de la pauvreté ». En ligne. 199 p.

< <https://www.imf.org/external/french/pubs/ft/scr/2009/cr09156f.pdf> >. Consulté le 16 mars 2009.

GRANOVETTER, Mark. 2000. *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie*. Desclée de Brouwer, Sociologie économique, 239 p.

GRAWITZ, Madeleine. 2002. *Méthodes des sciences sociales*. 11<sup>e</sup> édition. Paris : Dalloz.

GRAWITZ, Madeleine. 2004. *Lexique des sciences sociales*. 8<sup>e</sup> édition. Paris : Dalloz. 421 p.

GREFFE, Xavier. 1984. *Territoires en France. Les enjeux économiques de la décentralisation*. Paris : Economica, 304 p.

GREFFE, Xavier. 2002. *Le développement local*. Paris: Éditions de L'Aube, DATAR, La Tour d'Aigues. 199 p.

GROLEAU, Yves et Paul MAKDISSI. 2002. « Que pouvons-nous apprendre des profils de pauvreté canadiens? » *L'Actualité économique*, Vol. 78, N° 2, p. 257-286.

GUBA, G. Egon. 1981. « Criteria for assessing the trustworthiness of naturalistic inquiries ». *Educational communication and technology journal*, Vol. 29, N°2, pp.75-91.

GUÉRIN, Isabelle. 2000. « Pratiques monétaires et financières des femmes en situation de précarité. Entre autonomie et dépendance ». Thèse de doctorat en sciences économiques. Lyon : Université Lumière Lyon II. 588 p.

GUÉRIN, Isabelle. 2003. *Femmes et économie solidaire*. Paris : La Découverte. 340 p.

GUÉRIN, Isabelle. 2005. « Femmes et économie : quels enjeux ? Pratiques économiques solidaires : entre résistance et justice sociale ». Chantier femmes et économie. En ligne. 20 p. < [http://www.genreenaction.net/IMG/pdf/Synthese\\_Femmes\\_Economie\\_PDF.pdf](http://www.genreenaction.net/IMG/pdf/Synthese_Femmes_Economie_PDF.pdf) >. Consulté le 19 novembre 2009.

GUÉRIN, Isabelle, Madeleine HERSEN et Laurent FRAISSE (sous la direction de). 2011. *Femmes, économie et développement : de la résistance à la justice sociale*. Collections : Sociologie économique. Toulouse : Érès ; Paris : Institut de recherche pour le développement. 382 p.

GUESNIER, Bernard et André JOYAL. 2004. *Le développement territorial. Regards croisés sur les diversifications et les stratégies*, Poitiers : A.D.I.C.U.E.E.R., I.E.R.F. -- Faculté de sciences économiques, Université de Poitiers, XXXVIII colloque annuel de l'Association de Science Régional de Langue Française (ASRLF), 331 p.



GUÈYE, Bara et Augustin PODA. 1995. « Atelier de formation à la MARP », tenu du 16 au 26 novembre à Toubacouta, Sénégal. Rapport de l'atelier, IIED, PAGERNA, Londres, Royaume-Uni.

GUEYE, Bara et Karen SCHOONMAKER FREUDENBERGER. 1991. *Introduction à la méthode accélérée de recherche participative (MARP) : quelques notes pour appuyer une formation pratique*. 2<sup>e</sup> édition. Buenos Aires : IIED et London : SAP. 75 p.

GUIONNET, Christine et Éric NEVEU. 2004. *Féminins/Masculins : sociologie du genre*, Paris : Armand Colin. 286 p.

GUMUCHIAN, Hervé et PECQUEUR, Bernard, 2007. *La ressource territoriale*, Paris : Économica, 252 p.

GUYOT, Jean-Luc et Barbara VAN ROMPAEY. 2002. *Entrepreneuriat et création d'entreprise : revue de la littérature et état de la recherche*. Discussion papers, Ministère de la Région wallonne, SEA. N° 0201, Mai 2002, 51 p. En ligne.  
< <http://www.iweps.be/sites/default/files/dp0201.pdf> >. Consulté le 2 mars 2009.

HABIMANA, Prosper. 2012. « Le développement des services aux entreprises et le développement régional : une étude comparative des régions des pays du nord et du sud : cas de la région de la capitale-nationale du Québec et de la ville de Kigali ». Thèse de Doctorat en Développement Régional. Rimouski : Université du Québec à Rimouski, 500 p.

HAMEL, Jacques. 1997. *Étude de cas et sciences sociales*. Paris : L'Harmattan.

HAMEL, Jacques. 1998. « Défense et illustration de la méthode des études de cas en sociologie et en anthropologie. Quelques notes et rappels ». *Cahiers Internationaux de Sociologie*. Vol. 104, pp. 121-138.

HAMEL, Jacques. 2010. « Décrire, comprendre et expliquer ». Dans *Woody Allen au secours de la sociologie*. pp. 53-71. Paris : Economica.

HAMEL, Jacques. 2010. « Du sujet à l'objet, l'objectivation ». Dans *Woody Allen au secours de la sociologie*. pp. 73-91. Paris : Economica.

HAMEL, Jacques. 2010. « Objet et sujets réflexifs. La sociologie comme agent de connaissance réflexive ». Dans *Woody Allen au secours de la sociologie*. pp. 110-125. Paris : Economica.

HAMMERSLEY, Martyn et Roger GOMM. 2000. « Introduction ». Dans *Case Study Methd. Key issues, key texts*, sous la direction de Roger GOMM, Martyn HAMMERSLEY et Peter FOSTER. pp. 1-16. London : Sage Publications.

HAMMERSLEY, Martyn, Roger GOMM et Peter FOSTER. 2000. « Case study and theory ». Dans *Case Study Method. Key issues, key texts*, sous la direction de Roger GOMM, Martyn HAMMERSLEY et Peter FOSTER. pp. 234-258. London: Sage Publications.

HARRISON, Denis. 2004. « Chapitre 2 : L'éthique et la recherche sociale ». Dans *La recherche en éducation*, sous la direction de Thierry KARSENTI et Lorraine SAVOIE-ZAJC. pp. 37-60. Sherbrooke : CRP.

HAUHOUOT, A. Achepo. 2002. *Développement, Aménagement, Régionalisation en Côte d'Ivoire*, Abidjan : Éditions Universitaires de Côte d'Ivoire. 371 p.

HAUT CONSEIL DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE DE FRANCE. 2008. *Propositions pour favoriser le développement des petites et moyennes entreprises africaines*, Paris : République française. En ligne. 91 p.  
<<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/084000185/0000.pdf>>. Consulté le 21 avril 2009.

HÉBERT, Louis. 2013. « Méthodologie de l'analyse littéraire ». Version N°5.1, dans *Signo* [en ligne], sous la direction de Louis HÉBERT, Rimouski (Québec),  
<<http://www.signosemio.com/documents/methodologie-analyselitteraire.Pdf>>. Consulté le 9 janvier 2013.

HEBERT, J. 1998. *Réflexion sur le mal développement et les concepts alternatifs de développement*. Les cahiers du CRAD. Vol. 11, N° 5, 122 p.

HEBERT, J. 2007. « L'intégration des dimensions environnementales dans les processus du développement; vers le développement durable et la détermination de nouveaux indicateurs de développement ». Cours du programme de Master en Développement, Université Senghor.

HENAUULT, M. Georges et Rachid M'RABET (sous la direction de). 1990. *L'entrepreneuriat en Afrique francophone : Culture, financement et développement*. Paris : AUPELF/UREF, John Libbey Eurotext. 328 p.

HERNANDEZ, Émile-Michel. 1996a. « Chapitre 2. Section A : L'entreprise ». Dans *La création d'entreprise en Afrique*, sous la direction de Claude ALBAGLI et Georges HÉNAULT. pp. 51-60. Collection « Universités Francophones ». Vanves : Édicef. 212 p.

HERNANDEZ, Émile-Michel. 1996b. « Chapitre 2. Section B : Le modèle de Shapero en Côte d'Ivoire ». Dans *La création d'entreprise en Afrique*, sous la direction de Claude ALBAGLI et Georges HÉNAULT. pp. 61-66. Collection « Universités Francophones ». Vanves : Édicef.

HERNANDEZ, Émile-Michel. 1997a. « L'entrepreneurship féminin ». Dans *Le management des entreprises africaines*, Émile-Michel HERNANDEZ. pp. 149-200. Alternatives rurales. Paris, Montréal : L'harmattan.

HERNANDEZ, Émile-Michel. 1997b. *Le management des entreprises africaines : essai de management du développement*. Collection « Alternatives rurales ». Paris : L'harmattan. 295 p.

HERNANDEZ, Émile-Michel. 1999. *Le processus entrepreneurial : vers un modèle stratégique d'entrepreneuriat*. Paris : L'Harmattan. 255 p.

HERNANDEZ, Émile-Michel. 2006. « Les trois dimensions de la décision d'entreprendre ». *Revue française de gestion*. Vol. 9-10, N° 168-169, pp. 337-357.

HIEN, K. François. 2002. *L'entrepreneuriat féminin au Burkina-Faso: une étude exploratoire*. The CDS Research Reports. En ligne 43 p.  
< <http://irs.ub.rug.nl/ppn/24113806X> >. Consulté le 15 juillet 2009.

HIGGINS, H. Benjamin. 1972. « Facteurs économiques et sociaux du développement ». Dans *Approches de la science du développement socioéconomique*. Sous la direction de Peter ENGYEL. pp. 26-35. Paris : UNESCO.

HIGGINS, H. Benjamin et Donald J. SAVOIE. 1995. *Regional development theories and their application*. New Brunswick, Nj: Transaction Publishers. 422 p.

HIRATA, S. Helena (sous la direction de). 2000. *Dictionnaire critique du féminisme*. Paris : PUF. 299 p.

HOFMANN, Élisabeth. 1997. « L'application de méthodes d'évaluation de projets au développement rural dans des PED : analyse à partir d'un projet de développement rural intégré à madagascar ». Thèse de Doctorat en Sciences Économiques. Bordeaux : Université Bordeaux IV.

HOFMANN, Élisabeth. 2000. « La délicate mesure du difficilement visible - les écueils de l'intégration de l'aspect *genre* dans les évaluations de projet », Communication pour la Chaire Quetelet 2000, Louvain-la-Neuve, Belgique, 21-24 novembre 2000.

HOFMANN, Élisabeth. 2003a. « Comment évaluer l'*empowerment* des femmes défavorisées? Éléments de réflexion à partir de projets de développement dans des pays du Sud ». En ligne. < [http://www.cota.be/SPIP/IMG/pdf/Elisabeth\\_Hofmann\\_oct2003.pdf](http://www.cota.be/SPIP/IMG/pdf/Elisabeth_Hofmann_oct2003.pdf) >. Consulté le 19 juin 2012.

HOFMANN, Élisabeth. 2003b. « La planification des projets de développement – camisole ou boussole ? L'articulation entre planification et évaluation dans les stratégies

opérationnelles des ONG ». Dans *Les ONG et le Management : D'une relation occultée à une problématique auscultée : contributions à la compréhension de la gestion des ONG*, sous la direction d'Erwan QUEINNEC. Paris : Vuibert.

HOFMANN, Élisabeth. 2006. « La femme *économicus*, la prévisibilité de l'impact d'un projet et les limites de l'approche genre. Quelques éléments de réflexion ». Dans *Femmes et développements durables et solidaires. Savoirs, sciences, entrepreneuriat*, sous la direction de Fatou SARR et Georges THILL. pp. 145-158. Namur : Presses Universitaires de Namur.

HUBERMAN A. Michael et Matthew B. MILES. 2003. *Analyse des données qualitatives*, 2<sup>e</sup> édition. Bruxelles : De Boeck. 626 p.

HUGON, Philippe, Guy POURCET et Suzanne QUIERS-VALETTE. 1995. *L'Afrique des incertitudes*. Paris : PUF. 271 p.

HURLEY, E. Amy. 1999. « Incorporating feminist theories into sociological theories of entrepreneurship ». *Women in Management Review*, Vol. 14, N°2, pp. 54-62.

IFAN/ UCAD. 2006. « Institutionnalisation du genre, des droits et de la citoyenneté des femmes dans l'enseignement supérieur à l'UCAD ». Laboratoire genre et recherche scientifique. Dakar : Université Cheick Anta Diop. En ligne. 23 p. < [http://www.sengenre-ucad.org/test2/docs/projet\\_Labo\\_Genre\\_CRDI.pdf](http://www.sengenre-ucad.org/test2/docs/projet_Labo_Genre_CRDI.pdf) >. Consulté le 22 septembre 2010.

IMAM, M. T. Ayesha, Amina MAMA et Fatou SOW. 2004. *Sexe, Genre et Société. Endreger les sciences sociales africaines*. Dakar : Karthala et Codiresa. 461 p.

INDUSTRIE CANADA. 2010. *L'état de l'entrepreneuriat au Canada*. En ligne. 35 p. < [http://www.ic.gc.ca/eic/site/sbrp-pppe.nsf/vwapj/EEC-SEC\\_fra.pdf/\\$file/EEC-SEC\\_fra.pdf](http://www.ic.gc.ca/eic/site/sbrp-pppe.nsf/vwapj/EEC-SEC_fra.pdf/$file/EEC-SEC_fra.pdf) >. Consulté le 2 avril 2010.

INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT NORD-SUD. 1991. *L'Entrepreneuriat féminin et le développement : actes d'un séminaire international ayant eu lieu à Kigali (Rwanda) du 11 au 16 juin 1990*. La Pocatière, Québec : Institut de développement Nord-Sud. 165 p.

ISARD, Walter. 1975. *Introduction to regional science*. Englewood Cliffs, Nj : Prentice-Hall. 506 p.

JACQUET, Isabelle. 1995. *Développement au masculin-féminin. Le genre outil d'un nouveau concept*. Paris: L'harmattan. 184 p.

JEAN, Bruno et Danielle LAFONTAINE. 1984. *Région, régionalisme et développement régional*. Rimouski, Québec : Université du Québec à Rimouski. 358 p.

JEAN, Bruno, Maryvonne BODIGUEL et Lise PILON-LÊ. 1985. *La ruralité en question : réalité sociale et théorie sociologique*. Rimouski : Université du Québec à Rimouski – GRIDEQ. 82 p.

JEAN, Bruno. 1987. *Dévitilisation et revitalisation des espaces ruraux : perspectives comparatives pays de la loire – Est du Québec*. Rimouski, Québec : Université du Québec à Rimouski; Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec. 69 p.

JEAN, Bruno. 1989. « Le développement à sa place : la problématique du développement local ». *Revue Canadienne Des Sciences Régionales*, Vol. 12, N° 1 pp 1-4.

JEAN, Bruno. 1991. « La ruralité québécoise contemporaine : principaux éléments de spécificités et de différenciations ». Dans *Le Québec rural dans tous ses états*, sous la direction de Bernard Vachon. pp. 81-105. Montréal : Boréal.

JEAN, Bruno. 1997. *Territoires d'avenir, pour une sociologie de la ruralité*, Ste-Foy, Québec : Presses de l'Université du Québec. 318 p.

JEAN, Bruno. 2003. « La construction sociale de la ruralité : la place du paysage dans les discours sur la ruralité dans la modernité avancée ». Dans *Le temps du paysage*, sous la direction de Philippe POULLAOUEC-GONIDEC, Sylvain PAQUETTE et Gérald DOMON. pp. 105-124. Montréal : PUM.

JEAN, Bruno. 2004. *Sociologie rurale*. Collection « Les classiques des sciences sociales ». Chicoutimi : Université du Québec à Chicoutimi. 54 p.

JEAN, Bruno. 2006. « Le développement territorial : un nouveau regard sur les régions du Québec ». *Recherches Sociographiques*, XLVII, N°3, pp. 465-474.

JEAN, Bruno. 2008. « Le développement territorial : une discipline scientifique émergente ». Dans *Sciences du territoire : perspectives québécoises*, sous la direction de Guy MASSICOTTE. pp. 283-313. Québec : PUQ.

JEAN, Bruno. 2012. « Les territoires ruraux au Québec : vers un modèle de développement territorial durable ». Dans *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, N°4 pp. 649-671.

JEAN, Bruno, Stève DIONNI et Lawrence DESROSIERS. 2009. *Comprendre le Québec rural*. Rimouski, Québec : Chaire de recherche du Canada en développement rural, Université du Québec à Rimouski, 79 p.

JEAN, Bruno et Michelle LANDRY. 2006. *Les représentations de la ruralité dans la littérature scientifique récente*. Rapport N°8. Rimouski, Québec : Chaire de recherche du Canada en développement rural, Université du Québec à Rimouski.

JEDLICKA, D. Allen. 1985. *Organisation moderne du développement rural*. Abidjan : les Nouvelles Éditions Africaines. 229 p.

JOYAL, André. 1989. « Les entreprises alternatives dans le développement local ». *Revue Canadienne Des Sciences Sociales*, N° 1, pp. 75-92.

JOYAL, André. 1996. *Milieu innovateur, développement local et PME québécoises innovantes*. Trois-Rivières : Université du Québec à Trois-Rivières, Groupe de recherche en économie et gestion des PME, 20 p.

JOYAL, André. 1997. « PME et développement territorial », dans *PME : Bilan et perspectives*, sous la direction de Pierre-André JULIEN, 2<sup>e</sup> édition. pp. 67-96. Québec : Presses inter-université Laval.

JOYAL, André. 2001. « Que faire avec la Gaspésie ? ». Dans *Choix publics et prospective territoriale. Horizon, 2052. La Gaspésie : futurs anticipés*, sous la direction de Danielle LAFONTAINE. pp. 95-102. Collections Tendances et Débats en Développement Régional, Rimouski, Québec : GRIDEQ, UQAR.

JOYAL, André. 2002. *Comment stimuler L'économie des régions en difficultés*. Québec : Presses de l'Université Laval. 156 p.

JOYAL, André. 2005. « Entrepreneuriat féminin dans quelques quartiers de Pikine (Sénégal) » Rapport de consultance pour la Fondation Paul Gérin-Lajoie, direction Afrique: projet SACO. 18 février 2005. 8 p. En ligne. <[www.apreis.org/docs/joyal/senegal-joyal.pdf](http://www.apreis.org/docs/joyal/senegal-joyal.pdf)>. Consulté le 15 juillet 2009.

JOYAL, André. 2012. « Le développement local au Québec : trois décennies de contributions ». Dans *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, N°4, pp. 673-690.

JULIEN, Pierre-André et Michel MARCHESNAY. 1996. *L'entrepreneuriat*. Collection : Gestion poche 33. Paris : Economica. 112 p.

JULIEN, Pierre-André. 1997. *Le développement régional : comment multiplier les Beauce au Québec?* Sainte-Foy, Québec : Éditions de l'IQRC, 142 p.

JULIEN, Pierre-André. 2000a. « Les conditions d'un entrepreneuriat dynamique en région ». *Organisations et Territoires*, Vol. 9, N° 2, pp. 5-18.

JULIEN, Pierre-André. 2000b. *L'Entrepreneuriat au Québec : pour une révolution tranquille entrepreneuriale, 1980-2005*. Montréal : Éditions Transcontinental, Québec : Éditions de la Fondation de l'entrepreneurship, 400 p.

JULIEN, Pierre-André. 2005. *Entrepreneuriat régional et économie de la connaissance. Une métaphore des romans policiers*. Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université du Québec, 395 p.

KABEER, Naïla. 2005. *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et les objectifs du millénaire : manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention*. Collection Nord/Sud. Paris : L'harmattan, Québec : PUL, Ottawa : CRDI. 306 p.

KABEER, Naïla. 2005. « Gender equality and women's empowerment: A critical analysis of the bird millennium development goal ». Dans *Gender & Developemnt*, Vol. 13, N° 1, pp. 13-24

KABOU, Axelle. 1991. *Et si l'Afrique refusait le développement*. Paris : L'Harmattan, 207 p.

KANE, Hawa. 2008. « L'émergence d'un mouvement féministe au Sénégal : le cas du Yewwu Yewwi PLF ». Mémoire de Maîtrise en Sociologie. Dakar : Université Cheick Anta Diop de Dakar. 162 p.

KANKINDI, Consolata. 1993. « Contribution à l'étude du rôle et de la place de la femme rurale dans la problématique de l'environnement au Burundi ». Mémoire de Master en Développement. Alexandrie : Université Senghor. 150 p.

KARSENTI, Thierry et Lorraine SAVOIE-ZAJC. 2004. *La recherche en éducation*. Sherbrooke : CRP. 316 p.

KAUDIS-OFFOUMOU, A. Françoise. 1996. *Les droits de la femme en Côte d'Ivoire*. Dakar : CODESRIA. 230 p.

KAYSER, Bernard. 1989. *Les sciences sociales face au monde rural : méthodes et moyens*. Toulouse : Presses Universitaire du Mirail. 144 p.

KELLY, Michael. 2009. « L'analyse de contenu ». Dans *La recherche en sciences sociales. De la problématique à la collecte des données*, sous la direction de Bernard Gauthier. pp. 295-315. Québec : Presses de l'Université du Québec.

KERGOAT, Danièle. 2000. « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe ». Dans *Dictionnaire critique du féminisme*, sous la direction de Helena S. HIRATA. pp. 35-44. Paris : PUF.

KILBY, Peter. 1971. *Entrepreneurship and Economic Development*. New York: Free Press. 384 p.

KIPRÉ, Pierre. 1995. « Métamorphoses des hommes et réseaux d'affaires africains. Temps précoloniaux et adaptations coloniales en Côte d'Ivoire ». Dans *Entreprises et Entrepreneurs africains*, sous la direction de Stephen ELLIS et Yves-André FAURÉ, pp. 53-61. Paris : ORSTOM-KARTHALA.

KIRZNER, Israël. 1973. *Competition and Entrepreneurship*, Chicago and London: The University of Chicago Press. Traduction française en 2005: *Concurrence et esprit d'entreprise*, Paris: Economica.

KOFFI, K. Paul. 2008. *Le défi du développement en Côte d'Ivoire*, Paris : L'Harmattan. 294 p.

KOUADIO, K. Didier. 1983. *La création d'entreprises privées par les nationaux en Côte d'Ivoire depuis 1960*. Abidjan : CEDA. 167 p.

KOUAMÉ, Pétionille. 2004. « Le renforcement des capacités des femmes en milieu rural pour un développement durable ». *Échos du Cota*, N°104. En ligne. pp. 10-11. < [http://www.cota.be/SPIP/IMG/pdf/Echos\\_104.pdf](http://www.cota.be/SPIP/IMG/pdf/Echos_104.pdf) >. Consulté le 15 décembre 2008.

KOUDOU, Z. Olivier, Marie-Andrée A. KADJO et Vidal DEGRI. 2012a. « L'entrepreneuriat des pays en développement : le cas des entreprises ivoiriennes ». Dans 11<sup>e</sup> Congrès International Francophone en entrepreneuriat et PME, Brest : 23 au 26 octobre 2012.

KOUDOU, Z. Olivier, Marie-Andrée A. KADJO et Vidal DEGRI. 2012b. « Micro-finance et activités génératrices de revenus en Côte d'Ivoire ». Dans 11<sup>e</sup> Congrès International Francophone en entrepreneuriat et PME, Brest : 23 au 26 Octobre 2012. En ligne. < <http://web.hec.ca/airepme/images/File/2012/A12-Koudou-Kadjo-Degri-CIFEPME2012.pdf> >. Consulté le 26 novembre 2012.

KOUNTA, A. Safiah. 1997. « Caractéristiques de l'entrepreneurship féminin au Mali ». Mémoire de Maîtrise en Gestion des organisations. Chicoutimi : Université du Québec à Chicoutimi. 143 p.

L'ÉCUYER, René. 1987. « L'analyse de contenu : notion et étapes ». Dans *Les méthodes de la recherche qualitative*, sous la direction de Jean-Pierre DESLAURIERS. pp. 49-65. Sillery, Québec : Presses de l'Université du Québec.

L'ÉCUYER, René. 1990. *Méthodologie de l'analyse développementale du contenu. Méthode GPS et concept de soi*. Sillery : Presses de l'Université du Québec. 472 p.



LABOURIE-RACAPÉ, Annie et Monique MERON. 2004. « Thérèse LOCOH, féminisme en développement: le regard d'une démographe ». *Travail, Genre et Société*, N°11, pp 5-27. Paris : L'Harmattan.

LABRECQUE, Marie-France (sous la direction de). 1994. *L'égalité devant soi: sexes, rapports sociaux et développement international*. Ottawa : CRDI. 352 p.

LACASSE, Richard-Marc. 1988. « L'évènement entrepreneurial féminin : le cas particulier de la femme chef d'entreprise manufacturière dans l'Est du Québec ». Communication présentée dans le cadre du Colloque international de Montpellier "Environnement local : facteur de succès ou d'échec de la petite entreprise. Montpellier, France, Mai 1988. Rimouski, Québec : Université du Québec à Rimouski. 25 p.

LAFONTAINE, Danielle. 1981a. « Profondeur historique et dimension politique de la cause des femmes ». Dans *Devenir des femmes*, sous la direction de Monique DUMAIS, pp. 21-38. Montréal: Fidès.

LAFONTAINE, Danielle. 1981b. « La recherche scientifique et la cause des femmes ». Dans *Femmes et politique*, sous la direction de Yolande COHEN. pp. 119-137. Montréal: Éditions du jour

LAFONTAINE, Danielle 1989. « Le champ des études régionales québécoises: problèmes de spécificité et de délimitation ». Dans *Canadian Journal of Regional Science/Revue canadienne des sciences régionales*, Vol. XII, N°1, pp. 111-139.

LAFONTAINE, Danielle. 1995. « Études féministes et paradigmes du développement : de l'interpellation à l'articulation ». Dans *Du local au planétaire. Réflexion et pratiques de femmes en développement régional*, sous la direction de Denyse CÔTÉ, Monique des RIVIÈRES, Nicole THIVIERGE et Marielle TREMBLAY. pp 41-78. Montréal : Éditions du Remue-ménage.

LAFONTAINE, Danielle et THIVIERGE, Nicole. 1997. « Les femmes actrices de changement et le devenir des espaces urbains et ruraux régionaux au Québec ». *Recherches féministes*, Vol. 10, N° 2, pp. 137-153.

LAFONTAINE, Danielle. 2005. « Le développement régional et territorial : un nouveau paradigme ? Jalons pour un projet de recherche internationale comparative ». Dans *Territoires et fonctions. Tome 1. Des politiques aux théories : Les modèles de développement régional et de gouvernance en débats*, sous la direction de Bruno JEAN et Danielle LAFONTAINE. pp 347- 406. Rimouski : CRDT / GRIDEQ.

LAFONTAINE, Danielle. 2012. « L'émergence et l'évolution des études et science régionales au Québec (1908-2008) Des liens et des lieux ». Dans *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, N°4, pp. 555-595.

LALANDE, Réal. 1973. « Bilan de l'expérience de croissance et de développement de la république de Côte d'Ivoire ». Thèse de Doctorat en Science économiques. Ottawa : Université d'Ottawa. 154 p.

LAMOUREUX, Andrée. 2000. *Recherche et méthodologie en sciences humaines*. Laval : Édition Études Vivantes. 352 p.

LAMOUREUX, Diane. 1992. « Nos luttes ont changé nos vies ». Dans *Le Québec en jeu*, sous la direction de Gérard DAIGLE et Guy ROCHER. pp. 693-711. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

LASSAILLY-JACOB, Véronique. 1986. « Un exemple éphémère de planification du développement : l'AVB en Côte d'Ivoire centrale (1969-1980) ». *Cahiers d'études africaines*. Vol. 26, N°103, pp. 333-348.

LASSAILLY-JACOB, Véronique. 1992. « Exclues, marginalisées, intégrés : réactions des femmes dans un projet agricole (Côte d'Ivoire centrale) ». Dans *Relations de genre et développement : femmes et société*, sous la direction de Jeanne BISILLAT, Florence PINTON, Mireille LECARME, pp. 187-200. Paris : Orstom.

LATZKO-TOH, Guillaume. 2009. « L'étude des cas en sociologie des sciences et des techniques ». Note de recherche N° 2009-03, CIRST : UQAM et Université de Sherbrooke. En ligne. 44 pages. < [http://www.cirst.uqam.ca/Portals/0/docs/note\\_rech/2009-03.pdf](http://www.cirst.uqam.ca/Portals/0/docs/note_rech/2009-03.pdf) >. Consulté le 14 août 2012.

LAVILLE, Jean-Louis. 1997. « Sociologie économique : l'état des connaissances ». Dans *Cahiers Internationaux de sociologie. Le renouveau de la sociologie économique*, Vol. 103, p.1-19.

LAVIOLETTE, E. Michaël et Christophe LOUE. 2006. « Les compétences entrepreneuriales : définition et construction d'un référentiel », Dans, 8<sup>e</sup> Congrès International Francophone en entrepreneuriat et PME (CIFEPME), Fribourg, Suisse : 25, 26, 27 octobre 2006.

LAVOIE, Diane. 1979. « La femme entrepreneure : trois profils de femmes d'affaires de la région de Montréal ». Document de recherche, Montréal : École des HEC.

LAVOIE, Diane. 1988. *Les entrepreneures : pour une économie canadienne renouvelée*. Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, Ottawa.

LAVOIE, Diane. 1990. « formal and informal management training programs for women in Canada : who seems to be doing a good job? » Dans *Journal of Business Ethics*, Vol. 9, N°4-5, pp. 377-383.

LE MOIGNE, Jean-Louis. 2012. *Les épistémologies constructivistes*. 4<sup>e</sup> édition. Collection « Que sais-je ». Paris : PUF. 127 p.

LEE-GOSSELIN, Hélène et Jacques GRISÉ. 1985. *L'état de la recherche sur l'entrepreneurship féminin – une revue de la littérature et un cadre de référence*. Faculté des sciences de l'administration. Sainte-Foy, Québec: Université Laval. 23 p.

LEE-GOSSELIN, Hélène et Jacques GRISÉ. 1990. « Are women owner-managers challenging our definitions of entrepreneurship? An in-depth survey ». Dans *Journal of Business Ethics*, Vol. 9, N°4 et 5, pp. 423-233.

LEE-GOSSELIN, Hélène et Monica BELCOURT. 1991. « Les femmes entrepreneures ». Dans *Prendre sa place ! Les femmes dans l'univers organisationnel*, sous la direction d'Irène LÉPINE et Carolle SIMARD. pp. 53-88. Ottawa : Agence d'Arc.

LEE-GOSSELIN, Hélène, Caroline HOUSIEAUX et Martine VILLENEUVE. 2010. « Réalités, besoins et défis des femmes entrepreneures de la région de la Capitale-Nationale ». En ligne. 110 p. < [http://www.crecn.qc.ca/media/documentation/autres-documents/70\\_Etude-entrepreneuriat-feminin.pdf](http://www.crecn.qc.ca/media/documentation/autres-documents/70_Etude-entrepreneuriat-feminin.pdf) >. Consulté le 16 juillet 2012.

LEGOUTÉ, Jean Ronald. 2001. « Définir le développement : historique et dimensions d'un concept plurivoque ». Groupe de recherche sur l'intégration continentale. Collections : « Économie politique internationale », Cahier de recherche, Vol. 1, N°1. Août 2001. Montréal : Université du Québec à Montréal. 43 p.

LELOUP, Claire et Félicité KRAMOH. 2010. « Intégration du Genre dans la Coopération européenne en Côte d'Ivoire ». Rapport de formation. En ligne. 57 p. <[capacity4dev.ec.europa.eu/.../101030\\_\\_rapport\\_C\\_IVOIRE.pdf](http://capacity4dev.ec.europa.eu/.../101030__rapport_C_IVOIRE.pdf)>. Consulté le 24 mai 2012.

LEMIEUX, Vincent. 1995. *L'étude des politiques publiques, les acteurs et leur pouvoir*. Sainte-Foy, Québec : Les Presses de l'Université Laval. 184 p.

LEMIEUX, Vincent. 1997. *La décentralisation*. Québec : IQRC. 129 p.

LEPLAT, Jacques. 2002. « De l'étude de cas à l'analyse de l'activité ». *Pistes*, Vol. 4, N°2. En ligne. pp 1-31. < <http://pettnt/pistes/v4n2/articles/v4n2a8.htm> >. Consulté le 25 mars 2009.

LESSARD-HÉBERT, Michelle, Gabriel GOYETTE et Gérald BOUTIN. 1996. *La recherche qualitative : fondements et pratiques*. Montréal : Nouvelles AMS. 124 p.

LÉVESQUE, Benoît. 1999. *Le développement local et l'économie sociale : Deux éléments devenus incontournables du nouvel environnement*. CRISES, 19 p.

LITTLEJOHN, Virginia. 2005. « L'entrepreneuriat féminin : un thème nouveau pour les gouvernements au niveau mondial ». Dans *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat*, OCDE. pp 115-129. Paris : OCDE.

LOCOH, Thérèse, Annie LABOURIE-RACAPÉ, Christine TICHIT (sous la direction de). 1996. *Genre et développement : des pistes à suivre*. Paris : CEPED. 165 p.

LOCOH, Thérèse et Richard MARCOUX (sous la direction de). 2007. *Genre et sociétés en Afrique : implications pour le développement*. Paris : Institut national d'études démographiques. 432 p.

LOCOH, Thérèse et Isabelle PUECH. 2008. « Fatou Sow les défis d'une féministe en Afrique ». Propos Recueillis Par Thérèse LOCOH et Isabelle PUECH. Dans *Travail, genre et sociétés*, Vol. 2 N° 20, pp. 5-22. En ligne. < <http://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2008-2-page-5.htm> >. Consulté le 7 août 2012.

LORRAIN Jean et Louis DUSSAULT. 1986. « Les entrepreneurs en démarrage : profil psychologique et comportement de gestion ». *Revue de gestion des petites et moyennes organisations*, Vol 2, N° 1, pp. 26-38.

LORRAIN, Jean, André BELLEY et Louis DUSSAULT. 1998. Les compétences des entrepreneurs : élaboration et validation d'un questionnaire (QCE). Dans 4<sup>e</sup> Congrès International Francophone en entrepreneuriat et PME, Université de Metz-Université de Nancy. En ligne. 16 p. < <http://web.hec.ca/airepme/images/File/1998/Lorbeldu.pdf> >. Consulté le 4 juillet 2009.

LOSIER, Mireille. 1997. « Femmes et micro entreprises rurales : une étude de cas Bolivienne ». Mémoire de Maîtrise en Sociologie. Ottawa : Université d'Ottawa. 102 p.

LUTZ, Georg et Wolf LINDER. 2004. « Structures traditionnelles dans la gouvernance locale pour le développement local ». Université de Bernes, Suisse. 62 p.

MACE, Gordon et François PÉTRY. 2000. *Guide d'élaboration d'un projet de recherche*, Collection : Méthodes des sciences humaines. 2<sup>e</sup> Édition. Ste-Foy, Québec : Presses de l'Université Laval. 134 p.

MADIES, Thierry et Jean-Claude PRAGER. 2008. *Innovation et compétitivité des régions*. Paris : La documentation française. En ligne. <<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/084000589/>>. Consulté le 1 octobre 2008.

MAHIEU, François-Régis. 1989. « Principes économiques et sociétés africaines ». Dans: *Tiers-Monde*, Tome 30, N°120, pp. 725-753.

MAHIEU, François-Régis. 1995. « Les stratégies individuelles face à la pauvreté/Côte d'Ivoire versus Burundi ». Dans *L'Afrique des Incertitudes*, sous la direction de Philippe HUGON, Guy POURCET et Suzanne QUIERS-VALETTE. Paris : Presses Universitaires de France.

MAILLAT, Denis. 1996. « Système territoriaux de production, milieux innovateurs et politiques régionales ». Dans *Le Québec des régions : vers quel développement ?* sous la direction de Serge COTE, Juan-Luis KLEIN et Marc-Urbain PROULX. pp. 87-106. Rimouski-Chicoutimi : GRIDEQ-GRIR.

MAILLAT, Denis. 2003. « Développement des systèmes territoriaux de production, compétitivité et innovation », Acte du colloque international de développement local : le développement local dans la perspective du développement humain, Campo Grande, Brésil 25-28 novembre 2003.

MALDONADO, Carlos, Cheick BADIANE et Anne-Lise MIÉLOT. 2004. *Méthodes et Instruments d'Appui au Secteur Informel en Afrique Francophone*. Genève : Bureau international du travail (OIT). 168 p.

MARSHALL, Alfred. 1890. *Principles of Economics*, London: Macmillan, 823 p, livre IV, chapitre X. Traduction française : *Principes d'économie politique*, Paris, Giard et Brière, 1906, Tome 1. pp. 460-473.

MARSHALL, Alfred. 1919. *Industry and Trade*, London, Macmillan, 874 p, livre II, chapitre VI, section 6. Traduction française : *L'industrie et le commerce*, Paris, M. Giard, 1934, pp. 440-449.

MASSICOTTE, Guy (sous la direction de). 2008. *Sciences du territoire : perspectives québécoises*, Québec : Presses de l'Université du Québec, 422 p.

MASSON, Dominique, TREMBLAY, Marielle et Pierre-André TREMBLAY. 1989. « Femmes et pratiques d'auto-développement en région : perspectives de recherche », *Recherches féministes*, Vol. 2, N°1, pp 69-84.

MASSON, Dominique et Pierre-André TREMBLAY. 1993. « Mouvement des femmes et développement local ». *Revue Canadienne des Sciences Régionales*, Vol. 16, pp. 165-183.

MASSON, Dominique. 2005. « Genrer le développement régional? Les femmes et la condition féminine dans les CRD du Québec, 1992-2003 ». *Revue Canadienne des Sciences Régionales*, Vol. 28, N°1, pp 73-92.

MATHIEU, Lilian. 2007. « À quoi sert un mouvement social ? Peut-on changer la société ? » - Grands Dossiers n° 6. En ligne.

<[http://www.scienceshumaines.com/index.php?lg=fr&id\\_article=15393](http://www.scienceshumaines.com/index.php?lg=fr&id_article=15393)>. Consulté le 05 décembre 2009.

MAYER, Robert, Francine OUELLET, Marie-Christine SAINT-JACQUES et Danielle TURCOTTE (sous la direction de). 2000. *Méthode de recherche en intervention sociale*. Montréal, Paris : Gaëtan Morin. 409 p.

MBENGUE, Abacar et Isabelle VANDANGEON. 1999. « Positions épistémologiques et position de recherche en management stratégique ». Communication à la conférence de l'AIMS, mai 1999.

McCLELLAND C. David. 1961. *The achieving society*, Princeton : Van Norstand. 532 p.

MDEIE. 2006. *Synthèse et comparaison des politiques de développement économique régional aux États-Unis et en Europe*. Québec : Gouvernement du Québec, 36 p.

MEDDEB, Brahim. 2003. « Quelles compétences pour le manager du III<sup>e</sup> millénaire? ». *Organisations et territoires*, Vol. 12, N°1, pp. 5-10.

MEILLASSOUX, Claude. 1964. *Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire. De l'économie de subsistance à l'agriculture commerciale*. Paris : Mouton. 382 p.

MELUCCI, Alberto. 1978 « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux ». *Sociologie et sociétés*, Vol. 10, N° 2, pp. 37-53.

MEKOUA, Azzedine. 2006. « Les savoirs sanitaires des femmes à l'épreuve du développement durable » dans *Femmes et développements durables et solidaires. Savoirs, sciences, entrepreneuriat*, sous la direction de Fatou SARR et Georges THILL. pp 67-77. Namur : Presses Universitaires de Namur.

MICST. 1997. *Entreprendre au féminin*. Rapport du groupe de travail sur l'entrepreneuriat féminin. Québec : Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie. 40 p.

MIGNOT-LEFEVRE, Yvonne. 1985. « Les femmes dans l'économie : de l'invisibilité à de nouveaux modes d'organisation ». *Revue Tiers-Monde*. Vol. XXVI, N° 102. pp. 247-260.

MILEWSKI, Françoise et Hélène PÉRIVIER (sous la direction de). 2011. *Les discriminations entre les femmes et les hommes*. Collection « Savoirs sur le genre ». Paris : Presses de Sciences Po. 373 p.

MINISTÈRE DE LA FAMILLE DE LA FEMME ET DE L'ENFANT. 2000. « Mise en œuvre du programme d'action de Beijing (1995) et des textes issus de la vingt-troisième

session extraordinaire de l'assemblée générale, Beijing + 10, Bilan et défis à relever ». En ligne. 27 p.

<<http://www.un.org/womenwatch/daw/Review/responses/COTEDIVOIRE-French.pdf>>.

Consulté le 3 septembre 2008.

MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES (MFFAS). 2002. « Résumé du document de politique nationale sur l'égalité des chances, l'équité et le genre ». En ligne. 20 p.

<<http://anasur.salubrite.gouv.ci/fichiers/13317437101319625956RESUME%20DU%20DOCUMENT%20DE%20POLITIQUE%20NATIONALE%20GENRE.pdf>>. Consulté le 24 juillet 2008.

MINISTÈRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES (MFFAS). 2006. « Document de politique nationale de genre ». 13 p. Abidjan : MFFAS.

MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU PLAN. 1995. « Côte d'Ivoire 2025. Rapport de synthèse de l'étude nationale prospective. Version N° 1 ». Abidjan.

MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT DE CÔTE D'IVOIRE. 2004. « Planification locale participative en Côte d'Ivoire : Guide du praticien ». En ligne. 79 p. <<http://www.ci.undp.org/publication/Guide%20de%20Planification.pdf>>. Consulté le 1 décembre 2006.

MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT DE CÔTE D'IVOIRE. 2008. « Bilan-Diagnostic des études nationales prospectives antérieures CI 2000, CI 2010 et CI 2025 : Rapport de synthèse ». Abidjan.

MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT DE CÔTE D'IVOIRE et PNUD CÔTE D'IVOIRE. 2010. « Les conditions du développement durable de la Côte d'Ivoire ». En ligne. 248 p. <[http://www.plan.gouv.ci/fichier/Conditions\\_devlpmt\\_CI\\_8.pdf](http://www.plan.gouv.ci/fichier/Conditions_devlpmt_CI_8.pdf)>. Consulté le 3 novembre 2011.

MINTZBERG, Henry. 2004. *Grandeur et décadence de la planification stratégique*. Paris : Dunod.

MIRCHANDANI, Kiran. 1999. « Feminist insight on gendered work : new directions in research on women and entrepreneurship ». *Gender, Work and Organisations*, Vol. 6, N°4, pp. 224-235.

MONGEAU, Pierre. 2009. *Réaliser son mémoire ou sa thèse. Côté Jeans et Côté Tenue de soirée*. Québec: Presses de l'Université du Québec. 145 p.

MORGAN, L. David. 1993. *Successful focus groups. Advancing the state of the art*. London: Newbury Park. 288 p.

MORGAN, L. David. 1996. « Focus group ». *Annual review of sociology*, Vol. 22, pp. 129-152.

MORGAN, L. David. 1997. *Focus group as qualitative research*. Newbury Park: Sage. 88 p.

MORGAN, L. David et Margaret T. SPANISH. 1984. « Focus groups: A new tool for qualitative research ». *Qualitative sociology*, Vol. 7, N°3, pp. 253-270.

MORGAN, L. David. 1998. *The focus group guidebook. The focus group kit*. Thousand Oaks: Sage. 103 p.

MOSER, Caroline. 2000. « Planification selon le genre dans le tiers-monde : comment satisfaire les besoins pratiques et stratégiques selon le genre ». Dans *Le genre : un outil nécessaire : introduction à une problématique*, sous la direction de Jeanne BISILLIAT et Christine VERSCHUUR, pp. 133-151. *Cahiers Genre et Développement*, N°1. Paris : AFED, Genève : EFI.

MOUCHTOURIS, Antigone. 1994. *Le féminin rural : Aspirations Sociales et Culturelles*, Paris : L'Harmattan, 206 p.

MOULAERT, Franck et Jacques NUSSBAUMER. 2008. *La logique sociale du développement territorial*. Québec : Presses de l'Université du Québec. 153 p.

MUCCHIELLI, Alex. 2012. « Deux modèles constructivistes pour le diagnostic des communications organisationnelles ». *Communication et organisation*, N°30, En ligne. 24 p. <<http://communicationorganisation.revues.org/3442>>. Consulté le 23 octobre 2012.

N'DAH, A. Pierre. 2005. « La politique de décentralisation et le développement local ». Abidjan: Cerap. 8 p. En ligne. < <http://africanalyses.cerap-inades.org/africanalyses> >. Consulté le 10 janvier 2011.

NEVEU, Éric. 1996. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte. 123 p.

NIANG, Demba. 2007. « Gouvernance locale, maîtrise d'ouvrage communale et stratégie de développement local au Sénégal : l'expérience de la ville de Saint-Louis ». Thèse de Doctorat en Géographie et Aménagement. Toulouse, France : Université de Toulouse Le Mirail. 267 p.

NKAKLEU, Raphaël. 2008. « Quand la tontine d'entreprise crée le capital social intra organisationnel en Afrique : une étude de cas », 9ème Congrès de l'Association



Internationale de Recherche en Entrepreneuriat et PME Louvain-la-Neuve, 29, 30 et 31 Octobre 2008, 15 p. En ligne. <<http://web.hec.ca/airepme/images/File/2008/C17.pdf>>. Consulté le 1 décembre 2008.

NGABONZIMA, I. Marie-Grâce. 2009. « Le rôle de la microfinance dans l'autonomisation et la participation active des femmes au développement local au Rwanda », Mémoire de Maîtrise en Développement régional. Rimouski : Université du Québec à Rimouski. 191 p.

NUSSBAUM C. Martha. 2008. *Femmes et développement humain : l'approche des capacités*. Paris : Des Femmes-Antoinette Fouque. 444 p.

NUSSBAUM C. Martha. 2012. *Capabilités : comment créer les conditions d'un monde plus juste*. Paris : Climats. 300 p.

NYANDWI, Marie-Rose. 1999. « Genre, coopératives et développement. Impacts de la participation des femmes aux associations coopératives agricoles et les rapports de genre. Le cas de la commune N'goma au Rwanda », Thèse de Doctorat en Sociologie. Québec : Université Laval. 356 p.

NYIRAMPARA, Immaculé. 1991. « Les femmes entrepreneures du Rwanda : une force économique renouvelée ». Mémoire de Maîtrise en Développement Régional, Rimouski : Université du Québec à Rimouski. 374 p.

OAKLEY, Ann. 1972. *Sex, gender and society*. London: Temple Smith. 220 p.

OAKLEY Ann et Juliet MITCHELL (sous la direction de). 1997. *Who's Afraid of Femnism? Seeing through the Backlash*. New York : New Press. 291 p.

OCDE. 1987. *De nouveaux rôles pour les autorités locales*, Paris : OCDE. 75 p.

OCDE. 1990a. *Réussir le changement. Entrepreneuriat et initiatives locales*. Paris : OCDE. 88 p.

OCDE. 1990b. *Entreprendre au féminin : initiatives locales de création d'emplois*. Paris : OCDE. 110 p.

OCDE. 2001a. *Perspectives territoriales de l'OCDE*. Paris : OCDE. 310 p.

OCDE. 2001b. *Perspectives de la science, de la technologie et de l'industrie. Les moteurs de la croissance : technologies de l'information, innovation et entrepreneuriat*. Paris : OCDE. 137 p.

OCDE. 2002a. *L'économie locale du département de Daloa*. Volume 1. Programme Écoloc, gérer l'économie localement en Afrique. Évaluation et perspectives. PDM et Club Sahel/OCDE. 148 p.

OCDE. 2002b. « Perspectives économiques en Afrique ». Banque Africaine de Développement. OCDE. 373 p.

OCDE. 2003. *L'entrepreneuriat et le développement local : quels programmes et quelles politiques ?* Paris : OCDE. 268 p.

OCDE. 2004. « Entrepreneuriat féminin : questions et actions à mener ». 2ème conférence de l'OCDE des Ministres en charge des Petites et Moyennes Entreprises (PME), Istanbul : Turquie, 3-5 juin 2004. Paris : OCDE. 75 p. En ligne.  
< [http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/ocde\\_0604.pdf](http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/ocde_0604.pdf) >. Consulté le 20 juillet 2009.

OCDE. 2005. *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat*. Paris : OCDE. 450 p.

OCDE. 2007. « Guide à l'intention des non-économistes pour la négociation de stratégies pour la réduction de la pauvreté ». Réseau du CAD sur l'égalité homme-femme. En ligne. 12 p. <[http://www.genreenaction.net/IMG/pdf/gender\\_factsheet\\_french.pdf](http://www.genreenaction.net/IMG/pdf/gender_factsheet_french.pdf)>. Consulté le 20 avril 2010.

OCDE. 2009. « Measuring Entrepreneurship: A digest of indicators ». Eurostat, Entrepreneurship Indicators Programme. Paris : OCDE. En ligne. 62 p.  
< <http://www.oecd.org/dataoecd/43/50/44068449.pdf> >. Consulté le 2 avril 2010.

OCDE. 2012. *Inégalités hommes-femmes: il est temps d'agir*. Paris : OCDE. 372 p.

OIF. 2002. *Égalité des sexes et développement : concepts et terminologie*. Paris : OIF. En ligne. 108 p.  
<[http://genre.francophonie.org/IMG/pdf/Egalite\\_des\\_sexes\\_et\\_developpement\\_\\_concepts\\_et\\_terminologie.pdf](http://genre.francophonie.org/IMG/pdf/Egalite_des_sexes_et_developpement__concepts_et_terminologie.pdf)>. Consulté le 28 janvier 2012.

OLLIVIER, Michèle et Manon TREMBLAY. 2000. *Questionnements féministes et méthodologie de la recherche*. Paris et Montréal: L'Harmattan.

ONANA, François.-Xavier. 2006. « Motivations et modes de gestion des femmes entrepreneurs au Cameroun : Une étude exploratoire ». Thèse de Doctorat en Gestion. Bordeaux : Université Montesquieu Bordeaux 4.

ONANA, François-Xavier. 2009. « La motivation des femmes à rentrer en affaires au Cameroun ». 11<sup>e</sup> journées scientifique du réseau entrepreneuriat INRPME-AUF-AIRE:PME, 27 au 29 mai 2009, Trois-Rivières (Québec). En ligne. 17 p.

< [http://www.entrepreneuriat.auf.org/IMG/pdf/A11C36\\_FINAL.pdf](http://www.entrepreneuriat.auf.org/IMG/pdf/A11C36_FINAL.pdf) >. Consulté le 1 juillet 2009.

ONU. 2008. « Rapport 2008 sur les objectifs du millénaire pour le développement ». En ligne. <<http://www.un.org/french/millenniumgoals/>>. Consulté le 20 septembre 2008.

ONUDI. 2001. « Women entrepreneurship development in selected African countries ». PSD Technical Working Papers Series, Working Paper No. 7, First published February 2001. En ligne. 36 p.

< [http://www.unido.org/fileadmin/import/userfiles/puffk/psd\\_twp7.pdf](http://www.unido.org/fileadmin/import/userfiles/puffk/psd_twp7.pdf) >. Consulté le 5 mai 2009.

ONUDI. 2003. « Une voie pour sortir de la pauvreté : développer l'entrepreneuriat rural et féminin ». En ligne. 34 p.

< [http://www.unido.org/fileadmin/import/19876\\_Path\\_Out\\_of\\_Poverty\\_F.pdf](http://www.unido.org/fileadmin/import/19876_Path_Out_of_Poverty_F.pdf) >. Consulté le 08 janvier 2010.

ORHAN, M. et D. SCOTT. 2001. « Why women enter into entrepreneurship: An explanatory model ». Dans *Women in Management Review*, Vol. 16, N°5, pp. 232-243.

ORSER, Barbara. 2007. « Canadian Women Entrepreneurs, Research and public Policy : A Review of Literature ». En ligne. 149 p. En ligne.

< <http://www.telfer.uottawa.ca/documents/pdf/other/ORSER-2007LitReview.pdf> >. Consulté le 13 avril 2009.

OSEI-HWEDIE, Kwaku et Bar-on ARNON. 2000. « L'Afrique subsaharienne : Des politiques sociales dictées par la collectivité ». Dans *Les Politiques Sociales Transnationales: Les nouveaux défis de la mondialisation pour le développement*, sous la direction de Daniel MORALES-GOMEZ. pp. 99-130. Ottawa : Centre de recherches pour le développement international.

OSMONT, Annick. 1995. *La Banque Mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement*. Paris : Karthala. 200 p.

OUATTARA, Abdoulaye. 2007. « L'entrepreneuriat féminin en Côte-d'Ivoire : Obstacles et opportunités ». *Management international*, Vol. 11, N°2, pp. 53-64.

OUATTARA, Vincent. 2001. *Idéologie et traditions en Afrique noire : pour une nouvelle pensée africaine*. Paris : L'Harmattan. 167 p.

OUÉDRAOGO, Hamidou Benoît. 1992. « L'appropriation des projets de développement: le cas des microréalisations au Burkina Faso ». Actes et instruments de la recherche en développement régional, N° 9. Rimouski : GRIDEQ. 144 p.

PAELINCK, H.P. Jean et Alain SALLEZ (sous la direction de). 1983. *Espace et localisation, la redécouverte de l'espace dans la pensée scientifique de langue française*. Paris : Economica. 340 p.

PAILLÉ, Pierre et Alex, MUCCHIELLI. 2012. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. 3<sup>e</sup> édition. Collection U. Sciences humaines & sociales. Paris : Armand Colin. 424 p.

PAILOT, Philippe, CHASSERIO Stéphanie et Corinne POROLI. 2010. « Genre et entrepreneurial : Éléments d'analyse théorique fondée autour de l'approche par la socialisation entrepreneuriale ». 10<sup>e</sup> CIFEPME, Université Montesquieu, Bordeaux IV. En ligne. 21 p.  
< <http://web.hec.ca/airepme/images/File/2010/PAILOT2-CIFEPME2010.pdf> >. Consulté le 30 octobre 2012.

PASI/CÔTE D'IVOIRE. 2000. Séminaire MAIN. Les leviers de la pérennité financière. Étude de cas. « Thème N°2 : Des ressources pour quelles demandes? Politiques de composition du capital. Abidjan : Programme d'appui au secteur informel de Côte d'Ivoire. 9 p.

PASSERON, Jean-Claude et Jacques REVEL (sous la direction de). 2005. *Penser par cas*. Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

PATUREL, Robert et Typhaine LEBEGUE. 2008. « De l'intention à la création d'entreprise chez les femmes. Les transformations sur l'image de soi. Les conséquences sur la temporalité du projet ». En ligne. 20 p.  
< <http://web.hec.ca/airepme/images/File/2008/C11.pdf> >. Consulté le 24 octobre 2012.

PAUZÉ, Éline. 1984. *Techniques d'entretien et d'entrevue*, Mont-Royal, Québec : Modulo. 233 p.

PECQUEUR, Bernard. 2000. *Le développement local : pour une économie des territoires*. 2<sup>e</sup> édition, Collection Alternatives Économiques. Paris : Syros. 132 p.

PECQUEUR, Bernard. 2003. « La construction d'une offre territoriale attractive et durable ». Dans *Reconversion économique et développement territorial, le rôle de la société civile*, sous la direction de Jean-Marc FONTAN, Juan-Luis KLEIN et Benoît LEVESQUE. pp. 35-50. Collection « Géographie contemporaine ». Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université du Québec.

PECQUEUR, Bernard. 2008. « Pôles de compétitivité et spécificité de la ressource technologique : une illustration grenobloise ». *Géographie Économie Société*, Vol. 10, N°3. En ligne.

[http://www.cairn.info/article.php?ID\\_REVUE=GES&ID\\_NUMPUBLIE=GES\\_103&ID\\_ARTICLE=GES\\_103\\_0311](http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=GES&ID_NUMPUBLIE=GES_103&ID_ARTICLE=GES_103_0311)>. Consulté le 10 octobre 2008.

PEINADO J. Martinez et Gemma C. CESPEDES. 2004. « Gender and Regional Inequality in Human Development: the Case of Spain ». Dans *Feminist Economics*, Vol. 10, N°1. pp.37-64.

PEKLE, Kibantom. 2006. « Entrepreneuriat en contexte subsaharien : écrits et tendances 1990-2000 ». Cahier de recherche N°01. Montréal : HEC Montréal, Chaire d'entrepreneuriat Rogers J.-A.-Bombardier. En ligne. 32 p.

<[http://expertise.hec.ca/chaire\\_entrepreneuriat/wp-content/uploads/2006-01entrsaharien.pdf](http://expertise.hec.ca/chaire_entrepreneuriat/wp-content/uploads/2006-01entrsaharien.pdf)>. Consulté le 20 mai 2011.

PERRIN, Jean-Claude. 1974. *Le développement régional*, Paris : PUF. 208 p.

PERRIN, Jean-Claude. 1983. « Économie spatiale et méso-analyse : espace et localisation ». Dans *Espace et localisation, la redécouverte de l'espace dans la pensée scientifique de langue française*, sous la direction de Jean H.P. PAELINCK et Alain SALLEZ. pp. 201-230. Paris : Economica.

PERRIN, Jean-Claude. 1983. « Contribution à une théorie de la planification décentralisée ». Dans *Le développement décentralisé : Dynamique spatiale de l'économie et planification régionale*, sous la direction de Bernard PLANQUE. pp. 157- 177. Paris : Litec.

PINTON, Florence. 1992. « Les stratégies de genre favorisent-elles le développement? Des femmes en forêt colombienne ». En ligne. 20 p.

<[http://horizon.documentation.ird.fr/exldoc/pleins\\_textes/pleins\\_textes\\_6/colloques1/36557.pdf](http://horizon.documentation.ird.fr/exldoc/pleins_textes/pleins_textes_6/colloques1/36557.pdf)>. Consulté le 10 octobre 2012.

PIRES, Alvaro. 1987. « Deux thèses erronées sur les lettres et les chiffres ». Collection: « Les classiques des sciences sociales », 2007. Chicoutimi : Université du Québec à Chicoutimi. 26 p.

<[http://classiques.uqac.ca/contemporains/pires\\_alvaro/deux\\_theses\\_erronnees/deux\\_theses\\_erronnees.pdf](http://classiques.uqac.ca/contemporains/pires_alvaro/deux_theses_erronnees/deux_theses_erronnees.pdf)>. Consulté le 9 avril 2010.

PIRES, Alvaro. 1993. « Recentrer l'analyse causale ? Visages de la causalité en sciences sociales et recherche qualitative ». Collection « Les classiques des sciences sociales », 2006. Chicoutimi : Université du Québec à Chicoutimi, 42 p.

<[http://classiques.uqac.ca/contemporains/pires\\_alvaro/recentrer\\_analyse\\_causale/recentrer\\_analyse\\_causale.pdf](http://classiques.uqac.ca/contemporains/pires_alvaro/recentrer_analyse_causale/recentrer_analyse_causale.pdf)>. Consulté le 9 avril 2010.

PME MAGASINE. 2010. *Côte d'Ivoire : 1960-2010, 50 ans d'économie*. Édition spéciale cinquantenaire.

PNUD CÔTE d'IVOIRE. 1997. *Rapport sur le développement humain 1997*. Abidjan : PNUD.

PNUD. 2011. *Rapport sur le développement humain 2011 : Durabilité et équité : Un meilleur avenir pour tous*. En ligne. 202 p.  
<[http://hdr.undp.org/en/media/HDR\\_2011\\_FR\\_Complete.pdf](http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2011_FR_Complete.pdf) >. Consulté le 16 octobre 2012.

PNUD. 2011. *Indice d'inégalité de genre et indicateurs connexes*. En ligne. 04 p. <[http://hdr.undp.org/en/media/HDR\\_2011\\_FR\\_Table4.pdf](http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2011_FR_Table4.pdf) >. Consulté le 16 octobre 2012.

PNUD. 2012. *Rapport sur le développement humain en Afrique-2012 : Vers une sécurité alimentaire durable*. En ligne. 190 p. <<http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/Africa%20HDR/UNDP-Africa%20HDR-2012-EN.pdf> >. Consulté le 16 octobre 2012.

PONSON, Bruno. 2002 « L'entrepreneuriat féminin dans l'Océan Indien : identités et mutations », 6<sup>e</sup> Congrès international francophone sur la PME - Octobre 2002 - HEC – Montréal. En ligne. 18 p. <<http://web.hec.ca/airepme/images/File/2002/158FA%20-%20Bruno%20Ponson.pdf>>. Consulté le 15 mai 2009.

PONSON, Bruno. 2009. « Un projet d'action pour développer la culture entrepreneuriale dans un milieu (Îles Comores) ». Dans *L'entrepreneuriat francophone : Évolution et perspectives*, sous la direction d'Yvon GASSE. pp. 175-183. Paris : L'Harmattan.

POUPART Jean, Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives. 1997. *La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Montréal : Gaétan Morin. 405 p.

PRÉVOST, Benoît. 2011. « Le genre dans les nouvelles stratégies de lutte contre la pauvreté : de Sen à la Banque Mondiale ». Dans *Femmes, économie et développement : de la résistance à la justice sociale*, sous la direction d'Isabelle GUÉRIN, Madeleine HERSEN et Laurent FRAISSE. Collections : Sociologie économique, pp. 31-61. Toulouse : Érès. Paris : Institut de recherche pour le développement.

PRÉVOST, Paul. 1993. *Entrepreneurship et développement local : quand la population se prend en main*, Québec : Trancontinentales inc. 200 p.

PRÉVOST, Paul. 2001. *Le développement local : contexte et définition*, Cahiers de recherche. IREC 01-03. En ligne. 30 p.  
<<http://www.cdcdquebec.qc.ca/pdf/diner/paulprevost2.pdf> >. Consulté le 26 juillet 2009.

PRÉVOST, Paul. 1994. « Les stratégies entrepreneuriales pour un développement économique local ». *Revue Organisations et Territoires*, Vol. 4, N°1, pp 45-58.

PROULX, Marc-Urbain. 1989. « La planification du développement territorial: concertation des acteurs régionaux et développement mésogène ». *Revue Canadienne Des Sciences Régionales*, Vol. 12, N° 1, pp. 25-44.

PROULX, Marc-Urbain. 1992. *La planification stratégique régionale : concepts et faits pour l'analyse de la réalité régionale actuelle au Québec*. Chicoutimi : Uqac, GRIR.

PROULX, Marc- Urbain. 1993. « Le rôle de la planification dans le développement régional ». Dossier informatif planification régionale. Dossier 1.1. Chicoutimi : Edition Sapienta. 24 p.

PROULX, Marc-Urbain. 1998. « Le rôle des territoires dans l'économie-monde ». Dans *Territoire et développement économique*, sous la direction de Marc-Urbain PROULX. pp.107-128. Paris et Montréal : L'Harmattan.

PROULX, Marc-Urbain (sous la direction de). 1998. *Territoires et développement économique*. Paris, Montréal: L'Harmattan. 314 p.

PROULX, Marc-Urbain. 2002a. « La politique territoriale ». *Revue Organisations et territoires*, Vol 11, N°1, pp. 101-114.

PROULX, Marc-Urbain. 2002b. *L'économie des territoires au Québec*. Québec : PUQ. 364 p.

PROULX, Solange. 1995. *La problématique de l'entrepreneurship féminin: quelques éléments de base: recension et rapport-synthèse des écrits*. Québec : La corporation Jonathan 1445. 46 p.

PUTMAN, C.-A. 1993. « A conceptual model of women entrepreneurs in small businesses ». UMI dissertations service.

RAJAONA DAKA, Karen et Jean-Luc Dubois. 2008. « L'intérêt de l'approche par les capacités pour le développement socialement durable ». Dans *Qualitique : culture managériale du XIXème siècle. Business Ethics* N °202, novembre 2008, pp. 23-26.

RASTIER, François. 1994. « Le problème du style pour une sémantique du texte ». Dans *Qu'est-ce que le style ?*, sous la direction de Georges MOLINIÉ et Pierre CAHNÉ. pp. 263-282. Paris : PUF.

RASTIER, François. 2009. *Sémantique interprétative*. 3<sup>e</sup> édition. Paris : PUF. 198 p.

RATGHEBER, Eva. 1994. « WID, WAD, GAD : Tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement » Dans *Femmes, féminisme et développement*, sous la direction d'Huguette DAGENAIS et Denise PICHÉ. pp. 77-95. Montréal, Québec : McGill-Queen's University Press.

REGROUPEMENT DES GROUPES DE FEMMES DE LA RÉGION 03 (QUÉBEC-PORTNEUF-CHARLEVOIX) et CHAIRE D'ÉTUDE CLAIRE-BONENFANT SUR LA CONDITION DES FEMMES. 1998. *Les Femmes dans l'espace régional de Québec. Solidaires dans le développement*. Québec : Regroupement des groupes de femmes de la région 03 (Québec-Portneuf-Charlevoix), Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes.

RELAIS-FEMMES. 2007. « *Le développement local. Penser l'économie autrement* ». En ligne. 7 pages. <[http://www.relais-femmes.qc.ca/files/developpement\\_local.pdf](http://www.relais-femmes.qc.ca/files/developpement_local.pdf)>. Consulté le 30 novembre 2009.

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE. 2007a. *Les états généraux de la décentralisation et du développement local*, Abidjan: Ministère de l'administration du territoire. 324 p.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE. 2007b. *La Côte d'Ivoire en chiffres*. Abidjan : Ministère de l'Économie et des finances. 222 p.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE. 2011. *Plan national de développement 2012-2015. Tome I : Résumé analytique*. 50 p.

RÉSAU AFRICAIN SUR LES APPROCHES PARTICIPATIVES. 1999. « Participation villageoise au développement rural. Guide du formateur ». Kit Banque mondiale. En ligne. 55 p.  
<<http://www.pnet.ids.ac.uk/docs/Other/participation%20villageoise%20au%20developpement%20rural.pdf>>, consulté le 16 février 2007.

RICHER, Francine et Louise St-Cyr. 2007. *L'entrepreneuriat féminin au Québec. Dix études de cas*. Montréal : PUM. 308 p.

RIOT-SARCEY, Michèle. 2008. *Histoire du féminisme*, Paris : La découverte, 120 p.

RIST, Gilbert. 2007. *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 483 p.

RIVERIN, Nathalie. 2007. « Le portrait global de l'entrepreneuriat au Québec et chez les jeunes en 2005 ». Montréal : Centre de Vigie et de Recherche sur la Culture Entrepreneuriale, Fondation de l'entrepreneurship. 40 p.



RIVERIN, Nathalie et Marc-Urbain PROULX. 1995. « Le dynamisme entrepreneurial au Québec : Êtes-vous localisé dans un milieu fertile ». *Organisation et Territoires*, Vol. 5, N° 1, pp 23-30.

ROBICHAUD, Denis. 2005. « Le rôle des entrepreneurs dans la création du quartier et de la communauté portugaise de Montréal ». Cahier de recherche N° 2002-01. Montréal : École des hautes études commerciales. 36 p.

ROCHER, Guy. 1992. « Culture, civilisation et idéologie ». Dans *Introduction à la sociologie*, Première partie : L'action sociale, chapitre 4, pp. 101-127. Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH ltée, En ligne.  
<[http://classiques.uqac.ca/contemporains/rocher\\_guy/culture\\_civilisation\\_ideologie/culture\\_civilisation\\_ideologie.pdf](http://classiques.uqac.ca/contemporains/rocher_guy/culture_civilisation_ideologie/culture_civilisation_ideologie.pdf)>. Consulté le 16 octobre 2011.

ROSE, Damaris. 2001. « Retour sur les méthodologies de recherche féministes : document de travail ». En ligne. 55 p. < <http://publications.gc.ca/collections/Collection/SW21-142-2001F.pdf>>, consulté le 20 novembre 2011.

ROSTOW, W. Walt. 1970. *Les cinq étapes de la croissance économique*. Paris : Éditions Du Seuil.

ROUSSEL, Patrice et Frédéric WACHEUX (sous la direction de). 2005. *Management des ressources humaines : méthodes de recherche en sciences humaines et sociales*. Bruxelles : De Boeck. 440 p.

ROVENTA-FRUMUSANI, Daniela. 2009. *Concepts fondamentaux pour les études de genre*. Paris : Édition des archives contemporaine. 106 p.

ROY, N. Simon. 2009. « L'étude de cas ». Dans *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, sous la direction de GAUTHIER, Bernard. pp. 199-225. 5<sup>e</sup> Édition. Québec : Presses de l'Université du Québec.

RYCKMANS, Hélène. 1997. « Les associations féminines en Afrique : une décennie d'ajustement après la décennie de la femme ». Dans *Face aux changements, les femmes du Sud*, sous la direction de Jeanne BISILLIAT. pp. 195-219. Montréal, Paris : L'Harmattan.

SABOURIN, Céline. 2000. « Pôle socio-économique de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire ». Document de lancement : Congrès mondial sur la coexistence humaine dans un monde responsable et solidaire à l'aube du III<sup>e</sup> millénaire. Montréal : Chantier femmes et économie. 8 p.

SAINT-HILAIRE, Colette. 1995. *Quand le développement s'intéresse aux femmes. Le cas des Philippines*. Paris : L'Harmattan. 270 p.

SAINT-HILAIRE, Colette. 1996. « La production d'un sujet-femme adapté au développement. Le cas de la recherche féministe aux philippines ». Dans *Anthropologie et sociétés*, Vol. 20, N°1, pp. 81-102.

SAMBOU, NDiaye. 2007. « Économie populaire et développement local en contexte de précarité : l'entrepreneuriat communautaire dans la ville de Saint-Louis ». Thèse de Doctorat en Sociologie. Gatineau : Université du Québec en Outaouais/CRDC. 459 p.

de SARDAN, Jean-Pierre Olivier. 2008. *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Collection « Anthropologie prospective ». Louvain-la-Neuve : Academia-Bruylant. 365 p.

SARR, Fatou. 1998. *L'entrepreneuriat féminin au Sénégal : la transformation des rapports de pouvoirs*. Paris, Montréal : L'harmattan, Forum du Tiers-Monde. 301 p.

SARR, Fatou 2004. « La dimension genre dans les politiques et programmes de développement ». *Échos du Cota*, N°104. En ligne. pp. 7-9.  
< [http://www.cota.be/SPIP/IMG/pdf/Echos\\_104.pdf](http://www.cota.be/SPIP/IMG/pdf/Echos_104.pdf) >. Consulté le 15 décembre 2008.

SARR, Fatou et Georges THILL (sous la direction de). 2006. *Femmes et développements durables et solidaires : savoirs, sciences, entrepreneuriat*. Namur : Presses Universitaires de Namur. 333 p.

SARR, Fatou (sous la direction de). 2007. *La reconstruction du mouvement social féminin africain et la production d'une pensée politique liée à la lutte des femmes*. Dakar : Panafrica Silex/Nouvelles du Sud. 70 p.

SARR, Fatou. 2008. *Pour une approche scientifique et technique de la prise en compte du genre dans les politiques et programmes pour l'atteinte des objectifs de développement du millénaire OMD*. Dakar : PNUD. 154 p.

SAVANÉ, Marie-Angélique. 1983. *Les projets pour les femmes en milieu rural au Sénégal*, Genève : Bureau International du Travail. 139 p.

SAVOIE, J. Donald. 1986. « Les théories du développement régional ». Dans *Essais sur le développement régional*, sous la direction de Donald J. SAVOIE, André RAYNAULD et Irene BANKS. pp. 15-26. Collection développement régional. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

SAVOIE-ZAJC, Lorraine. 2004. « Chapitre 6 : La recherche qualitative/interprétative en éducation ». Dans *La recherche en éducation*, sous la direction de Thierry KARSENTI et Lorraine SAVOIE-ZAJC. pp. 123-150. Sherbrooke : CRP.

SAY, Jean-Baptiste. 1803. *Traité d'Économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses*. Collection Perspectives de l'économie - Les fondateurs. Paris: Calmann-Lévy Éditeur, 1972. 572 p.

SCHNEIDER, Hartmut et Marie-Hélène LIBERCIER. 1995. *Mettre en œuvre le développement participatif*, Paris : OCDE. 272 p.

SCHUMPETER Joseph. 1911. *Theory of economic development*. Oxford: University Press.

SEMBLAT-FRÈRE, N. Marie-Lise. 1997. « L'émergence d'un "féminisme territorial" en milieu rural. Les pratiques de nouveaux groupes de femmes en Europe et au Canada francophone ». Thèse de Doctorat en Géographie Sociale. Paris : Université Paris 8, Institut d'Études européennes. 485 p.

SEN, Amartya. 1985. *Commodities and Capabilities, Lectures in Economics Theory Policy*. New York : Oxford University Press.

SEN, Amartya. 1992. *Inequality Re-examined*, New York, Oxford University Press.

SEN, Amartya. 1999. *Development as Freedom*. New York : Knopf.

SEN, Amartya. 2003. *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*. Odile Jacob, 479 p.

SEN, Amartya et S. ANAND. 1995. « Gender Inequality in Human Development: Theories and Measurement » *Background Paper for the Human Development Report 1995*, New York : Human Development Report Office.

SHANE, Scott et Sankaran VENKATARAMAN. 2000. « The promise of entrepreneurship as a field of research », *Academy of Management Review*, Vol. 25, N°1, pp. 217-226.

SHAPERO, Albert. 1975. « The displaced, uncomfortable entrepreneur ». *Psychology Today*, Vol. 9, N° 6, pp. 83-88.

SHAPERO, Albert et Lisa SOKOL. 1982. « The social dimensions of entrepreneurship ». Dans *The Encyclopedia of Entrepreneurship*, sous la direction de Calvin KENT, Don SEXTON et Karl VESPER. pp. 72-90. Englewood Cliffs : Prentice-Hall.

SHAPERO, Albert. 1983. « Création d'entreprises et développement local ». Dans *Qu'est-ce qu'entreprendre?* CPE Étude 7, sous la direction de T. GAUVIN. pp. 65-81. Centre de prospective et d'évaluation. Ministère de l'Industrie et de la Recherche, France.

SIMARD, Gisèle. 1988. « La recherche sociale dans les sociétés de paroles ou le défi de la recherche sociale en Afrique : le cas du Cameroun ». *Sociologie et sociétés*, Vol. 20, N°1, pp. 83-96.

SIMARD, Gisèle. 1989. *La méthode du focus group : animer, planifier et évaluer l'action*. Laval, Québec: Mondia. 102 p.

SIMARD, Gisèle. 1995. « La filière de la beauté en milieu urbain: le cas des entrepreneures maures de la République islamique de Mauritanie ». Thèse de Doctorat en Anthropologie. Québec : Université Laval. 422 p.

SOKOLOFF, Béatrice. 1989. « La place des MRC dans les dynamismes régionaux ». *Revue Canadienne Des Sciences Régionales*, Vol. XII, N°1, pp. 45-60.

SOKOLOFF, Béatrice et Caroline ANDREW. 1993. « L'apport des recherches féministes aux analyses du développement local et régional ». *Revue canadienne des sciences régionales*, Vol. XVI, N°2, pp. 155-163.

SOUMAHORO, Moustapha. 2003. « Activité humaine et développement durable dans la région montagneuse de l'ouest de la Côte d'Ivoire : le cas du pays Toura ». Thèse de doctorat. Québec : Université Laval. 506 p.

SOUMAHORO, Moustapha. 2007. « Freins aux initiatives locales et pratiques d'actions solidaires comme alternative dans le processus de développement local en Afrique de l'ouest : le cas du pays Toura (Côte d'Ivoire) ». Actes de la 13e Journée Sciences et Savoirs. pp. 91-121. En ligne.

< <https://zone.biblio.laurentian.ca/dspace/bitstream/10219/80/1/soumahoro.pdf> >. Consulté le 15 avril 2008.

SOW, Fatou 2001. *La recherche africaine en sciences sociales et la question du genre*. Colloque international Genre, population et développement en Afrique. UEPA/UAPS, INED, ENSEA, IFORD, Abidjan : 16-21 juillet 2001.

SOW, Fatou. 2004. *Sexe, Genre et Société. Engendrer les Sciences Sociales africaines*. Collection Bibliothèque du CODESRIA. Dakar : CODESRIA et KARTHALA.

STARR, J. et M. YUDKIN. 1996. « Women entrepreneurs: A review of current research ». Center for Research on Women.

STEVENSON, Lois. 1990. « Some methodological problems associated with researching women entrepreneurs ». Dans *Journal of business ethics*, Vol. 9, N°4 et 5, pp. 439-446.

STEVENSON, Lois. 1986. « Against all odds: The entrepreneurship of women ». Dans *Journal of Small Business Management*. Vol. 24, N°4, pp. 30-36.

STÖHR, B. Walter. 2003. « Development from below. Vingt ans plus tard ». Dans *Reconversion économique et développement local : le rôle de la société civile*, sous la direction de Jean-Marc FONTAN, Juan-Luis KLEIN et Benoît LEVESQUE. Collection « Géographie contemporaine ». pp. 119-143. Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université du Québec.

STORPER, Michael. 1997. « Les nouveaux dynamismes régionaux : conventions et systèmes d'acteurs ». Dans *Action collective et décentralisation*, sous la direction de Serge COTE, Juan-Luis KLEIN et Marc-Urbain PROULX. pp. 1-17. Rimouski : GRIDEQ.

STRAUSS, Anselm et Juliet CORBIN. 2004. « Les questions des étudiants et leurs réponses ». Dans *Les fondements de la recherche qualitative : techniques et procédures de développement de la théorie enracinée*. pp. 319-342. Fribourg (Suisse) : Academic Press.

STRAUSS, Anselm et Juliet CORBIN. 2004. *Les fondements de la recherche qualitative : techniques et procédures de développement de la théorie enracinée*. Fribourg (Suisse): Academic Press Fribourg. 342 p.

SWEDBERG, Richard 1994. *Une histoire de la sociologie économique*, avant-propos d'Alain Caillé, Paris, Desclée de Brouwer, coll. « Sociologie économique », (éd. orig. en anglais, 1987), 316 p.

SYLLA, Kalilou, Mamadou GBONGUÉ et Éric KOUADIO. 2005. « Une approche multidimensionnelle de la pauvreté appliquée à la Côte d'Ivoire ». Centre ivoirien de recherches économique et sociales (CIRES). En ligne. 74 p. <[http://www.pep-net.org/fileadmin/medias/pdf/files\\_events/4th\\_colombo/PMMA/Sylla-2-pa.pdf](http://www.pep-net.org/fileadmin/medias/pdf/files_events/4th_colombo/PMMA/Sylla-2-pa.pdf)>, consulté le 30 mai 2013.

SYLLA, Kalilou, S. DIALLO, Flore MONNEY et A. DIAGNE. 2005. « L'évaluation de l'efficacité technique des systèmes de production rizicole en Côte d'Ivoire : une application du DEA multiproduit ». Dans *Agronomie Africaine* N°5 (Numéro spécial). pp. 85-95.

TAHET, Noël. 2002. « Décentralisation et transfert de compétences de l'État aux collectivités territoriales en Côte d'Ivoire ». Document de travail. Abidjan: Direction de la Décentralisation et du Développement Local.

TANGUAY, Dominique. 2010. « Réflexions sur les principes et les enjeux de la recherche féministe ». Dans *Perspectives étudiantes féministes – actes électroniques*, Colloques étudiant, 12-13 mars 2010. 247 p. En ligne.

<[http://www.etudesfeministes.fss.ulaval.ca/ChaireClaireBonenfant/site\\_perspectives\\_etudiantes\\_feministes\\_org/IMG/pdf\\_Actes\\_Perspectives\\_etudiantes\\_feministes.pdf](http://www.etudesfeministes.fss.ulaval.ca/ChaireClaireBonenfant/site_perspectives_etudiantes_feministes_org/IMG/pdf_Actes_Perspectives_etudiantes_feministes.pdf) >, consulté le 10 juin 2013.

TAPINOS, P. Georges, Philippe HUGON et Patrice VIMARD. 2002. *La Côte d'Ivoire à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle : défis démographiques et développement durable*. Paris : Karthala. 498 p.

TAPSOBA-VOKOUMA, Marie-Édith. 1995. « Le rôle des femmes dans l'économie domestique au Burkina Faso : cas de la province du Kadiogo ». Mémoire de Maîtrise en Développement Régional. Rimouski : Université du Québec à Rimouski, 173 p.

TCHOUASSI, Gérard. 2002. « Entreprendre au féminin au Cameroun : possibilités et limites ». Dans Actes du 2<sup>e</sup> Congrès de l'académie de l'entrepreneuriat sur le thème : « Champ de l'entrepreneuriat et dynamique des sociétés », les 17 et 18 avril 2002, Bordeaux, France. pp. 509-521.

TEISSERENC, Philippe. 2005. « Du développement local au développement territorial : la coproduction de politiques publiques par la mobilisation à partir d'un projet de territoire ». Dans *Territoires et fonctions. Tomes 2. Des pratiques aux paradigmes : Les systèmes régionaux et les dynamiques d'innovation en débats*, sous la direction de Bruno JEAN et Danielle LAFONTAINE. pp. 267-279. Rimouski : CRDT et GRIDEQ.

THIÉTART, Raymond-Alain (sous la direction de). 2007. *Méthodes de recherche en management*. 3<sup>e</sup> édition. Paris : Dunod. 586 p.

TOTTÉ, Marc, Tarik, DAHOU et René BILLAZ. (sous la direction de). 2003. *La décentralisation en Afrique de l'ouest: entre politique et développement*. Paris : Karthala. 408 p.

TOULOUSE, Jean-Marie. 1990. « La culture entrepreneuriale ». Rapport de recherche N° 9003-02. Montréal : Chaire d'entrepreneurship Maclean Hunter, HEC de Montréal.

TOUNÈS, Azzedine. 2003a. « L'entrepreneur : l'odyssée d'un concept ». Cahier de recherche N°03-73 du réseau de chercheurs Entrepreneuriat.

TOUNÈS, Azzedine. 2003b. « L'intention entrepreneuriale : une recherche comparative entre des étudiants suivant des formations en entrepreneuriat (bac+5) et des étudiants en DESS CAAE ». Thèse de Doctorat en Sciences de Gestion. Rouen : Université de Rouen. 462 p.

TOUPIN, Louise. 1997. « Qu'est-ce que le féminisme ? Trousse d'information sur le féminisme québécois des 25 dernières années », Montréal : Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine, Relais-femmes. 18 p.

- TOURAINE, Alain. 1992. *Critique de la modernité*. Paris : Fayard. 462 p.
- TOURÉ, Abibatou, Mamadou C. BARRY et Pounthioun DIALLO. 2003. « Les deux visages du féminisme africain ». Bulletin du Codesria, N°1. Dakar : Codesria. 25p.
- TOURÉ, Abou. 1981. *La civilisation quotidienne en Côte d'Ivoire : procès d'occidentalisation*. Paris : Karthala. 279 p.
- TOURÉ, Abou. 1985. *Les petits métiers à Abidjan, l'imagination au secours de la conjoncture*. Paris : Karthala.
- TOURÉ, El Hadj. 2010. « Entretiens de groupe : concepts, usages et ancrages ». *Recherche Qualitatives*, Vol. 29, N°1, pp.5-27.
- TOURÉ, Maréma. 1997. « Femme, Genre et Développement en Afrique Subsaharienne : Théories et Pratiques ». Thèse de Doctorat. Paris : Université Paris I Sorbonne-Panthéon. 497 p.
- TOURÉ, Maréma. 2002. « Recherche sur le genre en Afrique au nouveau millénaire : Perspectives, Directions et Défis ». 13 p. En ligne.  
< <http://www.codesria.org/IMG/pdf/TOURE-1.pdf> >. Consulté 25 octobre 2010.
- TOURÉ-DIABATÉ, Ténin. 2010. *Situation générale des femmes et politiques du Gouvernement concernant le genre en Côte d'Ivoire*. Abidjan : Ministère de la famille, de la femme et des affaires sociales. 38 p.
- TREMBLAY, Suzanne. 1999. « Du concept de développement au concept de l'après - développement : trajectoire et repères théoriques ». Collection Travaux et études en développement régional. Chicoutimi : Université du Québec à Chicoutimi. 53 p.
- TRIGGER, B. 1992. *Les Indiens, la fourrure et les Blancs*. Montréal : Boréal/Seuil.
- UNESCO. 1989. *Approche méthodologique pour la prise en compte des préoccupations des femmes dans la planification locale, régionale et nationale*. Paris : Unesco. 171 p.
- VACHON, Bernard. 1993. *Le développement local: théorie et pratique. Réintroduire l'humain dans la logique de développement*. Boucherville : Gaétan Morin. 331 p.
- VACHON, Bernard. 1996 « Mettre le territoire en état de produire : le rôle des facteurs sociaux, culturels et environnementaux dans la démarche de développement local ». Dans *Le Québec des régions : vers quel développement ?*, sous la direction de Serge COTÉ, Juan-Luis KLEIN et Marc-Urbain PROULX. pp. 241-258. Rimouski-Chicoutimi : GRIDEQ-GRIR.

VACHON, Bernard et André LEMIEUX. 1998. « Mutations structurelles et déconcentration économique : des perspectives nouvelles pour le développement territorial ». Dans *Territoires et développement économique* sous la direction de Marc.-Urbain PROULX. pp. 67-90. Paris, Montréal : L'Harmattan.

VAN CAMPENHOUDT, Luc, Jean-Michel CHAUMON et Abraham FRANSSEN. 2005. *La méthode d'analyse en groupe. Applications aux phénomènes sociaux*. Paris : Dunod. 215 p.

VAN CAMPENHOUDT, Luc, Raymond QUIVY et Jacques MARQUET. 2011. *Manuel de recherche en sciences sociales*, 4<sup>e</sup> édition, Paris : Dunod, 262 p.

VAN DER MAREN, Jean-Marie 1995. *Méthodes de recherche pour l'éducation*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal. 506 p.

VAN DER MAREN, Jean-Marie. 1997. « La recherche qualitative peut-elle être rigoureuse? ». *Recherches qualitatives*, Vol. 17, pp. 80-90.

VAN DER MAREN, Jean-Marie. 2010. « La maquette d'un entretien : son importance dans le bon déroulement de l'entretien et dans la collecte de données de qualité », *Recherches qualitatives*. Vol. 29, N°1, pp. 129-139.

VELT, Pierre. 1996. *Mondialisation, Villes et Territoires. L'économie d'archipel*, Paris : PUF. 262 p.

VELT, Pierre. 2002. *Des lieux et des liens. Politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*. Paris : Éditions de L'Aube. 154 p.

VÉRIN, Hélène. 1980. *Entrepreneurs, entreprise, Histoire d'une idée*. Paris : PUF. 262 p.

VERNIÈRES, Michel. 2009. « Les inégalités territoriales : le cas des territoires ruraux ». Dans Conférence internationale « Inégalités et développement dans les pays méditerranéens. (Istanbul, 2009).

VERSTRAETE, Thierry et Michel MARCHESNAY. 2000. *Histoire d'entreprendre : les réalités de l'entrepreneuriat*, Caen, France : EMS. 297 p.

VIDAL, Claudine. 1985. « L'artisanat féminin et la restauration populaire à Abidjan ». Dans Séminaire International sur la Place des Femmes dans l'Autosuffisance et les Stratégies Alimentaires: *Femmes et politiques alimentaires*. (Paris, 1985). pp. 548-555. Paris : ORSTOM.

VINET, Élise. 2008. « Émergence, perspective et mise à l'épreuve contemporaine du constructivisme sexué ». *Connexions*, Vol. 2, N° 90, pp. 57-75.



VOUHÉ, Claudy. 2001. « Institutionnalisation de la planification-genre : vrais pouvoirs et fausses excuses ». Dans *Genre et économie : un premier éclairage*, sous la direction de Jeanne BISILLIAT et Christine VERSCHUUR. Cahiers Genre et Développement, N°2. pp. 457-477. Paris : L'Harmattan.

WEBER, Max. 2004. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme : suivi d'autres essais*. Paris : Gallimard. 531 p.

WEEKES-VIAGLIANI, Winifred et Bernard T. GROSSA. 1980. *Les femmes dans le développement : quatre études de cas*. Paris: OCDE. 366 p.

WORLD BANK. 2001. *Engendering Development*, Washington DC : World Bank.

YIN, K. Robert. 1984. *Case Study Research*. Beverly Hills : Sage Publications. 160 p.

YIN, K. Robert. 2003. *Case Study Research : Design and Methods*, 3<sup>e</sup> édition (precedents 1989 et 1994). Thousand Oaks, Sage Publications.

YIN, K. Robert. 2009. *Case Study Research : Design and Methods*, 4<sup>e</sup> édition, Thousand Oaks, Sage Publications. 219 p.

YOUNG, Kate. 1993. *Planning development with women*. New York: St. Martin Press. 166 p.

YOUNG, Kate. 2000. « Intérêt des femmes et planification : approche méthodologique en vue de leur intégration dans les projets locaux, régionaux et nationaux ». Dans *Le genre : un outil nécessaire : introduction à une problématique*, sous la direction de Jeanne BISILLIAT et Christine VERSCHUUR, pp. 215-219. *Cahiers Genre et Développement*, N°1. Paris : AFED, Genève : EFI.

ZADI, K. Marcel. 1998. *Culture africaine et gestion de l'entreprise moderne*. Abidjan : Les Éditions CEDA. 248 p.

ZADI, K. Marcel. 2004. *Développement de proximité et gestion des communautés villageoises*. Abidjan : Éditions Eburnie.

ZOA NGAOUNDOUA, A. S. Mathilde. 2000. « Entrepreneuriat féminin et gestion de l'environnement dans les villes africaines: le cas de Dakar ». Thèse de Doctorat en Sociologie. Sainte-Foy, Québec : Université Laval. 388 p.

## SITES INTERNET

### **Adéquations**

<http://www.adequations.org/>

### **AFED-Association Femmes et Développement**

<http://www.afed.refer.org/>

### **Conseil du statut de la femme**

<http://www.csf.gouv.qc.ca/>

### **Égalité des femmes et des hommes en Francophonie**

<http://genre.francophonie.org/>

### **Féminisation du langage**

<http://www.olf.gouv.qc.ca>

<http://www.français-affaires.com/usages/feminisation/feminisation.htm>

### **Fondation de l'entrepreneurship**

<http://www.entrepreneurship.qc.ca/>

### **Genre en action**

<http://www.genreenaction.net/>

### **OREGAND-Observatoire sur le développement régional et l'analyse différenciée selon les sexes**

<http://www.oregand.ca/veille/>

### **RITIMO-Bibliographie sur le genre**

<http://www.ritimo.org/article4279.html>

### **Secrétariat à la jeunesse Québec**

<http://www.defi.gouv.qc.ca/>

### **The web book of regional science:**

<http://www.rrt.wvu.edu/regscweb.htm>





